

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE - 1955

*Rétrospective de dix années
et perspectives d'avenir*



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Rome, Italie

Octobre 1955

ANNUAIRES STATISTIQUES DE LA FAO

ANNUAIRE DE STATISTIQUES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES 1954

Les deux volumes de l'**Annuaire de statistiques agricoles et alimentaires** publiés par la FAO constituent un ouvrage de référence contenant des statistiques de base et sont indispensables à tous ceux qui s'intéressent à l'évolution de la situation de l'agriculture dans le monde.

Première partie - Production : statistiques sur l'utilisation des terres, les cultures, les effectifs du cheptel et les produits de l'élevage, les disponibilités alimentaires et leur utilisation, les engrais commerciaux, les produits antiparasitaires et les machines agricoles. Ce volume contient en outre des séries de prix pour les principaux produits agricoles et des nombres-indices des prix et de la production agricole. Des chiffres sont donnés pour chaque pays et des totaux pour chaque région et pour l'ensemble du monde.

Deuxième Partie - Commerce : statistiques relatives aux importations et aux exportations des principaux produits alimentaires et agricoles ainsi que des estimations totales par région et pour l'ensemble du monde. Ce volume donne également, d'après la Classification type du commerce international et pour certains pays, les chiffres de la valeur du commerce des produits alimentaires, d'autres produits agricoles et des biens nécessaires à la production.

Chaque volume, trilingue (anglais, français, espagnol) : \$3,50

ANNUAIRE STATISTIQUE DES PÊCHES 1952-53

Pour la première fois l'**Annuaire statistique des pêches** de la FAO paraît en deux volumes.

Première partie - Production et bateaux de pêche : statistiques des quantités pêchées et débarquées, des renseignements sur leur utilisation, sur la production des produits en conserve et traités ainsi que sur les bateaux de pêche.

Deuxième partie - Commerce international : chiffres des importations et des exportations des produits des pêches.

Grâce à cette division en deux volumes, il est possible de publier assez rapidement et au besoin plus fréquemment qu'autrefois les statistiques de la production. L'Annuaire vise à présenter les renseignements fournis par les différents pays de manière à rendre possibles des analyses globales et régionales, à fournir le cadre général dans lequel pourront être étudiées les statistiques nationales des pêches et aussi à faciliter les comparaisons internationales.

Chaque volume, trilingue (anglais, français, espagnol) : \$3,00

ANNUAIRE STATISTIQUE DES PRODUITS FORESTIERS 1954

Cet Annuaire, le huitième de la série, donne des chiffres officiels communiqués par plus de 100 pays et territoires sur la production et le commerce des bois ronds, du bois travaillé, de la pâte de bois, du papier journal, des papiers et cartons et des panneaux de fibre, ainsi qu'un résumé du commerce mondial.

Texte en anglais, français et espagnol ; tableaux en anglais et en français : \$2,50

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 1955

C55/4

LA SITUATION MONDIALE
DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE
1955

RÉTROSPECTIVE DE DIX ANNÉES
ET PERSPECTIVES D'AVENIR

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
ROME (ITALIE)

OCTOBRE 1955

Imprimé en Italie

TABLE DES MATIÈRES

<i>Avant-propos</i>	1
-------------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

<i>I Résumé</i>	5
---------------------------	---

<i>II Situation à la fin de la guerre ; principaux facteurs de l'évolution d'après-guerre</i>	13
---	----

Production agricole après la guerre	13
---	----

Changements dans la structure de la production agricole	17
---	----

Comparaison avec la situation à la fin de la première guerre mondiale	20
---	----

Les pêches après la seconde guerre mondiale	20
---	----

La foresterie à la fin de la guerre	20
---	----

Niveaux de consommation alimentaire au cours des premières années d'après-guerre	21
--	----

Rationnement et contrôle des prix des denrées alimentaires pendant et après la guerre	22
---	----

Facteurs sociaux et économiques affectant l'évolution d'après-guerre	23
--	----

Dommages de guerre	23
------------------------------	----

Pressions inflationnistes	24
-------------------------------------	----

Accroissement démographique	24
---------------------------------------	----

Politiques de plein emploi et d'assistance sociale	24
--	----

L'agriculture dans les pays sous-développés	27
---	----

Répercussions des groupements politiques et économiques sur l'agriculture	27
---	----

Difficultés auxquelles s'est heurté après-guerre le système des paiements internationaux	29
--	----

Les pénuries de produits agricoles, facteur d'aggravation du déficit en dollars	30
---	----

Incidences du déficit en dollars sur la production agricole	31
---	----

Les grandes lignes des politiques agricoles d'après-guerre	32
--	----

<i>III La mobilisation des ressources en vue du développement de l'agriculture</i>	34
--	----

Programmes nationaux et mondiaux de développement agricole	34
--	----

Début d'une action internationale	35
---	----

Plans et programmes nationaux	36
---	----

Programmes relatifs aux pêches.	38
Programmes relatifs aux forêts	38
Situation récente en matière de programmes	39
Financement du développement agricole	39
Investissements privés nationaux	40
Fonds publics nationaux	41
Investissements privés internationaux dans l'agriculture	42
Fonds publics internationaux	43
Crédit intérieur	45
Autres services	46
Réformes de structure en vue d'aider au développement agricole	47
Transfert de la propriété.	48
Amélioration des conditions de tenure.	49
Remembrement des terres	50
Enregistrement des terres et fiscalité agricole	50
Le rôle des politiques de prix dans la mise en œuvre des programmes agricoles	51
Politiques en matière de prix et de revenu agricoles.	52
Problèmes posés par l'application des politiques de prix à la production	54
Tentatives internationales de stabilisation des prix	56
Aide directe à la production	57
Politique des prix et problèmes de commercialisation.	58
Amélioration des services agricoles officiels	60
Services de vulgarisation	60
Recherche agricole.	61
Commercialisation agricole	62
IV Progrès de la technologie agricole et rationalisation de l'exploitation des ressources naturelles	65
Agriculture	65
Exploitation et aménagement des eaux	65
Fertilité du sol	67
Machines agricoles	71
Sélection végétale et amélioration des semences	74
Lutte contre les maladies et ennemis des cultures	75
Amélioration des pâturages et des fourrages.	77
Santé animale	78
Alimentation des animaux	79
Sélection animale	80
Effets de la mise en valeur des ressources naturelles et des progrès de la technologie sur la productivité agricole	80
Forêts.	83
Pêches	84
V Evolution de la production et des disponibilités	87
Le relèvement de la production.	87
Agriculture	87
Pêches	97

Forêts	98
Le commerce international des produits agricoles	99
Structure des échanges avant la guerre	99
Situation à la fin de la guerre	99
Le volume du commerce international depuis la deuxième guerre mondiale	99
Tendances régionales du commerce international des produits agricoles	102
Tendances des produits.	105
L'apparition des excédents	106
Consommation alimentaire et nutrition	110
Modifications de la demande de matières premières d'origine agricole et forestière	117
Utilisation croissante de produits de remplacement.	119
VI Mouvements des prix, revenus des exploitants agricoles et achats des consommateurs	121
Mouvements des prix sur les marchés internationaux.	122
Changements intervenus dans les valeurs unitaires moyennes des produits agricoles et de l'ensemble des produits faisant l'objet d'échanges internationaux.	123
Comparaison avec la première guerre mondiale	123
Changements intervenus dans les valeurs moyennes des différentes catégories de produits agricoles	124
Changements intervenus dans les valeurs moyennes de certains produits	125
Hausse des valeurs moyennes par rapport aux dernières années d'avant-guerre	128
Produits forestiers	128
Mouvements des prix et prix à la production	128
Rapport entre les prix payés et reçus par les exploitants agricoles .	131
Revenus agricoles et dépenses d'exploitation.	131
Rapports entre les revenus des exploitants et le niveau de la production	134
Productivité de la main-d'œuvre agricole	134
Revenus individuels agricoles par rapport à ceux des autres branches d'activité	139
Mouvements des prix et consommation	140
Tendances récentes des coûts de commercialisation.	140
Rapports existant entre les prix de détail des denrées alimentaires et ceux de l'ensemble des autres produits.	143
Rapport entre les prix de détail et les prix à la production	144
Prix de détail et niveaux de consommation des produits alimentaires .	146
Rapport des dépenses alimentaires et des dépenses totales	148
Niveaux des prix et évolution future	150
VII Les problèmes qui se posent encore	151
Le problème de la sous-consommation.	152
Taux d'accroissement de la demande	152
Mesures destinées à développer la demande et la consommation.	156

Le problème du soutien des prix et de l'assouplissement de la production	159
Soutien des prix et surproduction	159
Le soutien des prix et la structure de la production	160
Le soutien des prix et le coût élevé de la production	160
Le soutien des prix et le commerce international	160
Soutien des prix dans les pays qui produisent surtout pour l'exportation	161
Le soutien des prix, frein à la consommation	162
Soutien des prix ; essai de conclusion	163
La stagnation et l'instabilité des prix dans le commerce international des produits agricoles	163
Revenu et productivité agricoles	165
Conclusion	166

DEUXIÈME PARTIE

<i>Rétrospective des dix dernières années et perspectives à court terme, produit par produit</i>	171
Blé	171
Evolution de la production et des échanges	171
Evolution du marché et des prix	176
Perspectives	177
Céréales secondaires	178
Production et échanges	178
Prix	180
Situation actuelle et perspectives	181
Riz	182
La situation au cours des dix dernières années	182
Situation actuelle et perspectives	186
Sucre	186
De 1946 à 1950	187
De 1951 à 1955	189
Perspectives	190
Produits de l'élevage	191
Viande	191
Produits laitiers ; Oeufs	196
Produits des pêches	199
Produits frais et congelés	200
Produits séchés, salés et fumés	201
Produits des pêches en conserve	202
Farines de poisson	204
Perspectives	205
Matières grasses et oléagineux	206
Tendances de l'après-guerre	206
Situation actuelle	208
Perspectives	209

Fruits frais	210
Tendances de l'après-guerre	210
Perspectives	212
Raisins secs et vin	213
Café	214
Tendances de l'après-guerre	214
Situation actuelle et perspectives	217
Thé.	217
Production	217
Consommation.	218
Echanges	219
Perspectives	219
Cacao.	220
Tendances de l'après-guerre	220
Perspectives	222
Tabac.	222
Production et consommation	222
Echanges et prix.	224
Perspectives	225
Coton.	226
Production	226
Consommation et échanges.	227
Stocks et prix.	228
Perspectives.	230
Laine	230
Production	230
Consommation et échanges.	231
Stocks et prix.	232
Situation actuelle et perspectives	233
Jute	233
Production	233
Consommation et échanges.	234
Stocks et prix.	234
Situation actuelle et perspectives	235
Caoutchouc	235
Production	235
Consommation.	236
Stocks	237
Perspectives	237
Fibres dures.	238
Produits forestiers	238
Bois ronds	238
Sciages	240
Contreplaqués et panneaux de fibre.	242
Pâte de bois.	244
Papier et carton.	247
Perspectives	249

Tableaux annexes	251
-----------------------------------	------------

Graphiques :

II-1. Production de céréales par habitant après la deuxième guerre mondiale (Comparaison avec l'avant-guerre).	14
II-2. Effectifs du bétail après la deuxième guerre mondiale (Comparaison avec l'avant-guerre)	15
II-3. Effectifs des porcins après la deuxième guerre mondiale (Comparaison avec l'avant-guerre)	16
II-4. Niveau de la production mondiale de certains produits ; 1946-47 à 1954/55	19
V-1. Production brute des cultures alimentaires, des cultures non alimentaires et des produits du bétail dans certains pays, et accroissement démographique	88
V-2. Production agricole, monde et régions, 1934-38, 1946-47 et 1954 . . .	90
V-3. Production agricole par habitant	91
V-4. Accroissement relatif de la production agricole, de la production industrielle, de la production minière et de la population	93
V-5. Evolution de la production céréalière et des effectifs du bétail après la première guerre mondiale et après la deuxième guerre mondiale	94
V-6. Production et utilisation du bois	96
V-7. Développement comparé du volume du commerce mondial en général et du commerce des produits agricoles	100
V-8. Tendances régionales du commerce international des produits agricoles	101
V-9. Indices du volume des exportations de certains produits agricoles . .	103
V-10. Stocks de certains produits agricoles après la première et la deuxième guerres mondiales	108
V-11. Ration calorique moyenne, par région, avant-guerre, 1947/48, 1950/51 et 1953/54.	111
V-12. Ration moyenne de toutes protéines par régions, avant-guerre, 1947/48, 1950/51 et 1953/54.	113
V-13. Ration moyenne de protéines animales, par régions, avant-guerre, 1947/48, 1950/51 et 1953/54.	114
V-14. Consommation de viande après la deuxième guerre mondiale	115
V-15. Proportion de calories totales fournie par les céréales	116
V-16. Production industrielle et consommation mondiale (non compris l'U.R.S.S., la Chine et l'Europe orientale) de certaines matières premières importantes, d'origine agricole et forestière	118
VI-1a. Indices des valeurs unitaires moyennes à l'exportation pour le monde	122
VI-1b. Indices des valeurs unitaires moyennes à l'importation des produits agricoles en dollars E.-U. d'après 1934, pour le monde	123
VI-2. Indices des valeurs unitaires moyennes à l'importation de grands groupes de produits agricoles, en dollars E.-U. d'après 1934, pour le monde	124
VI-3. Indices des valeurs unitaires moyennes à l'importation de certains produits agricoles, en dollars E.-U. d'après 1934.	126
VI-4. Indices des prix du bois et des produits du bois.	129

VI-5.	Indices des prix à la production des produits agricoles en fonction de l'indice général des prix de gros	130
VI-6.	Revenu réel dans l'agriculture et volume de la production nette . .	133
VI-7.	Augmentation de la productivité de la main-d'œuvre agricole	136
VI-8.	Revenu dans l'agriculture, les forêts et les pêches, en pourcentage du revenu dans d'autres branches d'activité.	138
VI-9.	Part revenant à l'exploitant et marge de commercialisation, en pourcentage du prix de détail des produits agricoles alimentaires constituant le « panier à provisions » aux Etats-Unis 1925-1954	140
VI-10.	Rapport entre l'indice des prix de détail des denrées alimentaires et l'indice général des prix de détail.	144
VI-11.	Indice des prix à la production et indice des prix de détail des denrées alimentaires dans certains pays	145
VI-12.	Dépenses par habitant pour l'achat de denrées alimentaires à des prix constants, revenu réel moyen par habitant et indice des prix de détail des denrées alimentaires	147
VI-13.	Pourcentage des dépenses totales personnelles consacré à l'achat de denrées alimentaires	148
VI-14.	Inde : Mouvement des prix de gros 1951-1955	149
VII-1a.	Rapports entre le revenu national par habitant et les dépenses consacrées à l'alimentation, aux boissons et au tabac par habitant (tout en dollars E.-U.).	154
VII-1b.	Part estimée de chaque centaine de dollars supplémentaire du revenu consacrée à l'alimentation, aux boissons et au tabac	154
C-1.	Production mondiale de blé ; moyenne 1934-38 et de 1945 à 1954. . .	172
C-2.	Exportations mondiales de blé et de farine de blé (en équivalent de blé), moyennes 1934/35 - 1938/39 et de 1945/46 à 1954/55	173
C-3.	Prix des céréales secondaires, 1945/46 à 1954/55	181
C-4.	Modifications importantes survenues dans la structure des échanges de riz ; moyenne 1934-38 et 1947 à 1953.	184
C-5.	Importations nettes de riz et d'autres céréales dans six pays d'Extrême-Orient, avec indication des mouvements relatifs des prix. Moyenne 1934-38 et 1947-54.	185
C-6.	Consommation de viande par habitant en 1953/54	192
C-7.	Prix moyens mensuels des matières grasses sur les marchés internationaux 1951-55	207
C-8.	Exportations mondiales de tabac en feuilles	224
C-9.	Valeurs unitaires des exportations de tabac en feuilles ; 1946-1954. . .	225
C-10.	Prix du coton brut (comprenant les taxes et les subventions à l'exportation)	229
C-11.	Stocks mondiaux de laine au 1 ^{er} janvier	233
C-12.	Production, consommation et stocks mondiaux de caoutchouc naturel .	236

AVANT-PROPOS

Mil neuf cent cinquante-cinq, qui marque le dixième anniversaire de la fondation de la FAO, voit aussi s'achever la première décennie au cours de laquelle l'agriculture s'est relevée et développée depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. C'est, dans l'histoire de l'agriculture, une période mémorable et fertile en événements. Elle a vu se produire un retournement dramatique de la situation : immédiatement après la guerre, tout n'était que ruines et la famine menaçait ; aujourd'hui, ce sont les excédents de produits agricoles détenus par certains pays qui suscitent à nouveau des inquiétudes. Et pourtant, dans le monde entier, des millions de gens sont encore sous-alimentés, mal vêtus et mal logés.

Au cours de ces dix années, les progrès de la technique en agriculture, en sylviculture et dans le domaine des pêches ont été plus rapides et plus généralisés qu'ils ne l'avaient jamais été dans un même laps de temps. D'autre part, des changements remarquables se sont produits dans l'agriculture au point de vue social et économique. De vastes réformes agraires ont été réalisées. Dans bien des pays, la mise en valeur de l'agriculture et la politique forestière ont commencé à s'organiser de manière rationnelle. On s'efforce un peu partout de limiter les fluctuations des prix agricoles et de donner aux cultivateurs une sécurité économique qu'ils n'avaient encore jamais connue. Les découvertes de la science de la nutrition ont reçu des applications plus étendues, destinées en particulier à assurer aux mères et aux enfants le niveau minimum de nutrition. Des plans internationaux d'investissements et d'assistance technique ont été entrepris ; ils visent essentiellement, dans le domaine agricole, à résoudre des problèmes qui se posaient depuis très longtemps : faible productivité, sous-alimentation et pauvreté des populations rurales dans les pays peu développés. Et ce ne sont là que quelques-uns des faits marquants de ces dix dernières années. L'occasion nous a semblé bonne pour donner au rapport annuel sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture une forme différente. Il y sera moins question, cette année, de la situation actuelle et des perspectives à court terme que des progrès réalisés et de l'expérience acquise au cours de ces dix dernières années. Le sujet a été traité de manière plus analytique que purement descriptive. On s'est efforcé de faire ressortir les causes fondamentales des principaux faits qui ont marqué l'après-guerre et de porter un jugement de valeur sur certains des résultats acquis. Enfin, dans le dernier chapitre de la première partie, quelques-uns des grands problèmes restant à résoudre sont étudiés, à la lumière de l'expérience acquise au cours de ces dix années d'après-guerre, avec l'espoir que les leçons tirées par certains pays seront utiles à d'autres qui ont à faire face à des problèmes analogues.



P. V. CARDON
Directeur général

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre I - RÉSUMÉ

La première partie de ce rapport est consacrée au relèvement de l'agriculture, des forêts et des pêches après la deuxième guerre mondiale, à la façon dont les ressources ont été mobilisées dans ce but, aux principales difficultés qu'il a fallu surmonter et aux leçons que l'on peut tirer de l'expérience des dix dernières années afin de résoudre les problèmes qui se posent encore. La deuxième partie, où sont étudiées l'évolution de la situation après la guerre et les perspectives des différents produits, n'est pas résumée ci-après, car elle est déjà très concise.

Chapitre II : Situation à la fin de la guerre ; principaux facteurs de l'évolution d'après-guerre

La production à la fin de la guerre. La guerre a exercé sur la production agricole des effets très variés. Pour le monde considéré dans son ensemble, la production en 1946/47 n'était inférieure que de 5 pour cent environ à celle de 1934-38. Mais en Europe, en U.R.S.S., et en Afrique du Nord, elle avait diminué dans la proportion du quart au tiers, et de plus de dix pour cent en Extrême-Orient, alors qu'en Amérique du Nord, elle avait augmenté d'environ un tiers. Ailleurs, les modifications ont été relativement peu importantes.

Production par habitant. L'accroissement constant de la population mondiale, dont le chiffre en 1946/47 était supérieur de 10 pour cent environ à celui de 1934-38, n'a fait qu'intensifier les pénuries d'après-guerre. Si la production agricole totale n'avait diminué que de 5 pour cent, la production par habitant n'avait pas diminué de moins de 15 pour cent.

Niveaux de consommation alimentaire. Les destructions matérielles étaient plus graves et plus étendues qu'après la première guerre mondiale, mais cette fois-ci, la répartition des disponibilités alimentaires sur le plan international, l'aide fournie

sur le plan international par l'UNRRA et aussi la meilleure organisation du rationnement ont permis d'éviter la famine.

Forêts. Les forêts avaient souffert directement et gravement de la guerre en Europe centrale et en Europe orientale, y compris la partie ouest de l'U.R.S.S., et aussi dans certains pays d'Asie. Mais les coupes excessives, en particulier en Europe septentrionale et aux Etats-Unis et l'attention insuffisante accordée à l'aménagement rationnel des forêts avaient provoqué des dommages indirects fort étendus. En Amérique du Nord, la production de pâte et de papier avait pris un essor remarquable.

Pêches. La destruction et la réquisition des bateaux de pêche et du matériel, sans parler des pertes humaines, avaient entraîné une grave diminution de la production de poisson. Cette diminution était très marquée dans le nord-ouest de l'Europe et en Extrême-Orient.

Facteurs de l'évolution d'après-guerre. La politique agricole d'après-guerre a été en grande partie influencée par un certain nombre de facteurs économiques et sociaux, au nombre desquels on peut citer les suivants :

Population. A l'accroissement accéléré de la population, provoqué par l'élévation du taux de natalité et par l'amélioration des services médicaux, a correspondu une augmentation de la demande de produits agricoles. Cette augmentation s'est fait particulièrement sentir dans certaines régions insuffisamment développées, notamment en Amérique latine où le chiffre de la population est maintenant supérieur de près de 50 pour cent à celui d'avant-guerre.

Plein emploi et politiques sociales. La mise en oeuvre de ces politiques a fait augmenter la demande par habitant de produits agricoles, en particulier de ceux qui coûtent le plus cher. Cela explique en partie pourquoi, depuis la guerre, des

politiques de soutien des prix et d'autres mesures destinées à stabiliser le revenu agricole ont été adoptées un peu partout.

Développement économique des régions sous-développées. Ce facteur est à l'origine de la mise en valeur plus rapide et mieux équilibrée des ressources en terres et en eaux des pays sous-développés, ainsi que de l'élaboration de plans importants d'assistance technique et financière sur le plan international. L'industrialisation toujours plus poussée de ces pays a constitué un autre facteur qui a contribué à faire augmenter et à diversifier la demande de produits agricoles.

Groupements économiques et politiques. L'apparition de nouveaux groupements, comme le bloc communiste et les pays membres de l'OECE, a modifié jusqu'à un certain point la structure du commerce mondial et a suscité une certaine coordination régionale des politiques agricoles. Mais l'influence de ce facteur a probablement été, jusqu'à présent, moins grande que celle d'anciens groupements comme le Commonwealth britannique et l'Union française.

Le déficit en dollars. Les modifications survenues pendant la guerre dans la structure de la production et du commerce des produits agricoles et en particulier le fait que les pays importateurs de denrées alimentaires étaient devenus de plus en plus tributaires de l'Amérique du Nord ont, après la guerre, aggravé les difficultés de paiement ; on peut imputer à cet état de choses un tiers au moins du déficit en dollars. Les difficultés de paiement ont, à leur tour, constitué l'une des causes principales du désir que manifestent tous les pays de se suffire davantage à eux-mêmes au point de vue agricole ; elles ont, de ce fait, contribué à l'apparition d'excédents de produits agricoles en Amérique du Nord. Par ailleurs, le Plan Marshall ainsi que d'autres prêts et subventions consentis aux régions dévastées par la guerre ont joué un rôle dans le relèvement rapide de l'agriculture.

Chapitre III: La mobilisation des ressources en vue du développement de l'agriculture

Plans et programmes. Devant la nécessité urgente d'augmenter la production, bien des pays ont élaboré des plans et des programmes de développement agricole et les mesures de consultation et de coopération internationales se sont multipliées. Les premiers programmes mis au point concernaient surtout la production. Il semble nécessaire maintenant, dans bien des pays, de s'attacher

davantage à la distribution et à la commercialisation.

Investissements. Les sources normales de capitaux étaient insuffisantes pour permettre à l'agriculture de prendre, après la guerre, le développement voulu, qui nécessitait de grosses mises de fonds publics. C'est surtout dans les pays insuffisamment développés que le financement par l'Etat a joué un rôle important. Les fonds d'investissement étaient pour la plus grande partie d'origine nationale, mais on a eu fortement recours, dans certains cas, pour l'achat de matériel importé par exemple, à des fonds d'origine internationale et étrangère.

Crédit. Malgré les progrès assez importants réalisés depuis la guerre, l'agriculture se ressent encore gravement, en particulier dans les pays insuffisamment développés, des insuffisances du crédit à court et à moyen terme, à des taux d'intérêt raisonnable. C'est ainsi qu'en Inde, d'après un rapport récent, les prêteurs fournissent 90 pour cent environ du crédit agricole, et cela généralement à très fort intérêt.

Réforme agraire et impôt foncier. Le remembrement et le transfert de la propriété aux exploitants ont permis de remédier aux vices de structure qui faisaient obstacle à l'utilisation rationnelle des terres. En Extrême-Orient, les mesures législatives prises récemment dans ce domaine ont une portée remarquable. On note aussi une tendance générale à procéder à l'enregistrement des titres de propriété plutôt qu'à celui des actes. Dans plusieurs pays, le système de l'impôt foncier a été rationalisé.

Soutien des prix. La sécurité plus grande apportée aux agriculteurs par la politique de soutien des prix les a encouragés à augmenter leur production. Dans les pays où le niveau du prix de soutien était fonction des coûts de production ou de formules de parité, la production agricole a eu tendance à réagir avec moins de souplesse. Ailleurs, on a utilisé le niveau du soutien des prix pour orienter la production.

Stabilité des prix sur les marchés internationaux. Pendant la période de pénurie, le commerce international a été caractérisé par l'apparition de contrats intergouvernementaux à long terme, qui ont donné aux prix une certaine stabilité ; par la suite, ces contrats ont perdu de leur importance. Les efforts tendant à améliorer la stabilité des prix par des accords internationaux sur les produits n'ont abouti que pour le blé et le sucre.

Commercialisation. Maintenant que le cap de la pénurie est franchi, on s'attache davantage à améliorer les méthodes de commercialisation. C'est ainsi que l'on voit se créer ou se renforcer, dans de nombreux pays peu développés, des organismes nationaux et coopératifs de commercialisation destinés à améliorer la situation de l'agriculteur.

Services de vulgarisation. Le renforcement des services consultatifs ou des services de vulgarisation agricole a été, dans de nombreux pays, un facteur essentiel du développement de l'agriculture après la guerre. Un fait important, en Extrême-Orient surtout, a été l'élargissement des services de vulgarisation en un système de « développement des collectivités » qui assure également aux populations rurales des services d'éducation, d'hygiène, etc. Les services de vulgarisation en matière de commercialisation et de problèmes économiques, qui jusqu'alors n'existaient guère qu'en Amérique du Nord, se multiplient en Europe occidentale.

Recherche agricole. Les progrès ont été rapides dans ce domaine depuis la guerre. Les échanges de renseignements et les études à l'étranger ont été rendus plus faciles, ce qui a permis de surmonter les pénuries de personnel et de matériel de recherche dans les pays insuffisamment développés. La coordination des recherches sur le plan international ne cesse de se resserrer, en matière d'hybridation du maïs en Europe et d'hybridation du riz en Extrême-Orient, par exemple.

Chapitre IV: Progrès de la technologie et rationalisation de l'exploitation des ressources naturelles

Utilisation des eaux et lutte contre les inondations. Dans plusieurs régions, de grands travaux ont été entrepris pour améliorer l'exploitation des eaux et la lutte contre les inondations. C'est surtout en Extrême-Orient, en particulier en Inde, au Pakistan et en Thaïlande, ainsi qu'en Amérique latine, en particulier au Mexique, que des progrès ont été réalisés. Il est également probable que des progrès assez importants ont été effectués en U.R.S.S. et en Chine. Mais dans bien des parties du monde, l'étude systématique des ressources en eau ne fait que commencer.

Fertilité du sol. La consommation mondiale d'engrais commerciaux a presque doublé par rapport à l'avant-guerre, mais les niveaux de consommation restent très inégaux. Si l'Europe consomme la moitié du total mondial et l'Amérique du Nord

un tiers, les régions peu développées n'en consomment que 14 pour cent. En Amérique du Nord et dans les régions sous-développées, la consommation a plus que quadruplé par rapport à l'avant-guerre. Des progrès ont été également enregistrés en matière d'utilisation des engrais animaux, composts, etc., ainsi qu'en matière de prospection des sols, mais il est moins facile de les chiffrer.

Machines agricoles. Le parc mondial de tracteurs a triplé par rapport à l'avant-guerre, ce qui a permis de libérer de nombreuses terres consacrées à la production d'aliments destinés aux animaux de trait. Mais là encore le développement a été très inégal : les machines agricoles sont très peu utilisées en Afrique ainsi qu'en Asie, où elles servent surtout dans les centres nationaux de tracteurs. Peu de progrès ont été réalisés dans le domaine plus modeste mais important pourtant de l'amélioration du matériel à traction animale et des outils à main.

Sélection végétale. L'intensification de la coopération internationale a contribué aux grands progrès réalisés dans ce domaine. Pourtant, dans bien des pays encore les travaux relatifs à la multiplication et à la distribution des semences sont moins avancés que la mise au point de variétés nouvelles. Le maïs hybride donne, dans certains pays d'Europe, des rendements bien supérieurs. Dans les pays peu développés, il y a lieu de noter l'attention plus marquée dont font l'objet les cultures vivrières essentielles.

Lutte contre les maladies et les ennemis des cultures. L'après-guerre a vu se développer la coopération internationale en matière de lutte antiacridienne et dans d'autres domaines de la protection des végétaux. L'emploi de nouveaux insecticides de synthèse et de produits désherbants hormonaux à action sélective a permis de maintenir et d'augmenter les rendements.

Amélioration des pâturages et des fourrages. L'aménagement des pâturages et des cultures fourragères a fait l'objet, dans les zones tempérées, d'améliorations assez importantes. Ailleurs, on commence à effectuer des enquêtes et des recherches.

Zootéchnie. Des progrès assez importants ont été enregistrés dans le domaine de la lutte contre les maladies animales : de nouveaux médicaments et vaccins ont été mis au point et, dans bien des pays peu développés, des services vétérinaires nationaux ont été créés. Les gouvernements coopèrent sur le plan régional pour lutter contre les

épizooties. Dans les pays développés, la science de l'alimentation des animaux a fait de grands progrès et des pratiques d'alimentation plus rationnelles ont été adoptées. Il y a également lieu de noter les progrès de l'enregistrement du rendement des animaux et ceux de l'insémination artificielle. Dans les pays où les conditions climatiques sont défavorables, on s'attache davantage à améliorer les races indigènes.

Progrès techniques et productivité agricole. C'est aux progrès de la technologie, qui se traduisent par l'accroissement du rendement à l'hectare et par animal, que revient le rôle le plus important dans le développement de la production en Europe, en Amérique du Nord et en Océanie après la guerre. Aux États-Unis, par exemple, le rendement par acre de terre cultivée et par unité animale a augmenté d'environ 30 pour cent par rapport à la moyenne de 1925-39. Les régions évoluées recueillent maintenant le fruit des efforts soutenus qu'ils déploient depuis longtemps en matière de recherche, de vulgarisation et de mise en valeur des ressources. Dans bien des pays peu développés où ces efforts commencent seulement à se manifester, les résultats, c'est-à-dire l'accroissement de productivité, viendront plus tard. Toutefois, les travaux visant à étendre les superficies cultivées ou irriguées portent déjà leurs fruits.

Forêts. Des progrès notables ont été enregistrés en matière d'exploitation forestière et d'utilisation du bois. Un plus grand nombre de forêts sont maintenant accessibles, la gamme des espèces commerciales s'est étendue et la rationalisation de l'exploitation a réduit les pertes et a fait baisser les coûts. L'utilisation du bois s'est améliorée : la proportion de produits forestiers utilisés comme combustibles a diminué et de nouveaux produits ont été mis au point, dont un grand nombre utilisent du bois considéré jusqu'alors comme déchets.

Pêches. C'est surtout la recherche et l'évaluation systématique des ressources des pêches qui ont fait l'objet des plus grands progrès. Des améliorations ont également été apportées au matériel de pêche, ainsi qu'en matière de conservation du poisson et de production et d'utilisation de farine de poisson.

Chapitre V: Evolution de la production et des disponibilités

Production agricole. A la suite des mesures adoptées dans le domaine économique, social, et technique, le volume de la production mondiale,

en 1954, non compris le bloc des pays communistes, dépassait d'un peu plus de 25 pour cent celui des années 1946/47 et 1934-38; la production par habitant était un peu supérieure à la moyenne d'avant-guerre. Si l'on fait entrer en ligne de compte les estimations pour les pays communistes, la production mondiale avait, en 1954, augmenté d'environ 30 pour cent par rapport à 1946/47 et d'environ 20 pour cent par rapport à l'avant-guerre. Pour rapide qu'il ait été, le développement de l'agriculture a été loin de l'être autant que celui de l'industrie.

Les mesures visant à relever l'agriculture ont été particulièrement couronnées de succès en Europe occidentale, où le relèvement s'est fait sensiblement plus vite qu'après la première guerre mondiale. En Europe orientale et en U.R.S.S., les progrès ont été moins rapides, en grande partie parce que la priorité avait été donnée à l'industrialisation. En Extrême-Orient, les hostilités et les troubles incessants, sans parler du manque de capitaux et de connaissances techniques, ont retardé le relèvement; la production n'a augmenté pas encore aussi vite que la population. On a enregistré un développement rapide au Proche-Orient et en Afrique, mais les progrès ont été un peu plus lents en Amérique latine et en Océanie. En Amérique du Nord, à l'accroissement remarquable de la production pendant la guerre a succédé une période plus calme, due surtout au manque de débouchés et aux contrôles qu'il a fallu, de ce fait, appliquer à la production.

Si, dans les régions où le revenu est élevé, la production animale a eu tendance à augmenter plus que la production végétale, c'est celle-ci qui a augmenté plus vite ailleurs. Pour l'ensemble du monde, l'augmentation a été plus forte pour la production alimentaire que pour celle des matières premières d'origine agricole.

Pêches. La production est supérieure d'environ 20 pour cent à ce qu'elle était avant la guerre. L'augmentation s'est produite principalement en Europe, Amérique du Nord, au Japon et en U.R.S.S. où l'industrie des pêches est solidement établie. L'Afrique du Sud et du Sud-Ouest, l'Angola, le Pérou et le Chili figurent maintenant au nombre des producteurs et exportateurs importants.

Forêts. La production de bois ronds a augmenté de 15 pour cent environ depuis 1946; c'est en U.R.S.S. qu'on a enregistré les augmentations les plus fortes. La production de bois à usages industriels a augmenté d'environ un tiers, mais celle de bois de feu a diminué.

Commerce des produits agricoles. Alors qu'après la guerre le volume du commerce international a augmenté (en 1954 il était supérieur d'environ 55 pour cent au volume d'avant-guerre), il n'en a pas été de même pour le commerce des produits agricoles, qui a retrouvé son niveau d'avant-guerre en 1950, mais n'a jamais changé depuis. Depuis quelques années, le commerce des produits forestiers est supérieur d'environ 10 pour cent à l'avant-guerre.

Structure du commerce mondial. Aux modifications de la structure de la production mondiale ont correspondu des changements frappants de la structure du commerce mondial de denrées alimentaires. Jusqu'en 1952, l'Amérique du Nord a continué à exporter 3 à 4 fois plus de produits alimentaires qu'avant la guerre ; depuis cette date, ses exportations ont commencé à diminuer, car la production avait repris ailleurs.

Par contre, le volume des exportations alimentaires de l'Extrême-Orient, qui se font surtout à destination d'autres pays de la région, est encore inférieur de plus de 50 pour cent à celui d'avant-guerre, et la région est maintenant importatrice nette de denrées alimentaires. Les pays communistes ont peu exporté, et depuis quelques années l'U.R.S.S. importe de grandes quantités de produits animaux et de sucre.

Les importations de denrées alimentaires de l'Europe semblent s'être stabilisées à un niveau inférieur d'environ 10 pour cent à celui d'avant-guerre. Celles de l'Amérique du Nord ont tendance à augmenter lentement. Celles de l'Amérique latine et des autres régions peu développées, tout en restant relativement faibles, ont fortement augmenté.

Les importations nord-américaines de matières premières d'origine agricole, de produits pour boissons et de tabac ont sensiblement augmenté mais celles de l'Europe occidentale n'ont guère dépassé leur niveau d'avant-guerre.

Excédents agricoles. C'est surtout dans la zone dollar que se sont accumulés les stocks excédentaires. Les stocks de blé atteignent actuellement un niveau plus élevé qu'il ne l'a jamais été en temps de paix, mais les stocks de coton et de sucre ne sont pas plus importants qu'ils ne l'avaient été de 1930 à 1939. Aux Etats-Unis, les stocks ont continué à augmenter pendant le premier semestre de 1955, mais un peu moins vite qu'avant. Comme les principaux stocks excédentaires sont détenus par des gouvernements qui font preuve de prudence pour les écouler, ils n'ont pas jusqu'à présent provoqué l'effondrement des prix mondiaux.

Niveaux de consommation alimentaire. La consommation alimentaire n'a pas tardé à retrouver son niveau d'avant-guerre en Europe occidentale et dans certains pays de l'Amérique latine ; cette amélioration se maintient. Dans les régions où les progrès avaient d'abord été lents, comme en Extrême-Orient, au Proche-Orient et en Europe orientale, on enregistre une amélioration marquée des niveaux de la ration calorique. Le niveau de la consommation alimentaire par habitant n'en reste pas moins, dans de nombreux pays de l'Extrême-Orient et dans certains pays de l'Amérique latine, inférieur à celui d'avant-guerre.

En Amérique du Nord et dans quelques pays d'Europe, l'élévation du revenu s'est traduite par un accroissement de la consommation de produits d'origine animale ; il semble, à certains signes, que la consommation de ces aliments augmente un peu dans les pays peu développés où elle était très faible. Le blé a, en partie, remplacé le riz en Extrême-Orient ; en Amérique du Nord et dans certains pays d'Europe, la margarine se substitue de plus en plus au beurre, dans une large mesure sous l'influence des rapports de prix.

La demande de matières premières d'origine agricole. Grâce à l'essor pris par l'industrie et par le bâtiment, la consommation industrielle de matières premières d'origine agricole et forestière se maintient au-dessus du niveau d'avant-guerre : elle est pourtant limitée par l'utilisation de plus en plus des produits de remplacement, comme les fibres artificielles et le caoutchouc synthétique.

Chapitre VI: Mouvements des prix, revenu des exploitants agricoles et achats des consommateurs

Mouvements des prix sur les marchés internationaux. Les prix des produits agricoles sur les marchés mondiaux (si on les exprime au moyen d'un indice des valeurs moyennes unitaires à l'exportation) ont suivi l'évolution de l'ensemble des prix pendant l'après-guerre, mais ils ont augmenté plus que ceux-ci par rapport aux années qui ont immédiatement précédé la guerre, époque à laquelle les prix des produits agricoles étaient particulièrement bas. Les prix des matières premières d'origine agricole et des produits forestiers ont subi des fluctuations plus marquées que ceux des denrées alimentaires, notamment pendant la guerre de Corée.

En raison des mesures plus efficaces de contrôle des prix qui ont été prises, la hausse des prix agricoles a été plus progressive qu'après la première guerre mondiale ; ils n'ont ni atteint les niveaux ver-

tigineux de 1919 et 1920, ni subi d'effondrement comme en 1920 et 1921. De 1948 à 1954, c'est-à-dire de 3 à 9 ans après la fin de la deuxième guerre mondiale, l'évolution du niveau des prix a été remarquablement semblable à celle qu'on avait enregistrée pendant la même période après la première guerre mondiale, c'est-à-dire de 1921 à 1927.

Prix à la production. Malgré le contrôle des prix, la hausse des prix à la production avait, durant la guerre et dans presque tous les pays, été beaucoup plus marquée que celle de l'ensemble des prix, mais ces gains relatifs ont en grande partie été perdus depuis ; dans quelques pays, même le rapport des prix est maintenant presque aussi défavorable pour les agriculteurs qu'il l'avait été à la fin des années trente. Le rapport entre les prix perçus par les agriculteurs et ceux qu'ils paient les biens nécessaires à la production, etc. a évolué de manière analogue.

Revenus agricoles et dépenses d'exploitation. La modernisation a fortement contribué à faire augmenter les dépenses des agriculteurs pour l'achat de machines, d'engrais, etc. Aux Etats-Unis, les dépenses d'exploitation étaient (à des prix constants) deux fois plus élevées en 1953 qu'avant la guerre ; dans les autres pays, on enregistre une tendance analogue, un peu moins marquée cependant.

Par suite de l'accroissement de la production et de l'amélioration générale du rapport des prix, le revenu réel de l'agriculture est, depuis la guerre, sensiblement supérieur à ce qu'il avait été un peu avant 1940. Comme la population agricole diminue, l'augmentation du revenu par habitant est encore plus grande. Le surcroît de revenu a servi pour une large part à financer le développement d'après la guerre.

Dans bien des pays d'Europe et en Océanie, le revenu agricole se maintient assez bien depuis la guerre, mais en Amérique du Nord il diminue fortement depuis quelques années, surtout parce que les prix ont baissé ; ce phénomène s'est traduit par une contraction brutale de la production et des ventes de machines agricoles.

Le revenu dans l'agriculture par rapport aux autres branches d'activité. Dans la plupart des pays, le revenu agricole est bien inférieur au revenu

moyen dans les autres branches d'activité (souvent moins de la moitié). Font exception la Nouvelle-Zélande, où il est supérieur à la moyenne, et le Royaume-Uni, le Danemark et l'Allemagne occidentale, où il est presque à égalité. D'une manière générale, l'agriculture n'a pas participé à l'élévation générale du revenu réel depuis la guerre ; dans la plupart des pays, la situation relative de l'agriculteur a même eu récemment tendance à empirer.

Marges de commercialisation. Depuis quelques années, caractérisées par la chute des prix à la production, le coût de transformation et de distribution des denrées alimentaires aux Etats-Unis a augmenté tant en valeur absolue que proportionnellement, et cela pour deux raisons surtout : l'augmentation des frais de main-d'œuvre et le traitement plus poussé que subissent les produits. En 1954, les marges de commercialisation représentaient 57 pour cent du prix de détail des produits alimentaires, contre 47 pour cent en 1945. Les renseignements limités dont on dispose pour plusieurs autres pays donnent aussi à penser que les coûts de commercialisation ont, depuis quelque temps, tendance à augmenter.

Prix de détail des denrées alimentaires. Pendant la période de pénurie d'après-guerre, le contrôle des prix et, dans certains pays, les subventions alimentaires ont limité la hausse des prix de détail des denrées alimentaires, qui n'en a pas moins été plus forte en général que pour l'ensemble des prix de détail. A mesure que l'offre devenait plus abondante, les contrôles se sont assouplis et les subventions se sont réduites et dans bien des pays on a vu, chose paradoxale, les prix monter au moment même où les disponibilités augmentaient. En outre, lorsque les prix à la production ont diminué, il est arrivé souvent que les prix de détail n'aient guère réagi, en raison surtout de la rigidité des coûts de commercialisation. Les renseignements relatifs aux ventes au détail des denrées alimentaires et aux dépenses de consommation indiquent que, même dans les pays riches, le prix de détail élevé des produits alimentaires réduit la vente ; cet effet est toutefois compensé en grande partie par l'augmentation progressive du revenu réel. Le mouvement des prix de détail des denrées alimentaires a donc tendance à restreindre le niveau de la consommation alimentaire.

Chapitre VII: Les problèmes qui se posent encore

L'agriculture présente actuellement divers points faibles parmi lesquels on peut citer : l'échec de la consommation à augmenter parallèlement à la production, ce qui entraîne la formation de stocks excédentaires ; le manque de souplesse que manifeste la production pour s'ajuster aux modifications de la demande et qu'aggravent encore certains systèmes de soutien des prix ; la stagnation du commerce mondial des produits agricoles, et la faiblesse du revenu agricole par rapport au revenu dans les autres secteurs économiques, qui résulte en partie de la faible productivité de la main-d'œuvre agricole.

Élévation des niveaux de consommation. L'accroissement démographique et l'élévation du revenu réel par habitant finiront peut-être, d'ici dix ans, par faire augmenter le volume de la consommation mondiale de denrées alimentaires de 14 à 22 pour cent, en admettant que les rapports de prix restent constants. Mais ces estimations se trouveraient sensiblement modifiées par des modifications de prix car l'élasticité semble plus grande pour les prix des denrées alimentaires que pour le revenu. Aussi des mesures tendant à améliorer les méthodes de production ou de commercialisation afin de faire baisser les prix de détail pourraient-elles faire augmenter la consommation alimentaire. Les programmes spéciaux de distribution offrent aussi de grandes possibilités. Pour les matières premières industrielles, leur développement sera fonction du développement de l'activité industrielle et de la mesure dans laquelle elles soutiendront la concurrence des produits de remplacement.

Rigidité de la structure de la production. Nombre de gouvernements cherchent à améliorer les méthodes de soutien des prix de manière à faire baisser le prix à la consommation et à ajuster plus facilement la production à la demande du consommateur ; ainsi serait-il possible de prévenir de nouvelles accumulations de stocks excédentaires et en même temps de freiner la production non rentable ; de telles méthodes seraient en outre moins coûteuses pour l'État et n'interviendraient qu'au minimum dans le fonctionnement des marchés intérieurs et du commerce international. De l'expérience acquise jusqu'à présent, on peut tirer provisoirement les conclusions suivantes : les sys-

tèmes qui visent à maintenir l'ensemble du revenu agricole assurent à la production plus de souplesse que ne le font ceux qui prévoient le soutien du prix de tel ou tel produit d'après le coût de la production ou des formules de parité ; les mesures tendant à réduire le coût de tel ou tel bien à la production ou de telle ou telle opération agricole et à faire augmenter la production entraînent peut-être une économie nette pour l'État et favorisent peut-être aussi le consommateur parce qu'elles permettent d'abaisser le niveau de soutien des prix ; la stabilisation du revenu agricole grâce au versement de compensations, aux fonds de péréquation ou à d'autres mesures qui n'empêchent pas le marché libre de fonctionner, réduit les risques d'accumulation d'excédents ; pour les produits qui n'ont qu'une faible élasticité par rapport aux prix, il est peut-être nécessaire, afin d'éviter une augmentation excessive des stocks après des récoltes exceptionnelles, de prendre des mesures spéciales d'écoulement.

Problèmes relatifs au commerce. La stagnation du commerce mondial des produits agricoles est en grande partie due à trois causes : les efforts que font les pays pour satisfaire eux-mêmes dans une plus large mesure à leurs besoins en produits agricoles la tendance à favoriser les importations des biens d'équipement pour le développement économique, et l'utilisation par l'industrie de produits de remplacement au lieu de matières premières d'origine agricole. Certains obstacles au commerce pourraient être surmontés si la tension mondiale s'atténuait et si le problème des paiements internationaux perdait de son acuité.

Le commerce a augmenté pour certains produits ; pour d'autres, il pourrait se développer si l'offre était plus abondante. En ajustant leur production aux tendances de la demande mondiale et en réduisant les coûts par l'application de méthodes modernes de production et de commercialisation, les pays exportateurs pourraient contribuer à faire augmenter la vente. Des échanges de vues internationaux et, le cas échéant, des mesures concertées en vue d'atténuer l'instabilité extrême des prix des produits agricoles sur les marchés mondiaux, pourraient aussi contribuer à faire accroître le commerce. Ces échanges de vues présentent un intérêt tout particulier lorsqu'il s'agit de l'écoulement des stocks excédentaires qui constituent la plus grave menace à la stabilité des prix.

Productivité de la main-d'œuvre et revenu agricole. Le revenu agricole est pour une part assez importante fonction de la productivité de la main-d'œuvre, que les techniques modernes permettent maintenant d'accroître rapidement. Il ne semble pas que dans les pays évolués l'agriculture soit, pour ce qui est de l'accroissement de la productivité, en retard sur les autres secteurs. Dans les pays peu développés, l'importance relativement faible de la population non agricole, qui limite le marché des produits agricoles (mis à part les débouchés à l'exportation) et la forte densité de

la population rurale, qui restreint l'étendue des exploitations, sont autant d'obstacles à l'accroissement de la productivité. Dans ces pays, la productivité de la main-d'œuvre agricole et le revenu agricole n'augmenteront sensiblement que si le développement économique et l'industrialisation continuent à progresser. Les disponibilités maintenant plus importantes de denrées alimentaires (y compris les stocks excédentaires) permettront peut-être d'accroître le rythme des investissements et du développement économique avec moins de risques d'inflation.

Chapitre II - SITUATION A LA FIN DE LA GUERRE ET AU COURS DES PREMIÈRES ANNÉES D'APRÈS-GUERRE - PRINCIPAUX FACTEURS DE L'ÉVOLUTION D'APRÈS-GUERRE

La présent rapport a principalement pour objet d'examiner le relèvement de l'agriculture mondiale après la guerre, d'exposer la façon dont les ressources ont été mobilisées dans ce but, ainsi que les principales difficultés qu'il a fallu surmonter, et de tirer les leçons de l'expérience considérable de dix dernières années afin de s'en inspirer pour résoudre les problèmes très divers qui se posent actuellement. Ce chapitre résume la situation de l'alimentation et de l'agriculture après six années de guerre mondiale, et décrit succinctement les conditions sociales, économiques et politiques qui prévalaient au cours de la période où la reprise s'est produite.

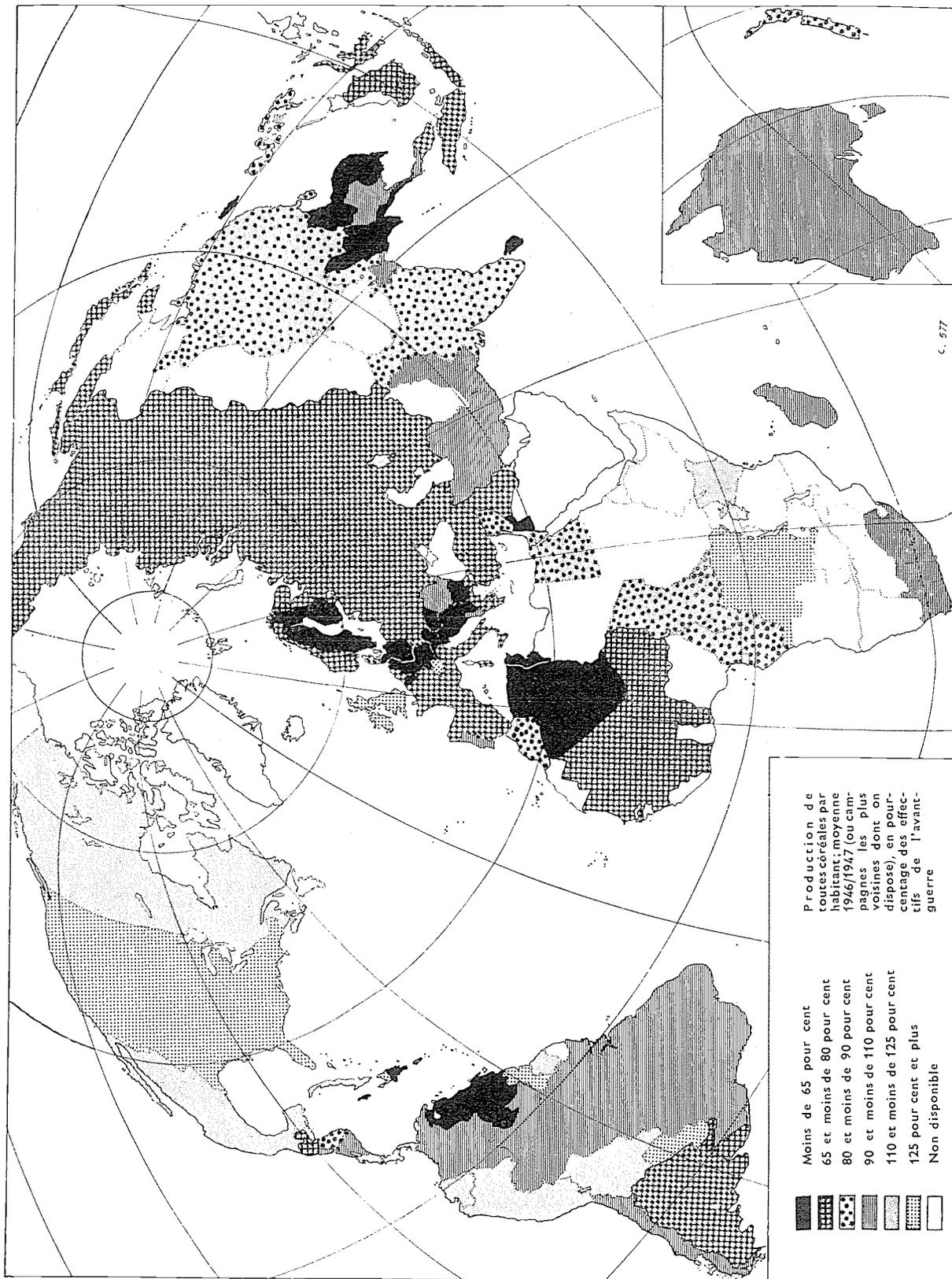
PRODUCTION AGRICOLE APRÈS LA GUERRE

Les effets exercés par la guerre sur l'agriculture ont été extrêmement variés, suivant les différentes parties du monde. Dans les vastes régions d'Europe, d'U.R.S.S., d'Extrême-Orient, et d'Afrique du Nord, où se sont déroulés des combats, la production est tombée nettement en deçà de son niveau d'avant-guerre. L'industrie de la pêche a souffert encore davantage des destructions et réquisitions, ce qui a gravement affecté les disponibilités mondiales en poisson, dont les quatre cinquièmes provenaient de ces régions avant la guerre. La sécheresse a encore aggravé les effets de la guerre. Elle a sévi dans les pays danubiens et en U.R.S.S. en 1946, et en Europe occidentale en 1947 ; il y a eu également vers la fin de la guerre une série de périodes de sécheresse en Afrique du Nord, et ce fléau s'est abattu par la suite sur de vastes régions de l'Extrême-Orient dont il a retardé le relèvement.

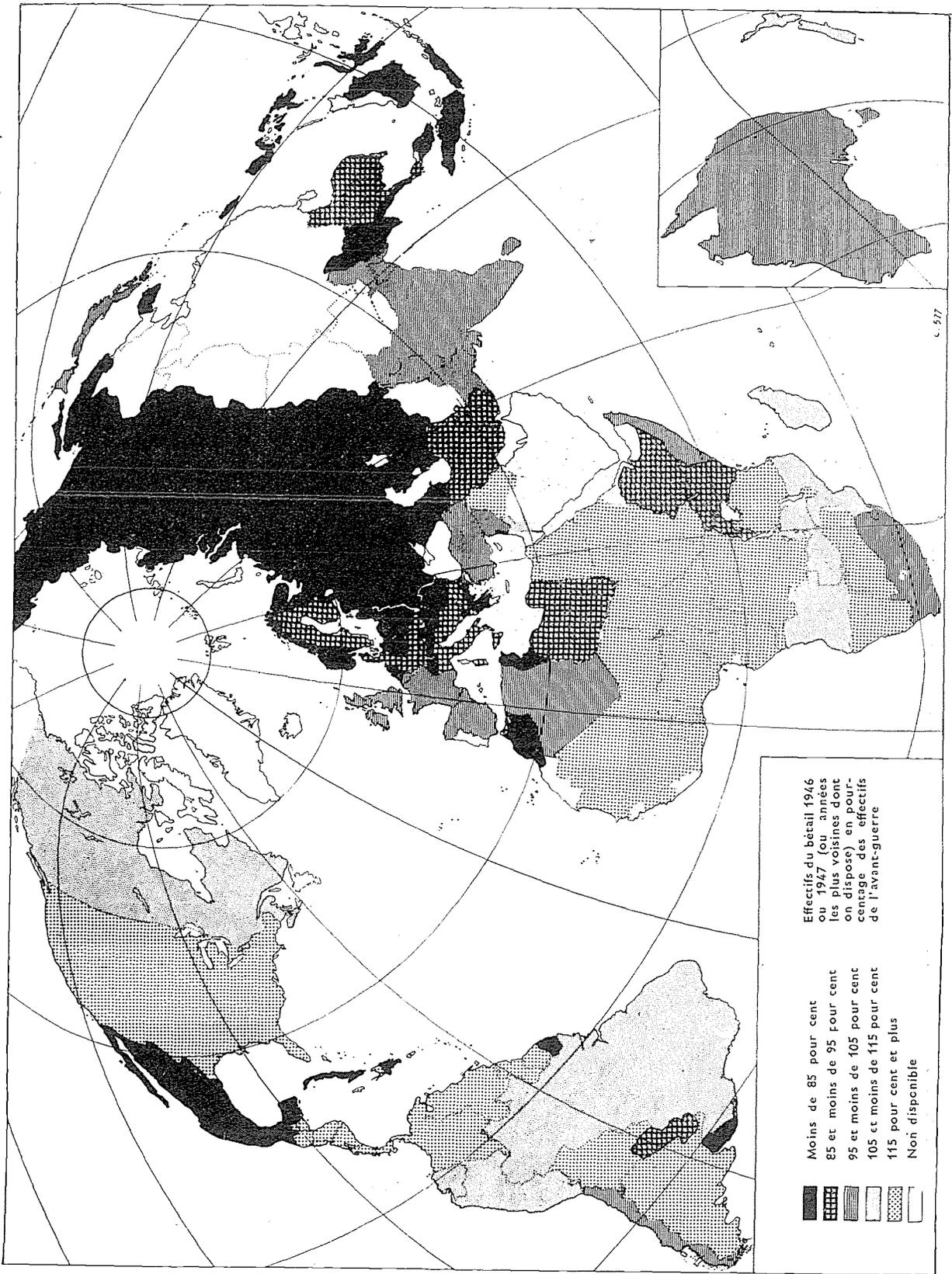
Dans les pays des régions énumérées ci-dessus qui n'ont souffert ni des combats terrestres ni de l'occupation ennemie, ainsi que dans les pays d'Amérique latine, d'Afrique, du Proche-Orient et d'Océanie qui n'ont subi que les effets indirects de la guerre (par exemple pénurie de main-d'œuvre et de moyens de production, ou arrêt des approvisionnements importés ou perte des marchés d'exportation), la production s'est maintenue ou a légèrement progressé, mais rarement dans la mesure de l'accroissement démographique. Finalement, à la suite des efforts entrepris en Amérique du Nord en vue de stimuler la production pour faire face à l'augmentation considérable de la demande intérieure et de celle de ses alliés d'outre-mer, l'agriculture a connu une période de progrès techniques, de développement et de prospérité sans précédent. En dépit de la forte diminution du nombre de personnes travaillant dans l'agriculture, la production annuelle de l'Amérique du Nord a augmenté de 30 pour cent par rapport à la moyenne d'avant-guerre (cet accroissement avait été de 10 pour cent environ après la première guerre mondiale), soit à un rythme plus rapide d'un cinquième que celui de l'accroissement de sa population.

On peut se rendre compte de l'inégalité des répercussions de la guerre sur l'agriculture des différents pays en examinant les cartes des graphiques II-1, 2 et 3 qui indiquent pour chaque pays le pourcentage de variation de la production céréalière et de l'effectif du bétail pendant la guerre. Vue rétrospectivement, cette distorsion de l'équilibre mondial de la production agricole semble avoir suscité des problèmes qui ne le cèdent guère en importance à ceux qui ont résulté des ravages eux-mêmes.

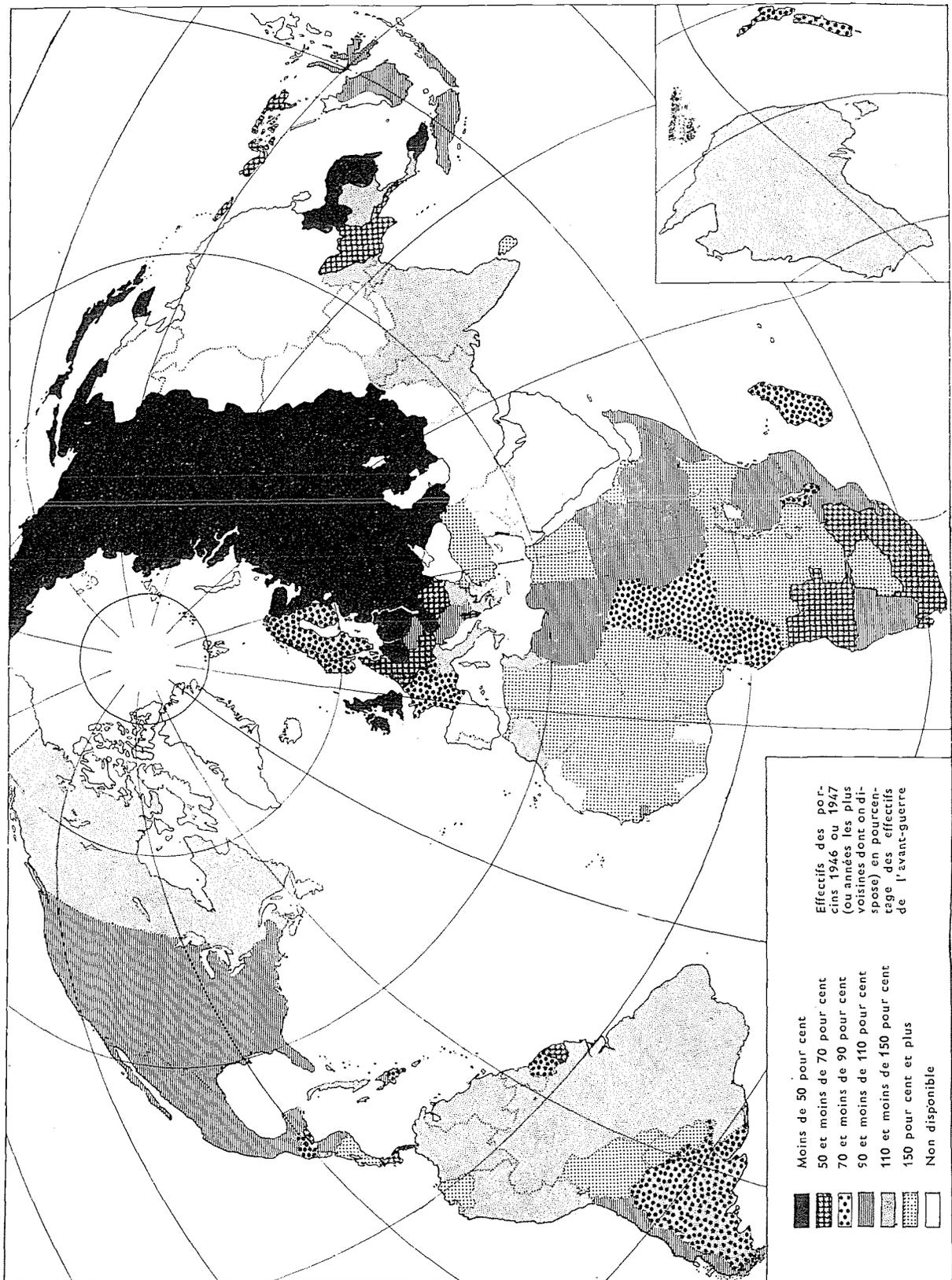
GRAPHIQUE II - 1 — Production de céréales par habitant après la deuxième guerre mondiale (Comparaison avec l'avant-guerre)



GRAPHIQUE II-2 — Effectifs du bétail après la deuxième guerre mondiale (Comparaison avec l'avant-guerre)



GRAPHIQUE II-3 — Effectifs des porcs après la deuxième guerre mondiale (Comparaison avec l'avant-guerre)



Bien que les données sur les premières années d'après-guerre relatives aux régions dévastées soient moins sûres que celles d'avant-guerre ou que les chiffres actuels, il semble qu'à la fin des hostilités la production agricole mondiale (non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine) était, dans l'ensemble, légèrement supérieure à celle des années qui ont précédé immédiatement la guerre. Mais en dépit des pertes militaires et civiles, la population de ces régions n'a cessé de croître pendant la guerre, en sorte que la production agricole et alimentaire par habitant a baissé de près de 10 pour cent. Les estimations pour l'ensemble du monde, y compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine pour lesquelles les renseignements sont très incomplets, sont encore plus pessimistes. Immédiatement après la guerre, la production agricole mondiale était inférieure de 5 pour cent environ (et la production par habitant de 15 pour cent environ) à celle d'avant-guerre. Ces chiffres indiquent la base générale qui a servi de point de départ aux efforts entrepris en vue du relèvement. Pour l'ensemble du monde, les pénuries, après la guerre, résultaient tout autant de l'augmentation des besoins d'une population accrue que de la diminution de la production dans les régions où s'étaient déroulés les combats.

Cet exposé d'ensemble ne fait naturellement pas ressortir les distinctions qu'il y aurait lieu de faire à l'intérieur d'une même région de grande étendue. C'est ainsi qu'en Europe, l'Allemagne a maintenu son niveau de production jusqu'à la période

qui a immédiatement précédé son effondrement. La France a surtout été touchée par la réquisition massive des travailleurs agricoles. L'agriculture intensive des Pays-Bas et de la Belgique a principalement souffert de la pénurie d'engrais ainsi que d'aliments du bétail et par conséquent de bétail lui-même. Les dommages matériels les plus importants ont été enregistrés dans les pays d'Europe orientale, et les déplacements massifs et forcés de population ainsi que les transferts de territoires ont encore aggravé la situation agricole de ces régions. En Europe méridionale, les destructions les plus graves ont eu lieu en Yougoslavie, puis en Grèce où la guerre civile a exercé ses ravages. D'autre part, quelques pays : Suède, Suisse et Royaume-Uni, dont l'accès aux moyens de production était plus facile, ont été en mesure d'augmenter sensiblement leur production totale.

Changements dans la structure de la production agricole

La guerre a modifié non seulement le niveau mais également la structure de la production agricole (tableau II-2). Par suite de l'arrêt d'un grand nombre de courants d'échanges mondiaux, la plupart des régions et des pays ont été conduits à l'autarcie. En Europe, la baisse considérable de la production animale avait été compensée en partie par un déplacement de la consommation humaine vers les produits végétaux, notamment céréales et pommes de terre. En Europe occidentale, la production animale était en 1946/47 - 1947/48 inférieure de 30 pour cent à son niveau d'avant-guerre, tandis que celle des cultures n'avait baissé que de 10 à 15 pour cent. Ce sont les porcs et la volaille qui ont subi les plus fortes réductions d'effectifs car les céréales et les plantes-racines qui servent à leur alimentation étaient requises pour la population ; en outre, auparavant, dans certains pays, ces animaux étaient alimentés en grande partie à l'aide d'aliments importés. Quant aux bovins et aux ovins, qui tirent la plus grande partie de leur nourriture des pâturages et des déchets dont l'utilisation a été développée rationnellement, la réduction d'effectifs a été moins marquée. La baisse des produits de l'élevage a été encore plus importante que celle des effectifs par suite de la diminution de rendement par tête, imputable aux conditions defectueuses de l'alimentation du bétail. Cependant, on s'est efforcé, dans un grand nombre de pays européens, pour des raisons de nutrition, de maintenir la production de lait. Les opérations militaires, en inter-

TABLEAU II-1. PRODUCTION AGRICOLE TOTALE ET PAR HABITANT ET PRODUCTION ALIMENTAIRE PAR HABITANT AU COURS DES PREMIÈRES ANNÉES D'APRÈS-GUERRE. MOYENNE DE 1946/47 ET 1947/48

RÉGIONS	Production agricole totale	Production agricole par habitant	Production alimentaire par habitant
	<i>Moyenne 1934-38 = 100</i>		
Amérique du Nord	132	118	122
Amérique latine	112	91	95
Afrique	110	95	94
Océanie	101	92	91
Proche-Orient	101	89	90
Extrême-Orient (non compris la Chine)	90	78	81
Europe occidentale	81	76	76
TOTAL	103	91	92
TOTAL MONDIAL, en comprenant les estimations relatives à l'URSS, l'Europe orientale et la Chine.	94	86	87

disant aux pêcheurs la plupart de leurs lieux de pêche, ont limité celle-ci aux zones littorales.

En Extrême-Orient, l'élevage, beaucoup moins développé qu'en Europe, a été également très diminué. La réduction de l'effectif du bétail, y compris celui des bêtes de trait, particulièrement importante en Birmanie et aux Philippines, a fortement retardé la reprise d'après-guerre. Il s'est produit un changement général dans la répartition des cultures : des terres consacrées aux cultures industrielles et d'exportation (notamment le sucre) ont été affectées à la production d'aliments de base. C'est ainsi qu'en Inde la superficie des terres à jute était tombée à la fin de la guerre à 68 pour cent de son niveau d'avant-guerre ; en Birmanie, à Java et dans les pays d'Indochine, la superficie totale des terres à céréales avait légèrement augmenté en dépit des ravages importants subis par les terres à paddy, du fait de la guerre. La culture des plantes-racines destinées à l'alimentation humaine, et notamment du manioc, des pommes de terre et des patates douces, a également marqué un progrès sensible. Les grandes industries de pêche du sud-est asiatique ont gravement souffert de la destruction massive des bateaux de pêche et de la perte d'une partie importante de leur main-d'œuvre.

La conversion des terres à la culture de produits destinés à l'alimentation humaine s'est également produite en dehors des principaux théâtres d'opérations militaires. Au Proche-Orient, les superficies cultivées ont augmenté de près d'un million d'hectares, mais la superficie des terres à coton a diminué de plus de moitié pour faire place à la culture des céréales. En dépit de l'accroissement de la demande internationale en graines oléagineuses, à la suite de l'occupation par les Japonais des pays exportateurs d'Extrême-Orient la production de l'Afrique occidentale a baissé, surtout en raison de la pénurie de biens propres à stimuler les agriculteurs et de la conversion des terres à la culture de produits alimentaires. La production d'aliments de base a augmenté substantiellement en Afrique pour répondre à l'accroissement de la demande maïs, contrairement à ce qui s'est produit dans d'autres régions, les cultures industrielles et notamment le coton, le sisal et le tabac, se sont développées plus rapidement que les récoltes alimentaires.

En Amérique latine, la production de maïs, de blé et de graines de lin de l'Argentine, qui était destinée principalement à l'exportation, a diminué ; par contre, elle a continué à se développer dans la plupart des autres pays. La production

TABLEAU II-2. CHANGEMENTS INTERVENUS PENDANT LA GUERRE DANS LA COMPOSITION DE LA PRODUCTION AGRICOLE TOTALE ET DE LA PRODUCTION TOTALE DE POISSON, PAR RÉGIONS (MOYENNES DE 1946-47 ET 1947-48 OU DES ANNÉES LES PLUS VOISINES, PAR RAPPORT AUX NIVEAUX D'AVANT GUERRE)

RÉGIONS	Pro- duction agri- cole nette ¹	Production végétale brute			Pro- duction ani- male brute ²	Super- ficie céréala- lière	Pro- duc- tion céréala- lière brute	Rende- ment moyen en cé- réales	Super- ficie affec- tée aux pom- mes de terre et autres plan- tes-ra- cines	Effec- tifs bo- vins ²	Effec- tifs porcins	Pro- duction totale de poisson	Pro- duction totale de poisson destiné à l'ali- men- tation humai- ne	Pro- duction totale de poisson autre
		Cultu- res	Cultu- res vivriè- res	Autres cultu- res										
..... Avant-guerre 1934-38 = 100														
Amériq. du Nord	132	126	131	98	133	107	141	132	74	117	100	114	115	103
Amérique latine.	112	110	119	89	115	97	103	106	145	116	109	214	...	...
Afrique	110	111	108	148	107	91	92	102	...	112	97	193	156	506
Océanie	101	102	101	—	101	107	115	107	111	104	103	126	126	...
Proche-Orient. .	101	100	102	87	106	108	91	84	121	106	100	...	...	...
Extrême-Orient.	90	92	94	80	82	101	90	90	106	96	66	61	66	22
Europe occid. .	81	87	87	—	72	89	72	81	95	93	58	108	109	92
Europe orientale et U.R.S.S. . .	356	364	364	390	350	77	71	92	93	77	40	...	...	...

¹ Sauf pour l'Afrique, pour laquelle les chiffres manquent, les évaluations de production nette indiquées dans la première colonne ne tiennent pas compte des quantités réemployées pour une autre production agricole, par exemple pour l'alimentation du bétail : ils ne sont donc pas comparables aux chiffres de production brute des quatre colonnes suivantes.

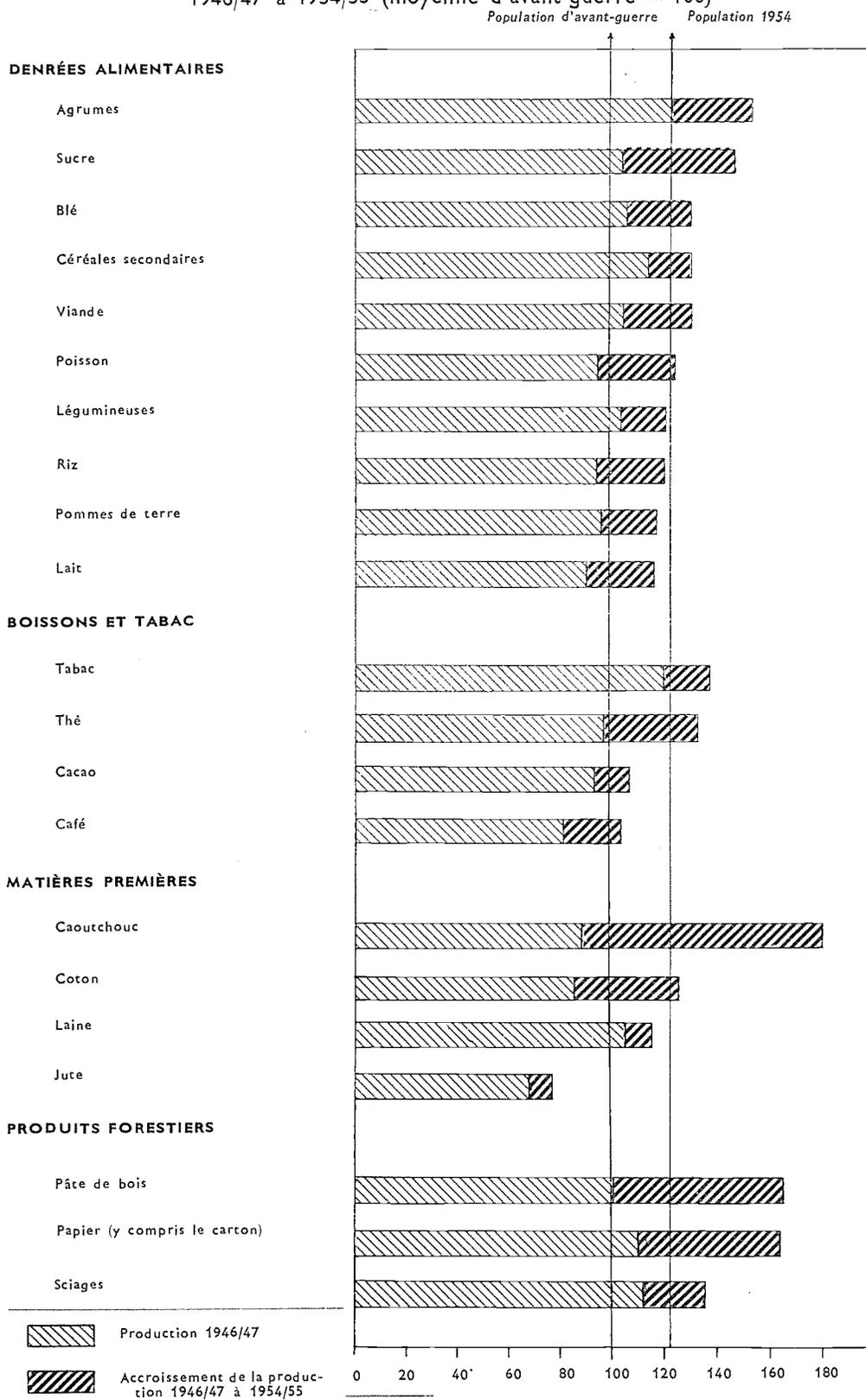
² Y compris les buffles.

³ Europe orientale seulement.

... Non disponible.

— Néant ou négligeable.

GRAPHIQUE II-4 - Niveau de la production mondiale¹ de certains produits ;
1946/47 à 1954/55 (moyenne d'avant-guerre = 100)



¹ Non compris l'U.R.S.S., la Chine, et l'Europe orientale.

d'aliments tels que le riz, les bananes et le lait destinés à la consommation intérieure, a également augmenté de façon sensible. La production de poisson s'est fortement accrue au Chili et au Pérou. La production de sucre dans les Antilles s'est développée considérablement afin de compenser la diminution de production en Europe et en Extrême-Orient.

En Amérique du Nord également, on s'est attaché énergiquement et avec succès, d'une part, à pallier la pénurie de produits agricoles que l'on ne pouvait plus importer, soit en développant la production comme dans le cas des oléagineux, soit en mettant au point des produits synthétiques de remplacement (caoutchouc synthétique, par exemple) et, d'autre part, à augmenter fortement la production totale de denrées alimentaires pour faire face aux besoins accrus de l'étranger. Cependant, dans l'ensemble, la structure de la production de l'Amérique du Nord n'a pas subi de changements importants, et les récoltes alimentaires ainsi que la production animale ont augmenté toutes deux d'un tiers. En Océanie la production totale a subi des fluctuations, encore que la structure de la production n'ait que peu varié. En Nouvelle-Zélande, on a noté une certaine modification tendant à un accroissement de la production végétale.

Les changements apportés pendant la guerre à la structure de l'agriculture ont eu des effets durables sur le développement agricole d'après-guerre ainsi que sur la composition des échanges mondiaux. Le graphique II-4 montre leur influence sur la production mondiale de quelques denrées agricoles importantes en fonction de l'accroissement démographique mondial.

Comparaison avec la situation à la fin de la première guerre mondiale

La situation à la fin de la seconde guerre mondiale présente des analogies frappantes avec celle de la fin de la Grande Guerre (tableau II-3). En Amérique du Nord, les deux guerres ont stimulé la production animale et céréalière ; cependant, l'accroissement de cette dernière a été sensiblement plus important au cours de la seconde guerre qu'au cours de la première. En Europe, la production animale et végétale a fortement baissé au cours des deux guerres ; mais cette baisse ainsi que les destructions de biens de capital ont été beaucoup plus importantes au cours de la seconde guerre. En Europe orientale, les dommages causés par les deux guerres ont été plus étendus et la reprise plus lente (sauf pour les céréales) qu'en

Europe occidentale ; dans les deux cas, le relèvement en Europe orientale a été retardé par les bouleversements consécutifs aux réformes agraires et aux importants changements politiques.

TABLEAU II-3. PRODUCTION CÉRÉALIÈRE, EFFECTIFS DU BÉTAIL EN AMÉRIQUE DU NORD, EN EUROPE CONTINENTALE APRÈS LES DEUX GUERRES MONDIALES, EN POURCENTAGE DES CHIFFRES CORRESPONDANTS AVANT CHACUNE DE CES GUERRES

RUBRIQUES	Amérique du Nord		Europe continentale	
	Moyenne 1920-21	Moyenne 1946-47	Moyenne 1920-21	Moyenne 1946-47
	<i>Pourcentages des chiffres d'avant-guerre</i>			
Production céréalière.	118	141	75	66
Production de céréales panifiables.	128	163	77	65
Effectif des bovins	117	123	90	83
Effectif des porcins.	111	118	72	57

Les pêches après la seconde guerre mondiale

Au cours des premières années d'après-guerre, l'industrie des pêches, dans les pays où elle était organisée suivant les derniers progrès de la technique, s'est rapidement développée et a écoulé la plus grande partie de sa production accrue sur les marchés d'Amérique du Nord et d'Europe ; par contre, un grand nombre de régions d'Extrême-Orient, d'Afrique, du Proche-Orient et d'Amérique latine, qui étaient moins bien équipées, n'ont enregistré que des progrès limités.

La foresterie à la fin de la guerre

Là aussi les effets de la guerre se sont fait sentir d'une façon inégale. Mais bien que certaines régions aient été plus privilégiées que d'autres, la situation après la guerre n'était nulle part pleinement satisfaisante. C'est en Europe centrale et orientale, y compris la partie occidentale de l'U.R.S.S., que les dommages provoqués directement par la guerre aux industries forestières et aux forêts elles-mêmes ont été les plus importants. Certains pays asiatiques, notamment les Philippines, ont subi des destructions analogues. Les dommages indirects ont été beaucoup plus généralisés. L'arrêt des importations de charbon a

entraîné un abattage excessif de bois de chauffage dans le voisinage des centres urbains en Europe septentrionale, un abattage excessif et une destruction des forêts dans certaines parties des Etats-Unis et, dans l'ensemble, un relâchement de la gestion rationnelle des forêts. En Amérique du Nord, la production de pâte et de papier a fortement progressé. Dans d'autres régions, les forêts n'ont pas été touchées, mais leur exploitation s'est poursuivie selon des méthodes primitives.

C'est en Europe que la demande de produits forestiers a été la plus importante et que les moyens de la satisfaire ont fait le plus défaut. L'abattage a donc continué à une cadence moyenne de quelque 30 millions de mètres cubes par an. Les effroyables destructions subies par l'Europe orientale et l'U.R.S.S. ont mis ces régions dans l'impossibilité de reprendre leurs importantes exportations de bois vers l'Europe occidentale, qui s'élevaient avant la guerre à plus de 20 millions de mètres cubes par an. Bien que les exportations d'Europe septentrionale aient repris presque immédiatement en 1945/46, il a fallu quatre ans pour que les expéditions de sciages de résineux atteignent le tonnage de 1938. Poussée par les puissances d'occupation, l'Allemagne qui, avant la guerre, n'avait jamais été un exportateur net, a contribué utilement, pendant les premières années d'après-guerre, à la satisfaction des besoins du reste de l'Europe, en procédant à des exportations nettes équivalant à 7 millions environ de mètres cubes de bois ronds. En dépit de l'importance de ses propres besoins, l'Amérique du Nord a expédié, vers l'Europe, pendant plusieurs années, l'équivalent de 7 à 11 millions de mètres cubes de bois ronds par an.

S'il y a eu pendant la guerre des abattages excessifs dans certaines parties de l'Amérique du Nord, dans l'ensemble du pays l'exploitation est demeurée en deçà des possibilités. Après la guerre les industries forestières se sont développées pour satisfaire la demande en bois de construction, et dans certaines régions de petites scieries ont été installées dans des exploitations forestières. Malgré l'augmentation continue de la consommation de sciages, la hausse des prix a provoqué de plus en plus le remplacement du bois par d'autres matériaux. En Amérique du Nord, l'expansion de l'industrie de la pâte et du papier survenue pendant la guerre s'est poursuivie au même rythme pendant plusieurs années et, en 1950, la production de pâte atteignait 21 millions de tonnes, soit deux fois le chiffre d'avant la guerre. Pendant toute cette période, le Canada a produit plus de la moitié du

tonnage mondial de papier journal ; la nouvelle industrie de pâte au sulfite, dans le sud des Etats-Unis, s'est développée rapidement.

Ailleurs, la demande croissante de produits forestiers et le manque de disponibilités sur les marchés traditionnels ont stimulé le développement des ressources nationales, mais néanmoins toutes les régions insuffisamment développées, en dépit de l'immensité de leur potentiel, sont demeurées des importateurs nets de produits forestiers. Les expéditions de bois tropicaux vers l'Europe et l'Amérique du Nord ont repris ; toutefois, elles ont été égalées en valeur et en volume par des envois en sens contraire de pâte et produits dérivés, et dans certains cas de sciages.

NIVEAUX DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE AU COURS DES PREMIÈRES ANNÉES D'APRÈS-GUERRE

Les deux années qui ont suivi la cessation des hostilités ont été, pour l'ensemble du monde, une période de grave pénurie alimentaire, de répartition inégale des denrées et de disette très étendue. Certains pays, qui n'avaient pourtant pas été le théâtre de combats, ont presque autant souffert des privations que ceux qui avaient été entraînés dans la guerre totale (voir tableau annexe 1).

En Amérique du Nord et dans certaines parties de l'Amérique latine, les niveaux de consommation alimentaire se sont maintenus ou même améliorés pendant la guerre. En Amérique du Nord, en dépit d'un certain rationnement, la consommation de produits de l'élevage, et principalement de la viande, a augmenté de 15 pour cent environ, par suite de l'accroissement de la demande dû à l'élévation des revenus, et a continué à progresser après la guerre. Dans la plupart des pays de l'Amérique latine, malgré le rapide accroissement démographique, la consommation par habitant de céréales, de féculents et de sucre a sensiblement augmenté.

En Europe, les pertes importantes en vies humaines et la baisse du taux de natalité ont maintenu pendant la guerre l'accroissement démographique à un rythme assez lent. Mais la reprise partielle de la production agricole au cours des premières années d'après-guerre, ainsi que les importations massives de denrées alimentaires en provenance de l'hémisphère occidental ont mis à la disposition de la plupart des populations de l'Europe occidentale une ration énergétique presque égale à celle d'avant-guerre, et le taux de natalité est fortement remonté. La consommation de céréa-

les s'est maintenue dans l'ensemble à un niveau supérieur à celui d'avant-guerre, tandis que celle des racines féculentes, qui avait été exceptionnellement importante pendant la guerre, a diminué. Cependant, les disponibilités de viande et de graisses animales sont demeurées longtemps inférieures aux besoins. La consommation de lait et de fromage est demeurée supérieure à celle d'avant-guerre, principalement en raison d'une forte réduction de la consommation de beurre. Pendant les premières années d'après-guerre, les prix des produits de l'élevage (autres que le lait liquide) ont été nettement supérieurs à ceux d'avant-guerre par rapport aux autres denrées alimentaires, sauf lorsqu'ils ont été contrôlés. En Europe centrale, méridionale et orientale, l'amélioration de la situation alimentaire a été beaucoup plus lente. La consommation de céréales est demeurée inférieure dans un certain nombre de ces pays, la pénurie de produits animaux a persisté et dans certains pays, comme l'Allemagne, l'Autriche et la Grèce, la consommation de pommes de terre est demeurée longtemps très élevée. La situation a été analogue dans nombre de pays du Proche-Orient.

En Extrême-Orient, où l'accroissement démographique a été relativement rapide, l'amélioration a été encore plus lente. Les disponibilités de riz, qui constitue l'aliment de base, ont longtemps été insuffisantes. La consommation de lait, de viande et d'œufs, déjà très réduite avant la guerre, a encore baissé. Dans certains pays, la pénurie de certaines denrées a été compensée en partie par un accroissement de la consommation de racines féculentes et de légumes, mais dans l'ensemble, le régime alimentaire a été nettement inférieur, en quantité et en qualité, à celui d'avant-guerre.

L'écart entre les niveaux de consommation alimentaire des pays évolués et ceux des pays insuffisamment développés s'est donc accentué pendant les premières années d'après-guerre (voir tableau annexe 2).

Rationnement et contrôle des prix des denrées alimentaires pendant et après la guerre

Presque tous les pays dont les disponibilités étaient insuffisantes ont conservé ou renforcé les systèmes de rationnement et de contrôle des prix mis en vigueur pendant la guerre afin d'assurer une distribution plus équitable et de maintenir les prix à la portée de la masse de la population. La portée et l'efficacité des différents systèmes de rationnement et de contrôle variaient considéra-

blement d'un pays à l'autre. Certains, comme les Pays-Bas, ont appliqué des systèmes de rationnement très étendus, assurant une part importante de la ration énergétique totale, alors que d'autres n'ont contrôlé qu'un très petit nombre de denrées. En Birmanie, par exemple, seuls le sucre et l'huile comestible ont été rationnés. Le rationnement des denrées alimentaires a empêché dans nombre de pays une disette et une famine générales. Dans quelques pays, le système de rationnement a donné la priorité à des groupes particuliers de population. C'est ainsi qu'au Royaume-Uni les aliments de protection ont été distribués avant tout aux enfants et aux femmes enceintes. Dans d'autres pays, les travailleurs manuels ont bénéficié d'une attention spéciale, mais les groupes vulnérables n'ont pas toujours été aussi favorisés et les systèmes de rationnement ont été moins efficaces du point de vue d'une bonne nutrition.

Le rationnement a exigé non seulement le contrôle des prix et de la distribution, mais également l'organisation efficace de ravitaillement, la distribution des ressources disponibles par des voies contrôlées, et parfois aussi l'établissement de systèmes complexes de contrôle à la production, de stimulants des prix, ou de subventions à la production ou à la consommation. Le contrôle était relativement simple pour les produits importés ou les denrées traitées dans un petit nombre d'usines, telles que la margarine ou le sucre. Mais en ce qui concerne les produits comme la viande, les œufs ou le riz, qui peuvent être consommés sans traitement, et devaient être collectés dans des milliers d'exploitations en vue de leur distribution rationnée, le ravitaillement devint beaucoup plus difficile. En dépit de toutes les pénalités imposées et de tous les encouragements donnés, aucune méthode de ramassage n'a été à l'abri des fuites en période de grave pénurie.

La désorganisation des services administratifs et la répugnance des exploitants à céder leurs produits aux bas prix officiels ont aggravé les problèmes de distribution. Le marché noir à des prix exorbitants se généralisa en Europe, en Amérique latine et dans certains pays d'Extrême-Orient. La distribution devint très inégale, non seulement entre les populations des villes et des campagnes, mais entre les différents groupes de population urbaine. En Europe et en Extrême-Orient, la situation devint particulièrement sérieuse lorsque les disponibilités furent épuisées avant la nouvelle récolte. L'alimentation de beaucoup de gens tomba tellement au-dessous du niveau moyen, déjà très bas, que l'on ne put

même pas assurer un niveau nutritionnel minimum. Cependant, surtout grâce aux quantités importantes de denrées alimentaires que l'Amérique du Nord a distribuées, par l'intermédiaire de l'UNRRA et d'autres organismes, pour soulager les misères, on n'a pas eu à déplorer, après la deuxième guerre mondiale, de famine comparable à celle qui sévit, après la guerre de 1914-18, en Europe centrale et en Russie.

Malgré l'aide substantielle reçue d'Amérique du Nord, les pays dont les ressources alimentaires étaient insuffisantes demeuraient très vulnérables à la menace d'une mauvaise récolte ; c'est ce qui est arrivé dans un grand nombre de pays d'Europe et du Proche-Orient en 1947 et en Inde en 1950. La position difficile de la balance des paiements de nombre de pays et la pénurie de dollars ont rendu la situation encore plus précaire. Au cours des premières années d'après-guerre, les pays souffrant de pénuries alimentaires ont maintenu la politique de temps de guerre consistant à développer la production de denrées ayant une grande valeur énergétique, surtout des céréales, et à veiller à ce qu'elles soient utilisées au maximum à l'alimentation humaine directe. L'emploi de céréales panifiables pour l'alimentation du bétail fut généralement interdit, mais pas toujours avec succès ; les taux de blutage furent augmentés, et les céréales secondaires furent largement utilisées pour l'alimentation humaine. De grands efforts furent entrepris pour augmenter la production des pêches, particulièrement en Europe, afin de pallier la pénurie de viande, et au Japon pour satisfaire aux besoins essentiels.

Le système des subventions à la production ou à la consommation a été appliqué sur une grande échelle en Europe pendant la guerre et, à un degré plus limité, en Extrême-Orient. Il a permis d'encourager l'accroissement de la production agricole sans que les prix des denrées alimentaires dépassent les moyens de la masse des consommateurs, mais pour un grand nombre de pays il a constitué une lourde charge budgétaire (voir chapitre III). Au fur et à mesure des progrès du relèvement économique, le contrôle exercé sur la production et la collecte des produits alimentaires s'est relâché, le rationnement a été limité ou supprimé et les subventions à la production ou à la consommation ont été réduites. Mais ce n'est que tout récemment qu'un grand nombre de pays sérieusement touchés par la guerre ont atteint un niveau de nutrition vraiment comparable à celui d'avant-guerre ; cependant, certains changements apportés dans les habitudes des consommateurs subsistent encore.

FACTEURS SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES AFFECTANT L'ÉVOLUTION D'APRÈS-GUERRE

Contrairement à ce qui s'est passé après la première guerre mondiale, le relèvement qui s'est produit au cours de la période correspondante de la seconde guerre a été accéléré par l'adoption et l'évolution constante de politiques nationales plus efficaces de plein emploi, de soutien de la prospérité agricole, de bien-être social ainsi que par le développement économique des pays sous-développés. La création de nouveaux dispositifs bilatéraux et internationaux pour résoudre ces problèmes et bien d'autres tels que l'assistance, la reconstruction, la stabilité économique et financière, la réduction des entraves commerciales et le financement international ont contribué également, pour une large part, à ce relèvement. Bien que l'effet bienfaisant de ces mesures ait été partiellement contrarié par de nouvelles tensions internationales, par des troubles et des soulèvements locaux, par l'énormité des dépenses de temps de paix affectées à la défense et par la tendance croissante à diviser le monde en deux blocs politiques et économiques, les dix premières années d'après-guerre ont été marquées par des progrès économiques et agricoles supérieurs à ceux de la période correspondante ayant suivi la première guerre mondiale, et il n'y a pas eu de crise mondiale comme celle de 1920-22 ou de chômage chronique comparable à celui qui sévit par la suite en Europe.

Dommages de guerre

On a souvent exagéré les effets des destructions et de l'incurie causées par la guerre sur les ressources mondiales de production. Dans l'ensemble, l'Europe occidentale est sortie de la guerre avec une capacité industrielle accrue et le niveau de la production d'avant-guerre a été dépassé en 1949. En outre, le rythme du relèvement agricole de l'Europe occidentale a été à peine inférieur à celui du relèvement industriel (voir graphique II-4). En Europe orientale et en U.R.S.S., les ravages ont été plus importants et le relèvement beaucoup plus lent, mais là aussi, la production industrielle a rejoint rapidement son niveau d'avant-guerre et, si le relèvement de l'agriculture a été plus lent, cela tient à la priorité accordée à l'industrie lourde, à la place relativement réduite accordée à l'agriculture, et à la faiblesse des stimulants à la production, ainsi qu'aux perturbations inévitables provoquées par les changements politiques et la réforme agraire. En Extrême-

Orient, les destructions causées par la guerre à l'équipement industriel ont surtout affecté le Japon, seul pays fortement industrialisé de cette région, et ont donc été relativement plus graves. La persistance de l'état de guerre ou des désordres civils dans plusieurs pays de l'Asie du Sud-Est, ainsi que les changements importants intervenus dans la géographie politique de cette région ont également freiné la reconstruction. L'assistance directe fournie par l'UNRRA à un grand nombre de pays, jointe à une aide financière sans précédent accordée par les puissances alliées pour accélérer la reconstruction, ont permis de réparer rapidement les dommages causés par la guerre dans les secteurs non agricoles de l'économie. La reconstruction agricole (remise en état des terres et reconstitution du capital agricole : bétail, bâtiments, matériel, etc.) a été plus lente, sauf en Europe occidentale. Comme indiqué plus haut, des conditions atmosphériques défavorables ont également contribué, dans certains cas, à retarder le relèvement de l'agriculture. D'autre part, dans nombre de régions, comme en Australie, en Amérique latine et en Afrique, des industries secondaires se sont fortement développées pendant la guerre et ce mouvement s'est poursuivi depuis, généralement dans le but de remplacer des produits d'importation mais, dans certains cas — par exemple le traitement sur place des arachides en Afrique-Occidentale française — afin de réduire le fret maritime.

Pressions inflationnistes

Presque tous les pays ont été aux prises avec les difficultés suscitées par l'inflation qui semble accompagner toutes les guerres à cause, d'une part, de la forte demande qu'entraînent des revenus élevés, et, d'autre part, de la pénurie de biens de consommation. Pendant la guerre, le contrôle des prix, le rationnement et l'acceptation par tous de sacrifices communs ont permis de limiter l'inflation. Mais, après la guerre, tout l'arrière de la demande, ainsi que la cessation de l'état d'urgence menacèrent de déclencher l'inflation. C'est pourquoi la plupart des pays, et particulièrement ceux qui avaient souffert directement des destructions, maintinrent quelques années après la fin des hostilités les contrôles du temps de guerre. Néanmoins, l'inflation fut totale en Grèce, en Hongrie et dans certains pays d'Asie, et très sérieuse dans d'autres comme la France et l'Italie. Des tendances inflationnistes moins marquées ont été enregistrées dans certains pays d'Europe, d'Amérique latine et d'Asie, où en 1948 le prix

de la vie avait atteint de trois à cinq fois son niveau d'avant-guerre. Cependant, en Amérique du Nord, en Océanie, au Royaume-Uni et dans un grand nombre d'autres pays, l'inflation a été assez bien maîtrisée. Plusieurs pays ont pris des mesures sévères pour enrayer l'inflation ; parmi ces dernières, il convient de citer l'introduction d'une nouvelle monnaie ou la réévaluation de l'ancienne, mesures qui ont eu des fortunes diverses.

Lorsque l'inflation n'était pas contrôlée, la reconstruction a été retardée par l'affectation déficiente des ressources économiques et le ralentissement de la création de capitaux. Si l'inflation a décimé les revenus fixes, abaissé le revenu réel des salariés, encouragé la thésaurisation et réduit la consommation, elle a, en général, affecté dans une moindre mesure les producteurs agricoles. En outre, dans l'ensemble du monde, elle a fait disparaître une partie importante des dettes des exploitants et renforcé ainsi leur position économique.

Accroissement démographique

Nous ne dirons ici que quelques mots du rythme accéléré de l'accroissement démographique mondial et de ses incidences. Il a été provoqué, d'un côté, par la forte augmentation du nombre des naissances qui s'est produite après la guerre dans les pays développés — tendance qui persiste encore sauf dans certains pays d'Europe occidentale — et, de l'autre, par la diminution constante du taux de mortalité due au développement de la science médicale et à l'amélioration des conditions sociales. Ce dernier facteur semble devoir persister et exiger une expansion continue de l'agriculture mondiale ; il présente une importance particulière dans les régions sous-développées où le taux de mortalité est encore beaucoup plus élevé que dans les pays développés.

En dépit des pertes humaines causées par la guerre, le nombre de bouches à nourrir était, en 1946, supérieur de plus de 10 pour cent à ce qu'il était avant la guerre. En 1954, l'accroissement pour l'ensemble du monde atteignait près de 25 pour cent ; en Amérique latine, où il a été le plus rapide, il était de près de 50 pour cent (tableau II-4).

Politiques de plein emploi et d'assistance sociale

Une conception nouvelle des responsabilités économiques et sociales des gouvernements a exercé une très grande influence sur le relèvement de l'agriculture depuis la guerre. Le maintien de la

stabilité économique est devenu un des objectifs principaux de la politique gouvernementale. Les efforts entrepris en vue de sauvegarder les intérêts des couches les plus pauvres de la communauté par la fixation de niveaux de salaire minimum ou la mise en œuvre de programmes d'assurances sociales se sont généralisés, et l'écart entre les revenus a encore été réduit par l'emploi accru de barèmes multiples d'imposition. Étant donné que les familles à faible revenu consacrent la majeure partie de leurs ressources supplémentaires à leur alimentation, à leurs vêtements et à leur logement, la nouvelle orientation de la politique gouvernementale a contribué, dans une large mesure, à maintenir à un niveau élevé la demande de la plupart des produits agricoles au cours de la période d'après-guerre. L'évolution parallèle de la politique économique a également exercé une influence directe sur l'agriculture grâce à l'adoption, par la plupart des pays, de programmes nationaux destinés à stabiliser les revenus des exploitants ou à soutenir les prix des produits agricoles, à favoriser le progrès économique des pays sous-développés et à contribuer au développement d'autres pays.

TABLEAU II-4. ACCROISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE PAR RÉGIONS ET POUR L'ENSEMBLE DU MONDE

RÉGIONS	1946	1954
	<i>Moyenne 1934-38 = 100 ...</i>	
Amérique latine	122	147
Océanie	109	133
Afrique	115	131
Proche-Orient	114	130
Amérique du Nord	111	128
Extrême-Orient (non compris la Chine continentale)	114	127
U.R.S.S.	105	118
Europe occidentale	106	114
Europe orientale	94	98
TOTAL MONDIAL (non compris la Chine continentale)	111	124

Les efforts entrepris après la guerre pour maintenir la stabilité économique et favoriser le développement ont été, dans l'ensemble, couronnés de succès. À l'exception des deux crises relativement brèves et peu importantes de 1943/49 et 1953/54, on a assisté à une expansion continue de la production mondiale, et le chômage massif qui avait suivi la démobilisation après la première guerre mondiale ne s'est pas reproduit, sauf dans un très petit nombre de pays, comme l'Allemagne et

l'Italie. Après la première période de reconstruction, la demande accrue en biens de consommation, la modernisation et le renouvellement de l'équipement, et les gains accumulés pendant la guerre par les pays sous-développés, ont concouru à maintenir l'activité économique à un niveau élevé. Ce mouvement s'est ralenti vers la fin de 1948 lorsque l'expansion de la production a été arrêtée et que le chômage s'est quelque peu accru dans un grand nombre de pays. En Amérique du Nord, l'action gouvernementale et les mesures de stabilisation qui furent prises ont rapidement enrayer la tendance à la baisse, mais en dépit de sa faible durée, la crise a eu des répercussions mondiales. Les pays exportateurs de matières premières et particulièrement ceux qui sont situés dans la zone sterling, ont été affectés par l'effondrement de leurs revenus en dollars. Cette situation, aggravée par une spéculation générale contre la livre sterling a contribué à la dévaluation de cette monnaie en septembre 1949, immédiatement suivie de celle de la plupart des autres monnaies non rattachées au dollar.

La reprise de l'activité économique mondiale qui a suivi cette crise a été stimulée par le déclenchement de la guerre de Corée au milieu de 1950. La constitution de stocks et les achats spéculatifs ont entraîné une forte hausse des prix des produits agricoles et autres matières premières, y compris les produits forestiers. Les prix des denrées alimentaires ont subi des hausses beaucoup moins sensibles. La période de réarmement qui a suivi a maintenu l'activité économique des pays industriels à un niveau élevé et fait monter progressivement les prix des biens manufacturés. Mais après avoir atteint des niveaux exceptionnels, les prix des matières premières commencèrent à baisser rapidement à la fin de 1951, ce qui affecta sérieusement l'économie des pays insuffisamment développés et autres exportateurs de produits primaires. Au cours de la période de boom, la demande en biens d'équipement dépassa l'offre et une partie importante des gains élevés de l'exportation fut dépensée en produits de luxe ou épargnée. Au moment où les produits industriels furent à nouveau offerts en abondance, les termes de l'échange étaient devenus très défavorables aux exportateurs de produits primaires.

Par la suite, les conditions économiques ont été relativement stables. En Europe, certaines industries, comme les textiles, ont subi en 1952 une crise passagère. En Amérique du Nord, la réduction des dépenses gouvernementales et la liquidation des stocks ont provoqué une brève récession en 1954. Mais cette fois, la crise américaine n'a

pas affecté d'autres régions ni le volume du commerce mondial et, au printemps de 1955, le niveau de l'activité économique de 1953 avait été rejoint ou même dépassé.

Au cours de ces dernières années, le revenu agricole net a été affecté, d'un côté, par l'évolution défavorable du rapport prix à la production/prix des biens nécessaires à l'agriculture et, de l'autre, par le ralentissement du rythme d'accroissement de la production dans certains pays. C'est en Amérique du Nord que ces deux facteurs ont eu l'action la plus prolongée et la plus étendue, ce qui a entraîné une diminution de la production en sorte que le revenu monétaire et encore plus le revenu réel, ont diminué chaque année depuis 1951. Il semble que dans presque toutes les autres parties du monde, le rapport défavorable des prix n'a pas été suffisant, tout au moins jusqu'à une époque assez récente, pour freiner l'accroissement continu de la production, et que par conséquent le revenu monétaire net des exploitants n'a pas eu tendance générale à baisser, bien que le revenu réel ait pu subir une certaine diminution. C'est seulement dans quelques pays que les revenus agricoles ont suivi l'augmentation générale du revenu national. A en juger d'après les pays sur lesquels on dispose de renseignements, la part du revenu agricole qui sert à payer la main-d'œuvre a été à peu près constante ; encore tout récemment, l'amélioration enregistrée dans la situation individuelle des ouvriers agricoles se maintenait.

La récession aurait été plus importante si l'on n'avait pas pris différentes mesures de soutien des prix et des revenus agricoles. Appliquées tout d'abord en Amérique du Nord et au Royaume-Uni après la crise des années trente, ces politiques se sont généralisées depuis et peuvent être considérées comme la forme caractéristique sous laquelle les concepts de stabilité économique et d'assistance sociale d'après-guerre ont été appliqués à l'agriculture. Leur emploi généralisé a été hâté par la nécessité d'encourager pendant la guerre les exploitants à développer leur production ; en même temps elles permettaient de contrôler les prix et d'empêcher l'inflation. Dans les industries manufacturières, on fait face à une forte baisse de la demande par une diminution de la production et par des licenciements. Dans l'agriculture, qui est encore fondée en grande partie sur la main-d'œuvre familiale et où les possibilités d'un ajustement rapide des niveaux de production sont très restreintes, la baisse de la demande se traduit (en l'absence de mesures gouvernementales de soutien) par un effondrement des prix. Le soutien des prix agricoles présente donc

une certaine analogie avec l'assurance-chômage des ouvriers de l'industrie.

Le fonctionnement et l'efficacité de plusieurs méthodes de soutien des prix sont examinés plus loin. Alors que la nécessité d'une certaine influence stabilisatrice sur les revenus agricoles est aujourd'hui généralement acceptée, il convient de faire observer que ces méthodes ont donné une certaine rigidité à l'agriculture d'après-guerre. En outre, à la différence des autres mesures d'assistance sociale, elles ont parfois tendu à limiter, plutôt qu'à augmenter, la consommation des produits agricoles. Dans les conditions du marché libre, une abondante récolte entraîne une baisse des prix et un accroissement passager de la consommation, variable selon l'élasticité de la demande pour le produit en question. Certaines formes de soutien des prix suppriment cette possibilité et réduisent les facteurs qui incitent l'exploitant à ajuster sa production à la demande, ce qui accroît les risques d'accumulation des stocks excédentaires de produits agricoles.

Au début de la période de dix années qui a suivi la guerre, la faiblesse de la production alimentaire et l'importance des demandes des pays ravagés par la guerre ont stimulé l'accroissement continu de la production dans les pays exportateurs, tout comme cela s'était produit après la première guerre mondiale, et ces demandes ont été satisfaites en grande partie grâce à l'expansion continue de l'agriculture en Amérique du Nord. Par la suite, la production des pays importateurs s'est mise à reprendre et les importations à diminuer, exactement comme au cours de la période correspondante de l'autre après-guerre. Mais alors que cette situation avait provoqué vingt-cinq ans auparavant un gonflement des stocks et une baisse mondiale et prolongée des prix agricoles, ce qui avait contribué en fin de compte au déclenchement de la grande crise de 1929, les résultats ont été cette fois beaucoup moins désastreux pour l'ensemble de l'économie mondiale. Les politiques gouvernementales de soutien des prix et de stockage ont permis de pallier la baisse de la demande des pays importateurs par un accroissement des stocks évitant ainsi l'effondrement des revenus agricoles. Lorsque les excédents continuèrent de s'accumuler, les Etats-Unis prirent des mesures pour favoriser l'accroissement de la consommation ; des restrictions sont imposées aux productions pour lesquelles l'écart est le plus grand entre la production et la demande du marché ; de plus, des mesures sont appliquées pour écouler les excédents de la façon la plus utile tout en gênant le moins possible l'économie

mondiale. Les stocks se gonflent toujours, bien que plus lentement, et jusqu'à présent leur écoulement n'a pas eu d'effets désastreux ni pour l'agriculture, ni pour l'industrie ; le problème est cependant loin d'être résolu.

L'agriculture dans les pays sous-développés

Un autre facteur qui a exercé une influence considérable et continue sur l'agriculture mondiale au cours des dix dernières années a été l'attitude nouvelle des gouvernements vis-à-vis des problèmes qui se posent dans les pays insuffisamment développés et l'attention beaucoup plus grande accordée à la mise en œuvre de leurs ressources économiques. Le développement des villes et l'introduction progressive de l'industrie ont commencé à faire sentir leurs effets conjugués. Ce qui est encore plus important, c'est que les populations des pays sous-développés ont commencé à réaliser qu'il était possible d'atteindre un niveau de vie plus élevé et que cet objectif ne pouvait être réalisé que grâce à une économie en expansion. Les pays qui avaient conquis récemment leur indépendance éprouvaient un penchant naturel à accélérer leur développement économique et social. Les gouvernements des pays insuffisamment développés, tout comme ceux des pays riches, se rendirent de plus en plus compte des conséquences sociales et politiques qui pourraient résulter de leur incapacité à élever le niveau économique et culturel de la population. Le fait que les pays industriels ont saisi l'intérêt croissant des échanges commerciaux avec les pays sous-développés a également joué un rôle. Bien que ce mouvement ait eu son origine dans les aspirations des populations des pays sous-développés vers une amélioration du niveau de vie, l'effort dans ce sens intéresse maintenant la presque totalité du monde, et les pays riches y contribuent dans une mesure de plus en plus grande en fournissant des fonds pour les investissements et en apportant leurs connaissances techniques, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes internationaux tels que la Banque internationale et les Nations Unies (Programme élargi d'assistance technique).

Dans la plupart des pays insuffisamment développés, les efforts se sont tout d'abord concentrés sur l'énergie, l'industrie et les communications ainsi que sur les services sociaux, et il est probable qu'ils se poursuivront, mais la pénurie de denrées alimentaires, la hausse des prix et la nécessité de faire face aux échéances périodiques

des investissements non productifs de recettes ont bientôt montré qu'il serait impossible d'accomplir des progrès rapides dans ces secteurs si l'agriculture était laissée en dehors du mouvement. Cette dernière occupe maintenant une place importante dans la plupart des programmes de développement. Nous examinerons dans les chapitres suivants les méthodes suivies et les résultats obtenus.

Du fait que l'expansion d'après-guerre a surtout été provoquée par les besoins des pays sous-développés, elle a été dirigée davantage vers la production alimentaire en vue de la consommation intérieure, alors qu'avant la guerre le développement de cette production était surtout destiné à l'exportation. Cependant l'exportation des produits agricoles n'a pas été négligée, et maintenant que l'on a réussi à remédier aux pénuries alimentaires les plus importantes, on s'en occupe à nouveau sérieusement.

Les pays développés ont apporté leur contribution dans le secteur agricole, d'une part, sous forme d'aide technique par l'intermédiaire du PEAT des Nations Unies, du Plan de Colombo et des différents programmes bilatéraux, dont le programme du Point IV des Etats-Unis est de beaucoup le plus important ; et, d'autre part, sous forme de capitaux, directement et par l'intermédiaire de la Banque internationale. Cependant l'utilisation des capitaux étrangers pour le développement agricole a été relativement limitée, surtout dans le secteur privé où elle a été pratiquement négligeable, bien que l'agriculture ait bénéficié indirectement des investissements étrangers beaucoup plus importants effectués dans les transports, l'énergie et les secteurs connexes. Néanmoins des sommes relativement élevées ont été allouées pour le développement agricole, à certains territoires non autonomes, mais dans un grand nombre de cas il s'agissait surtout d'encourager la production agricole d'exportation. Cependant, dans l'ensemble, la plus grande partie des sérieux progrès réalisés en agriculture par les pays sous-développés a été due aux capitaux et à la main-d'œuvre de ces pays eux-mêmes.

Répercussions des groupements politiques et économiques sur l'agriculture

La constitution de groupements de pays sur une base politique, monétaire ou régionale après la guerre, a modifié la structure du commerce international des produits agricoles, et par contre-coup la production agricole elle-même. Cette influence

est difficile à évaluer, car les activités de certains groupements empiètent sur celles de certains autres, et l'on ne possède que très peu de renseignements sur les échanges entre les pays du bloc communiste, qui sont peut-être le plus complètement intégrés.

Ces pays ont consacré une partie importante de leur activité à développer les échanges entre eux, mais les données dont on dispose rendent l'évaluation des résultats très difficile. Il est possible que cette expansion ait été à l'origine de la diminution de leurs expéditions de céréales et autres produits agricoles vers l'Europe centrale et occidentale. Cependant, les pénuries récentes de céréales et les efforts énergiques entrepris actuellement par l'U.R.S.S. pour augmenter la production céréalière semblent indiquer que le manque de produits exportables constituait un élément encore plus important de cette diminution. En outre, les exportations de céréales et de bois par l'U.R.S.S. et de bacon pour la Pologne, l'important accroissement des importations de produits animaux et de sucre par l'U.R.S.S. en 1953-54, ainsi que les achats de produits animaux et de céréales par d'autres pays d'Europe orientale, montrent qu'il est parfaitement possible de réaliser des échanges importants entre l'Est et l'Ouest si les deux côtés y trouvent profit.

Ailleurs, l'exemple le plus important d'intégration économique régionale est représenté par le groupe des pays de l'OECE qui ont consacré de gros efforts à la réalisation d'échanges « intra-régionaux » par la suppression des contingents d'importation (« libéralisation ») et l'Union européenne de paiements qui rend virtuellement convertibles pour les transactions courantes les monnaies des pays membres et des zones monétaires affiliées ou dépendantes de ceux-ci. La libéralisation a été plus difficile pour les produits agricoles, mais à la fin de 1954, elle couvrait quelque 79 pour cent de la totalité des échanges agricoles privés, bien que des mesures tarifaires et quelques autres obstacles subsistent encore. En outre, les pays membres de l'OECE se consultent régulièrement sur la politique économique, y compris la politique agricole, et collaborent à l'amélioration des méthodes techniques par l'intermédiaire de l'Agence européenne pour la productivité. Des propositions de grande portée tendant à la création d'un « Pool Vert », sur le modèle de la Communauté Charbon-Acier, n'ont pas été acceptées, mais les pays membres de l'OECE ont institué un Comité ministériel de l'alimentation et de l'agriculture chargé de l'étude en commun de tous les aspects du développement agricole en Europe. Ces activités ont favorisé

l'extension du développement agricole et l'accroissement du volume des échanges intra-régionaux de produits agricoles sans modifier notablement la structure primitive de ces échanges.

Il convient de citer certains autres groupements d'Europe occidentale, comme le Bénélux et le Comité économique du Conseil nordique. En dehors de l'Europe, l'Organisation des Etats américains et la Ligue arabe, bien qu'ayant été créées surtout dans un but politique, accordent une attention de plus en plus grande à la coopération économique et financière, qui intéresse également un certain nombre de groupements moins importants.

Les Nations Unies et leurs organismes spécialisés ont encouragé les consultations sur les problèmes économiques généraux, à l'échelle mondiale par le Conseil économique et social et à l'échelle régionale par les Commissions économiques pour l'Europe, pour l'Amérique latine et pour l'Extrême-Orient. La FAO joue le même rôle pour l'alimentation et l'agriculture sur une base mondiale et, sur une base régionale, par sa collaboration en matière agricole avec les commissions économiques régionales des Nations Unies et par ses réunions régionales périodiques sur les réajustements agricoles, ainsi que par l'intermédiaire d'organismes tels que les commissions régionales des forêts pour l'Asie, l'Europe, l'Amérique latine et le Proche-Orient, les conseils régionaux indo-pacifique et méditerranéen des pêches et les Comités mixtes FAO/OMS de la nutrition.

Parallèlement à l'expansion de ces influences nouvelles s'exerçant sur le plan international et régional, les groupements politiques et monétaires de création ancienne, tels que le Commonwealth, la région encore plus étendue dite zone sterling, et l'Union française, qui avaient joué un rôle de premier plan dans le développement agricole mondial au cours du siècle dernier, ont continué à exercer une profonde influence, généralement sous forme de développements complémentaires comme les contrats à long terme du Royaume-Uni, et d'accords ultérieurs plus souples, comme celui qui a été conclu pour la viande d'Australie ; il importe de mentionner également les efforts entrepris par les métropoles pour développer les ressources agricoles et forestières de leurs territoires d'outre-mer. Dans l'ensemble, l'influence exercée par les groupements récents de pays sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture a été, jusqu'à présent, moins grande que celle des anciens groupements cités plus haut, et peut-être moins marquée qu'on aurait pu le prévoir. Il est fort possible que son plein effet ne se fasse sentir que plus tard.

Difficultés auxquelles s'est heurté après-guerre le système des paiements internationaux

Avant la guerre les dollars fournis par l'exportation de biens et de services vers la zone dollar et par les capitaux en provenance de cette zone, étaient insuffisants pour financer les achats en dollars du reste du monde, mais l'écart était converti par la production croissante d'or (dont la valeur unitaire s'est accrue après la dévaluation du dollar E.-U. en 1934) de certains pays non rattachés au dollar et par les envois d'or en Amérique du Nord.

Après la guerre, l'incapacité des pays européens et du Japon à reprendre leurs exportations, notamment de biens d'équipement, jusqu'au moment où la reconstruction a été suffisamment avancée (période mise à profit par les exportateurs de la zone dollar pour s'implanter solidement dans les anciens marchés de ces pays), et l'accroissement sensible des besoins des pays situés hors de la zone dollar en produits importés, ont provoqué une aggravation importante du déficit en dollars. Entre-temps, le développement économique des pays de la zone dollar pendant la guerre a permis à ces derniers de produire eux-mêmes certaines matières premières ainsi qu'un grand nombre de produits manufacturés en sorte que leurs importations n'ont pas suivi le rythme d'accroissement de leurs exportations. En outre, les pertes subies par la marine de commerce et le déplacement des banques et des compagnies d'assurances vers la zone dollar ont encore réduit les recettes en dollars des pays situés en dehors de cette zone, et accru leurs besoins en dollars. Les cessions, auxquelles ils ont dû procéder pendant la guerre, des intérêts qu'ils possédaient dans la zone dollar ont fortement réduit les revenus qu'ils tiraient de cette source. La production de l'or a diminué, et contrairement à tous les autres prix, celui de l'or n'a pas changé depuis 1934. Enfin, l'instabilité de la situation politique et économique à l'étranger, jointe aux conditions avantageuses offertes aux investissements dans la zone dollar, ont contribué à tarir la source des capitaux privés.

Ces facteurs auraient abouti inévitablement à une forte contraction des échanges entre la zone dollar et le reste du monde, ainsi qu'à une dévaluation plus importante des monnaies non rattachées au dollar et à un ralentissement du rythme de la reconstruction si l'on n'avait consenti des prêts et des dons intergouvernementaux d'une importance sans précédent et si les nouvelles institutions internationales de financement n'avaient apporté une participation active. C'est ainsi

que les Etats-Unis et le Canada, soit au titre de l'UNRRA et du prêt très important consenti après la guerre au Royaume-Uni, soit dans le cadre de différents programmes, ont avancé depuis la guerre quelque 50 milliards de dollars aux pays situés en dehors de la zone dollar ; de leur côté, le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement avaient fourni, à la fin de 1954, deux milliards et demi de dollars. Les dépenses effectuées à l'étranger par le personnel militaire des Etats-Unis ainsi que les achats *off-shore* sont à ajouter à ces chiffres. En raison de l'importance du déficit en dollars, de l'amenuisement des réserves-or des pays situés en dehors de la zone dollar et des dettes qu'ils avaient contractées pendant et après la guerre, il était impossible d'envisager le retour au fonctionnement automatique de l'étalon-or tel qu'il avait été tenté après la première guerre. Même l'essai de retour à la convertibilité de la livre sterling, entrepris en 1947, s'est révélé prématuré. L'accord a été presque unanime sur la nécessité d'une certaine liberté des taux de change pour la défense des économies nationales, et le Fonds monétaire international fut conçu pour faciliter les transactions monétaires internationales dans un monde dépourvu d'étalon-or, et aider les pays éprouvant des difficultés passagères dans leur balance des paiements afin d'éviter des fluctuations excessives des changes. La restriction des importations, le contrôle des changes, les accords bilatéraux de commerce et de paiement, et l'aide étrangère soutinrent les échanges internationaux en attendant que la reprise économique et certains accords internationaux aient permis une détente progressive. Des accords spéciaux tels que l'Union européenne des paiements, la création de vastes zones monétaires non rattachées au dollar et encore une fois l'aide en dollars ont rendu possible le financement d'échanges internationaux de biens et de services en dépit de l'inconvertibilité de la plupart des monnaies.

Au cours de ces dernières années, la situation s'est visiblement améliorée et pendant un certain temps, le retour à une convertibilité limitée (sur les comptes courants seulement) a semblé imminente. Cependant, l'amélioration était imputable pour une large part, non à un équilibre réel des transactions commerciales, mais à l'extraordinaire courant ininterrompu de dollars en provenance des Etats-Unis qui, bien que susceptible de durer, n'est jamais assuré au-delà de l'exercice en cours. Le déficit en dollars demeure donc la préoccupation majeure d'un grand nombre de pays.

La situation alimentaire d'après-guerre et le déficit en dollars réagissent fortement l'un sur l'autre. Les changements intervenus dans la structure de la production agricole mondiale, qui ont été exposés au début de ce chapitre, ont constitué l'un des éléments principaux de l'accroissement des besoins du monde vis-à-vis de la zone dollar. D'autre part, les efforts entrepris par les pays de la zone non rattachée au dollar pour combler leur déficit ont exercé une influence importante sur leurs politiques agricoles.

Les pénuries de produits agricoles, facteur d'aggravation du déficit en dollars

A la fin de la guerre, les quantités de produits agricoles que les pays non rattachés au dollar pouvaient expédier à l'Europe occidentale — principale région importatrice — se sont trouvées fortement réduites¹. Il n'était plus possible d'importer des denrées alimentaires des régions agricoles dévastées de l'U.R.S.S. et de l'Europe orientale, et la totalité de la production de bois, fortement réduite par la guerre, était absorbée par la reconstruction. Il en était de même pour l'Extrême-Orient qui est devenu importateur net de denrées alimentaires tout en continuant d'exporter du caoutchouc et d'autres matières premières cultivées principalement pour les marchés étrangers. Les disponibilités de produits agricoles en Amérique latine, au Proche-Orient et en Afrique avaient également diminué, la production de ces régions n'ayant pas suivi le rythme de l'accroissement démographique, alors que la consommation par habitant de certains pays commençait lentement à croître. La seule source importante où l'Europe occidentale pouvait s'adresser pour compenser les réductions survenues ailleurs était la zone dollar.

La situation dans d'autres régions était analogue. Avant la guerre, l'Extrême-Orient (y compris la Chine) était exportateur net de près de 3 millions de tonnes de céréales chaque année. En 1951 et 1952 cette région était devenue importatrice nette de quelque 8 millions de tonnes, en provenance principalement de la zone dollar; de plus, elle importait des quantités importantes de plusieurs autres produits. En 1951-1953, les importations de produits agricoles de base par les pays d'Extrême-Orient représentaient en moyenne une valeur de 2,5 milliards de dollars dont

¹ Voir dans *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture - 1953 I - Conditions actuelles et perspectives*, pages 27 à 33, l'étude relative à l'évolution de la structure des échanges mondiaux de denrées alimentaires.

plus de 40 pour cent en provenance de la zone dollar. Il y a eu également une forte augmentation, bien que sur une échelle plus réduite, des expéditions de céréales et autres produits agricoles de la zone dollar vers l'Amérique latine et d'autres régions.

Les efforts entrepris en Amérique du Nord pendant la guerre pour remplacer les produits agricoles que l'on ne pouvait plus se procurer à l'étranger, contribuèrent également à aggraver le déficit en dollars des autres pays. Par exemple, les importations nettes de graines oléagineuses et d'huiles végétales tombèrent de 900 000 tonnes (en équivalent d'huile) en 1934-38, à 150 000 tonnes en 1948-50, soit une réduction égale à 30 pour cent du total des expéditions mondiales au cours de la dernière période. En outre, si la production mondiale de caoutchouc naturel était, en 1953, supérieure de 75 pour cent environ à celle d'avant-guerre, la consommation mondiale de caoutchouc avait augmenté de 150 pour cent, la différence représentant la production synthétique, principalement aux États-Unis. Le remplacement presque complet de la soie par les fibres artificielles a également constitué un facteur supplémentaire de l'aggravation du déficit en dollars.

Bien qu'il ne soit pas possible de donner des évaluations précises, on peut fournir une indication de l'incidence de ces modifications sur les règlements internationaux. L'augmentation, par rapport à la période d'avant-guerre, des exportations nettes de céréales, de matières grasses et de sucre, pour toutes destinations, en provenance de la zone dollar était, en 1948, de 2 050 millions de dollars E.-U. (valeur 1948). Mais il convient de déduire de ce chiffre, d'une part 600 millions de dollars représentant la diminution des exportations d'autres produits agricoles (principalement le coton) et, d'autre part, plus de 300 millions de dollars représentant l'augmentation des importations, principalement café et caoutchouc. L'accroissement net des importations agricoles mondiales en provenance de la zone dollar a donc été de 1 150 millions de dollars (valeur 1948).

Cependant, la situation commerciale est quelque peu différente pour les produits qui tendent à aggraver le déficit en dollars et ceux qui tendent à le combler. La récession du commerce mondial du coton et de la soie et l'accroissement des importations de café et de caoutchouc dans la zone dollar constituent toutes deux des tendances à long terme qui auraient presque certainement persisté indépendamment de la guerre. Pour le coton et le café, il est possible que la tendance ait été accélérée par la guerre, mais pour le caout-

chouc, le développement des importations de la zone dollar a été fortement freiné, tout au moins provisoirement, par la production de caoutchouc synthétique. Ces tendances peuvent être considérées comme faisant partie de l'évolution normale du commerce mondial.

D'un autre côté, l'importante augmentation des exportations nettes de céréales, de matières grasses et de sucre de la zone dollar étaient principalement imputables aux perturbations apportées par la guerre dans l'agriculture et correspondaient à l'accroissement des besoins d'importations ainsi qu'à la diminution des disponibilités exportables de certains pays situés en dehors de la zone dollar. Si l'on tient compte de l'accroissement des exportations de certains autres produits de la zone dollar et du fait que les prix mondiaux de certains types de matières grasses et du caoutchouc auraient été probablement plus élevés sans la diminution des besoins d'importation de la zone dollar, il est possible que le chiffre de 2 050 millions de dollars indiqué en premier lieu ne surestime pas la mesure dans laquelle les besoins en dollars du reste du monde furent gonflés en 1948 par les perturbations et les changements subis par l'agriculture du fait de la guerre. On peut rapprocher ce chiffre de celui du déficit total en dollars de cette même année 1948, qui, sans tenir compte de l'aide spéciale en dollars, s'est élevé à quelque 6 milliards de dollars (Etats-Unis et Canada seulement). Il apparaît donc que, pour cette année-là, un tiers environ de la pénurie de dollars était imputable aux changements intervenus dans la situation de l'agriculture mondiale.

Il n'est pas possible de procéder à des évaluations précises, et les chiffres ci-dessus ne sont cités qu'à titre indicatif. Ils montrent cependant que la modification de la structure de la production agricole a joué un rôle important dans les difficultés auxquelles s'est heurté le système mondial des paiements.

Le déficit mondial en dollars est naturellement un concept un peu large. En fait, il n'y a pas un grand déficit unique, mais un grand nombre de petits déficits suivant les pays ou les zones monétaires. La plupart des pays ont éprouvé des difficultés de paiements pour des raisons bien déterminées, par exemple, parce qu'entre autres choses, ils ont dû importer une plus grande quantité de blé de la zone dollar, ou ont tiré moins de dollars de leurs exportations d'huiles végétales. Les répercussions du déficit en dollars sur les politiques agricoles d'après-guerre ont résulté des mesures prises en vue de résoudre ces difficultés.

Incidences du déficit en dollars sur la production agricole

Dans les pays ravagés par la guerre et souffrant de pénurie alimentaire, le déficit en dollars constitue un puissant mobile supplémentaire d'accélérer le relèvement de l'agriculture. Il a été à l'origine de l'intérêt, beaucoup plus grand qu'après la première guerre mondiale, accordé depuis 1945 au développement agricole par les gouvernements. Les fonds de contrepartie de l'aide économique fournie par les Etats-Unis pour combler le déficit en dollars ont parfois constitué indirectement une importante source de capitaux pour le développement agricole.

Les importations supplémentaires de produits agricoles ont pesé lourdement sur les ressources en dollars d'un grand nombre de pays. Ces importations, qui consistaient principalement en produits de première nécessité, comme les céréales et le coton, étaient indispensables et ne pouvaient être effectuées en dehors de la zone dollar. On s'est donc attaché, surtout en Europe occidentale, à encourager la production céréalière nationale. De même, le déficit en dollars a été à l'origine d'un grand nombre de programmes, alimentés par les capitaux et l'assistance technique européens, en vue de développer la production de coton, de caoutchouc, de tabac, d'oléagineux, de produits forestiers, etc., dans les pays d'outre-mer et territoires non-autonomes et ont ainsi accéléré le progrès économique dans les pays insuffisamment développés. En Amérique latine et en Asie, nombre de gouvernements ont pris des mesures énergiques pour encourager l'agriculture, notamment parce que l'accroissement des importations de denrées alimentaires épuisait leurs réserves monétaires. Il convient également de mentionner un effet secondaire : beaucoup de pays ont été contraints de limiter leurs achats en dollars aux produits agricoles essentiels et de supprimer les importations, en provenance de la zone dollar, de denrées alimentaires moins indispensables telles que les fruits frais, les produits laitiers et les fruits et poissons en conserve. Cette réduction sélective a parfois encouragé la production de ces denrées dans d'autres régions, par exemple celle des fruits en Europe occidentale et en Afrique du Nord. Dans tous les cas de ce genre, le déficit en dollars a agi dans les régions situées en dehors de la zone dollar comme un stimulant de la production agricole, tendant à redresser le déséquilibre géographique de la production qui avait été aggravé par la guerre. L'accroissement de la production euro-

pénurie des pêches a contribué à compenser la diminution des achats, traditionnellement très importants, de viande et de poisson dans la zone dollar ; dans des pays tels que la Norvège, le Danemark et l'Islande, les exportations de poisson apportèrent une contribution précieuse aux rentrées de dollars.

Cependant, il convient de noter d'autres aspects moins favorables de l'influence du déficit en dollars sur l'agriculture. De nombreux gouvernements ont tenté d'augmenter la production par des rendements plus élevés et une exploitation plus rationnelle, mais lorsque l'expansion a été poussée à l'abri de prix d'encouragement et de mesures protectionnistes, il en est résulté inévitablement une certaine tendance à produire dans des conditions peu économiques et à un coût élevé. Dans certains cas, d'ailleurs limités, ces mesures ont encouragé la culture de produits dans des régions auxquelles ils n'étaient pas bien adaptés. Dans d'autres, les mesures destinées à augmenter la production dans des territoires non-autonomes ont entraîné des investissements mal adaptés à leur but et des pertes importantes de capitaux. En somme, si le déficit en dollars a stimulé la production dans les régions souffrant d'une grave pénurie de ressources alimentaires, il a tendu assez fréquemment à prolonger le régime des subventions et des restrictions au commerce.

Les effets du déficit mondial en dollars sur les producteurs agricoles de la zone dollar ont été longtemps masqués par les mesures gouvernementales destinées à soutenir les prix, à encourager les exportations et à maintenir un niveau élevé de production. Si le déficit en dollars n'a certainement pas été la seule cause, ni même la plus importante, du gonflement des excédents, ses effets ont joué dans ce sens, et ont également réduit les débouchés des produits moins essentiels de la zone dollar et notamment ceux des denrées alimentaires périssables de valeur relativement élevée, comme les fruits frais. Cependant, l'intensification récente des efforts entrepris par certains pays exportateurs en vue de restreindre la production et d'abaisser les prix de soutien semble marquer un nouveau stade du processus d'ajustement.

Les grandes lignes des politiques agricoles d'après-guerre

Les développements examinés dans les sections précédentes ont constitué les principaux facteurs déterminant des politiques agricoles d'après-guerre.

L'inflation et la pénurie alimentaire, qui ont sévi pendant et après les hostilités, ont obligé tous les gouvernements à reconnaître l'importance vitale qu'il y avait à disposer de denrées alimentaires et de matières premières agricoles en quantités suffisantes et à des prix relativement stables, et ont obligé la plupart d'entre eux à contrôler la production et la distribution des produits agricoles. Il ne pouvait être question d'abandonner ce contrôle tant que les plus graves pénuries subsistaient. Les difficultés de balance des paiements auxquelles se sont heurtés les pays situés en dehors de la zone dollar, donnent encore plus de force à cette conclusion. En outre, les nouveaux concepts de plein emploi et d'assistance sociale ont fait du maintien des revenus agricoles à un niveau raisonnable une question d'intérêt public. Il n'est donc pas surprenant que les gouvernements se soient mis à accorder à l'alimentation et à l'agriculture une attention dont elles n'avaient encore jamais bénéficié.

Les politiques alimentaires et agricoles adoptées sous la pression de ces circonstances ont été très différentes suivant les pays. En Amérique du Nord, l'objectif principal consistait naturellement à maintenir l'amélioration de la situation économique de l'agriculture en protégeant les prix et les revenus agricoles et en conservant ou en étendant les débouchés nouvellement conquis. Dans d'autres pays, le problème le plus urgent était de développer la production agricole, tout d'abord pour éviter la disette ou l'inflation, mais ensuite pour des raisons très diverses, par exemple pour réduire les importations agricoles à cause du déficit en dollars, comme c'était le cas pour un grand nombre de pays d'Europe occidentale ; ou pour se procurer le maximum de devises étrangères afin de pouvoir importer des biens d'équipement, comme dans le cas de nombreux pays sous-développés d'Amérique latine, du Proche-Orient et de l'Extrême-Orient, parfois avec l'objectif final de se suffire plus ou moins à eux-mêmes. Nombre de pays traditionnellement exportateurs situés en dehors de la zone dollar cherchaient à reconquérir les débouchés qu'ils avaient perdus ou à en trouver de nouveaux.

Par la suite, lorsque les ressources devinrent plus abondantes, et que les prix baissèrent, on s'attacha davantage, particulièrement en Europe occidentale mais également dans certains pays extra-européens comme le Japon, à améliorer et à sauvegarder la situation économique des exploitants, souvent handicapés dans leur concurrence avec les producteurs des pays exportateurs par le manque de capitaux, l'insuffisance de leurs con-

naissances techniques ou l'exiguïté et la dispersion de leurs exploitations qui en affectaient la rentabilité. Ces objectifs impliquaient souvent une politique protectionniste, la mise en œuvre de mesures diverses de soutien des prix et des revenus et, parfois, l'octroi de subventions à l'exportation des produits agricoles qui ne pouvaient être vendus sur les marchés intérieurs aux prix de soutien. Il est évident que ces objectifs variés poursuivis par les différents pays n'étaient pas toujours compatibles, et les incidences internationales des politiques nationales devinrent un aspect de plus en plus important de la situation d'après-guerre.

L'évolution se poursuivit de façon analogue dans les pêches. La pénurie générale de denrées alimentaires et l'adoption de plus en plus répandue de normes de nutrition ont conduit les gouvernements à développer l'exploitation des mers et des eaux intérieures. Cette question revêtait une importance particulière dans les régions telles que l'Asie du Sud-Est et l'Extrême-Orient où le poisson constitue la source principale de protéines animales. Les gouvernements s'attachèrent, com-

me pour l'agriculture, à soutenir activement la production et le commerce du poisson.

Le sentiment de l'intérêt que présentent les forêts et de la nécessité de leur exploitation rationnelle s'est renforcé et généralisé du fait de la pénurie de bois qui a sévi pendant la guerre et l'après-guerre. Si c'est en Europe et en Amérique du Nord que la pratique se conforme le plus étroitement à la théorie, c'est principalement en raison des inquiétudes que cette pénurie avait suscitées pendant et immédiatement après les hostilités. Il est indéniable que l'expansion des industries forestières des régions sous-développées a été fortement encouragée et l'on assistera probablement au cours des prochaines années à une décentralisation lente mais continue des industries de produits forestiers, surtout de pâte et de papier. Et il y a tout lieu de croire que les immenses richesses que constituent les réserves forestières seront effectivement utilisées d'ici quelques dizaines d'années, et que l'on renoncera dans une certaine mesure à l'insouciance dévastation qui a caractérisé autrefois les premières exploitations forestières.

Chapitre III - LA MOBILISATION DES RESSOURCES EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE

Le redressement et le développement que l'agriculture a connus après la guerre se sont manifestés sous deux aspects, l'un technique, l'autre économique et social.

En ce qui concerne l'aspect technique, les méthodes améliorées d'exploitation agricole qu'avaient permis de mettre au point les progrès réalisés en agronomie et dans le domaine du machinisme agricole, ont été appliquées comme on n'avait jamais essayé de le faire jusqu'alors. Dans les pays industrialisés, l'accroissement de la production agricole a eu pour cause, en premier lieu, l'augmentation de la productivité par habitant et par hectare, rendue possible par la mise en œuvre des méthodes ci-dessus mentionnées et, seulement dans une moindre mesure, l'augmentation des superficies cultivées. L'introduction et la généralisation de méthodes modernes et notamment le meilleur emploi des ressources en eau ont en outre permis de réaliser des progrès assez importants dans bien des régions peu développées. Mais les progrès techniques n'auraient pu être aussi rapides si les conditions économiques et sociales n'avaient pas été favorables. Aussi les pouvoirs publics ne se sont-ils pas occupés seulement de mettre à la disposition des agriculteurs les machines agricoles, les engrais, etc. dont ils avaient besoin, mais aussi de créer les conditions qui permettent de les utiliser. Il leur fallut s'organiser pour tirer le meilleur parti des ressources limitées dont ils disposaient, pour établir un équilibre rationnel entre l'agriculture et les autres industries et pour orienter la production agricole dans le sens voulu par la situation économique générale de chaque pays. Il fallut également accroître le montant des capitaux destinés à être investis dans l'agriculture, souvent même dans les transports et autres services. Le développement de l'agriculture impliquait aussi que soient surmontés les obstacles qui s'opposaient à l'augmentation de la production

— régimes fonciers périmés ou formes peu équitables de l'impôt foncier, par exemple. Un facteur des plus importants, en particulier dans les pays où les agriculteurs étaient loin d'avoir oublié la crise et les excédents invendables des années trente, fut l'assurance qui leur fut donnée de trouver à des prix rémunérateurs, des débouchés pour les surcroûts de production qu'ils fourniraient. Le renforcement des services de vulgarisation a eu aussi son intérêt ; ainsi non seulement les agriculteurs ont-ils été tenus au courant des applications pratiques de la recherche agricole, mais on a pu aussi leur indiquer le sens dans lequel ils devaient faire porter leurs nouveaux efforts et les conseiller sur les besoins du marché.

Nous étudierons dans le présent chapitre les principales mesures d'ordre économique et social adoptées pour mettre en œuvre les divers plans et programmes d'expansion agricole. Quant aux progrès réalisés en matière de technique agricole, aux applications qui en ont été faites et à l'estimation des résultats obtenus, ils font l'objet du chapitre IV.

PROGRAMMES NATIONAUX ET MONDIAUX DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Lors de la première guerre mondiale, la production et la répartition des produits cessèrent d'être contrôlés presque dès la fin des hostilités. La restauration et le redressement de l'agriculture furent laissés aux agriculteurs et aux collectivités locales ; l'organisation sur le plan national était insignifiante. Sur le plan international, seule la Croix Rouge internationale s'efforça de faire échec, dans l'immédiat, aux situations de famine. D'une manière générale le souci des pouvoirs publics pour l'agriculture ne se borna guère qu'à fournir,

de temps en temps, des crédits destinés à des travaux de recherche et de vulgarisation ; mais la crise catastrophique des années trente les contraignit tous à abandonner cette politique de facilité. On dressa des barrières douanières et dans certains pays on commença à établir des programmes de soutien des prix. Sur le plan international, on essaya de réglementer le marché de certains produits, le sucre par exemple. Mais ces mesures étaient, la plupart du temps, prises sans méthode aucune et ne s'appliquaient qu'à des cas particuliers. Ce n'est que pendant la dernière guerre, lorsque les pays en guerre entreprirent de mobiliser toutes leurs ressources, que se généralisa la notion de l'organisation d'ensemble, sur le plan national, de l'agriculture, souvent dans le cadre du développement général de l'économie et avec des objectifs intégrés à long terme. Les leçons tirées de cette expérience ont permis de résoudre le problème des pénuries alimentaires ainsi que d'autres problèmes qui se sont posés après la guerre.

Début d'une action internationale

L'organisation de l'alimentation et de l'agriculture à l'échelon international a, elle aussi, véritablement commencé pendant la guerre, lorsque fut créé le *Combined Food Board*, chargé de répartir les ressources du Canada, du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Avant même la fin de la guerre, des problèmes alimentaires à long terme, d'ordre international, furent mis au premier plan des préoccupations lorsqu'en 1943, le Président Roosevelt invita les Nations Unies à tenir à Hot Springs (Virginie) une Conférence sur l'alimentation et l'agriculture. C'est de cette Conférence qu'est sortie la FAO, Organisation mondiale chargée des questions d'alimentation et d'agriculture, qui fut rapidement constituée après l'arrêt des hostilités. Pendant la période qui suivit immédiatement la guerre, le dispositif qui avait, pendant la guerre, servi à répartir les ressources agricoles par l'intermédiaire du *Combined Food Board* se développa et devint le Conseil international de la crise alimentaire, qui fonctionnait sous la direction générale de la FAO. En même temps, l'Administration des Nations Unies pour le secours et la reconstruction (UNRRA), aida matériellement et directement les pays dévastés par la guerre à lutter contre la famine et à réorganiser l'agriculture et l'industrie.

Depuis la première session de la Conférence, tenue à Québec en 1945, les réunions périodiques de la FAO ont donné aux nations du monde en-

tier l'occasion de discuter publiquement des politiques à suivre en matière de production et d'utilisation des denrées alimentaires et agricoles ; par ailleurs, le Conseil économique et social (ECOSOC) et d'autres organes des Nations Unies examinaient des questions comme le maintien d'un niveau élevé d'activité économique. A mesure que se trouvaient résolus les problèmes immédiats de l'après-guerre, l'attention commençait à se fixer sur la lenteur des progrès accomplis dans les régions peu développées du monde. En 1947, la Commission préparatoire de la FAO chargée de l'étude des propositions pour l'alimentation mondiale avait déjà recommandé, en particulier à l'égard des pays insuffisamment développés, d'élaborer rapidement des programmes de développement et de créer une organisation administrative adéquate. A sa sixième session, la Conférence de la FAO soulignait en 1951 la nécessité d'augmenter la production agricole mondiale de manière harmonieuse, à un taux annuel qui dépasse de 1 à 2 pour cent celui de l'accroissement démographique ; elle recommandait à tous les Etats Membres de contribuer « à réaliser cet objectif général en préparant et en exécutant des programmes quinquennaux de développement agricole adaptés aux conditions de chaque pays ».

La coordination des plans a été également étudiée sur le plan régional par diverses organisations comme l'OECE, par les pays signataires du Plan de Colombo et par les organisations régionales des Nations Unies et les institutions spécialisées. A ces tentatives de coordination régionale il convient d'ajouter le Programme d'action coordonnée pour les pays de l'Amérique centrale (*Central American Integration Program*).

De nombreux pays ont reçu une aide des institutions des Nations Unies lorsqu'il s'est agi d'établir ou de réviser leurs plans de développement. La Banque internationale a envoyé des missions dans une vingtaine de pays pour préparer des projets de développement ; de nombreuses missions similaires ont été organisées sur une base bilatérale. La FAO et d'autres organismes ont fourni des experts pour aider à l'établissement de programmes et ont organisé des centres d'étude et de perfectionnement ayant pour objet d'élaborer et d'évaluer des projets de développement. L'une des plus grandes difficultés rencontrées dans l'exécution des plans et des programmes est le manque de techniciens qualifiés des pays insuffisamment développés. Depuis 1951, le Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies fournit un personnel ayant reçu une formation spéciale.

Plans et programmes nationaux

Les discussions tenues et l'aide fournie à l'échelon international ont créé un climat nettement favorable à l'élaboration des programmes nationaux d'agriculture. Mais l'impulsion principale a naturellement été donnée par les pays eux-mêmes. La guerre terminée, chaque pays se trouva en présence d'une série de problèmes qui lui étaient propres ; la plupart du temps, l'expérience de la guerre a montré que toute politique tendant à les résoudre devait, de toute évidence, comporter un certain élément de planification.

Au début de la période d'intense pénurie alimentaire et d'inflation qui a immédiatement suivi la guerre, la plupart des pays ont continué à appliquer les mesures en vigueur pendant la guerre : campagnes visant à l'intensification des cultures alimentaires, contrôle des importations, rationnement, réglementation des prix à la production et des prix de détail, répartition des moyens de production, etc. Les pays dévastés par la guerre ont institué des mesures de première urgence en matière de relèvement. Puis les plus rigoureux des contrôles exercés pendant la guerre ont, d'une manière générale, commencé à s'assouplir et, dans les pays ravagés comme dans ceux qui avaient été relativement peu touchés, on s'est intéressé à la planification dans ses aspects généraux et à long terme. Quelques années après la fin de la guerre, la plupart des pays avaient établi ou préparaient, sous une forme ou sous une autre, un plan applicable à l'agriculture. Ces plans variaient naturellement beaucoup d'un pays à l'autre, non seulement par leurs objectifs, mais aussi par la façon dont ils abordaient le problème de la planification ainsi que par les méthodes de mise en œuvre. Chaque pays a dû découvrir pour lui-même, souvent empiriquement, le genre et l'étendue du programme le mieux adapté à son économie de paix.

La planification de l'agriculture se présente sous des formes variées qui vont du contrôle total de la production et de la distribution à tous ses stades à la fixation, sans contrôle direct, d'objectifs généraux comme l'expansion de la production et la réalisation de conditions permettant d'atteindre ces objectifs. On peut citer comme exemples d'économie complètement dirigée l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe orientale qui se sont fixé comme objectif essentiel d'élever la productivité de l'agriculture par la collectivisation et la mécanisation, de manière à libérer la main-d'œuvre rurale en vue de l'utiliser à l'industrialisation rapide du pays. L'agriculture avait été plus

totallement désorganisée dans ces régions que nulle part ailleurs, et bien qu'il vienne de s'adoucir, le régime des livraisons obligatoires est toujours en vigueur afin d'assurer aux centres urbains un approvisionnement suffisant en denrées alimentaires. Ce régime a également continué d'être appliqué pendant un certain temps après la guerre dans nombre de pays, notamment en Extrême-Orient, mais il a été généralement abandonné en faveur d'une politique de stimulants en matière de prix.

Dans la majorité des pays, la planification implique un contrôle et une intervention bien moins directs. L'Amérique du Nord, l'Océanie et de nombreux pays d'Europe occidentale la pratiquent de manière diamétralement opposée à celle des pays où l'économie est complètement dirigée. Mais ce n'est pas parce que le dirigisme et le contrôle officiels ne s'y exercent pas d'une façon marquée que les gouvernements s'y intéressent moins à l'agriculture. Ils visent généralement à encourager et à aider les agriculteurs à développer la production en créant des conditions économiques et autres favorables et, tout particulièrement, en maintenant le revenu des agriculteurs en rapport avec ceux des autres secteurs de la population. Les mesures adoptées sont des plus variées, qu'il s'agisse de celles qui ont un caractère spécifique — soutien des prix et des revenus, subventions, réforme des méthodes de commercialisation, fourniture, à des prix peu élevés, des biens nécessaires à l'agriculture, dégrèvement d'impôts, crédit, recherche et diffusion des résultats de la recherche — et qui sont examinées plus loin, ou de celles, aux incidences plus larges, qui visent à maintenir l'activité économique du pays et la demande intérieure de produits agricoles. Dans ces pays, c'est en général par le jeu des prix que l'on agit sur la production. On y pratique largement aussi les échanges de vues entre gouvernement et associations de producteurs, comme par exemple au Canada. Si, aux Etats-Unis, la planification spécifique à longue échéance n'existe pas, les problèmes et les perspectives futurs de l'agriculture sont très sérieusement étudiés, par exemple dans les rapports sur les perspectives du Département de l'agriculture et les programmes et objectifs de la production préparés chaque année à l'intention des agriculteurs et du Gouvernement ; la fixation des superficies et les contingents de vente permettent d'agir directement sur telle ou telle culture dont la production est excédentaire. Ces mesures s'inscrivent parfois dans le cadre d'un plan officiel, encore qu'un tel plan ait rarement été plus précis que, par exemple, le programme général établi au

Royaume-Uni pour obtenir un accroissement d'ensemble de la production de 60 pour cent par rapport au niveau d'avant-guerre. Les objectifs sont en général exprimés de manière assez lâche, mais les pays de l'OECE ont préparé des objectifs quantitatifs de la production et de la consommation, des prévisions d'importations et d'exportations ainsi que des estimations de leurs besoins en machines et en importations diverses. Le Plan Monnet pour la France et le nouveau Plan Vanoni pour l'Italie sont des exemples de dirigisme plus officiel.

Dans leur grande majorité, les pays appartenant aux régions insuffisamment développées de l'Extrême-Orient, du Proche-Orient, de l'Amérique latine et de l'Afrique ont élaboré des programmes précis de développement en matière d'agriculture. Dans certains pays cependant, l'exécution de ces programmes vient seulement de commencer, car il fallait procéder à des enquêtes préliminaires ; ailleurs, l'agitation politique ou l'irrégularité des disponibilités monétaires ont entravé l'établissement de plans à long terme. Il n'est pas rare que, dans ces régions, les plans comportent des objectifs de la production effective. Les gouvernements y appliquent bien souvent les mêmes méthodes que celles qui ont été mentionnées ci-dessus pour les pays développés, et on se sert du contrôle des prix pour diriger la production ; toutefois, leur intervention est un peu plus marquée du fait qu'il faut recourir assez largement aux investissements publics pour compenser l'impossibilité dans laquelle se trouvent les agriculteurs de prélever sur leurs économies les capitaux nécessaires. La planification consiste donc, en grande partie, à fixer l'ordre de priorité des investissements publics et leurs modalités d'utilisation. Dans bien des cas, les taxes à l'exportation et autres droits procurent les fonds nécessaires aux investissements publics dans l'agriculture et, comme on le verra plus loin dans ce chapitre, des fonds de diverses provenances viennent s'ajouter à ces ressources et à d'autres ressources locales.

La plupart des programmes de développement s'appliquent à l'ensemble de l'agriculture et s'efforcent de maintenir l'équilibre entre les différents secteurs. Souvent, en fait, l'objectif essentiel est la diversification d'une économie dangereusement basée sur une seule culture principale. Mais certains de ces programmes ne s'appliquent qu'à un seul problème ou à une seule région, ou encore à un seul produit ou groupe de produits. Tels sont par exemple le programme de lutte contre l'érosion en Union Sud-Africaine ; un certain nombre de programmes appliqués en divers pays et relatifs à

la réinstallation de populations se trouvant en excédent dans une région agricole donnée, ou encore à une région dont la productivité peut être grandement accrue par des travaux de mise en valeur ou d'irrigation ; les programmes d'accroissement de la production alimentaire en cours d'exécution en plusieurs pays d'Amérique latine ; les programmes d'accroissement de la production de céréales en Egypte et en Turquie, et le plan de développement de l'élevage en Uruguay. Dans bien des cas, des projets distincts de ce genre ont fini par s'intégrer à un plan général de développement de l'agriculture.

La planification en matière d'alimentation et d'agriculture ne concerne pas seulement la production mais aussi la consommation des produits de l'industrie agricole. La vente des produits exportables est déjà assez bien organisée dans la plupart des pays, mais bien des plans ne se sont guère occupés de la commercialisation sur les marchés intérieurs. La plupart des pays ont cependant pris des mesures en vue de maintenir le niveau de la demande intérieure : ils se sont efforcés de conserver le niveau élevé de l'emploi et ont eu recours au contrôle des prix et à d'autres mesures anti-inflationnistes. En fait, une planification poussée tient compte de tous les aspects de l'économie et les intègre tous. Il est vrai que ce stade n'est pas souvent atteint et que bien des pays n'ont élaboré dans chaque secteur que des plans autonomes ou n'ayant que des rapports incomplets les uns avec les autres. Outre les pays communistes, la planification est très poussée dans certains des pays insuffisamment développés. C'est que là, tous les secteurs de l'économie ont besoin d'être développés et il importe essentiellement de maintenir l'équilibre entre l'agriculture et l'industrie et de fixer des priorités quant à l'utilisation de ressources limitées en capital. Souvent, l'agriculture et l'industrie ne peuvent aller de l'avant avant qu'une infrastructure de services essentiels ait été établie. Mais une telle infrastructure ne peut être mise sur pied qu'autant que les recettes provenant de la production agricole et industrielle permettent de couvrir les dépenses renouvelables. De nombreux plans de ce genre, en particulier dans les pays du Proche et de l'Extrême-Orient, dans les territoires non-autonomes d'Afrique et dans certains pays de l'Amérique latine tiennent donc compte de tous les aspects de l'économie. Le Plan Monnet en France est, à certains égards, le plus complet de tous, en ce sens qu'il tient compte de toute l'économie de l'Union française, y compris celle des territoires d'outre-mer.

Dans les territoires non-autonomes d'Afrique,

la majeure partie des capitaux investis au titre de ces plans a généralement servi à mettre sur pied des services essentiels, les transports par exemple, dont ces pays ont tout particulièrement besoin ; dans les pays du Proche et de l'Extrême-Orient, on s'est intéressé surtout, en général, à l'agriculture. En Inde, pour le premier plan quinquennal général dont l'exécution touche à sa fin, les deux cinquièmes des investissements ont été absorbés par l'agriculture, l'irrigation et le développement des collectivités ; le deuxième plan quinquennal fera une place plus large au développement industriel. Le plan mis en œuvre par le Pakistan visait initialement à une semi-industrialisation du pays, mais de mauvaises récoltes ont imposé sa révision en faveur de la production céréalière. Le premier plan de l'Argentine visait surtout lui aussi l'industrie, mais le deuxième plan, dont l'exécution a commencé en 1953, donne plus d'importance à l'agriculture. En Irak, les trois quarts au moins du montant total des investissements effectués au titre du plan de développement sont portés au compte de l'agriculture, de l'irrigation et du drainage.

Les programmes sont plus ou moins centralisés, tant dans leur conception que dans leur exécution, selon qu'ils sont plus ou moins vastes. L'exécution en est habituellement confiée aux services officiels les plus directement intéressés, mais on cherche de plus en plus à charger un organisme central de la coordination et de la direction générale des plans s'appliquant aux diverses industries. En Europe, ce sont pour la France le Commissariat au Plan et, pour les Pays-Bas le Bureau central du plan. En Extrême-Orient, la Commission indienne du plan, par exemple, a été constituée en 1950 en vue d'intégrer et de compléter les plans distincts déjà en cours d'exécution dans certains des Etats indiens. A côté de ces organismes centraux, il existe également de nombreux offices de développement chargés de diriger tel ou tel projet.

De nombreux programmes agricoles, en particulier les plus anciens, s'étendaient ou s'étendent encore sur une ou deux années, comme par exemple aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Suède ; mais la plupart d'entre eux couvrent des périodes plus longues de 5, voire de 10 ans. Il est arrivé parfois, au Japon par exemple, que des programmes annuels aient été ultérieurement remplacés par des programmes de longue durée. Dans presque tous les pays, cependant, les programmes ont dû faire l'objet de fréquentes révisions et tenir compte de l'évolution des circonstances, particulièrement en matière de prix, de recettes et de disponibilités en capitaux et en techniciens. Aussi la ten-

dance est-elle à délaissier les plans de longue durée pour en revenir à des plans plus souples ne nécessitant pas de révision fréquente.

Programmes relatifs aux pêches

La planification, qui a connu un développement considérable après la guerre, s'est étendue également aux pêches et aux forêts. Les programmes gouvernementaux en matière de pêches ont en deux objectifs principaux : conserver les ressources piscicoles et maintenir ou atteindre un niveau de production et d'échanges compatible avec la politique économique et sociale dans son ensemble. Les gouvernements se rendent compte de plus en plus de la nécessité d'orienter leur politique des pêches vers des buts précis et de mieux intégrer les industries des pêches à l'économie nationale. Les pénuries alimentaires et le fait que l'on reconnaît toujours davantage l'importance d'un niveau de nutrition suffisant ont suscité un intérêt croissant pour l'exploitation plus complète des mers et des eaux intérieures, et cela tout particulièrement dans les pays d'Asie où le poisson constitue la principale source de protéines animales. La production de poisson a été également stimulée pour des raisons de balance des paiements, c'est-à-dire pour réduire les importations coûteuses de produits du bétail et, comme en Norvège, au Danemark et en Islande, pour acquérir des dollars. Comme ils l'avaient fait en matière d'agriculture, les gouvernements se sont souciés de soutenir plus activement la production et le commerce du poisson. Des mesures de stabilisation et de soutien des prix ont été largement adoptées, spécialement en Europe, en Amérique du Nord et au Japon, et l'on s'est attaché davantage aux questions de commercialisation. Une autre tendance s'est manifestée : la multiplication des arrangements destinés à mettre plus étroitement en rapport les gouvernements et les représentants des intérêts commerciaux. La FAO, en créant des commissions régionales des pêches, a favorisé la coordination internationale.

Programmes relatifs aux forêts

La nécessité de poursuivre une politique de développement systématique des forêts apparaissait déjà avant la guerre, mais, à la fin des hostilités, elle s'imposait. En Europe, il était évident que les besoins d'après-guerre allaient mettre à rude épreuve les ressources forestières de la région. Par ailleurs, en de nombreux pays, comme en Amérique latine, les belles forêts continuaient d'être exploitées selon des méthodes destructives,

sans aucun souci de leur conservation. D'autre part, dans les pays pauvres en forêts, comme au Proche-Orient, on ne s'efforçait guère de protéger les restes épars des anciennes forêts et moins encore de reconstituer la couverture forestière indispensable au développement futur de l'agriculture et de l'industrie.

Le premier Congrès forestier mondial tenu après la guerre a fixé pour l'avenir les bases d'une politique forestière générale en adoptant une déclaration de principes de politique forestière, que la Conférence de la FAO devait approuver à sa session de 1951. A l'échelon régional, des conférences forestières convoquées sur l'initiative de la FAO ont étudié les principaux problèmes qui se posaient dans les diverses régions, et des commissions régionales forestières ont été constituées. Le principal moyen de mettre en œuvre une politique forestière consiste à établir une législation. Mais elle est fort compliquée dans de nombreux pays et ne tient pas compte des principes essentiels de l'aménagement des forêts. Dans plusieurs cas, les experts du PEAT ont proposé d'autres projets de texte législatifs mais, sauf dans les pays où les questions forestières font l'objet de l'attention générale, il a été très difficile de faire adopter ou de mettre en vigueur une législation moderne.

En Europe, le problème principal était le suivant : comment adapter la production forestière, en quantité et en qualité, à l'augmentation et à l'évolution des besoins ? Une étude effectuée conjointement par les secrétariats de la Commission européenne des forêts de la FAO et par le Comité du bois de la CEE (« Consommation, production et commerce du bois en Europe — Evolution et perspectives ») a fourni à la Commission européenne des forêts et à ses Etats Membres une documentation économique permettant de mieux définir et coordonner les politiques forestières. Dans les autres régions, les conditions sont différentes, mais le besoin d'une orientation prudente de la production n'est pas moins grand. En Extrême-Orient, en particulier, il est probable que les besoins en bois de construction vont augmenter rapidement au cours des prochaines années. Certains pays possèdent des ressources à peine exploitées jusqu'ici et qu'il faudra étudier et évaluer, de même que la nature et l'ampleur des besoins futurs. Dans les régions insuffisamment développées, les politiques forestières effectives sur le plan national n'en sont encore généralement qu'au stade initial.

Situation récente en matière de programmes

Les plans et programmes gouvernementaux dont on vient d'exposer les caractéristiques ont été conçus principalement pendant la période de pénurie alimentaire qui a immédiatement suivi la guerre. Mais depuis quelques années les problèmes à résoudre sont devenus plus complexes. Maintenant que certains produits sont excédentaires, il ne s'agit plus simplement de développer, d'une façon générale, la production agricole, mais il faut aborder le problème de manière plus sélective et accorder une attention accrue aux incidences internationales des politiques nationales. En outre, il est maintenant nécessaire de prendre activement des mesures pour développer non seulement la production mais aussi la consommation, et pour adapter la production des différents produits à la demande du marché et aux besoins nutritionnels.

Cette évolution de la situation n'a fait que mieux ressortir l'urgente nécessité d'une coordination intergouvernementale des programmes nationaux. Tenant compte de ce changement de situation, de nombreux pays envisagent de modifier leurs programmes et d'orienter différemment leur politique alimentaire et agricole ; ils en ont discuté au cours de consultations régionales tenues sous les auspices de la FAO. La situation nouvelle demande également que l'on intègre d'urgence les programmes nationaux relatifs à l'agriculture aux programmes économiques d'ensemble, afin que les mesures tendant à encourager la production soient élaborées en même temps que celles qui visent à favoriser l'expansion des marchés internationaux.

FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Il a fallu trouver des capitaux considérables pour mettre en œuvre les programmes de développement agricole. De nouveaux projets de développement, comme la mise en valeur des terres, les travaux d'irrigation, les installations hydro-électriques et les projets à fins multiples, nécessitent d'importants investissements à long terme. Par ailleurs, la réparation des dommages de guerre, la reconstruction et le relèvement économique, le développement et la modernisation des entreprises agricoles, etc., ont nécessité des investissements à moyen terme, et il a fallu recourir au financement à court terme pour permettre aux agriculteurs de poursuivre leurs activités courantes.

Dans les pays développés, ces fonds ont eu pour provenance principale les économies mêmes des agriculteurs et des emprunts aux banques commer-

ciales ou agricoles spécialisées, auxquels sont venus s'ajouter des crédits à court terme consentis par des négociants et par d'autres organismes. Mais l'une des caractéristiques les plus significatives du financement de l'agriculture après la guerre a été l'utilisation qui a été largement faite des fonds publics, d'origine tant nationale qu'internationale, et souvent dans le cadre de programmes nationaux de développement général. Les fonds publics ont joué un rôle important dans le financement de l'agriculture de bien des pays développés, mais leur rôle a été plus important encore dans les régions peu développées du monde. Si les revenus des agriculteurs de ces régions sont, en général, considérablement plus élevés qu'avant la guerre, leurs économies sont trop faibles et les crédits mis à leur disposition trop insuffisants pour que ces deux éléments puissent jouer un rôle important dans le financement du développement agricole ; il ne faut pourtant pas négliger la contribution apportée par la main-d'œuvre familiale non rétribuée. En outre, divers vices propres aux institutions, le régime foncier par exemple, ont souvent empêché les agriculteurs, même lorsqu'ils possédaient certains excédents de revenu, de procéder à d'importants investissements. Aussi, la charge principale du financement du développement agricole dans les pays en question a-t-elle incombé aux gouvernements qui, pour se procurer les fonds, ont eu recours aux voies budgétaires normales et, dans certains cas, à des impôts spéciaux, à des emprunts ou encore au déficit budgétaire. Mais comme les gouvernements des pays insuffisamment développés ont dû supporter aussi, outre le financement du développement industriel, la majeure partie du financement de l'infrastructure (transports, communications et services publics), leurs ressources se sont en général révélées insuffisantes. Les fonds publics nationaux ont fréquemment été complétés par des allocations ou des prêts accordés par des institutions internationales publiques ou par d'autres gouvernements, nouvelle pratique caractéristique des années d'après-guerre. En règle générale, ce financement d'origine extérieure n'a représenté qu'une faible partie du total des investissements destinés à l'agriculture, mais il a revêtu une importance particulière, par exemple lorsqu'il a procuré les devises nécessaires à l'achat de matériel étranger.

Les risques inhabituels qui sont propres à la pêche ont, en général, découragé les investissements dans ce secteur, sauf en ce qui concerne certaines entreprises hautement spécialisées et industrialisées (pêche à la baleine, pêche hautu-

rière au chalut, pêche au thon, etc.). Dans la période d'après-guerre, le relèvement et le développement des industries des pêches ont fait apparaître le manque chronique, et, dans bien des cas, aigu, de capitaux. Pour remédier à cette situation, les gouvernements ont fait une part plus large au crédit en faveur des industries des pêches, qu'elles fussent déjà développées ou qu'elles le fussent insuffisamment, et ont même souvent associé à ce système certaines formes de subventions destinées plus particulièrement à l'achat de bateaux et de moteurs. Des programmes d'aide financière, nationaux et bilatéraux, ont fourni des capitaux assez considérables destinés à s'investir dans le matériel de pêche, de traitement et de transport ; la reconstruction ou l'amélioration des docks, ports, halles, routes et chemins de fer ont elles aussi fait appel, dans la plupart des pays, à la participation des fonds publics.

Les fonds publics ont aussi joué un rôle important dans l'amélioration de la sylviculture et le développement des industries forestières. Après la guerre, l'octroi par des organismes internationaux de dons et de prêts a permis à de nombreux pays, dont les ressources financières étaient insuffisantes, d'appliquer à la sylviculture des méthodes plus rationnelles et de développer les industries forestières. Mais, dans l'ensemble, l'aide internationale n'a fait que compléter les efforts énergiques, tant publics que privés, déployés sur le plan national. La plupart des pays d'Europe, d'Asie, d'Amérique du Nord et d'Amérique latine ont maintenant mis sur pied, sous les auspices de leurs gouvernements ou d'entreprises privées, des programmes de boisement et de développement des industries forestières. C'est en Europe, où l'exiguïté des ressources par rapport aux besoins était la plus évidente, que ces mesures ont été les plus variées et le plus généralement appliquées. La sylviculture n'a pas été la seule à bénéficier de l'aide financière, qui n'a pas manqué non plus en matière d'utilisation des forêts (routes forestières, mécanisation accrue de l'exploitation et des transports) et de modernisation et de développement des industries forestières. En aidant financièrement et d'autres manières les propriétaires de forêts, l'Etat s'est assuré leur collaboration pour l'exécution de programmes de boisement nationaux.

Investissements privés nationaux

Relativement peu nombreux sont les pays qui possèdent des données statistiques sur l'ampleur des investissements privés nationaux en agriculture, bien que, de toute évidence, la principale

source de fonds soit le capital privé. Au Canada, par exemple, les nouveaux investissements effectués depuis 1945 dans l'agriculture, les pêches et les forêts se sont élevés en moyenne à 480 millions de dollars par an, provenant pour une bonne part des gains courants des exploitants. Aux Etats-Unis, le capital privé a, entre 1948 et 1953, consacré approximativement 3 milliards de dollars par an (prix de 1947-49) à l'équipement durable et à la construction en agriculture. En Allemagne occidentale, au cours des quatre années et demie qui ont suivi la réforme monétaire, près de 6 800 millions de DM (1 619 millions de dollars) dont 4 300 millions de DM (1 024 millions de dollars) ont été prélevés par les agriculteurs sur leurs économies courantes, et le reste emprunté — ont été investis dans le secteur agricole. Au Royaume-Uni, la moyenne annuelle des investissements bruts en capital, intéressant l'agriculture, les forêts et les pêches pendant la période 1949-1954, s'est élevée à 87 millions de livres sterling (243 600 000 dollars) aux prix du marché courant; au Danemark, les investissements agricoles bruts, entre 1946 et 1954, ont atteint 4 101 millions de couronnes danoises (594 300 000 dollars).

La situation a été très différente dans les pays insuffisamment développés. Les gains des agriculteurs étant en général extrêmement faibles, leurs investissements se limitent à d'assez petites choses comme l'achat de bétail, d'outils, etc. Dans bien des cas, les gouvernements ont pris l'initiative de mobiliser les ressources inutilisées ou insuffisamment employées, dans les régions rurales en particulier, et de les consacrer coopérativement à de plus vastes entreprises. Les projets de développement des collectivités et les secteurs de développement (« Development Blocks ») en Inde, illustrent cette manière de faire; on évalue à 47 700 000 roupies (10 millions de dollars), soit à environ 47 pour cent du montant total des dépenses encourues par le gouvernement, les contributions volontaires en espèces, terres, travail, matériaux, etc., depuis l'inauguration de cette politique en octobre 1952, jusqu'à la fin de 1954. Ce n'est là que le commencement d'un programme très important qui est probablement appelé à se développer. L'exécution de programmes semblables est déjà en cours dans d'autres pays, particulièrement en Extrême-Orient.

Fonds publics nationaux

Dans les pays développés, les fonds publics sont en général mis à la disposition des agriculteurs

sous forme de subventions et d'allocations spéciales (subventions directes s'appliquant aux aliments du bétail, aux engrais et au chalutage, primes de labourage et versements spéciaux dans le cadre du Programme de certification des troupeaux du Royaume-Uni, par exemple) qui, soit qu'elles procurent un surcroît de revenus aux agriculteurs, soit qu'elles contribuent à diminuer le coût de leurs moyens de production, ont favorisé l'augmentation des investissements sur les exploitations elles-mêmes. Les investissements publics directs ne concernent habituellement que les projets de grande envergure: travaux d'irrigation, de drainage ou autres systèmes de contrôle des eaux, routes locales, conservation du sol et autres travaux d'intérêt public. Par contre, dans les pays insuffisamment développés, les fonds publics s'investissent directement de manières relativement plus nombreuses. Les fonds destinés aux grands travaux de développement sont fournis directement par des organismes publics ou des institutions spéciales, et sont prélevés soit sur le budget ordinaire — du gouvernement central, départemental ou local — soit sur des budgets spéciaux. Des fonds provenant des excédents de la gestion de monopoles d'exportation tels que les offices gouvernementaux de vente des produits agricoles en Birmanie et les offices de vente des territoires de l'Afrique britannique ont également servi à financer des projets de développement.

L'Inde, conformément au premier plan quinquennal qui doit se terminer en 1955, a projeté de dépenser directement pour l'agriculture et le développement des collectivités une somme de 4 030 millions de roupies (838 millions de dollars), auxquels il y a lieu d'ajouter une somme globale de 15 948 millions de roupies (3 317 millions de dollars) pour l'irrigation et l'énergie, les transports et communications ainsi que pour les services sociaux qui profitent directement ou indirectement à l'agriculture. Au cours des trois premières années de la mise en œuvre du plan, l'Inde a dépensé effectivement 1 076 millions de roupies pour les premiers de ces projets et un total de 7 228 millions de roupies pour les derniers. De même, à Ceylan, le quart des investissements publics est allé à l'agriculture ces dernières années, et une autre tranche de 40 pour cent à des projets à fins multiples aux transports et aux communications. Les cinq signataires du Plan de Colombo ont, au cours des années 1952/53 et 1953/54, attribué collectivement 13 pour cent en moyenne de leurs dépenses publiques pour le développement à l'agriculture, au développement des collectivités et à la réinstallation, 28 pour cent à l'irrigation, à

l'énergie et à des projets à fins multiples, 24 pour cent aux transports et aux communications et 24 pour cent encore aux œuvres sociales. Au Japon, les investissements publics consacrés à l'agriculture, aux forêts et aux pêches, se sont élevés, pendant la période 1948-1952, à 141 milliards de yens (392 millions de dollars), dont 35 333 millions (98 millions de dollars) ont été investis directement par l'Etat, le reste étant constitué par des subventions et des prêts accordés par le gouvernement aux agriculteurs. L'Argentine, au titre de son plan quinquennal (1953-1957), envisage de consacrer près de 1 287 millions de pesos (172 millions de dollars) au secteur agricole et 560 millions de pesos (75 millions de dollars) au secteur forestier. Au Brésil, compte non tenu du programme d'investissement fédéral en vue du développement agricole, l'Etat de Sao Paulo (qui est éminemment agricole) a mis en œuvre un plan de développement de l'agriculture s'étendant sur quatre ans et qui comporte un programme d'investissement de 212 800 000 cruzeiros (approximativement 11 millions de dollars au cours officiel). Le plan de développement économique du Bassin de l'Amazonie prévoit une dépense de 19 500 000 cruzeiros (environ 1 million de dollars) en 1955 et en 1956 au titre des forêts. D'autres pays de l'Amérique latine signalent qu'ils effectuent des dépenses en capital assez importantes. En Egypte, sur un total général de 21 600 000 livres égyptiennes (soit 61 800 000 dollars), les dépenses prévues pour l'agriculture au cours de la période 1952/53-1955/56 s'élèvent à environ 4 millions de livres égyptiennes (11 400 000 dollars). Le plan quinquennal de la Jordanie consacré au développement économique affecte 2 millions de dollars environ au boisement et à l'amélioration des industries forestières ; l'Irak dépense annuellement plus d'un demi-million de dollars pour le développement de ses forêts. Il existe, dans la plupart des pays du Proche-Orient, des programmes semblables pour le financement de la mise en valeur des terres, de l'irrigation, du développement général de l'agriculture et des forêts.

Les fonds publics nationaux ont également constitué la source première du financement des programmes de développement en de nombreuses régions coloniales (50 pour cent environ dans l'ensemble des territoires britanniques). Les bénéfices des monopoles gouvernementaux d'exportation, bien que devant servir d'abord à stabiliser les prix payés aux agriculteurs, ou bien sont venus grossir les recettes générales de l'Etat, puis ont été réinvestis en vue du développement de l'agriculture et du développement économique général,

ou bien ont été consacrés à tel ou tel projet de développement. C'est ainsi que les contributions versées par l'Office gouvernemental de vente des produits agricoles et l'Office gouvernemental du bois en Birmanie ont atteint, de 1947/48 à 1954/55, une moyenne de 286 millions de kyats (60 millions de dollars), soit 42 pour cent des recettes annuelles du Gouvernement. En Thaïlande, l'Office du riz a fourni plus de 10 pour cent des recettes annuelles ; les offices de vente de l'Ouest africain avaient, à la fin de 1952, investi localement plus de 25 millions de livres sterling et dépensé d'autre part 5 millions de livres pour la recherche et l'éducation, sans compter les 125 millions de livres détenus au fonds de stabilisation.

Malgré cet accroissement rapide des investissements publics nationaux, un grand nombre de pays se sont rendu compte que leurs seules ressources internes ne leur permettraient pas d'atteindre des objectifs, même relativement modestes, en matière de développement. Ils ont donc fondé de grands espoirs sur la possibilité de trouver des capitaux sur le plan international. Mais, dans la plupart des pays, la situation immédiate après la guerre n'était pas près propice aux investissements étrangers de grande envergure. Des restrictions de toute sorte aux mouvements des capitaux, et aussi l'instabilité politique et économique, ont fait gravement obstacle au mouvement des capitaux privés. La situation redevenant plus normale dans un nombre toujours plus grand de pays, les choses se sont légèrement améliorées au cours de la deuxième moitié de cette période. Le mouvement des fonds a retrouvé quelque souplesse, les capitaux étrangers se sont vu accorder certaines facilités (garantie de rapatriement des capitaux et des intérêts, par exemple) et la double imposition a été abolie.

Investissements privés internationaux dans l'agriculture

Les investissements de cette catégorie ont été relativement insignifiants, sauf ceux qu'ont effectués certaines maisons commerciales des Etats-Uni en faveur des cultures de plantation (sucre, bananes, etc.) en Amérique centrale et dans la régions des Caraïbes, et certains pays européens industrialisés dans des pays d'outre-mer, y compris leurs territoires non-autonomes. Sur un montant total net de 5 081 millions de dollars de capitaux privés provenant des Etats-Unis qui, de 1946 à 1953, ont été investis directement à l'étranger, à peine 42 millions de dollars (nets), soit moins de un pour cent, sont allés à l'agriculture. Sur ce dernier

montant, 36 millions (nets) ont été investis dans les seuls pays latino-américains. A la fin de 1953, le capital non remboursé (investissements directs seulement) s'élevait à 16 304 millions de dollars, dont 658 millions seulement, soit 4 pour cent, étaient investis dans l'agriculture (548 millions, soit 83 pour cent, en Amérique latine.)

Au Royaume-Uni, les investissements privés non remboursés dont on sait qu'ils sont allés à l'agriculture des territoires d'outre-mer (caoutchouc, thé et café) sont passés de 117,6 millions de livres en 1946 à 119,2 millions en 1952, soit 8 à 10 pour cent du total des investissements privés à l'étranger. On a enregistré depuis un nouvel afflux de capitaux, notamment de capitaux privés investis à long terme ; mais il est peu probable que la part de l'agriculture ait augmenté.

La raison principale pour laquelle le capital privé ne s'intéresse que médiocrement à l'agriculture est le caractère moins rentable des entreprises agricoles par rapport aux autres secteurs économiques. Il est donc peu probable que les investissements privés internationaux allant directement à l'agriculture augmentent dans un proche avenir, sauf peut-être ceux que les pays métropolitains effectuent dans les territoires d'outre-mer. Mais des fonds privés trouveraient peut-être à s'investir dans l'agriculture et les entreprises qui s'y rattachent grâce à des emprunts effectués par des organismes publics sur les marchés de capitaux étrangers ou métropolitains. Les investissements privés pourraient encore être encouragés par des garanties à l'exportation comme celles qui sont accordées par l'Export-Import Bank des Etats-Unis ou l'Export Credit Guarantee Department de la Banque d'Angleterre.

Fonds publics internationaux

L'importance croissante des fonds publics internationaux dans le financement des investissements est un autre fait caractéristique de l'après-guerre. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement est le principal organisme qui fournit de tels fonds ; mais il faut signaler également que des fonds ont été alloués au titre de subventions et de prêts intergouvernementaux et, dans une certaine mesure, par des organismes officiels spéciaux de financement, comme l'Export-Import Bank des Etats-Unis ou différents fonds pour le développement des colonies qui existent au Royaume-Uni et en France.

Au 30 juin 1955, le montant total des prêts consentis par la Banque internationale atteignait 2 274 millions de dollars, dont 233 millions, soit

plus de 10 pour cent, représentaient des prêts destinés à l'aide directe à l'agriculture (tableau III-1). L'agriculture a aussi bénéficié indirectement des prêts en faveur de l'énergie électrique et des transports ainsi qu'en faveur de la reconstruction et du développement général, qui représentaient 1 126 millions de dollars. Le prêt le plus important destiné à l'aide directe à l'agriculture a été accordé à l'Australie (91 millions de dollars), suivie (53 millions de dollars) par l'Europe occidentale (principalement l'Italie).

Les subventions et les prêts intergouvernementaux ont également facilité les investissements dans nombre de pays durant les années d'après-guerre. Mais la part de l'agriculture a été relativement faible. Plus de 14 milliards de dollars ont été versés au titre du Plan Marshall aux pays européens, mais 200 millions seulement peuvent être nettement identifiés comme ayant été investis dans l'agriculture sous forme de tracteurs et de machines agricoles. Certes, les investissements en faveur de l'énergie et des transports n'ont pas peu favorisé l'agriculture, qui a également bénéficié indirectement des crédits fournis par les fonds de contrepartie, dont 10 pour cent environ sont allés à des projets intéressant l'agriculture, les pêches et les forêts. De même, les 900 millions de roupies du fonds de contrepartie correspondant aux prêts consentis sous forme de blé à l'Inde ont été utilisés en totalité pour aider à financer le Plan quinquennal durant les trois premières années (1951/1952-1953/1954). Les subventions accordées dans le cadre du Plan de Colombo ont augmenté les ressources financières des pays bénéficiaires. Au 31 décembre 1954, l'Export-Import Bank des Etats-Unis avait versé à différents pays un total de 261 millions de dollars (dont 116 millions à l'Amérique latine) pour l'achat d'équipement agricole, pour des travaux d'irrigation et pour le développement général de l'agriculture. Ce montant ne représente toutefois que 4 pour cent environ du total des crédits autorisés par l'Export-Import Bank jusqu'à cette date.

Les territoires d'outre-mer de certains pays de l'Europe occidentale constituent un cas assez particulier : depuis quelques années, les pays métropolitains leur accordent des subventions et des prêts importants. Le Royaume-Uni a ouvert un crédit de 140 millions de livres au titre des Colonial Development and Welfare Acts de 1945 et de 1950, et de 80 millions de livres au titre de la loi de 1955. Exception faite de certains montants destinés à la recherche et à des travaux poursuivis dans la métropole, ces fonds sont alloués aux différents territoires à titre de subventions pour

TABLEAU III-1. BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT — PRÊTS
 ACCORDÉS AU 30 JUIN 1955¹

RUBRIQUES	Total	Extrême- Orient	Proche- Orient ²	Afrique	Australie	Europe	Hémi- sphère occidentale
..... Millions de dollars des E.-U.							
Total général	2 274	304	75	223	259	818	595
Prêts destinés à la reconstruction . .	497	—	—	—	—	497	—
Développement général	135	—	20	40	—	75	—
<i>Aide directe à l'agriculture</i>	233	34	7	—	91	53	48
Machines et pièces détachées	104	—	—	—	78	2	24
Irrigation et hydraulique fluviale . .	86	24	3	—	6	33	20
Bonification des terres	22	10	—	—	7	3	2
Emmagasinage des céréales	6	—	4	—	—	—	2
Equipement forestier	15	—	—	—	—	15	—
<i>Aide indirecte à l'agriculture</i>	1 126	194	46	183	107	96	500
Transports	508	67	21	95	74	60	191
Energie	618	127	25	88	33	36	309
<i>Autres prêts.</i>	283	76	2	—	61	97	47
..... Pour cent							
Pourcentage d'aide directe à l'agri- culture	10.4	12.6	9.3	0	35.1	6.2	8.3

¹ Par « prêts accordés » on entend les prêts autorisés (2 325 millions de dollars), déduction faite des prêts annulés.
² Y compris la Turquie.

la mise en œuvre de leurs programmes de développement, dont ils financent environ le sixième du coût total d'exécution. Les Fonds pour le développement et le bien-être des colonies dépensaient récemment 14 millions de livres par an ; il est prévu que ce chiffre sera de l'ordre de 24 millions de livres en moyenne durant la période 1955-1960. A ces subventions directes, viennent s'ajouter des investissements assez importants de l'Over-

seas Food Corporation (qui a fusionné avec la Tanganyika Agricultural Corporation) et de la Colonial Development Corporation.

Le plan de développement des territoires français d'outre-mer est presque entièrement financé par la métropole. En principe, le Fonds d'investissements pour le développement économique et social (FIDES) est constitué par des subventions accordées par la France et par des contributions

TABLEAU III-2. INDICES DE LA FORMATION DE CAPITAL FIXE A DES PRIX CONSTANTS¹

Territoires	1948	1949	1950	1951	1952	1953 ²
Territoires britanniques	100	107	113	121	142	145
Territoires français . . . . .	...	100	123	117	126	111
Congo belge . . . . .	...	...	100	...	...	180
Territoires portugais . . . . .	...	100	...	...	...	160

¹ Dans la plupart des cas, les chiffres sont très approximatifs. Les indices ci-dessus des investissements dans les différents territoires ne sont pas comparables, étant donné la diversité des éléments qu'ils représentent et des méthodes de calcul.

² Chiffres provisoires.

... Chiffre non disponible.

Source : Sixième rapport de l'OECE, Vol. II, mars 1955.

des territoires eux-mêmes ; mais la plus grande partie de ces dernières consiste en prêts à long terme du Trésor français. Le plan de développement du Congo belge est financé par des ressources locales, complétées par des emprunts contractés sur les marchés de capitaux belge et étrangers, mais le Gouvernement belge a consenti un prêt à long terme au Ruanda-Urundi.

Ces fonds et ces emprunts ont permis d'accélérer le rythme de la formation de capital dans les territoires d'outre-mer, notamment par rapport à la situation telle qu'elle était immédiatement après la guerre. Mais les investissements totaux dans tous les territoires d'outre-mer sont financés, dans une large mesure, grâce à des fonds publics et privés d'origine nationale.

Crédit intérieur

Le crédit intérieur est à la fois la source et le moyen du financement du développement de l'agriculture, des pêches et des forêts. On a constaté, durant la période d'après-guerre, que les institutions de crédit de nombre de pays n'étaient pas en mesure de faire face aux besoins croissants de l'agriculture. On a donc eu largement recours aux fonds publics pour financer, en utilisant des institutions officielles de crédit qui existaient déjà ou qui avaient été créées à cette fin et aussi en fournissant une assistance financière aux sociétés coopératives de crédit, les besoins d'investissement peu importants, et souvent aussi les frais généraux courants des cultivateurs, des pêcheurs et des forestiers.

Dans les pays développés où, en général, le crédit était déjà bien organisé, le problème était relativement plus simple, les fonds publics pouvant être canalisés par les organismes existants. Toutefois, même dans les plus développés de ces pays, comme le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique¹, les moyens de crédit existants ne permettaient pas tout à fait de faire face aux be-

¹ Il ressort de l'enquête effectuée récemment au Royaume-Uni par la Fondation Horace Plunkett qu'il est rare qu'un petit producteur s'adresse à l'Agricultural Mortgage Corporation ou utilise les prêts consentis par les County Councils, les conditions et les modalités de remboursement étant considérées comme strictes et difficiles. Il demande donc souvent aux commerçants des facilités de crédit et de location-vente, pour lesquelles il paye un intérêt de 20 à 30 pour cent, voire davantage. Aux Etats-Unis, dans un message récent sur les problèmes qui se posent aux cultivateurs à faible revenu, le Président déclare instamment que le volume actuel des crédits à moyen terme n'est pas suffisant et qu'il y aurait lieu de renforcer les services gouvernementaux compétents.

soins des cultivateurs à faible revenu, notamment en matière de crédit à long et à moyen termes. Des dispositions spéciales ont donc été prises dans de nombreux cas pour venir en aide à ces cultivateurs.

Dans les pays sous-développés, le nombre limité d'institutions de crédit a été un obstacle tout aussi sérieux que le manque de fonds. Dans la plupart des pays d'Extrême-Orient, il n'existait, jusqu'à l'avant-guerre, qu'une seule institution qui accordait des crédits à l'agriculture, la société coopérative de crédit. Mais, ainsi que le montre une enquête récente sur le crédit agricole en Inde, les institutions coopératives ne fournissent encore, après un demi-siècle, que 3 pour cent du montant des sommes empruntées par les cultivateurs ; le gouvernement en fournit également 3 pour cent et les banques commerciales 1 pour cent seulement, alors que les particuliers — prêteurs, commerçants et propriétaires fonciers — en fournissent 93 pour cent. La situation n'est guère différente dans la plupart des pays de la région, exception faite du Japon où il existe un système relativement développé d'institutions de financement gouvernementales et coopératives. Dans la plupart des pays du Proche-Orient et de l'Amérique latine, les institutions de crédit agricole ne sont pas non plus très développées. Toutefois, dans les pays très développés, les crédits consentis aux cultivateurs par des particuliers (parents, commerçants, courtiers, etc.) jouent un rôle important. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, en 1951, 1952 et 1953, le montant total de ces crédits a représenté 23,9, 26,2 et 27,8 pour cent respectivement des emprunts contractés par les cultivateurs. Le tableau III-3 indique l'importance du crédit consenti par les institutions de financement dans les pays développés et les pays sous-développés.

Depuis la fin de la guerre, un grand nombre de pays sous-développés se sont efforcés tout particulièrement d'accélérer la création d'institutions publiques, semi-publiques et privées de crédit ou de développer celles qui existaient déjà. En Amérique latine, par exemple, le crédit agricole a été organisé pour la première fois sur le plan national dans un certain nombre de pays, comme Cuba, Haïti et le Honduras. Sur toute l'étendue du territoire costa-ricain, la Banque nationale a mis sur pied des bureaux de crédit rural qui desservent des régions de peu d'étendue et qui sont administrés par des agents locaux. Au Brésil, le réseau bancaire a été renforcé par la création de deux nouveaux établissements s'intéressant au développement de l'agriculture, la Banque nationale pour le dévelop-

TABLEAU III-3. CRÉDIT AGRICOLE ACCORDÉ PAR DES INSTITUTIONS ET RESTANT A REMBOURSER A LA FIN DE 1953, PAR RAPPORT A LA SUPERFICIE ET A LA POPULATION AGRICOLES

Montant	Pays
<i>I. Montant moyen des prêts restant à rembourser, par hectare de terre agricole (équivalent de terre arable)¹</i>	
Plus de 100 dollars	Norvège, Suède, Japon
De 80 à 100 dollars	Israël, Italie, Porto Rico
60 80 »	Finlande
40 60 »	Belgique, Allemagne occidentale
20 40 »	Autriche, France, Etats-Unis, Argentine, Chili, Cuba, Nouvelle-Zélande, Philippines
10 20 »	Canada, Brésil ² , Australie
5 10 »	Portugal, Yougoslavie, Turquie, Egypte
1 5 »	Honduras, Mexique, Inde ² , Indonésie, Thaïlande, Maroc
Moins de 1 dollar	Birmanie, Cambodge, Iran

II. Montant moyen des prêts restant à rembourser par habitant (population agricole)³

Plus de 500 dollars	Nouvelle-Zélande
De 400 à 500 dollars	—
300 400 »	Norvège, Suède, Etats-Unis, Australie
200 300 »	Argentine
100 200 »	Finlande, France, Canada, Israël
50 100 »	Belgique, Italie, Chili
25 50 »	Autriche, Allemagne occidentale, Japon
15 25 »	Brsil ² , Algérie
5 15 »	Portugal, Yougoslavie, Turquie ² , Mexique, Philippines
1 5 »	Ceylan, Thaïlande, Egypte
Moins de 1 dollar	Inde ²

NOTE : Il s'agit ici uniquement des crédits accordés par des institutions financières (institutions publiques et semi-publiques, banques, compagnies d'assurance, coopératives, etc.), à l'exclusion des avances consenties par les commerçants, négociants, prêteurs privés, etc. Le rôle de ces derniers est évidemment important, en particulier dans les pays les moins développés. Les chiffres concernant le crédit agricole non remboursé sont basés sur les réponses aux questionnaires relatifs au crédit, envoyés par la FAO, telles qu'elles apparaissent au tableau annexe 5.

¹ On entend par terre agricole les terres arables (vergers et jachères compris), les prairies permanentes et, chaque fois que l'on possède des renseignements sur ceux-ci, les pâturages naturels. Les prairies non améliorées et les pâturages à l'état naturel ont été convertis en « équivalent de terre arable », en utilisant un coefficient de conversion approximatif, généralement : 1/10.

² Prêts restant à rembourser à la fin de 1952.

³ Les chiffres relatifs à la population agricole de tous les pays, sauf l'Allemagne, sont ceux de l'Annuaire de statistiques agricoles de la FAO. Pour l'Allemagne, les chiffres sont ceux du Recensement mondial de l'agriculture de 1950.

pement de l'agriculture, la Banque nationale pour le développement économique et la Banque du nord-est brésilien. En outre, pour assurer que les prêts sont utilisés d'une manière rentable, certains pays comme le Brésil, le Honduras, le Nicaragua, le Paraguay et le Venezuela ont organisé le contrôle du crédit agricole en particulier de celui qui est accordé aux petits cultivateurs.

Dans la plupart des pays d'Extrême-Orient (Birmanie, Cambodge, Ceylan, Indonésie, Japon, Malaisie, Pakistan, Philippines et Viet-Nam), diverses institutions spécialisées et semi-spécialisées de crédit agricole ont été créées. En Inde, où il n'existe pas d'institution spéciale de crédit agricole, la Reserve Bank a augmenté le volume de ses avances aux bureaux des hypothèques et aux banques coopératives. Certains pays du Proche-Orient (Egypte, Iran, Irak, Jordanie, Syrie et Turquie) se sont également efforcés de

réorganiser les banques agricoles existantes ou de renforcer leur position ; une nouvelle banque vient de s'ouvrir au Liban.

Ces mesures ont légèrement augmenté le volume du crédit consenti par les institutions à l'agriculture dans les régions sous-développées. Toutefois, malgré cette amélioration, le volume du crédit est bien inférieur dans ces pays à ce qu'il est dans les pays à développement économique avancé, tant du point de vue de la superficie que de la population (tableau III-3).

Autres services

Transports. Il est bien évident que les investissements nécessaires au développement agricole n'ont pas été seulement des investissements directs dans l'agriculture proprement dite. Nombre de pays dévastés par la guerre ou à faible dévelop-

pement économique ne possédaient pas les moyens matériels de conserver les produits agricoles et de les acheminer vers les marchés. L'absence de routes, de voies ferrées, de voies navigables et de véhicules rend impossible l'acheminement des produits à partir du lieu de production et l'agriculture de subsistance demeure le seul objectif de toute l'activité économique. Même là où existent des routes et des voies ferrées, la capacité insuffisante des transports, ainsi que l'irrégularité et la médiocrité du service, peuvent entraîner de graves pertes matérielles et économiques.

Les nécessités créées par la guerre ont développé dans une certaine mesure les moyens de transport dans des régions comme le Proche-Orient et l'Afrique, où ils n'avaient été jusqu'alors que très peu nombreux et désuets. Dans les pays où ces moyens ont continué de fonctionner après la guerre et ont pu être facilement transformés pour être utilisés en temps de paix, ils ont contribué de manière sensible au développement de l'agriculture.

Dans d'autres parties du monde, on a assisté durant la période d'après-guerre à un développement extraordinaire des moyens de transport. Dans les régions dévastées par la guerre, la reconstruction des routes, ponts et ports, du matériel roulant et des voies ferrées détruits a fourni l'occasion d'apporter de grandes améliorations techniques. Dans les pays développés, les transports frigorifiques ont élargi le marché des denrées périssables (viande, poisson, fruits et légumes). Le développement des moyens de transport a occupé la première place dans les programmes de développement de presque tous les pays et a été financé en partie, comme il a été mentionné plus haut, par des fonds internationaux. La création de routes et de voies ferrées, l'amélioration et l'agrandissement des ports ont, pour la première fois, permis aux cultivateurs du Proche-Orient, de l'Extrême-Orient, de l'Amérique latine et de l'Afrique d'atteindre les consommateurs urbains et de trouver des débouchés pour l'exportation.

Electricité. L'augmentation de la production d'énergie électrique a été plus spectaculaire encore. Elle a permis d'amener le courant ordinaire et le courant industriel dans les régions rurales, même lorsque aucun effort spécial n'a été tenté à cette fin. Le succès de l'United States Rural Electrification Administration a encouragé des efforts similaires sur le plan national ou la coopération internationale dans ce domaine, en Europe par exemple, sous l'égide de la CEE. Partout où il a été installé, le courant électrique a permis d'utiliser dans les fermes des outils et des machi-

nes destinés à économiser la main-d'œuvre tout en allégeant le travail des ménagères. Des appareils comme ceux qui permettent la congélation à basse température — individuels ou collectifs — améliorent les conditions du commerce. En outre, l'énergie électrique a, dans les districts ruraux, donné l'essor à de nouvelles usines de transformation dans les centres de production ou dans les environs immédiats, créant ainsi des débouchés faciles et contribuant à faire baisser le prix du produit fini. Elle a également fait naître des industries rurales qui constituent une source commode de produits destinés aux consommateurs ruraux ainsi qu'un remède partiel au chômage agricole, saisonnier ou structural.

On ne saurait, dans le cadre du présent rapport, essayer de chiffrer le développement des moyens de transport, de l'énergie électrique, de la fabrication des produits alimentaires ou des industries rurales pendant ces dix dernières années. Si les progrès accomplis ne font aucun doute, de vastes possibilités s'offrent encore, compte tenu toutefois des difficultés qui ont été examinées en partie dans la section sur le financement du développement agricole. Il est encore d'autres difficultés, qui découlent du manque de main-d'œuvre spécialisée, de l'absence de connaissances techniques ou du fait que l'on ne comprend pas l'importance que présente pour le développement de l'agriculture, un grand nombre de ces services et facilités auxiliaires. Il s'agit là d'un domaine où l'assistance technique, internationale et bilatérale, peut contribuer de plus en plus au progrès futur de l'agriculture.

RÉFORMES DE STRUCTURE EN VUE D'AIDER AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

La nécessité d'accroître la production agricole et aussi des modifications d'ordre politique, ont entraîné depuis la guerre des changements assez importants de caractère structural, dans le régime foncier et l'impôt foncier par exemple. La structure des institutions peut faire obstacle de bien des manières au développement de l'agriculture. Il est parfois impossible de moderniser les méthodes agricoles parce qu'un régime foncier archaïque maintient le revenu du fermier à un niveau si bas que celui-ci ne peut ni économiser ni investir, ou encore parce que le minimum de sécurité d'occupation qui encouragerait le locataire à investir les fonds dont il dispose en vue d'améliorer l'exploitation ne lui est pas garanti, ou parce que des coutumes ou des lois rigides imposent des systèmes de culture surannés. Le mor-

cellement exagéré ou l'existence d'exploitations que leurs dimensions réduites rendent peu rentables, risquent d'empêcher le cultivateur d'utiliser son temps au mieux ou d'adopter des moyens modernes de production, la mécanisation par exemple. La trop grande étendue d'une exploitation risque également, par ailleurs, de freiner le progrès si le propriétaire ne possède ni les capitaux, ni le désir, ni les aptitudes nécessaires pour mettre en valeur sa propriété. Des titres de propriété incertains diminuent les possibilités de crédit. Malgré les efforts considérables qui ont été faits depuis la guerre pour améliorer les rapports entre l'homme et la terre, le système agraire de bien des pays de l'Europe orientale et méridionale, du Proche-Orient, de l'Extrême-Orient et de l'Amérique latine constitue encore un obstacle sérieux au progrès de l'agriculture.

Des réformes agraires, au sens le plus large du terme, ont été effectuées tant dans les pays développés que dans les régions peu développées. Elles ont porté sur les problèmes suivants : redistribution et enregistrement des terres, remembrement des exploitations, améliorations des rapports entre propriétaires et occupants, contrôle des loyers, modifications de l'impôt foncier. L'organisation des investissements et du crédit agricole a été étudiée plus haut.

Dans les pays développés, l'effort a porté surtout sur le remembrement ; dans les régions sous-développées, il a porté sur la distribution des grands domaines très exploités ou des terres inutilisées appartenant au domaine public ou à la couronne, ainsi que sur la diminution du nombre des intermédiaires entre propriétaires et cultivateurs. Les rapports entre propriétaires et occupants ont été améliorés dans les pays développés et dans les pays sous-développés ; dans ces derniers, toutefois, il s'est agi presque toujours d'une mesure complémentaire ou même temporaire, en attendant le transfert du droit de propriété aux cultivateurs. Dans nombre de pays, ces mesures d'amélioration du régime foncier se sont accompagnées de mesures complémentaires dans les domaines du crédit agricole, des coopératives, de l'éducation et de la vulgarisation. On a également eu recours à l'organisation coopérative en matière de remembrement des terres, et dans quelques cas, même en matière d'utilisation et d'exploitation des terres. On a eu souvent recours à l'impôt pour faire pièce à quelques privilégiés entre les mains desquels les terres s'étaient accumulées, pour morceler les grands domaines et pour encourager certaines formes de propriété ou certains types d'organisation.

Transfert de la propriété

Dans les années d'après-guerre, des mesures de transfert de la propriété aux cultivateurs ont été adoptées, en Extrême-Orient, par le Japon, l'Inde, le Pakistan, la Birmanie, la Chine et Taïwan ; en Europe, par la Finlande, l'Italie, l'Espagne et les pays de l'Europe orientale ; au Proche-Orient, par l'Égypte et la Turquie, entre autres ; en Amérique latine, par la Bolivie, le Guatemala et Porto Rico. Si toutes ces politiques gouvernementales ont pour objectif commun le relèvement des niveaux de vie et l'amélioration des conditions de la population agricole, le climat social et économique dans lequel elles ont pris naissance a souvent été bien différent.

Dans les pays d'Europe orientale, c'est l'abolition de formes semi-féodales de propriété foncière qui a été considérée comme l'aspect essentiel de ces mesures : l'objectif final était la collectivisation de l'agriculture. En Finlande, la réforme agraire a été envisagée comme une nécessité nationale répondant à l'état d'urgence déterminé par l'afflux de personnes déplacées provenant des territoires cédés. Dans les pays d'Extrême-Orient, les programmes de réforme sont, de longue date, orientés vers l'élimination de formes périmées de propriété foncière. Le trait commun aux législations asiatiques récentes n'est pas tant l'abolition des grands domaines que la suppression des droits sur la terre qui diminuent le revenu et aggravent la condition sociale des travailleurs agricoles (régime *zamiindari* et ses variantes en Inde et au Pakistan, par exemple). En général, ce ne sont ni les dimensions des propriétés, ni leur mauvaise gestion, qui dans ces pays ont déterminé l'expropriation, mais la forme de tenure. Les bénéficiaires ont été le plus souvent ceux-là mêmes qui cultivaient déjà le fonds selon diverses formules d'affermage, et (sauf au Japon) les transferts de propriété n'ont guère eu d'effet sur les dimensions de l'exploitation ou sur le type d'agriculture.

La législation récemment adoptée en Extrême-Orient a une portée considérable. C'est ainsi qu'en Inde elle intéresse environ le tiers du pays ; au Japon, le nombre de personnes auxquelles sont assignées des terres représente plus de la moitié du nombre total des ménages agricoles. En Chine, environ 350 millions d'habitants ont été touchés par la réforme agraire.

En Europe occidentale, durant cette période, la réforme agraire n'a eu généralement qu'une portée limitée. En Italie, plus de 700 000 hectares avaient été expropriés à la fin de 1954, moyen-

nant paiement d'une certaine indemnité aux propriétaires, et environ 350 000 hectares de terres, dont la plupart étaient jusqu'alors restées incultes ou avaient été utilisées pour la culture extensive, ont été assignés à 65 000 familles. En Espagne, l'Institut national de colonisation agricole avait acquis, à fin 1953, 600 000 hectares, et une superficie totale de 207 000 hectares avait été livrée à la colonisation. En Allemagne occidentale, 280 000 hectares seront libérés en vertu des décrets d'expropriation de 1948. En Yougoslavie, environ 800 000 hectares ont été distribués après la guerre aux personnes pauvres et sans terres ; la propriété des exploitations y est aujourd'hui largement distribuée et l'agriculture coopérative a été encouragée et s'est développée rapidement jusqu'en 1951.

Au Proche-Orient, la loi égyptienne de 1952 sur la réforme agraire prévoit que, d'une manière générale, nul ne peut être propriétaire de plus de 84 hectares de terre agricole ; à la fin de 1953, environ 170 000 hectares avaient été expropriés ou étaient en voie de l'être. Toutefois, la distribution effective des terres se faisait beaucoup plus lentement. En Turquie, 253 000 hectares ont au total été distribués à 52 000 familles, conformément à la loi de 1945 sur la réforme agraire. Des mesures semblables ont été prises au Liban, en Iran, en Irak et en Syrie.

En Amérique latine, le décret bolivien de 1953 sur la réforme agraire, qui fixe la superficie maximum des terres arables pouvant être comprises dans des exploitations petites, moyennes ou grandes, selon les conditions de sol et de climat, est encore en cours d'application. Lorsqu'on dispose d'assez de terre, on s'efforce d'attribuer à chaque famille une exploitation minimum. A Porto Rico, la politique de réforme agraire a donné lieu à l'adoption de trois programmes : exploitation des grands domaines par les pouvoirs publics, avec participation des travailleurs aux bénéfices ; colonisation agricole familiale ; lotissement de terrains destinés à l'établissement d'ouvriers agricoles. Le premier de ces programmes, exemple remarquable de réforme agraire mise en œuvre dans une économie du type plantation, vise à assurer aux ouvriers agricoles travaillant sur de vastes domaines les bénéfices de la propriété, sans que celle-ci soit divisée. Au Guatemala, une loi récente vient de modifier un ancien programme général d'expropriation et de redistribution des terres. Aucune nouvelle expropriation n'aura lieu et des dispositions sont prises pour que les propriétaires qui ont été expropriés puissent présenter un recours.

Amélioration des conditions de tenure

De grands progrès ont été accomplis à cet égard dans de vastes régions du monde. Dans les pays d'Europe occidentale, la législation récemment introduite apporte une sécurité encore accrue aux cultivateurs exploitant des fonds loués, et dont la position était, dans l'ensemble, déjà assez sûre.

En 1948, le Royaume-Uni, complétant la législation antérieure, a réalisé la pleine sécurité des conditions d'occupation des terres pour le fermier compétent, qui ne peut recevoir son congé s'il cultive le fonds loué conformément aux règles d'une bonne exploitation. Des droits étendus au dédommagement rend onéreuse pour le propriétaire foncier toute modification des accords de fermage. A la faveur d'une législation récente, la Belgique s'est orientée dans une direction semblable ; en Espagne, la nouvelle législation tend surtout à empêcher l'éviction soudaine des fermiers à l'expiration des baux actuels.

En Extrême-Orient, les mesures prises visent généralement les objectifs suivants : *i*) fixer une durée minimum de location ; *ii*) limiter les possibilités d'éviction ; *iii*) établir le droit du fermier à la remise en état des terres ; *iv*) mettre fin à l'absentéisme des propriétaires et encourager la propriété paysanne ; *v*) restreindre les sous-locations ; *vi*) obtenir pour les fermiers des indemnités de plus-value. En Inde, au Japon, au Pakistan, aux Philippines et à Taïwan, une législation nouvelle a été introduite dans le cadre d'un programme général de réforme agraire ; elle porte sur la sécurité des conditions d'occupation des terres, y compris le droit à compensation et le contrôle des loyers. Cette nouvelle législation interdit d'exiger du fermier des journées de travail ou des prestations personnelles et de lui imposer toutes autres conditions défavorables, telles que l'obligation de vendre la production au propriétaire du fonds. Appliquée avec succès, cette législation améliore considérablement la sécurité des conditions d'occupation des terres et le statut social du cultivateur. En Birmanie, la loi prive le propriétaire d'un domaine de plus de 20 hectares du droit de résilier un bail ou d'expulser un fermier et investit les comités agraires de village des pouvoirs du propriétaire.

Dans les autres régions, on n'a guère enregistré de progrès dans la condition des fermiers durant cette période. En Amérique latine, seul l'Uruguay a pris des mesures appropriées. Au Proche-Orient, il n'est guère que la loi égyptienne récente sur la réforme agraire qui donne quelque sécurité aux fermiers.

Le problème de la sécurité des conditions d'occupation des terres et du contrôle des loyers se présente évidemment de façon très différente dans les pays évolués et dans les régions insuffisamment développées. Dans certains des premiers, le problème consiste aujourd'hui à donner au cultivateur occupant un fonds loué de fortes garanties, tout en sauvegardant l'efficacité du système d'exploitation ; dans les pays insuffisamment développés, on en est encore à rechercher les moyens d'assurer aux fermiers une protection valable. De même, dans certains pays évolués, le contrôle des baux ruraux est maintenant poussé à un point tel que le propriétaire ne tire plus que de maigres revenus de son capital, alors que dans les pays insuffisamment développés le problème consiste encore à ramener des loyers exorbitants à des niveaux suffisamment bas pour laisser de quoi vivre aux cultivateurs.

Remembrement des terres

Des progrès ont été accomplis à cet égard dans certains pays d'Europe occidentale et d'Asie. En Suisse, où le problème du morcellement excessif se pose de longue date, les opérations de remembrement effectuées entre 1941 et 1948 ont porté sur une superficie totale de 146 000 hectares et se sont énergiquement poursuivies depuis. En Allemagne occidentale, une nouvelle loi sur le remembrement des terres est entrée en vigueur en 1953 ; entre 1945 et 1953, des exploitations représentant une superficie totale de 470 000 hectares ont été remembrées ou étendues ; ces opérations se poursuivent à grande échelle. En Suède également, les opérations de remembrement vont en s'intensifiant, particulièrement dans les régions boisées. Une législation nouvelle a aussi été introduite en Espagne et en Belgique.

En Extrême-Orient, les lois successorales, et aussi la pression démographique, encouragent la division et le morcellement des domaines agricoles. Seuls l'Inde, le Japon et le Pakistan ont mis en œuvre une politique active en matière de remembrement. Au Japon, une fois exécuté le programme de réforme agraire, une action de grande envergure a été entreprise, et à la fin de 1954, environ 20 pour cent de l'ensemble des terres cultivées avaient été remembrées. Certains Etats de l'Inde ont adopté une législation comportant des mesures coercitives de remembrement. Mais celui-ci s'effectue également, sur une base volontaire, par les soins des sociétés coopératives, en particulier dans le Pendjab. Tant en Inde qu'au Pakistan, les opérations de remembrement ont

porté au cours des dix dernières années sur de vastes étendues et des programmes de portée considérable sont élaborés pour l'avenir.

Le remembrement des exploitations agricoles peut contribuer fortement à accroître la productivité et, lorsque les intéressés en auront compris les avantages, l'un des principaux obstacles à de nouveaux progrès en agriculture aura été éliminé. Si l'Inde, le Japon et le Pakistan, ainsi que les pays d'Europe occidentale, reconnaissent les avantages du remembrement, la majeure partie des pays d'Extrême-Orient, du Proche-Orient et de l'Amérique latine n'en ont pas encore suffisamment pris conscience. Le morcellement des domaines boisés fait naître des problèmes particuliers, car il empêche l'exploitation rationnelle de la forêt. Les propriétaires de domaines forestiers modestes ou isolés ou bien s'en désintéressent complètement, ou bien n'ont pas les connaissances techniques et les capitaux nécessaires pour y apporter des améliorations, même si celles-ci sont possibles et profitables. Le remembrement de telles propriétés n'a guère progressé ; toutefois, la création de coopératives forestières, sous les auspices de la Commission européenne des forêts, permet d'espérer une solution partielle du problème.

Enregistrement des terres et fiscalité agricole

La tendance générale est à l'adoption d'un système d'enregistrement des titres fonciers, qui est préférable au système d'enregistrement des actes. Des progrès considérables ont été accomplis à cet égard dans différents pays dont le Chili, la République Dominicaine, l'Inde, le Maroc et la Turquie. L'absence de titres de propriété clairement établis s'est révélée être un sérieux obstacle à une politique forestière efficace, particulièrement dans les pays arabes où le statut de zones forestières relativement étendues n'a jamais été réellement déterminé.

Différentes mesures ont été prises depuis la fin de la guerre pour réformer le système d'imposition des terres, parfois dans le cadre d'une réforme plus vaste des structures agraires. Le principal objectif a été d'assurer à l'Etat une plus grosse part du surcroît de revenu agricole et de répartir plus équitablement le fardeau fiscal entre les intéressés, proportionnellement à leur capacité de payer. Les réformes visent aussi en partie à encourager les agriculteurs à produire davantage.

Les réformes fiscales portent principalement sur les points suivants : i) perception des loyers et de l'impôt foncier directement auprès des fermiers et

cultivateurs plutôt que par des intermédiaires ; *ii*) majoration progressive de l'impôt foncier dans le cas des grandes exploitations ; *iii*) taxes spéciales sur les cultures commerciales ; *iv*) tendance de plus en plus marquée à comprendre le revenu agricole dans l'assiette de l'impôt général sur le revenu, ou à le soumettre à un impôt distinct ; *v*) amélioration et développement des systèmes fiscaux ; *vi*) impôt plus élevé sur les terres incultes ou insuffisamment exploitées.

Parmi les pays qui ont pris d'importantes mesures pour supprimer les intermédiaires entre l'État et les cultivateurs, on peut citer en particulier la Chine, le Guatemala, l'Inde, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Pakistan et la Yougoslavie. Lorsque le contact direct a pu être établi, le revenu fiscal brut a augmenté sans que les montants versés par les fermiers aient changé de manière appréciable.

De nombreux pays se sont servi de l'impôt foncier et du produit de cet impôt pour pousser les intéressés à étendre les cultures et à accroître la production agricole. Au Chili, en Chine, en Colombie, en Corée et au Mexique par exemple, les terres récemment amendées ou les terres en friche rendues à la culture sont exemptes d'impôt. Les investissements aux fins d'amélioration des exploitations ont également été encouragés en autorisant les intéressés à déduire le coût de ces améliorations du revenu imposable ; c'est ainsi qu'au Royaume-Uni, par exemple, l'achat de la majeure partie de l'équipement agricole n'est pas assujéti au paiement de la taxe unique (*purchase tax*). L'exemption des taxes ou des droits de douane pour l'achat de l'équipement agricole est également pratiquée dans un certain nombre d'autres pays. En U.R.S.S., l'impôt sur les parcelles et le bétail appartenant à des particuliers a été réduit afin d'accroître le rendement des exploitations privées ainsi que les effectifs du bétail. En Chine, l'impôt foncier est basé sur le rendement normal et tout surcroît de production obtenu grâce à une bonne exploitation ou à des conditions atmosphériques favorables est exonéré, afin d'encourager à accroître la production. Certains pays comme le Brésil, Panama, l'Inde et Taïwan taxent plus fortement les terres incultes ou insuffisamment exploitées, pour pousser à une meilleure utilisation.

S'il est encore trop tôt pour émettre un jugement définitif sur la valeur des différentes mesures adoptées en matière d'impôt foncier, on peut dire cependant que l'après-guerre a été marqué par une prise de conscience croissante du rôle que peut jouer l'impôt foncier en tant qu'élément d'une politique agricole et source de revenu fiscal.

Toutefois, l'impôt agricole ne constitue qu'un secteur de la fiscalité et les modifications qui interviennent dans le système de taxation agricole doivent s'accompagner de modifications correspondantes du régime fiscal pris dans son ensemble. Dans les pays peu développés, ce dernier a eu de tout temps un caractère primitif ou féodal, la majeure partie des recettes fiscales étant constituée par de lourds impôts fonciers, par des taxes frappant les produits agricoles en cours d'acheminement vers les marchés de détail intérieurs ou vers le marché d'exportation, et par des taxes à la consommation ; par contre, l'impôt direct sur le revenu, sur les bénéfices commerciaux ou industriels ou sur les gains spéculatifs, qui caractérise les systèmes fiscaux des pays plus évolués, est relativement faible, voire inexistant. Plus encore que dans les pays évolués, les systèmes fiscaux tendent, dans les pays insuffisamment développés, à peser d'un poids relativement beaucoup plus lourd sur les groupes ruraux et citadins à faibles revenus que sur les groupes à revenus élevés. Au cours des dix dernières années, quelques pays européens ont entrepris de corriger cette inégalité ; une tentative en ce sens a été faite en Inde ; mais d'une manière générale, l'action directe en vue d'une semblable réforme en profondeur du régime fiscal reste à entreprendre. Dans les pays insuffisamment développés, où l'inflation a été très forte depuis la période d'avant-guerre, les modifications de l'impôt foncier ne sont souvent survenues que bien après celles qu'on avait enregistrées dans les niveaux des prix agricoles, ce qui a quelque peu allégé le fardeau fiscal qui pesait sur l'agriculture. Mais la tendance récente des niveaux des prix agricoles par rapport au niveau général des prix va, semble-t-il, faire disparaître cet avantage.

LE RÔLE DES POLITIQUES DE PRIX DANS LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES AGRICOLES

Les politiques de prix sont devenues, dans presque tous les pays, l'un des principaux instruments d'application des programmes agricoles d'après-guerre et l'évolution progressive de ces politiques en fonction des circonstances constitue l'un des chapitres les plus importants et les plus instructifs de l'histoire de l'agriculture dans cette période.

Des systèmes plus ou moins étendus de contrôle des prix, institués à l'origine pour combattre l'inflation, existaient dans la plupart des pays lorsque la guerre prit fin. Mais ces systèmes, plutôt rigides, ont assez rarement résisté aux conséquences

des pénuries de l'après-guerre. Dans bien des pays, le marché noir commençait à engloutir une proportion croissante de la production totale et à réduire sensiblement les quantités disponibles pour le marché rationné. En outre, il était plus facile de maintenir les prix plafonds pour des produits tels que le blé ou le sucre, dont le traitement est centralisé dans les moulins et les usines, que pour les œufs et le beurre, par exemple, dont le traitement ou la distribution ne sont pas nécessairement centralisés. Aussi l'existence de prix plafond avait-elle eu tendance à décourager la production de certaines denrées alimentaires de base dont le besoin se faisait fortement sentir, et à orienter les ressources productives vers des secteurs moins essentiels. Il fallut donc relever les prix maxima fixés pour certaines denrées de base, et de nombreux pays passèrent assez rapidement du prix plafond au prix « d'encouragement », destiné à stimuler la production.

Dans certains cas cependant, la nécessité d'encourager la production tout en réduisant les pressions inflationnistes a conduit à adopter des systèmes complexes et onéreux de subventions à la consommation. Elle a également poussé à maintenir le rationnement et à exercer un contrôle officiel sur les exportations et les importations, contrôle qui a été renforcé, dans le cas des importations, par le souci d'épargner les devises étrangères.

Tant à l'échelon national qu'international, il a cependant été reconnu que le fait d'assurer des débouchés à des prix satisfaisants et stables pouvait être au moins aussi efficace, pour encourager la production, que des prix élevés mais instables et sujets à fluctuation. Cela a permis, dans une certaine mesure, de concilier les politiques d'encouragement de la production et de lutte contre l'inflation. De nombreux pays ont garanti aux producteurs des prix satisfaisants, mais non exagérément élevés. De même, la perspective de débouchés sûrs a incité les pays exportateurs à souscrire des contrats à long terme, à des prix légèrement inférieurs à ceux qu'ils auraient pu obtenir dans l'immédiat sur le marché.

Plus tard la situation de l'offre s'étant améliorée, les politiques de prix se sont orientées davantage vers la stabilisation des recettes ou des revenus agricoles, vers le développement sélectif de la production et vers la limitation des responsabilités financières de l'Etat. Les stimulants en matière de prix ont alors cédé le pas à d'autres formes d'encouragement direct à la production dans des secteurs déterminés, lesquelles avaient jusque là toujours eu un rôle de complément.

Si on considère le monde dans son ensemble, on constate qu'il y a toujours eu, dans la période d'après-guerre, certains pays et régions qui se trouvaient dans la première phase décrite plus haut et certains autres dans la seconde. Aux Etats-Unis et au Canada, par exemple, où le problème de la sous-production agricole ne s'est jamais posé, les politiques de prix ont eu pour objectif de satisfaire la demande à l'exportation, de sauvegarder les revenus agricoles ou de trouver des débouchés pour une production croissante. Par contre, certains pays de l'Amérique latine s'efforcent encore de concilier les prix d'encouragement et les mesures anti-inflationnistes. Enfin, alors que tous les contrats à long terme du Royaume-Uni sont maintenant venus à expiration, ou ont été résiliés ou modifiés, un certain nombre de pays d'Extrême-Orient commencent seulement à souscrire des contrats à long terme portant sur la fourniture et les achats de riz.

Politiques en matière de prix et de revenus agricoles.

En fixant les prix à la production ou en garantissant les revenus agricoles, les gouvernements ont, en général, dû tenir compte des prix payés par les agriculteurs, des prix d'autres produits agricoles et des modifications de la situation de l'offre et de la demande. L'importance relative de ces facteurs, pour la détermination des prix et pour le choix des méthodes de mise en œuvre des politiques, a varié selon les circonstances.

Lorsqu'il n'était pas possible, faute de données statistiques, de tenir compte de ces facteurs, les prix à la production ont été exprimés en valeur monétaire fixe, déterminée de façon plutôt arbitraire sans tenir compte, par exemple, des variations des dépenses des producteurs. Les gouvernements ont souvent dû, pour trouver un niveau de prix satisfaisant, procéder de façon empirique et il a souvent fallu reviser les prix pour leur permettre de suivre l'évolution de la conjoncture. C'est ainsi que durant le boom des exportations déterminé par le conflit coréen, les denrées de base — et en particulier le riz dans certains pays d'Extrême-Orient — ont vu leur pouvoir d'achat, correspondant aux prix fixés à la production, s'effondrer devant la hausse rapide des prix des produits d'exportation et, plus tard, des biens de production agricole ; dans certains cas, l'abandon des cultures vivrières au profit des produits d'exportation a fait naître des difficultés. En pareilles circonstances, un prix nominal arbitrairement fixé ne peut apporter à l'agriculteur

qu'une sécurité éphémère et, s'il n'est pas révisé à temps, il peut produire un effet contraire à celui qu'on en attendait. En outre, la baisse des prix risque, on vient de le voir à Ceylan, de contraindre le gouvernement à effectuer de forts paiements de compensation.

Dans un certain nombre de pays et de territoires où les exportations agricoles jouent un rôle essentiel (Argentine, Birmanie, Thaïlande, territoires britanniques et français d'Afrique), la politique a consisté à isoler les prix intérieurs à la production des prix mondiaux. En général, un organisme central de commercialisation paye aux producteurs un prix qui tient compte davantage du niveau des prix intérieurs que des prix de vente pratiqués par l'organisme lui-même sur les marchés mondiaux. A l'origine, cette politique visait surtout à stabiliser les revenus réels des producteurs, mais lorsqu'il s'agit d'un produit qui domine l'économie, le niveau général des prix intérieurs peut, dans une grande mesure, être influencé par le prix de ce produit (c'est le cas, par exemple, pour le cacao en Côte-de-l'Or et pour le riz en Birmanie). Après la guerre, en période de prix élevés, les bénéfices importants réalisés sur les exportations ont bien souvent constitué une source importante de revenu fiscal et ont parfois servi, ainsi qu'il est dit ailleurs, à financer le développement agricole. En fait, dans certains pays, l'augmentation des recettes fiscales sembla être devenue le principal souci, comme en Argentine au moment du premier Plan quinquennal et dans une certaine mesure en Birmanie, en ce qui concerne les exportations de riz ; il est probable que le niveau auquel furent maintenus les prix à la production a parfois découragé la production.

Lorsqu'on fixe les prix à la production, l'une des difficultés consiste à déterminer, pour différents produits agricoles, des niveaux de prix qui permettent de réaliser l'équilibre voulu de la production. Le problème est rendu plus complexe si les prix de certains produits importants sont fixés alors qu'on en laisse d'autres trouver eux-mêmes leur propre niveau. Une autre difficulté consiste à établir les prix agricoles à un niveau qui permette, compte tenu du prix d'autres produits, de maintenir un rapport raisonnable entre les revenus agricoles et ceux d'autres secteurs de l'économie. On pourrait citer de nombreux cas où des problèmes de ce genre se présentent.

Les pays évolués ont eu recours, pour fixer les prix agricoles, à différentes méthodes plus complexes. On connaît le système de la parité, selon lequel les prix agricoles sont calculés en fonction d'un indice des prix des produits et des ser-

vices que doivent se procurer les agriculteurs. L'exemple le plus important est fourni par les Etats-Unis, mais le système de la parité est ou a été appliqué ailleurs, au Japon entre autres. Aux Etats-Unis, les prix agricoles ne sont pas exactement liés au coût des biens et des services que l'agriculteur doit se procurer, mais ils sont libres de varier au-dessus d'un pourcentage pré-établi du taux de parité, et cela même pour les produits qui sont compris dans le système. Le rapport prix reçu/prix payé a en fait varié considérablement pour tous les produits dans les années d'après-guerre. Les revenus ne se sont pas davantage stabilisés étant donné qu'ils peuvent varier sensiblement avec le volume de la production. Le système de la parité, basé sur les rapports entre l'offre, la demande et les prix dans une période bien antérieure, a de moins en moins répondu aux nécessités de l'heure à mesure que les pénuries mondiales devenaient moins aiguës et que les exportations avaient tendance à diminuer ; et le gouvernement des Etats-Unis a dû faire face à de lourdes responsabilités financières en matière de soutien des prix. On a récemment essayé de pallier certains des inconvénients majeurs du système de parité par différentes mesures telles que la réduction progressive et l'application plus souple du taux de parité et la limitation de la production par le contingentement des superficies, conjuguée avec le prix de soutien — mesures qui étaient d'ailleurs prévues dans le texte de loi original.

On trouve en Australie, en Afrique du Sud, aux Philippines, au Brésil, en Uruguay, en Argentine et au Chili, ainsi que dans un certain nombre de pays européens, une variante simplifiée de la formule de parité, qui consiste à calculer le prix à la production en fonction du coût estimé de la production ou des modifications probables de ce coût. Ce système est relativement simple et peu coûteux, mais tous les pays qui ont basé les prix agricoles sur des calculs du coût de la production se sont, à un moment ou à un autre, trouvés en difficulté par suite de modifications survenues dans certains facteurs dont la formule de prix ne tenait pas suffisamment compte. C'est ainsi qu'au Brésil le prix à la production du coton, qui était basé sur le coût estimé de la production, s'est écarté des prix mondiaux ; de son côté, l'Australie doit maintenant trouver le moyen d'aligner les prix à la production des produits.

En U.R.S.S., les producteurs agricoles reçoivent trois prix différents pour leurs produits, selon qu'il s'agit de livraisons obligatoires, de ventes à l'Etat

ou de ventes sur le marché libre. Une tendance à accorder des prix d'encouragement s'est dessinée en 1953 ; les contingents devant obligatoirement être livrés ont été réduits et le prix d'achat des quantités de viande, de produits laitiers, de pommes de terre, de légumes et de graines de lin et de chanvre obligatoirement livrées à l'Etat a été fortement relevé. On estime qu'en 1953 les bénéfices réalisés par les kolkhozes et les paysans, grâce aux prix plus élevés pratiqués tant pour les livraisons obligatoires que pour les ventes à l'Etat, ont dépassé de 45 pour cent ceux de 1952. Il se peut toutefois que dans l'ensemble les gains n'aient pas autant augmenté, car il semble que, par suite de plus fortes livraisons à l'Etat, les quantités disponibles pour le marché libre aient pu se trouver réduites. Ce dernier phénomène pourrait avoir incité les paysans à produire davantage sur leurs parcelles privées, mais jusqu'à présent il semble que seule la production de viande de porc ait été intensifiée. Dans l'ensemble, il apparaît que les mesures prises en U.R.S.S. et dans les pays qui lui sont liés n'ont pas eu encore l'effet escompté.

Le Royaume-Uni, la Suède, la Norvège et la Suisse ont essayé, par leurs politiques de prix, de contrôler le niveau général des revenus agricoles et aussi d'adapter la production agricole aux modifications de la demande. Dans ces pays, les prix à la production sont fixés en fonction d'une estimation anticipée du revenu agricole global, compte tenu des modifications éventuelles du volume de la production, ainsi que du volume et du coût estimés des biens de production. Ce système permet d'utiliser de manière très sélective les prix d'encouragement, en vue de stimuler tel ou tel secteur de la production, dans le cadre général de la politique agricole et compte tenu des limites financières qu'il y a lieu d'observer en matière de subventions. Les revenus sont susceptibles de bénéficier d'un accroissement de la productivité, mais ils ne sont pas à l'abri de fluctuations déterminées par des facteurs incontrôlables, conditions atmosphériques ou modifications imprévisibles du niveau général des prix par exemple. Les conditions préalables à semblable stabilisation des revenus ne peuvent toutefois être réalisées que dans les pays où la production agricole est principalement destinée à la consommation intérieure et dans lesquels le revenu agricole ne représente qu'une faible proportion du revenu national ; il faut en outre disposer des services administratifs nécessaires à une documentation statistique étendue. Il se peut que d'autres systèmes de soutien des prix finissent par évoluer vers la stabilisation générale du revenu agricole, mais il est peu probable que les méthodes précises pratiquées

par ces pays européens puissent se prêter ailleurs à une application très étendue.

Les programmes de contrôle des prix ou des revenus agricoles ont presque toujours entraîné la formation de groupements d'agriculteurs destinés à faire pression pour influencer les politiques de prix dans un sens favorable aux producteurs agricoles. C'est ainsi qu'au Royaume-Uni et en Suède les négociations entre gouvernement et producteurs font partie intégrante de la procédure de fixation des prix ; en certaines occasions, les producteurs parviennent à obtenir, en matière de prix et à d'autres points de vue, des conditions plus favorables que celles que le gouvernement aurait accordées de son propre chef. Dans le système basé sur le coût de la production, il ne suffit pas, pour fixer les prix, d'appliquer une formule convenue ; il faut aussi concilier les points de vue divergents des groupements de producteurs et du gouvernement, comme on l'a vu aux Philippines à propos des prix du riz, et en Uruguay à propos des prix de la laine. Aux Etats-Unis, les groupements d'agriculteurs s'efforcent d'influencer l'époque, l'étendue et le sens des modifications portant sur les prix de soutien et les dispositions y relatives. D'une manière générale, on peut dire sans trop s'avancer que, quel que soit le système de contrôle des prix à la production, le résultat obtenu est dans une grande mesure l'aboutissement d'une série de négociations.

Problèmes posés par l'application de politiques de prix à la production

On a déjà vu que les politiques de prix d'encouragement ou de prix garantis aux producteurs agricoles nécessitent souvent le maintien de contrôles officiels sur la distribution et le commerce extérieur ; il n'est pas rare que des subventions à la production ou à la consommation doivent en outre être octroyées.

Dans bien des pays où les disponibilités alimentaires sont insuffisantes, par exemple, les autorités ont pris en charge la distribution des produits tant indigènes qu'importés. Dans d'autres pays, le gouvernement s'est rendu acquéreur d'une partie des disponibilités suffisante pour lui permettre de contrôler le niveau général des prix sur un marché intérieur par ailleurs libre. Tantôt, comme en Inde, les disponibilités intérieures ont été acquises à un niveau tel qu'il n'a pas été nécessaire d'octroyer de subventions ; mais il a fallu souvent, par contre, subventionner assez fortement les denrées alimentaires importées afin d'en ramener le prix au niveau intérieur ou de le mettre à la portée des groupes à faibles revenus. Dans d'autres cas, en Suisse par

exemple, les consommateurs ont payé le plein tarif correspondant au niveau de soutien agricole et le marché a été protégé par le contingentement des importations.

Dans les pays exportateurs également, les prix intérieurs ont souvent dû être isolés de ceux qui étaient en vigueur sur les marchés mondiaux. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis les prix intérieurs à la consommation ont été maintenus bien au-dessus des cours commerciaux internationaux en raison du système de parité, combiné, pour certains produits tels que le beurre et le fromage, avec des taxes et restrictions à l'importation et avec différentes mesures destinées à favoriser les exportations. Dans un grand nombre d'autres pays exportateurs, les prix intérieurs à la consommation ont été protégés contre les pressions inflationnistes déterminées par les prix élevés à l'exportation. Certains pays, dont le Canada, l'Australie et le Danemark ont fixé des prix plafonds. Ailleurs, et particulièrement dans les pays où un produit d'exportation domine l'économie nationale, comme c'est le cas pour le riz en Birmanie et en Thaïlande, les prix intérieurs à la consommation ont été indirectement contrôlés grâce à un système de taxes à l'exportation ou de monopole des exportations, qui faisait rentrer les bénéfices provenant de ces dernières dans les caisses de l'Etat ; en outre, l'approvisionnement intérieur était assuré par le contrôle quantitatif des exportations. De même au cours d'une campagne où le volume de la récolte de coton avait été d'une médiocrité imprévue, les Etats-Unis ont eu recours au contingentement des exportations pour maintenir les prix intérieurs très au-dessous des cours internationaux. Les taxes à l'exportation ont, dans différentes régions, et notamment dans certains pays d'Extrême-Orient, en Egypte et dans les territoires britanniques d'Afrique, été largement utilisées en période de boom pour assurer au Trésor une partie des profits exceptionnellement élevés, ainsi que pour lutter contre l'inflation et empêcher que les cultures d'exportations n'évincent les cultures vivrières. Enfin, lorsque le marché intérieur n'était pas isolé du marché international, les prix intérieurs à la consommation de produits d'exportation ont parfois été subventionnés (comme dans le cas des produits laitiers en Nouvelle-Zélande, par exemple).

Devant le fardeau représenté par les subventions et l'entretien d'un dispositif administratif complexe, un mouvement s'est amorcé vers le retour à la liberté des marchés, mais les progrès ont été très lents, avec bien des retours en arrière, particulièrement en Extrême-Orient où la pénurie aiguë de céréales alimentaires a continué de se faire sentir jusqu'à la récolte de 1952/53. La plupart des pays

ont maintenant renoncé — exception faite du Japon, par exemple, qui pratique encore le système des prix d'encouragement à la production — à contrôler la distribution et les prix à la consommation. En Amérique latine, les politiques destinées à empêcher l'inflation par le contrôle des prix à la consommation n'ont été adoptées qu'au cours de ces dernières années et sont encore en vigueur dans un certain nombre de pays, le Chili et le Mexique par exemple.

Le commerce extérieur des produits agricoles reste encore soumis dans une large mesure à un contrôle gouvernemental. C'est ainsi que de nombreux pays d'Europe et d'Extrême-Orient ont conservé le monopole des importations ou ont maintenu d'autres contrôles sur les denrées alimentaires essentielles, en partie pour des raisons concernant la balance des paiements et en partie pour stabiliser à la fois les prix à la consommation et les prix à la production en régularisant le niveau de l'offre. En fait, les programmes destinés à stabiliser les disponibilités et les prix, malgré les variations des récoltes, par le jeu des stocks gouvernementaux, deviennent de plus en plus pratique courante dans les pays d'Extrême-Orient dont les disponibilités de céréales alimentaires sont insuffisantes. L'augmentation récente des disponibilités a fourni l'occasion de commencer à constituer les réserves nécessaires dans certains pays. Bon nombre d'autres pays ont créé des organismes publics qui sont placés sous le contrôle conjoint des représentants des groupements commerciaux et agricoles et qui sont chargés de veiller à la commercialisation méthodique des produits, de délivrer des licences commerciales, de contrôler les disponibilités et, partant, de stabiliser les prix. En Allemagne occidentale par exemple, différents produits importés : céréales, sucre, viande et produits laitiers, doivent, avant de pouvoir être négociés sur les marchés intérieurs, passer par un organisme public d'importation, ce qui permet de contrôler à la fois l'époque et le volume de la distribution.

Le fardeau des subventions a été peu à peu allégé, en partie parce qu'on a laissé s'élever les prix à la consommation et en partie parce que les niveaux des prix mondiaux ont peu à peu baissé. Dans la mesure où le système est encore pratiqué, on a de plus en plus tendance à subventionner les producteurs plutôt que les consommateurs. C'est ainsi qu'au Japon, les subventions précédemment octroyées pour les importations de riz ont été reportées sur la production intérieure. Au Royaume-Uni, les prix et les revenus agricoles sont maintenus au moyen de paiements de compensation aux producteurs et on laisse les prix effectifs trouver leur pro-

pre niveau. Ainsi, les consommateurs bénéficient largement de la baisse des prix mondiaux.

Si le recul des prix mondiaux a eu pour effet d'alléger le fardeau des subventions dans les pays importateurs, il a, par contre, conduit de plus en plus à subventionner les exportations dans les pays où les prix intérieurs à la production avaient été garantis à un niveau qui s'est trouvé supérieur à celui des nouveaux cours mondiaux. Les exportations ne sont pas toujours directement subventionnées. Parfois, ce sont les pertes commerciales qui sont compensées. Ou encore les systèmes de taux de change multiples et variables constituent une forme voilée de subvention des exportations ; ils sont très répandus en Amérique latine, mais aussi dans certains pays d'autres régions — en Indonésie et en Thaïlande par exemple. Les gouvernements encouragent par ce moyen l'exportation de certains produits ou le choix de certaines destinations. Cependant, l'instabilité des prix à l'exportation, inhérente à cette méthode, peut parfois être de nature à décourager les acheteurs.

Les responsabilités financières de plus en plus lourdes qu'entraînent les subventions, ont également conduit les pays exportateurs à modifier les politiques de soutien des prix à la production : abaissement des niveaux de soutien, par exemple, comme aux Etats-Unis, ou suppression complète des garanties, comme l'ont fait le Pakistan pour le jute et le Brésil pour le coton.

D'autres pays ont limité les garanties de prix à une partie de la production totale — celle qui était nécessaire à la consommation intérieure par exemple — et laissé les disponibilités marginales subir le contre-coup des modifications intervenant dans la situation de l'offre et de la demande. C'est ainsi qu'en ce qui concerne le blé en France, et le blé et les produits laitiers en Australie, les garanties de prix portent sur le gros de la production totale, tandis que pour le reste, y compris tout ou partie des excédents exportables, le niveau des prix s'établit librement.

Les tentatives de stabilisation des prix à l'exportation n'impliquent pas toujours le recours aux subventions. Une autre méthode consiste à créer un fonds de stabilisation des prix, alimenté par le produit des taxes ou impôts qui frappent les exportations lorsqu'elles s'effectuent à un prix supérieur au niveau de soutien, et servant à subventionner les prix dans les périodes de dépression du marché international. Cette méthode est pratiquée en Australie pour le blé et les produits laitiers et dans la plupart des territoires britanniques et français d'Afrique pour les principaux produits d'exportation. Elle a pour effet d'isoler le prix à la produc-

tion, dans une mesure qui varie selon les pays, des fluctuations des prix mondiaux ; cependant, pratiquée comme elle l'a été parfois ces dernières années (en Côte-de-l'Or pour le cacao, par exemple), il se peut qu'elle n'ait pas encouragé les producteurs à accroître leur production autant que l'eût justifié la demande mondiale.

Tentatives internationales de stabilisation des prix

Les rigoureux contrôles exercés sur les marchés nationaux ont entraîné les gouvernements à intervenir de façon continue dans le commerce international, en partie afin de soutenir leurs politiques nationales, en partie pour combattre les effets des politiques d'autres pays. Les pays exportateurs, désireux de s'assurer des débouchés, ont pris contact avec les pays importateurs qui aspiraient à la stabilité des disponibilités et des prix. Ainsi ont été négociés un certain nombre d'accords commerciaux, bilatéraux ou multilatéraux, de types nouveaux.

Dans les premiers temps de l'après-guerre, les produits alimentaires essentiels dont il y avait pénurie étaient distribués conformément aux allocations fixées par le Conseil international de la crise alimentaire. Ainsi s'accrut la tendance à créer des monopoles gouvernementaux des importations et des exportations et l'habitude généralisée d'échanger les produits essentiels dans le cadre d'accords conclus de gouvernement à gouvernement. Dans leur forme la plus simple, il s'agissait de contrats à court terme, portant sur la livraison d'une quantité déterminée, à effectuer au cours d'une période d'un an ou moins, à un prix convenu d'avance, lequel était généralement un peu inférieur aux prix pratiqués ailleurs. Les prix pratiqués dans les accords de troc, conclus la plupart du temps entre deux pays à monnaie faible qui échangent deux produits essentiels à leur économie, sont en général sensiblement plus hauts que ceux du marché mondial. De tels accords permettent de tourner les difficultés suscitées par la pénurie de devises étrangères et sont pour la plupart à court terme. Les contrats à long terme, s'étendant sur plus d'une année, étaient en partie dictés par la même préoccupation. Les contrats passés par le Royaume-Uni avec des pays du Commonwealth visaient en outre à encourager l'accroissement de la production dans le pays exportateur ; en même temps, les prix un peu plus bas pratiqués dans ces contrats aidaient le pays importateur à prévenir l'inflation. Aux termes de tels contrats, les pays importateurs s'engagent à acheter des quantités déterminées, ou des quantités minima ou maxima, à des prix fixés à l'avance, qui sont soit expressément stipulés soit

calculés selon une méthode convenue, ayant pour effet de limiter les fluctuations et par conséquent de stabiliser les prix dans une certaine mesure. Le prix plus bas pratiqué dans beaucoup de ces contrats peut être considéré comme une prime consentie en échange de marchés garantis. Il offre aussi une certaine protection contre la possibilité que les prix se trouvent à des niveaux non concurrentiels à l'expiration du contrat. Tandis que le Royaume-Uni mettait peu à peu fin à ses contrats à long terme après le boom coréen et que les disponibilités devenaient plus abondantes, la Birmanie a conclu ces dernières années de nouveaux accords à long terme avec un certain nombre de pays afin de s'assurer des débouchés pour ses exportations de riz. Les prix ont été fixés à l'avance pour un certain nombre d'années selon un barème décroissant, mais la Birmanie s'est engagée à faire bénéficier ses partenaires de tout prix de faveur qu'elle accorderait à un autre pays quel qu'il soit. Cette clause pourrait entraver la commercialisation d'autres quantités excédentaires ou éliminer la garantie de prix offerte par les contrats. Un accord de troc à long terme caoutchouc-riz, conclu entre Ceylan et la Chine, stabilise les prix de ces deux produits à des niveaux supérieurs à ceux du marché mondial ; la nécessité de s'ajuster aux marchés mondiaux pourrait soulever quelque difficulté à l'expiration du contrat. Lorsqu'il existe des arrangements à long terme, la production et les prix tendent à évoluer en fonction d'un marché donné, indépendamment de la situation des marchés mondiaux, en particulier si la commercialisation de la totalité ou d'une grande partie des excédents a lieu sous contrat.

Les efforts internationaux de stabilisation ont également donné certains résultats au cours de l'après-guerre. Les nouveaux accords conclus dans cette période : Accord international sur le blé et Accord international sur le sucre, sont plus concrets et plus précis que les ententes en matière de produits conclues à d'autres époques et, ce qui n'était pas le cas pour certaines de celles d'avant-guerre (sur le caoutchouc et le thé, par exemple), comprennent les importateurs aussi bien que les exportateurs. Aux termes de l'Accord international sur le blé, les fluctuations de prix sont admises dans certaines limites, les exportateurs étant tenus d'offrir des quantités déterminées au prix maximum autorisé, et les importateurs d'acheter au prix minimum les contingents qui leur sont alloués. Les ventes hors contingent sont suffisantes pour déterminer un prix mondial effectif. L'Accord international sur le sucre se fonde sur un système de contingents d'exportation qui varient selon les fluctuations du prix du marché.

Aide directe à la production

Il a déjà été question de la tendance à l'inflation que provoquent parfois les stimulants de prix mais ce genre de politique présente un certain nombre d'autres défauts qui lui sont, semble-t-il inhérents. Si, par exemple, on ne veille pas très attentivement à ajuster les prix relatifs des différents produits agricoles, l'accroissement de la production risque de se faire de manière assez peu sélective et ne se concentre pas forcément sur les produits dont le besoin se fait le plus sentir. Dans des pays où, comme aux Etats-Unis, l'on dispose de données économiques et statistiques très nombreuses sur les réactions précédentes de la production aux changements des prix, cette méthode peut être utilisée avec une plus grande certitude. Il a fallu, dans certains cas, recourir à la propagande et même donner des directives pour orienter la production dans le sens voulu.

L'un des principaux arguments avancés en faveur des stimulants des prix est qu'ils mettent l'exploitant en mesure de financer, grâce au surcroît de bénéfice qu'il réalise, l'amélioration de son équipement ou de ses méthodes techniques. Mais ce surcroît de bénéfices risque de ne pas être suffisant lorsqu'il s'agit d'un petit exploitant qui en aura peut-être le plus besoin, alors qu'un autre exploitant, qu'il laisse indifférent, sera peut-être trop rebelle au progrès technique pour profiter de l'occasion d'améliorer son exploitation que lui offre l'augmentation de son revenu. En outre, cette politique est illogique en ce sens que l'élévation des prix n'a d'autre résultat que d'accroître les bénéfices des exploitations qui étaient déjà rentables aux anciens prix avec une production voisine de leur capacité maximum.

Au cours des premières années d'après guerre, la nécessité de développer la production était si urgente dans nombre de pays qu'il a fallu passer outre à ces inconvénients. Par la suite, lorsque la charge que constituait le financement des prix d'encouragement devint de plus en plus lourde on chercha des méthodes moins onéreuses et plus efficaces. Elles consistèrent principalement à fournir aux exploitants un encouragement direct destiné à leur permettre d'améliorer leur équipement et leur technique sans élever les prix. Une de ces méthodes, dont il a déjà été question, consistait à améliorer les moyens de crédit. D'autres comportaient des mesures destinées à abaisser le prix payé par les exploitants pour certains biens nécessaires à la production, ou à fournir directement des subventions pour tel ou tel genre de travaux agricoles.

C'est ainsi que de nombreux pays ont subventionné certains moyens de production, notamment les engrais, les machines agricoles et le carburant. Dans certains ces subventions ont eu un caractère assez passager ; c'est ainsi qu'une pratique couramment suivie par certains gouvernements d'Amérique latine consiste, afin d'amorcer l'essor de la mécanisation de l'agriculture, à vendre à prix réduit un nombre limité de machines agricoles. Dans d'autres pays, comme le Royaume-Uni (engrais) et l'Italie (carburant pour machines agricoles), ces subventions sont devenues des éléments permanents des programmes destinés à élever le niveau de la production et des revenus agricoles. L'Inde a mis en vigueur une subvention pour l'achat d'engrais, dont le taux va décroissant chaque année ; il s'agit d'une part d'encourager les agriculteurs à augmenter suffisamment leur production pour qu'ils puissent ultérieurement payer leurs engrais au prix normal et, d'autre part, de faciliter la création d'une industrie indigène d'engrais en lui assurant une exploitation rentable ; ce système s'est avéré si efficace qu'il a déjà fallu augmenter dans une mesure importante la production d'engrais. Il convient de mentionner également dans cette catégorie les nombreux systèmes de subventions à l'achat, et même de fournitures gratuites, de semences améliorées, de matériel destiné à la plantation, etc., ou encore de fournitures de semences améliorées en échange d'une quantité égale de graines tirées de la récolte du bénéficiaire ; cette façon de procéder, outre qu'elle constitue une aide directe à l'expansion agricole, facilite également la vulgarisation des connaissances techniques.

Les subventions ou les dons pour l'exécution de travaux agricoles déterminés se trouvent sous leurs formes perfectionnées au Royaume-Uni, par exemple, pour le labourage de prairies qui n'ont pas été cultivées depuis plusieurs années, et aux Etats-Unis pour certains travaux de conservation des sols. L'assistance peut aussi se donner sous une forme moins directe, par l'intermédiaire de services subventionnés, pools de machines agricoles, insémination artificielle, lutte antiparasitaire, consultations techniques, par exemple. Dans ce cas, les dépenses engagées par le gouvernement se traduisent directement par une amélioration des méthodes d'exploitation ou par l'élévation du niveau technique qui entraînent à leur tour l'augmentation de la production ou des revenus.

L'expérience déjà acquise dans l'application de ces aides directes à la production a démontré qu'elles sont moins onéreuses que celle qui consiste à octroyer des prix d'encouragement et donne à

penser qu'elles peuvent faire l'objet d'une application beaucoup plus étendue et être assouplies. Elles ont jusqu'à présent été utilisées dans la plupart des pays pour compléter la politique générale de prix d'encouragement, mais les changements intervenus dans la situation de l'agriculture leur ont donné une importance accrue, et l'on se rend mieux compte actuellement de leur efficacité pour le maintien des revenus agricoles, pour des raisons d'ordre social, par exemple, ou pour le développement sélectif de la production lorsque l'offre est relativement abondante. Elles peuvent même, lorsqu'il n'est plus possible de continuer à garantir les prix, constituer une solution de rechange acceptable aux politiques d'encouragement des prix dans les conditions du marché libre.

Politique des prix et problèmes de commercialisation

Parallèlement à l'évolution de la politique des prix en fonction des fluctuations de la situation agricole mondiale, l'attitude observée vis-à-vis des problèmes de commercialisation s'est sensiblement modifiée. Tout d'abord la nécessité urgente d'accroître la production à la suite des pénuries engendrées par la guerre a fait passer au second plan l'amélioration de la commercialisation. Les gouvernements, tout en n'ignorant pas que les stimulants de prix, absorbés dans le circuit commercial, risquaient parfois de ne pas parvenir jusqu'à l'exploitant, ont préféré prendre les systèmes de commercialisation tels qu'ils existaient et les cristalliser dans leur forme d'avant-guerre, plutôt que de chercher à y apporter des améliorations qui auraient pu se heurter à des résistances de la part des commerçants. Ce fut particulièrement le cas dans les pays sous-développés où des méthodes de commercialisation inefficaces vont souvent de pair avec un régime foncier rétrograde et des moyens de crédit insuffisants. La réduction des marges commerciales peut contribuer à maintenir les revenus agricoles tout en permettant aux consommateurs de bénéficier de la baisse générale des prix agricoles relatifs. Depuis quelques années, la plupart des pays s'attachent davantage, afin d'augmenter l'efficacité des systèmes commerciaux, à perfectionner la législation ainsi que l'allocation de ressources financières et techniques plus grandes.

D'une façon générale, les produits ont fait l'objet d'un traitement très différent selon qu'ils étaient destinés à l'exportation ou à la consommation intérieure. Dans le premier cas, ils sont soumis directement à l'influence des acheteurs sur les lieux de destination et doivent se conformer de

très près aux normes fixées par la concurrence et aux conditions requises. Alors que la commercialisation des produits exportés aux Etats-Unis ou en Europe occidentale est influencée par les normes en vigueur dans ces pays, l'efficacité des systèmes commerciaux intérieurs est extrêmement variable.

Dans les pays développés, on a assisté au cours des dix dernières années à l'amélioration de l'économie de la main-d'œuvre et du commerce de détail. Aux Etats-Unis, la mécanisation de la manutention et la vente au détail d'après le système du *self service* sont allées de pair avec la centralisation de la vente de la plupart des produits ménagers dans des endroits d'accès commode. Les détaillants de denrées alimentaires ont, en même temps, en améliorant le classement par qualités, l'emballage, la propreté des marchandises et en vendant des produits tout préparés pour la cuisson, et même à moitié cuisinés, accru notablement les commodités offertes à la clientèle. L'extension rapide qu'ont prise les méthodes de congélation et la vente de produits alimentaires maintenus à basse température dans des emballages spéciaux a prolongé la durée de la période de vente et amélioré la qualité des denrées périssables, animales et végétales, au lieu de consommation. Mais la multiplication des services offerts au consommateur a tendu à accroître la marge de distribution, et les consommateurs des Etats-Unis n'ont bénéficié que dans une très faible mesure de l'abaissement des prix des denrées alimentaires survenu au niveau de la production depuis 1952. Le très gros volume de vente réalisé par certaines entreprises leur a permis de s'approvisionner directement chez le producteur sans passer par les grossistes et les intermédiaires. La décentralisation est surtout marquée dans le commerce des viandes. D'importantes chaînes d'épicerie ont créé leurs propres services d'achats, notamment pour les légumes et les fruits frais. Bien qu'ils se déplacent dans une certaine mesure vers des centres moins congestionnés, les marchés de gros ne cessent de perdre de l'importance.

En Europe occidentale, certaines économies issues des programmes de rationalisation du temps de guerre ont été maintenues au Royaume-Uni, par exemple, en matière de distribution du lait. Malgré l'assouplissement des contrôles, aucun essai sérieux n'a été tenté pour reconstituer l'ancien système de livraison au détail avec ses circuits qui faisaient double emploi. L'abandon du contrôle des prix en faveur des paiements de compensation à l'échelon de la production a permis aux marchés de refléter librement les préférences du consommateur en assurant aux producteurs et aux

commerçants un bénéfice différent suivant la faveur dont jouissaient certains produits. De la sorte, la demande du consommateur pour les différentes catégories de viande, d'œufs et de céréales est clairement définie au Royaume-Uni. Depuis la fin du rationnement et du contrôle des circuits commerciaux, on a recommencé à s'intéresser à l'étude de la demande du consommateur et aux techniques de vente.

Dans un grand nombre de pays, la nécessité de processus de commercialisation rationnels a conduit à la création d'organismes officiels, fonctionnant sous le contrôle commun de représentants des commerçants et des exploitants, et qui ont reçu pleins pouvoirs pour réglementer les procédures commerciales, octroyer les licences de vente, inspecter les locaux commerciaux, contrôler les mouvements des marchés et aiguiller les disponibilités vers les usages les plus opportuns. Dans la plupart des cas, le principal objectif de ces organismes est la stabilisation des prix ; ils justifient leur activité vis-à-vis du consommateur en cherchant également à améliorer les normes de qualité et l'efficacité des circuits commerciaux.

Certaines des applications les plus intéressantes de ce système ont été effectuées en Asie, où des gouvernements ont eu largement recours à des organisations officielles et coopératives pour mettre en œuvre les politiques d'achat gouvernementales, et leur confient maintenant la tâche de libérer les paysans de la servitude financière à l'égard des marchands locaux. La Fondation du Coprah, dont l'activité s'exerce sur les îles situées au large de l'Indonésie, encourage les achats directs aux coopératives de séchage plutôt qu'aux intermédiaires du commerce. L'organisation de commercialisation ACCFA est en train de construire, aux Philippines, ses propres usines et ses propres entrepôts. Des programmes de crédit et d'entrepôt coopératifs sont actuellement examinés ou en cours de réalisation dans ces pays, afin de venir en aide aux producteurs dont la situation financière est difficile et de les libérer ainsi de l'obligation de vendre aussitôt après la récolte.

Dans un grand nombre de pays, c'est principalement grâce aux coopératives agricoles de commercialisation que les exploitants ont pu défendre les prix de leurs produits. En Californie, il n'est pas rare que les coopératives spécialisées dans les fruits et les noix groupent jusqu'à 85 pour cent des producteurs. La centralisation des ventes par un organisme unique donne au petit producteur qui, isolé, serait désarmé, une puissance égale à celle d'un demi-monopole. Aux Etats-Unis et dans les pays scandinaves, les coopératives de commer-

cialisation se substituent fréquemment à tous les circuits des grossistes et réduisent ainsi sensiblement la part des intermédiaires dans le prix payé par le consommateur. Grâce à l'appui des autorités, les coopératives de commercialisation se sont multipliées en Afrique et en Extrême-Orient.

L'incapacité des producteurs à fixer et à maintenir des normes de qualité reconnues a été l'une des causes principales des marges commerciales élevées qu'on enregistrait sur les marchés mal organisés. En mettant au point le Programme laitier de Bombay, le gouvernement est intervenu directement pour augmenter les disponibilités en lait de première qualité, ainsi qu'en lait « dosé » à moindre teneur de matières grasses, à des prix beaucoup plus réduits, et pour assurer une distribution peu onéreuse. En Thaïlande, un centre de perfectionnement de classification des riz, établi par la FAO, a appris à des travailleurs locaux à introduire et à faire vendre des qualités améliorées. L'application de normes de qualités aux céréales a parfaitement réussi lorsque le bénéfice du soutien des prix et l'octroi de crédits sur stocks ont été réservés aux producteurs de denrées répondant à spécification de qualité.

La mise en œuvre, à des points stratégiques, de moyens modernes d'emballage, de nettoyage et d'entreposage ont mis les pays du Proche-Orient en mesure de créer de nouveaux marchés d'exportation de fruits secs et de céréales. La nouvelle installation d'emballage des viandes créée en Ethiopie constitue une démonstration des investissements et des constructions nécessaires pour permettre aux produits de ces pays de parvenir en bon état aux marchés éloignés. Les pays tropicaux du continent américain ainsi que les pays producteurs de riz de l'Asie sont en train de réaliser d'importants programmes de construction. Les marchés des fruits et légumes et des poissons de Hong-kong constituent des exemples remarquables d'organisations efficaces de commercialisation locale, fondées sur l'utilisation de locaux d'étalage et de magasinage, de véhicules de transport et de méthodes de détermination des prix par vente aux enchères ; elles ont permis de verser au producteur une part beaucoup plus importante du prix de détail.

Outre la création d'un système de renseignements sur la situation du marché des produits forestiers et le perfectionnement des classifications de qualité, les conditions et moyens de commercialisation des bois ont fait de grands progrès. L'amélioration des méthodes de production et des moyens de stockage a accru la valeur des produits à vendre ; alors qu'avant la guerre d'importants

tonnages de bois étaient détériorés parce que les moyens de stockage étaient mal conçus, voire inexistants, les nouveaux systèmes rationnels d'entreposage ont considérablement réduit les détériorations et les pertes.

AMÉLIORATION DES SERVICES AGRICOLES OFFICIELS

Services de vulgarisation

L'après-guerre a vu se produire un événement qui présente une importance vitale pour le progrès de l'agriculture : la création, dans un grand nombre de pays, de services de vulgarisation autonomes. L'éducation des exploitants n'avait eu jusqu'alors, sauf dans un petit nombre de pays avancés, qu'un caractère très limité et elle était menée conjointement avec des travaux de recherches, l'élaboration de règlements, etc. Lorsque la vulgarisation ne constituait qu'un élément secondaire des tâches administratives des ministères de l'agriculture ou qu'une partie de l'activité des chercheurs et des instructeurs, on ne pouvait consacrer les efforts nécessaires pour réussir à modifier la routine des agriculteurs. Il existe maintenant, dans la plupart des pays, des services de vulgarisation autonomes parvenus à des stades de développement différents. Il reste maintenant à augmenter l'efficacité et le nombre de ces services, de façon à toucher directement chaque exploitant et, lorsque le service dispose d'un personnel et de moyens financiers suffisants, à fournir des conseils techniques dans tous les domaines du développement agricole.

Un autre événement d'importance, particulièrement en Extrême-Orient, a été l'élargissement des systèmes de vulgarisation. L'agriculture en demeurait l'objectif principal, mais une place était réservée à la coordination de l'enseignement agricole et des services sanitaires, etc., destinés à la population rurale. Ces systèmes se différencient des services traditionnels de vulgarisation agricole qui dépendent des ministères de l'agriculture. L'élargissement de leur champ d'action a été provoqué par les causes suivantes : (i) la nécessité d'aborder simultanément les problèmes de production alimentaire, d'hygiène, d'instruction élémentaire, etc. ; (ii) la nécessité de tirer le meilleur parti des ressources humaines et matérielles disponibles ; (iii) l'absence, dans un grand nombre de pays, de moyens non officiels d'amélioration rurale. Les programmes de développement des collectivités mis en œuvre en Inde, au Pakistan et dans plusieurs autres pays constituent un

exemple de cette évolution. Afin de permettre aux services agricoles, sanitaires et autres de toucher chaque ferme et chaque village, ces pays constituent à l'échelon du village des groupes de travailleurs à activités multiples, composés de ruraux possédant une certaine instruction et spécialement formés et dirigés pour remplir des tâches éducatives déterminées. Ainsi, un petit nombre de travailleurs ayant reçu une formation technique en divers domaines peuvent transmettre leurs connaissances à des milliers d'exploitants et de villageois.

Les progrès des services de vulgarisation ont, faute de personnel entraîné, été beaucoup plus lents dans le domaine des forêts. En outre, les rares techniciens compétents sont concentrés pour la plupart dans les grandes villes. Certains pays entreprennent actuellement, sous la direction de la FAO et grâce à l'aide procurée par son programme d'assistance technique, de créer des écoles de forestiers et des bourses en faveur des étudiants originaires de petits pays.

Un autre fait d'importance en matière de vulgarisation après la guerre a été la reconnaissance croissante du rôle imparté aux femmes et à la jeunesse dans le progrès rural. Les Clubs 4H aux Etats-Unis et les Clubs de jeunes fermiers au Royaume-Uni ont été les précurseurs d'une évolution mondiale du travail de la jeunesse rurale. Depuis la guerre, ces mouvements ont gagné l'Amérique latine et l'Extrême-Orient. Si les services de vulgarisation de l'économie domestique sont encore dans l'enfance, sauf aux Etats-Unis et dans un petit nombre d'autres pays, on en reconnaît la nécessité et des résultats encourageants ont été obtenus dans toute l'Europe septentrionale ainsi que dans d'autres régions.

La vulgarisation des méthodes de commercialisation en tant que service public cohérent n'existe pratiquement qu'en Amérique du Nord. Aux Etats-Unis, la loi de 1946 sur la commercialisation et les recherches en cette matière a octroyé une aide financière assez importante aux projets de recherches sur la commercialisation qui présentaient un intérêt immédiat pour améliorer l'efficacité de la commercialisation agricole. En 1954, le service de la vulgarisation des Etats-Unis comptait plus de 300 spécialistes qui donnaient, dans différents collèges d'agriculture et d'économie domestique, des conseils sur tous les aspects du processus de la commercialisation.

Ailleurs, les organisations auxquelles ont été confiées des tâches de vulgarisation et d'enseignement ont eu tendance à s'intéresser moins à la commercialisation qu'aux autres aspects de

l'agriculture. La principale difficulté vient de ce que les services de commercialisation débordent nécessairement le cadre de la ferme et couvrent toute la chaîne des intermédiaires qui va de l'exploitant au consommateur et sur laquelle l'exploitant n'a aucun moyen d'action. C'est pour cette raison qu'à l'exception de l'Amérique du Nord, la vulgarisation en matière de commercialisation n'a atteint son plein développement que dans les pays où, comme au Danemark, les coopératives agricoles contrôlent effectivement les derniers stades de la commercialisation, évaluent les incidences des problèmes relatifs au traitement, au transport et à la vente, et sont donc en mesure d'orienter l'activité de leurs membres dans un sens favorable à l'équilibre rationnel des intérêts du commerce et de la production.

L'organisation de la vulgarisation ou l'amélioration des services existants a été en grande partie stimulée par l'assistance technique fournie par la FAO, la FOA et diverses fondations privées. La FAO a organisé des réunions et des centres de perfectionnement régionaux qui ont incité les pays membres à développer et à perfectionner leurs services de vulgarisation. L'Institut inter-américain des Sciences agricoles a effectué des recherches sur les méthodes de vulgarisation et organisé, dans toutes les Républiques de l'Amérique latine, des centres de perfectionnement à l'intention des agents de vulgarisation. Les programmes bilatéraux des Etats-Unis ont fourni une assistance technique directe dans ce domaine ; ils ont en outre donné lieu à l'établissement, entre les différents gouvernements et les collèges d'agriculture des Etats-Unis, d'une série d'accords aux termes desquels ces derniers fournissent le personnel nécessaire pour créer et faire fonctionner des écoles d'agriculture, des stations expérimentales et des services de vulgarisation nationaux. Il semble qu'on puisse attendre de ces accords que du personnel qualifié et des moyens de recherche finiront par être fournis de manière que le développement agricole puisse se poursuivre dans les pays participants.

Recherche agricole

Les progrès réalisés depuis la guerre en matière de recherche agricole ont été extrêmement rapides dans un grand nombre de pays. Mais la pénurie de personnel qualifié et l'absence de moyens de recherche sont, dans les pays sous-développés, demeurés des obstacles très importants. L'inégalité des progrès accomplis suivant les pays a été partiellement comblée par la mise en œuvre, à une

échelle inconnue avant la guerre, de programmes d'échange de documents sur la recherche et par l'organisation de voyages d'études et de stages de perfectionnement de techniciens dans divers pays. Ces échanges ont mis en évidence certaines lacunes et plusieurs pays ont pris les premières mesures pour donner à leur recherche agricole un niveau scientifique convenable, en se fondant sur des travaux méthodiques tenant compte des conditions particulières dans lesquelles il se trouvent.

Aussitôt les hostilités terminées, les pays européens qui avaient directement souffert de la guerre se sont trouvés devant la tâche difficile mais urgente de la reconstitution de leurs moyens de recherche. Il fallait réunir un personnel spécialisé, rétablir des contacts avec les chercheurs des autres pays et se procurer un nouvel équipement ; c'est pourquoi un nombre d'institutions européennes de recherche agricole, parmi les plus importantes, n'ont pas été en mesure de reprendre leur activité avant un certain temps. Les vastes programmes de relèvement d'après-guerre ont fourni de l'équipement, des ouvrages techniques et même, dans certains cas, des fonds pour la reconstruction des moyens de recherche agricole sinistrés en Europe. En Asie, et particulièrement en Chine, en Corée, et dans une moindre mesure au Japon, la situation d'après-guerre était sensiblement la même. Là aussi, les programmes de relèvement ont contribué à donner à la recherche une base plus saine.

Les pays avancés qui n'avaient pas été touchés directement par les opérations militaires se trouvaient dans une situation un peu analogue. En Amérique du Nord, le personnel qualifié était dispersé, un grand nombre de programmes de recherches avaient été interrompus en faveur de tâches urgentes, l'équipement était complètement usé et souvent impossible à remplacer. Mais les organismes de recherches de ces pays se relevèrent rapidement.

Après la guerre, de nombreuses techniques nouvelles, comme celle de l'emploi d'isotopes radioactifs, ouvrirent de nouveaux champs d'action. Ces techniques ont progressé si rapidement que les chercheurs dans le domaine agricole s'aperçurent qu'il était absolument nécessaire de trouver de meilleures méthodes afin de faciliter la coopération internationale entre ceux qui travaillent dans des domaines analogues. A mesure que la recherche agricole est devenue plus complexe et plus onéreuse, les pays se sont efforcés de plus en plus de coordonner les programmes de recherche, aussi bien sur le plan national que sur le plan international. Cette tendance s'est fait jour tout parti-

culièrement en Europe où, après plusieurs années de discussions, la FAO a constitué dans le cadre du Comité européen d'agriculture un sous-comité spécialement chargé de la recherche agricole. En Europe, on a également manifesté un intérêt grandissant en faveur des voyages d'études des techniciens de la recherche et des échanges internationaux d'informations sur les projets en cours. En Extrême-Orient, la Commission internationale du riz de la FAO a encouragé l'organisation d'un vaste projet d'hybridation du riz qui intéresse tous les pays producteurs de cette céréale. C'est là un exemple frappant de coordination des recherches dans un seul domaine, et dont un grand nombre de pays tirent profit.

Dans nombre de pays sous-développés, on s'est intéressé davantage à la recherche agricole lorsque l'on s'est mieux rendu compte des avantages que pouvait tirer un pays de la mise en œuvre de son propre programme de recherches. En Irak, par exemple, on a étudié la création d'une administration entièrement nouvelle de la recherche agricole, qui est en cours de réalisation avec l'aide d'experts de l'assistance technique. En Amérique centrale, la FAO organise une réunion d'administrateurs de la recherche qui étudieront les moyens de renforcer l'organisation de cette branche d'activité. Comme dans le cas des travaux de vulgarisation, les programmes d'aide technique des Nations Unies et des institutions spécialisées, ainsi que ceux des Etats-Unis et du Plan de Colombo, ont favorisé le développement de la recherche agricole. Cependant, la formation des techniciens constitue encore la pierre d'achoppement d'une organisation efficace de la recherche. Les experts de l'assistance technique ont, dans un grand nombre de cas, surmonté cette difficulté en donnant un certain enseignement sur le terrain, mais de nombreux pays ont encore beaucoup à faire dans ce domaine. Les programmes de bourses peuvent assurer un précieux complément de formation à l'étranger, et les boursiers qui ont regagné leur pays commencent à participer à la recherche agricole.

Commercialisation agricole

Il y a plusieurs dizaines d'années que certains pays de l'hémisphère occidental possèdent des services officiels de commercialisation agricole qui complètent et facilitent la tâche des organismes privés. En Amérique du Nord, et particulièrement aux Etats-Unis, l'établissement de rapports officiels sur les marchés, les récoltes et les perspectives de la situation a atteint un degré qui touche à la perfection. Récemment, la gravité de

la situation créée par le problème des excédents a incité les organismes officiels des Etats-Unis à mettre l'accent sur la découverte d'utilisations et de débouchés nouveaux et à orienter et encourager la recherche technologique dans ce sens.

En Europe, des organismes intergouvernementaux ont entrepris de mettre en œuvre des programmes destinés à faciliter la commercialisation des produits agricoles. En 1950, la Commission économique pour l'Europe a constitué un Groupe de travail de la normalisation des denrées périssables qui a étudié, en collaboration avec la FAO, des propositions de normalisation du commerce des fromages et des œufs, ainsi que des projets de normes de catégories et de contrôle de qualité pour les fruits et légumes. Un projet d'accord contenant des clauses applicables en Europe sur la normalisation du commerce et le contrôle des fruits et légumes frais faisant l'objet d'un commerce international a été soumis aux gouvernements, et des recommandations ont été formulées sur la qualité minimum des pommes de terre et des agrumes. La normalisation des conditions de vente des céréales et des agrumes est à l'étude. L'OECE s'intéresse elle aussi de plus en plus à l'amélioration des services de commercialisation en Europe. La création d'un service européen de renseignements sur le marché des fruits et légumes présente un intérêt tout particulier.

Certains gouvernements du Proche-Orient et de l'Extrême-Orient s'intéressent de plus en plus aux divers aspects de la commercialisation : rassemblement, classement et publication de renseignements commerciaux et détermination de qualités et de normes. Le Gouvernement turc a institué un Bureau de la normalisation au Ministère de l'économie et du commerce. La priorité est accordée aux produits agricoles exportables, mais on espère que le programme actuel de normalisation et d'inspection sera étendu progressivement aux principaux produits agricoles du pays.

En Inde, la Direction de la commercialisation et de l'inspection a poursuivi la publication d'études sur la commercialisation de produits déterminés. Le classement par qualité institué par la loi de 1937 relative aux produits agricoles (classement par qualité et commercialisation) a été étendu à un certain nombre de denrées : huiles végétales, beurre, fruits, produits fruitiers et œufs. De plans sont à l'étude pour améliorer les renseignements commerciaux par la création d'un service central d'informations sur le marché.

Avec les « marchés réglementés » de l'Inde, disparaissent les aspects les plus primitifs du marchandage. Les autorités commerciales y contrô-

lent les poids et mesures, déterminent les frais ainsi que les normes sanitaires et fournissent des renseignements sur les prix et le volume des transactions entre les marchés. Aux termes d'une législation nouvelle, une monnaie basée sur le système décimal, ainsi que des poids et mesures uniformes, seront mis en vigueur. Au Pakistan, le Ministère de l'agriculture a entrepris de préparer et de publier des rapports et des études sur la commercialisation. Avant d'instituer un système de classification de la laine par qualité, il a publié un manuel sur ce sujet. En Thaïlande, le gouvernement vient de charger une commission d'étudier les moyens de contrôler la qualité des produits d'exportation thaïlandais et de déterminer un classement par qualité. L'institution d'un système objectif de classement par qualité fondé sur des descriptions écrites est à l'étude. A Ceylan, le Département de la commercialisation a développé ses services d'information commerciale et de publicité sur les produits locaux ; le principal organe d'information est le « Marketing Intelligence », circulaire mensuelle qui tire à une quinzaine de milliers d'exemplaires.

Des projets de définitions pour le classement normalisé du riz par qualité à l'échelon international ont fait l'objet de discussions au cours de réunions organisées en 1953 et 1954 par la FAO à Bangkok et à Rangoun, et chargées d'étudier les problèmes économiques du riz.

En Libye, un conseiller de la FAO a collaboré à l'établissement d'une loi stipulant que tous les agrumes destinés à l'exportation devaient être triés, nettoyés, classés par qualité et emballés conformément à des normes de qualité acceptables pour l'exportation ; le vote de cette loi a eu pour résultat de faire vendre la récolte 1953/1954 à l'exportation à un prix environ deux fois plus élevé que celui de l'année précédente, tout en ne nécessitant que des investissements relativement peu importants pour l'achat d'équipement d'emballage et de triage. Dans un grand nombre de territoires africains, l'institution, pour les produits agricoles importants pour l'exportation, de normes de classement qui s'accompagnent de l'octroi de primes élevées à la qualité, a provoqué une amélioration très sensible des produits. Dans la Nigeria par exemple, la proportion d'huile de palme entrant dans les achats d'huiles alimentaires de qualité spéciale rose est passée de 1 pour cent en 1950 à 50 pour cent en 1953.

Dans le domaine des forêts, des centres et services d'informations commerciales ont été créés ou sont en cours de création dans la plupart des pays du monde ; ils sont ou bien rattachés au ser-

vice des forêts ou bien placés sous l'égide d'organisations commerciales et industrielles. L'économie forestière de la plupart des pays exige aujourd'hui des services d'informations commerciales plus perfectionnés et une meilleure compréhension de leur utilité par le public. A ces progrès ont aussi contribué la création d'organisations de commercialisation et l'institution de règles de classement par qualité pour des espèces qui n'ont été introduites sur le marché qu'après la guerre, et notamment pour les feuillus d'Asie, d'Afrique

et d'Amérique latine. Parallèlement, des règles de classement par qualité, anciennes et souvent périmées, relatives à des espèces commerciales traditionnelles d'Europe et d'Amérique du Nord, ont été révisées et améliorées de façon à mieux correspondre aux conditions actuelles. Cette tâche a été entreprise par des experts des services forestiers nationaux ou des institutions de recherches, ou encore par des techniciens spécialement engagés pour élaborer ou réviser les systèmes de classement par qualité.

Chapitre IV - PROGRÈS DE LA TECHNOLOGIE AGRICOLE ET RATIONALISATION DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES

AGRICULTURE

Les progrès de la technologie agricole et de la mise en valeur des ressources naturelles sont généralement difficiles à discerner et encore plus difficiles à mesurer, d'une année à l'autre. C'est la raison pour laquelle *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* donne habituellement peu de renseignements sur cette question fondamentale. Le bilan des résultats obtenus au cours des dix dernières années a toutefois permis de combler cette lacune dans la mesure où les faits connus s'y prêtent et l'évolution dans ce domaine peut être retracée, au moins en partie, malgré l'insuffisance des informations dont nous disposons.

Exploitation et aménagement des eaux

Les plans tendant à améliorer l'exploitation et l'aménagement des eaux ont joué un rôle prépondérant dans la lutte menée au cours des dix années d'après-guerre pour accroître la production alimentaire et agricole. Dans les zones arides et semi-arides comme celles du Proche-Orient, de certaines parties de l'Amérique latine, de l'ouest des Etats-Unis et de l'intérieur de l'Australie, l'objectif principal a été d'ouvrir à la culture des zones consacrées jusque-là à un pâturage extensif ou même des terres désertiques. Dans l'Asie du Sud-Est, soumise au régime des pluies abondantes, mais saisonnières, de la mousson, l'effort essentiel a porté sur la régularisation de l'alimentation en eau pour remplacer l'irrigation par submersion pratiquée pendant la période traditionnelle de culture; certaines mesures ont également été prises pour assurer l'irrigation des cultures pendant la saison sèche. Dans les régions humides et semi-humides qui reçoivent des pluies toute l'année, comme le nord-ouest de l'Europe et l'est des Etats-Unis,

l'irrigation complémentaire par aspersion a suscité un vif intérêt. Dans plusieurs régions, l'effort principal a porté sur la lutte contre les inondations, le drainage et la lutte contre la saturation du sol en eau et l'excès de salinité des terres.

La mise en valeur des ressources en eau a progressé de manière inégale, mais un certain nombre de pays importants ont enregistré des résultats considérables au cours des dix dernières années. Les progrès ont été peu apparents au cours des cinq premières années, sauf dans les régions où l'influence de la guerre sur le développement économique avait été faible — notamment dans les deux Amériques — mais les événements ont montré ultérieurement que cette période fut marquée par un actif travail de préparation. Pendant la seconde moitié de cette période, l'œuvre de mise en valeur commença à prendre de l'ampleur dans de nombreux pays.

Les progrès de loin les plus frappants ont été réalisés dans certains pays d'Extrême-Orient où les programmes tendant à exploiter plus complètement les abondantes ressources en eau pour les besoins de l'agriculture, ont connu un essor exceptionnel. La chose est importante non seulement en raison des effets directs de l'irrigation sur le rendement des cultures, mais aussi parce que la régularisation de l'alimentation en eau assure une base économique bien meilleure aux progrès de la technique agricole, notamment par l'emploi d'engrais, de semences de meilleure qualité et le perfectionnement des pratiques culturales. C'est ainsi que la mise en valeur des ressources en eau est à la pointe des efforts entrepris pour accroître le rendement des cultures en Inde, où le programme d'irrigation est probablement le plus vaste du monde, puisqu'il vise à doubler la superficie irriguée qui atteignait déjà près de 20 millions d'hectares avant la guerre en moins de vingt ans. La construction d'ouvrages d'irrigation n'avait

pour ainsi dire pas progressé jusqu'en 1951, mais, au cours des trois premières années du plan quinquennal, la superficie irriguée s'est accrue de plus de 3 millions d'hectares et 5 millions d'hectares environ auront été ouverts à l'irrigation au 1^{er} mars 1955. Le Pakistan a également entrepris un certain nombre de programmes d'envergure et, bien qu'il soit encore trop tôt pour obtenir des chiffres précis, les travaux effectués au cours de ces dix années pourraient se solder par un gain de l'ordre de 750 000 à 1 million d'hectares. En Thaïlande, un programme d'irrigation, dont l'application se poursuit régulièrement, a permis d'irriguer, de 1947 à 1955, 400 000 hectares supplémentaires, soit un gain de près de 70 pour cent. Dans les autres pays d'Extrême-Orient, les programmes d'irrigation ont été beaucoup moins vastes et, dans certains d'entre eux, le stade de la construction des ouvrages n'a pas encore été atteint, mais dans l'ensemble de la région, la superficie irriguée s'est probablement accrue de 6 à 7 millions d'hectares pendant les dix dernières années.

Dans de nombreux pays du Proche-Orient, des programmes de grande et de moyenne envergure sont en cours, mais les progrès ont été assez inégalement répartis. Il est possible qu'à la fin de ces dix années, la superficie irriguée, qui était de l'ordre de 11 millions d'hectares, se soit accrue de près d'un demi-million d'hectares. Quelques programmes importants ont été exécutés dans le secteur méditerranéen de l'Europe méridionale et sur le littoral nord-africain, mais la mise en valeur des ressources en eau a progressé assez lentement dans l'ensemble.

La région qui se place au second rang par l'importance des résultats obtenus est l'Amérique latine où un million et demi d'hectares environ ont été ouverts à l'irrigation, soit un accroissement de 25 pour cent à peu près. Là encore, la situation varie beaucoup d'un pays à l'autre, la moitié environ de ces gains ayant été réalisée au Mexique. Grâce à ces progrès, des réseaux d'irrigation couvrent actuellement une superficie représentant environ 20, 15 et 7,5 pour cent de la superficie cultivée, en Extrême-Orient, au Proche-Orient et en Amérique latine, respectivement.

Dans l'ouest des Etats-Unis, c'est surtout l'exploitation des eaux souterraines qui s'est développée. Dans l'ensemble, les progrès de l'irrigation ont été sensiblement plus lents que pendant certaines périodes précédentes. En Australie, les bassins de retenue en voie d'aménagement feront plus que doubler la capacité des barrages existants qui ont alimenté en eau d'irrigation un demi-million d'hectares environ dans le sud-est du pays, mais

on ignore le chiffre effectif de l'accroissement de la superficie irriguée pendant ces dix années.

Les renseignements relatifs à l'U.R.S.S. et à la Chine sont fragmentaires, mais il en ressort nettement que dans ces régions l'irrigation a très sensiblement progressé pendant les cinq dernières années. En U.R.S.S., cinq grands programmes d'irrigation annoncés en 1950 et dont l'achèvement était prévu pour 1958, devraient permettre d'irriguer une superficie de plus de 6 millions d'hectares, mais on ignore comment progressent les travaux. En Chine, il se peut que l'application des programmes d'irrigation progresse à une cadence plus ou moins comparable à celle qui a été atteinte en Inde¹.

Dans plusieurs régions à climat tempéré dont la mise en valeur est déjà plus avancée, on commence à utiliser l'irrigation en grand pour rendre la production agricole encore plus intensive, soit en empêchant les cultures de manquer d'eau aux époques critiques de leur croissance, soit en entreprenant des cultures spéciales. L'irrigation complémentaire s'est développée rapidement au cours des dix dernières années dans l'est des Etats-Unis et en Europe occidentale. L'un des principaux facteurs de ces progrès a été le perfectionnement du matériel servant à l'irrigation par aspersion, aujourd'hui commode et d'une grande souplesse d'emploi, en même temps que l'électrification et l'approvisionnement en mazout des campagnes faisaient de grands progrès.

Cependant, les chiffres sont impuissants à exprimer tous les progrès effectivement réalisés en matière d'exploitation et d'aménagement des ressources en eau, dans les diverses parties du monde, au cours des dix dernières années. Plusieurs années d'après-guerre ont été consacrées aux études, aux relevés, aux travaux préparatoires et à la mise en place des ouvrages d'infrastructure et c'est maintenant seulement que ces travaux commencent à porter leurs fruits. Dans plusieurs pays, notamment au Proche-Orient, ces dix dernières années ont été marquées par de premiers essais d'inventaire systématique des ressources en eau, y compris les eaux souterraines dont les possibilités d'exploitation ont été grandement négligées dans de nombreux pays. C'est à l'avenir qu'il appartiendra d'utiliser cette masse croissante de connaissances.

Il y a encore place pour de grandes améliorations en ce qui concerne la préparation des pro-

¹ Renseignements publiés par le *Far Eastern Economic Review* et par le Service d'information de la Commission économique des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient.

grammes d'irrigation. Ceux-ci sont trop souvent établis sur des bases fragiles, faute de relevés minutieux et de véritables conceptions d'ensemble tenant compte de tous les facteurs dont dépend l'utilité de ces programmes. Il s'est révélé difficile d'assurer un financement régulier de la construction et de l'entretien des ouvrages, ou d'amener l'eau sur les terres, de sorte que les gros investissements effectués n'ont pas toujours été aussi rentables qu'ils auraient dû l'être. On a parfois commencé à construire de nouveaux réseaux d'irrigation sans tenir suffisamment compte des possibilités d'amélioration des réseaux existants.

Dans l'ensemble, de grandes améliorations sont aussi réalisables dans le domaine de la conservation et de l'emploi rationnel des eaux par les usagers. Des quantités considérables d'eau d'irrigation continuent à être gaspillées dans certaines régions, notamment en Amérique latine. Dans nombre de pays où les agriculteurs ont acquis une grande expérience, par suite d'une longue pratique de l'irrigation, en particulier au Proche-Orient, les droits élevés perçus pour l'usage de l'eau empêchent parfois les réseaux d'irrigation d'être employés efficacement. Il n'y a pas de progrès notables à enregistrer à cet égard, sauf dans le continent nord-américain où les efforts de services de vulgarisation très perfectionnés, joints aux subventions accordées pour les améliorations foncières, ont incité les cultivateurs des terres irriguées à améliorer leurs méthodes. Les recherches sur les besoins en eau des diverses cultures ont été intensifiées pour assurer l'utilisation optimum de l'eau disponible. Dans la plupart des régions arides ou semi-arides, il ne faut pas escompter de véritables améliorations de grande envergure tant que les pays ne seront pas en mesure de créer les services de vulgarisation appropriés pour montrer aux agriculteurs qu'il est possible d'améliorer les méthodes d'irrigation.

La dégradation des terres irriguées du fait de la salinité excessive du sol pose un problème de plus en plus préoccupant. De nombreuses études ont été consacrées à cette question, en particulier pendant cette dernière période, mais la baisse de la capacité de production des terres irriguées n'en continue pas moins à dépasser de beaucoup chaque année les gains que les mesures de protection et les travaux de remise en valeur permettent de réaliser. La quasi-totalité du Proche-Orient, la majeure partie du Pakistan occidental, une partie de l'Inde, l'ouest des États-Unis et bien d'autres régions souffrent de cette détérioration de terres de bon rapport. Les États-Unis prennent actuellement des mesures pour y remédier, mais moyen-

nant des dépenses qui sont hors de la portée de la plupart des autres pays. La remise en état des terres salines est d'importance capitale, mais il est devenu évident que la seule solution réside dans un drainage efficace et dans une irrigation bien menée. La nécessité de doter les terres irriguées d'un réseau de drains suffisant a été mieux comprise au cours des dix dernières années, mais les fortes dépenses qui en résultent constituent encore un obstacle. Dans les régions plus humides, le drainage des terres a considérablement progressé, en raison surtout d'une meilleure connaissance des exigences des sols et du perfectionnement du matériel.

La régularisation des eaux de crue est un aspect très important de la question. Dans nombre de vallées parcourues par de grands fleuves, d'énormes quantités d'eau qui pourraient être employées utilement sont non seulement périodiquement gaspillées, mais détruisent le sol et les cultures sur de vastes superficies. On cherche de plus en plus à lutter contre les inondations en appliquant de vastes plans de protection et d'aménagement des bassins versants et en édifiant des bassins d'accumulation. Parmi les pays qui ont réalisé d'importants progrès dans la lutte contre les inondations au cours des dix dernières années sont les États-Unis, la Grèce, la Chine (où des travaux de protection intéressant des millions d'hectares ont été exécutés le long du Hwaï, du Yang-Tsé-Kiang, du Chung-Kiang et du Fleuve Jaune) et l'Irak, où des travaux entrepris pour régulariser les crues dans les bassins du Wadi Tharthar et du lac Habaniya et dans les vallées du Tigre et de l'Euphrate sont près d'être achevés.

Fertilité du sol

Il sera question sous ce titre des possibilités d'entretenir la fertilité du sol sans recourir aux engrais commerciaux. Mais comme on connaît beaucoup mieux l'emploi des engrais commerciaux que les autres aspects de la question, il est inévitable qu'il occupe une place disproportionnée dans cet exposé.

Avant la seconde guerre mondiale, trois régions fortement industrialisées, le nord-ouest de l'Europe, l'est des États-Unis et le Japon, produisaient et consommaient une grosse quantité d'engrais. Ces régions avaient des traits communs : une population relativement dense, une agriculture assez intensive et des sols sans grande fertilité naturelle mais suffisamment alimentés en eau, qui réagissaient bien aux applications d'engrais. L'Océanie consommait aussi beaucoup de phos-

phates et l'Égypte d'assez grandes quantités d'azote. Toutefois, la forte densité de la population et la nécessité d'accroître la production agricole n'ont pas toujours eu pour corollaire une forte consommation d'engrais commerciaux. C'est ainsi qu'ils étaient très peu utilisés dans le sous-continent indien et en Chine car, dans ces régions insuffisamment industrialisées, les agriculteurs auraient dû les payer trop cher. Dans bien d'autres régions, le manque d'eau et l'insuffisance des moyens de transport joints à la dissémination ou à l'ignorance de la population étaient autant de facteurs qui limitaient l'emploi des engrais.

Pour se faire une idée des changements intervenus au cours des dix dernières années, il vaut mieux se reporter à ces années d'avant-guerre qu'à l'après-guerre immédiat. La régression généralisée de la consommation d'engrais en Europe, dans l'Asie du Nord-Est et en Océanie, de 1939 à 1945, par suite des dégâts subis par les fabriques d'engrais et du tarissement des sources d'approvisionnement traditionnelles, fut un phénomène qui, bien que temporaire, influa grandement, pendant plusieurs années, sur le volume des disponibilités alimentaires dans les pays habitués à utiliser des engrais. Un des événements réellement importants des années de guerre fut l'extraordinaire développement de la consommation d'engrais aux États-Unis où elle doubla presque en un temps très court. Cette tendance a persisté pendant les dix années d'après-guerre.

La reprise de la consommation d'engrais après la guerre fut particulièrement vigoureuse et soutenue, les disponibilités étant absorbées à peine mises sur le marché. Les niveaux de consommation d'avant-guerre furent de nouveau atteints dans tous les pays en 1950. Par la suite, la consommation mondiale continua d'augmenter régulièrement et, en 1953/1954, elle avait presque doublé par rapport à l'avant-guerre.

Les progrès les plus spectaculaires furent enregistrés en Amérique du Nord où la consommation a aujourd'hui quadruplé par rapport à l'avant-guerre et représente un tiers de la consommation mondiale d'engrais, contre un sixième avant la guerre. En Europe, où les niveaux de consommation étaient déjà élevés, la progression est de l'ordre de 50 pour cent par rapport aux dernières années « trente ». La consommation de phosphates a doublé en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Afrique du Nord, mais les autres éléments fertilisants continuent à être très peu utilisés. Les trois autres grands utilisateurs traditionnels d'engrais commerciaux, le Japon, l'Égypte et le littoral péruvien, ont chacun une consommation de

50 à 60 pour cent supérieure à celle d'avant-guerre. La consommation d'engrais a donc suivi, dans les pays précédemment habitués à les utiliser, une courbe ascendante régulière, en partie par suite d'applications plus massives. Des prix plus avantageux ont incontestablement contribué dans une large mesure à déterminer cet essor qui semble se maintenir et à l'origine duquel il faut aussi signaler une masse croissante de résultats expérimentaux et une compréhension de plus en plus grande par les agriculteurs du rôle des engrais. L'un des facteurs importants a été la rapidité avec laquelle se sont développées les applications d'engrais dans les pâturages en Europe, en Océanie et, dans une certaine mesure, en Amérique du Nord. C'est ainsi qu'en Australie, la superficie des pâturages qui ont reçu des applications d'engrais artificiels a passé de 3 millions d'hectares environ en 1938-1939 à 9 200 000 hectares environ en 1953-1954. Le développement de la consommation d'engrais a sans aucun doute contribué sensiblement à l'augmentation généralisée des rendements en Europe, en Amérique du Nord et en Océanie.

TABLEAU IV-1. CONSOMMATION D'ENGRAIS PAR LES UTILISATEURS TRADITIONNELS ET PAR LES UTILISATEURS NOUVEAUX, DANS DIVERSES RÉGIONS

RÉGIONS OU PAYS	Avant-guerre	1953/1954
	<i>Teneur en éléments fertilisants, en milliers de tonnes</i>	
<i>Extrême-Orient</i>		
Japon et anciens territoires japonais	760	1 220
Autres pays	100	240
<i>Proche-Orient</i>		
Égypte et Afrique du Nord française	120	200
Autres pays	3	80
<i>Afrique</i>		
Union Sud-Africaine	55	135
Autres territoires	18	36
<i>Amérique latine</i>		
Pérou et Chili	60	110
Autres pays	18	270

Passons maintenant aux régions où, avant la guerre, les engrais commerciaux étaient inconnus ou utilisés seulement pour les cultures d'exportation. Par rapport aux niveaux de consommation dans les régions mentionnées au para-

TABLEAU IV-2. PRODUCTION MONDIALE D'ENGRAIS PAR RÉGIONS

RÉGIONS	N			P ₂ O ₅			K ₂ O			Tous éléments fertilisants		
	Avant-guerre	1945/46	1953/54	Avant-guerre	1945/46	1953/54	Avant-guerre	1945/46	1953/54	Avant-guerre	1945/46	1953/54
	..... Teneur en éléments fertilisants, en millions de tonnes											
Europe ¹	1.37	0.67	2.69	2.07	1.18	2.92	2.20	1.29	4.04	5.65	3.14	9.65
Amérique du Nord ²	0.42	0.68	1.55	0.68	1.44	2.22	0.28	0.72	1.60	1.37	2.83	5.37
Extrême-Orient ³	0.22	—	0.65	0.26	0.01	0.36	0.01	0.01	0.01	0.48	0.01	1.01
Proche-Orient	—	—	0.02	0.03	0.02	0.10	0.02	0.05	0.02	0.05	0.08	0.12
Afrique	—	—	0.02	0.06	0.06	0.11	—	—	—	0.02	0.06	0.11
Océanie	—	—	0.02	0.34	0.36	0.55	—	—	—	0.34	0.36	0.56
Amérique latine	0.25	0.29	0.30	0.02	0.03	0.08	—	0.01	—	0.27	0.33	0.38
TOTAL MONDIAL	2.26	1.64	5.23	3.42	3.08	6.38	2.51	2.07	5.67	8.18	6.81	17.21

¹ Non compris l'U.R.S.S.² Y compris les possessions des Etats-Unis.³ Non compris la Chine continentale et la Corée du Nord.

— Néant ou négligeable.

graphe précédent, la situation n'a pas beaucoup évolué. Dans ces vastes étendues qui couvrent la plus grande partie de l'Asie, de l'Afrique, et de l'Amérique latine, la consommation d'engrais représentait encore moins de 4 pour cent de la consommation mondiale en 1953-1954. L'absence d'industrialisation, les frais de transport élevés, l'éducation insuffisante des agriculteurs, l'insuffisance des services de vulgarisation, la situation juridique défavorable (régime foncier et organisation du crédit notamment) et l'indigence des données expérimentales sont autant d'obstacles qui continuent à s'opposer à une rapide expansion de la consommation d'engrais. On ne peut pourtant pas dire que la situation n'ait nullement évolué. Dans l'ensemble, les pays de ce groupe consomment aujourd'hui environ 625 000 tonnes d'engrais — chiffre de la teneur en éléments fertilisants — contre 140 000 tonnes (soit 1,7 pour cent de la consommation mondiale) en 1938.

En Extrême-Orient, avant la guerre, les engrais chimiques n'étaient utilisés que pour les cultures spécialement destinées à l'exportation. Au cours de ces dernières années, la plupart des états de cette région se sont particulièrement efforcés d'inciter les cultivateurs à utiliser des engrais dans la riziculture et dans d'autres cultures vivrières essentielles, en les aidant d'autre part à se procurer des engrais à des prix raisonnables. L'Inde, le Pakistan et les Philippines ont aujourd'hui en service une ou plusieurs usines fabriquant des engrais azotés et plusieurs gouvernements ont créé des organismes spécialement chargés de vendre des engrais à des prix subventionnés et à crédit. En 1953/54, 160 000 tonnes d'azote, dont plus de la moitié fut sans doute absorbée par les cultures

vivrières, ont été consommées dans cette région (à l'exclusion du Japon et des anciens territoires japonais), contre 50 000 tonnes environ avant la guerre. La moitié de ce tonnage a été consommée en Inde où la première fabrique d'engrais installée dans le sud de l'Asie fonctionne aujourd'hui à plein rendement. Bien que ces tonnages soient négligeables compte tenu de la superficie cultivée, le fait à retenir est le premier pas qui a été ainsi accompli dans la bonne direction. Les agriculteurs dispersés à travers l'Inde, le Pakistan, Ceylan, l'Indonésie, les Philippines et la Thaïlande, qui ont utilisé des engrais dans la riziculture contribueront peut-être puissamment à en répandre l'emploi parmi leurs voisins, à condition que le rapport entre les prix des cultures vivrières et ceux des engrais rende l'utilisation de ces derniers profitable. Au Proche-Orient, la Turquie, Israël, la Syrie et Chypre ont commencé à utiliser de très petites quantités d'engrais et il en est de même dans certains territoires d'Afrique. En Amérique latine, la consommation a presque quintuplé par rapport à l'avant-guerre, les plus forts accroissements ayant été notés à Cuba (canne à sucre), au Brésil (coton et café) et au Mexique. Ces progrès sont très marqués, mais il se peut qu'ils soient en définitive moins significatifs que ceux qui ont été enregistrés en Extrême-Orient, car les engrais continuent à être utilisés principalement pour les cultures d'exportation et parce que cet essor de la consommation est probablement imputable, en partie, aux cours élevés de ces produits. Dans le sud de l'Asie et dans certaines parties d'Afrique et d'Amérique latine, l'insuffisance des connaissances sur les besoins des différents sols en éléments fertilisants ralentit les progrès dans ce do-

TABLEAU IV-3. CONSOMMATION MONDIALE D'ENGRAIS PAR RÉGIONS

RÉGIONS	N				P ₂ O ₅				K ₂ O				Tous éléments fertilisants			
	A- vant- guer- re	1945/ 46	1953/ 54	Objec- tifs pour 1960	A- vant- guer- re	1945/ 46	1953/ 54	Objec- tifs pour 1960	A- vant- guer- re	1945/ 46	1953/ 54	Objec- tifs pour 1960	A- vant- guer- re	1945/ 46	1953/ 54	Objec- tifs pour 1960
	<i>Teneur en éléments fertilisants, en millions de tonnes</i>															
Europe ¹	1.42	0.81	2.25	2.50	2.13	1.19	2.91	3.00	1.78	1.37	3.04	2.90	5.32	3.37	8.20	8.40
Amérique du Nord ²	0.38	0.64	1.77	1.15	0.71	1.37	2.19	2.80	0.40	0.70	1.73	1.75	1.49	2.72	5.70	5.70
Extrême-Orient ³	0.43	0.05	0.80	*2.60	0.30	0.02	0.42	*1.35	0.12	0.01	0.25	*0.40	0.86	0.07	1.46	*4.35
Proche-Orient ⁴	0.08	0.05	0.15	*	0.03	0.02	0.11	*	0.01	0.01	0.02	*	0.12	0.09	0.28	*
Afrique	0.02	0.01	0.03	*0.20	0.05	0.07	0.12	*0.20	0.01	0.01	0.02	*0.05	0.07	0.08	0.17	*0.45
Océanie	0.02	0.01	0.02	0.05	0.35	0.35	0.56	0.50	0.02	0.01	0.03	0.05	0.38	0.38	0.61	0.60
Amérique latine	0.04	0.04	0.15	0.20	0.03	0.05	0.16	0.15	0.01	0.02	0.07	0.05	0.08	0.11	0.38	0.40
TOTAL MONDIAL	2.39	1.61	5.17	6.70	3.60	3.07	6.47	8.00	2.35	2.13	5.16	5.20	8.32	6.82	16.80	19.90

* Les objectifs ont été établis uniquement par continent. Les chiffres relatifs au continent asiatique sont les chiffres indiqués pour la région de l'Extrême-Orient, et les chiffres relatifs au continent africain sont les chiffres indiqués pour la région que la FAO désigne sous le nom de région africaine qui ne comprend pas les pays du Proche-Orient.

¹ Non compris l'U.R.S.S.

² Y compris les possessions des Etats-Unis.

³ Non compris la Chine continentale ni, en 1953/54, la Corée du Nord.

⁴ Y compris l'Afrique du Nord française.

maine. Au cours des dix dernières années s'est accumulée une masse régulièrement croissante de connaissances expérimentales qui permettent, dans un grand nombre de pays, d'asseoir l'œuvre de vulgarisation sur des bases de plus en plus solides.

Il est intéressant de comparer les progrès ainsi réalisés au cours des dix dernières années avec les objectifs pour 1960 considérés en 1946 par la FAO comme étant les objectifs minima compatibles avec le maintien du niveau de nutrition déjà atteint dans les pays développés et avec le relèvement des niveaux de nutrition dans les pays insuffisamment développés pour les rendre plus conformes aux exigences d'une saine alimentation. En Europe, en Amérique du Nord et en Océanie, ces objectifs étaient déjà atteints en 1953/54 et l'Amérique latine et l'Afrique n'en étaient pas loin; mais en Asie les objectifs considérés alors comme des objectifs minima ont été atteints à raison d'un tiers seulement à ce jour. C'est là l'envers du tableau de débuts prometteurs en Extrême-Orient qui a été décrit au paragraphe précédent.

L'industrie des engrais a fait quelques progrès sur le plan technique au cours des dix dernières années avec l'emploi d'ammoniaque, d'ammoniac et de solutions ammoniacales en application directe dans le sol et dans l'eau d'irrigation, la granulatio des engrais pour améliorer leurs propriétés naturelles, l'accroissement de la concentration de P₂O₅ dans les engrais phosphatés, le traitement des phosphates naturels à l'acide nitrique et le développement de la production d'urée et de mélanges d'engrais et de produits anti-parasitaires. Aux Etats-Unis, les applications directes

d'ammoniaque représentent aujourd'hui 18 pour cent environ de la consommation d'engrais azotés et l'Inde et le Japon ont commencé à s'intéresser à cette méthode. Des essais sont en cours pour mettre au point un équipement moins coûteux. L'endroit où il faut placer les engrais, par rapport à la localisation des graines et des plantes est une question qui est étudiée avec une attention croissante. Au Japon, on a obtenu de meilleurs rendements en riz en plaçant du sulfate d'ammonium dans la couche réductrice du sol et cette méthode tend à se répandre dans tout le pays. En outre, l'épandage aérien d'engrais dans certaines conditions s'est également développé. C'est ainsi qu'en Nouvelle-Zélande les pâturages situés en terrain accidenté reçoivent très souvent des applications aériennes d'engrais phosphatés.

La fertilité du sol dépend non seulement des apports d'engrais minéraux mais aussi d'autres facteurs et en particulier des apports de matières organiques résultant des applications copieuses de fumier animal et de composts, de l'enfouissement d'engrais verts et de l'inclusion de légumineuses, de pâturages et de fourrages dans les rotations.

L'Europe occidentale, où les disponibilités en fumier animal ont été fortement réduites jusque vers 1950, époque à laquelle les effectifs du bétail rejoignirent le niveau d'avant-guerre, est probablement la région où ce genre d'engrais est le mieux utilisé. Dans le sud de l'Asie, où il est pourtant si nécessaire d'accroître la productivité du sol, le fumier animal et les gadoues, qui sont soigneusement utilisés au Japon, en Chine et en Corée, n'étaient guère employés avant la guerre.

Bien que plusieurs pays prennent des mesures pour développer l'utilisation du fumier animal et des composts, les résultats obtenus dans ce domaine sont modestes, sauf en Inde où la production de composts à partir des gadoues des villes et des villages a été multipliée plusieurs fois par suite de l'effort spécial fait dans ce sens dans le cadre du Plan quinquennal.

Depuis la guerre, et en particulier en Europe occidentale, en Océanie et en Amérique du Nord, on veille davantage à pratiquer de bonnes rotations comprenant des légumineuses et des graminées à fort enracinement pour le pâturage et pour le fourrage. Toutefois, on pourrait faire beaucoup mieux dans les régions où le climat est favorable. Dans les régions à climat tempéré, on fait souvent des engrais verts en semant des légumineuses en culture dérobée ou en pratiquant des cultures de couverture dans les vergers. Plusieurs pays du sud de l'Asie pratiquaient déjà ce genre de culture pour les engrais et pour l'ombrage ainsi obtenus, mais des travaux expérimentaux de plus en plus nombreux ont été effectués au cours de ces dernières années pour déterminer l'intérêt de ces cultures dans les régions tropicales.

La connaissance des sols a notablement progressé depuis la guerre. Jusqu'à une époque récente, même dans les régions développées, elle était bien limitée, sauf dans quelques pays. Avant la guerre, plusieurs pays des nouveaux continents — Australie, Canada, Nouvelle-Zélande et États-Unis entre autres — exécutaient des programmes de prospection des sols d'importance croissante pour essayer de résoudre les problèmes d'ordre pratique que pose l'utilisation des terres. En Europe toutefois on s'intéressait davantage aux questions de recherche et d'enseignement et les divers services et organismes qui s'occupaient de l'étude des sols ne recevaient qu'une aide limitée des gouvernements. Quelques pays d'Asie et d'Afrique ont aussi effectué quelques travaux de prospection des sols dans divers buts. Après la guerre, un grand nombre de nouveaux organismes s'intéressant à la prospection des sols ont surgi dans le monde entier. D'importants programmes sont en cours de réalisation dans la plupart des pays d'Europe, dans leurs territoires d'outre-mer, en Amérique du Nord, en Océanie et dans quelques pays d'Amérique latine et d'Asie. Dans de vastes régions, on a fait des prospections de reconnaissance et établi des cartes préliminaires, tandis que des cartes plus détaillées étaient dressées pour des régions de moindre étendue, selon les exigences de leur mise en valeur. Bien que la superficie prospectée jusqu'ici ne représente qu'une petite partie de la superficie terrestre totale,

ces récents progrès montrent une compréhension nouvelle de l'intérêt de la prospection des sols pour la mise en valeur des terres en vue de leur meilleure utilisation.

Les programmes d'assistance technique ont largement contribué à déterminer ce changement d'optique et à accélérer la création d'organismes s'occupant de la prospection des sols dans les pays insuffisamment développés, la formation de spécialistes et l'évaluation des aptitudes des sols dans ces régions. Grâce au grand nombre de nouveaux spécialistes des sols ainsi formés et grâce aux excellents services créés dans différentes parties du monde au cours des dix dernières années, l'étude des sols pourra progresser plus rapidement dans un proche avenir.

Machines agricoles

Les instruments aratoires manuels et le matériel à traction animale se sont considérablement perfectionnés et la motoculture s'est beaucoup développée, mais c'est dans ce dernier domaine que la situation a le plus évolué au cours des dernières années.

Développement de la motoculture. L'utilisation croissante de la traction mécanique dans l'agriculture depuis la deuxième guerre mondiale est l'un des faits les plus remarquables de cette période sur le plan technique. Les prix plus favorables des produits agricoles, compte tenu de l'amortissement et des frais d'utilisation du matériel motorisé, l'industrialisation qui a fait augmenter le coût de la main-d'œuvre et obligé les agriculteurs à rechercher d'autres sources d'énergie, la plus grande diversité des machines aux dimensions plus réduites et la familiarisation croissante des agriculteurs avec les engins mécaniques sont parmi les principaux facteurs de cette évolution, en particulier, dans les régions où la plus grande partie de la production agricole est commercialisée. Toutefois, les ressources limitées en devises étrangères ont été l'un des grands obstacles au développement de la motoculture, en particulier dans les régions moins développées. La situation s'est améliorée avec la réapparition des producteurs européens sur les marchés d'exportation, mais le problème des devises reste souvent grave. Des facteurs spéciaux, qui sont énumérés plus loin, ont joué dans plusieurs régions. Le résultat net est que, dans l'ensemble, le nombre des tracteurs a doublé ou triplé en moins de 10 ans (de 1946 à 1953) dans les régions où ils étaient déjà largement utilisés avant la guerre. Ailleurs, ces dix années marquent le début de leur utilisation dans l'agriculture, au moins dans

certain pays, bien qu'en chiffres absolus le nombre des tracteurs reste souvent modeste.

En Europe, l'action des facteurs énumérés ci-dessus, a été renforcée par les mesures énergiques prises par les autorités en faveur de la mécanisation, dans le cadre des programmes politiques nationaux de développement de la production alimentaire. On a considéré que les tracteurs offraient le moyen de libérer des terres consacrées à la production d'aliments pour les animaux de trait, d'augmenter dans certains pays la superficie des terres arables en introduisant une rotation des cultures dans une partie des prairies permanentes, de contribuer au relèvement des rendements par un meilleur échelonnement des opérations agricoles et d'accroître la productivité générale de la population agricole. Le nombre des tracteurs a peu varié avant 1946, sauf au Royaume-Uni où furent enregistrés les trois quarts de l'accroissement survenu pendant la guerre dans la région européenne. Depuis 1946, la motoculture a rapidement progressé dans tous les pays du continent européen, sauf dans la péninsule ibérique. C'est ainsi qu'en Allemagne occidentale, le nombre des tracteurs est passé de 40 000 à 300 000 en sept ans, en France, de 50 000 à 178 000 et, en Italie, de 40 000 à 101 000. Dans les pays de moindre importance, le parc de tracteurs a passé de 130 000 à 400 000 unités, ces progrès intéressants aussi bien l'Europe occidentale que l'Europe orientale.

En Amérique du Nord, l'expansion fut très rapide immédiatement après la guerre, mais le taux d'accroissement est tombé à 5 pour cent environ par an à partir de 1949, époque où il ne resta plus de demandes insatisfaites à combler et où le parc de tracteurs avait déjà atteint plus de 4 000 000 d'unités. Néanmoins, la production resta forte et un plus grand nombre de tracteurs devinrent disponibles pour l'exportation. En Océanie, le nombre des tracteurs a plus que triplé par rapport à l'avant-guerre et continue d'augmenter rapidement.

Le développement de la motoculture fut indéniablement un des traits nouveaux les plus remarquables de l'agriculture latino-américaine après la guerre. Dans cette région, le changement dans la répartition des tracteurs fut peut-être encore plus remarquable que l'accroissement du chiffre total. En 1939, plus de 70 pour cent des tracteurs de la région étaient concentrés en Argentine, et ce pourcentage est tombé à 25 pour cent en 1952. Au cours des sept années prenant fin en 1953, le nombre des tracteurs est passé de moins 20.000 à près de 50 000 en Argentine et au Mexique et de 5 000 à 35 000 au Brésil. L'accroissement a été

TABLEAU IV-4. PARC MONDIAL DE TRACTEURS, PAR RÉGIONS ¹

RÉGIONS	1938/39	Après-guerre immédiat ²	1953	Superficie arable par tracteur ³ en 1953
	..... <i>Milliers</i>			<i>Hectares</i>
Europe.	275	464	1 414	104
Amérique du Nord	1 695	2 900	4 650	50
Amérique latine	35	64	189	470
Proche-Orient.	5	16	52	1 200
Extrême-Orient ⁴	—	15	20	8 500
Océanie	57	91	211	100
U.R.S.S. ⁵	524	450	969	230
TOTAL ⁶	2 590	4 000	7 505	130

¹ Tracteurs de plus de 8 chevaux seulement. Les chiffres tendent probablement à sous-estimer le degré de mécanisation de l'Europe où la proportion de motoculteurs est plus grande que dans les autres régions.

² 1946, sauf pour le Proche-Orient et l'Extrême-Orient où les chiffres se rapportent à 1949.

³ Estimation approximative pour donner une idée générale du degré de mécanisation dans chacune des régions principales à la fin des dix années considérées.

⁴ Ces chiffres sont ajustés pour tenir compte des pays pour lesquels on ne dispose pas de données et des tracteurs appartenant à des particuliers dans les pays où les données ne concernent que les tracteurs appartenant à l'Etat.

⁵ En tracteurs de 15 CV.

⁶ Non compris quelques petits pays du Proche-Orient et d'Extrême-Orient, les territoires non-autonomes dans toutes les régions, la Chine et l'Union Sud-Africaine. Pour ces pays il faudrait ajouter environ 150 000 tracteurs au total pour 1953.

rapide dans la plupart des petits pays. L'Uruguay possédait environ 20 000 tracteurs en 1954 (contre 3 000 en 1946) et 80 pour cent de la superficie arable était cultivée avec des engins mécaniques. A nombre d'égards, l'Amérique latine est venue occuper une position intermédiaire entre les pays où la mécanisation est bien développée et les régions du Proche et de l'Extrême-Orient. L'augmentation a porté surtout sur le nombre des tracteurs appartenant à des particuliers, mais la création par l'Etat de centres de tracteurs a contribué dans une mesure appréciable à mettre la motoculture à la portée de vastes groupes d'agriculteurs. Ces centres ont joué un rôle considérable dans plusieurs pays d'Amérique latine, tels que le Pérou, le Brésil, Cuba et le Chili, et sont une création caractéristique de la période d'après-guerre, encore que quelques-unes aient déjà commencé à fonctionner avant la guerre. Le démarrage de la production de tracteurs est un autre trait nouveau et important de la situation. En Argentine et au Brésil, des usines sont en construction et contribueront dans une mesure appréciable au développement de la mécanisation dans ces deux pays.

Au Proche-Orient et en Extrême-Orient, les tracteurs appartenant à des particuliers ont joué en revanche un rôle très secondaire. Les progrès enregistrés sont en majeure partie le fait des pro-

grammes établis par les gouvernements pour accroître la superficie cultivée (par exemple en Turquie), pour défricher des terres ingrates (comme les terrains envahis par la canne à sucre sauvage [*Saccharum spontaneum*] en Inde) ou pour doter certaines régions de centres de tracteurs appartenant à l'Etat (comme à Ceylan, en Indonésie et en Birmanie). Au Proche-Orient, les progrès sont très inégalement répartis, la Turquie possédant 60 pour cent et l'Egypte 20 pour cent des tracteurs, principalement dans des centres de l'Etat. Néanmoins, presque tous les pays ont fait des progrès rapides, même si le rôle de la motoculture reste généralement peu important, voire insignifiant. En Extrême-Orient, seuls l'Inde (avec 9 000 unités environ), le Pakistan (avec 2 000 unités environ) et les Philippines possèdent un nombre appréciable de tracteurs qui ont presque tous été achetés au cours de ces dernières années. Toutefois, de premières tentatives de mécanisation de l'agriculture sont entreprises dans la quasi-totalité des pays, presque toujours avec des groupes mobiles ou de petites stations de tracteurs appartenant à l'Etat. Dans ces pays, quelques centaines de tracteurs représentent déjà un changement important, mais il est trop tôt pour dire dans quelle mesure ils peuvent jouer un rôle utile dans l'économie agricole. Jusqu'à présent, on les a utilisés presque exclusivement pour les labours et les premières façons culturales en les concentrant généralement dans des zones qui se prêtent mal à l'utilisation du matériel à traction animale, comme celles qui sont recouvertes de mauvaises herbes à enracinement profond ou comme celles où l'on peut obtenir des rendements plus élevés en plantant plus tôt lorsque les labours ont été faits sans attendre les pluies saisonnières. Certains pays ont commencé des recherches strictement expérimentales sur la mécanisation complète de la riziculture.

Les renseignements relatifs à l'Afrique sont très maigres. La motoculture s'est fortement développée en Afrique du Sud. Dans sept des territoires non-autonomes pour lesquels il existe des statistiques, le nombre des tracteurs a passé de 30 000 à près de 50 000 unités en quatre ans seulement, de 1949 à 1953. Ces progrès ont été réalisés dans le secteur de la culture de type européen et les tracteurs appartiennent à des particuliers.

Utilisation et entretien. L'introduction des tracteurs dans les pays peu habitués aux machines a naturellement soulevé de gros problèmes lorsqu'il s'est agi de former des conducteurs et des mécaniciens, d'installer des stations d'entretien et de réparation et d'organiser l'approvisionnement en car-

burant et en pièces de rechange. En général, ces problèmes semblent avoir été sous-estimés au début et plusieurs pays ont gaspillé beaucoup d'énergie et d'argent au cours des premières années. Manoeuvré par des gens inexpérimentés, le matériel ne tarda pas à subir des avaries et des machines coûteuses restèrent inactives pendant de longues périodes ou furent même abandonnées dans certains cas, les pièces de plusieurs machines étant fréquemment utilisées pour essayer d'en faire fonctionner quelques-unes.

En fait, on a réussi à vaincre bon nombre de ces difficultés spécialement au cours des quatre ou cinq dernières années. De nombreux pays ont créé des centres où sont formés des conducteurs et des mécaniciens pour les ateliers de réparation et un nombre croissant d'ouvriers ayant reçu une formation au moins partielle, ont suivi des cours; des ateliers de réparation fixes et des services de réparation itinérants sont mis sur pied et la nécessité de constituer des stocks de pièces de rechange est mieux comprise. Les Etats qui ont organisé des centres de tracteurs ont été conduits à prendre des dispositions pour assurer le bon entretien du matériel. L'assistance technique de la FAO, le Programme bilatéral des Etats-Unis et le Plan de Colombo ont joué un rôle très important à cet égard en donnant l'impulsion première et les connaissances techniques initiales, et les fournisseurs de machines agricoles ont fréquemment aidé à organiser des cours pour former des conducteurs. Dans un certain nombre de pays, le retour des soldats qui ont fait leur service militaire contribue notablement à relever le niveau des connaissances techniques de la population rurale. Dans quelques cas (par exemple grâce à l'action de certains services de mise en valeur en Inde, au Pakistan, à Ceylan, en Turquie, au Pérou, au Brésil et en Argentine), on a préparé des bases techniques solides à l'expansion de la mécanisation lorsque les conditions le justifient, mais la majorité des pays en est encore au stade de l'organisation des premiers services d'entretien et il est probable que cette besogne prendra plusieurs années.

Matériel à traction animale et outillage à main. On pourrait accroître très sensiblement la productivité de la main-d'œuvre et obtenir de meilleurs résultats, soit en améliorant l'outillage à main et le matériel à traction animale assez primitifs qui sont généralement employés par les agriculteurs dans les régions insuffisamment développées, soit en introduisant un outillage nouveau et perfectionné. Dans bien des régions du monde, les possibilités dans ce domaine sont plus intéressantes

pour l'instant que le développement de la motoculture et les progrès réalisés dans ce sens ne soulèvent pas les problèmes d'ordre technique et social que pose parfois l'introduction de la motoculture. La simple substitution de la faux à la faucille accroît plusieurs fois la productivité de la main-d'œuvre. Néanmoins, les possibilités offertes dans ce domaine sont très négligées, parce qu'il n'a pas l'attrait de la mécanisation, et les progrès enregistrés au cours de la période considérée sont relativement faibles. Quelques pays, situés pour la plupart au Proche-Orient (comme l'Afghanistan, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Irak et la Libye), ont demandé à la FAO de les conseiller à ce sujet et les résultats obtenus ont montré qu'il existait de grandes possibilités d'amélioration dans ce sens et que les agriculteurs étaient très désireux d'employer un matériel mieux adapté, si on savait leur en montrer les avantages et si les fabricants locaux ne le vendait pas trop cher.

Sélection végétale et amélioration des semences

Au cours des dix années considérées, des progrès notables ont été réalisés dans de nombreux pays dans le domaine de la sélection et de l'utilisation de variétés améliorées, mais il est difficile de donner un aperçu synthétique des résultats obtenus en raison de la multiplicité des cultures à envisager. Produire et distribuer des semences de haute qualité de variétés améliorées est une opération complexe dont les différentes phases doivent être convenablement équilibrées et coordonnées. Il faut progresser sur plusieurs fronts : sélection, essai, reproduction, homologation, distribution, démonstration et propagande auprès des agriculteurs, et chacun de ces divers aspects de la question est rarement considéré avec l'attention nécessaire au succès de l'ensemble de l'entreprise. Il importe en particulier de bien assurer la production et la distribution des semences sans quoi tout le travail fait pour sélectionner de nouvelles variétés et déterminer le degré d'adaptation dont elles sont capables est en grande partie perdu. Dans nombre de pays, y compris quelques-uns où les services agricoles sont relativement très développés, l'organisation de la production et de la distribution des semences est malheureusement le point faible des programmes d'amélioration des cultures, de sorte que l'utilisation des variétés améliorées par les agriculteurs est fréquemment très en retard sur l'avancement de la recherche et de la sélection, comme ce fut particulièrement le cas dans les régions insuffisamment développées au début de la période considérée.

Les très grands progrès réalisés depuis lors dans plusieurs pays sont en grande partie imputables au resserrement de la coopération internationale entre sélectionneurs qui fut un trait caractéristique des années d'après-guerre. Les voyages individuels des chercheurs se sont multipliés et, de plus, de nombreuses conférences internationales sur la sélection végétale ont été organisées dans le cadre d'initiatives officielles et privées, y compris trois séries de réunions organisées régulièrement chaque année au titre des programmes coopératifs patronnés par la FAO et consacrés à la sélection du riz dans le Sud-Est asiatique, la sélection du blé et de l'orge au Proche-Orient et la sélection du maïs en Europe et dans le Bassin méditerranéen. Les échanges de renseignements et de matériel de sélection qui furent ainsi rendus possibles ont nettement contribué à renforcer l'action des services nationaux qui s'occupent de sélectionner des variétés améliorées et d'en vulgariser l'emploi.

Dans l'ensemble, on peut dire que les pays sous-développés ont consacré aux cultures vivrières essentielles une attention plus grande qu'avant la guerre, en insistant moins sur les cultures d'exportation et sur les cultures industrielles. Dans l'Asie du sud-est, par exemple, c'est le riz qui a tenu la première place. Dans cette région, la situation était compliquée du fait de la dislocation complète des services de sélection végétale et de production de semences pendant la guerre. La Birmanie, la Thaïlande, le Viet-Nam, le Cambodge, l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines en avaient tous souffert et ces deux derniers pays avaient même perdu leurs embryons de stocks de semences de variétés courantes. La guerre et les vicissitudes politiques qui en furent le corollaire ont aussi éclairci les rangs du personnel technique. Néanmoins, les services techniques retrouvent progressivement leurs anciens effectifs, sauf au Viet-Nam, au Cambodge et au Laos où la situation reste instable. Les progrès qui ont été réalisés dans de nombreux pays de la région ont donc consisté dans une large mesure à regagner le terrain perdu. C'est ainsi qu'aux Philippines des embryons de stocks de semences de diverses variétés courantes de grande importance, perdus pendant la guerre, ont été reconstitués et les semences reproduites ont été remises dans le commerce ; la Birmanie a remis sur pied, en l'améliorant, un système satisfaisant de production et de distribution de semences désorganisé pendant la guerre. En outre, des progrès réels ont aussi été enregistrés. En Indonésie, par exemple, la chaîne de centres de production de semences qui avait été complètement disloquée pendant la guerre est

aujourd'hui sensiblement plus importante qu'avant la guerre, avec près de 250 centres en service. Il en résulte que plus d'un tiers de la superficie rizicole est planté de variétés améliorées. De même, dans plusieurs Etats de l'Inde, la superficie plantée de variétés de riz améliorées a passé de moins de 20 pour cent à plus de 50 pour cent au cours de ces dernières années. Néanmoins, comme il n'en est pas de même pour le Japon, Formose, l'Indonésie, Ceylan et certains Etats de l'Inde, au total seule une faible partie de la superficie rizicole de l'ensemble de la région est plantée de variétés améliorées. La production et la distribution des semences dans l'ensemble de la région ont besoin d'être encore fortement améliorées pour que les programmes de sélection portent vraiment leurs fruits.

L'Amérique latine s'est activement occupée de développer la culture du maïs, qui est la principale de la région ; la sélection de variétés de blé résistant à la rouille et d'autres variétés de blé améliorées a sensiblement progressé et des résultats appréciables ont également été enregistrés dans le domaine de la sélection du coton, de la canne à sucre et de quelques autres plantes cultivées. Là aussi, si certains pays comme l'Argentine et le Brésil utilisent dans une large mesure des variétés améliorées, les mesures prises dans la plupart des pays pour assurer la production et la distribution des semences demeurent insuffisantes, bien que la situation s'améliore dans nombre d'entre eux et en particulier au Mexique et en Colombie. Au Proche-Orient, les progrès ont été peu marqués, sauf en Egypte et en Turquie, et les semences utilisées sont encore pour la plupart des semences locales non sélectionnées.

Des différences frappantes du même ordre dans le degré d'utilisation des variétés améliorées existent entre pays voisins, comme en témoigne la place prise par le maïs hybride au cours des dix dernières années. Les conséquences spectaculaires de cette remarquable réalisation des spécialistes de la sélection végétale en Amérique du Nord ont suscité chez les agriculteurs européens un vif intérêt pour les possibilités d'utilisation du maïs hybride et divers pays d'Europe ont importé de fortes quantités de semences à la fin de la guerre. On savait malheureusement peu de choses sur les types d'hybrides à introduire de préférence dans les différents pays et de gros mécomptes furent souvent enregistrés au début. Sous les auspices de la FAO, tous les types obtenus en Amérique du Nord furent toutefois soumis à de nombreux essais qui permirent d'identifier des hybrides spécifiquement adaptés aux différents pays euro-

péens ; en 1954, 6 pour cent environ des cultures de maïs de la région étaient plantés de maïs hybrides et l'accroissement de production par rapport à la récolte qui aurait été obtenue sur les mêmes terres avec des variétés de plein champ ordinaires à pollinisation libre fut, cette année-là, de l'ordre de 640 000 tonnes, représentant une valeur de 55 millions de dollars. L'Italie et la France, où 19 et 31 pour cent respectivement des cultures de maïs sont plantés de maïs hybrides, occupent une position d'avant-garde dans ce domaine tandis que le maïs hybride commence tout juste à s'introduire en Turquie et en Yougoslavie. Même à l'intérieur d'un seul et même pays, on constate selon les régions des différences analogues dans le degré d'utilisation des variétés améliorées. C'est ainsi que dans le nord de l'Italie, 60 à 95 pour cent des cultures de maïs sont plantés de maïs hybride dans certaines provinces, tandis que dans le sud, pour lequel on n'a pas d'hybrides adaptés au milieu, cette proportion tombe à moins de 1 pour cent. En pareil cas, ce n'est pas l'organisation des services de vulgarisation et de production des semences qui pêche le plus ; ce qu'il faut plutôt c'est intensifier les recherches pour sélectionner des variétés mieux adaptées à un milieu ingrat.

Un des traits les plus encourageants de la période d'après-guerre est de constater que le rôle de la sélection végétale comme facteur d'amélioration des rendements est de mieux en mieux compris. Il en est ainsi même des pays à rendements élevés et la chose est particulièrement frappante dans les pays d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord et d'Océanie, où la sélection végétale a déjà fait des progrès spectaculaires. Ces pays n'ont pas le sentiment que la sélection végétale ait atteint les limites de ses possibilités, mais pensent plutôt que, avec l'évolution constante des conditions agricoles et économiques, le façonnage des plantes cultivées par la génétique est une tâche permanente. Cette manière de voir offre une importance particulière pour les pays les moins développés du monde car les dépenses en argent et en main-d'œuvre spécialisée auxquelles donnent lieu la sélection végétale et l'amélioration des semences sont relativement modestes et les investissements de capitaux ne sont en rien comparables à ceux que nécessitent bien d'autres formes de mise en valeur agricole.

Lutte contre les maladies et ennemis des cultures

Ces dix années ont été marquées par de notables progrès dans la connaissance des maladies

et des ennemis des cultures et dans la lutte antiparasitaire, notamment au moyen de produits chimiques. Ces nouveaux produits ont contribué dans une mesure appréciable à maintenir ou à accroître le rendement de nombreuses cultures dans les pays où leur emploi s'est généralisé ; ils ont parfois été à l'origine d'accroissements très nets des rendements. Cette évolution a été rendue possible par une meilleure compréhension du rôle des facteurs écologiques qui influent sur l'épidémiologie des maladies et des parasites des cultures et par une meilleure connaissance des effets des mesures antiparasitaires sur l'équilibre biologique naturel.

Les deux premiers grands insecticides de synthèse, le DDT et le HCH, ont fait leur apparition il y a un peu plus d'une dizaine d'années. Ultérieurement, un grand nombre d'autres produits de synthèse sont devenus d'un emploi courant dans les pays où les agriculteurs sont bien familiarisés avec les techniques modernes et plusieurs d'entre eux sont largement utilisés même dans les régions sous-développées. Ils sont caractérisés par leur action extrêmement puissante et par leur toxicité spécifique et leur introduction a permis de réduire fortement les pertes causées par de nombreux parasites et maladies des cultures, aussi bien dans les zones tempérées que tropicales. Il importe de noter le développement de l'utilisation des insecticides et des fongicides systémiques qui, appliqués sur une partie du végétal, sont transportés par la sève et rendent le végétal toxique pour les insectes et les organismes pathogènes. Cette méthode de lutte antiparasitaire est riche de promesses mais il est encore trop tôt pour en apprécier le véritable intérêt du point de vue économique.

Dans le domaine de la lutte contre les mauvaises herbes, de gros progrès ont été enregistrés dans la mise au point d'une série de produits désherbants hormonaux et ils tendent de plus en plus à devenir d'un emploi courant dans de nombreux pays. Ces produits chimiques sont très supérieurs aux herbicides ordinaires en ce sens qu'ils ont une action très sélective, détruisant certaines mauvaises herbes sans endommager les cultures et, lorsqu'on les applique en très petites quantités, capables de détruire les plantes non résistantes.

Un grand nombre des plus récents de ces produits antiparasitaires puissants sont toutefois très toxiques pour l'homme et leur utilisation a mis en relief la nécessité de faire preuve d'une extrême prudence pour éviter que des résidus toxiques ne subsistent à la surface ou à l'intérieur des produits récoltés. L'application généralisée de ces pro-

duits a aussi fait ressortir le risque de voir apparaître des souches résistantes d'insectes, de mauvaises herbes et d'autres organismes pathogènes, et la nécessité pour les chercheurs de ne pas se laisser dépasser par ces problèmes nouveaux.

L'introduction de ces nouveaux produits très toxiques et très concentrés s'est accompagnée de nombreux perfectionnements dans leur mode d'application, l'effort ayant porté spécialement sur la mise au point d'un matériel pour les traitements à faible volume, avec comme résultat de grandes économies de matériel, de temps et de main-d'œuvre. L'emploi plus fréquent des avions, l'utilisation accrue d'engins terrestres à moteur et manœuvrés à la main pour les nébulisations, les traitements aux fumées toxiques, la généralisation des traitements des semences — qui combinent souvent une action insecticide et fongicide — et l'amélioration des traitements du sol sont à signaler au nombre de ces perfectionnements. On a aussi étudié davantage la préparation de produits antiparasitaires répondant aux exigences des nouvelles méthodes d'application et permettant d'utiliser au maximum les principes toxiques.

Le développement de la coopération internationale dans de nombreux domaines de la protection des plantes a constitué un autre trait remarquable de l'évolution de la situation. La coordination régionale dans l'étude et la lutte contre des insectes nuisibles, tels les criquets, et l'action concertée entreprise dans d'autres domaines importants de la protection des végétaux ont donné d'excellents résultats. Des progrès particulièrement sensibles ont été réalisés dans la coordination interrégionale de la lutte antiacridienne en Amérique centrale, en Amérique du Sud, en Afrique occidentale, en Afrique centrale et au Proche-Orient. Dans le cadre de la Convention internationale pour la protection des végétaux, adoptée par la Conférence de la FAO en 1951, de nombreux pays ont organisé ou perfectionné leurs propres services de protection des végétaux, pour entreprendre des enquêtes systématiques et intensifier la lutte contre les maladies et parasites des cultures. En étroite liaison avec la Convention, des organismes régionaux pour la protection des végétaux furent mis sur pied en Europe, dans l'Asie du Sud-Est, au Mexique et en Amérique centrale. Un certain nombre de pays ont amélioré leur législation contre la propagation des parasites et maladies des cultures en prévoyant des mesures à la fois plus efficaces et moins gênantes pour le commerce international.

Amélioration des pâturages et des fourrages

Les pâturages occupent dans le monde une superficie plusieurs fois supérieure à celle des cultures, mais les surfaces enherbées ont toujours beaucoup moins profité de l'amélioration des pratiques agricoles que les surfaces cultivées. Depuis bon nombre d'années, l'exploitation des surfaces enherbées et des plantes fourragères est devenue sensiblement plus rationnelle dans les pays des zones tempérées ; dans les autres régions, où leur importance est aujourd'hui mieux comprise, des recherches sont faites sur les possibilités d'amélioration dans ce domaine et les résultats de ces recherches ont commencé à être appliqués dans de nombreux cas.

Au cours des dix dernières années, la situation a continué de s'améliorer dans le nord-ouest de l'Europe où les cultivateurs étaient déjà avant la guerre bien au courant des méthodes d'exploitation rationnelle des pâturages. Pendant la guerre, la plupart des pays d'Europe ont été amenés à augmenter leur production de céréales aux dépens de leurs pâturages et de leurs fourrages et le désir d'éviter une trop forte réduction du cheptel les conduisit à adopter des méthodes propres à accroître la productivité des zones à pâturages et à fourrages qui leur restaient. Après 1945, la pénurie de devises fortes rendit ces pays encore plus conscients de la nécessité de produire une plus forte proportion des aliments destinés à leur bétail et ils cherchèrent à utiliser plus à fond les possibilités de l'alternance des cultures et de l'exploitation en pâturage, dont le *ley farming* anglais est une forme très évoluée. Cette période a été caractérisée par une intégration encore plus étroite de l'élevage et de la culture moyennant une meilleure utilisation, dans les rotations, des cultures fourragères et des prairies temporaires ou artificielles, souvent établies sur des prairies permanentes retournées. Une bonne partie de l'accroissement de la production fourragère est aussi imputable aux progrès sensibles réalisés dans l'exploitation, la fertilisation, l'entretien et la régénération des prairies permanentes et en particulier au développement des systèmes de pâturage par rotation et par bandes. Une grande place fut aussi réservée au fauchage des prairies permanentes et à la récolte, au séchage, à la conservation et à l'utilisation des fourrages verts.

En dehors de l'Europe, dans la plupart des régions à climat tempéré et humide, l'extension et l'amélioration des pâturages ont pour objet de contribuer à la conservation du sol et d'assurer

un revenu plus stable au cultivateur rendu moins tributaire d'une culture unique ou de cultures de rapport, comme aux Etats-Unis surtout, ou d'accroître la fertilité du sol grâce à une régénération des pâturages naturels par le défrichement, la fumure et le réensemencement comme en Australie et en Nouvelle-Zélande. Dans les pays appliquant des méthodes perfectionnées, le haut degré de développement de la recherche et les efforts incessants de services de vulgarisation bien organisés ont fait beaucoup pour accroître la productivité des pâturages. La destruction des lapins par la myxomatose illustre de façon remarquable l'utilité de la recherche à long terme. En Australie, premier pays où fut introduite la myxomatose, la capacité de chargement des pacages à moutons a déjà sensiblement augmenté et, en Europe, on peut penser que la productivité des cultures et des pâturages augmente là où sévit la myxomatose.

Les pays du bassin Méditerranéen ont toujours été caractérisés par une absence complète d'intégration entre la culture — monoculture de céréales alternant avec des jachères dans la plupart des cas — et l'élevage, pratiqué sous forme extensive, sans chercher à améliorer les pâturages naturels qui font souvent vivre un grand nombre d'animaux de basse qualité. Pour améliorer la situation de ce secteur agricole d'une importance capitale pour l'économie de toute la région, l'OECE et la FAO ont procédé à une étude systématique des pâturages en 1950 et la FAO a créé ultérieurement un Groupe de travail méditerranéen des herbages et de la production fourragère chargé d'entreprendre et de coordonner les travaux dans cette région où il est possible d'accroître notablement la production de fourrage en remplaçant progressivement la rotation céréales/jachères par la rotation céréales/légumineuses fourragères. Au cours des dix dernières années, la superficie des cultures de céréales et de légumineuses en rotation a considérablement augmenté, en particulier à Chypre, en Grèce et en Israël. L'Algérie fait de gros efforts pour constituer des réserves de fourrage dans les terres irriguées. Dans des conditions climatiques quelque peu analogues, les légumineuses ont été associées de plus en plus à la culture du blé, dans le sud de l'Australie ; le Chili a fait des recherches très poussées sur la valeur nutritive des plantes fourragères. Des mesures importantes ont donc été prises en vue d'une utilisation plus rationnelle des terres.

Dans les terrains de parcours étendus et peu alimentés en pluies qui couvrent de vastes parties du monde, les améliorations ont été faibles, exception faite pour l'Australie, l'Union Sud-Africaine,

l'ouest du Canada et l'ouest des Etats-Unis. Dans de nombreuses régions arides et semi-arides, les bandes de terrain proches sont soumises au pâturage abusif de troupeaux nomades qui sont décimés lorsque l'herbe vient à manquer par suite de la sécheresse ou des déprédations des parasites naturels. Pourtant, on comprend mieux aujourd'hui que le rôle de la végétation naturelle est d'assurer non seulement la subsistance du bétail mais aussi la conservation optimum du sol et des eaux. Dans des conditions favorables, il a été possible de réensemencer des terres avec des graminées plus résistantes ou de plus grande valeur nutritive. Dans des régions tropicales — et presque toujours à titre expérimental — des terrains de parcours ont été clôturés pour empêcher le bétail d'y pâturer, en vue de déterminer le rythme de la régénération naturelle, et de nombreuses expériences ont été faites sur le pâturage différé et sur le pâturage par rotation. La FAO a entrepris une enquête sur les terrains de parcours semi-désertiques et sur les autres pâturages du Proche-Orient. Plusieurs pays ont aménagé ou étudié la possibilité d'aménager des points d'eau bien répartis et, dans certains cas, des réserves de fourrage ont été constituées dans des centres pour faire face à des périodes critiques.

Dans les régions tropicales et subtropicales, l'aménagement pastoral et la préservation des fourrages en sont encore à un stade très peu avancé. Le bétail est presque toujours cantonné sur divers types de terrains incultes limités d'un côté par les terres cultivées et de l'autre par les terrains boisés ; l'extension de la superficie cultivée et la limitation du pâturage en forêt réduisent progressivement l'étendue des herbages. D'autre part, pour des motifs d'ordre social et religieux, un nombre excessif de bêtes sont souvent parquées sur ces terrains qui, en raison de leur médiocre fertilité naturelle, produisent une herbe si mauvaise que les animaux refusent de la manger dès qu'elle mûrit et sont donc presque toujours affamés. L'élevage est donc peu rentable et l'érosion dégrade rapidement ces pâturages dénudés. Au cours des dix dernières années, on a mieux compris que l'herbe pouvait être amenée à jouer un rôle plus important également dans les zones tropicales. L'Inde procède actuellement, en vue de mettre au point de meilleures méthodes d'aménagement pastoral, à de vastes enquêtes sur la flore et sur l'écologie de ses pâturages naturels. Les enquêtes écologiques du genre de celle qui est en cours en Inde et l'enquête sur le bétail entreprise en Amérique centrale par des experts de la FAO dans le cadre d'un vaste programme d'intégration agri-

cole exécuté sous les auspices de la Commission économique pour l'Amérique latine fournissent les bases sur lesquelles de nouveaux progrès pourront être réalisés à l'avenir. Etant donné la valeur limitée des graminées, on recherche activement les possibilités d'accroître la production de fourrage et des recherches sont en cours sur la valeur nutritive de diverses espèces de graminées et de légumineuses.

En conclusion, il est clair que les principes qui devraient assurer une exploitation plus rationnelle des pâturages n'ont, en fait, qu'une application très limitée dans une grande partie du monde et, en particulier, dans les zones tropicales et subtropicales ; néanmoins, il a été procédé à de nombreuses études et à de nombreux travaux expérimentaux qui devraient porter ultérieurement leurs fruits. Dans les régions où l'exploitation des pâturages est plus intensive, les principaux objectifs ont été l'accroissement de la productivité des pâturages par le réensemencement et par la fertilisation et l'intégration plus étroite de l'élevage et de la culture dans le cadre de systèmes d'exploitation permanents. Dans les zones de pâturage intensif, on s'est efforcé surtout de limiter le pacage sur les pâturages naturels au début de la période de végétation et certains pays ont cherché à réensemencer des terres arables abandonnées et des terrains de parcours favorables là où les bonnes graminées avaient été détruites par un pacage abusif. Dans les zones tropicales, les recherches ont été orientées vers l'étude des ressources actuelles en pâturages pour déterminer les méthodes d'exploitation et les principes fertilisants qu'ils réclament et pour essayer de trouver quelques graminées et légumineuses à bonne valeur nutritive susceptibles de prospérer dans les régions tropicales.

Santé animale

Au cours des dix dernières années, l'Europe a connu une importante épidémie de fièvre aphteuse qui a eu pour résultat un resserrement de la coopération internationale pour combattre cette très redoutable épizootie. En 1954, la FAO a créé la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse dont font aujourd'hui partie huit Etats Membres.

Tous les pays dotés de services vétérinaires bien développés ont intensifié leurs efforts pour éliminer la tuberculose et la brucellose. Le perfectionnement des méthodes de diagnostic et la standardisation des produits biologiques utilisés pour les diagnostics (par exemple tuberculine,

antisérum *Brucella abortus* et test de fixation du complément pour la paratuberculose) ont contribué dans une mesure appréciable au succès de ces efforts.

Les pays moins développés d'Extrême-Orient et d'Afrique, où la peste bovine est la principale épizootie, ont entrepris contre cette maladie une campagne qui se développe sur un très vaste front et dont les résultats vont en s'améliorant régulièrement, grâce à l'utilisation de vaccins plus efficaces et moins coûteux. D'autres vaccins (par exemple contre le charbon et contre la pasteurellose) ont été perfectionnés.

Les recherches sur les maladies dites de stérilité ont permis de perfectionner les méthodes de lutte parallèlement à l'amélioration des méthodes d'insémination artificielle, notamment par la conservation du sperme à basse température. La FAO a joué un rôle important dans la coordination de ces travaux, en ce qui concerne notamment la brucellose et la vibriose bovine et elle a également puissamment contribué à montrer l'intérêt du commerce international du sperme.

Les insecticides efficaces récemment mis au point, comme le DDT, l'hexachlorure de benzène, le chlordane, etc., ont été utilisés avec profit pour combattre les parasites externes de la peau du bétail — agent de la gale et tiques — et aussi pour lutter contre les maladies que transmettent ces parasites, comme la piroplasmose des bovidés, la theilériose et la *Heartwater*. Durant cette période, une grande partie de l'Afrique méridionale a été débarrassée de la mouche tsé-tsé grâce à des pulvérisations aériennes d'insecticides.

L'élimination des parasites internes par un meilleur mode d'exploitation (pâturages par rotation) et par la mise au point de produits anthelminthiques, notamment la phénothiazine, a été étudiée de plus près, en particulier dans l'élevage des ovins. Les importants progrès de la thérapeutiques ont été à l'origine d'une amélioration considérable des traitements ; c'est ainsi que la pénicilline est employée dans le traitement de la mammites, les composés à base de phénanthridinium (bromure de méthyl — 2.7 diamino — 9 phényl phénanthridine) dans celui des trypanosomiasés, l'auroémocine dans celui des affections dysentériques, les sulfamides dans celui des affections septicémiques, etc.

Le développement de l'aviculture dans le monde entier et les échanges internationaux de sujets à gros rendement ont rendu les épizooties beaucoup plus redoutables que par le passé. L'essor de l'aviculture a été subordonné à la lutte contre des maladies telles que la maladie de Newcastle et le per-

fectionnement des vaccins a également joué un rôle considérable dans ce domaine.

Dans beaucoup de pays sous-développés, il est probable que le fait nouveau le plus important survenu dans le domaine de la santé animale a été le début d'organisation par l'Etat de services vétérinaires et de laboratoires de diagnostic et de recherche. Nombre de pays ont entrepris de fabriquer des vaccins et commencent à comprendre toute l'importance de la santé animale pour un élevage prospère. Il importe également de noter une tendance à l'organisation régionale de la lutte contre les maladies épizootiques à laquelle la FAO a beaucoup contribué, non seulement en Europe mais aussi dans les deux Amériques, au Proche-Orient, en Extrême-Orient et en Afrique.

Alimentation des animaux

Au cours de ces dernières années, la science de l'alimentation des animaux a fait des progrès particulièrement marqués en Amérique du Nord, en Europe et en Océanie. L'Europe a fortement développé l'emploi par les animaux d'aliments de production locale, notamment graminées, pour remplacer les aliments concentrés importés, en insistant spécialement sur les variétés de plantes ayant un rendement supérieur par unité de superficie. D'autre part, les recherches et les expériences sur l'alimentation des animaux se sont multipliées, dans le cadre d'initiatives officielles et privées, en vue de généraliser l'emploi des sous-produits industriels comme la betterave à sucre, les pulpes, les aliments concentrés à base de levure, les mélasses, l'urée et les sous-produits des industries de la viande et du poisson.

La complexité de la préparation des rations alimentaires modernes a déterminé le développement parallèle des analyses des aliments qui a conduit à une préparation plus scientifique des rations alimentaires en fonction des besoins véritable et des chiffres de production des animaux, d'où une rationalisation des méthodes d'alimentation des animaux à la ferme.

Des enquêtes approfondies sur les maladies de la nutrition et sur les carences alimentaires ont porté sur une fraction du monde bien plus importante ; ces enquêtes ont révélé l'existence de vastes zones considérées jusqu'ici comme inexploitable et, en fait, susceptibles de porter de bons pâturages. Les méthodes de diagnostic utilisées dans ces enquêtes se sont aussi progressivement améliorées.

Les possibilités d'utilisation des antibiotiques dans l'alimentation des animaux, en particulier

dans celle des porcins et des volailles, fait l'objet de nombreux travaux, notamment aux États-Unis et en Europe, et leur emploi pourrait accélérer la vitesse de la transformation des aliments en protéines destinées à la consommation humaine. L'amélioration des connaissances, qui a conduit à mieux utiliser les suppléments minéraux, a aussi contribué dans une mesure appréciable à permettre de préparer des rations alimentaires équilibrées pour les animaux.

Enfin, le perfectionnement des méthodes de conservation de l'herbe par l'ensilage, le séchage, sous forme de foin, etc., a contribué pour beaucoup à assurer une alimentation protéique satisfaisante pendant la période difficile de l'année.

Sélection animale

Au cours des dix dernières années, l'un des principaux faits nouveaux à signaler dans ce domaine a été l'enregistrement beaucoup plus fréquent du rendement des animaux. Les fiches ainsi établies ont permis aux éleveurs d'évaluer les quantités réellement consommées et produites et, par suite, d'établir des programmes de sélection plus rationnels. Des progrès considérables ont été réalisés dans cette direction au Danemark, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Nouvelle-Zélande.

Le développement relativement important de l'insémination artificielle, en particulier en Amérique du Nord et en Europe, a fait avancer sensiblement les méthodes employées dans l'épreuve de la descendance et la multiplication du plasma germinatif supérieur. Plus récemment, les nouvelles techniques de conservation du sperme à basse température ont donné une impulsion nouvelle à ces travaux et ont ouvert de vastes possibilités à l'introduction de l'insémination artificielle dans des régions auxquelles cette forme de sélection accélérée était jusqu'ici inaccessible. D'autre part, si les acquisitions nouvelles sont dans l'ensemble favorables, elles ont aussi posé de nouveaux problèmes en ce qui concerne la propagation des maladies et montré la nécessité de nouvelles mesures pour y remédier.

Dans les pays où les conditions climatiques sont moins favorables, la majorité des spécialistes tendent maintenant à penser qu'il vaut mieux améliorer par la sélection les espèces animales indigènes plutôt qu'introduire des espèces animales améliorées des pays tempérés. Des études précédentes ont déjà montré que dans ces régions la production et la conformation des animaux importés des zones tempérées et de leur descendance ne tardent pas à subir, au bout d'un laps de temps relativement

court, une nette altération qui semble due au fait que ces animaux sont incapables de s'adapter à un milieu totalement différent, caractérisé par des aliments grossiers, une plus forte incidence des maladies, notamment des maladies parasitaires, et des températures sensiblement plus élevées. En dépit d'une productivité souvent faible, le bétail indigène paraît mieux adapté au milieu et, en dehors des efforts déployés pour l'améliorer par la sélection, des recherches sont en cours dans de nombreuses parties du monde pour déceler les facteurs qui, dans les milieux défavorables, font baisser la capacité de production du bétail indigène.

Effets de la mise en valeur des ressources naturelles et des progrès de la technologie sur la productivité agricole

L'insuffisance des données disponibles et le manque de place nous obligent à traiter brièvement cette question dont la complexité est accrue par la difficulté de distinguer entre les effets des progrès de la technologie et de la mise en valeur des ressources naturelles et ceux des phases de plus longue durée de l'évolution des climats. En outre, il y a un décalage considérable entre la cause et l'effet, si bien que les accroissements de productivité enregistrés au cours des dix dernières années sont parfois dûs à des mesures prises avant la guerre, tandis que l'accélération de la mise en valeur des ressources naturelles et l'application croissante des progrès techniques notées au cours des cinq dernières années dans certaines régions ne sauraient donner des résultats appréciables avant qu'on soit entré dans la prochaine période de dix années.

Sous ces réserves, nous pouvons évoquer brièvement quelques exemples où les rendements des cultures et du bétail, ainsi que la productivité générale par unité de superficie ont changé au cours des dix années qui viennent de s'écouler par rapport aux années d'avant-guerre. Ces exemples serviront à montrer les résultats obtenus dans quelques pays et secteurs agricoles importants grâce aux nouvelles techniques décrites aux chapitres précédents. Les problèmes plus généraux de la productivité, considérée sous l'angle des rapports entre les dépenses et les recettes d'exploitation, et l'évolution de la productivité de la main-d'œuvre, seront examinés dans un autre chapitre.

En Europe occidentale, et en particulier au nord des Alpes, il est manifeste que la productivité des cultures et du bétail a fait des progrès continus. Dans les pays membres de l'OECE (à l'exception des pays du bassin Méditerranéen), les rendements moyens des cultures céréalières ont été de 17 à 18

pour cent supérieurs aux rendements d'avant-guerre, au cours de la période 1948-53 ; les rendements en pommes de terre ont augmenté encore davantage. Il est probable que l'introduction du maïs hybride, qui fait monter les rendements de 30 pour cent et même davantage en Europe, déterminera des modifications importantes de la situation en Europe méridionale lorsqu'on disposera de variétés adaptées au bassin méditerranéen. Dans la plupart des pays membres de l'OECE, la production de lait par vache dépasse aujourd'hui de 10 pour cent et même plus la production d'avant-guerre et continue d'augmenter à raison de 1,5 à 2 pour cent par année dans le nord-ouest de l'Europe. Au cours de la période 1950-54, la production d'œufs par poule a été de 13 pour cent environ supérieure à la production d'avant-guerre et le rapport entre l'accroissement en poids du bétail et la quantité de nourriture ingérée s'est amélioré, en particulier dans la production des porcins. En outre, la masse des produits de l'élevage quittant la ferme a sensiblement augmenté par suite du remplacement des chevaux par les tracteurs qui a permis d'accroître les effectifs du bétail directement productif¹. On peut citer l'exemple du Royaume-Uni où les effectifs du bétail productif ont augmenté de 10 pour cent environ de 1939 à 1953/54, tandis que le nombre des chevaux diminuait de 70 pour cent environ. Au cours de la même période, ces effectifs du bétail productif ont augmenté de 7 pour cent environ aux Pays-Bas, tandis que le nombre des chevaux reculait de 25 pour cent, les chiffres correspondants pour le Danemark étant de 4 et de 40 pour cent environ. En Italie, les effectifs du bétail productif se sont accrus de 12 pour cent et le nombre des chevaux a diminué de 8 pour cent, de 1939 à 1952/53. Dans l'ensemble des pays membres de l'OECE, la production agricole nette a fait, par rapport aux années d'avant-guerre, un bond de 30 pour cent environ, conséquence avant tout du perfectionnement des techniques allié à la mise en valeur et à

¹ Le terme « chevaux » est employé ici au sens large et désigne à la fois les chevaux, les mulets et les ânes. Le « bétail directement productif » comprend les bovins, les porcins, les ovins et les caprins. Pour obtenir des indices comparables, on a utilisé pour le bétail les coefficients de conversion unitaire suivants :

Chevaux	1,00	Bovins	0,75		
Mulets	0,75	Porcins	0,15	Caprins	0,15
Anes	0,70	Ovins	0,15		

Tous les chiffres relatifs aux effectifs du bétail figurant dans ce chapitre sont calculés sur la base de ces définitions et avec ces facteurs de conversion, exception faite pour les Etats-Unis pour lesquels les chiffres sont extraits de *Agricultural Outlook Charts 1955*, USDA.

la meilleure utilisation des ressources disponibles.

On dispose aussi d'utiles renseignements sur les Etats-Unis. L'emploi généralisé des hybrides, joint aux pratiques culturales intensives qu'ils exigent, a fait passer les rendements moyens en maïs de 1,6 tonne à l'hectare en 1925-39, à 2,4 tonnes en 1949-1953, soit un gain de 50 pour cent. En 1949-53, les rendements en maïs ont été de 20 pour cent supérieurs aux rendements de la période 1925-39. Les rendements en pommes de terre ont à peu près doublé (passant de 8 à 16 tonnes à l'hectare), surtout grâce à la lutte contre les maladies. Le résultat final est que l'indice de la production agricole par acre de terre cultivée¹ qui était resté stationnaire de 1910 à 1930, s'est établi à 120 en 1945, 124 en 1950 et 1954, et s'est situé à 127 pour la moyenne des années 1949-54. La productivité du bétail a également augmenté régulièrement et sur une période de temps beaucoup plus longue. La production par unité de bétail exploitée s'établissait à l'indice 81 environ en 1920, 114 en 1925, 124 en 1950 et 132 en 1954, avec une moyenne de 128 pour la période 1949-54. D'autre part, la tendance à délaisser les chevaux comme source d'énergie a été encore plus accentuée peut-être qu'en Europe, avec comme conséquence un accroissement des effectifs du bétail directement productif. Les statistiques officielles des Etats-Unis font ressortir qu'en 1954 les effectifs du bétail directement productif dépassaient de 15 pour cent environ ceux de 1939, le nombre des chevaux et des mulets accusant un recul de l'ordre de 66 pour cent². Il ressort des estimations de la FAO qu'au Canada les effectifs du bétail directement productif et le nombre des chevaux accusaient respectivement un accroissement de 9 pour cent environ et un recul de l'ordre de 40 pour cent.

L'ensemble de cette évolution s'est traduit par une augmentation considérable de la production agricole globale. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis l'indice général de la production agricole, sur la base de 100 avant la guerre, s'est établi à 147 en 1953/54, malgré la stabilité relative de la superficie totale des cultures et des pâturages. Bien qu'il y ait quelques changements dans la superficie agricole totale, il est manifeste que la majeure partie de cet accroissement de la production est due aux progrès de la technologie et à l'utilisation plus rationnelle des terres.

En Australie, le rendement à l'hectare des céréales, du foin, des pommes de terre, de la canne à

¹ Moyenne 1935-39 = 100.

² Extrait de *Agricultural Outlook Charts 1955*, USDA.

sucrer, de la plupart des cultures fruitières au cours de ces dernières années, a sensiblement augmenté par rapport à l'avant-guerre. Au cours de la période de cinq ans 1949-53, les rendements en blé ont dépassé de 50 pour cent environ les rendements moyens de la période 1925-39, en partie probablement par suite de meilleures conditions atmosphériques, mais aussi sans doute par suite de l'emploi de variétés améliorées, de plus fortes applications d'engrais et d'une tendance à l'abandon de la monoculture. Les rendements en lait ont augmenté de 7 pour cent environ et la tendance ascendante à long terme de la production de laine par tête d'ovin s'est maintenue et s'est même accentuée. Le produit moyen de la tonte a été de 8,6 lb. par tête d'ovin au cours des cinq années prenant fin en 1953/54 contre 7,7 lb. au cours des cinq dernières années d'avant-guerre, avec une augmentation parallèle de la capacité de chargement des pâturages. Là aussi, les effectifs du bétail directement productif ont connu un accroissement considérable (117 en 1953/54 sur la base de 100 en 1939), joint à une diminution rapide du nombre des chevaux (tombé en 1953/54 à un peu moins de la moitié des effectifs de 1939). La superficie agricole ayant peu changé, il est évident que l'accroissement de la production enregistré entre la période d'avant-guerre et les toutes dernières années d'après-guerre est dû en majeure partie à une augmentation de la productivité des cultures et du bétail, résultant elle-même des progrès de la technologie.

Dans les régions sous-développées, il n'y a pas de signe aussi net d'un accroissement généralisé des rendements des cultures et, bien que les données relatives au rendement du bétail soient insuffisantes, il est peu probable que la situation ait sensiblement évolué à cet égard. En Extrême-Orient, les rendements globaux en riz ont été et demeurent dans l'ensemble plus faibles qu'avant-guerre. C'est seulement au Japon, aux Philippines et en Malaisie qu'ils accusent une nette augmentation. La productivité des autres cultures céréalières par unité de superficie a également été légèrement inférieure à ce qu'elle était avant la guerre et les rendements en coton restent inchangés. En résumé, on peut dire qu'en Extrême-Orient les rendements des cultures ont été, au cours des cinq premières années d'après-guerre, de 10 pour cent environ inférieurs aux rendements moyens d'avant-guerre et qu'ils commencent aujourd'hui seulement à se rapprocher de ceux d'avant-guerre. Du fait de l'intérêt relativement restreint porté avant la guerre à la mise en valeur des ressources en terre et en eau et, abstraction faite pour le Japon, aux améliorations techniques, rien ne permettait aux ren-

dements d'augmenter immédiatement après la guerre. Les programmes d'irrigation et d'amélioration des semences, joints aux applications d'engrais et au plus grand succès de la lutte contre les maladies, peuvent toutefois déterminer un accroissement des rendements au cours des dix prochaines années. Les programmes d'irrigation et les programmes de mécanisation agricole, ces derniers surtout en Inde, ont toutefois contribué dans une large mesure à provoquer pour la superficie cultivée, une extension d'un peu moins de 10 pour cent qui s'est traduite par un relèvement correspondant de l'indice général de la production agricole.

Au Proche-Orient, la production agricole s'établit aujourd'hui à un indice qui dépasse de 40 pour cent celui d'avant-guerre, mais les rendements en céréales et en coton restent assez stationnaires. En dépit d'une légère amélioration de la lutte contre les maladies, la sélection et l'alimentation des animaux n'ont pas fait de progrès susceptibles de conduire à un accroissement tant soit peu appréciable de la productivité du bétail. L'explication doit donc être recherchée dans l'extension de la superficie cultivée et peut-être dans l'accroissement des effectifs du bétail. En fait, la superficie cultivée a augmenté de près de 40 pour cent. Ces progrès ont été réalisés en grande partie en Turquie mais l'augmentation a aussi été nette dans la plupart des pays du Proche-Orient. Les programmes de mécanisation agricole (en Turquie) et les programmes d'utilisation et de régularisation des eaux ont joué un rôle important dans l'extension de la superficie cultivée.

En Amérique latine, il n'y a aucun signe d'un accroissement généralisé des rendements des cultures. Cependant, les rendements de certaines cultures dans certains pays ont sensiblement progressé au cours des dix dernières années par rapport à l'avant-guerre. C'est ainsi que le Mexique a enregistré un accroissement généralisé et assez important des rendements en maïs, en blé, en haricots, en arachides et en coton, qui peut être dû dans une large mesure au développement rapide de l'irrigation. Les rendements en riz se sont améliorés au Brésil et au Pérou et les rendements en haricots ont augmenté dans un petit nombre de pays. Dans l'ensemble de la région, les rendements en pommes de terre ont augmenté de près de 30 pour cent. Cependant, de nombreuses cultures, maïs surtout, ont généralement des rendements en régression et l'examen de l'évolution de ces derniers donne à penser qu'il n'ont pu contribuer que très modestement à l'accroissement global de la production agricole.

En ce qui concerne l'élevage, les statistiques

des rendements par tête de bétail sont rares. Cependant, les effectifs du bétail directement productif ont augmenté, bien que dans quelques pays le nombre des chevaux se soit accru. En Argentine, les effectifs du bétail directement productif ont augmenté d'un tiers tandis que le nombre des chevaux a diminué de 15 pour cent, entre 1939 et 1952/53 ; au Brésil, les effectifs du bétail directement productif et ceux des chevaux ont augmenté respectivement de 38 et de 12 pour cent au cours de la même période.

Il semble que l'accroissement de la production ne peut guère être attribué aux progrès de la technologie car, si la production agricole totale a augmenté de 30 pour cent, il faut tenir compte du fait que la superficie cultivée s'est accrue de 25 pour cent et que les effectifs du bétail directement productif ont aussi légèrement augmenté. L'accroissement de la superficie cultivée est dû en partie aux programmes d'irrigation et de mécanisation agricole, mais il est probable qu'il résulte dans une large mesure de la tendance naturelle des agriculteurs à accroître la superficie cultivée dans une économie agricole en expansion et encore jeune.

En conclusion, on peut dire que les programmes de perfectionnement des techniques et de mise en valeur plus rationnelle des ressources agricoles jouent effectivement un rôle prépondérant dans l'accroissement de la production. L'augmentation de la productivité des cultures et du bétail, dans les régions plus avancées d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Océanie, est le fruit d'efforts persévérants dans le domaine de la recherche, de la vulgarisation et de la mise en valeur du patrimoine national, joints à l'esprit d'entreprise d'un paysannat éclairé, auquel il faut ajouter les gains réalisés grâce aux efforts accomplis après la guerre. La plupart des pays d'Amérique latine, du Proche-Orient, d'Extrême-Orient et d'Afrique n'ont pas recueilli l'héritage de cette longue tradition, ou seulement dans une mesure beaucoup plus faible, et, au cours des dix dernières années, ils ont surtout cherché à constituer un patrimoine de ce genre pour les prochaines décennies. Jusqu'à présent, les accroissements de rendements sont faibles dans ces pays mais les programmes d'extension de la superficie cultivée ont donné des résultats plus rapides.

FORÊTS

La mise au point de politiques forestières régionales et nationales jointe à la planification mondiale de la mise en valeur des forêts s'est

accompagnée d'une amélioration considérable des conditions matérielles de l'exploitation forestière et de gros progrès de la technologie du bois qui, à leur tour, ont conduit à une utilisation plus rationnelle des ressources forestières existantes.

Avant la guerre, de vastes régions couvertes de riches forêts restaient inexploitées en raison de leur inaccessibilité ou de l'insuffisance des moyens de transport. Du fait de méthodes d'exploitation inefficaces et rétrogrades, de grandes quantités de matières premières intéressantes étaient abandonnées dans les forêts comme déchets d'exploitation et les pertes et la détérioration du bois durant le transport étaient souvent importantes. Cependant, depuis la guerre, des progrès considérables ont été réalisés dans tous ces secteurs de l'exploitation forestière à peu près partout dans le monde. Le perfectionnement de l'équipement servant à la construction des routes a permis d'ouvrir à l'exploitation de nombreuses forêts considérées jusqu'ici comme inaccessibles et la modernisation du matériel de transport du bois a encore accentué ce mouvement. Il en est résulté une extension de la superficie des forêts exploitables et, partant, un élargissement des disponibilités, mais la rationalisation des méthodes d'exploitations proprement dites a également déterminé un accroissement des ressources en bois. Dans le monde entier, on s'occupe beaucoup plus qu'auparavant de la formation des forestiers pour encadrer la main-d'œuvre forestière de travailleurs hautement qualifiés et bien au courant de leur métier. Le perfectionnement des méthodes d'abattage s'est accompagné d'un meilleur entretien et, dans la mesure du possible, d'une normalisation de l'outillage servant à l'abattage, en même temps qu'on essayait de déterminer les outils les mieux adaptés aux différents usages que comportent l'abattage et le débitage modernes. Le perfectionnement des méthodes d'exploitation a non seulement influé sur le volume des disponibilités en bois, mais la mécanisation en particulier a aussi eu de fortes répercussions sur le prix du bois. L'incidence des frais de main-d'œuvre est très forte sur la plupart des produits forestiers, exception faite peut-être pour les produits à base de pâte de bois, et leurs prix tendent à augmenter plus rapidement que les prix des produits ordinaires. La rationalisation de l'exploitation a donc contribué à limiter la hausse des prix relatifs. A l'heure actuelle, ces transformations ne se font pas seulement dans le cadre national, mais la coopération régionale et mondiale gagne aussi chaque jour du terrain dans ce domaine.

De pair avec les tentatives faites pour améliorer les méthodes d'exploitation proprement dites et pour accroître ainsi les quantités de bois tirées des forêts, l'intérêt se porte aujourd'hui sur le choix d'essences forestières appropriées et sur l'élargissement dans les différents secteurs d'utilisation du bois, du rôle de certaines essences jusqu'ici inconnues dans le commerce. Les échanges internationaux de renseignements entre les différentes institutions de recherches permettent de mieux connaître les conditions optimums de climat et de sol exigées par les diverses essences et d'obtenir les meilleurs résultats des programmes de boisement et de reboisement en cours d'exécution dans le monde entier. Les échanges internationaux de forestiers, leur formation plus complète ainsi que l'amélioration générale des services forestiers nationaux, notamment dans les parties du monde où ces problèmes n'étaient guère ou pas étudiés avant la guerre, assurent de plus en plus une meilleure exploitation et une meilleure conservation des richesses forestières. Dans nombre de pays, l'éducation du public a également contribué dans une large mesure à limiter la destruction sans profit des ressources forestières, notamment par ceux qui se servent du bois comme combustible.

Les progrès de la technologie forestière et le perfectionnement de l'outillage n'auraient servi à rien si les méthodes d'utilisation du bois proprement dites n'avaient fait des progrès similaires. Or, la technologie du bois a fait des pas de géant après la guerre et des méthodes inédites et plus rationnelles ont été introduites même au premier stade de l'utilisation des produits forestiers. Le facteur prix de revient signalé ci-dessus et aussi, dans quelques régions, la pénurie même de bois ont fortement stimulé ces progrès. La proportion des produits forestiers consommés comme combustible a diminué et la proportion utilisée par l'industrie a augmenté. En outre, parallèlement à la diminution des déchets au stade de l'exploitation et à tous les stades de la transformation, de nouvelles utilisations ont été découvertes pour les déchets eux-mêmes. On emploie davantage de bois ronds de petite dimension — notamment celui qui provient des éclaircissements dont l'utilité est si grande pour un aménagement sylvicole rationnel — et de feuillus. La modification des besoins de l'industrie en produits forestiers est pour beaucoup dans la manifestation de cette tendance. Le développement incessant de l'industrie de la pâte de bois exige de plus grandes quantités de bois de petite dimension et les fabriques de pâte utilisent une masse croissante de déchets consi-

dérés auparavant comme inutilisables, de même que les industries nouvelles ou récentes des panneaux de fibres et des panneaux agglomérés aux résines synthétiques.

Ces tentatives pour utiliser le bois plus rationnellement n'ont pas été limitées au premier stade de sa transformation. De nouveaux matériaux ont remplacé le bois dans beaucoup de ses emplois traditionnels, mais il a conservé de fortes positions grâce à de nouvelles méthodes de construction qui ont permis de l'utiliser plus économiquement. Très souvent inconnus avant la guerre, des procédés nouveaux qui économisent ou préservent le bois, sont largement appliqués aujourd'hui dans le monde entier. Ces progrès de la technologie, joints à l'introduction et à la commercialisation d'essences jusqu'ici inconnues sur le marché, ont permis de mieux répondre à la demande croissante de bois dans ses différents domaines d'utilisation.

PÊCHES

La nature changeante des ressources en poisson, le fait que très souvent les résultats de l'exploitation ne sont pas notés de façon systématique et le partage de ces ressources avec d'autres pays de pêche, ont été parmi les principales difficultés rencontrées par les gouvernements dans leur effort pour soutenir ou accélérer le développement de l'industrie des pêches après la guerre. Quelques pays comme la Norvège, le Danemark, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, le Canada, l'U.R.S.S. et le Japon ont une longue tradition de recherche visant essentiellement à assurer la conservation des ressources en poisson. Après la guerre, les recherches biologiques ont été réorientées vers l'exploitation rationnelle des ressources en poisson fondée sur leur évaluation systématique. Cette nouvelle orientation a amené à faire une distinction plus radicale entre les études biologiques de base et les enquêtes exécutées en étroite relation avec les impératifs économiques de l'industrie des pêches.

Les pays où l'industrie des pêches est développée ont intensifié de façon assez régulière leurs recherches biologiques en insistant sur l'évaluation numérique des peuplements de poissons importants et sur l'étude de leur comportement. Le nombre des navires océanographiques et des établissements de recherche à terre a donc augmenté en Europe et en Amérique du Nord, où les résultats des enquêtes sur des espèces spécialement intéressantes du point de vue économique, comme la morue, le hareng, le flétan, le thon et le saumon, servent de plus en plus de

base à l'élaboration de la politique en matière de pêches et à l'exploitation des ressources en poissons. L'intérêt porté à l'exploitation rationnelle de ces peuplements importants a donné une impulsion nouvelle aux activités des conseils scientifiques internationaux déjà créés avant la guerre et a provoqué la création d'organismes tels que la Commission internationale des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest et la Commission internationale des pêches du Pacifique Nord. La situation dans la mer du Nord a particulièrement inquiété les pays de pêche européens ; en effet, après avoir bénéficié de la suspension virtuelle des opérations de pêche pendant la guerre, les peuplements ont à nouveau donné des signes d'épuisement au bout de quelques années après la cessation des hostilités. La Convention de la mer du Nord, élaborée en 1946, fut finalement ratifiée en 1952 et des mesures de conservation appropriées sont prises aujourd'hui dans cette zone. Dans les zones sous-développées, l'expansion de l'industrie des pêches réclamait encore plus impérieusement une évaluation systématique des ressources en poisson. Seules quelques études biologiques isolées avaient été effectuées avant la guerre dans une grande partie de l'Asie du Sud-Est, de l'Extrême-Orient, de l'Afrique et de l'Amérique latine. Après la guerre, les recherches sont devenues beaucoup plus nécessaires pour déterminer les possibilités d'exploitation de ressources marines jusqu'alors inconnues, pour accroître l'énorme production potentielle des eaux intérieures grâce au perfectionnement des méthodes d'exploitation et pour rendre les opérations actuelles plus productives.

Après la guerre, les recherches technologiques ont été caractérisées par une tendance à élargir l'étude des problèmes intéressant spécialement les pêches et à accélérer l'application des progrès réalisés dans des domaines technologiques connexes : conservation des aliments, équipement radio et sondeurs à échos, moteurs Diesel, construction navale, etc. L'effort dans ce dernier domaine fut particulièrement important immédiatement après la guerre, époque à laquelle les matériaux et l'équipement mis au point pendant la guerre purent être utilisés aussitôt sur les nouveaux bateaux de pêche. Des progrès considérables ont été réalisés dans la construction des bateaux de pêche. En ce qui concerne les flottilles européennes de chalutiers opérant en haute mer et les flottilles de thoniers des Etats-Unis la tendance a été de construire des unités plus grosses et plus rapides, ayant un rayon d'action de plus de 2 000 milles, dotées de tous les instruments

de navigation modernes, pourvues d'un équipement électrique pour la détection du poisson et aménagées en vue d'un meilleur entreposage du poisson et d'une meilleure installation de l'équipage. Des navires-usines pouvant traiter le poisson en mer ont été mis en service récemment, à titre expérimental, dans l'Atlantique Nord. Sur les bateaux plus petits, comme ceux des flottilles de pêche à la senne danoise, et ceux des flottilles américaines, islandaises, canadiennes et norvégiennes de pêche à la senne tournante, des moteurs plus puissants ont été montés et les sondeurs à échos sont d'un emploi presque universel aujourd'hui. A terre, la mécanisation des industries s'est développée. Pour ce qui est de l'utilisation, la difficulté essentielle réside dans le fait que le poisson est extrêmement périssable et le problème fondamental consiste à remédier à cet inconvénient pour améliorer les conditions de commercialisation. Des progrès réguliers ont été réalisés. Depuis la guerre, en Europe et en Amérique du Nord, la congélation et en particulier la conserverie, ainsi que l'amélioration et le contrôle de la quantité ont sans cesse progressé. Les modifications intervenues dans la structure de la demande à la consommation — par exemple, le goût manifesté pour les emballages attrayants, pour les produits déjà cuits, etc. — et la concurrence croissante des aliments de remplacement, comme la viande et les œufs, ont obligé à prêter plus d'attention à la qualité et à la préparation des produits, en particulier sur l'important marché des Etats-Unis. En Europe, le nombre des établissements de recherches technologiques s'est accru pour étudier les problèmes relatifs à la manipulation et à la conservation du poisson capturé dans les lointaines mers arctiques et pour examiner, tant en Amérique du Nord qu'en Europe, les problèmes intéressant le traitement du poisson et en particulier sa congélation. Sur le plan international, on a noté un mouvement de coopération en ce qui concerne la normalisation de la préparation et de la description des produits à base de poisson. Au cours de cette période également, la forte demande de farine de poisson et la facilité avec laquelle les procédés de réduction permettent d'absorber les excédents saisonniers ont déterminé un rapide essor des industries de la farine et des huiles de poisson, en même temps que la mise au point de techniques perfectionnées, en particulier aux Etats-Unis, en Norvège, en Islande, et en Afrique du Sud. D'actives recherches se poursuivaient parallèlement sur les résultats de l'alimentation du bétail avec la farine de poisson, et la valeur nu-

tritive des aliments du bétail à base de poisson a été de plus en plus reconnue. Plus récemment, de nouvelles recherches ont révélé la possibilité d'utiliser des farines de poisson raffinées dans l'alimentation humaine, surtout en les utilisant pour enrichir des aliments traditionnels, comme le pain. Dans les pays sous-développés, les problèmes technologiques sont plus aigus et se posent dans des domaines divers : formation de

chercheurs et de personnel pour l'industrie des pêches, introduction de techniques et d'engins de pêche plus efficaces, transport du poisson sur de longues distances et en terrain difficile, conservation du produit de la pêche dans des conditions climatiques défavorables, etc. Dans ce dernier domaine, un champ très vaste s'ouvre à l'assistance technique en faveur des pays insuffisamment développés.

Chapitre V - ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES DISPONIBILITÉS

Le moment est venu de commencer à évaluer les résultats des efforts entrepris après la guerre pour développer la production dans les domaines de l'agriculture, des forêts et des pêches. Il s'agit de voir dans quelle mesure les investissements, les stimulants économiques, les modifications du régime foncier et une plus ample diffusion des connaissances scientifiques et technologiques ont permis de produire en quantité voulue certaines denrées alimentaires qui faisaient si cruellement défaut à la fin de la guerre. On a aussi examiné comment l'agriculture avait progressé par rapport à l'industrie et à d'autres secteurs de l'économie, et comparé son évolution actuelle avec celle qu'elle avait connue après la première guerre mondiale. On s'est demandé enfin quelles étaient les conséquences ultimes de l'augmentation progressive des disponibilités ; dans quelle mesure le commerce international avait retrouvé sa physionomie d'avant-guerre ; à quel point les niveaux de nutrition, la situation vestimentaire et celle du logement s'étaient améliorés dans les nombreuses régions où ils laissaient à désirer ; quelles ressources n'avaient pu, pour des raisons de prix ou autres, être utilisées à cette fin, mais étaient allées grossir les stocks excédentaires de nombreux produits agricoles qui, à un certain moment, ont commencé à s'accumuler dans bien des régions du monde.

LE RELÈVEMENT DE LA PRODUCTION

On trouvera des statistiques de base sur le développement de la production depuis la guerre au tableau annexe I pour l'agriculture et, pour les pêches et les forêts, dans la deuxième partie. Les principales modifications, en ce qui concerne la production agricole en général, sont brièvement résumées ci-dessous (tableau V-1) ; l'évolution de la production dans certaines ré-

gions est illustrée dans le graphique V-1 pour chacun des principaux sous-secteurs agricoles, par rapport à l'accroissement démographique.

TABLEAU V-1. POURCENTAGE D'ACCROISSEMENT
DE LA PRODUCTION AGRICOLE NETTE

RÉGIONS	De 1946/47 à 1954/55 ¹	De 1934/38 à 1954/55 ¹
	..... <i>pourcentage</i>	
Europe occidentale.	61	24
Proche-Orient ²	41	43
Afrique.	34	45
Océanie ²	29	22
Extrême-Orient	24	9
Amérique latine	22	35
Amérique du nord ³	10	48
Ensemble des régions ci-dessus	26	27
Monde ⁴	30	20

¹ Pour les régions dans lesquelles la production a marqué un certain fléchissement en 1954/55, on a utilisé à la place une bonne année antérieure.

² 1953/54.

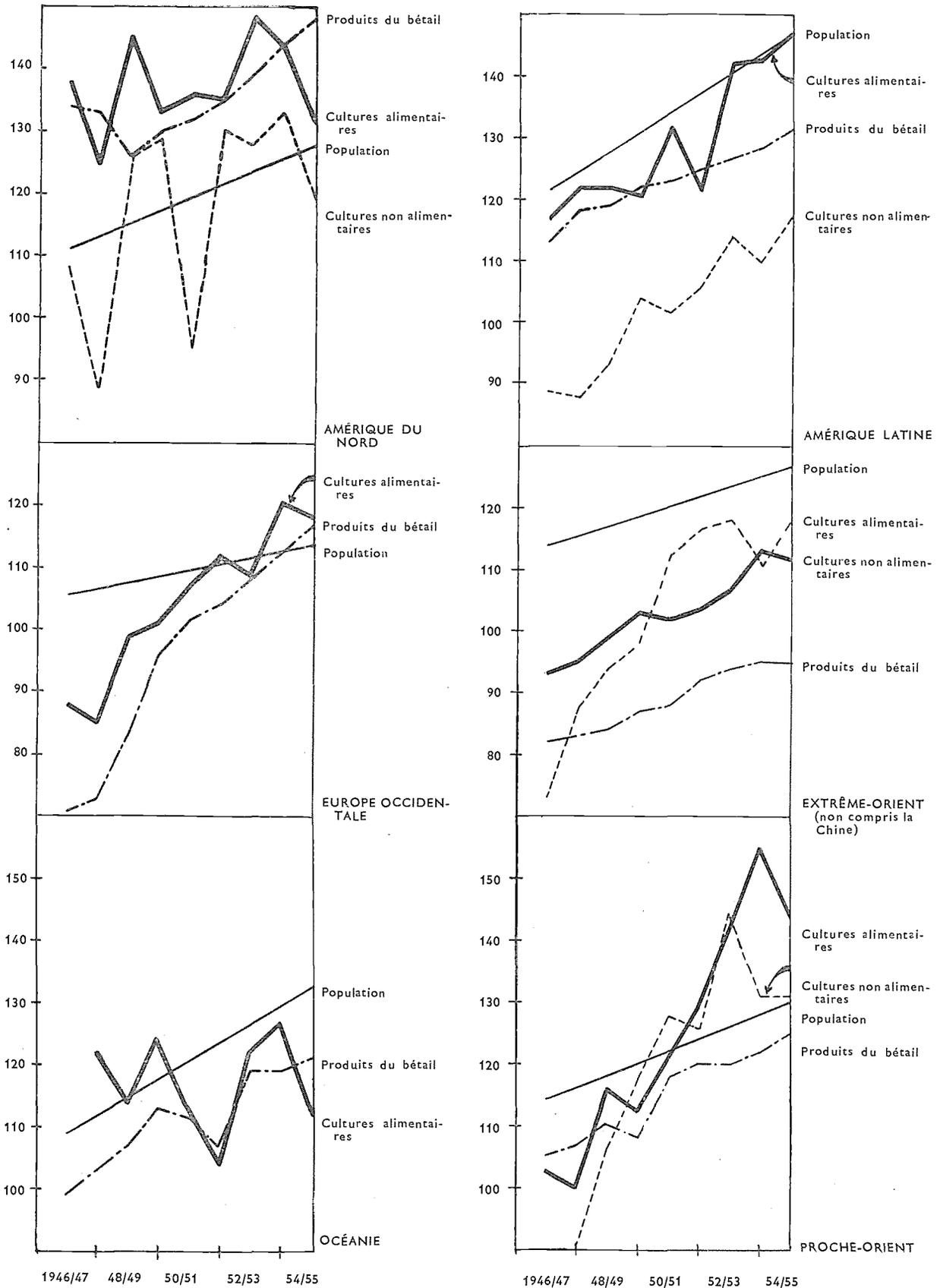
³ 1952/53.

⁴ Comprend des estimations brutes pour l'U.R.S.S., la Chine et l'Europe orientale.

Agriculture

En fait, le relèvement et l'essor de la production agricole ont été remarquables dans certaines régions. En Europe occidentale, où ont été enregistrés les progrès les plus marquants, la production agricole proprement dite avait, vers 1948/49, pratiquement retrouvé son niveau d'avant-guerre ; il en a été de même pour la production animale deux ans plus tard. Au cours des huit années qui vont de 1946/47 à 1954/55, la production agricole nette a augmenté de 60 pour cent, soit un accroissement annuel moyen d'environ 7 pour cent. Un progrès aussi rapide dans une région

GRAPHIQUE V-1. — Production brute des cultures alimentaires, des cultures non alimentaires et des produits du bétail dans certains pays, et accroissement démographique
(Indices : 1934-38 = 100)



aussi vaste est probablement sans précédent ; il dépasse même le résultat enregistré en Amérique du Nord, où la production agricole avait augmenté de 34 pour cent pendant les années de guerre. La tâche a été facilitée, en Europe occidentale, du fait que pendant la première moitié de la période envisagée, il s'est agi essentiellement de retrouver un niveau précédemment atteint ; or, les bâtiments et l'équipement nécessaires à cet effet existaient déjà en grande partie. Si le rythme du développement s'est un peu ralenti par la suite, cela n'est dû qu'en partie à des difficultés techniques croissantes ; il y a eu aussi le fait que les raisons qui poussaient à accroître la production sont devenues moins impérieuses. La production d'après-guerre en Europe occidentale a été notamment caractérisée par l'attention accrue accordée aux herbages et par la tentative de restaurer la production animale sans faire aussi largement appel que dans les années d'avant-guerre aux aliments du bétail importés. Il n'est pas douteux que ces efforts ont été couronnés de succès, puisqu'à partir de 1949/50 l'indice de la production agricole nette est resté constamment supérieur aux indices des récoltes ou de la production animale brutes.

Deux des régions insuffisamment développées du monde ont connu un rythme de développement qui se rapproche de celui qu'a atteint l'Europe occidentale ; il s'agissait, en ce qui les concerne, d'un effort entièrement nouveau et non d'un retour à un niveau précédemment atteint. Au Proche-Orient, la production a, pendant les années considérées, augmenté de quelque 40 pour cent ; ce résultat est dû en grande partie à l'accroissement des superficies consacrées aux céréales, souvent grâce à la mécanisation de l'agriculture (en Turquie et en Syrie, par exemple) ainsi qu'à l'essor pris, à la faveur du boom coréen, par la production de coton et d'autres produits non alimentaires. Mais les conditions climatiques ont rendu les progrès capricieux. En Afrique, l'expansion remarquable des cultures d'exportation a largement contribué à l'accroissement de la production totale, qui a été de 34 pour cent ; mais la production de denrées alimentaires principalement destinées à la consommation intérieure a également marqué un progrès sensible, dépassant largement le rythme de l'accroissement démographique.

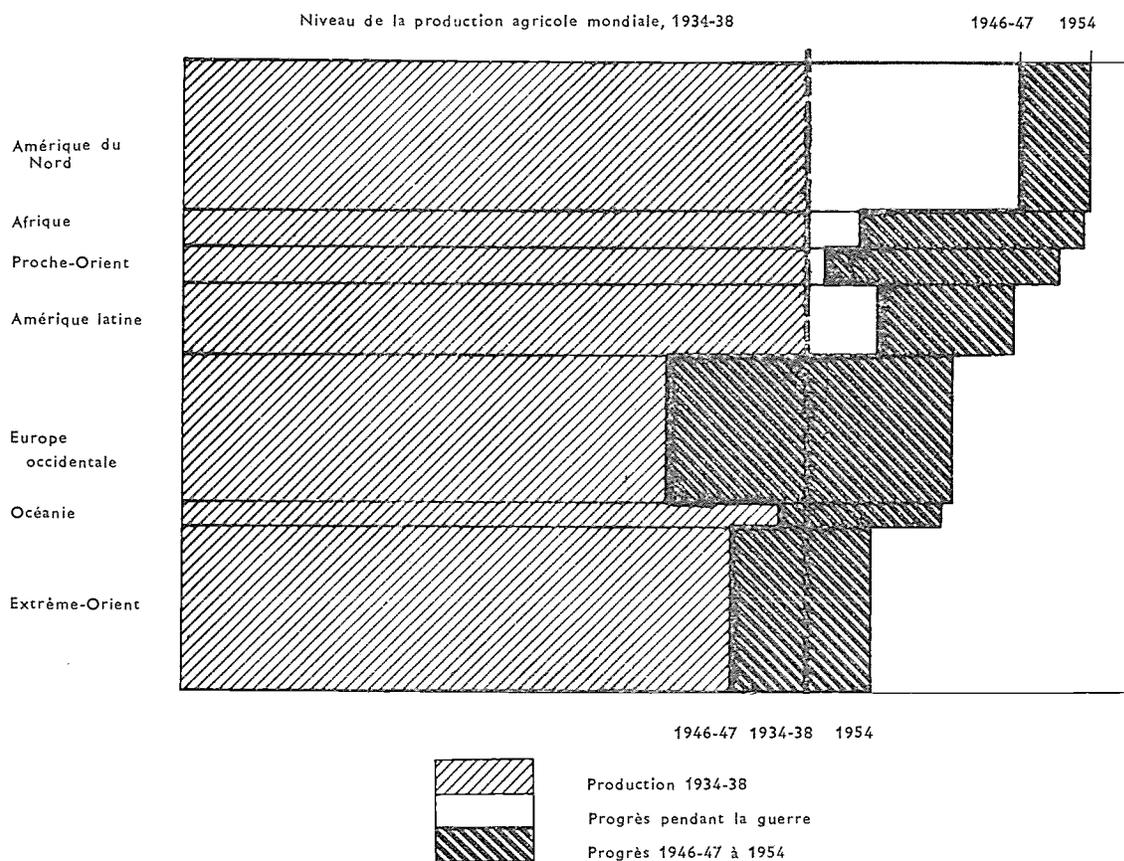
En Océanie également, les progrès ont été inégaux en raison des conditions atmosphériques ; la structure traditionnelle de la production, essentiellement orientée vers l'élevage, n'y a pas subi de modification profonde. Par contre, sous la pression d'un accroissement démographique rapide,

l'Amérique latine s'est tournée de plus en plus vers les cultures alimentaires tandis que la production animale et plus encore les cultures d'exportation avaient tendance à se laisser devancer. En Extrême-Orient également, les cultures alimentaires, surtout celles du riz et des autres céréales, ont été la principale préoccupation. Toutefois, le besoin de devises étrangères a rapidement poussé à favoriser certains produits d'exportation — le caoutchouc notamment — et, sous l'influence du boom coréen, le développement des cultures d'exportation a été pendant un certain temps plus rapide que celui de la production alimentaire. Le relèvement a été grandement retardé en Extrême-Orient par l'état de guerre et les désordres intérieurs continus, par des révisions de frontières et par l'insuffisance des capitaux, de l'équipement et des connaissances techniques. Dans certains pays, le relèvement est loin d'être achevé et, dans l'ensemble de la région, le rythme de la production agricole est encore inférieur à celui de l'accroissement démographique.

En Amérique du Nord, c'est pendant la guerre qu'a eu lieu la plus forte expansion ; l'après-guerre a été essentiellement une période de consolidation et de réadaptation, au cours de laquelle le développement a été dans l'ensemble limité et a tout d'abord porté principalement sur les céréales, en raison de la pénurie aiguë qui se manifestait dans le reste du monde. La production de coton et d'autres produits non alimentaires a connu des fluctuations marquées selon l'état de la demande et sous l'influence du contingentement des superficies. Mais la production animale — viande de bœuf et volaille en particulier — qui avait commencé par enregistrer une légère contraction, a constamment augmenté et dépasse nettement depuis un an ou deux la production végétale. En Amérique du Nord, bien que les progrès de l'agriculture aient été relativement lents dans la période d'après-guerre, l'accroissement de la production par rapport à l'avant-guerre y était toujours plus considérable en 1954/55 (du fait de l'avance prise pendant les hostilités) que dans toute autre région, à l'exception peut-être de l'Afrique. Cependant, l'écart entre les niveaux de production dans cette région et dans le reste du monde ne cesse de diminuer.

Bien que les données relatives à la production agricole de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine soient incomplètes, des renseignements beaucoup plus nombreux sont parvenus au cours de ces deux dernières années et l'on connaît assez bien le développement général de la situation dans l'après-guerre. Au lendemain des hostilités, la pro-

GRAPHIQUE V-2. — Production agricole, monde et régions, 1934-38, 1946-47 et 1954



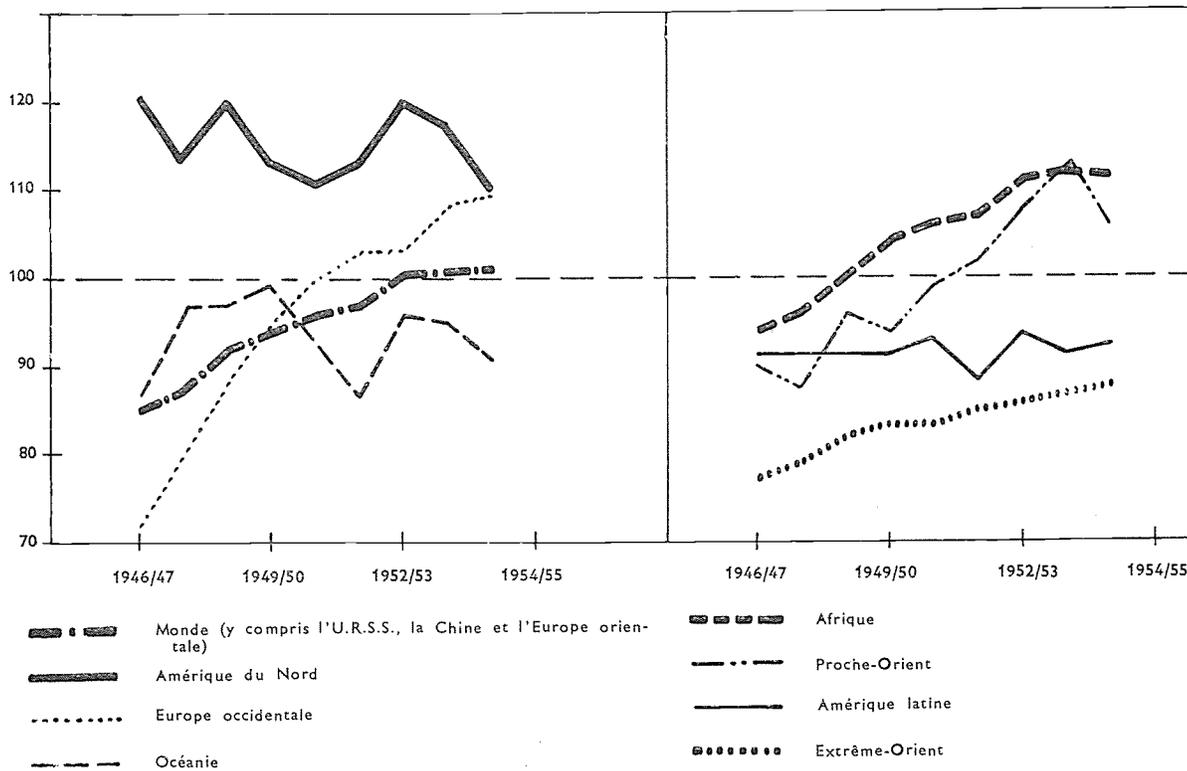
duction de l'U.R.S.S. et de l'Europe orientale était, par rapport au niveau d'avant-guerre, plus basse que dans toutes les autres régions. Le relèvement a été lent pour un certain nombre de raisons, dont certaines des plus importantes sont peut-être la gravité particulière des dommages subis et l'importance spéciale accordée à l'industrie, qui a eu pour double conséquence que le niveau des investissements a été plus faible en agriculture et que les producteurs n'ont pas eu les mêmes stimulants économiques qu'ailleurs. En Europe orientale, la production céréalière n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant-guerre et cette région importe maintenant des céréales. Les effectifs du bétail sont également inférieurs à ceux d'avant-guerre. En U.R.S.S., la production céréalière est légèrement supérieure à son niveau d'avant-guerre, bien qu'elle ne se soit pas modifiée au cours des trois dernières années; par contre, le cheptel n'est pas encore entièrement reconstitué. Dans ces deux régions, l'évolution peu satisfaisante de la production agricole à laquelle est venu s'ajouter l'accroissement de la demande d'aliments a déterminé, au cours de ces deux dernières années, un

changement net de politique: il s'agit maintenant d'accroître les disponibilités de matières premières agricoles et de denrées alimentaires. Entre-temps, l'U.R.S.S. importe de fortes quantités de produits d'origine animale et de sucre.

L'U.R.S.S. s'efforce énergiquement d'accroître sa production céréalière. L'augmentation prévue portera dans une forte proportion sur les céréales secondaires, de manière à pouvoir simultanément intensifier la production animale. Contrairement à ce qu'il advient dans la plupart des autres pays, l'Union soviétique s'attache moins, pour l'instant du moins, à améliorer les rendements qu'à accroître les superficies cultivées, en mettant en valeur les terres inutilisées d'Asie centrale et de Sibérie. Tant en U.R.S.S. qu'en Europe orientale, une plus large place a été faite aux stimulants économiques représentés par le relèvement du prix des produits et l'abaissement des frais des agriculteurs. On s'efforce en même temps de faciliter aux exploitations paysannes ainsi qu'aux fermes d'Etat et aux coopératives l'obtention de biens de capital.

En Chine, la production agricole n'a pas été

GRAPHIQUE V-3. — Production agricole par habitant (Moyenne 1934-38 = 100)



très touchée par la deuxième guerre mondiale ; mais elle ne s'était pas encore relevée des destructions causées par le conflit et les inondations des années trente, qu'en 1948/49 la guerre civile, étendant ses ravages, venait de nouveau retarder les progrès. Aux destructions causées par la guerre se sont ajoutées l'incertitude et les difficultés administratives déterminées par les changements politiques qui ont suivi. Ces derniers événements ont eu des conséquences directes pour l'agriculture : création de fermes coopératives, révision du régime foncier et redistribution des terres, retrait des marchés mondiaux ; la conséquence indirecte la plus importante pour l'agriculture a peut-être été que, dans une phase initiale, une place plus importante a été faite à l'industrie dans le programme économique d'ensemble. La production agricole a quelque peu augmenté depuis 1949, mais pas suffisamment pour que la production alimentaire par habitant retrouve son niveau antérieur. L'accroissement démographique constant, les inondations désastreuses et la nécessité de maintenir les exportations agricoles afin de financer les importations de biens de capital, ont fait que la situation alimentaire a été plus critique en 1954 qu'elle ne l'avait été depuis fort long-

temps. Les programmes actuels de production visent donc à un accroissement substantiel de la production, en particulier en ce qui concerne les céréales, le sucre et le coton.

Les indices du tableau V-1 et du tableau annexe 1 ne peuvent tenir compte du volume relatif de la production agricole dans chaque région. Le graphique V-2, qui tient compte du volume relatif de la production agricole de chaque région, illustre le relèvement de la production après la guerre. Il ressort également de ce graphique que l'avance prise pendant la guerre par la production en Amérique du Nord a permis de compenser les pertes extrêmement graves enregistrées en Extrême-Orient et en Europe occidentale. On voit aussi à quel point le redressement opéré après la guerre en Europe occidentale a contribué à l'accroissement de la production mondiale et comment le déséquilibre qui s'était créé pendant la guerre dans la répartition géographique de la production a eu tendance à s'atténuer.

On ne saurait dresser le bilan valable de la production sans faire entrer en ligne de compte les modifications démographiques ; le graphique V-3 illustre donc l'évolution de la production par habitant dans la période d'après-guerre. On note,

dans l'ensemble du monde, une tendance constante à l'accroissement de la production par habitant depuis la guerre. (Les données dont on dispose étant incomplètes, il n'est pas tenu compte dans ce graphique de la Chine, des pays de l'Europe orientale, et de l'U.R.S.S.; mais ces pays eussent-ils été compris dans les calculs que la tendance n'en serait pas moins restée ascendante). La production par habitant a aussi augmenté de façon constante en Europe occidentale, au Proche-Orient, en Afrique et en Extrême-Orient, mais elle n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant-guerre dans cette dernière région. Par contre, on enregistre une légère contraction en Amérique du Nord, bien que la production par habitant y soit toujours nettement plus forte qu'avant la guerre. En Océanie et en Amérique latine, la production est restée assez stationnaire, mais à un niveau plutôt inférieur à celui d'avant la guerre, ce qui s'explique en grande partie par la rapidité de l'accroissement démographique dans ces deux régions; cette situation se traduit par une diminution du volume des exportations agricoles de l'Amérique latine.

En examinant l'influence de la guerre sur la structure de la production agricole (chapitre II), on a noté que dans les régions qui ont subi des dévastations la production animale avait souffert plus que la production agricole, et les cultures non alimentaires plus que les cultures alimentaires. La production non alimentaire avait eu tendance à baisser elle aussi dans les régions moins directement affectées par la guerre, à une importante exception près, celle de l'Afrique. Dans ces régions, toutefois, la production animale avait eu tendance à se développer un peu plus rapidement que les cultures prises dans leur ensemble, mais pas toujours plus rapidement que les seules cultures alimentaires. À mesure que les niveaux de vie s'élevaient, on constate partout dans le monde une tendance à consommer plus de produits d'origine animale et moins de produits d'origine végétale, exception faite de quelques-uns d'entre eux, le sucre et les fruits frais par exemple. L'augmentation relativement plus rapide de la production animale dans les régions moins directement touchées par la guerre répond par conséquent à la tendance à long terme de la demande.

Du fait de l'évolution qui s'est produite dans la période d'après-guerre, la tendance à intensifier la production animale semble s'être renforcée dans les pays d'agriculture moderne. Tant en Amérique du Nord qu'en Océanie, l'indice de la production animale a dépassé celui de la production végétale en 1954/55, tandis qu'en Europe es deux formes de production ne faisaient que

s'équilibrer; il convient cependant de se rappeler que la production animale y est partie de très bas dans l'après-guerre et qu'elle a dû, pour rattraper son retard, se développer à un rythme plus rapide (tableau V-2).

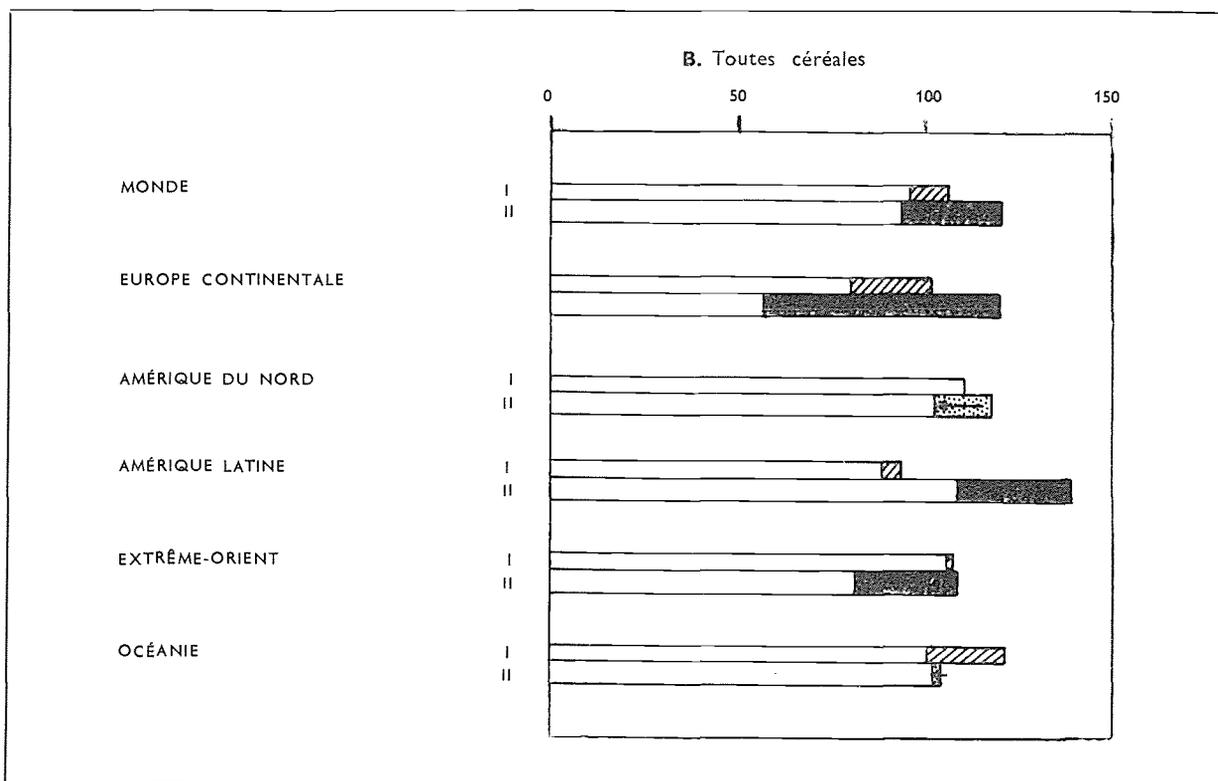
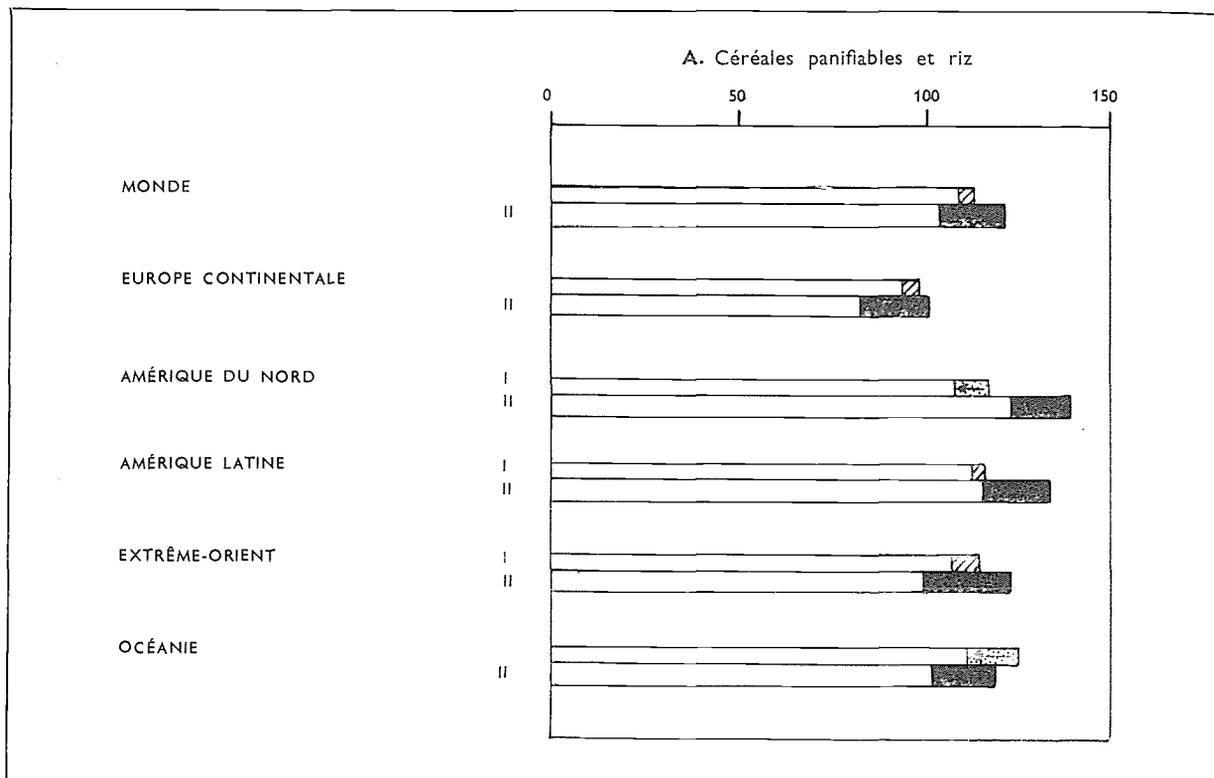
Les données sur la production animale dans les régions où l'agriculture est moins évoluée sont très insuffisantes à tous points de vue. Pour autant que l'on possède des estimations, celles-ci donnent à penser que dans ces régions l'élevage, qui a toujours constitué dans la plupart des pays un secteur restreint de l'agriculture, n'est pas allé de pair avec les cultures. La production animale ne semble pas avoir encore retrouvé son niveau d'avant-guerre en Extrême-Orient. Dans toutes ces régions, on s'est surtout soucié des cultures alimentaires, qui constituent de loin la partie la plus importante de la production totale. Quant aux cultures non alimentaires, elles se sont très fortement développées en Afrique, principalement en vue de l'exportation, et en Extrême-Orient leur expansion a été plus considérable que celle des cultures alimentaires, du fait surtout de l'accroissement rapide de la production de caoutchouc; mais il convient de se rappeler que, si elles occupent une place importante dans le commerce international, elles représentent une proportion relativement faible de la production totale.

Les modifications de structure de la production mondiale, survenues pendant et après la guerre, apparaissent plus nettement dans le graphique II-4, où la production mondiale de 1954/55 est indiquée pour certains produits agricoles et forestiers importants, par rapport à la production au lendemain des hostilités (1946/47) et avant la guerre. Si certaines des augmentations les plus remarquables (caoutchouc et agrumes par exemple) sont dues en grande partie à l'accroissement de la demande mondiale, il n'en est pas toujours ainsi, tant s'en faut, car les politiques de soutien des prix, de prix-plafond, etc., ont fortement influencé la structure de la production dans l'après-guerre. Ces politiques nationales n'ont toutefois qu'une influence limitée sur les marchés internationaux et, ainsi qu'on le verra, il existe une certaine corrélation entre les prix pratiqués sur les marchés mondiaux et l'accroissement relatif de la production.

L'impression générale qui se dégage des données présentées plus haut est que le rythme d'expansion a probablement été déterminé, dans l'après-guerre, surtout par les perspectives de débouchés commerciaux. Les progrès techniques ont largement contribué à l'accroissement rapide de la production en Europe occidentale, mais des pra-

GRAPHIQUE V-5. — Evolution de la production céréalière et des effectifs du bétail après la première guerre mondiale et après la deuxième guerre mondiale

(Indices : Moyennes 1909-13 et 1934-38 respectivement = 100)



Production céréalière à la fin de la guerre (Moyennes 1919-20 et 1946-47 respectivement)

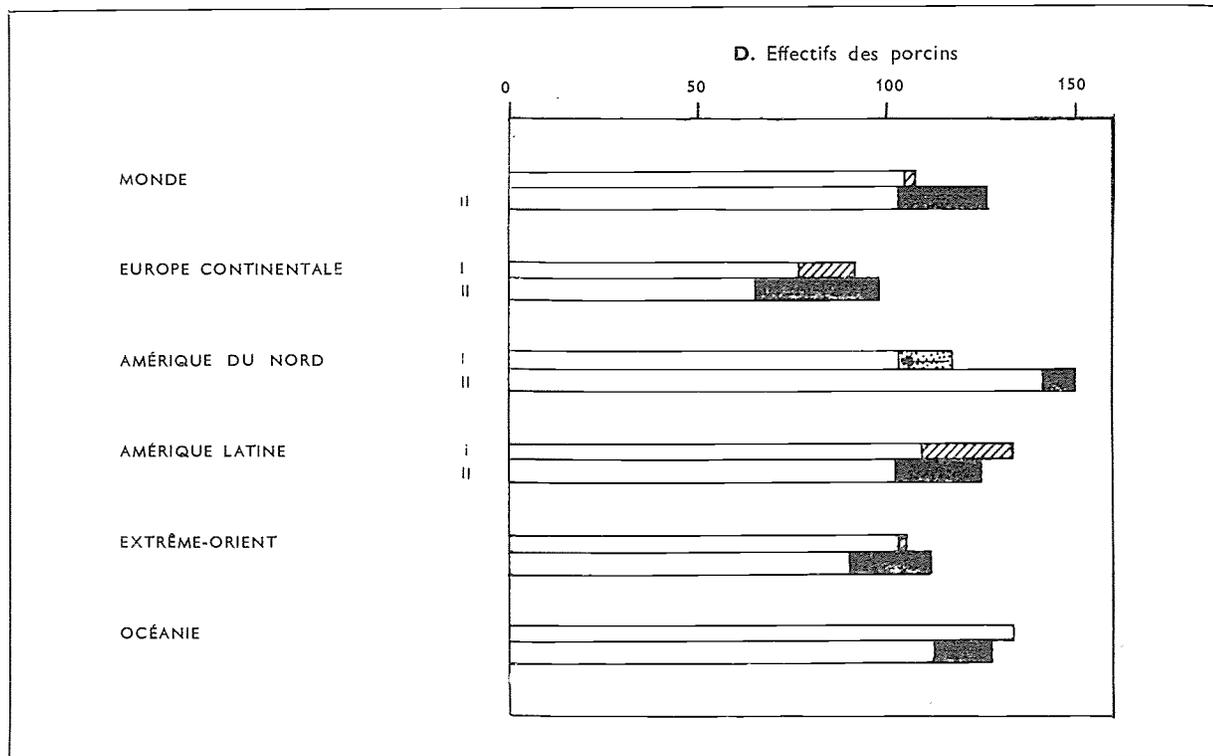
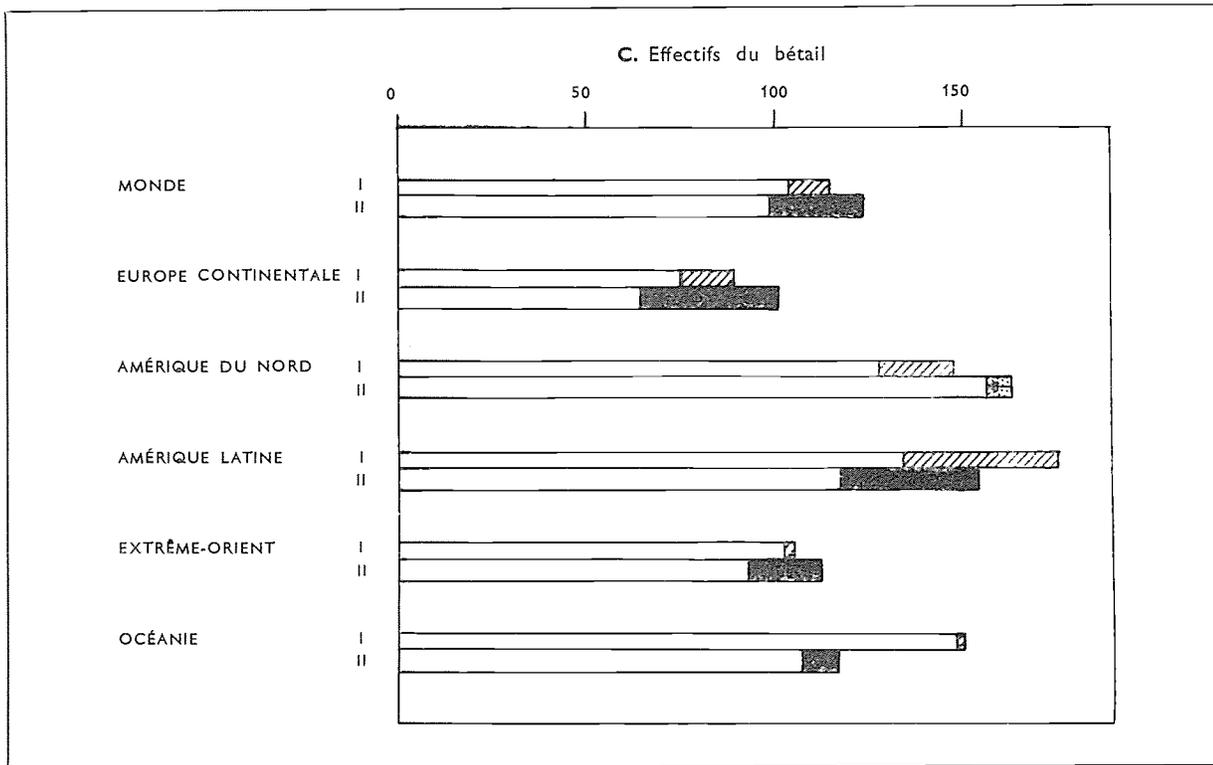
Accroissement de 1919-20 à 1926-27

Accroissement de 1946-47 à 1953-54

Diminution au cours de l'après-guerre

GRAPHIQUE V-5. — Evolution de la production céréalière et des effectifs du bétail après la première guerre mondiale et après la deuxième guerre mondiale (suite)

(Indices : avant-guerre = 100)



Effectifs du bétail à la fin de la guerre (Moyennes 1919-20 et 1946-47 respectivement)

Augmentation de 1919-20 à 1926-27

Augmentation de 1946/47 à 1953-54

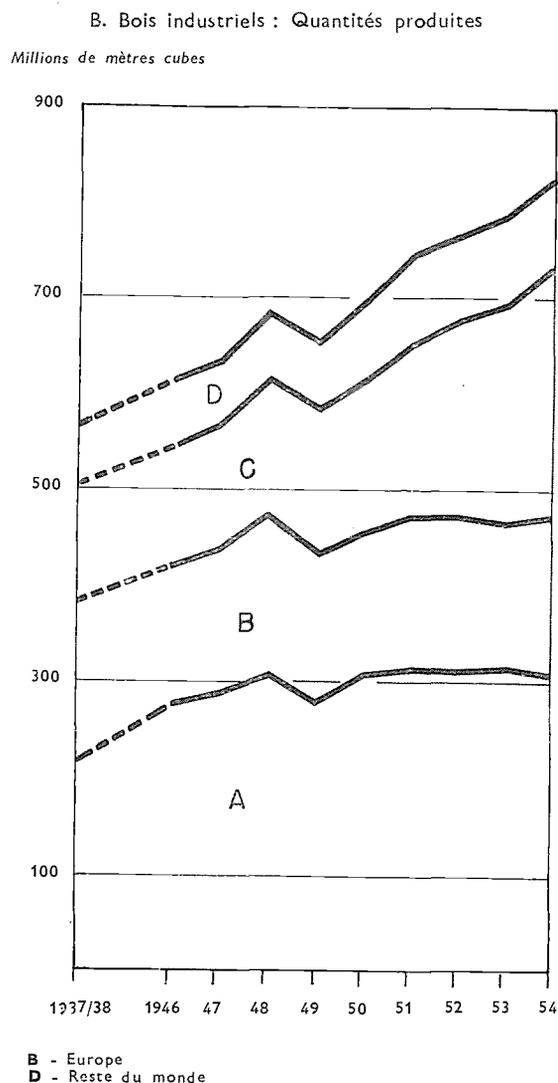
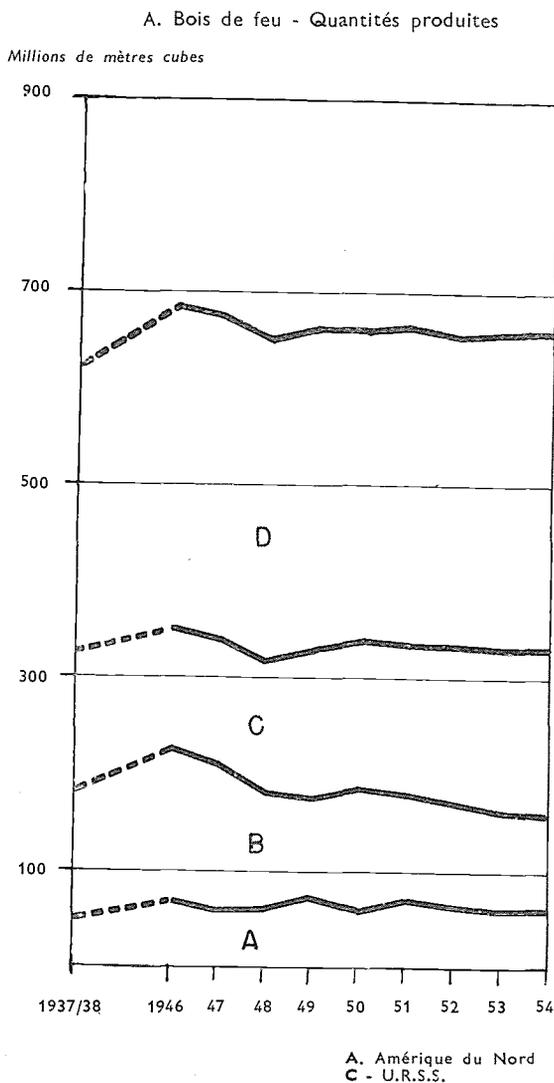
Diminution au cours de l'après-guerre

tiques et un équipement agricoles plus rudimentaires n'ont pas empêché une expansion presque aussi rapide au Proche-Orient et en Afrique. Il ne semble guère douteux, d'autre part, qu'avec les facilités techniques dont ils disposent, les agriculteurs nord-américains auraient pu maintenir le rythme d'expansion du temps de guerre, s'ils avaient cru en l'existence de débouchés profitables pour une production plus forte. Or, avant même que les excédents agricoles ne commencent à poser un sérieux problème, une grande incertitude régnait en Amérique du Nord quant à la demande future et à l'évolution des prix et des revenus agricoles; le contingentement des superficies cultivées fut introduit dans le but de limiter la production de certaines denrées pour lesquelles les perspectives du marché ne semblaient guère en-

gageantes. Le souvenir de la crise des années trente pesait encore sur bien des esprits.

On a déjà mentionné d'autres facteurs qui ont joué un rôle de premier plan dans certaines régions, par exemple la situation troublée en Extrême-Orient et la sécheresse en Australie, ainsi que dans certains pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord. Un élément a eu une influence quasi générale: les capitaux disponibles pour l'agriculture se sont trouvés limités du fait qu'il était plus profitable d'investir dans d'autres secteurs de l'économie. C'est ainsi que la construction et la propriété immobilière en Amérique latine, les industries secondaires en Australie, les mines et les moyens de communication en Afrique ont attiré une partie importante des investissements. L'industrie a été plus profitable que l'agriculture

GRAPHIQUE V-6. — Production et utilisation du bois



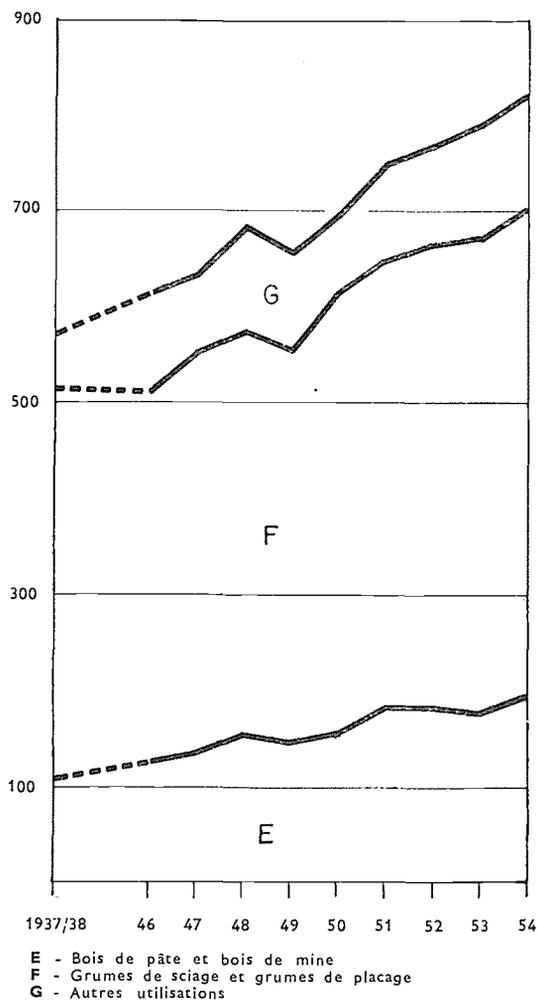
en Amérique du Nord, mais dans cette région l'apport de capitaux en agriculture a néanmoins été amplement suffisant pendant toute la période envisagée.

Par conséquent, pour rapides qu'ils aient été, les progrès de l'agriculture dans l'après-guerre sont restés bien inférieurs au progrès de l'économie générale, même si l'on tient compte des conditions assez exceptionnelles en Amérique du Nord. Si l'on exclut cette région, on constate que la production industrielle mondiale a augmenté environ deux fois plus vite que la production agricole entre 1946 et 1954. Pendant quelques années, le rythme du développement agricole a été comparable à celui de l'industrie en Europe occidentale, mais il s'est laissé distancer après 1950. Ailleurs, l'écart

GRAPHIQUE V-6. — Production et utilisation du bois (suite)

C. Bois industriels - Utilisation

Millions de mètres cubes



a été plus marqué encore (graphique V-4). Dans un monde en voie d'industrialisation accélérée, il est normal que les progrès soient plus rapides dans les secteurs non agricoles, mais il se peut que l'écart ait été exagéré dans certains pays.

TABLEAU V-2. PRODUCTION DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS AGRICOLES (1954/55 PAR RAPPORT À LA MOYENNE D'AVANT-GUERRE)

RÉGIONS	Production animale totale	Cultures alimentaires	Cultures non alimentaires
... moyenne 1934-38 = 100 ...			
Amérique du Nord	148	132	120
Océanie	121	113	1
Europe occidentale .	117	118	1
Afrique	132	144	235
Proche-Orient . . .	125	145	131
Amérique latine . .	131	147	117
Extrême-Orient (non compris la Chine)	95	112	118

¹ Production relativement très faible.

Il ne fait guère de doute cependant que, dans les conditions économiques généralement favorables de l'actuel après-guerre, le relèvement et les progrès de l'agriculture ont été beaucoup plus rapides qu'après la première guerre mondiale. On peut s'en convaincre en comparant les données de base relatives par exemple à l'accroissement de la production céréalière et des effectifs du bétail après l'une et l'autre guerres (graphique V-5). Des comparaisons plus larges, sur la base des indices de la production agricole mondiale, ne semblent guère probantes ; quant aux indices établis avant la deuxième guerre mondiale (par la Société des Nations par exemple), ils ne semblent pas comparables avec ceux de la FAO.

Pêches

Il est difficile d'estimer la production annuelle totale de poisson pour l'ensemble du monde à la fin de la deuxième guerre mondiale, mais il est certain qu'elle était tombée au-dessous de 20 millions de tonnes, soit à un niveau nettement inférieur à celui d'avant-guerre, qui était d'environ 22 millions de tonnes. Elle dépasse maintenant 27 millions de tonnes et a donc augmenté de 20 pour cent par rapport à l'avant-guerre. Cet accroissement est en grande partie imputable à l'Europe, à l'Amérique du Nord, au Japon et à l'U.R.S.S., où l'industrie des pêches est solidement établie et bien organisée ; il a été réalisé à partir de ressources connues et déjà exploitées dans une certaine

mesure. Sauf peut-être pour le pilchard en Afrique du Sud, l'accroissement de la production a été dû surtout à l'exploitation plus intense desdites ressources. C'est ainsi que la Norvège a, depuis la guerre, doublé sa production hivernale de harengs et que les Etats-Unis ont rapidement accru leur production de menhaden et de thon ; la production de morne a doublé en Islande par rapport à l'avant-guerre ; au Royaume-Uni, le relèvement des pêches dans la période d'après-guerre a surtout été basé sur l'exploitation de la morne dans l'Atlantique Nord et dans les mers arctiques. Par contre, l'apparition de l'Afrique du Sud et du Sud-Ouest, du Pérou, de l'Angola et du Chili sur les rangs des producteurs et exportateurs importants de poisson est un phénomène entièrement nouveau qui date de l'après-guerre. Depuis quelques années, la production de poisson a tendance à se stabiliser dans les principaux pays producteurs, sauf au Japon et peut-être en U.R.S.S. Les renseignements sont rares pour les autres parties du monde, mais il est évident que malgré les mesures prises pour développer les pêches en Asie du Sud-Est, en Extrême-Orient et en Amérique latine, il n'y a pas eu de progrès importants.

Forêts

La production mondiale de bois rond est progressivement passée d'environ 1 300 millions de mètres cubes à 1 500 millions, (soit une augmentation de 15 pour cent) entre 1946 et 1954. Cet accroissement est entièrement dû au fait que la production de bois à usages industriels a augmenté d'environ 35 pour cent (l'augmentation a été de 59 pour cent pour le bois de pâte et les bois de mine). Par contre, la production de bois de feu a légèrement diminué (graphique V-6 et tableau V-3).

Les progrès les plus importants ont été enregistrés en Union soviétique, où la production avait assez fortement diminué pendant la guerre. Sauf pour 1950, les chiffres dont on dispose pour l'après-guerre sont basés sur la production prévue et font apparaître une augmentation qui atteint 75 pour cent entre 1946 et 1954. Les principales forêts exploitées avant la guerre ayant été endommagées par suite des hostilités, la production a dû s'étendre de plus en plus vers la partie septentrionale du pays et la Sibérie. Bien que la production de bois de feu ait augmenté, elle représente une proportion de plus en plus faible du volume total des abattages, ce qui est conforme à la tendance générale vers l'utilisation plus rationnelle des ressources forestières.

Malgré l'accroissement de la production de bois rond à usages industriels, le total des abattages a diminué en Europe depuis 1946, par suite d'une contraction marquée de la demande de bois de feu, qui est survenue lorsque les disponibilités d'autres combustibles sont redevenues assez abondantes. Dans certains pays, les forêts ont gravement souffert d'abattages excessifs durant et immédiatement après la guerre ; depuis 1949 cependant, la production européenne a été plus conforme à la capacité des forêts de cette région. La production de bois de feu a également diminué un peu en Amérique du Nord, mais au total les abattages ont légèrement augmenté au cours de années considérées, ce qui est dû presque entièrement à une augmentation de 33 pour cent de la production de bois de petites dimensions, destiné principalement à la réduction en pâte. En ce qui concerne les grumes de sciage et autres bois ronds à usages industriels, l'augmentation de la production n'a été que de 7 pour cent.

TABLEAU V-3. PRODUCTION DE BOIS ROND EN 1954 PAR RAPPORT À 1946

RÉGIONS	Total Bois rond	Bois de feu	Bois à usage industriel	
			Total	Bois de pâte et bois de mine
<i>.. modifications en pourcentages ..</i>				
Europe.	- 14	- 39	+ 12	+ 14
U.R.S.S.	+ 74	+ 40	+ 108	+ 300
Amérique du Nord	+ 6	- 14	+ 12	+ 41
Amérique latine.	-	- 3	+ 13	-
Afrique	+ 8	- 3	+ 100	-
Asie	+ 16	+ 4	+ 38	+ 150
Océanie	+ 29	-	+ 71	-
MONDE.	+ 15	- 4	+ 35	+ 51

D'autres régions produisent encore surtout du bois de feu et les abattages de bois à usages industriels sont relativement minimes. Les industries forestières se sont fortement développées pendant la guerre en Amérique latine et en Afrique, où la production a augmenté de quelque 20 à 25 pour cent ; mais depuis lors les progrès ont été lents, malgré les vastes ressources inexploitées qu'offrent ces régions. En Océanie, l'effort d'expansion entrepris durant la guerre s'est constamment poursuivi. La situation forestière est moins satisfaisante en Asie. Les dommages et la surexploitation ont été graves durant la guerre dans les principaux pays producteurs ; en 1954, la pro-

duction de bois rond avait tout juste retrouvé son niveau d'avant-guerre et était encore insuffisante pour couvrir les besoins.

LE COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS AGRICOLES

Structure des échanges avant la guerre

Avant la deuxième guerre mondiale, le commerce international des produits agricoles présentait une structure bien définie. Du point de vue géographique, le courant principal était orienté des régions peu industrialisées — Extrême-Orient, Afrique, Proche-Orient, Amérique latine et Océanie — vers l'Europe occidentale. L'Amérique du Nord était la seule autre région qui importait plus de produits agricoles qu'elle n'en exportait, mais ses importations brutes, et plus encore ses importations nettes, étaient beaucoup plus faibles que celles de l'Europe. Si la majeure partie du commerce mondial était constituée par les exportations des régions à économie principalement agricole à destination de l'Europe, région industrialisée, il y avait en Europe même un commerce intra-régional important, puisque plus du cinquième des importations agricoles des pays européens était fourni par d'autres pays de la région. De même, le volume des échanges au sein de l'Extrême-Orient et d'autres régions était assez considérable.

Pour les produits forestiers, le commerce international était principalement constitué par les exportations de l'U.R.S.S., des pays scandinaves et de l'Amérique du Nord vers l'Europe, auxquelles s'ajoutaient des échanges intra-régionaux en Amérique du Nord.

Situation à la fin de la guerre

On estime qu'en 1946, première année complète d'après-guerre, le volume du commerce mondial des produits agricoles était inférieur d'environ 20 pour cent à ce qu'il était avant la guerre. Pour les produits destinés à l'alimentation humaine et animale, la baisse était de l'ordre de 25 à 30 pour cent ; la contraction des échanges avait toutefois été moins marquée dans d'autres secteurs : les tonnages internationaux avaient diminué d'environ 13 pour cent en ce qui concerne les fibres naturelles et le caoutchouc, et de 5 pour cent seulement en ce qui concerne les produits pour bois-sous et le tabac.

Non seulement le volume des échanges avait diminué, mais aussi, comme on l'a vu au chapitre

II, la structure géographique des échanges s'était profondément modifiée. L'Amérique du Nord, en particulier, pouvait grâce à une forte expansion de la production, tripler ses exportations alimentaires et accroître le total de ses exportations agricoles d'environ 80 pour cent par rapport à leur niveau d'avant-guerre, comblant ainsi les déficits d'autres régions. Ce sont surtout les céréales, les huiles végétales et les produits d'origine animale qui ont été exportés en plus fortes quantités.

Par contre, les exportations de produits agricoles de l'Extrême-Orient étaient tombées à 40 pour cent de leur niveau d'avant-guerre (la diminution n'était pourtant que de 16 pour cent en ce qui concerne les denrées alimentaires) ; quant aux exportations européennes, elles atteignaient à peine plus de 30 pour cent de leur niveau d'avant-guerre. Par suite des coups sévères portés à la production du fait des hostilités et de pénuries générales, les exportations de l'Europe orientale vers l'Europe occidentale avaient pratiquement cessé. De même, les exportations agricoles du Proche-Orient étaient sensiblement plus faibles qu'avant la guerre ; par contre, celles de l'Amérique latine et de l'Océanie s'étaient bien maintenues. Le tableau V-4 résume les principales modifications intervenues dans le volume du commerce.

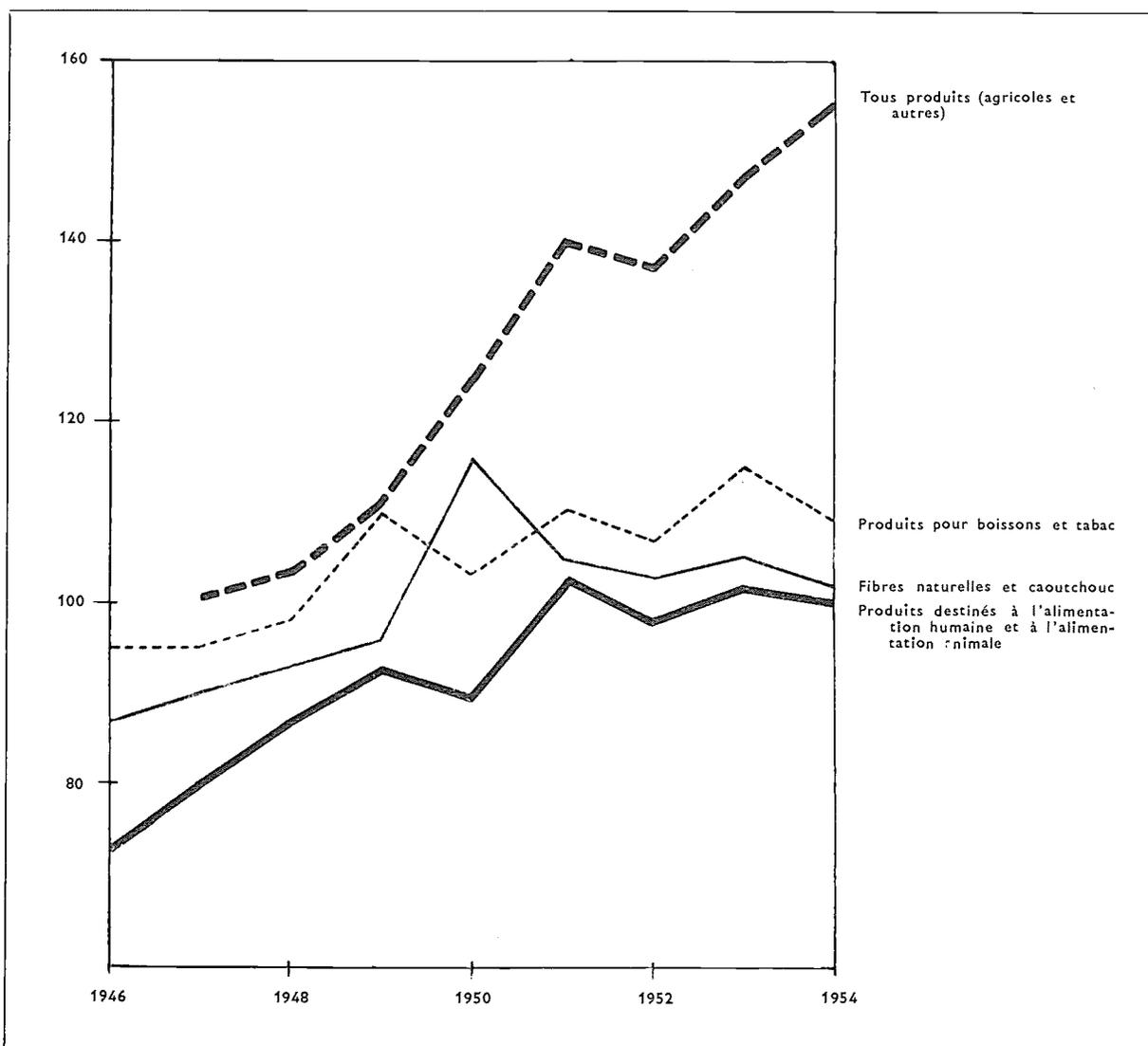
TABLEAU V-4. VOLUME DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS BRUTES DE PRODUITS AGRICOLES EN 1946

RUBRIQUES	Tons produits agricoles	Produits alimentaires	Fibres naturelles et caoutchouc	Produits pour bois-sous et tabac
	... moyenne 1934-38 = 100 ...			
Commerce mondial . . .	80	73	87	95
<i>Exportations</i>				
Amérique du Nord .	180	313	164	153
Extrême-Orient (non compris la Chine) .	44	16	63	69
Europe occidentale . .	32	28	40	42
Toutes autres régions	91	67	137	107
<i>Importations</i>				
Europe occidentale . .	72	69	78	70
Extrême-Orient (non compris la Chine) .	44	50	38	48
Amérique du Nord . .	126	68	144	144
Toutes autres régions	114	130	119	93

Le volume du commerce international depuis la deuxième guerre mondiale

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la caractéristique la plus marquante du commerce international des produits agricoles a peut-être été

GRAPHIQUE V-7. — Développement comparé du volume du commerce mondial en général et du commerce des produits agricoles (avant-guerre = 100)



sa relative stagnation. Ce phénomène contraste nettement avec la situation du commerce international en général, qui s'est développé assez rapidement durant cette période, dépassant son niveau d'avant-guerre de quelque 25 pour cent dès 1950, et de 55 pour cent en 1954 (tableau V-5). Le commerce des produits destinés à l'alimentation humaine et animale, qui constitue le secteur le plus important du commerce des produits agricoles, n'a retrouvé son niveau d'avant-guerre qu'en 1951 ; depuis, il n'a pas fluctué de plus d'un ou deux pour cent en plus ou en moins par rapport à ce niveau. Après avoir atteint un maximum en 1950, au moment du boom coréen, le commerce mondial de fibres naturelles et de caoutchouc s'est

stabilisé à un niveau qui est supérieur de 3 à 5 pour cent à celui d'avant-guerre. Le groupe « produits pour boissons et tabac » suit une courbe ascendante, beaucoup moins accentuée cependant que celle du commerce mondial en général. Pour l'ensemble des produits agricoles, le niveau du commerce mondial s'est situé, pour chacune des années qui se sont écoulées depuis 1950, à 100-105 pour cent de celui de 1934-38. Pour les produits forestiers, qui ne sont pas compris dans cet indice, le rythme du développement a aussi été relativement modeste.

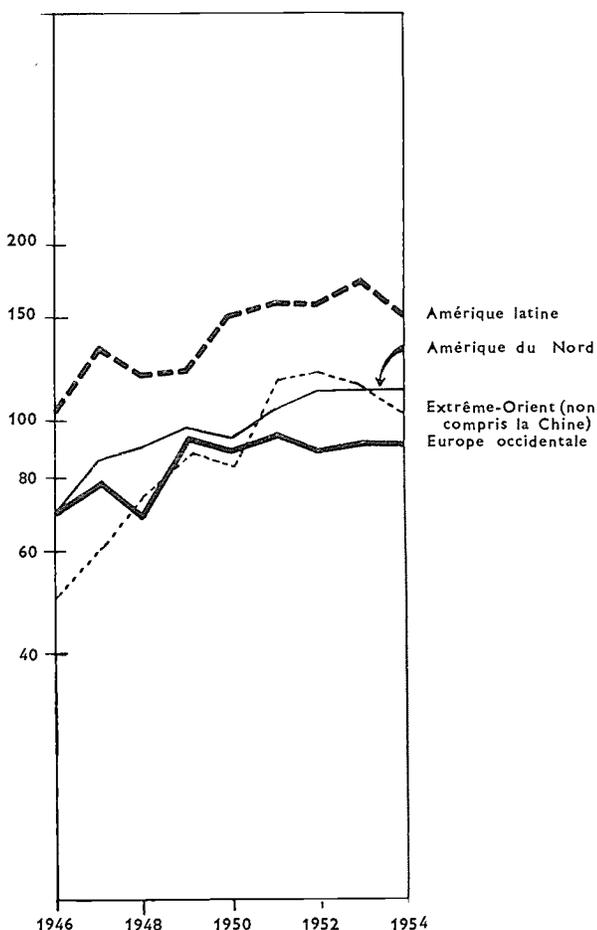
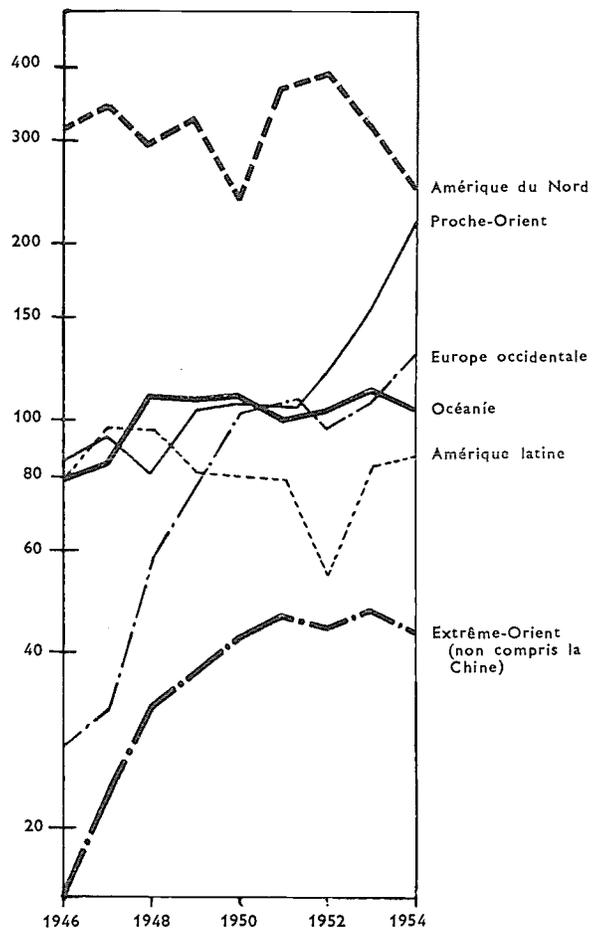
Ce manque d'animation, particulièrement dans le secteur des produits destinés à l'alimentation humaine et animale, s'explique dans une grande

GRAPHIQUE V-8. — Tendances régionales du commerce international des produits agricoles

(Indices : 1934-38 = 100 ; échelle semi-logarithmique)

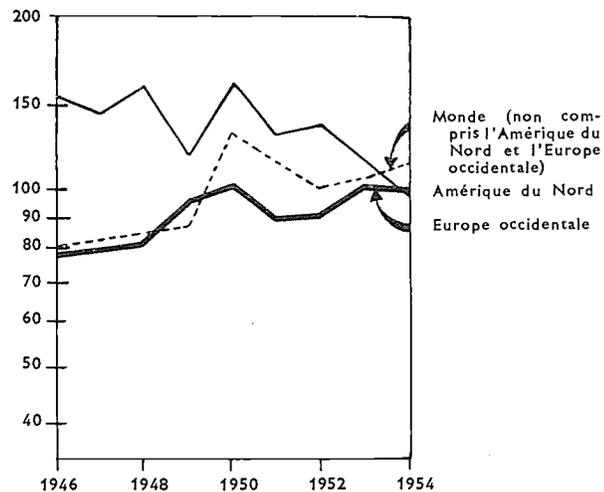
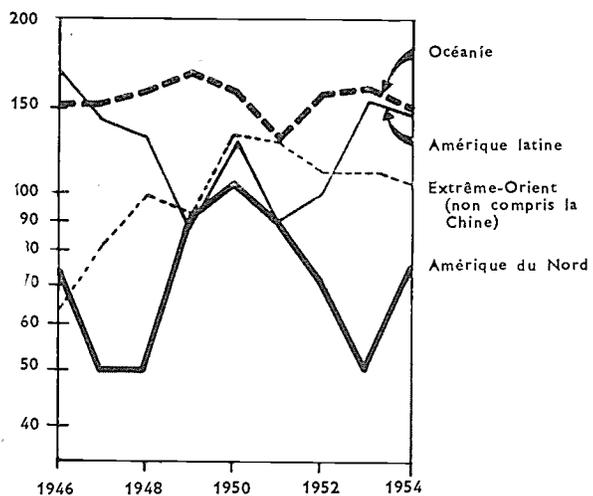
A. Exportations brutes de produits destinés à l'alimentation humaine et à l'alimentation animale

B. Importations brutes de produits destinés à l'alimentation humaine et à l'alimentation animale



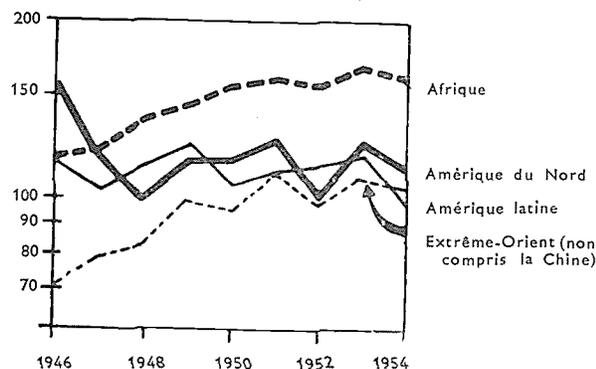
C. Exportations brutes de fibres naturelles et de caoutchouc

D. Importations brutes de fibres naturelles et de caoutchouc

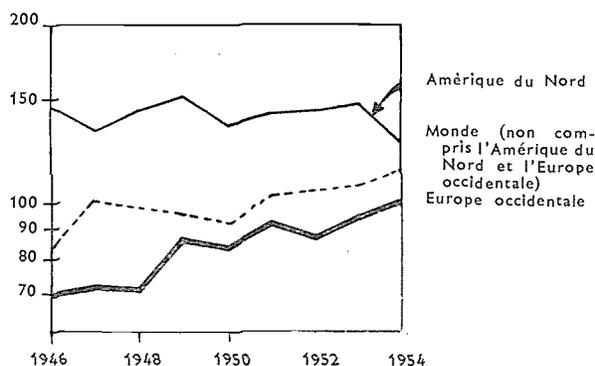


GRAPHIQUE V-8 (suite)

E. Exportations brutes de produits pour boissons et de tabac



F. Importations brutes de produits pour boissons et de tabac



mesure par le souci manifeste, déjà examiné au chapitre II, de se libérer des importations de produits agricoles, que ce soit pour des raisons de sécurité, de balance des paiements ou pour d'autres motifs. Dans le cas des fibres naturelles, du caoutchouc et des produits forestiers, la situation s'explique également par l'utilisation accrue de produits de remplacement. Le fait est que le commerce des produits agricoles est un secteur du commerce mondial qui se restreint progressivement. En outre, comme cette stagnation des échanges contraste avec le développement constant de la production agricole, il s'ensuit que la production destinée à l'exportation occupe une place plus restreinte dans la production agricole totale. La proportion de la production agricole mondiale entrant dans le commerce international qui était d'environ 20 pour cent avant guerre, est maintenant de l'ordre de 15 pour cent.

Tendances régionales du commerce international des produits agricoles

Produits destinés à l'alimentation humaine et animale. Les données d'ensemble du graphique V-7 et du tableau V-5 ne permettent naturellement pas de discerner les importantes tendances nationales et régionales non plus que celles de certains produits. Les indices régionaux du graphique V-8 font nettement apparaître que les perturbations survenues pendant la guerre dans la structure générale des échanges mondiaux de produits agricoles ont longtemps persisté après la guerre et se manifestent encore largement. C'est dans le secteur alimentaire qu'ont eu lieu les bouleversements les plus profonds. Pendant la majeure partie de la période d'après-guerre, les exportations alimentaires de l'Amérique du Nord se sont maintenues à un niveau trois ou quatre fois plus élevé que celui

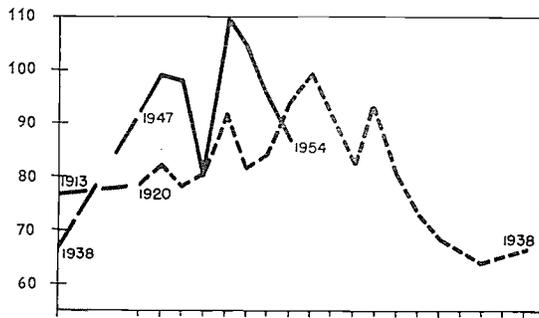
d'avant-guerre et n'ont commencé à décliner fortement qu'après 1952. Etant donné le relèvement de la production qui a eu lieu ailleurs, cette tendance semble devoir persister ; mais les opérations d'écoulement des excédents la freineront peut-être sensiblement, en particulier si l'on peut trouver les moyens d'utiliser plus largement les stocks excédentaires de denrées alimentaires pour le développement économique général des régions du monde peu industrialisées.

Dans les régions les plus touchées par la guerre — Europe et Extrême-Orient — les exportations alimentaires ont surtout un caractère intra-régional. Il en est particulièrement ainsi en Europe, où les principales denrées exportées sont les fruits, les légumes et les produits d'origine animale. Des difficultés de devises et le fait que la production animale des pays exportateurs européens avait diminué durant la guerre ont retardé pendant quelque temps la reprise des exportations européennes. Ces exportations ont retrouvé leur niveau d'avant-guerre vers 1950 et, bien que les progrès aient été lents pendant quelques années, un mouvement de reprise se manifeste depuis deux ans à la faveur des opérations de l'Union européenne des paiements et de la libéralisation des échanges.

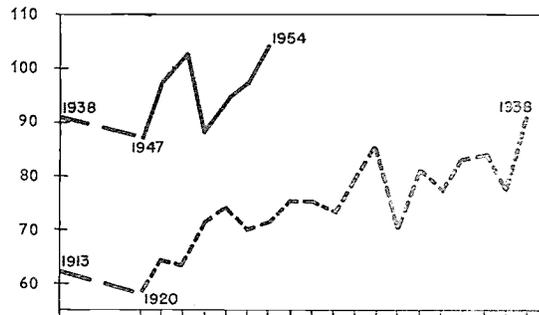
Le relèvement a été plus lent en Extrême-Orient, et les exportations alimentaires, constituées principalement de riz et d'autres produits destinés à des pays de la région, semblent s'être stabilisées à un niveau qui atteint difficilement la moitié de celui d'avant-guerre. Le principal obstacle a d'abord été l'absence de disponibilités exportables ; depuis quelques années, les disponibilités sont devenues abondantes, mais les exportations se trouvent limitées par divers facteurs : prix élevé du riz par rapport à celui du blé, accroissement de la production rizicole dans les pays importateurs — qui a eu pour effet de restreindre leur demande à l'im-

GRAPHIQUE V-9. — Indices du volume des exportations de certains produits agricoles
(Moyenne 1952-53 = 100)

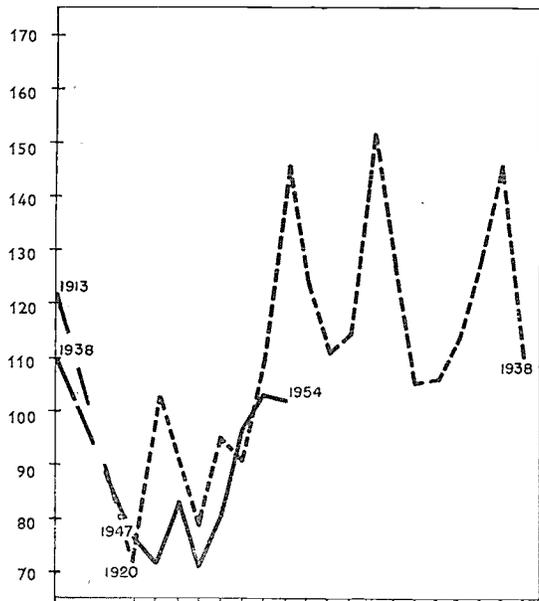
Blé et farine



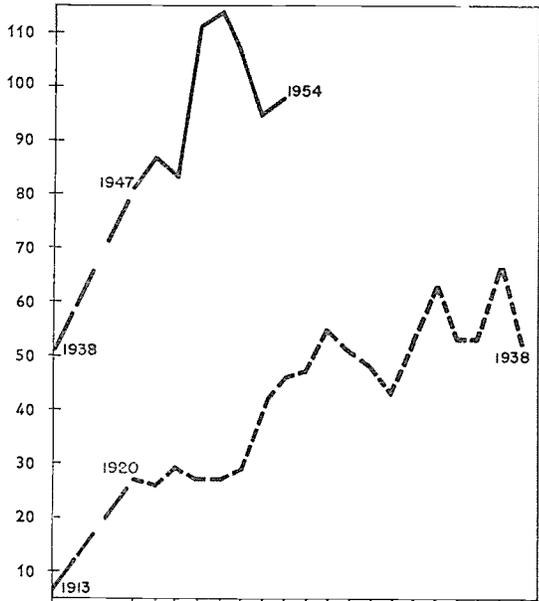
Café



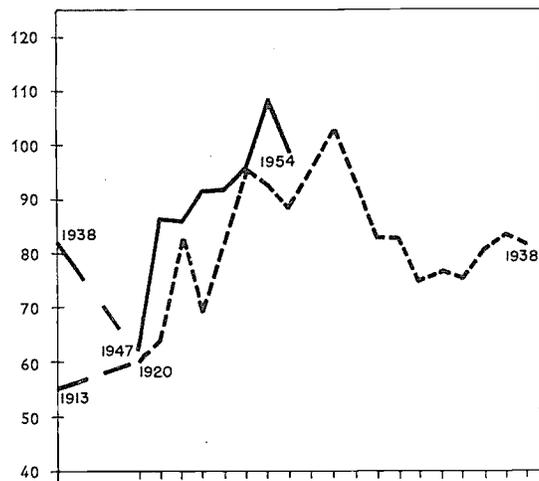
Orge et maïs



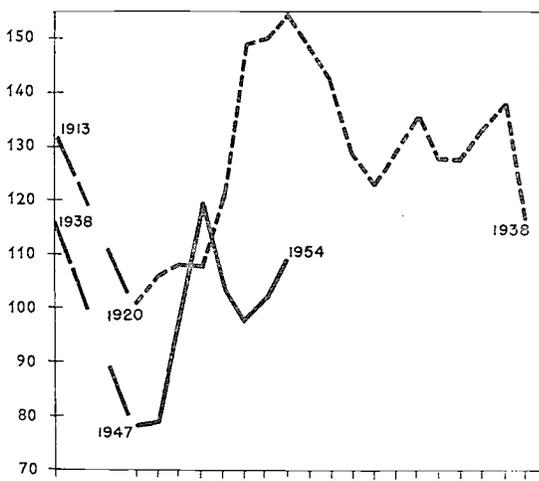
Caoutchouc



Sucre



Coton (fibre)



1938 (1913) 1947 (1920) 49 (22) 51 (24) 53 (26) 55 (28) (30) (32) (34) (36) (38)

1938 (1913) 1947 (1920) 49 (22) 51 (24) 53 (26) 55 (28) (30) (32) (34) (36) (38)

TABLEAU V-5. VOLUME DU COMMERCE MONDIAL DES PRODUITS AGRICOLES : 1946-1954

RUBRIQUES	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954 (Chiffres provisoires)
	..... moyenne 1934-38 = 100								
Denrées alimentaires et aliments du bétail	73	80	87	93	90	103	98	102	100
Fibres naturelles et caoutchouc . .	87	90	93	96	116	105	103	105	102
Produits pour boissons et tabac . .	95	95	98	110	103	110	107	115	109
Tous produits agricoles.	80	85	90	96	100	105	101	104	102
Produits forestiers	65	84	83	85	103	118	107	112	...
Ensemble des produits (agri- coles et non agricoles) ¹ . . . . .	...	100	103	111	125	140	138	148	155

¹ Indice Nations Unies des exportations mondiales, ajusté sur la base 1937-38.
... Non disponible.

portation — et contraction du marché mondial des huiles végétales, dont il est question ailleurs. La production de sucre pour l'exportation est encore très inférieure à son niveau d'avant-guerre, mais les anciens marchés sont maintenant pleinement approvisionnés, principalement par les pays de la région des Caraïbes. Etant donné que les besoins intérieurs des pays d'Extrême-Orient ne font qu'augmenter, on peut se demander si les exportations alimentaires dépasseront beaucoup dans un avenir prévisible le niveau qu'elles atteignaient récemment.

Les exportations alimentaires de l'Océanie se situent à quelque 10 pour cent au-dessus du niveau d'avant-guerre, et celles de l'Amérique latine à quelque 10 pour cent en-dessous de ce niveau. L'accroissement remarquable des exportations alimentaires du Proche-Orient depuis quelques années est principalement imputable à l'expansion de la production céréalière, notamment en Turquie. Le graphique V-9 comprend les exportations en provenance d'autres régions à destination de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine et, pour les importations, les quantités reçues par ces régions. Comme on ne possède pas de renseignements relatifs aux échanges entre le groupe des pays communistes, on n'a pu établir d'indice de leur commerce total. Leurs exportations alimentaires vers les autres parties du monde sont cependant demeurées assez faibles; quant à l'U.R.S.S., elle vient de commencer à importer des quantités assez considérables de produits d'origine animale et de sucre. On a déjà vu que l'Union soviétique s'efforce maintenant, par des mesures spéciales, d'accroître sa production agricole.

Du côté des importateurs, la situation est plus simple et surtout caractérisée par un effort de

relèvement. Comme la production agricole se développe en Europe occidentale à un rythme qui dépasse celui de l'accroissement démographique, les importations de produits destinés à l'alimentation humaine et animale de cette région, qui est la principale importatrice, se sont stabilisées depuis quelques années à un niveau qui est inférieur d'environ 10 pour cent à la moyenne d'avant-guerre. Au cours de ces dernières années, les importations alimentaires de l'Amérique du Nord ont été plutôt plus fortes qu'avant la guerre, mais la tendance ascendante est très modérée. Les importations des pays d'Extrême-Orient, qui sont principalement constituées par des céréales, ont atteint pendant quelques années un niveau élevé, mais recommencent à baisser à mesure que la production indigène se relève. En Amérique latine et dans d'autres régions insuffisamment développées, les importations de denrées alimentaires ont augmenté de façon plus considérable, mais sont encore relativement faibles par rapport à celles des principaux importateurs.

La structure du commerce du poisson, produit qui n'entre pas dans l'indice des denrées alimentaires, s'est modifiée elle aussi dans la période d'après-guerre. Le Royaume-Uni a réduit ses importations en provenance du Canada, faisant de plus en plus appel à ses disponibilités intérieures et aux importations en provenance d'Europe. Les exportateurs tant européens que canadiens ont accordé plus d'attention au marché des Etats-Unis adaptant leurs méthodes de traitement (congélation notamment) et d'emballage aux exigences de ce marché. Après des débuts plus hésitants, le Japon intensifie également ses expéditions de thon vers les Etats-Unis. Ce mouvement résulte surtout de la pénurie de dollars; de leur côté, les pays de

l'Amérique latine et du bassin méditerranéen, importateurs traditionnels de poisson salé, ont eu tendance à se détourner du Canada pour effectuer leurs achats hors de la zone dollar. Lorsque les disponibilités d'autres denrées alimentaires sont devenues plus abondantes, la demande de poisson a eu tendance à diminuer et il est devenu indispensable de prêter plus d'attention à la qualité, à la variété et aux prix sur les marchés d'importation. Des efforts viennent d'être tentés pour trouver de nouveaux débouchés, spécialement pour le hareng salé et le poisson congelé. L'une des caractéristiques importantes du commerce d'après-guerre a été la forte demande de farine de poisson pour l'alimentation animale, spécialement aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Fibres naturelles et caoutchouc. Les indices concernant le groupe de matières premières révèlent que si d'un côté le niveau du commerce du caoutchouc est élevé, et de loin supérieur à ce qu'il était avant la guerre, le commerce des fibres a évolué en sens opposé. Le commerce international du coton et plus encore de la soie est resté très inférieur à son niveau d'avant-guerre pendant toute la période qui a suivi les hostilités.

L'accroissement rapide des exportations de caoutchouc, qui avaient atteint en 1951 un niveau record, presque double de celui d'avant-guerre, a joué un rôle important dans le relèvement rapide des exportations de matières premières agricoles de l'Extrême-Orient après la guerre. Toutefois, le volume des exportations de cette région est apparu d'autant plus considérable en 1950 et 1951 qu'il y a eu de fortes expéditions de jute. Par contre, les exportations de coton n'ont guère atteint que le tiers ou la moitié de leur niveau d'avant-guerre, et les exportations de soie ont été encore plus faibles.

Les variations des exportations de coton sont responsables du niveau extrêmement instable, mais généralement bas, des exportations de matières premières de l'Amérique du Nord et aussi du Proche-Orient. Les expéditions de laine constituent la quasi-totalité des exportations océaniques dans ce secteur ; elles se sont maintenues à un niveau qui dépasse d'environ 50 pour cent celui de la période 1934-38.

Le commerce d'importation de matières premières agricoles a été caractérisé surtout par l'accroissement considérable des importations de l'Amérique du Nord et par le fait que les importations de l'Europe occidentale n'ont pas réussi à dépasser leur niveau d'avant-guerre — ce qui n'empêche qu'elles restent de deux à trois fois supérieures à celles de l'Amérique du Nord. L'aug-

mentation des importations de cette dernière région est presque entièrement imputable au caoutchouc et à la laine et le fléchissement enregistré depuis 1952 résulte principalement du fait qu'on a cessé de stocker ces produits. Les importations de caoutchouc naturel de l'Europe occidentale ont elles aussi presque doublé depuis 1934-38, mais ses importations de coton et de laine ont un peu diminué. Il convient également de noter l'accroissement rapide des importations de matières premières dans les régions autres que l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord, ce qui est un signe de leur développement industriel. Les deux principales régions importatrices continuent cependant d'absorber environ 80 pour cent des tonnages mondiaux.

Produits pour boissons et tabac. Le déplacement des importations, d'Europe occidentale vers l'Amérique du Nord et, dans une certaine mesure, vers les régions peu industrialisées, vaut aussi pour ce groupe de produits. L'Amérique du Nord a fortement accru ses importations de café et aussi, dans une certaine mesure, celles de thé et de tabac. L'Europe occidentale importe toujours moins de café qu'en 1934-38, mais un peu plus de thé, de cacao et de tabac. Ces deux régions absorbent environ 80 pour cent des importations mondiales de produits appartenant à ce groupe.

La structure des exportations mondiales ne s'est pas modifiée de façon importante en ce qui concerne ce groupe de produits, si l'on fait exception de l'accroissement constant des expéditions africaines, de café et de tabac en particulier.

Tendances des produits

On peut, en comparant le volume du commerce mondial après chacune des deux grandes guerres, dégager les tendances à long terme de certains produits pris en particulier (graphique VI). Pour quelques produits comme le caoutchouc, le café et le cacao, le niveau actuel des échanges est dans l'ensemble plus élevé qu'il y a un quart de siècle. Cela ne signifie pas, bien entendu, que les tendances enregistrées jusqu'ici continueront à se manifester. Les tonnages internationaux de caoutchouc, par exemple, donnent quelques signes de fléchissement qui correspondent à la fin des opérations de stockage, mais, peut-être, s'agit-il là d'un recul temporaire ; de son côté, le mouvement ascendant des expéditions de cacao commence à s'atténuer. Le volume du commerce mondial de certains autres produits, le coton par exemple, semble sensiblement plus bas qu'après la première guerre mondiale et la demande in-

ternationale diminue, peut-être, en ce qui les concerne.

Il est particulièrement intéressant d'étudier ce que sera, dans les dix prochaines années, la situation des produits pour lesquels le niveau de la demande internationale semble avoir été très affecté par la guerre. Pour le blé et le sucre, par exemple, les expéditions avaient brusquement augmenté après la première guerre mondiale, pour décliner par la suite, lorsque, dans les régions dévastées par la guerre, la production avait repris sous l'influence parfois de mesures spéciales destinées à l'encourager dans les pays importateurs. Il semble que pour le blé le mouvement de reprise des exportations a eu lieu plus tôt après la deuxième guerre mondiale qu'après la première, et qu'il en a été de même pour la contraction ultérieure ; toutefois, au plus haut de la courbe, le volume des expéditions était sensiblement plus fort après la deuxième guerre mondiale qu'après la première. Il se peut que les expéditions de sucre suivent une tendance semblable, mais on ne saurait affirmer que le fléchissement constaté en 1954 ait été autre chose qu'un phénomène passager.

La tendance des céréales secondaires est également intéressante mais incertaine. Jusqu'à présent, le niveau du commerce mondial a suivi une évolution semblable à celle que l'on avait connue après la première guerre mondiale ; il reste à voir si, à la rapide augmentation des exportations qui avait eu lieu par la suite, entre les deux guerres, correspondra un phénomène comparable au cours des prochaines années. Il est permis d'en douter, en raison des efforts qu'accomplissent certains pays européens pour améliorer l'utilisation des pâturages et pour accroître la production indigène de céréales secondaires, afin d'éviter de recourir aux importations. On note par ailleurs une certaine tendance à utiliser davantage les céréales secondaires pour les petits animaux de ferme, et en particulier pour la volaille.

L'APPARITION DES EXCÉDENTS

L'accumulation d'importants stocks invendus de céréales et d'autres produits agricoles — preuve évidente que l'accroissement de la production n'a pas entièrement servi à relever les niveaux insuffisants de nutrition et d'habillement dans le monde — a constitué l'élément le plus préoccupant de la situation alimentaire et agricole de ces dernières années. Ces stocks se trouvent surtout en Amérique du Nord. Mais leur existence n'a pas manqué de provoquer des difficultés ailleurs. On

verra au tableau V-6 quelle est la tendance récente des stocks des principaux produits et comment ils sont répartis dans le monde. La situation des produits faisant l'objet d'une étude détaillée dans la deuxième partie de ce rapport, il ne sera question ici que des grandes modifications intervenues dans le niveau des stocks.

Pour certains produits, les stocks qui augmentaient depuis quelques années, commencent maintenant à diminuer, mais il existe d'importantes exceptions, notamment en ce qui concerne les céréales (les excédents de céréales sont, en volume, les plus forts) et le coton. Aux Etats-Unis, les opérations de la *Commodity Credit Corporation* ont presque doublé en 1952/53 et en 1953/54 ; mais à la fin de la présente campagne l'augmentation sera plutôt plus faible que dans les années précédentes ; ailleurs, les stocks devraient diminuer un peu. Dans les quatre principaux pays exportateurs, les stocks de blé en fin de campagne ont plus que triplé entre 1952 et 1954, époque à laquelle ils atteignaient 45 millions de tonnes, soit plus de deux fois le niveau moyen des exportations de ces pays au cours des dernières années. Il est probable qu'à la fin de la présente campagne, le niveau de ces stocks sera à peu près le même qu'il y a un an, la réduction enregistrée au Canada par suite de la mauvaise récolte de 1954 étant largement compensée par un nouvel accroissement aux Etats-Unis. Pour les céréales secondaires, les stocks devraient augmenter légèrement. Maintenant que les prix ont baissé les stocks de riz, qui avaient commencé d'augmenter en 1952, semblent diminuer dans les pays exportateurs d'Asie ; par contre, ils continuent d'augmenter aux Etats-Unis et dans les pays exportateurs méditerranéens. Les stocks de sucre se sont très fortement accrus à Cuba, en 1952, et une nouvelle augmentation brutale et plus étendue a eu lieu en 1954. Du fait de l'amélioration récente des exportations et notamment d'importantes ventes à la Russie, ils devraient diminuer cette année. Les stocks de coton des Etats-Unis, qui ne cessent d'augmenter, semblent devoir s'accroître encore ; le contingentement des superficies appliqué en 1955 devrait toutefois entraîner une certaine réduction vers le milieu de 1956. Les stocks de tabac des Etats-Unis augmentent lentement depuis quelques années et devraient encore s'accroître légèrement. Les quantités de produits laitiers détenues aux Etats-Unis commencent à décroître. Les stocks de beurre et de fromage diminuent depuis la fin de l'année dernière ; quant aux stocks de lait écrémé en poudre, qui atteignaient un volume record en 1953, ils se

TABLEAU V-6. STOCKS DES PRINCIPAUX PRODUITS, 1951-55 (ESTIMATIONS)

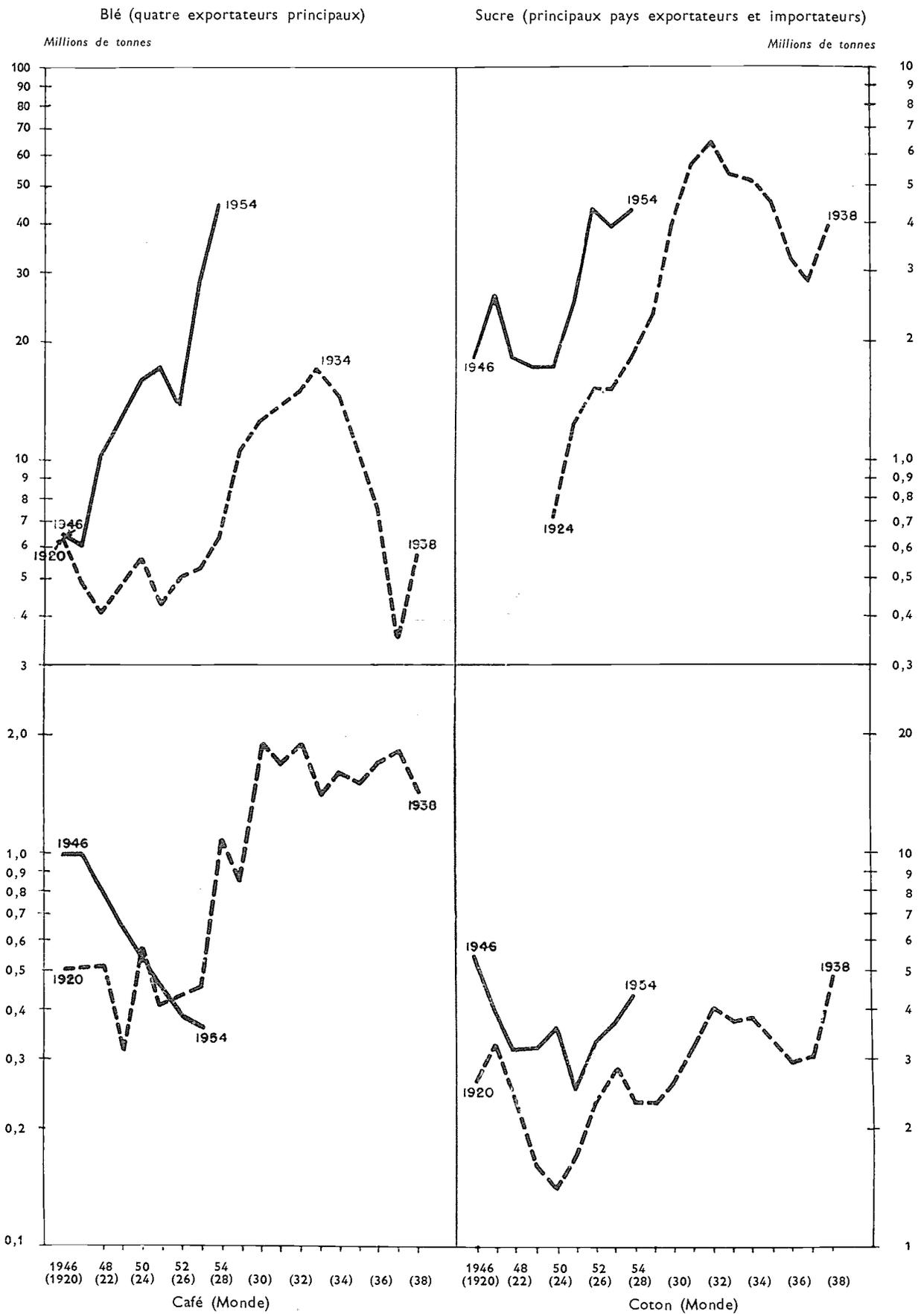
PRODUITS	Mois	Stocks					Production	Exportations brutes
		1951	1952	1953	1954	1955 Estimations provisoires	Moyenne 1951-54	Moyenne 1951-54
..... millions de tonnes								
Blé ¹								
Etats-Unis	1er juil.	10.8	7.0	15.3	24.5	27.0	30.0	8.8
Canada	1er août	5.1	5.9	10.0	15.9	12.8	14.7	8.7
Argentine	1er déc.	0.5	0.1	2.0	1.6	...	5.9	2.1
Australie	1er déc.	0.5	0.5	1.0	2.6	2.5	4.9	2.4
Total 4 principaux exportateurs		16.9	13.5	28.3	44.6	...	55.5	22.0
Riz (équivalent de riz usiné)								
Asie	31 déc.	0.2	0.7	1.4	1.3	...	21.3	3.1
Etats-Unis	31 juil.	0.1	—	0.1	0.2	0.7	1.5	0.6
Pays méditerranéens	30 sept.	—	—	—	0.2	0.3	1.3	0.4
Total ensemble des exportateurs		0.3	0.7	1.5	1.7	2.0	24.2	4.1
Céréales secondaires ³								
Etats-Unis	1er juil. ⁴	25.1	18.2	24.5	28.6	33.5	104.0	3.2
Canada	1er août	2.8	3.6	5.0	5.5	3.3	12.8	3.1
Total 2 principaux exportateurs		27.9	21.8	29.5	34.1	36.8	116.8	6.3
Beurre								
Etats-Unis	déc.	0.01	0.03	0.13	0.17	...	0.70	—
Fromage								
Etats-Unis	déc.	0.10	0.11	0.20	0.25	...	0.57	0.01
Lait écrémé en poudre								
Etats-Unis	déc.	0.04	0.08	0.23	0.07	...	0.46	0.01
Huile de lin ⁶								
Etats-Unis	1er juil.	0.42	0.41	0.37	0.29	...	0.31	0.10
Argentine	1er déc.	0.22	0.30	0.23	0.05	...	0.14	0.17
Total 2 pays		0.64	0.71	0.60	0.34	...	0.45	0.27
Huiles végétales liquides comestibles								
Etats-Unis	1er oct.	0.25	0.36	0.66	0.55	...	2.07	0.39
Sucre (équivalent de sucre brut)								
Cuba	31 déc.	0.29	2.16	1.51	1.94	...	5.45	5.05
Autres exportateurs ⁷	31 août ⁸	0.44	0.54	0.54	0.76	...	4.96	2.01
Royaume-Uni	31 août	0.58	0.56	0.88	1.48	...	0.67	11.74
Autres importateurs ⁹	31 août ¹⁰	2.37	2.40	2.24	2.69	...	7.57	15.28
Total		3.68	5.66	5.17	6.87	...	18.65	—
Tabac (poids à la plantation)								
Etats-Unis	1er oct. ¹²	1.45	1.54	1.66	1.71	1.78	1.01	0.24
Coton (lint)								
Etats-Unis	31 juil.	0.49	0.60	1.22	2.11	2.4	3.27	10.89
Autres pays producteurs		1.05	1.58	1.45	1.19	1.8	3.00	11.51
Importateurs		0.77	0.72	0.69	0.68	1.8	0.03	10.01
Total ¹⁴		2.31	2.90	3.36	3.98	4.2	6.30	12.41
Caoutchouc naturel (Total mondial) ¹⁵	31 déc.	0.83	0.84	0.84	0.88	...	1.84	1.75

NOTE : Dans les quantités indiquées sont compris les stocks de report normaux.

... Non disponible.

¹ Les données relatives aux exportations ont trait à la période juillet-juin et comprennent la farine de blé en équivalent de blé.² 8,1 en 1954.³ Seigle, orge, avoine, maïs ; les données relatives aux exportations ont trait à la période juillet-juin.⁴ 1er octobre pour le maïs.⁵ Exportations commerciales seulement.⁶ Y compris les graines, en équivalent d'huile.⁷ Belgique, Brésil, Danemark, République dominicaine, Haïti, Pérou, Philippines.⁸ 30 septembre pour le Danemark.⁹ Canada, France, Allemagne occidentale, Japon, Pays-Bas, Suède, Etats-Unis.¹⁰ Japon : 30 juin ; Allemagne : 30 décembre ; Etats-Unis : 31 décembre.¹¹ Importations nettes.¹² 1er juillet pour les types *flue-cured*.¹³ Exportations de coton indigène pendant les campagnes 1951/52-1953/54 seulement.¹⁴ Non compris l'U.R.S.S., la Chine et l'Europe orientale ; comprend des estimations relatives aux stocks de coton sous voile.¹⁵ Y compris les estimations relatives aux stocks de caoutchouc sous voile, mais non les stocks stratégiques, qui sont probablement maintenant de l'ordre de 12 millions de tonnes.¹⁶ Exportations de caoutchouc indigène uniquement.

GRAPHIQUE V-10. — Stocks de certains produits agricoles après la première et la deuxième guerres mondiales



sont fortement réduits depuis la fin de l'année dernière grâce à des ventes massives pour l'alimentation animale. Aux Etats-Unis, les stocks d'huile de lin et d'huiles végétales liquides comestibles se sont considérablement réduits après la fin du premier semestre de 1954, tandis qu'en Argentine les stocks d'huile de lin ont été pratiquement liquidés. Les stocks commerciaux de caoutchouc naturel n'ont augmenté que lentement, la formation de vastes excédents ayant été empêchée grâce à la constitution de stocks stratégiques, qui doivent maintenant atteindre un chiffre voisin de 1 500 000 tonnes. Les achats de caoutchouc aux fins de stockage ont cessé, mais la production et la consommation semblent maintenant s'équilibrer à peu près. Le vin est un autre produit dont il existe des excédents dans un petit nombre de pays, où ils soulèvent des problèmes particuliers du fait qu'une grande partie de la population agricole est largement tributaire de cette production.

Des excédents de produits agricoles s'étaient formés après la première guerre mondiale également, mais peut-être n'étaient-ils pas apparus aussi rapidement que cette fois-ci. Des stocks de certains produits s'étaient accumulés durant la crise dès après 1920, mais le phénomène n'avait pris toute son ampleur que vers la fin de cette période et le début des années trente. Les données relatives au niveau des stocks à cette époque sont assez peu nombreuses. Le graphique V-10 permet de faire des comparaisons avec les niveaux récents pour un petit nombre de produits, mais les chiffres concernant l'entre-deux guerres sont probablement moins complets que pour les années récentes, en tout cas pour le coton. Les stocks de blé sont maintenant beaucoup plus élevés qu'ils ne l'ont jamais été avant la deuxième guerre mondiale, et il en est de même, à un degré bien moindre cependant, pour les céréales secondaires. Cela n'est pas le cas toutefois pour les autres produits. A l'heure actuelle, les stocks de sucre et de coton sont un peu inférieurs à leurs niveaux records des années trente. En ce qui concerne le café, la différence est frappante entre l'époque actuelle, où le niveau des stocks est bas, et les années trente durant lesquelles de grosses quantités de café avaient dû être détruites.

Certains des facteurs qui sont à l'origine de la situation actuelle sont très semblables à ceux qui avaient déterminé la formation d'excédents pendant les années trente. Cette fois, pourtant, ils se sont manifestés plus rapidement dans la période d'après-guerre et ont été renforcés par

l'intervention de nouveaux éléments qui ont contribué à la formation plus précoce d'excédents. L'Amérique du Nord et les autres régions qui ont échappé aux destructions ont réussi, en partie grâce à une succession de campagnes exceptionnellement favorables, à développer leur production de façon plus remarquable encore qu'après la première guerre mondiale, de telle sorte que les déficits dans d'autres parties du monde ont pu être comblés ; de son côté, l'agriculture européenne, malgré des dommages de guerre plus graves qu'en 1914-18, s'est relevée beaucoup plus rapidement. Bien que les destructions se soient cette fois étendues à l'Extrême-Orient et que cette région fortement peuplée ne se soit pas encore complètement relevée, ses importations ont déjà diminué considérablement par rapport au niveau élevé qu'elles avaient atteint dans les premières années de l'après-guerre. Un élément nouveau et important est intervenu dans l'actuel après-guerre, en ce sens que le développement agricole a été méthodiquement organisé presque partout dans le monde. Conçues à l'origine pour pallier les pénuries, les politiques de développement ont continué d'être appliquées parce que les pays voulaient se suffire à eux-mêmes ou se rendre moins tributaires des importations en dollars, ou encore parce qu'ils se souciaient de plus en plus du bien-être des agriculteurs ; c'est ce qui explique que nombre de pays continuent d'accroître leur production de denrées telles que céréales et sucre, dont il existe ailleurs des stocks invendus. Les politiques de soutien des prix, beaucoup plus répandues et plus larges que dans les années trente, ont renforcé cette tendance à une certaine rigidité de la production agricole. Dans les années trente, elles n'avaient été appliquées qu'après que les excédents eussent commencé d'apparaître, mais elles ont eu cette fois-ci une influence prépondérante pendant toute la période qui a suivi les hostilités.

Il existe toutefois une différence essentielle entre la situation des années trente et celle d'aujourd'hui : c'est que la majeure partie des stocks est maintenant contrôlée par les gouvernements et que l'on risque moins par conséquent de voir les disponibilités affluer en désordre sur le marché. C'est la *Commodity Credit Corporation* des Etats-Unis qui constitue le principal exemple d'un organisme gouvernemental détenteur d'excédents ; ses opérations (achats et prêts sur gage) ont plus que quadruplé depuis 1952 (tableau V-7). Une autre différence est à signaler : alors que dans les années trente la baisse des prix, déterminée par la surproduction, avait été fortement accen-

tuée par la diminution de la demande effective résultant de la crise mondiale, l'effondrement général des prix des produits en excédent a, cette fois-ci, été évité grâce au soutien des prix agricoles, aux mesures prises pour prévenir l'écoulement désordonné des stocks excédentaires et aussi à une demande soutenue résultant des politiques de plein emploi.

La situation excédentaire pose un double problème, qui sera examiné plus en détail dans un autre chapitre de ce rapport. En premier lieu, les excédents existants doivent être écoulés de manière à désorganiser le moins possible le réseau commercial normal ; cette question est constamment suivie, sur le plan intergouvernemental, par un sous-comité consultatif spécial de la Commission des produits de la FAO. En second lieu, et c'est là, à longue échéance, le problème le plus important, il faut, en stimulant la consommation et en ajustant la production, empêcher la formation de nouveaux excédents ; dans certains cas, cela signifie inévitablement restreindre la production dans les secteurs menacés. Les excédents ne sont pas apparus parce que la production dépassait les besoins d'un monde qui serait convenablement alimenté ; si la demande effective est, par définition, toujours satisfaite, il est loin d'en être de même dans de vastes régions du monde si l'on considère les besoins nutritionnels, d'une part, et les besoins correspondant à des normes vestimentaires plus ou moins raisonnables, d'autre part. En outre, on enregistre partout un accroissement démographique rapide. Une augmentation continue de la production agricole reste donc nécessaire. C'est pourquoi la FAO a favorisé dans les principales régions du monde les consultations intergouvernementales sur le « développement sélectif », qui permettent d'examiner les moyens d'éviter la formation d'excédents de certains produits sans provoquer un ralentissement dans le rythme du développement agricole ou dans le relèvement des niveaux de consommation alimentaire.

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ET NUTRITION

La situation alimentaire mondiale du début de l'après-guerre, jusqu'au moment où le rationnement alimentaire et les contrôles ont été abolis ou considérablement assouplis dans la plupart des régions, a été résumée au chapitre II. On a vu que si la plupart des pays évolués qui avaient souffert de la guerre ont retrouvé des niveaux de consommation alimentaire comparables à ceux

d'avant-guerre, les progrès ont été beaucoup plus lents dans bien des pays insuffisamment développés, en particulier en Extrême-Orient. On peut distinguer deux éléments caractéristiques en ce qui concerne la période plus récente de l'après-guerre. En premier lieu, l'amélioration des niveaux caloriques précédemment enregistrée en Europe occidentale et dans certains pays de l'Amérique latine s'est confirmée. L'accroissement des revenus, accompagné d'une augmentation du volume de la production alimentaire et agricole, a même permis à bon nombre de ces pays de tenir compte, dans une grande mesure, des préférences des consommateurs et de satisfaire, en particulier, la demande croissante de produits d'origine animale plus coûteux. Le deuxième phénomène est l'amélioration plus rapide des niveaux caloriques dans la plupart des pays où les progrès avaient été lents dans les premières années de l'après-guerre : pays d'Extrême-Orient, du Proche-Orient et d'Europe orientale, Allemagne et Autriche, par exemple. Cette amélioration est due en partie à des conditions atmosphériques plus favorables, mais il est évident qu'on la doit surtout aux efforts résolus des gouvernements en vue d'améliorer le sort des populations par la planification du développement agricole, une plus large application des méthodes modernes de production et la diffusion des principes nutritionnels.

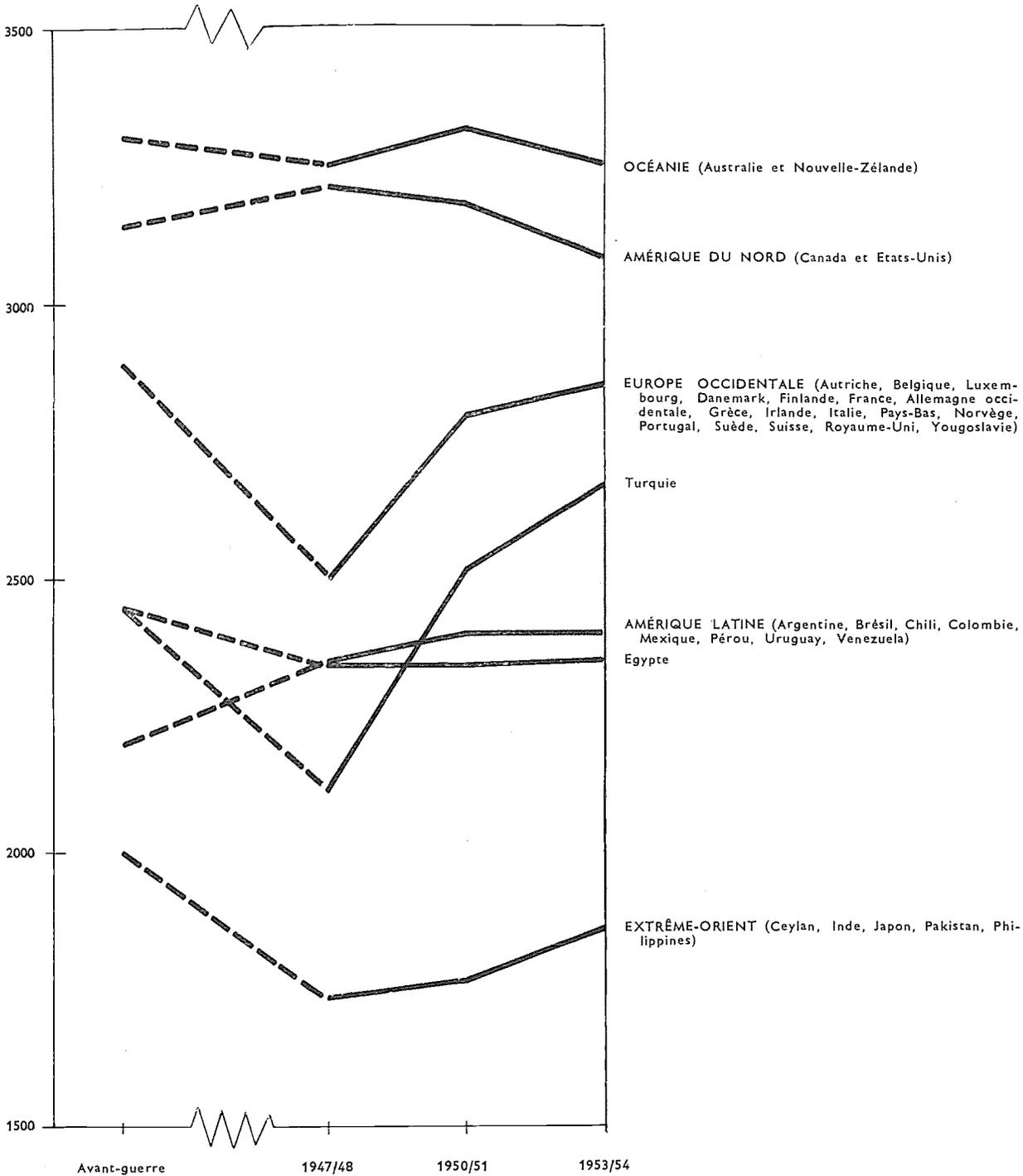
Des programmes d'ensemble peuvent être très utiles pour élever les niveaux de consommation alimentaire et de nutrition. Heureusement, de nombreux gouvernements montrent qu'ils se rendent de mieux en mieux compte de la nécessité d'appliquer des programmes de nutrition satisfaisants.

Les graphiques V-11 à V-13 qui indiquent, région par région, les tendances du niveau moyen de la ration calorique, de la ration protéinique totale et de la ration de protéines animales, illustrent l'évolution générale de la situation alimentaire mondiale.

Ces graphiques ont été établis uniquement d'après les données tirées des bilans nationaux des disponibilités alimentaires. Mais on possède aussi, grâce aux enquêtes nutritionnelles qui donnent non seulement le niveau moyen dans les pays considérés, mais aussi sa variation au sein des différentes couches de la population, des renseignements sur les niveaux de consommation alimentaire. Malheureusement, rares sont les pays où des enquêtes détaillées sur la consommation alimentaire sont effectuées régulièrement à l'échelon national. On a pu se rendre compte que de telles enquêtes sont beaucoup plus utiles que les bilans des disponibilités alimentaires pour mettre

GRAPHIQUE V-11. — Ration calorique moyenne, par régions, avant-guerre, 1947/48, 1950/51 et 1953/54

Calories par jour



au point des politiques alimentaires satisfaisantes et, par conséquent, améliorer le niveau nutritionnel des populations.

En Europe occidentale, le fait dominant a été l'accroissement de la consommation de produits

d'origine animale, y compris, jusqu'à récemment, le lait liquide, et l'augmentation sensible de la consommation du sucre. La tendance à une diminution de la consommation de plantes-racines féculentes s'est maintenue, et la consommation de

TABLEAU V-7. OPÉRATIONS DE LA *Commodity Credit Corporation* DES ÉTATS-UNIS, QUANTITÉS EN STOCK ET MONTANT DES INVESTISSEMENTS ¹

PRODUITS	30 avril							
	Quantités				Valeur			
	1952	1953	1954	1955	1952	1953	1954	1955
	<i>milliers de tonnes</i>				<i>millions de dollars</i>			
Blé	5 100	12 890	24 208	28 156	437	1 095	2 155	2 633
Riz	92	2	58	763	11	—	6	98
Orge	377	95	622	2 044	24	5	34	107
Avoine	179	250	589	1 052	10	14	32	58
Maïs	10 192	13 373	20 568	22 255	633	835	1 296	1 437
Sorghos	199	29	1 029	2 927	12	1	60	167
Beurre	—	58	165	149	—	86	245	212
Fromage	—	35	164	176	—	31	146	156
Lait en poudre	12	84	298	101	4	32	109	38
Graines de lin	26	96	382	20	3	14	56	25
Huile de lin	93	86	31	37	58	55	13	14
Huile de coton	21	288	469	170	8	116	185	64
Coton, « linters »	13	178	279	318	3	36	58	67
Coton, « Upland »	86	482	1 674	1 817	59	339	1 268	1 439
Laine	—	49	55	70	—	70	81	103
Tabac	179	231	281	366	199	225	270	406
Autres produits					148	182	175	237
TOTAL					1 609	3 136	6 189	7 261
Augmentation par rapport à l'année précédente					<i>pourcent</i>			
					...	95	97	12

¹ Stocks détenus en garantie de prêts non remboursés et stocks acquis en vue du soutien des prix.

... Non disponible.

— Néant ou négligeable.

SOURCE: *Report of Financial Conditions and Operations*, USDA. Commodity Credit Corporation, avril 1953, 1954 et 1955.

céréales donne également des signes de fléchissement à mesure que les autres denrées alimentaires deviennent plus abondantes. La situation alimentaire d'après-guerre en Amérique du Nord est évidemment caractérisée par une diminution de la consommation de céréales et une augmentation marquée de la consommation de produits d'origine animale. En Amérique latine, où l'accroissement démographique se poursuit à un rythme rapide, la consommation alimentaire s'est maintenue à des niveaux plus élevés qu'avant la guerre.

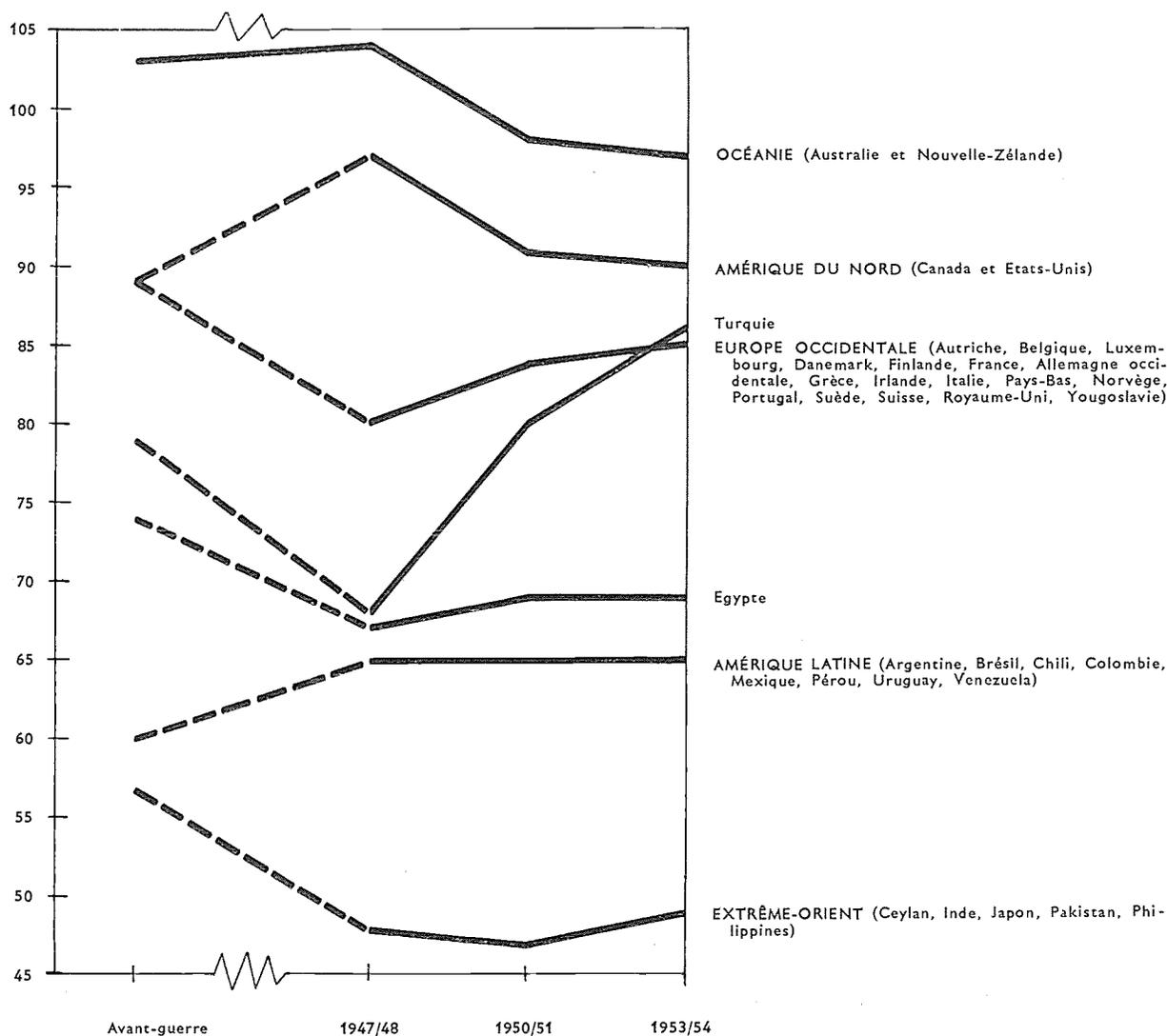
En Extrême-Orient, la consommation de céréales se rapproche de son niveau d'avant-guerre. Par contre, la consommation de produits d'origine animale ne semble pas, d'une manière générale, avoir retrouvé les niveaux pourtant très médiocres d'avant-guerre. Au Japon, toutefois, la consommation de protéines animales, qui a presque doublé par rapport au niveau médiocre de 1946, dépasse maintenant celui d'avant-guerre. Il est difficile de se procurer des statistiques sur les niveaux de consommation alimentaire de nom-

breux pays du Proche-Orient, mais le niveau moyen y est, d'une manière générale, plus satisfaisant qu'avant la guerre, particulièrement en Turquie. En Egypte, cependant, la forte pression démographique constitue un obstacle sérieux à toute tentative d'amélioration rapide des niveaux de consommation. Les traits saillants de la situation africaine sont d'une part l'accroissement remarquable, depuis quelques années, de la ration alimentaire moyenne en Union Sud-Africaine et l'énorme accroissement de la consommation de sucre dans l'ensemble de la région.

La désorganisation du temps de guerre, les pénuries alimentaires fréquentes de l'après-guerre, le conflit coréen et ses conséquences, et enfin la réapparition d'excédents alimentaires dans certaines régions ont, dans une large mesure, dicté les politiques alimentaires des gouvernements et les modifications apportées à ces politiques en fonction de l'évolution de la situation alimentaire mondiale. Ces politiques et les mesures prises pour les appliquer ont, pour la plupart, été brièvement

GRAPHIQUE V-12. — Ration moyenne de toutes protéines par régions, avant-guerre, 1947/48, 1950/51 et 1953/54

Grammes par jour

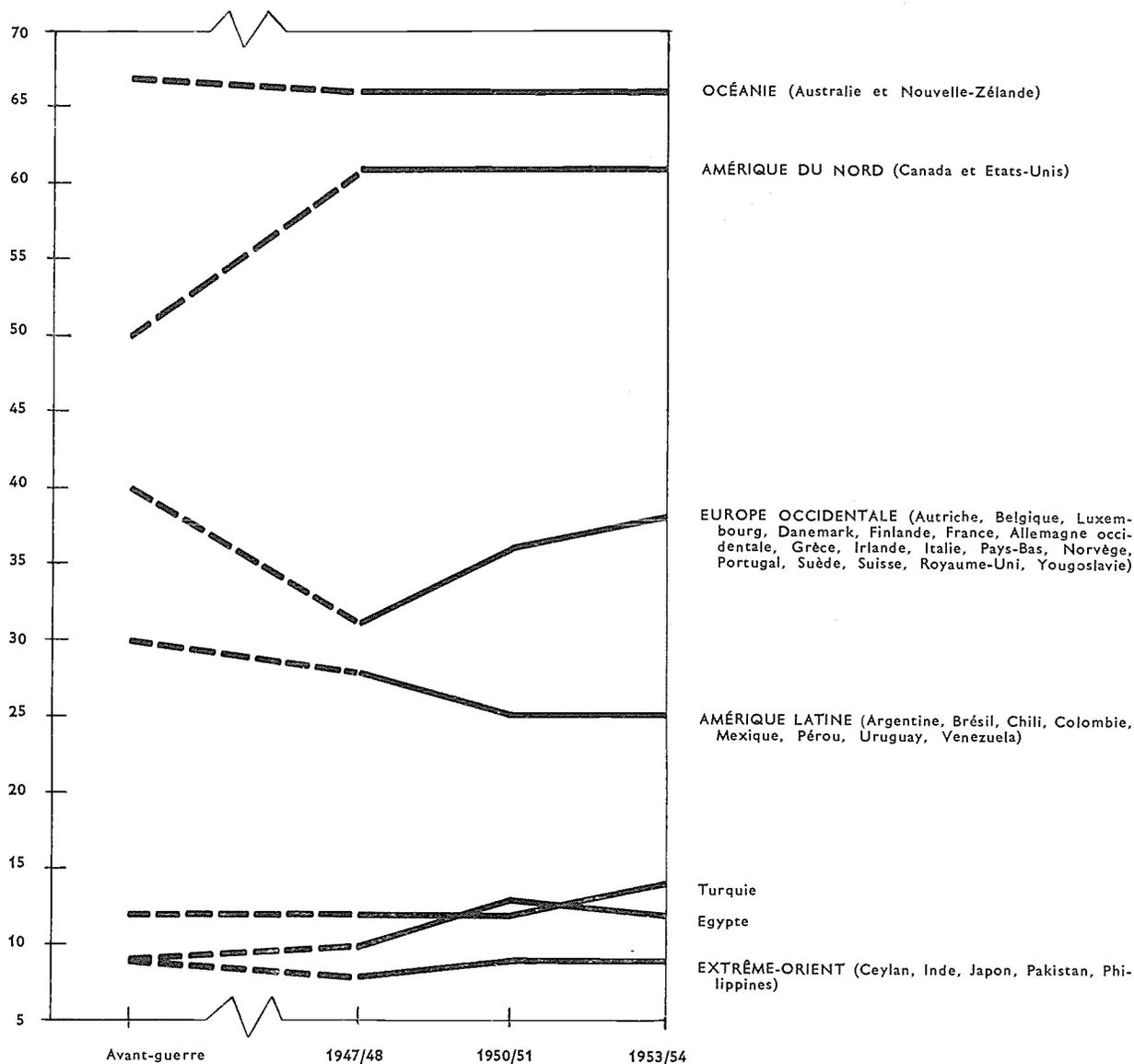


décrites dans les chapitres précédents. Toutefois, pour comprendre les tendances de la situation alimentaire mondiale, il est essentiel d'apprécier à leur juste valeur les facteurs à long terme, qui exercent à cet égard une puissante influence. L'évolution rapide de la situation dans l'après-guerre a peut-être eu tendance à en masquer l'importance. Leur influence est devenue plus évidente, en particulier sur le plan de la demande, avec l'abolition de la plupart des contrôles alimentaires et la réapparition progressive des marchés libres. L'un de ces facteurs est constitué par l'accroissement démographique et par les modifications qui interviennent ou interviendront dans la structure de la population, en particulier en

ce qui concerne les groupes d'âges et d'activités. L'augmentation du revenu national et sa répartition parmi les différentes classes de la population sont des éléments peut-être plus importants encore, car ils influencent fortement le niveau de la demande effective de denrées alimentaires, d'une manière générale et du point de vue des types de denrées recherchés. A ces facteurs se rattachent les niveaux relatifs des prix à la consommation de différents groupes d'aliments, niveaux qui sont déterminés dans une grande mesure par les tendances du coût de la production et par d'autres éléments intervenant dans la situation de l'offre. Enfin, il faut tenir compte également de la lente évolution des goûts et des préférences

GRAPHIQUE V-13. — Ration moyenne de protéines animales, par régions, avant-guerre, 1947/48, 1950/51 et 1953/54

Grammes par jour



ces des consommateurs. Il y a là un ensemble de facteurs complexes, dont on ne saurait évaluer les effets possibles sans une documentation beaucoup plus complète que celle dont on dispose à l'heure actuelle¹.

¹ Les recherches portant sur les réactions des consommateurs devant les modifications qui interviennent dans les revenus et dans les prix en sont encore à leurs débuts. Ce que l'on sait, grâce aux moyennes nationales et aux quelques enquêtes alimentaires détaillées qui ont été faites, indique que la ration de protéines animales par habitant augmente normalement avec l'amélioration des revenus par habitant, et que la proportion du revenu consacrée à l'achat d'aliments à haute valeur énergé-

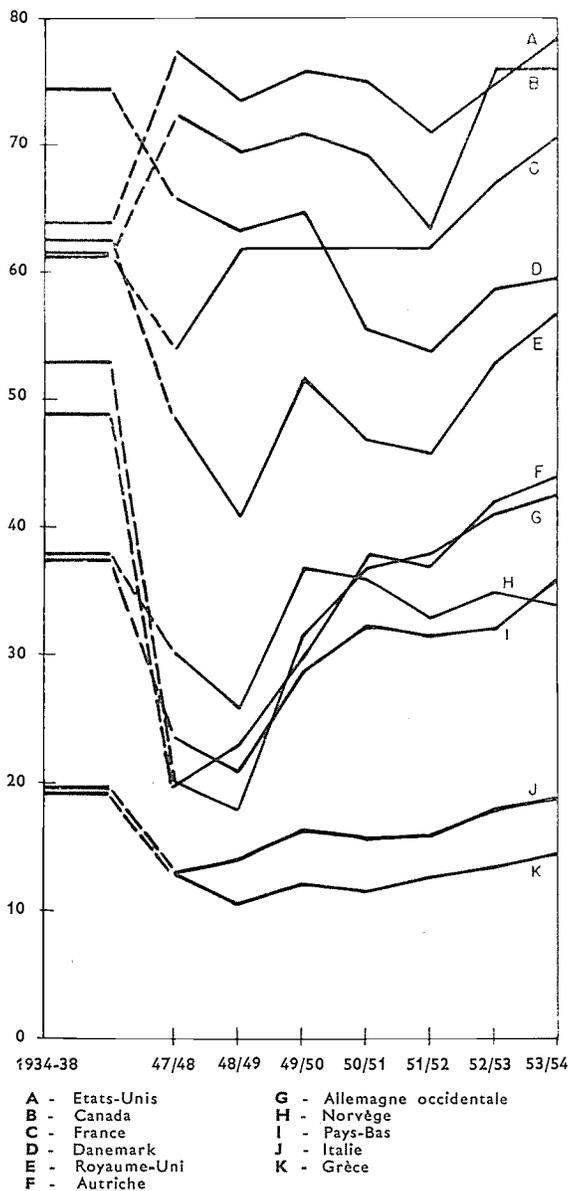
Il semble à peu près sûr que certaines des modifications intervenues, par rapport à l'avant-guerre, dans la structure de la consommation alimentaire dans différentes parties du monde résultent en grande partie de l'interaction qui existe

tique finira par diminuer même dans les pays où la ration calorique moyenne est aujourd'hui extrêmement faible (voir *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture - 1955*, p. 39). Il sera cependant nécessaire de procéder à des études beaucoup plus approfondies dans différentes parties du monde avant de pouvoir formuler des conclusions définitives quant à l'importance des modifications déterminées par une augmentation donnée du revenu.

entre les tendances des revenus des consommateurs et celles des prix de détail. L'accroissement de la consommation des produits d'origine animale en Amérique du Nord et en Europe occidentale illustre de manière frappante les effets de ces tendances. Aux Etats-Unis, par exemple, l'augmentation impressionnante par rapport à l'avant-guerre du revenu national disponible par habitant (environ 60 pour cent, en donnant au dollar une valeur constante) s'est traduite au niveau de la consommation par un mouvement qui a largement annulé l'effet de la forte hausse

GRAPHIQUE V-14. — Consommation de viande après la deuxième guerre mondiale

Kilos par personne et par an



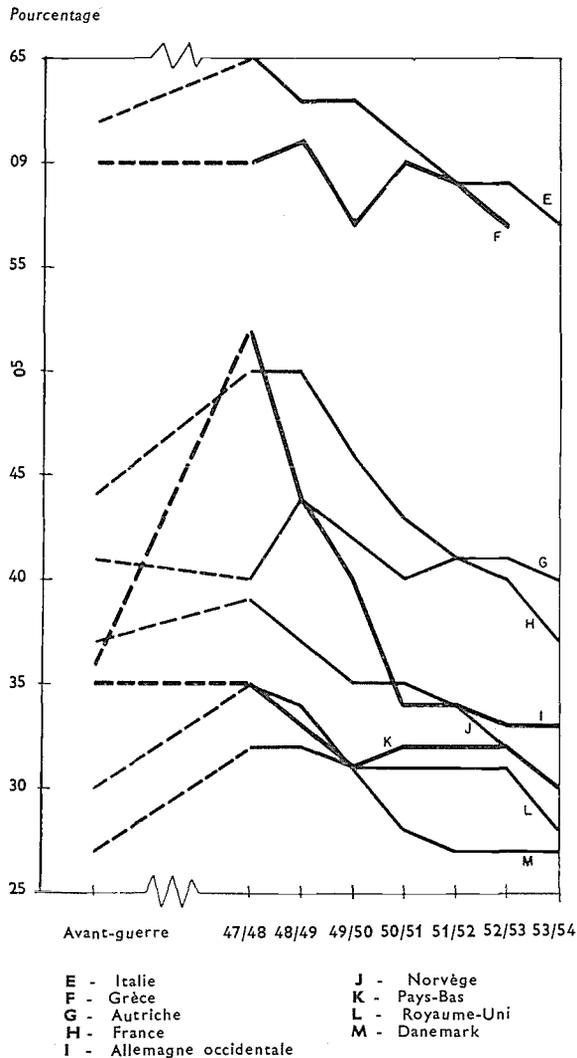
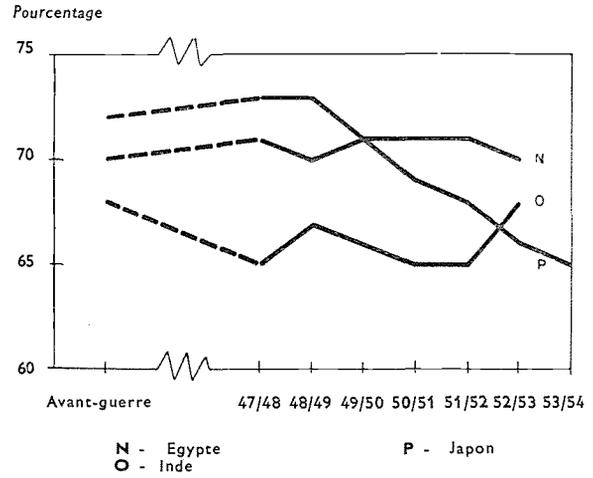
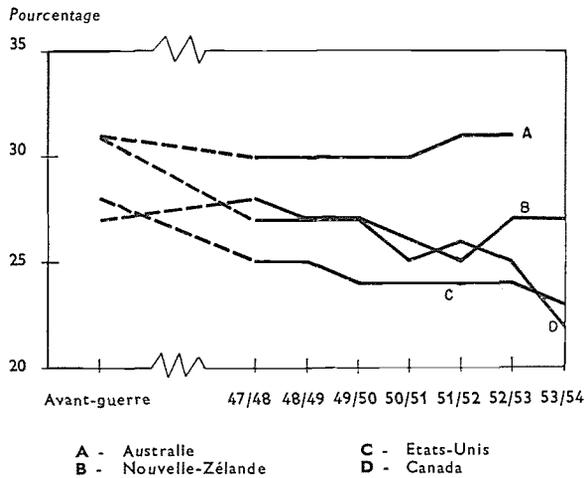
des prix des produits d'origine animale. La consommation par habitant de viande et de produits laitiers autres que le beurre (en équivalent de lait liquide) a augmenté de 20 pour cent. La situation est la même au Canada. L'accroissement du revenu réel par habitant n'a cependant pas été aussi marqué en Europe occidentale. D'autre part, les prix des produits d'origine animale y sont encore beaucoup plus élevés si l'on considère les prix d'autres denrées alimentaires et la hausse générale du coût de la vie. C'est pourquoi, malgré le mouvement ascendant de la consommation de viande dans presque tous les pays, les niveaux actuels sont encore inférieurs d'environ 10 à 20 pour cent à ce qu'ils étaient avant la guerre (graphique V-14). Bien entendu, d'autres facteurs ont également contribué à déterminer cette situation. Dans certains pays, les importations de viande ont été réglementées par suite de la situation difficile de la balance des paiements; dans le cas du Danemark, c'est afin de maintenir les exportations et les recettes en devises étrangères que la consommation a été restreinte.

Il se peut évidemment qu'une modification permanente des habitudes alimentaires ait contribué à restreindre la demande effective de viande. La consommation de fruits, de lait et de fromage, par exemple, est, dans bien des pays d'Europe occidentale, plus élevée qu'avant la guerre. Cette explication ne semble cependant guère vraisemblable. Plus probablement, le retour aux niveaux d'avant-guerre ne se fera qu'à la faveur d'un nouvel accroissement du revenu des consommateurs ou d'un certain abaissement du niveau de prix de la viande.

La tendance traditionnelle à une plus faible consommation de céréales dans les pays à revenus élevés et moyens, interrompue et contrariée du fait de la guerre dans de nombreux pays, recommence une fois de plus à se manifester (graphique V-15).

La corrélation entre ce phénomène et l'accroissement du revenu national a été étudiée dans *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture - 1954*, p. 40. Le recul perceptible des céréales dans l'alimentation des pays d'Europe occidentale est une confirmation éclatante de l'existence de cette corrélation. Par ailleurs, le fait que la proportion des céréales reste forte dans le régime de pays tels que l'Inde et l'Egypte montre que lorsque le revenu — et par voie de conséquence la ration calorique totale — sont faibles, on ne saurait compter sur une amélioration sensible dans la qualité du régime aussi

GRAPHIQUE V-15. — Proportion de calories totales fournie par les céréales



longtemps que les revenus n'ont pas été relevés du haut en bas de l'échelle. Les modifications du rapport des prix de différents types d'aliments jouent vraisemblablement un rôle aussi important que les modifications du revenu. C'est ainsi que la substitution partielle du riz par le blé et d'autres céréales, qui a eu lieu au cours de l'après-guerre en Inde, à Ceylan, au Japon, aux Philippines et dans d'autres pays d'Extrême-Orient, a été due principalement à la pénurie de riz, et à la forte hausse subséquente des prix de ce produit par rapport à ceux du blé et d'autres céréales. Il est assez difficile de savoir dans quelle mesure ce phénomène peut, à un degré quelconque, modifier de façon permanente la préférence traditionnelle du gros de la population d'Extrême-Orient pour le riz. Il semble cependant que les efforts précédemment tentés par les gouvernements pour encourager la consommation de blé durant la période de pénurie aiguë de riz aient déterminé certaines modifications qui pourraient devenir permanentes dans la structure de la consommation. A Ceylan, par exemple, l'habitude récemment acquise de consommer du blé, qui se limite pratiquement aux zones urbaines, semble persister bien que les disponibilités de riz soient depuis peu devenues assez abondantes pour permettre de doubler la ration de cette céréale. Au Japon également, la consommation de riz et d'orge a diminué depuis la guerre dans les zones rurales aussi bien qu'urbaines, tandis que la consommation de blé augmentait sensiblement. Bien que la consommation de riz ait eu plus récemment

tendance à augmenter, il semble que l'habitude de consommer du blé se répande de manière étonnante, en particulier dans les zones rurales.

Lorsque des aliments de protection peuvent être fournis à des prix plus bas, il existe des possibilités appréciables d'accroître la consommation, même s'il s'agit de denrées peu connues. Si la consommation de lait écrémé en poudre a augmenté de façon aussi considérable à Bombay et dans d'autres villes de l'Inde par exemple, c'est en grande partie parce que ce produit a pu être vendu à un prix relativement bas.

La consommation de lait est encore très faible dans de nombreux pays, surtout parce que le lait est peut-être l'un des aliments les plus coûteux, si l'on tient compte de son apport en calories et en protéines. Il est néanmoins probable que la demande d'aliments de protection relativement coûteux augmentera avec les progrès de l'industrialisation et de l'urbanisation et avec l'amélioration des revenus. C'est ainsi que, contrairement à ce que l'on croit parfois, on a constaté au Japon que les rations alimentaires moyennes sont plus élevées dans les districts urbains que dans les districts ruraux, sauf en ce qui concerne les céréales et autres aliments de base. En fait, la ration de protéines animales, qui est peut-être l'indice le plus sûr de la qualité du régime, a toujours été supérieure dans les districts urbains. L'analyse des résultats de différentes enquêtes nutritionnelles, effectuées dans plusieurs parties de l'Inde entre 1945 et 1948, conduit à des conclusions semblables. On a constaté que le pourcentage de la ration calorique

totale fourni par les aliments de protection (légumineuses, fruits, légumes, lait et produits laitiers) était sensiblement plus élevé pour les travailleurs de l'industrie que pour les travailleurs agricoles.

Le phénomène de la substitution du beurre par de la margarine et d'autres graisses végétales, qui a pris des proportions réellement considérables, offre un exemple frappant des modifications qui interviennent dans la structure de la consommation sous l'influence des variations de prix. Le tableau V-8 donne des chiffres pour certains des principaux pays intéressés.

L'augmentation générale de la consommation totale de beurre qui a eu lieu récemment, en particulier aux Etats-Unis, en France et au Royaume-Uni, interdit d'affirmer que ce produit ne regagnera jamais, au moins en partie, le terrain qu'il a perdu. D'un autre côté, la transformation des aliments du bétail en produits animaux est un processus coûteux. Pour ce qui est des matières grasses, il est donc probable que seront avantagés les produits moins chers obtenus à partir de graines oléagineuses, dont la production ne cesse d'augmenter. En outre, la qualité de la margarine et d'autres graisses végétales ne cesse de s'améliorer. Il semble donc que l'évolution de la consommation par rapport à l'avant-guerre puisse avoir un caractère durable.

MODIFICATIONS DE LA DEMANDE DE MATIÈRES PREMIÈRES D'ORIGINE AGRICOLE ET FORESTIÈRE

Les produits non alimentaires qui sont utilisés comme matières premières dans l'industrie — fibres, caoutchouc et certaines huiles végétales, principalement — représentent le dixième environ de la valeur de la production agricole mondiale. Mais ils tiennent une place beaucoup plus importante dans le commerce international des produits agricoles, dont ils constituent environ le tiers. En outre plus de la moitié de la production forestière mondiale est utilisée comme matière première par les manufactures et dans l'industrie du bâtiment, et certains sous-produits de l'agriculture comme le suif, les cuirs et peaux par exemple, ainsi que certains sous-produits des pêches, ont également des usages industriels.

Si le niveau de la demande pour l'ensemble des produits agricoles, est lié à celui de l'activité industrielle, il est évident que la demande de matières premières est étroitement fonction de la production des industries qui les utilisent. En fait, l'exploitation forestière dépend de plus en plus de la demande industrielle, car l'utilisation du

TABLEAU V-8. CONSOMMATION ANNUELLE DE BEURRE, DE MARGARINE ET D'AUTRES GRAISSES

RUBRIQUES	Avant-guerre	1947/48	1950/51	1952/53	1953/54
	<i>(kg par habitant, en équivalent de matières grasses)</i>				
Pays-Bas					
Beurre	5.2	4.4	2.3	2.1	2.2
Margarine et autres graisses .	15.4	11.3	24.1	24.2	24.1
Royaume-Uni					
Beurre	9.2	4.3	6.1	4.1	5.3
Margarine . . .	3.4	6.4	6.9	7.4	6.9
Autres graisses.	8.7	5.8	8.5	8.7	9.0
Etats-Unis					
Beurre	6.1	4.1	3.9	13.2	13.2
Margarine . . .	1.1	2.2	2.3	12.8	12.9
Autres graisses.	13.2	13.0	14.0	13.7	12.4

¹ Année civile.

bois comme combustible est restée assez stationnaire et la proportion de la production forestière totale destinée aux manufactures et l'industrie du bâtiment ne cesse d'augmenter. Dans l'ensemble, la production des manufactures a augmenté très rapidement depuis la guerre, à un rythme annuel qui dépasse d'environ 5 pour cent celui de l'accroissement démographique. Pour le bâtiment, secteur qui absorbe d'importantes quantités de produits forestiers, on ne possède pas d'indice mondial, mais on sait que l'activité y a été intense dans la phase de reconstruction qui a suivi les hostilités, et que dans bien des cas, cette activité ne s'est pas relâchée. La production de papier journal a également augmenté avec l'accroissement démographique et le recul de l'analphabétisme et la demande de matériaux d'emballage s'est développée à la faveur d'une amélioration des méthodes de marketing, en particulier dans le secteur alimentaire.

Si l'on considère que les chiffres de production donnés au tableau V-9 pour les matières premières agricoles et le bois à usages industriels correspondent à la demande de ces produits, il semble que celle-ci s'est développée beaucoup moins rapidement que la demande de produits manufacturés.

TABLEAU V-9. PRODUCTION MONDIALE¹, TOTALE ET PAR HABITANT, DE DENRÉES ALIMENTAIRES, DE PRODUITS AGRICOLES NON ALIMENTAIRES, DE BOIS A USAGES INDUSTRIELS ET DE PRODUITS MANUFACTURÉS

ANNÉES	Production totale				Production par habitant			
	Alimentaire	Non-alimentaire ²	Bois à usages industriels	Produits manufacturés ³	Alimentaire	Non-alimentaire	Bois à usages industriels	Produits manufacturés ³
	..... avant-guerre = 100							
1946	103	86	108	114	91	76	99	101
1947	106	85	112	127	92	75	101	111
1948	112	104	120	137	96	89	107	118
1949	114	108	111	140	97	92	98	119
1950	118	103	119	159	98	86	103	133
1951	120	115	125	173	98	94	107	142
1952	126	119	124	177	102	96	106	144
1953	130	117	123	190	104	94	103	152
1954	129	115	126	190	102	91	105	150
Taux annuel d'accroissement	.. en pourcentage, 1946-54 ..							
	2.9	3.8	1.9	6.6				

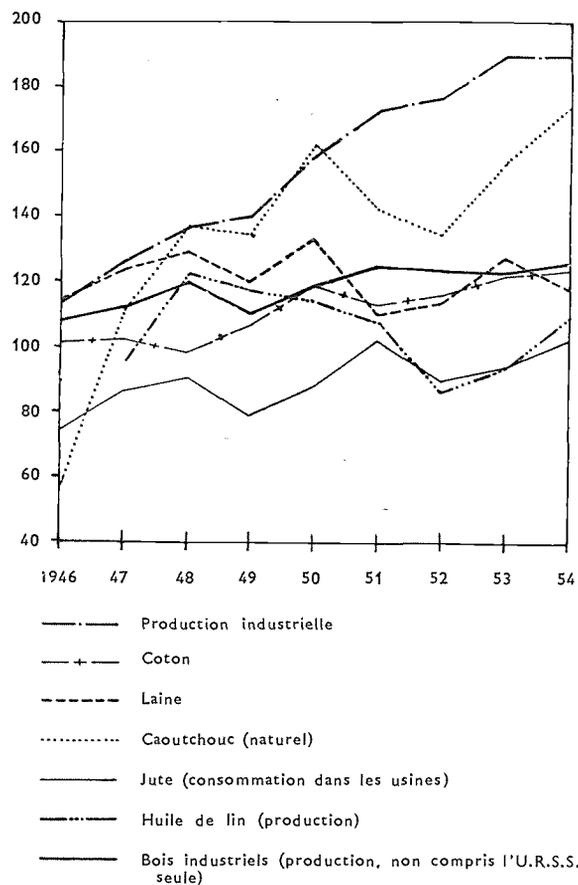
¹ Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine, sauf dans le cas du bois à usages industriels où seule l'Union soviétique n'est pas comprise.

² Fibres, caoutchouc naturel et huiles végétales non comestibles. On n'a pas tenu compte, dans le calcul de l'indice, des produits non alimentaires qui ne sont pas des matières premières industrielles (comme le café, le thé et le tabac).

³ Indice des Nations Unies de la production.

GRAPHIQUE V-16. — Production industrielle et consommation mondiale (non compris l'U.R.S.S., la Chine et l'Europe orientale) de certaines matières premières importantes, d'origine agricole et forestière.

(Avant-guerre = 100)



Pour certaines matières premières agricoles, la demande a, en fait, été inférieure à ce qu'on pourrait croire d'après les chiffres de la production, car des stocks importants (de coton et de caoutchouc, par exemple) se sont accumulés. La production de matières premières d'origine agricole ou forestière continue d'augmenter, mais la place qu'elles occupent parmi celles qu'utilisent les manufactures n'a cessé de se restreindre, comme le graphique V-16 le montre nettement pour certaines des principales matières premières agricoles.

Cette tendance reflète dans une certaine mesure les progrès accomplis dans le domaine de l'utilisation des matières premières : meilleurs procédés de traitement des graines oléagineuses, par exemple, ou emploi de matériaux de construction plus élaborés, tels que contreplaqués et panneaux de fibres, pour les surfaces non portantes. Mais elle s'explique plus encore par la mise au point de nouveaux produits dont la fabrication ne requiert

pas de matières premières d'origine agricole ou forestière ou n'en requiert que fort peu et par l'utilisation de plus en plus fréquente de produits de remplacement. Ce dernier facteur influe directement sur la demande de matières premières d'origine agricole et forestière.

Utilisation croissante de produits de remplacement

La difficulté, pendant la guerre, de se procurer un grand nombre de matières premières classiques, a puissamment contribué à faire naître des produits de remplacement, dont les possibilités d'utilisation et la variété ont encore augmenté depuis lors. Le niveau des disponibilités a, dans certains cas, continué d'exercer une influence à cet égard ; la production de caoutchouc synthétique a été maintenue pour des raisons intéressant la défense ; le remplacement du bois par d'autres matériaux a été favorisé, d'une part, par la concurrence qui s'est instaurée, sur le plan de l'approvisionnement, entre les scieries et l'industrie de la pâte de bois, cette dernière en plein essor et, d'autre part, par la pénurie de dollars. D'une manière générale, cependant, les produits de remplacement ont continué de gagner du terrain parce que leurs prix étaient plus bas et plus stables que ceux des produits agricoles auxquels ils se substituaient (les matières premières agricoles avaient particulièrement été affectées par le boom coréen); en outre ils étaient techniquement supérieurs, d'une qualité plus constante, et se prêtaient souvent à des utilisations plus variées.

Les principaux produits de remplacement sont les suivants : les détergents synthétiques qui remplacent les savons à base de suif et d'huiles végétales ; les peintures, qui contiennent moins d'huiles végétales ou n'en contiennent pas du tout ; les fibres artificielles de toutes sortes ; le caoutchouc synthétique ; le béton, les matières plastiques, l'acier et d'autres métaux qui prennent la place du bois ; et enfin les matières plastiques qui remplacent le cuir. Presque tous ces produits ont une origine non agricole ; on voit même les forêts concurrencer l'agriculture puisque le papier remplace de plus en plus le jute et le coton dans les emballages.

Aux Etats-Unis, la production de détergents synthétiques est passée de moins de 100 000 tonnes en 1945 à environ 1 000 000 en 1954, tandis que la production de savon tombait de 1 700 000 tonnes à 800 000 (tableau V-10). La même tendance s'est manifestée, bien qu'à un degré moindre, dans beaucoup d'autres pays. Les détergents synthéti-

TABLEAU V-10. ETATS-UNIS : SAVON, DÉTERGENTS SYNTHÉTIQUES, SUIF ET GRAISSES NON COMESTIBLES

ANNÉES	Savon	Détergents synthétiques	Suif et graisses				Prix à Chicago
			Production	utilisés		Ex- portation	
				en sa- vonnerie	Pour d'au- tres fabri- cations		
	..... milliers de tonnes						dollars la tonne
1937-41	1 495	10	530	438	88	—	138
1945	1 660	70	795	620	220	5	190
1950	1 350	567	1 030	618	200	242	194
1954	790	1 010	1 190	411	270	550	145

SOURCE : *The Fats and Oils Situation*. Département de l'Agriculture des Etats-Unis.
— Néant ou négligeable.

ques doivent en grande partie leur succès au fait qu'ils donnent de meilleurs résultats avec les eaux « dures » et qu'ils peuvent être fabriqués spécialement pour des usages déterminés. Depuis 1945, l'utilisation du suif et d'autres graisses animales en savonnerie a diminué du tiers aux Etats-Unis, bien que ces corps gras avaient presque entièrement remplacé, pour la fabrication du savon, les huiles végétales importées autres que l'huile de coco. La production de suif ne cesse cependant de s'accroître ; de ce fait les prix de ce produit sont restés exceptionnellement bas. Cela a contribué à le faire employer plus largement (acides gras, enrichissement des aliments du bétail, détergents) ; en outre les exportations ont considérablement augmenté. Des peintures et vernis nouveaux, fabriqués avec moins d'huiles végétales ou sans ces huiles, ont été mis au point. Mais si, au total, l'utilisation directe des huiles de lin, d'abrasin, de ricin, de soja et autres huiles siccatives a diminué aux Etats-Unis, ce phénomène a été largement compensé par l'emploi d'huiles de lin et de soja pour la fabrication des résines synthétiques entrant dans la composition de nouveaux produits.

La concurrence entre les fibres artificielles et les fibres naturelles avait commencé bien avant la guerre, avec l'apparition de la rayonne. Plus récemment, toute une série de fibres artificielles non cellulosiques ont été mises au point et la concurrence entre les fibres se présente aujourd'hui sous un jour extrêmement complexe. Les fibres artificielles constituent rarement un produit de remplacement parfait pour une fibre naturelle donnée ; en général, elles se substituent partiellement à différentes fibres et possèdent souvent des

propriétés que les fibres naturelles n'ont pas ou ne possèdent qu'à un moindre degré; enfin, un grand nombre de tissus nouveaux sont fabriqués avec un mélange de fibres naturelles et artificielles.

Le tableau V-11 montre l'importance croissante des fibres artificielles dans la consommation totale des fibres d'habillement. La soie est la seule fibre dont la consommation totale ait effectivement diminué. La difficulté de se procurer de la soie pendant et après la guerre a permis à la rayonne d'abord, puis au nylon, de s'infiltrer sur le marché des bas de femme, qui constituait avant la guerre l'un des principaux débouchés de la soie. Aux Etats-Unis, 82 pour cent des bas étaient en soie en 1939; en 1953, 99 pour cent étaient en nylon; aux Pays-Bas la proportion qui était de 9 pour cent pour le nylon en 1950, est passée à 62 pour cent en 1953.

Mais la concurrence ne s'est pas limitée au secteur des fibres d'habillement; les cas de substitution ont également été très fréquents dans l'industrie; l'exemple le plus frappant à cet égard est le remplacement du coton par la rayonne dans la fabrication des pneumatiques: la proportion de rayonne utilisée pour cette fabrication est passée, aux Etats-Unis, de 47 pour cent en 1946 à 97 pour cent en 1953, et, au Royaume-Uni, de 37 à 85 pour cent durant la même période. Les fibres purement industrielles ont eu moins à craindre des produits de remplacement; pourtant on utilise parfois le nylon pour les cordages de haute qualité et le jute (ainsi que le coton) a été remplacé dans des proportions assez importantes par le papier dans la fabrication des sacs. La proportion des sacs de textile dans la production totale de sacs aux Etats-Unis est tombée de 70 pour cent en 1939 à 30 pour cent seulement en 1953. Quant au problème de la substitution du caoutchouc naturel par le caoutchouc synthétique, il est traité dans la deuxième partie du présent rapport.

Avec l'essor extraordinaire pris par la production mondiale de pâte de bois, qui a augmenté de 75 pour cent entre 1946 et 1954, l'industrie de la pâte et les scieries se disputent les matières premières. D'une part, ce phénomène a incité à chercher des matériaux de remplacement, tels que les résidus agricoles pouvant être réduits en pâte; d'autre part, il a accentué la tendance, qui existait déjà avant la guerre, à utiliser le béton, l'acier et d'autres métaux, ainsi que les matières plastiques, dans des domaines où le bois constituait le matériau traditionnel. On fait de plus en plus appel à l'acier et au béton en construction, ainsi que pour les poteaux de mines et les traverses de che-

mins de fer. Par ailleurs, les produits à base de pâte de bois tendent à remplacer certaines autres matières premières agricoles, comme c'est le cas pour la rayonne et aussi pour les sacs de papier, qui remplacent les sacs de textile.

TABLEAU V-11. CONSOMMATION MONDIALE DE FIBRES D'HABILLEMENT

	Moyenne 1934-38	1948	1954	Moyenne 1934- 38	1948	1954
	.. milliers de tonnes ..			.. pourcent du total ..		
<i>Fibres naturel- les</i>						
Coton	6 370	6 230	7 600	80	73	69
Laine (équiva- lent de laine dessuintée)..	935	1 166	1 138	12	14	10
Soie	50	20	25	1	—	—
TOTAL . . .	7 350	7 420	8 760	92	87	79
<i>Fibres artificiel- les¹</i>						
Rayonne	632	1 111	2 044	8	13	19
Autres fibres .	—	38	216	—	—	2
TOTAL	632	1 149	2 260	8	13	21
TOTAL GÉNÉP.	8 000	8 570	11 020	100	100	100

¹ Production.
— Néant ou négligeable.

L'utilisation accrue de produits de remplacement est l'un des phénomènes qui a le plus influé sur la situation de la demande de matières premières d'origine agricole et forestière au cours de l'après-guerre. Plutôt que les effets connus et à court terme du boom coréen sur les prix, la constitution de stocks stratégiques ou la pénurie de dollars, c'est cette tendance qui a particulièrement contribué à différencier l'évolution de la demande dans ce secteur et dans celui des produits alimentaires. Il n'y a pas lieu cependant d'en surestimer l'importance et les conséquences. La soie est le seul produit dont la consommation totale ait diminué, alors que dans bien d'autres cas la consommation a augmenté tant par habitant qu'en volume absolu. Souvent, les produits de remplacement des produits agricoles, loin d'envahir le marché, ont permis, grâce à leur prix modique, d'alimenter de nouveaux marchés; d'autre part, le fait que le bois soit remplacé dans ses usages les plus courants par d'autres produits libère des disponibilités pour l'industrie de la pâte de bois en pleine expansion.

Chapitre VI - MOUVEMENTS DES PRIX, REVENUS DES EXPLOITANTS AGRICOLES ET ACHATS DES CONSOMMATEURS

Depuis la guerre, la situation des prix est extrêmement complexe. Au cours des premières années d'après-guerre, tous les pays ont subi, dans une mesure plus ou moins grande, la pression inflationniste provoquée, d'un côté, par la pénurie de denrées alimentaires et autres biens de consommation et, de l'autre, par l'augmentation du pouvoir d'achat engendrée par la guerre (voir chapitre II). La mesure dans laquelle l'inflation a pu être jugulée a été très variable d'un pays à l'autre suivant le degré de gravité de la pénurie et l'efficacité du système de contrôle des prix. Les mêmes facteurs ont influencé également l'augmentation relative des prix des produits agricoles par rapport à ceux des produits non-agricoles, ainsi que celle des différents produits agricoles entre eux ; dans ce domaine également on a enregistré des variations importantes entre les différents pays.

Même sur les marchés internationaux les prix ou les mouvements de prix n'ont pas été uniformes. Les mêmes produits ont été vendus à des prix différents dans les contrats à long terme et autres contrats conclus entre gouvernements, et sur le marché libre. Le blé a été vendu à des prix sensiblement différents suivant que les transactions étaient ou non conclues dans le cadre de l'Accord international sur le blé. En outre, en raison des graves problèmes posés par les paiements, un grand nombre d'importateurs étaient disposés à payer les marchandises provenant de pays à monnaie faible à un prix plus élevé que celles de la zone dollar ; d'ailleurs il arrivait que cette plus-value n'était qu'apparente, c'est-à-dire si l'on convertissait aux cours officiels des changes, car certaines différences ne faisaient que traduire la surcote de certaines monnaies faibles.

Il est difficile de dégager de cet enchevêtrement de mouvements et de politiques de prix

contradictoires des tendances générales et réelles car les conclusions qui semblent valables pour un groupe de pays ne s'appliquent pas toujours à d'autres où les conditions étaient différentes. Il serait impossible d'examiner dans le cadre de cette étude l'évolution des prix des principaux produits agricoles dans tous les pays. Cependant, certaines questions d'ordre général semblent présenter une importance particulière pour cette étude.

Les prix des produits agricoles sur les marchés internationaux ont-ils, dans l'ensemble, monté plus que les autres prix en général ? Quelle a été l'augmentation relative des différents produits agricoles les uns par rapport aux autres ?

La hausse des prix des produits agricoles à la production a-t-elle été supérieure ou inférieure à la hausse générale des prix et, notamment, de ceux des biens nécessaires à la production et autres produits que les exploitants doivent acheter ? Quelle a été l'influence de ces mouvements de prix sur les revenus agricoles ? L'élévation du niveau des revenus agricoles s'est-elle maintenue par rapport aux années d'avant-guerre, et comment ces revenus ont-ils évolué par rapport à ceux des autres professions ?

La hausse des prix alimentaires au niveau du détail a-t-elle été supérieure ou inférieure à la hausse au niveau de la production ? Les marges de commercialisation ont-elles augmenté ou diminué ? Quelle a été la hausse des prix de détail des denrées alimentaires par rapport à l'augmentation du revenu des consommateurs ? La part du revenu que les consommateurs consacrent à l'achat de denrées alimentaires et autres produits agricoles est-elle supérieure ou inférieure à celle d'avant-guerre ? Ces facteurs ont-ils entraîné une augmentation ou une diminution des ventes au détail des denrées alimentaires ?

Les données dont on dispose ne permettent pas toujours de répondre avec précision à ces questions. En outre, les réponses ne sont pas nécessairement les mêmes pour tous les pays. Néanmoins, les renseignements disponibles sont examinés ci-après.

MOUVEMENT DES PRIX SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

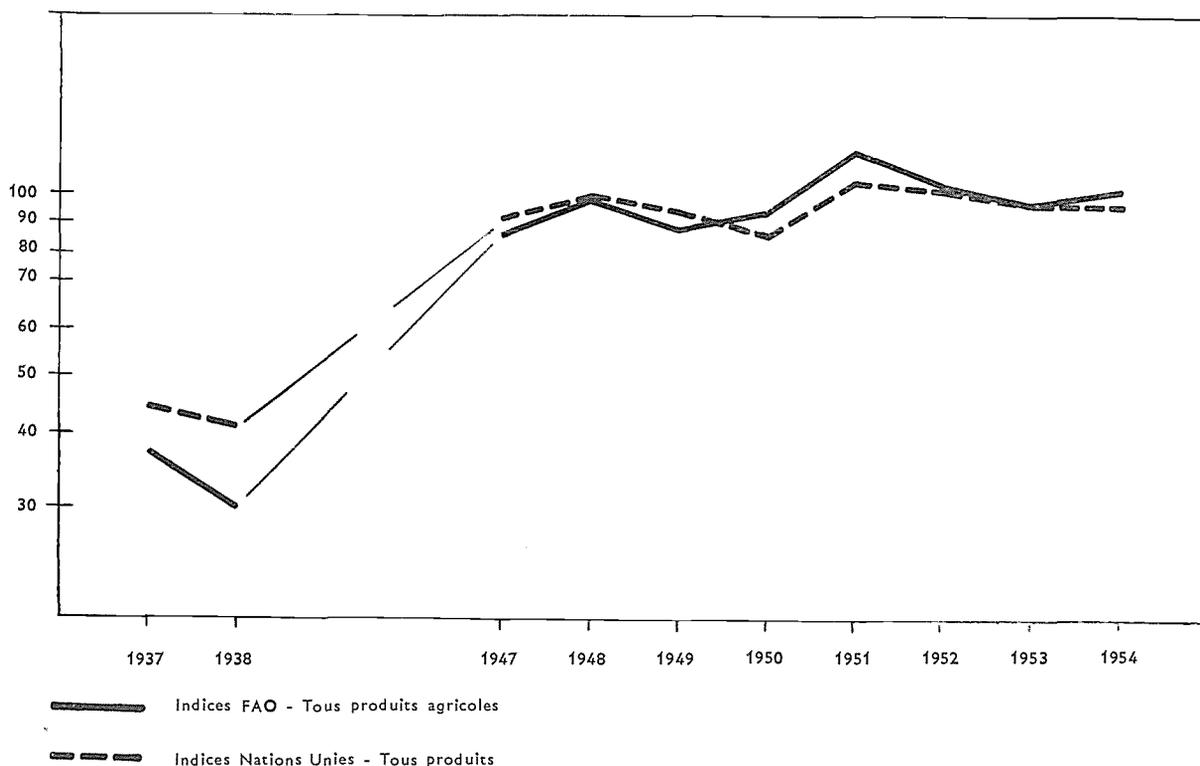
Le marché mondial des produits agricoles commence seulement à se rétablir progressivement, après la désorganisation qu'il a subie pendant et immédiatement après la guerre. C'est pourquoi les cours appliqués pendant les premières années d'après-guerre aux différents types et qualités de denrées alimentaires et autres produits faisant l'objet d'un commerce international ne peuvent être considérés comme normaux. En raison du contrôle des prix, les ventes étaient souvent effectuées à des conditions différentes, selon qu'elles étaient destinées au marché intérieur ou à l'exportation. En outre, les cours à l'exportation des mêmes qualités de produits (par exemple, le blé d'Amérique du Nord, le riz du Sud-Est asiatique, le beurre danois ou la viande de l'hémisphère sud) étaient le même jour très différents selon

que les ventes étaient effectuées dans le cadre des différents contrats ou accords, ou bien sur le marché libre. Pendant une grande partie de la période d'après-guerre les cotations d'un grand nombre de marchés ne s'appliquaient donc qu'à une proportion, souvent réduite, des échanges et, dans un grand nombre de cas, ne correspondaient pas exactement à la moyenne des prix reçus par les vendeurs ou payés par les acheteurs.

On a donc cherché à obtenir une mesure plus réelle des valeurs moyennes auxquelles les principaux produits agricoles ont été vendus sur le marché international, en se basant sur les valeurs unitaires moyennes enregistrées à l'importation et à l'exportation dans les bilans de commerce nationaux. Ces estimations ont été effectuées pour 40 produits sur la base d'échantillons couvrant 75 à 95 pour cent des quantités totales entrant dans le commerce mondial. Ces valeurs moyennes, converties en dollars des Etats-Unis au cours officiel¹ ont été pondérées en fonction de l'im-

¹ Des indices ont également été calculés en se basant sur des valeurs exprimées en livres sterling pour les produits normalement vendus dans cette monnaie, mais dans un but de simplification, on n'en a pas tenu compte dans cette étude. Un compte rendu plus complet de ce travail doit faire l'objet d'une publication distincte.

GRAPHIQUE VI-1a. — Indices des valeurs unitaires moyennes à l'exportation, pour le monde
(Moyenne 1952-53 = 100 ; échelle semi-logarithmique)



portance relative des différents produits dans le commerce mondial afin de calculer les indices des valeurs moyennes unitaires à l'importation et à l'exportation pour l'ensemble des produits agricoles. À l'exception de certains décalages dans le temps entre les valeurs à l'importation et à l'exportation qui se manifestent aux périodes de variation rapide des prix, les deux indices sont très voisins et pratiquement interchangeable. L'indice des valeurs unitaires à l'exportation a été calculé (en dollars des Etats-Unis au cours postérieur à 1934) en remontant jusqu'à 1929, et celui des valeurs unitaires à l'importation jusqu'à 1913, mais sur un nombre moindre d'échantillons, afin de pouvoir comparer le mouvement général des prix après les deux guerres mondiales. Ces indices ne couvrent pas les années de guerre.

Changements intervenus dans les valeurs unitaires moyennes des produits agricoles et de l'ensemble des produits faisant l'objet d'échanges internationaux

Le graphique VI-1a donne la comparaison de l'indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation des produits agricoles (1952-53 = 100) avec l'indice, calculé par l'ONU, des valeurs unitaires moyennes à l'exportation de l'ensemble des produits. Les deux indices sont très voisins pour les années d'après-guerre, bien que celui des pro-

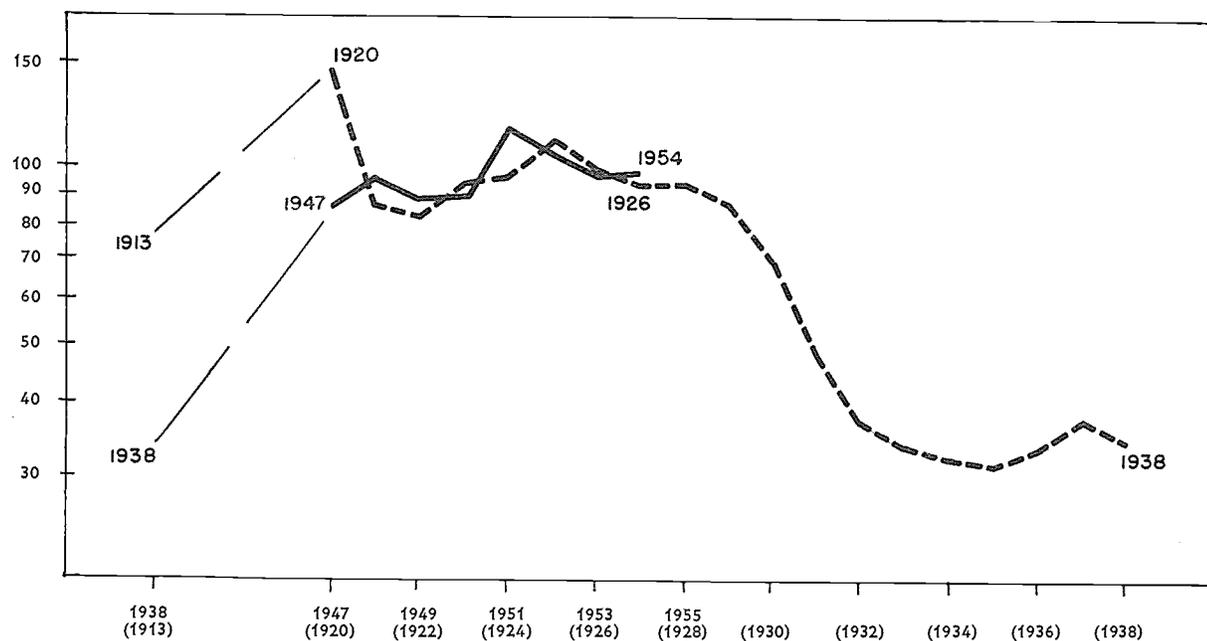
duits agricoles accuse une hausse supérieure pendant la période du boom de la guerre de Corée. En prenant 1952-53 pour base, les valeurs moyennes des produits agricoles accusent, pour la période d'avant-guerre, un niveau inférieur à celui de l'ensemble des produits faisant l'objet d'échanges internationaux, ce qui traduit bien la détérioration des prix agricoles au cours des années trente.

Par ailleurs, la hausse des prix des produits agricoles sur les marchés mondiaux a été beaucoup plus importante depuis la fin des années trente que celle du niveau général des prix. C'est ainsi qu'en prenant pour base 1937-38 = 100, l'indice des valeurs unitaires moyennes des produits agricoles est passé à 299 en 1952-53, contre 237 pour l'ensemble du commerce mondial.

Comparaison avec la première guerre mondiale

Le graphique VI-1b compare la tendance des valeurs unitaires des produits agricoles après les deux guerres mondiales. On voit clairement l'influence de la plus grande efficacité des mesures de contrôle des prix appliquées après la seconde guerre mondiale ; la hausse des prix a été en effet plus progressive et n'a jamais atteint les niveaux vertigineux enregistrés en 1919 et 1920. De même, on n'a pas observé après la seconde

GRAPHIQUE VI-1b. — Indices des valeurs unitaires moyennes à l'importation des produits agricoles, en dollars E.-U. d'après 1934, pour le monde
(Moyenne 1952-53 = 100 ; échelle semi-logarithmique)



guerre un effondrement comparable à celui qui s'était produit en 1920 et 1921. Cependant, de 1948 à 1954 (c'est-à-dire trois à neuf ans après la fin de la seconde guerre mondiale), le niveau des valeurs unitaires des produits agricoles a été dans l'ensemble remarquablement voisin de celui qui a été enregistré pendant la période correspondante qui a suivi la première guerre, de 1921 à 1927. L'effondrement catastrophique des valeurs qui a coïncidé avec la crise mondiale des années trente n'a commencé qu'en 1929, soit onze ans environ après la fin des hostilités.

La correspondance étroite du niveau des valeurs unitaires de ces dernières années avec celui de la période correspondante qui a suivi la première guerre peut être imputable, en grande partie, au hasard et il ne faut pas en déduire que la chute des prix agricoles enregistrée de 1929 à 1932 risque d'avoir son pendant au cours des années à venir. On a examiné, dans la partie du Chapitre V consacrée aux stocks, certaines différences essentielles des conditions économiques

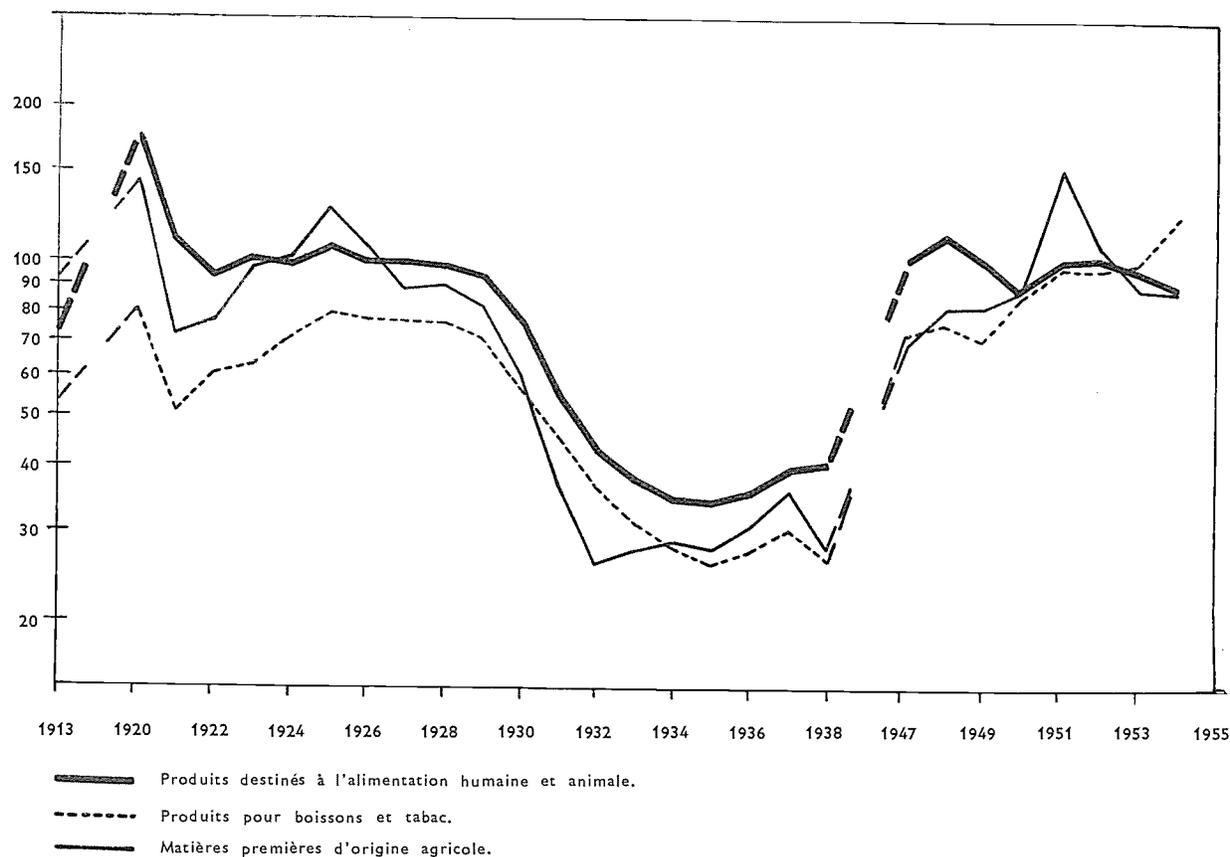
des deux périodes, qui rendent improbable une évolution de ce genre. Néanmoins, l'expérience de la période d'entre deux guerres est là pour montrer ce qui pourrait arriver si l'offre était trop supérieure à la demande, si les gouvernements renonçaient entièrement à soutenir les prix et si les stocks accumulés récemment étaient jetés au hasard sur les marchés mondiaux.

Changements intervenus dans les valeurs moyennes des différentes catégories de produits agricoles

Le graphique VI-2 montre la tendance des valeurs unitaires moyennes, sur le marché international des denrées alimentaires, des fibres naturelles et du caoutchouc, des produits pour boissons et du tabac respectivement. Le niveau maximum des prix de l'ensemble des denrées alimentaires enregistré après la seconde guerre mondiale a été atteint en 1947 et 1948, époque à laquelle la pénurie a été la plus grave. Depuis,

GRAPHIQUE VI-2. — Indices des valeurs unitaires moyennes à l'importation de grands groupes de produits agricoles, en dollars E.-U. d'après 1934, pour le monde

(Moyenne 1952-53 = 100 ; échelle semi-logarithmique)



les prix ont baissé au fur et à mesure de l'accroissement des disponibilités ; cette évolution a été interrompue dans une certaine mesure par le déclenchement de la guerre de Corée. En dépit de l'importante accumulation d'excédents qui a eu lieu ces dernières années, les prix ne se sont pas effondrés ; ce fait est essentiellement imputable aux mesures de soutien des prix et à la prudence de la politique d'écoulement des stocks du gouvernement des Etats-Unis. Mais comme on le verra plus loin, la période et l'importance du mouvement des prix ont été très variables suivant les différentes denrées alimentaires.

Les valeurs unitaires moyennes des fibres naturelles et du caoutchouc ont subi des fluctuations plus étendues que celles des denrées alimentaires. Bien que la hausse initiale des valeurs des matières premières, et notamment du caoutchouc, ait été plus lente, elle s'est considérablement accélérée pendant le boom de Corée, au cours duquel elle a atteint son niveau maximum d'après-guerre, et a été suivie d'une baisse presque aussi rapide. De même, entre les deux guerres, la hausse des prix enregistrée pendant la période de boom de la fin des années vingt, et la chute qui s'est produite au cours de la crise des années trente ont été beaucoup plus accentuées pour le groupe des matières premières que pour les denrées alimentaires.

Les valeurs du groupe « produits pour boissons et tabac » ont accusé une hausse presque continue depuis la seconde guerre mondiale, principalement en raison de la fermeté constante de la demande et des disponibilités réduites de café et de cacao. En 1954, le niveau des prix a été le plus élevé depuis 1913.

Changements intervenus dans les valeurs moyennes de certains produits

Enfin, le graphique VI-3 montre la tendance des valeurs unitaires moyennes, après la seconde guerre mondiale, pour un certain nombre de produits ou groupes de produits faisant l'objet d'un commerce international, en fonction des valeurs moyennes enregistrées après la première guerre. Les valeurs unitaires moyennes d'après-guerre ont été, pour un nombre étonnamment grand de produits, remarquablement voisines de celles de la période correspondante après la première guerre. Cette observation s'applique au blé, aux céréales secondaires, aux huiles comestibles, au coton et au tabac. Les valeurs unitaires moyennes du sucre après la seconde guerre mondiale ont été tout d'abord inférieures à celles de la période qui a suivi la première guerre, mais au cours de ces dernières années, el-

les ont été à peu près identiques. Jusqu'à ces derniers temps, les cours de la viande sur le marché international ont été inférieurs à ceux de la période correspondante qui a suivi la première guerre, mais actuellement la différence a considérablement diminué.

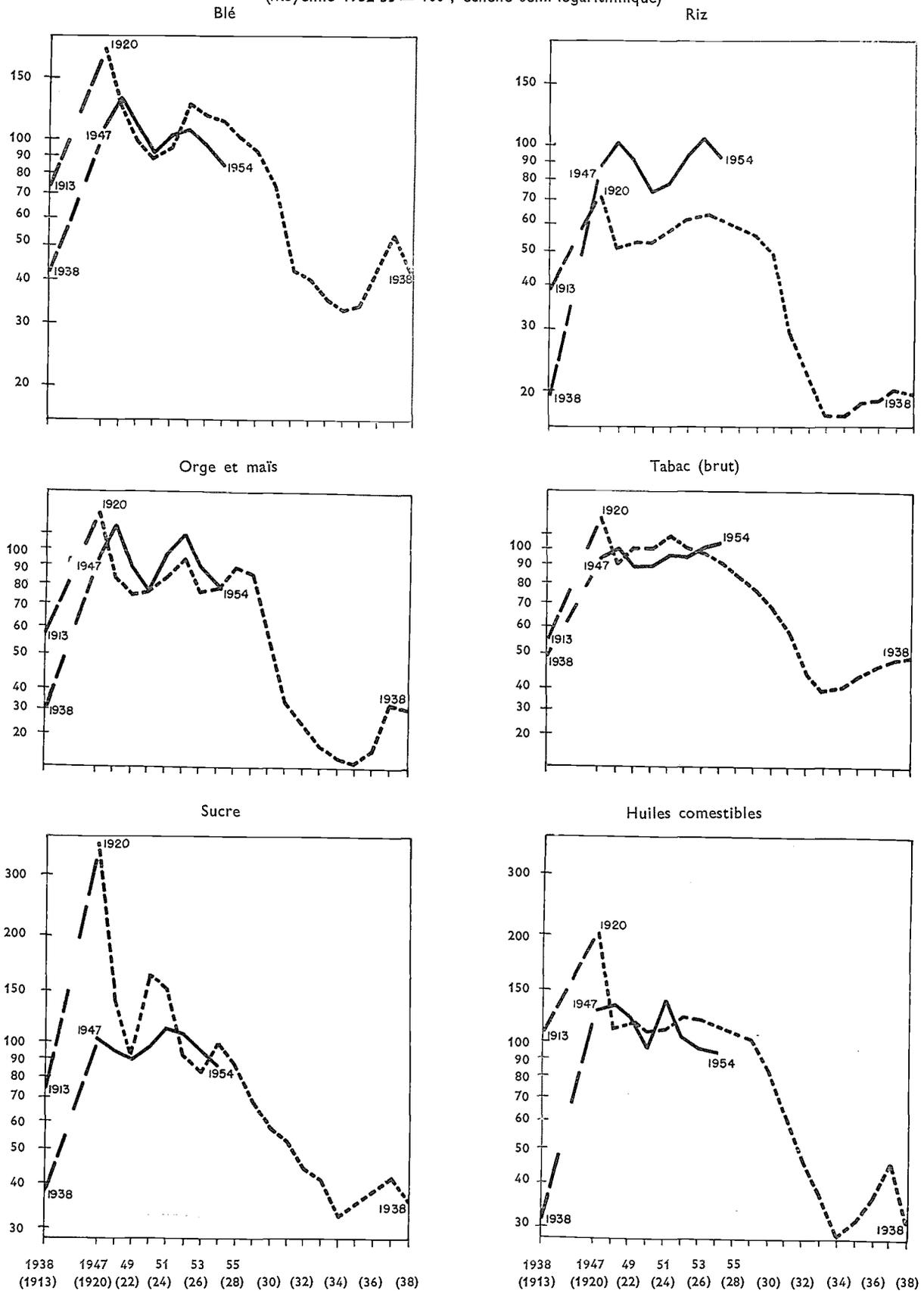
Par ailleurs, jusqu'en 1954, les valeurs unitaires moyennes du riz, de la laine, du café et du cacao ont été considérablement supérieures, et celles des produits laitiers nettement inférieures à celles de la période qui a suivi la première guerre. Tout d'abord, les cours des produits laitiers, ainsi que ceux de la viande, ont été fortement influencés par les contrats à long terme conclus par la Grande-Bretagne, mais ces derniers ne portent plus maintenant que sur un domaine restreint, et les niveaux des prix sont presque entièrement déterminés par les influences normales du marché. Il en a été de même pour les valeurs du riz qui ont peut-être été un peu plus élevées pendant une grande partie de la période d'après-guerre, à l'exception des tonnages qui ont fait l'objet de contrats bilatéraux portant sur la production du Sud-Est asiatique. Les valeurs du café, du cacao et de la laine sur le marché international ont été surtout déterminées par le jeu de l'offre et de la demande.

Le mouvement général des valeurs unitaires moyennes des différents produits, pris individuellement, est identique, dans l'ensemble, à celui des groupes de produits exposé plus haut. Cette remarque s'applique tout particulièrement aux principales denrées alimentaires faisant l'objet d'échanges internationaux, notamment les céréales, les sucres et les huiles comestibles. Cependant, en ce qui concerne les sucres et les huiles comestibles, les valeurs maxima n'ont pas été atteintes au cours des premières années d'après-guerre mais pendant le boom de Corée. Quant aux céréales secondaires et au riz, le fléchissement des cours a été particulièrement marqué avant le boom de Corée, et en ce qui concerne le riz, les cours élevés atteints par la suite n'ont commencé à baisser qu'à la fin de 1953. Comme on l'a déjà noté, l'évolution des prix des produits de l'élevage a été quelque peu différente de celle des autres denrées alimentaires.

Le coton et la laine ont suivi d'assez près la tendance générale des matières premières qui a déjà été exposée, et cette observation s'applique également au caoutchouc et au jute qui ne figurent pas dans le graphique VI-3. De même, le café et le cacao ont suivi la tendance générale à la hausse du groupe « produits pour boissons et tabac, » mais celle-ci est beaucoup moins mar-

GRAPHIQUE VI-3. — Indices des valeurs unitaires moyennes à l'importation de certains produits agricoles, en dollars E.-U. d'après 1934

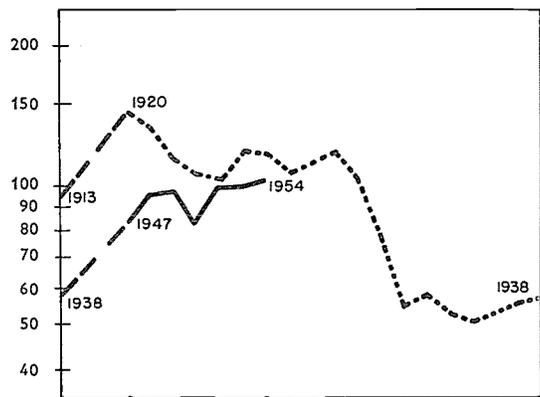
(Moyenne 1952-53 = 100 ; échelle semi-logarithmique)



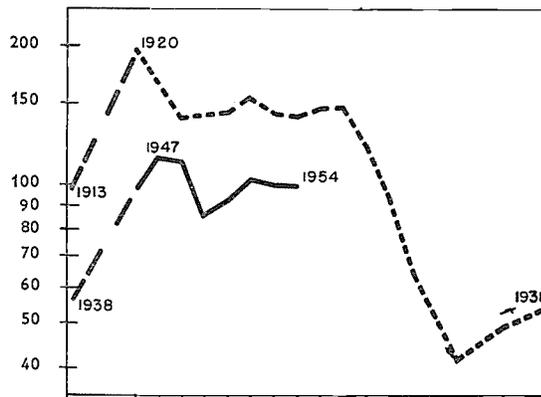
GRAPHIQUE VI-3. — Indices des valeurs unitaires moyennes à l'importation de certains produits agricoles, en dollars E.-U. d'après 1934 (suite)

(Moyenne 1952-53 = 100 ; échelle semi-logarithmique)

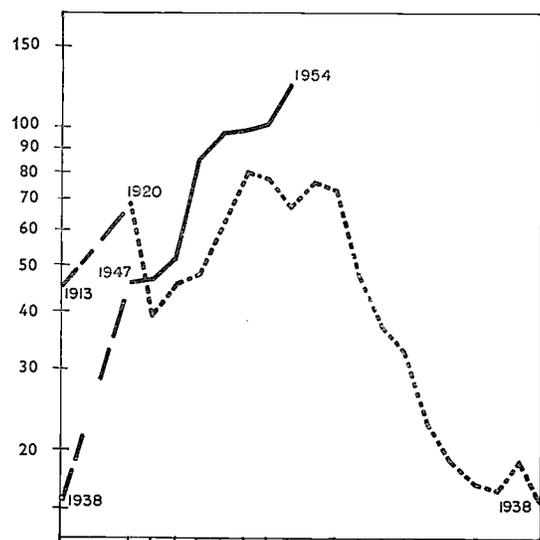
Viande (bœuf, veau, mouton, agneau, bacon)



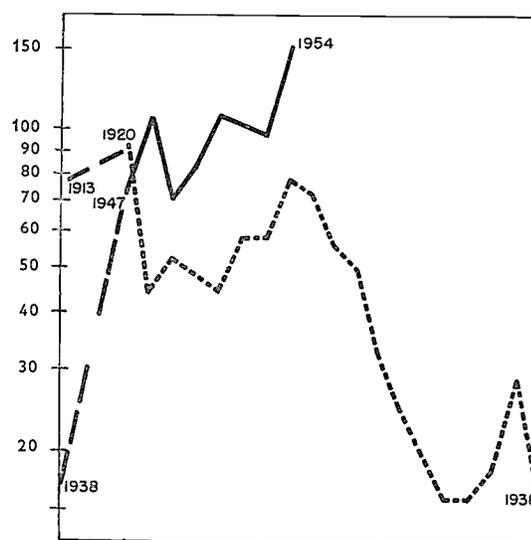
Produits laitiers (beurre, fromage, œufs)



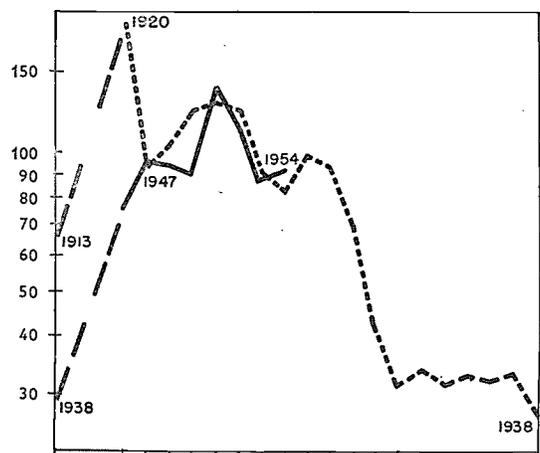
Café



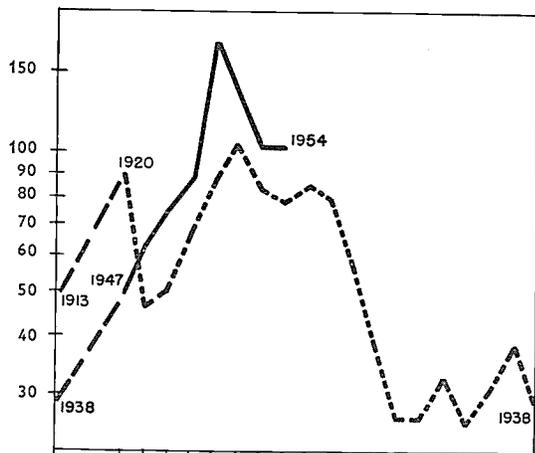
Cacao



Coton (fibre)



Laine (en suint)



1938 1947 49 51 53 55
(1913) (1920) (22) (24) (26) (28) (30) (32) (34) (36) (38)

1938 1947 49 51 53 55
(1913) (1920) (22) (24) (26) (28) (30) (32) (34) (36) (38)

TABLEAU VI-1. HAUSSE RELATIVE DES VALEURS MOYENNES DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL; 1937-38 A 1952-53

..... 1937-38 = 100							
Caoutchouc naturel	164	Produits laitiers	194	Sucre	282	Coton	354
Agrumes	165	Tabac	212	Céréales secondaires	307	Cacao	504
Viande	186	Blé	215	Laine	314	Riz	568
Thé	192	Huiles comestibles	267			Café	645

NOTE: L'indice de l'ensemble des produits agricoles est 299, et celui de l'ensemble des produits (agricoles et non-agricoles) faisant l'objet d'échanges internationaux: 237. Ce dernier chiffre est fondé sur l'indice des valeurs moyennes établi par l'ONU et recalculé sur la base 1937-38 = 100.

quée pour le tabac, alors que les cours du thé ont quelque peu fléchi après 1948 et ne se sont redressés qu'en 1954, époque à laquelle ils ont subi une hausse sensible mais de courte durée.

Hausse des valeurs moyennes par rapport aux dernières années d'avant-guerre

La période qui a précédé immédiatement la guerre a été anormale à beaucoup de points de vue, car les prix des produits agricoles s'étaient à peine remis des effets de la crise. Néanmoins, elle a été si largement utilisée comme période de base qu'il est intéressant d'examiner la hausse subie depuis cette époque par les valeurs unitaires des différents produits sur le marché international. On a donc groupé dans le tableau VI-1 certains produits de première importance en fonction de la hausse des valeurs unitaires moyennes enregistrée dans les échanges internationaux de 1937-38 à 1952-53, époque à laquelle les prix d'après-guerre commencèrent à se stabiliser. Il convient de souligner cependant que certaines hausses importantes observées au cours de cette période peuvent signifier soit un niveau élevé des prix en 1952-53, soit un niveau particulièrement bas en 1937-38. Les séries à long terme du graphique VI-3 donnent donc une représentation plus réelle des changements intervenus.

Produits forestiers

On ne possède pas pour les produits forestiers d'indices de ce genre sur les valeurs moyennes des tonnages faisant l'objet d'un commerce international, mais la valeur de ces derniers a en fait augmenté plus que celle de la plupart des autres matériaux depuis la période d'après-guerre. Cette remarque s'applique tout particulièrement aux bois ronds et aux sciages. Les prix des produits traités, comme la pâte et le papier, ont suivi de plus près le cours général des prix.

Le niveau élevé des prix des produits forestiers atteint en 1946 et 1947 est demeuré assez stable

jusqu'au déclenchement de la guerre de Corée, survenu au milieu de 1950, qui a provoqué une hausse sans précédent suivie d'un effondrement en 1952. Depuis lors, les cours de la pâte et des produits dérivés se sont montrés plus stables que ceux des produits forestiers moins finis, et les prix pratiqués dans l'Amérique du Nord (où même l'influence du boom de Corée a été efficacement contrôlée) se sont mieux maintenus qu'en Europe et dans d'autres régions. Le graphique VI-4 indique l'évolution générale des prix des produits forestiers depuis la seconde guerre mondiale.

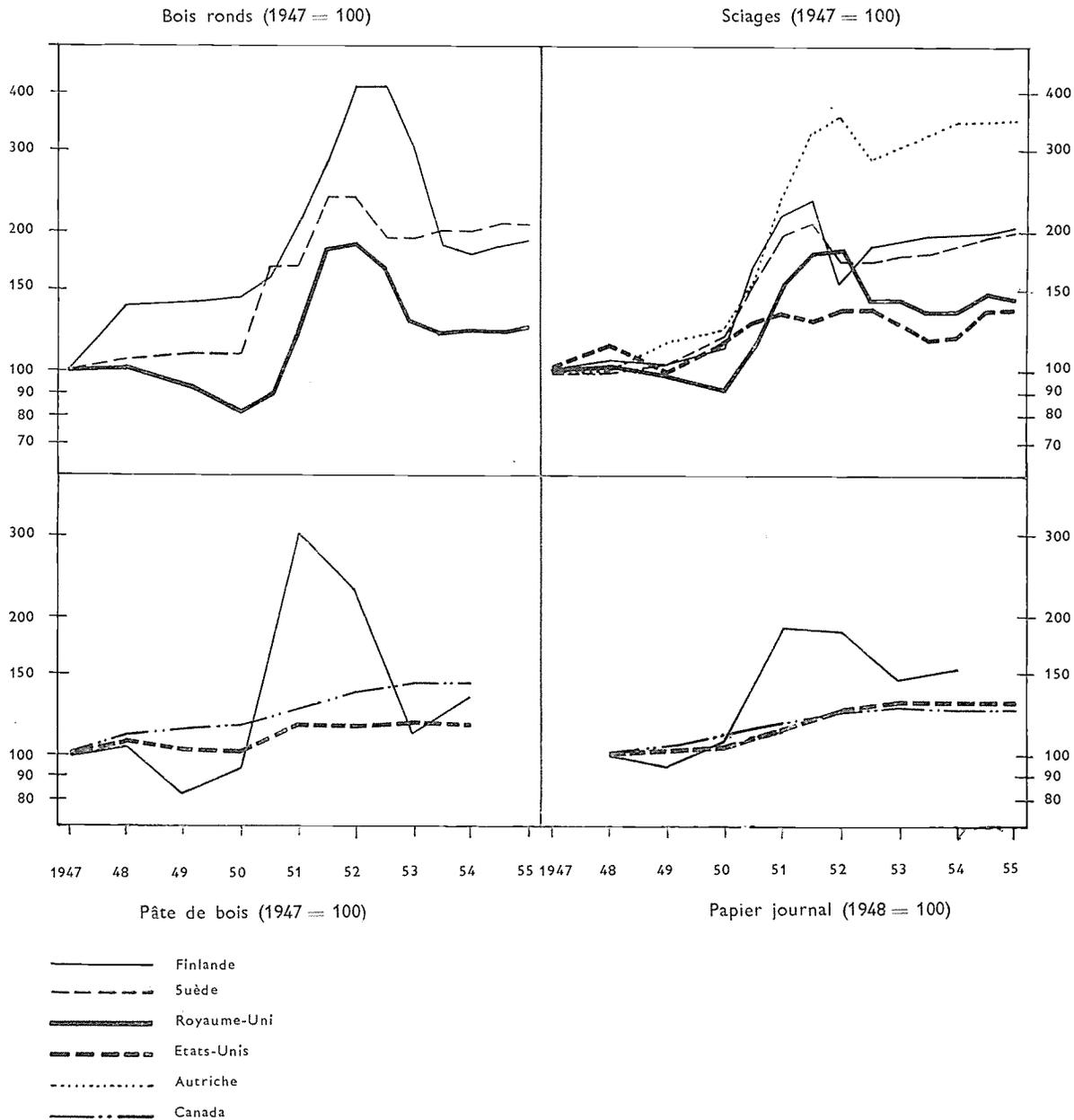
MOUVEMENTS DES PRIX ET PRIX A LA PRODUCTION

La hausse des produits agricoles sur les marchés mondiaux a naturellement été accompagnée d'une hausse parallèle sur les marchés intérieurs des différents pays. L'évaluation de l'importance de cette dernière hausse prise séparément ne présente pas un grand intérêt, car elle a été conditionnée dans une large mesure par le degré d'inflation de la monnaie du pays intéressé. Ce qui est plus important, c'est de comparer la hausse des prix agricoles à la production, ainsi que celle des prix de gros et de détail, avec la hausse générale des prix.

Le graphique VI-5 donne pour un certain nombre de pays le mouvement des prix agricoles à la production en fonction du niveau général des prix de gros. Dans la plupart des pays, à l'exception de l'Allemagne, du Danemark et du Brésil, le rapport est sensiblement plus élevé après la guerre qu'immédiatement avant, ce qui n'est pas étonnant du fait de la pénurie alimentaire d'après-guerre et de la faiblesse des cours des produits agricoles au cours des années trente. Sans la mise en vigueur du contrôle des prix dont l'application a été plus généralisée sur les denrées alimentaires que sur tout autre produit, la hausse relative des prix agricoles aurait, dans un grand nombre de cas, été encore plus importante.

GRAPHIQUE VI-4. — Indices des prix du bois et des produits du bois

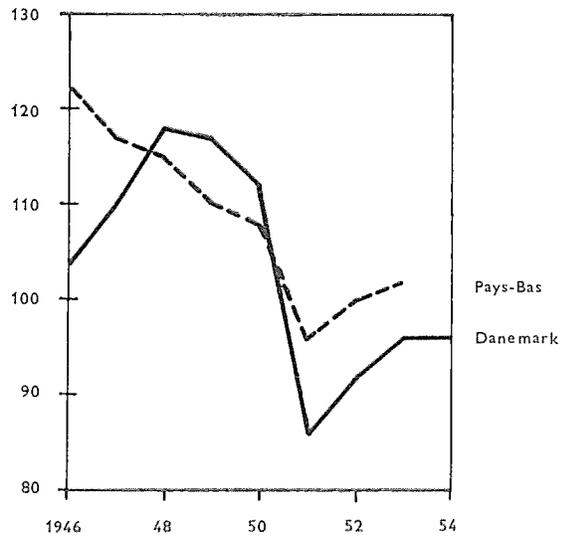
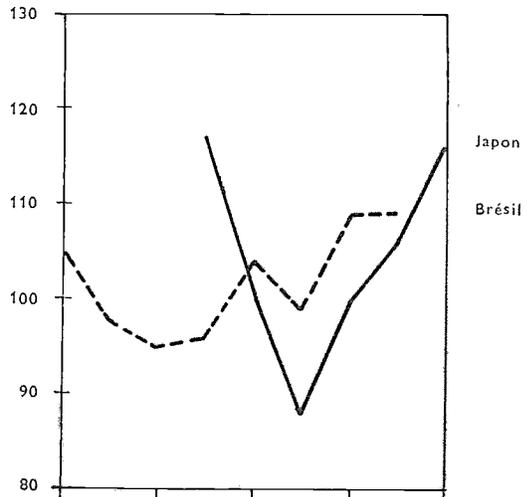
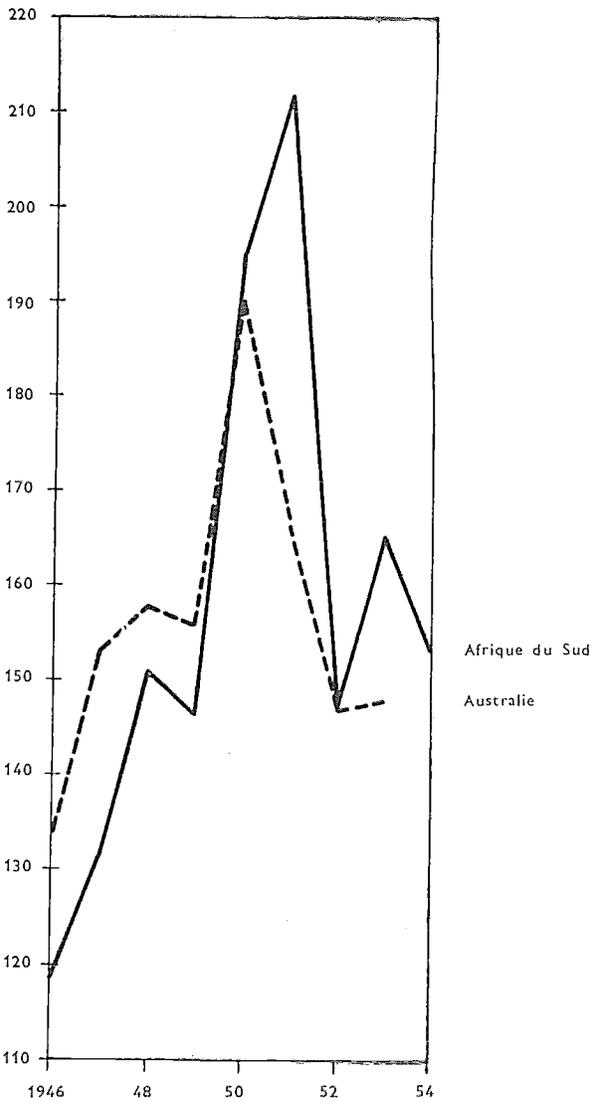
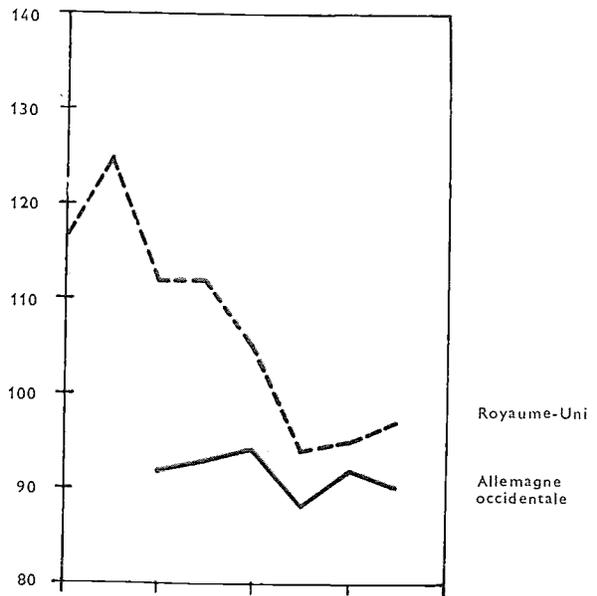
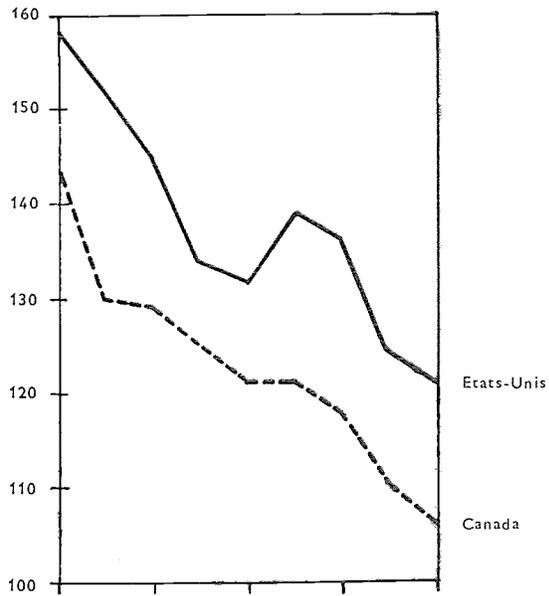
(Echelle semi-logarithmique)



Après le niveau élevé atteint au cours des premières années d'après-guerre, on a enregistré dans la plupart des pays une réduction importante du rapport des prix et dans certains (par exemple le Canada et la Grande-Bretagne) il était en 1954 égal ou à peine supérieur à celui d'avant-guerre. Cependant, on a observé dans certains pays une reprise partielle au cours de ces dernières années.

La période de pointe atteinte par les prix agricoles à la production en fonction de l'ensemble des prix de gros n'a pas été la même dans tous les pays. En Amérique du Nord, elle a eu lieu immédiatement après la guerre, dans certains pays européens un ou deux ans plus tard, et dans les pays exportateurs de matières premières agricoles (comme l'Australie et l'Afrique du Sud pour la laine) au moment du boom de Corée.

GRAPHIQUE VI-5. — Indices des prix à la production des produits agricoles en fonction de l'indice général des prix de gros (1938 = 100)



On peut conclure, en général, que si les prix agricoles à la production ont gagné du terrain par rapport à l'ensemble des prix pendant les premières années d'après-guerre, ils l'ont reperdu en grande partie depuis et, dans certains pays, le rapport est presque aussi défavorable aux exploitants qu'à la fin des années trente.

Rapport entre les prix payés et reçus par les exploitants agricoles

Le rapport entre les prix que les exploitants agricoles reçoivent pour leurs produits et ceux qu'ils paient pour les biens et services dont ils ont ordinairement besoin, constitue un indice encore plus révélateur en matière de revenus agricoles. Rares sont les pays qui publient ces rapports, et ces derniers ne sont pas tous entièrement comparables. Les données dont on dispose indiquent (tableau VI-2) que pour les pays européens, c'est au cours de la période 1947-49 que ce rapport des prix a été le plus favorable pour les exploitants. Depuis lors, la baisse a été persistante, bien que dans certains cas elle ait manifesté des signes d'arrêt aux environs de 1953.

Au Canada, le rapport entre les prix reçus et payés par les exploitants s'est maintenu de 1946 à 1952 à un niveau assez stable et beaucoup plus favorable qu'avant la guerre, mais par la suite on a enregistré une baisse sensible. Aux Etats-Unis également, le rapport a fortement diminué ces dernières années. En Australie, les prix agricoles à la production ont monté régulièrement jusqu'au boom de Corée en 1951. Par la suite, il s'est produit une baisse rapide, d'un tiers environ en une seule année, mais depuis le milieu de 1952, le rapport des prix a été assez stable.

Pour la plupart des pays les renseignements ont permis de déterminer avec plus de précision le rapport entre les prix payés et reçus par les exploitants, et on constate que l'évolution est la même que celle du rapport entre les prix à la production et l'ensemble des prix de gros : le terrain gagné au cours des premières années d'après-guerre a été en grande partie reperdu et, dans un grand nombre de pays, les rapports de prix ne sont actuellement pas plus favorables aux exploitants qu'avant la guerre.

Revenus agricoles et dépenses d'exploitation

Les rapports des prix ne permettent naturellement pas à eux seuls de déterminer le niveau des revenus agricoles qui sont affectés par le volume des achats (c'est-à-dire les biens et les services nécessaires à la production) et par celui des ventes. L'accroissement de la production réalisé depuis la guerre constitue en soi un facteur tendant à accroître les revenus agricoles. Dans certains pays, les subventions et autres versements effectués par l'Etat sont également devenus une part importante des recettes.

La modernisation de l'agriculture réalisée depuis la guerre a entraîné une augmentation importante des dépenses essentielles d'exploitation. La mécanisation et le développement de l'emploi des engrais ne constituent que deux éléments du budget devenus indispensables à une production rationnelle et dont la charge s'est accrue. Le tableau VI-3 donne des estimations de l'évolution des achats effectués pour la production agricole dans d'autres secteurs de l'économie, c'est-à-dire après déduction des salaires de la main-d'œuvre

TABLEAU VI-2. RAPPORTS ENTRE LES PRIX REÇUS ET PAYÉS PAR LES EXPLOITANTS ; AVANT-GUERRE ET PÉRIODE 1947-54

PAYS	Avant-guerre	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	..... 1952 = 100								
Canada	¹ 84	115	117	112	111	114	100	93	...
Etats-Unis	¹ 85	114	109	99	101	107	100	92	85
Autriche	² 113	...	...	106	101	101	100	96	...
Belgique	² 112	110	118	107	101	99	100	90	87
Allemagne (République fédérale)	³ 107	...	112	121	108	105	100	102	...
Pays-Bas . . . . .	...	110	106	103	107	101	100	97	...
Norvège	³ 84	123	125	123	105	101	100	96	...
Australie	⁴ 79	100	118	111	138	134	100	103	95
Japon . . . . .	...	...	...	94	94	91	100	106	...

... non disponible
¹ 1935-39 — ² 1937 — ³ 1938 — ⁴ 1937-38

TABLEAU VI-3. — INDICES DES DÉPENSES DE PRODUCTION AGRICOLE (A L'EXCLUSION DES SALAIRES) AJUSTÉS DE FAÇON A ÉLIMINER LES EFFETS DES CHANGEMENTS DE PRIX ; AVANT-GUERRE ET PÉRIODE 1947-1953

PAYS	Avant-guerre	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953
	..... 1952 = 100							
Canada	75	98	93	97	97	96	100	101
Etats-Unis	50	75	86	87	94	98	100	100
Australie . . . . .	...	87	87	94	95	88	100	...
Nouvelle-Zélande . . . . .	...	77	80	92	96	108	100	...
Royaume-Uni . . . . .	...	...	81	88	94	95	100	...
Pays-Bas	103	56	58	71	81	89	100	113

... Non disponible.

TABLEAU VI-4. — INDICES DES REVENUS AGRICOLES CORRIGÉS PAR LES INDICES DU COÛT DE LA VIE ; AVANT-GUERRE ET PÉRIODE 1947-1954

PAYS	Avant-guerre	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	..... 1952 = 100								
Danemark	58	...	78	89	102	105	100	106	...
Allemagne occidentale	72	...	71	73	92	108	100	107	...
Pays-Bas	51	68	83	102	95	95	100	101	...
France . . . . .	...	...	118	106	103	101	100	103	...
Royaume-Uni	49	...	89	95	88	104	100	97	90
Canada	33	87	101	95	85	110	100	90	63
Etats-Unis	59	117	122	99	101	109	100	98	88
Australie . . . . .	...	115	104	130	194	103	100	...	...
Nouvelle-Zélande . . . . .	...	93	91	105	155	101	100	...	...
Japon . . . . .	...	...	122	65	87	96	100	96	...

... Non disponible.

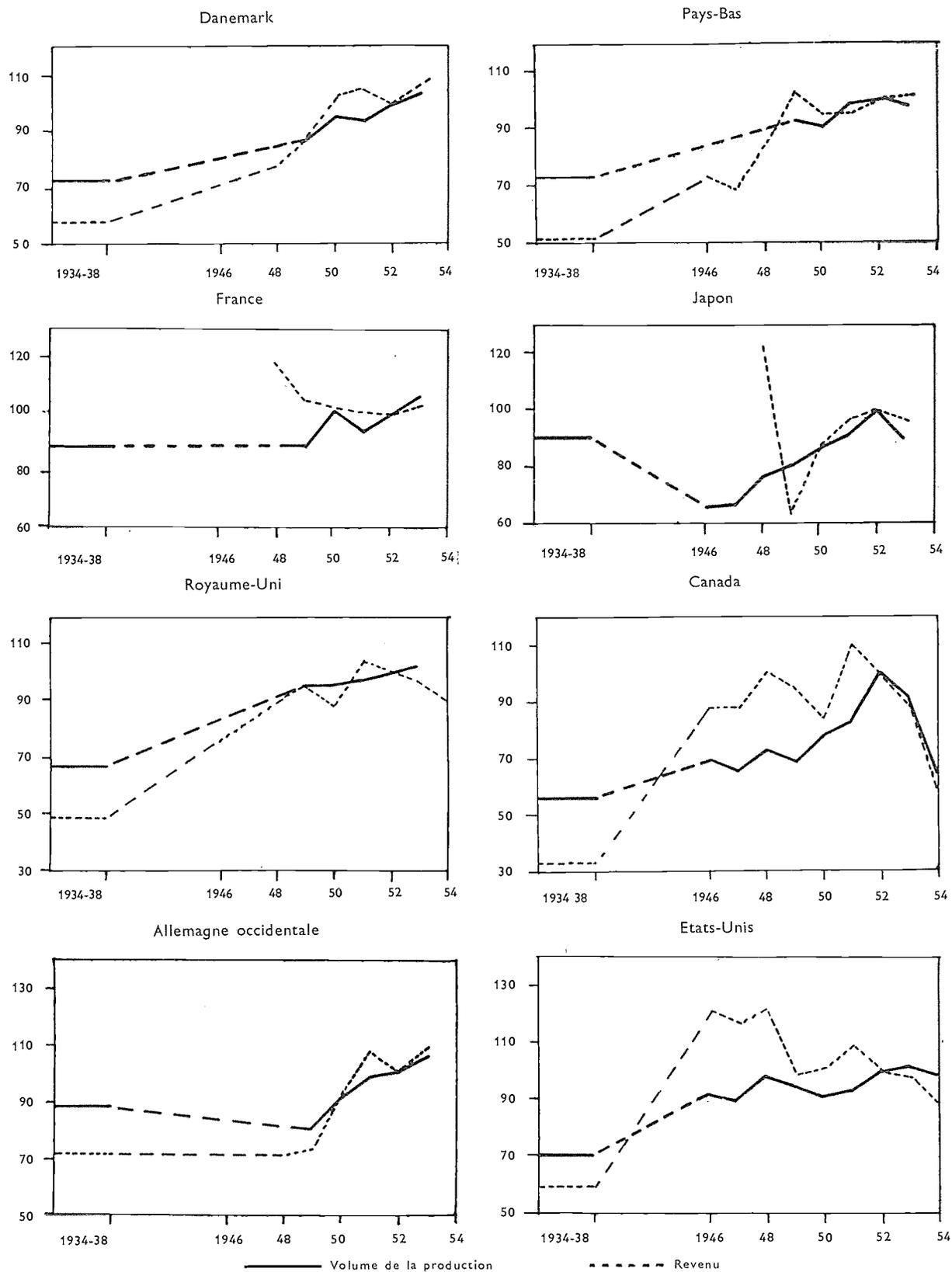
rurale. Elles ont été fondées sur les statistiques nationales et ont été ajustées d'après des indices des prix appropriés. On remarquera que même après élimination des changements de prix, les dépenses des exploitants aux États-Unis ont doublé approximativement depuis la période d'avant-guerre. D'autres pays accusent une tendance marquée dans le même sens. Cependant, les données des différents pays ne sont pas entièrement comparables et il convient d'interpréter le tableau avec prudence. C'est ainsi que la hausse rapide des coûts de production aux Pays-Bas et, dans une certaine mesure au Royaume-Uni, est imputable autant à la reprise de l'importation des aliments du bétail qu'à la tendance à la modernisation.

Le tableau VI-4 donne les indices des revenus agricoles proprement dits, établis d'après les statistiques nationales, mais corrigés par les indices du coût de la vie afin d'éliminer les principales

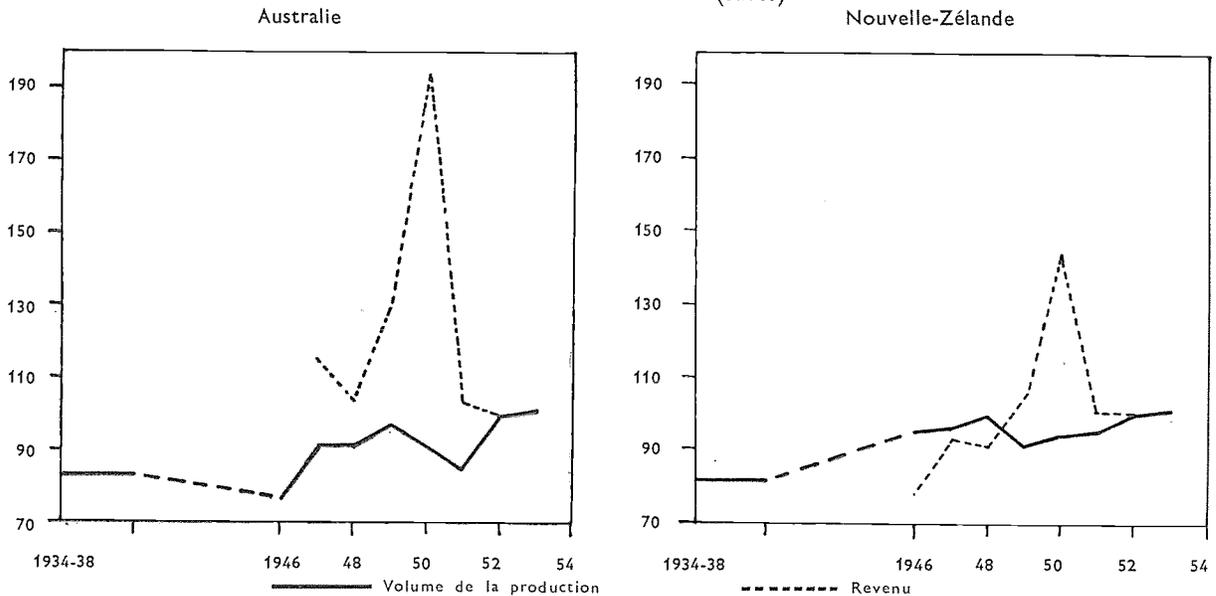
variations des prix. Ce tableau doit également être utilisé avec réserve, car les données des différents pays ne sont pas absolument comparables et les indices du coût de la vie fondés principalement sur les conditions urbaines ne conviennent pas tout à fait pour ajuster les revenus agricoles. Néanmoins, il semble établi que, dans tous les pays, la situation agricole était nettement meilleure dans les premières années suivant la guerre que pendant la période d'avant-guerre qui a été pour l'agriculture exceptionnellement mauvaise. Si l'on tient compte de la diminution de l'effectif des agriculteurs, enregistrée dans certains pays, l'augmentation des profits par habitant est très importante.

En ce qui concerne les tendances d'après-guerre, la situation est assez confuse. Seuls le Danemark et l'Allemagne occidentale dont l'augmentation a été la plus faible pendant la guerre, ont accusé une tendance persistante à la hausse. Aux États-

GRAPHIQUE VI-6. — Revenu réel dans l'agriculture et volume de la production nette (1952 = 100)



GRAPHIQUE VI-6. — (suite)



Unis et au Canada, la baisse a été très rapide après le niveau maximum d'après-guerre, tandis que les Pays-Bas, la France et le Royaume-Uni ont réussi à maintenir une certaine stabilité autour du niveau de 1949. Cependant, dans tous les pays sur lesquels on possède des données comparables, les revenus agricoles réels sont demeurés en 1953 et 1954 sensiblement supérieurs à ceux d'avant-guerre.

Quant à la façon dont sont répartis les revenus agricoles, la hausse et la baisse des revenus des exploitants ont été plus importantes que l'ensemble des revenus agricoles dans tous les pays sur lesquels on possède des renseignements. D'un autre côté, les revenus des salariés agricoles sont restés en arrière pendant les périodes de hausse générale des revenus agricoles, et ont diminué plus lentement, ou ont même augmenté lorsque la tendance était à la baisse. Cependant, si l'on considère l'ensemble de la période d'après-guerre, il ne semble pas que les exploitants ou la main-d'œuvre agricoles aient manifesté une tendance marquée à s'approprier une part plus importante des revenus agricoles aux dépens des autres ayants droit.

Rapports entre les revenus des exploitants et le niveau de la production

Il est instructif de comparer les indices de la valeur réelle des revenus des exploitants, indiqués au tableau VI-4, avec le volume de la production, afin de se faire une idée de la façon dont les revenus de l'agriculture se sont modifiés en fonction de la production de celle-ci. C'est pourquoi l'on a reporté au graphique VI-6 les indices de pro-

duction nette d'un certain nombre de pays, comparables à ceux qui ont été donnés sur une base régionale dans le chapitre V, en fonction des indices des revenus de l'exploitant.

Les revenus réels des pays figurant sur le graphique ont baissé moins ou augmenté davantage pendant la guerre que le volume de la production, traduisant ainsi l'augmentation relativement plus grande des prix agricoles que celle de l'ensemble des prix. Au cours des années d'après-guerre, le contraste entre l'évolution de la situation en Amérique du Nord et en Europe est frappant. Dans les pays d'Europe, à l'exception peut-être de la France, les revenus et la production sont allés plus ou moins de pair, que ce soit pendant la période d'expansion rapide (Danemark, Allemagne occidentale et Pays-Bas jusqu'en 1949) ou celle de stabilité relative (Royaume-Uni et Pays-Bas après 1949). Par contre, en Amérique du Nord, les revenus sont demeurés à peu près stables tandis que la production augmentait (Canada) ou ont diminué alors que la production était stationnaire (États-Unis). En Océanie, l'évolution de la situation a été fortement troublée par les répercussions du boom de Corée, mais dans l'ensemble, le niveau très élevé des revenus enregistré en 1950 ne semble pas avoir affecté des tendances qui s'étaient déjà fait sentir auparavant.

Productivité de la main-d'œuvre agricole

Les revenus de l'agriculture, comme ceux de toutes les autres branches d'activité, dépendent essentiellement, à la longue, de la production individuelle des ouvriers. Il convient donc d'exa-

TABLEAU VI-5. EFFECTIF DE LA MAIN-D'OEUVRE AGRICOLE DE CERTAINS PAYS : PÉRIODE 1945-54

PAYS	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
..... <i>Indice des années-ouvrier (1938 = 100)</i>										
Autriche ¹ . . . . .	...	...	...	...	...	88	88	87	87	...
Danemark . . . . .	...	86	83	84	83	81	79	78	...	...
Royaume-Uni	107	108	108	108	105	103	101	100	...	...
Canada ²	100	114	105	103	104	101	96	88	87	...
Etats-Unis ¹	86	88	89	89	86	80	78	75	74	73
Australie	93	94	94	92	93	93	92	...	...	...
..... <i>Indice des heures-ouvrier (1938 = 100)</i>										
Suède . . . . .	...	...	...	84	81	79	77	74	72	...
Royaume-Uni	106	103	103	102	99	97	94	93	...	...
Etats-Unis	91	88	84	81	79	72	74	72	72	70

¹ Indice du plein emploi.² 1912 = 100.

... Non disponible.

Sources : Autriche : Institut autrichien de la recherche économique.
 Danemark : *Landbrugstatistik* (statistiques agricoles).
 Royaume-Uni : H. T. Williams, « Evolution de la productivité de la main-d'œuvre agricole britannique. » *Journal of Proceedings of Agricultural Economics Society* (Comptes rendus de la Société d'économie agricole) vol. X, n° 4, mars 1954.
 Canada : W. J. Anderson « Productivité de la main-d'œuvre agricole au Canada, » *Canadian Journal of Economics and Political Science* (Journal canadien des sciences politiques et économiques) vol. 21, n° 2, mai 1955.
 Etats-Unis : *Agricultural Outlook Charts* (Tableaux des perspectives agricoles) 1955, U.S.D.A., octobre 1954.
 Suède : Communication de M. Jureen, du Ministère de l'Agriculture.

miner rapidement la tendance de la productivité de la main-d'œuvre depuis la guerre, particulièrement en égard aux développements technologiques résumés au chapitre IV. On ne tentera pas de comparer le niveau de la productivité agricole avec celui des autres industries, car on ne peut y parvenir qu'en affectant aux produits agricoles et manufacturés des pondérations en matière de prix qui sont susceptibles d'être quelque peu arbitraires. On fera cependant ici quelques comparaisons entre le taux d'accroissement de la productivité de l'agriculture et celui des autres branches d'activité.

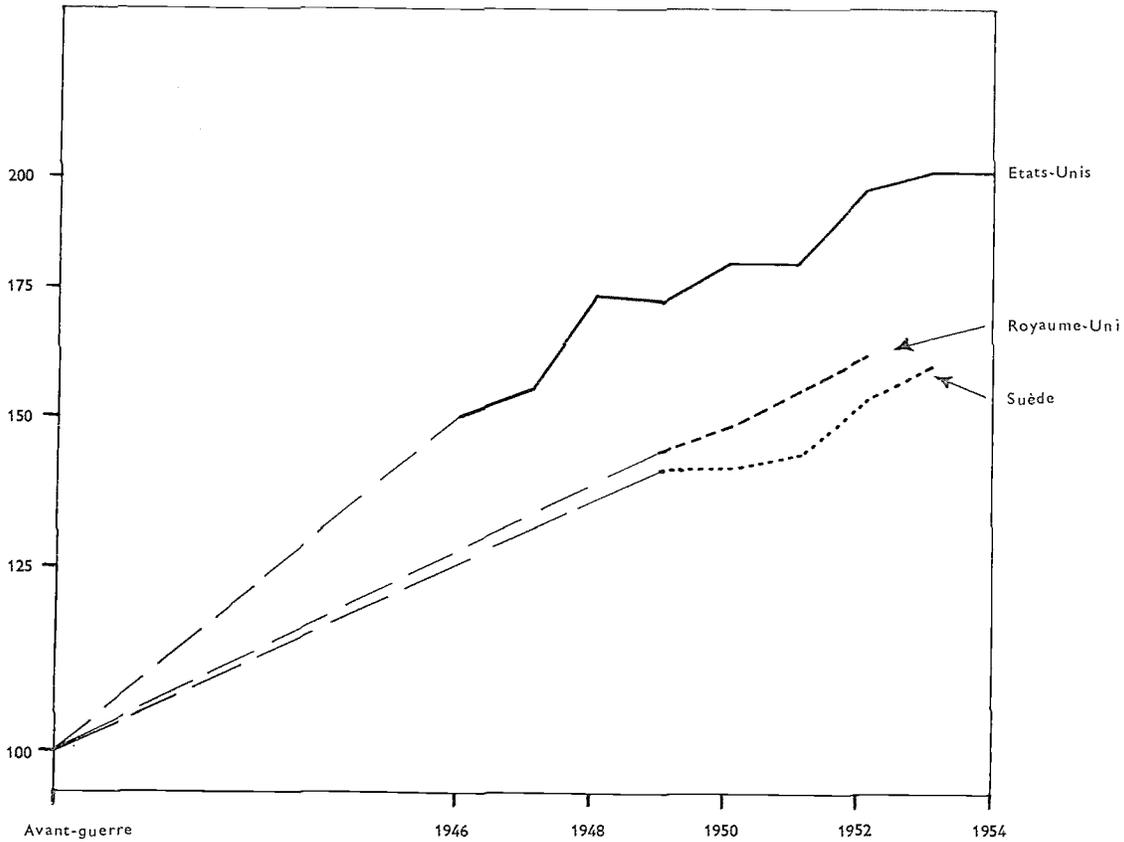
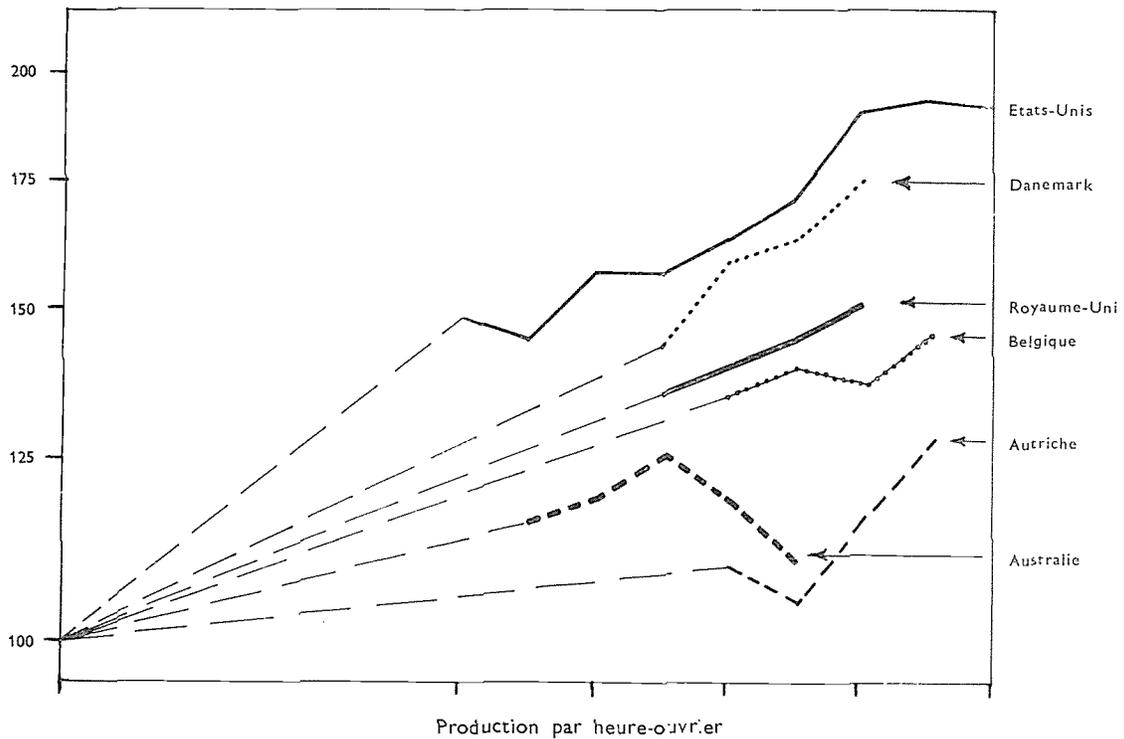
L'industrialisation a entraîné une diminution constante du pourcentage de la main-d'œuvre agricole. Au Royaume-Uni, qui a été le premier pays à s'industrialiser, l'agriculture n'emploie que 5 à 6 pour cent de la main-d'œuvre nationale, et il existe encore un lent déplacement de la main-d'œuvre rurale attirée par les salaires élevés et les heures de travail moins longues des villes. Aux Etats-Unis, la diminution de l'effectif de la main-d'œuvre agricole a été beaucoup plus rapide ces dernières années. De 1939 à 1954, le nombre d'ouvriers employés dans l'agriculture

est tombé de 11,5 à 8,5 millions, passant ainsi de 20 à 13 pour cent de l'effectif total de la main-d'œuvre. La plupart des autres pays industrialisés accusent une tendance analogue bien que moins rapide. Dans les pays sous-développés, le pourcentage — mais pas toujours l'effectif réel — de la population employée dans l'agriculture tend à diminuer lentement.

Ce déplacement de la main-d'œuvre agricole vers l'industrie n'est pas moins nécessaire au progrès de l'agriculture qu'à celui de l'industrie. Les revenus et le bien-être des agriculteurs dépendent, en fin de compte, du niveau de la productivité de la main-d'œuvre agricole, or la production par habitant des campagnes ne peut augmenter longtemps au delà de la capacité d'absorption des excédents agricoles que sont susceptibles d'offrir les marchés urbains.

Les indices de la main-d'œuvre agricole (fondés sur les estimations, officielles ou non, dont on dispose pour les différents pays) sont exprimés dans le tableau VI-5 en années-ouvrier et également en heures-ouvrier pour les pays sur lesquels on possède ces données, pour tenir compte de la tendance à la réduction des heures de travail.

GRAPHIQUE VI-7. — Augmentation de la productivité de la main-d'œuvre agricole
 (Indice : avant-guerre = 100 ; échelle semi-logarithmique)
 Production par année-ouvrier



Sources : Estimations de la production établies par la FAO et tableau VI-5; Belgique : *L'agriculture belge ; évolution-situation actuelle* (octobre 1954).

Ces renseignements sont exprimés pour les mêmes pays au graphique VI-7 en fonction de la production nette estimée par la FAO afin de donner une indication de l'évolution du rendement par ouvrier. L'accroissement continu de la productivité qui apparaît pour ces pays peut être dû, dans une certaine mesure, aux conditions atmosphériques favorables, mais il est à peu près certain qu'il est surtout imputable à l'amélioration des méthodes d'exploitation et à une utilisation plus rationnelle de la main-d'œuvre.

Les estimations du graphique VI-7 montrent l'évolution de la productivité brute de la main-d'œuvre agricole, mais si l'on veut établir des comparaisons avec d'autres industries, il faut également tenir compte de l'accroissement des dépenses d'exploitation, c'est-à-dire du coût des

engrais supplémentaires, etc., qui ont contribué à augmenter la production. On ne possède d'estimations de ce genre et de données comparables de la productivité dans l'industrie que pour un petit nombre de pays particulièrement développés (tableau VI-6). La production agricole est toujours subordonnée étroitement aux conditions atmosphériques; c'est pourquoi les indices de la productivité agricole varient davantage d'une année à l'autre que ceux de l'industrie. Les indices du Canada, en particulier, ont augmenté dans des proportions importantes par suite des récoltes exceptionnelles de 1951 et 1952. Il convient de noter également que ces derniers indices sont estimés aux prix courants, et que leur accroissement serait sensiblement inférieur s'ils avaient été, comme ceux des autres pays, calculés sur la base

TABLEAU VI-6. TAUX D'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ DE L'AGRICULTURE ET DE L'INDUSTRIE

RUBRIQUES	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953
..... 1949 = 100								
Canada								
(Rendement net par année-ouvrier aux prix courants)								
Agriculture	69	83	99	100	107	155	151	128
Autres branches d'activité.	81	87	98	100	107	114	123	132
Etats-Unis								
(Rendement net par heure-ouvrier)								
Agriculture	87	86	100	100	114	105	108	114
Industrie privée.	95	93	96	100	106	107	110	113
Royaume-Uni								
(Rendement net par année-ouvrier)								
Agriculture . . . . .	...	...	97	100	101	111	111	...
Industrie. . . . .	...	...	96	100	106	106	104	109
(Rendement par heure-ouvrier)								
Agriculture . . . . .	...	...	97	100	101	112	113	...
Suède								
(Rendement par heure-ouvrier)								
Agriculture . . . . .	...	...	90	100	102	101	110	115
Industries manufacturières .	89	92	96	100	104	108	110	...

... Chiffres non disponibles.

Sources: Canada: Anderson, *op. cit.*

Etats-Unis: Bernstein, « Productivité américaine et le problème des paiements en dollars » dans la *Review of Economics and Statistics* mai 1955, où l'on cite les chiffres utilisés par le Comité mixte sur le Rapport économique.

Royaume-Uni: Agriculture: données fondées sur Williams, *op. cit.*

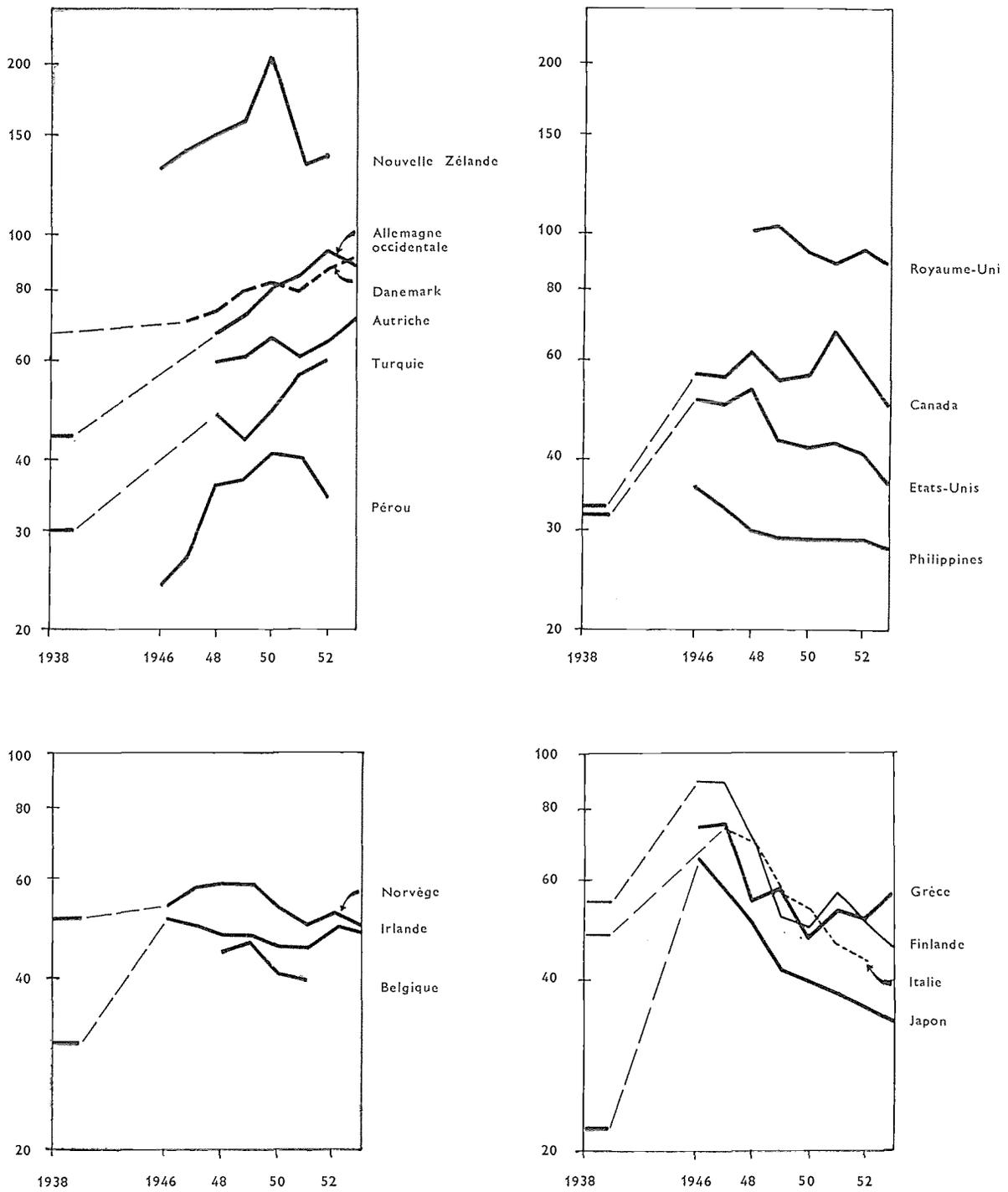
Industrie: estimations faites par la FAO en utilisant les données officielles sur le rendement et la main-d'œuvre industriels, d'après les méthodes adoptées par Adams dans son article: « La production réelle du Royaume-Uni de 1946 à 1952. » *London and Cambridge Economic Service Bulletin* N° 7 (Nouvelle série) paru dans *Times Review of Industry*, septembre 1953.

Suède: Agriculture: Jurecn, *op. cit.*

Industrie: Annuaire statistique suédois, 1954.

GRAPHIQUE VI-8. — Revenu dans l'agriculture, les forêts et les pêches, en pourcentage du revenu dans d'autres branches d'activité

(Echelle semi-logarithmique)



de prix constants. Les indices des Etats-Unis sont affectés pour certaines années par les mesures de restriction des superficies et autres limitations imposées à la production agricole.

Cependant, il ressort de l'ensemble des données du tableau VI-6 que pendant toute la période d'après-guerre, l'accroissement de la productivité des pays étudiés a été au moins aussi rapide dans l'agriculture, et peut-être même plus rapide, que dans l'industrie. Si cette tendance se maintient, on peut prévoir une réduction progressive de l'écart des revenus agricoles et non agricoles, à condition que les prix agricoles ne subissent pas une baisse supérieure à celle de l'ensemble des autres prix.

Revenus individuels agricoles par rapport à ceux des autres branches d'activités

Cependant, même pour la période d'après-guerre, il est peu de pays où la moyenne des gains agricoles soit comparable à celle des autres branches d'activité. Aux Etats-Unis, par exemple, le revenu moyen de tous les agriculteurs (exploitants et ouvriers) pour 1938 n'était estimé qu'à 37 pour cent environ de celui d'un ouvrier de l'industrie. Par suite de l'accroissement de la production et de l'élévation des prix à l'exploitation, la moyenne des revenus agricoles individuels est montée en 1947 jusqu'à 80 pour cent de celle des ouvriers d'usine¹, mais en 1953 elle était retombée à 50 pour cent.

Le graphique VI-8 donne, pour un certain nombre de pays, les estimations fondées sur les données nationales du revenu, des revenus agricoles individuels, y compris ceux des forêts et des pêches, exprimées en pourcentage des revenus moyens de l'ensemble des autres activités. Les estimations comportent inévitablement une marge d'erreur importante, mais les tendances de chaque pays, ainsi que les différences d'un pays à l'autre, sont probablement significatives. Il semble que l'on puisse résumer comme suit les principales conclusions à en tirer :

De tous les pays pour lesquels on possède des estimations, la Nouvelle-Zélande est le seul où le niveau des revenus agricoles soit toujours supérieur à celui des autres industries. La parité a été approchée, depuis la guerre, au Royaume-Uni, et, dernièrement, en Allemagne occidentale et au Danemark.

¹U.S.D.A. Situation des revenus agricoles, n° 149, oct. 1954.

Mais, dans la plupart des pays, les revenus agricoles sont très inférieurs (souvent moins de la moitié) à ceux des autres branches d'activité.

Dans tous les pays pour lesquels on possède des estimations comparables, les revenus agricoles individuels avaient augmenté considérablement par rapport aux autres revenus, entre 1938 et les premières années d'après-guerre.

Les tendances d'après-guerre n'ont pas été uniformes. Dans un groupe de pays comprenant l'Allemagne, le Danemark, l'Autriche, la Turquie, le Pérou, et peut-être la Nouvelle-Zélande, les revenus agricoles individuels ont continué à s'améliorer par rapport aux revenus de l'industrie. Mais, le plus souvent, la situation relative de l'exploitant s'est détériorée, et dans quatre pays (Finlande, Grèce, Italie et Japon) la baisse consécutive à la situation relativement favorable d'après-guerre a été très importante. Mais dans deux pays seulement (Finlande et Norvège) sur les dix-sept cités au graphique VI-8, la situation relative de l'exploitant était en 1953 (date des dernières estimations) apparemment aussi défavorable qu'en 1938.

L'importante amélioration du niveau des revenus agricoles par rapport à l'avant-guerre a constitué le facteur principal de l'expansion agricole d'après-guerre, car la majeure partie des recettes supplémentaires a été consacrée à l'achat d'équipement, à la modernisation des bâtiments, à l'accroissement de l'effectif du bétail, etc. Sans cette injection de capital tiré de l'industrie agricole elle-même, le développement de la production d'après-guerre aurait été beaucoup plus lent.

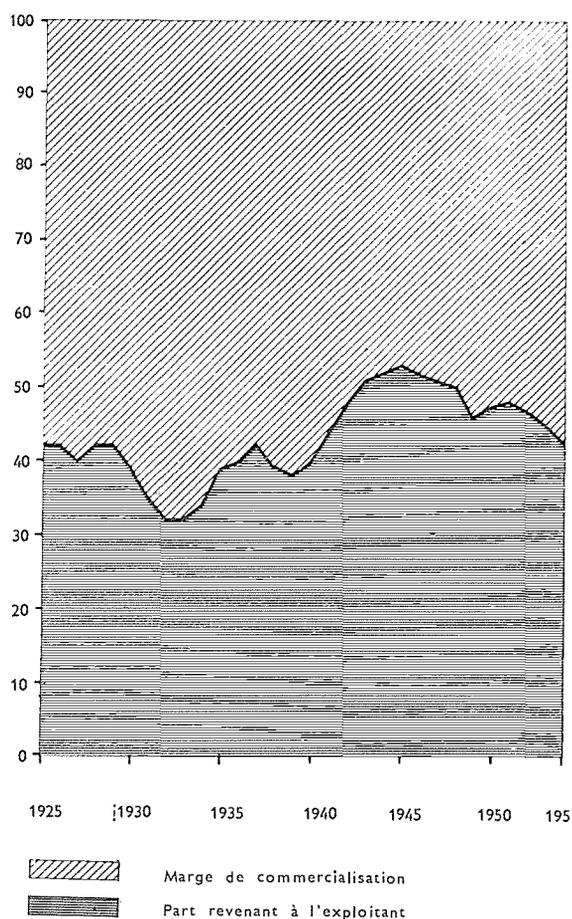
Bien que la situation de la population rurale soit encore très supérieure à ce qu'elle était aux années trente, la détérioration qu'elle a subie récemment dans un grand nombre de pays, particulièrement par rapport à celle des autres secteurs de la communauté, ne peut manquer d'affecter l'ensemble de l'économie. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis les achats d'équipement et de machines agricoles ont diminué depuis 1951 en même temps que les revenus des exploitants, et en 1954 la production de ce matériel était inférieure d'un tiers environ à celle de 1951. Les achats d'autres biens effectués par les agriculteurs suivront très probablement la même courbe. C'est particulièrement dans les pays où la population rurale est encore assez importante que la prospérité de la nation tout entière est étroitement liée à celle de l'agriculteur.

MOUVEMENTS DES PRIX ET CONSOMMATION

Pour autant que le niveau de la consommation de denrées alimentaires et autres produits agricoles est affecté par les prix, c'est le prix de détail payé par le consommateur qui importe. Le prix payé à l'exploitant, ou celui auquel le produit alimentaire est importé, ne constituent qu'un élément, et pas toujours le plus important, du prix final.

Les Etats-Unis et le Canada procèdent périodiquement à l'estimation détaillée du coût de la commercialisation des denrées alimentaires cultivées sur le territoire national, mais ce travail

GRAPHIQUE VI-9. — Part revenant à l'exploitant et marge de commercialisation, en pourcentage du prix de détail des produits agricoles alimentaires constituant le « panier à provisions » aux Etats-Unis 1925-1954



Source : Département de l'agriculture des Etats-Unis : *Marketing and Transportation Situation*.

n'est pas fait à intervalles réguliers dans les autres pays. Aux Etats-Unis, la part revenant à l'exploitant dans le prix de détail final a normalement été de 40 à 50 pour cent. Elle est tombée à un minimum de 32 pour cent pendant les années de crise 1932-35, et atteint un maximum de 53 pour cent en 1945 pour retomber ensuite à 43 pour cent en 1954 (graphique VI-9). En général, le coût de la commercialisation, qui comprend le traitement et la distribution, varie beaucoup moins que le prix à la production, ce qui explique la part plus importante du prix de détail qu'il représente lorsque les prix à la production baissent, et la part plus réduite lorsqu'ils montent. Il en est de même dans les autres pays comme le montre la comparaison des prix à la production et des prix de détail.

Tendances récentes des coûts de commercialisation

Toutefois, au cours de la baisse subie ces dernières années aux Etats-Unis par les prix à la production, les marges de commercialisation ont augmenté aussi bien proportionnellement qu'en valeur absolue. Le principal élément de cette divergence a été constitué par le comportement des frais de main-d'œuvre qui représentaient 53 pour cent des coûts de commercialisation en 1953 contre une moyenne de 47 pour cent en 1935-39. Les salaires horaires des ouvriers travaillant dans les entreprises de commercialisation des produits alimentaires ont continué d'augmenter et étaient en 1954 supérieurs en moyenne de 4 pour cent à ceux de 1953, malgré les augmentations encore plus importantes obtenues les années précédentes. Les frais de transport et les prix des autres services et matériaux payés par les entreprises de commercialisation ont peu varié depuis 1952. Dans certaines régions, les loyers et les impôts ont augmenté. Il est probable que le rendement de la main-d'œuvre des services de commercialisation a augmenté au cours de cette période, mais on bien le taux d'accroissement de la productivité n'a pas compensé la hausse des salaires, ou bien des services supplémentaires ont été consentis au consommateur. Il semble que ces deux facteurs ont joué simultanément.

L'expérience acquise aux Etats-Unis indique également que les marges de commercialisation peuvent évoluer dans des sens différents suivant les groupes de produits. De 1947 à 1954, les marges brutes de commercialisation des fruits et légumes, frais et traités, ont augmenté de 10 pour cent,

alors que la hausse moyenne de toutes les denrées alimentaires constituant le « panier à provisions » était de 21 pour cent. Il semble donc que la commercialisation des fruits et légumes soit un secteur où l'augmentation de rendement provoquée par la concurrence ait permis de compenser, et au delà, la hausse générale des éléments du prix de revient. Par contre, il convient de noter que les marges des boulangers ont presque doublé de 1946 à 1954¹. Les marges de commercialisation du lait liquide ont également augmenté dans une mesure importante : 20 pour cent depuis 1950. Cependant, au cours de la même période, les marges du lait vendu en récipients d'une capacité supérieure à un litre ont diminué en 1953-54, ce qui indique une possibilité d'économie sur les coûts de distribution.

Dans les autres pays, la détermination directe des marges de commercialisation est rarement effectuée, bien que les tendances des coûts de commercialisation aient été obtenues par déduction de l'évolution relative des indices des prix à la production, des prix de gros des produits agricoles, et des prix de détail des denrées alimentaires. Des comparaisons de ce genre peuvent parfois conduire à des conclusions erronées car les éléments des prix de chaque indice sont généralement pondérés d'une façon différente. C'est ainsi qu'au Canada, par exemple, dans l'indice de prix de gros des produits agricoles², la moitié de la pondération totale est affectée aux céréales et aux aliments du bétail. Mais, dans l'indice des prix de détail des denrées alimentaires, cette proportion tombe à un dixième et l'on affecte un tiers de la pondération totale à des produits comme le café, le thé et le sucre, qui n'intéressent en rien l'indice des prix à la production. Néanmoins, lorsque l'on peut comparer les prix de certains groupes de produits à chaque stade de la commercialisation, on constate que les marges de distribution ont également augmenté au Canada. Le prix des produits laitiers a augmenté de 2,1 pour cent de 1951 à 1954 à l'échelon du détail, contre 1,3 pour cent à celui de la production. Les prix des produits de l'élevage ont diminué de 17 pour cent au détail, contre 20,7 pour cent à la production. Au Canada, on évalue

¹ Les profits des principales sociétés de conserveries, exprimés en pourcentage des dividendes des actionnaires, ont été en moyenne de 6,6 pour cent en 1953 contre 12,5 pour cent pour les principales sociétés de boulangeries et 9,1 pour cent pour l'ensemble de toutes les industries de traitement des denrées alimentaires.

² L.F. Woollam, *Economic Analyst*, Ottawa, août 1954 et février 1955.

aussi directement les marges moyennes annuelles de commercialisation pour certains produits déterminés. De 1949 à 1953, la marge du lait liquide est passée de 7,9 à 9,9 cents par quart soit une augmentation de 25 pour cent, et celle de la viande de bœuf de 23,3 à 26,3 cents par livre, soit 13 pour cent. Au cours de la même période, l'ensemble des coûts de commercialisation du producteur au consommateur a augmenté de 16 pour cent, ce qui est relativement peu si l'on considère que pendant ce temps la hausse des salaires et des frais de transport a dépassé 30 pour cent. De même qu'aux États-Unis, c'est dans le domaine de certaines conserves de fruits et de légumes que la hausse des coûts de commercialisation a été le moins marquée.

En Angleterre et en Australie, les coûts de commercialisation du lait liquide ont été comparés sur différentes périodes. Les programmes de rationalisation mis en vigueur pendant la guerre les ont sensiblement réduits. Les économies ainsi obtenues ont pu être réalisées d'une part grâce à la répartition par zone du réseau de distribution, et au traitement et à la manutention du lait en grand, et de l'autre par la réduction des services consentis au consommateur, tels que les livraisons de l'après-midi et par un grand choix des fournisseurs. C'est ainsi que de 1937/38 à 1948/49 la marge de commercialisation du lait liquide n'est passée que de 12,7 à 15,3 pence par gallon en Angleterre et dans le Pays de Galles, alors que l'ensemble des prix avait presque doublé. La hausse limitée des coûts d'abattage des animaux et de la vente en gros de la viande de boucherie, qui est passée de 1 à 1,7 pence par lb. pendant la même pé-

TABLEAU VI-7. STRUCTURE DU PRIX DE DÉTAIL DE CERTAINES DENRÉES ALIMENTAIRES DANS L'INDE

RUBRIQUES	Pourcentage du prix payé par le consommateur			
	Pommes de terre	Riz	Sucre	Lait
	..... pour cent			
Part revenant au producteur.	56,0	67,0	65,0	65,0
Transports	12,0	7,0	11,0	—
Frais divers.	7,0	17,0	9,0	—
Marge du grossiste.	6,0	3,0	5,0	15,0
Marge du détaillant	19,0	6,0	10,0	20,0

— Néant.
Source : K R. Kulkarni, *Agricultural Marketing in India*, Bombay, 1951.

riode, traduit également les économies relatives qui ont pu être réalisées.

Dans la plupart des autres pays, les renseignements disponibles en ce qui concerne les marges de commercialisation sont beaucoup moins précis. Les quelques chiffres cités ici ont pour but de donner une indication du niveau général de ces marges, mais ils ne sauraient être utilisés pour procéder à une comparaison détaillée entre pays. En Italie, en 1954, la valeur ajoutée aux prix bruts à la production des denrées alimentaires, des produits pour boisson et du tabac, entre leur passage du producteur au consommateur, a été estimée récemment à environ 39 pour cent du prix de détail¹. En France, pour les denrées alimentaires produites et consommées à l'exploitation, la marge entre les valeurs attribuées à la production et au détail a été estimée à environ 50 pour cent en 1951/52. Ce chiffre est probablement inférieur à celui qui s'applique à l'ensemble de la population, du fait que, dans son calcul, il n'a pas été tenu compte du pain ni d'autres denrées exigeant un traitement très poussé. Tant en France qu'en Italie, la cadence du renouvellement des stocks et les taxes sur les ventes accentuent considérablement l'écart entre les prix à la production et les prix à la consommation.

On admet communément que les marges de commercialisation des denrées alimentaires sont importantes dans les pays sous-développés, en raison du nombre élevé des petites entreprises, du faible rendement des systèmes de commercialisation et des méthodes primitives de manutention. On dispose de peu de données qui aient une valeur statistique. Cependant, l'écart total entre les valeurs à la production et au détail des denrées alimentaires produites à Ceylan, en 1951, représentait d'après des calculs effectués en vue d'évaluer le revenu national, 29 pour cent de la valeur au détail. Ces chiffres laisseraient supposer que la proportion comparativement réduite de denrées exigeant un traitement très poussé qui entrent dans le régime alimentaire, ainsi que la simplicité des services de ventes au détail, maintiennent les coûts de commercialisation à un pourcentage relativement bas par rapport au prix final. Ces conclusions ressortent également du tableau VI-7 qui donne, pour divers produits agricoles de l'Inde, une indication de l'écart exist-

tant entre le prix à la production et le prix à la consommation.

Les conditions ne sont pas nécessairement les mêmes dans tout l'Extrême-Orient car, dans certains autres pays, les marges de commercialisation semblent être plus grandes. L'amélioration des conditions de sécurité au cours des cinq dernières années, dans des pays comme la Birmanie, ainsi que la réduction des frais de transport et des risques commerciaux, par suite d'une meilleure organisation du marché, ont permis récemment de réduire la marge de commercialisation du riz.

Dans la plupart des pays, on a tenté, particulièrement pendant et immédiatement après la guerre, de réduire les marges de commercialisation par des mesures autoritaires. Néanmoins, même au Royaume-Uni où l'intervention administrative a été extrêmement poussée, les mesures prises ont été dans nombre de cas tenues en échec par la nécessité de maintenir des marges commerciales suffisantes pour permettre aux entreprises moins bien organisées de continuer à fonctionner. On a obtenu certains résultats lorsque les marges ont été déterminées par des autorités compétentes plutôt que par le jeu de la concurrence. Le Gouvernement a favorisé certains produits en aménageant la répartition des taxes commerciales ainsi que le barème des systèmes de transport contrôlés par lui.

La part importante du prix de détail correspondant aux frais de traitement et de distribution est un sujet de préoccupation générale en raison de l'obstacle qu'elle constitue aux ventes, particulièrement dans les couches pauvres de la population. Il est certainement possible de réaliser des économies importantes sur la commercialisation, particulièrement dans les pays sous-développés, en réduisant par exemple la proportion des pertes provoquées par la lenteur du système de distribution ou un entreposage défectueux et en supprimant les intermédiaires inutiles (bien que cette dernière mesure puisse poser des problèmes de réemploi). Les pays développés ont déjà réalisé des progrès importants dans cette voie, mais la réduction des marges de commercialisation a été inférieure aux prévisions en raison de la tendance à offrir (et souvent à imposer) au consommateur des services plus étendus ou des produits qui ont fait l'objet d'un traitement plus poussé.

¹ Giuseppe Orlando, *Rivista di Economia Agraria*, IX, 4, déc. 1954.

Il semble que la réduction des coûts de commercialisation constitue le seul moyen qui permette à la fois d'abaisser le prix payé pour les denrées alimentaires par le consommateur (ce qui est indispensable pour élever le niveau nutritionnel) et d'assurer aux populations rurales un niveau de vie comparable à celui qu'offrent les autres branches d'activité. Les progrès réalisés jusqu'à présent dans ce domaine sont très limités. Le fait le plus encourageant est peut-être le regain d'intérêt accordé ces dernières années aux coopératives d'agriculteurs ou aux offices de commercialisation organisés par les producteurs, aussi bien dans les pays industrialisés comme les Etats-Unis, que dans les régions sous-développées comme le Sud-Est asiatique. Le problème n'est pas nouveau mais il compte parmi les plus importants dans le domaine alimentaire et agricole. Il mérite un surcroît d'attention maintenant que les pénuries d'après-guerre ont été surmontées et que les excédents agricoles refont leur apparition dans un monde où une partie importante de la population demeure sous-alimentée et insuffisamment habillée et logée.

Rapports existant entre les prix de détail des denrées alimentaires et ceux de l'ensemble des autres produits

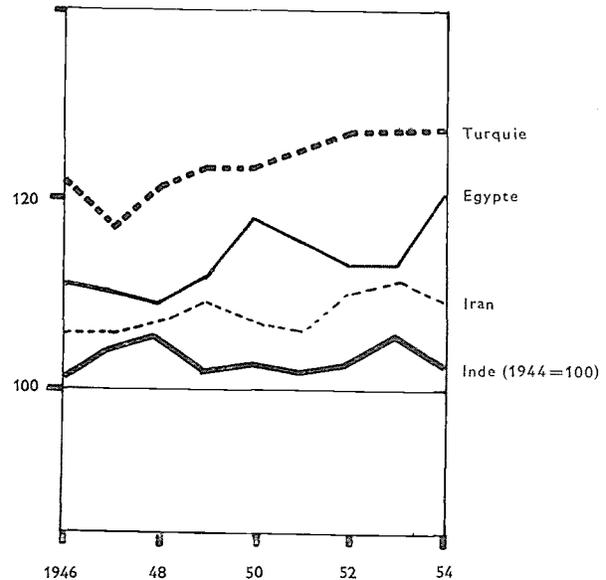
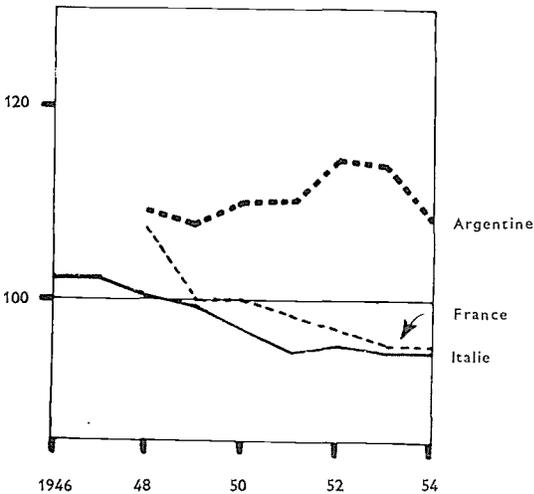
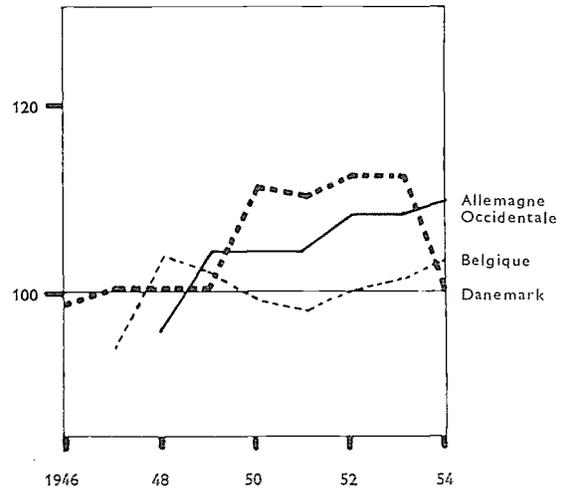
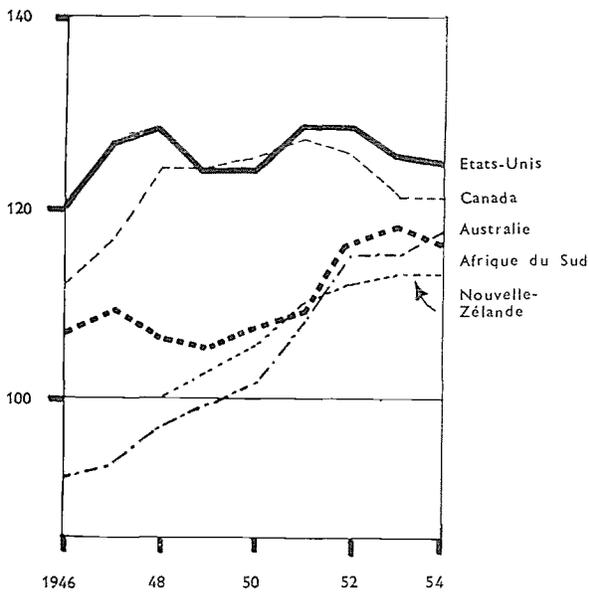
Comme déjà indiqué, à la fin de la guerre les prix des produits agricoles à l'exploitation et sur les marchés internationaux avaient tous deux augmenté par rapport à la période d'avant-guerre beaucoup plus que l'ensemble des autres prix. Il en a été de même à l'échelon du détail, où les prix des denrées alimentaires avaient subi, dans l'ensemble, à cette époque une hausse très supérieure à celle du niveau de vie en général. Mais, en raison de la rigidité relative des coûts de distribution, les fluctuations des prix de détail de l'alimentation ont été, aussi bien en valeur absolue que par rapport à l'ensemble des prix de détail, inférieures à celles des prix à la production et des prix de gros. Aux Etats-Unis par exemple, le rapport existant entre l'indice des prix de détail des denrées alimentaires et l'indice général des prix de détail était en 1946 supérieur de 20 pour cent à celui de 1938, alors que le rapport existant entre l'indice des prix agricoles

à la production et l'indice général des prix de gros avait augmenté de 58 pour cent.

Si l'on fait, à l'échelon du détail, une comparaison analogue entre un certain nombre de pays (graphique VI-10) on relève des différences. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis et au Canada, l'indice des prix de détail des denrées alimentaires est demeuré, pendant toute la période d'après-guerre, de 20 à 30 pour cent supérieur à l'indice général des prix de détail et n'a manifesté aucune tendance à suivre le mouvement de baisse des prix agricoles à la production par rapport à l'ensemble des prix. Il en a été de même en Argentine, ainsi que dans certains pays d'Extrême-Orient, où l'on a observé des tendances plus ou moins analogues. Par ailleurs, dans les pays du Commonwealth situés dans l'hémisphère Sud, le rapport existant entre les prix de détail des denrées alimentaires et l'ensemble des prix de détail était sensiblement le même à la fin de la guerre qu'en 1938, ce qui impliquait à la fois la mise en œuvre d'un système efficace de contrôle des prix et l'absence de pénurie grave. Cependant, sous l'effet des pénuries mondiales, l'indice des prix des denrées alimentaires a progressivement augmenté plus rapidement que l'indice général et le rapport des deux indices est actuellement presque aussi élevé qu'en Amérique du Nord.

En Europe, la situation est plus complexe. Les différentes mesures de précaution prises avant la guerre dans certains pays ont empêché la chute catastrophique des prix des denrées alimentaires et agricoles qui s'était produite au cours des années trente en Amérique du Nord et dans d'autres régions exportatrices. Grâce à l'établissement d'un équilibre initial plus raisonnable, joint à un contrôle très strict des prix, le rapport des prix de détail des denrées alimentaires et de l'ensemble des prix de détail était en 1946 très voisin de celui de 1938. Dans certains pays, comme la France et l'Italie, ce rapport a eu ensuite tendance à baisser légèrement. Dans d'autres, comme l'Allemagne et le Danemark, les prix des denrées alimentaires ont brusquement monté par rapport à l'ensemble des prix quelques années après la guerre, lorsque les contrôles de prix et les subventions à la consommation furent supprimés en raison des charges qu'ils constituaient, ou parce que la période critique de pénurie alimentaire était passée et que les principaux facteurs d'inflation avaient disparu.

GRAPHIQUE VI-10. — Rapport entre l'indice des prix de détail des denrées alimentaires et l'indice général des prix de détail (1938 = 100)



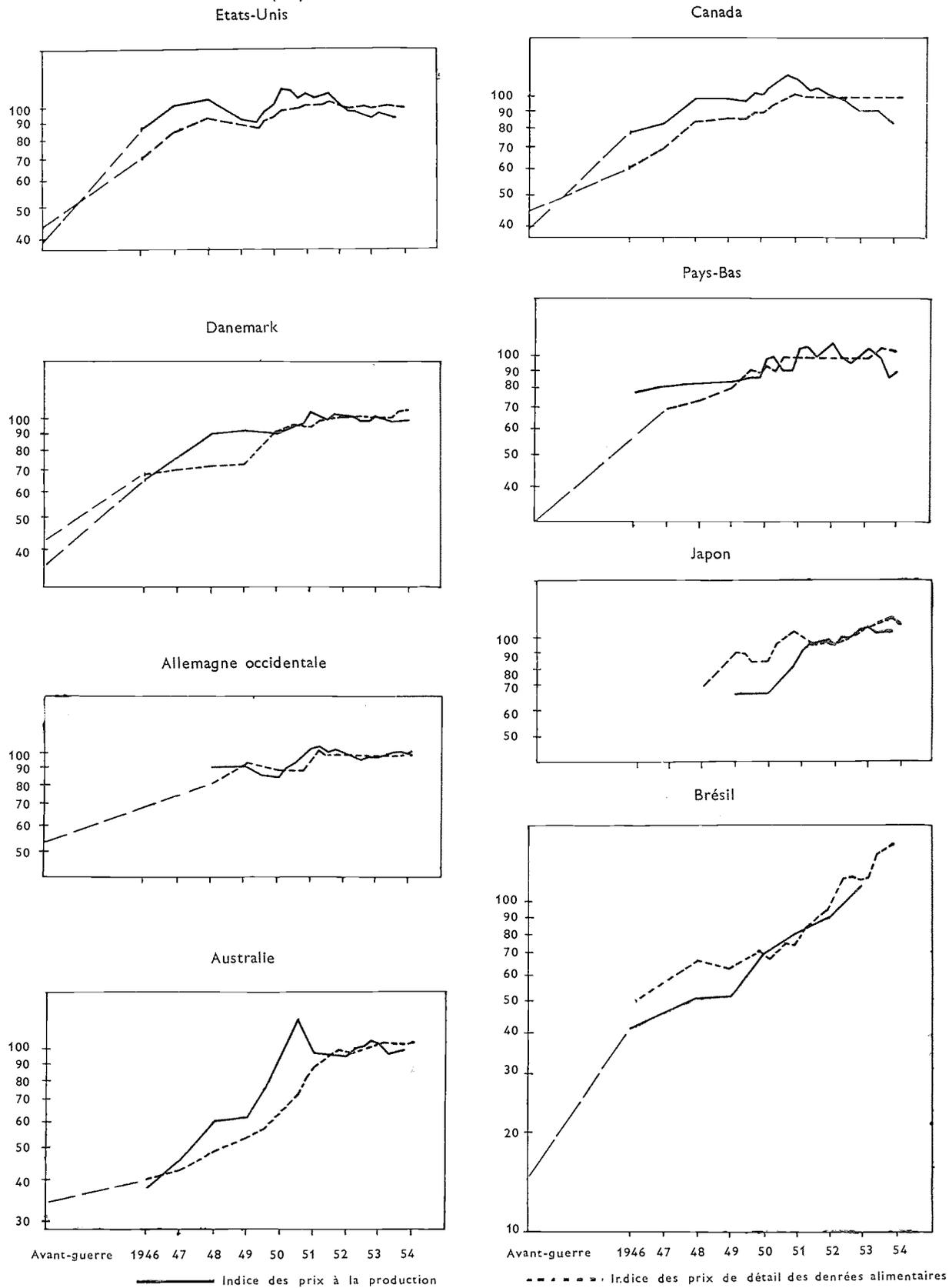
Rapport entre les prix de détail et les prix à la production

L'évolution des prix de détail des denrées alimentaires a été quelque peu différente de celle des prix à la production (graphique VI-11). Dans presque tous les pays, les premiers ont augmenté plus lentement que les seconds pendant et immédiatement après la guerre. Par la suite, dans les pays comme les Etats-Unis, le Canada et les Pays-Bas, où les prix à la production se sont mis à baisser, les prix de détail sont demeurés stables. Dans ceux, comme le Danemark et le Japon, où les prix à la production se sont sta-

bilisés, les prix de détail des denrées alimentaires ont continué d'augmenter en même temps que les coûts de commercialisation. Dans tous les pays, les prix de détail ont varié moins que les prix à la production, et avec un important décalage. Même en Allemagne, où le rapport des indices des prix des denrées alimentaires à la production et au détail s'est maintenu beaucoup plus étroitement que dans la plupart des autres pays, il s'est écoulé beaucoup de temps avant que les hausses de prix survenues en 1950-51 se soient entièrement répercutées à l'échelon du détail. Lorsque les prix à la production baissent, l'ajuste-

GRAPHIQUE VI-11. — Indice des prix à la production et indice des prix de détail des denrées alimentaires dans certains pays

(Moyenne 1952-53 = 100 ; échelle semi-logarithmique)



ment des prix de détail est généralement encore plus lent.

Certains pays dont la tendance fait exception à la règle générale figurent au graphique VI-11. Au Japon, le fait que la hausse de l'indice des prix de détail ait été au début plus rapide que celle de l'indice des prix à la production semble imputable au fait que l'indice des prix à la production se fonde uniquement sur les prix officiels, tandis que les éléments de l'indice des prix de détail comprennent également les ventes sur le marché libre. Au Brésil, il se peut que le rapport anormal des deux indices des prix soit imputable à une pondération différente du café à la production et au détail, par suite de l'inflation permanente qui sévit dans ce pays.

Prix de détail et niveaux de consommation des produits alimentaires

Pendant les années où la pénurie a été la plus grave, le contrôle des prix, et, dans certains pays, les subventions à la consommation, ont fortement limité la hausse des prix de détail des denrées alimentaires. Au fur et à mesure de l'accroissement des disponibilités, les contrôles se sont relâchés pour disparaître finalement, tandis que les subventions octroyées à la consommation alimentaire étaient réduites ou supprimées. Dans un grand nombre de pays, ces mesures ont provoqué paradoxalement une forte hausse des prix de détail de l'alimentation au moment précis où les disponibilités devenaient plus abondantes. Encore tout dernièrement, lorsque les stocks excédentaires ont commencé à s'accumuler, les prix de détail n'ont pas suivi la tendance à la baisse des prix à la production. En outre, cette dernière elle-même a été limitée par la mise en œuvre de politiques de soutien des prix et des revenus agricoles. Tous ces facteurs ont tendu à freiner un accroissement de la consommation parallèle à celui de la production et des disponibilités mondiales, et contribué dans une certaine mesure à l'accumulation de stocks excédentaires.

Très peu de pays possèdent des statistiques assez détaillées pour permettre une estimation, même grossière, de l'effet des variations des prix de détail ou des niveaux de consommation alimentaire. Cependant, le graphique VI-12 donne une indication de la tendance des achats de denrées alimentaires par habitant dans plusieurs pays, fondée sur l'estimation des dépenses alimentaires totales par consommateur, ou éventuellement sur les indices des ventes au détail. Dans tous les cas, les estimations ont été corrigées par l'indice des

prix de détail des denrées alimentaires pour éliminer l'incidence des fluctuations des prix.

Le résultat n'est pas autre chose qu'une mesure approximative du volume de la consommation des produits alimentaires. Dans les pays d'Amérique du Nord en particulier, la forte augmentation du budget alimentaire du consommateur est imputable d'une part à une élévation du niveau de la consommation, caractérisée notamment par un déplacement marqué des achats vers des denrées plus coûteuses, mais d'autre part également à des méthodes plus onéreuses de traitement, de conditionnement et de distribution. Qu'elle soit exprimée en quantité ou en qualité, l'augmentation réelle de consommation alimentaire par habitant est probablement inférieure à celle des ventes au détail par habitant ramenées à des prix constants. Il en est probablement de même, quoique dans une mesure moindre, pour les estimations correspondantes relatives aux autres pays.

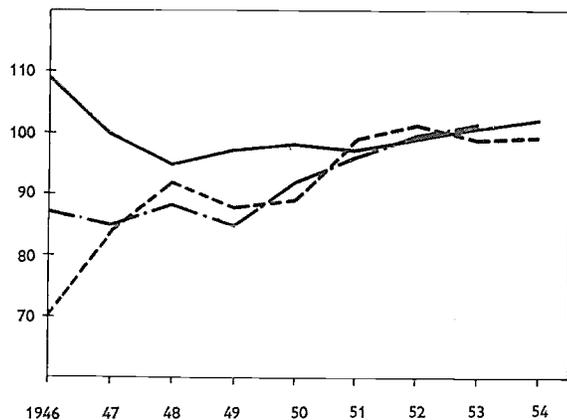
Les estimations des achats, par consommateur, de denrées alimentaires à des prix constants sont indiquées par comparaison avec l'indice des prix de détail de l'alimentation, et également avec les changements intervenus dans la « valeur réelle » du revenu national par habitant. Dans le cas du Canada, on voit aisément l'influence des prix et des revenus sur les achats. Malgré l'augmentation continue des revenus réels de 1948 à 1951, les achats de denrées alimentaires par habitant ont tendu à diminuer par suite de la hausse des prix de détail. Mais à partir de 1951, les ventes de produits alimentaires par habitant ont recommencé à augmenter lorsque les prix de détail se sont stabilisés tandis que les revenus continuaient d'augmenter. De même aux États-Unis, les achats de denrées alimentaires par habitant ont diminué de 1946 à 1948 lorsque les prix ont augmenté tandis que les revenus réels demeuraient stationnaires, mais ont commencé à augmenter lentement à partir de 1949 lorsque les revenus réels se sont mis à monter et que les prix sont devenus plus stables. Cependant, dans les deux pays d'Amérique du Nord, la réapparition progressive des textiles et autres biens industriels de consommation sur le marché après les pénuries du temps de guerre a tendu à détourner de l'alimentation une partie du pouvoir d'achat des consommateurs.

Au Danemark et en Norvège, la hausse des prix des denrées alimentaires consécutive à l'abolition des contrôles et des subventions survenue en 1949-50 semble avoir provoqué une diminution des achats de denrées alimentaires par habitant en dépit de l'accroissement continu des revenus réels. En Allemagne occidentale, l'augmentation

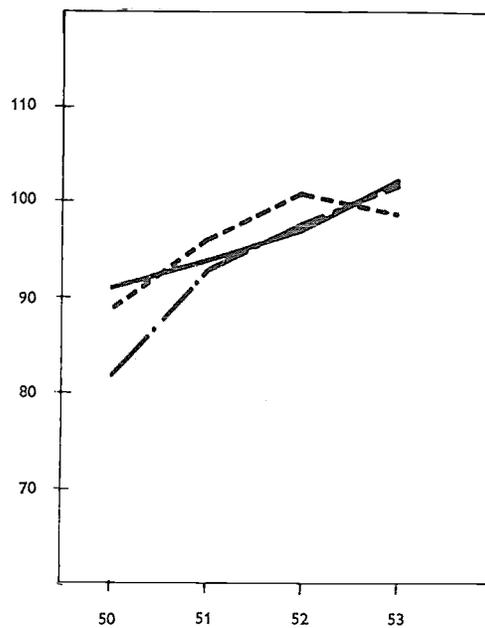
GRAPHIQUE VI-12. — Dépenses par habitant pour l'achat de denrées alimentaires à des prix constants, revenu réel moyen par habitant et indice des prix de détail des denrées alimentaires

(Moyenne 1952-53 = 100)

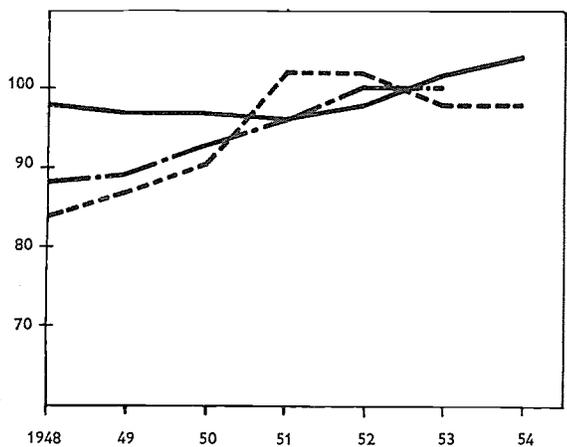
Etats-Unis



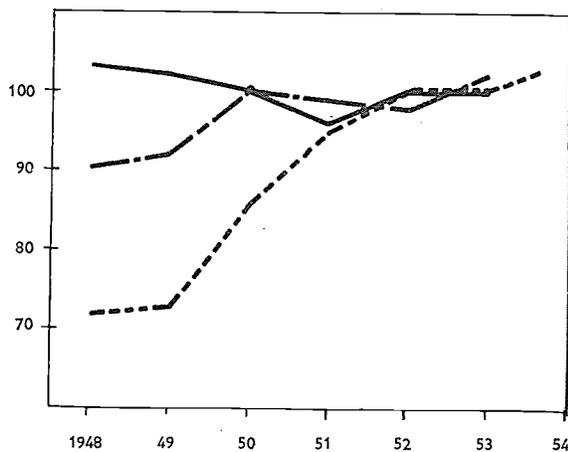
Allemagne occidentale



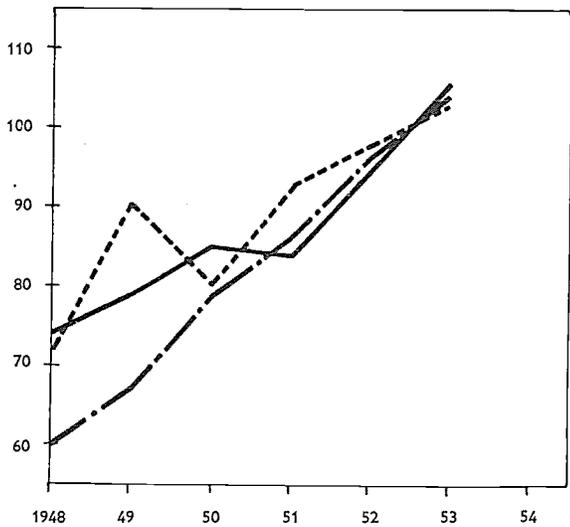
Canada



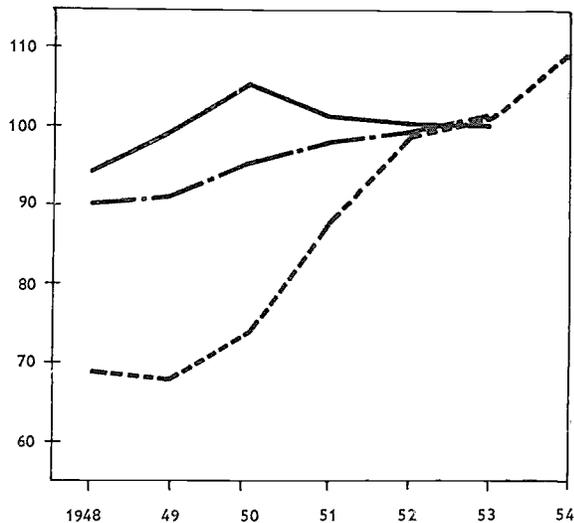
Danemark



Japon



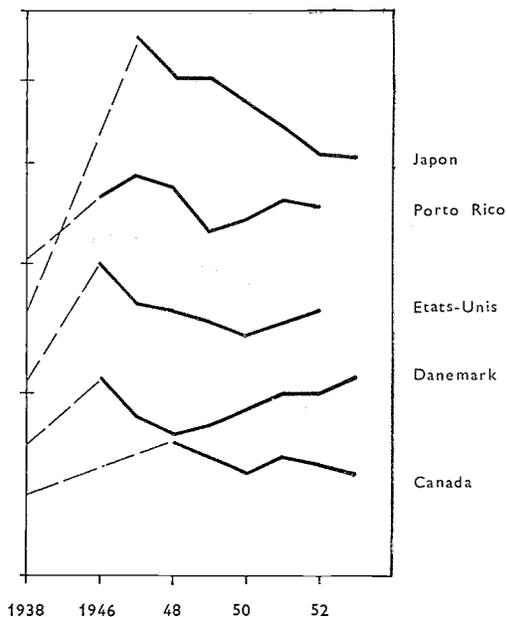
Norvège



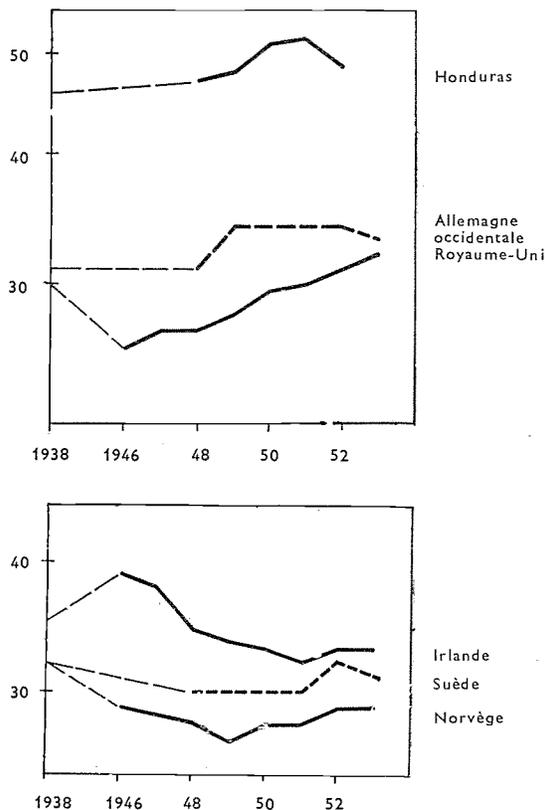
— Dépenses par habitant pour l'achat de denrées alimentaires, à des prix constants
 - . - Revenu réel par habitant
 - - - - - Indice des prix de détail des produits alimentaires

GRAPHIQUE VI-13. — Pourcentage des dépenses totales personnelles consacré à l'achat de denrées alimentaires

Pourcentage



Pourcentage



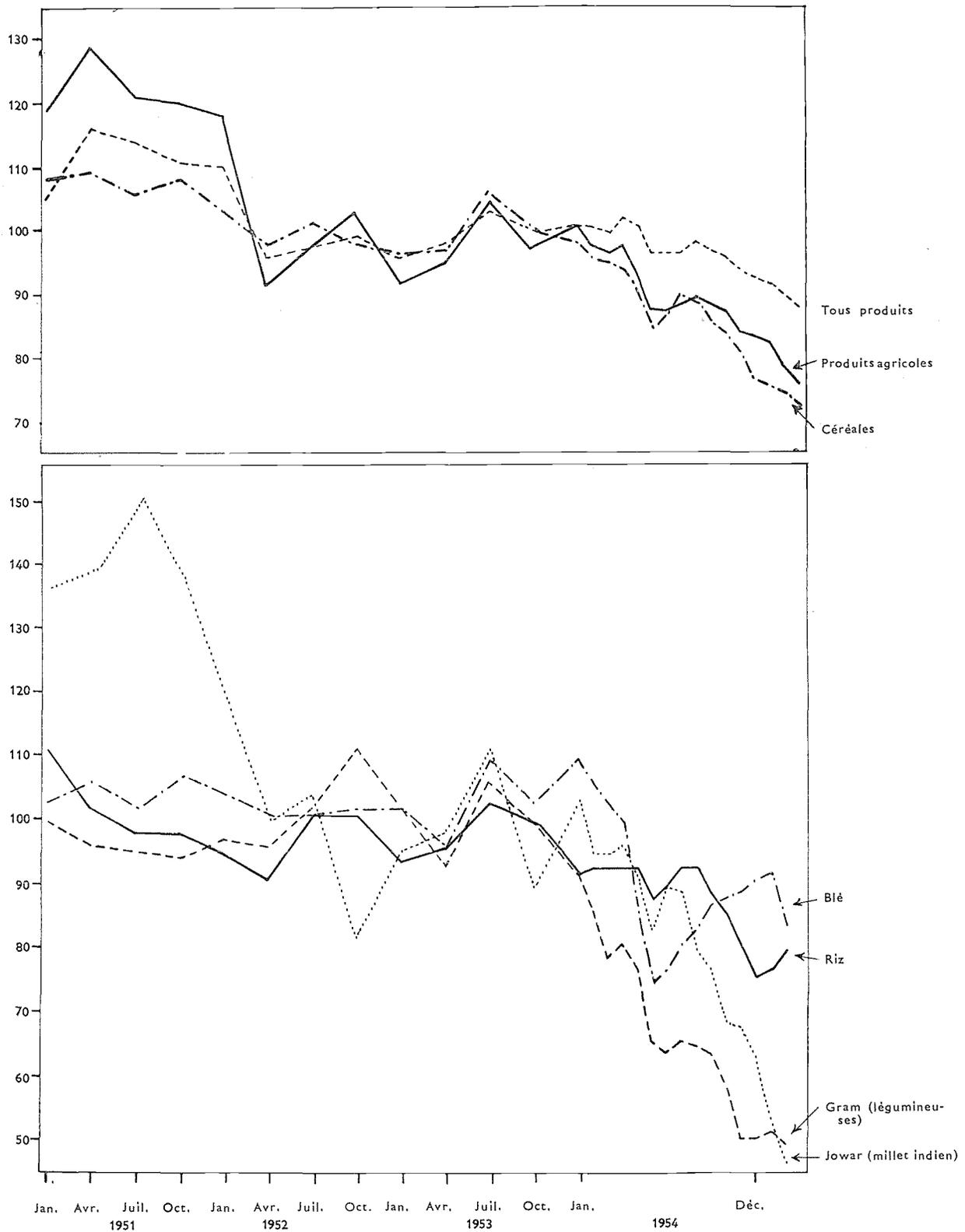
des revenus et la stabilité relative des prix ont entraîné un développement continu des achats de denrées alimentaires par habitant ; néanmoins, dans ce pays, et encore plus au Japon, où les pénuries alimentaires d'après-guerre ont été particulièrement graves, il se peut que l'amélioration des disponibilités ait constitué, jusqu'à une époque récente, le facteur principal de l'accroissement continu des ventes de denrées alimentaires par habitant. Dans les pays où la pénurie n'a pas été grave, il semble que les prix et les revenus aient exercé une influence comparable sur le volume des ventes de produits alimentaires.

Rapport des dépenses alimentaires et des dépenses totales

L'un des effets produits par les changements intervenus après la guerre dans les rapports de prix est la tendance manifestée par les consommateurs d'un grand nombre de pays à consacrer à l'achat de denrées alimentaires une proportion de leur budget total supérieure à celle d'avant-guerre, et ceci malgré l'élévation importante du niveau des revenus réels (graphique VI-13). En règle générale, une augmentation du revenu se traduit par une diminution de la part du budget consacrée à l'alimentation, mais cette influence a été quelque peu exagérée avant la guerre du fait du prix anormalement bas des denrées alimen-

taires. Aux Etats-Unis, la proportion moyenne des dépenses familiales consacrées à l'alimentation est passée de 31 pour cent en 1938 à 40 pour cent en 1946 (époque à laquelle il y avait cependant une pénurie d'autres biens de consommation), et était encore de 36 pour cent en 1953. Cet accroissement doit être attribué principalement au fait que la hausse des prix de détail des denrées alimentaires a été plus importante que celle de l'ensemble des prix de détail. Au Royaume-Uni, la proportion du revenu consacrée à l'alimentation est tombée de 30 pour cent en 1938 à 26 pour cent en 1946, époque à laquelle les denrées alimentaires étaient fortement subventionnées à la consommation, mais elle est remontée régulièrement depuis pour atteindre 32 pour cent en 1953. Le cas extrême s'est produit au Japon où la proportion est passée de 36 pour cent en 1938 à 66 pour cent en 1946, et était encore de 50 pour cent environ en 1953. Dans les pays comme l'Irlande, la Norvège et la Suède où la proportion du budget consacrée à l'alimentation n'a pas augmenté, le rapport entre les prix de détail des denrées alimentaires et l'ensemble des prix de détail a peu varié par rapport à l'avant-guerre.

GRAPHIQUE VI-14. — Inde : Mouvement des prix de gros 1951 - 1955
 (Indices ; moyenne 1952-53 = 100)



Niveaux des prix et évolution future

La conclusion générale de cette brève étude est que le pouvoir d'achat limite à nouveau la vente et la consommation des produits alimentaires. Il s'ensuit que le niveau de la consommation alimentaire ne peut réellement s'améliorer que si le pouvoir d'achat se trouve accru par l'augmentation des revenus ou la baisse des prix de détail de l'alimentation. De même, le maintien de l'expansion de la production agricole dépendra, à la longue, des mêmes facteurs, car la production ne peut demeurer longtemps supérieure à la demande effective.

Il est exact qu'actuellement, dans les pays développés, la plupart des consommateurs peuvent aisément faire les frais d'un régime alimentaire satisfaisant du point de vue nutritionnel. Néanmoins, l'expérience de ces derniers temps montre que les achats de denrées alimentaires sont encore nettement influencés par le niveau des prix de détail ; la rigidité de ceux-ci peut donc contribuer dans une mesure importante à l'accumula-

tion de stocks excédentaires. Dans les pays moins fortunés, le plafond imposé par la faiblesse du pouvoir d'achat au volume des ventes et de la consommation de denrées alimentaires et autres produits agricoles, est encore plus rigide. L'évolution récente de la situation dans l'Inde en fournit un exemple frappant. Bien que la population de ce pays compte parmi les plus mal nourries du monde, l'augmentation récente de la production indigène a provoqué une forte baisse des prix à l'exploitation des céréales et autres denrées alimentaires (graphique VII-14). Si l'on ne parvient pas à stopper la baisse des revenus à la production, par exemple en assurant à l'exploitant une proportion plus importante du prix final de vente, ou en prenant des mesures destinées à développer la demande de produits alimentaires, la diminution de la rentabilité de la production alimentaire risque de faire obstacle à l'expansion agricole et, par contre-coup, à l'amélioration du niveau de la consommation alimentaire. Certaines incidences de ces questions sont examinées plus en détail au chapitre suivant.

Chapitre VII - LES PROBLÈMES QUI SE POSENT ENCORE

Avec le recul, les changements qui sont intervenus dans la situation de l'alimentation et de l'agriculture ces dix dernières années apparaissent saisissants. La production agricole mondiale a augmenté de près de 30 pour cent. Dans la plupart des pays, quelques années ont suffi pour mettre fin aux pénuries alimentaires aiguës de l'après-guerre. On a évité de graves disettes et dans de nombreux Etats la consommation alimentaire a atteint un niveau sans précédent. Les programmes d'assistance, par exemple les programmes d'alimentation destinés aux enfants, ont fait une large place aux principes nutritionnels dont on s'est inspiré par ailleurs de façon croissante dans l'élaboration de programmes généraux de développement agricole. Dans les pays développés, la mécanisation et l'adoption généralisée des dernières améliorations ont presque révolutionné les méthodes agricoles. De leur côté les régions sous-développées ont fait un effort impressionnant pour rationaliser l'utilisation des ressources en terres et en eaux. La productivité des terres et le rendement de la main-d'œuvre agricole ont augmenté à une cadence exceptionnelle.

On a enregistré des progrès parallèles dans le domaine des pêches, progrès qui se sont exprimés par exemple dans l'emploi croissant de l'énergie mécanique et dans une utilisation plus efficace des produits de la pêche. De vastes perspectives sont en train de s'ouvrir, par exemple en pisciculture, pour l'intensification de la mise en valeur des pêches intérieures et maritimes.

Dans le domaine forestier, le progrès le plus marquant réalisé ces dix dernières années réside peut-être dans le fait que l'on comprend mieux l'importance que revêt une politique forestière rationnelle pour maintenir le niveau de la production, et le rôle essentiel qu'elle joue dans la conservation des sols et l'exploitation efficace des terres. En conséquence, on s'attache plus que jamais à conserver, à améliorer et à développer le capital forestier. En outre, l'exploitation forestière a fait

des progrès considérables de sorte que les régions qui étaient considérées autrefois comme inaccessibles sont maintenant en production ; de même on a fortement amélioré l'utilisation du bois en réduisant le gaspillage au minimum.

Si le bilan des dix années d'après-guerre est nettement positif, il va de soi que les résultats obtenus n'ont pas tous été satisfaisants. Sauf peut-être en U.R.S.S. et en Europe orientale, où l'on a délibérément réduit les investissements agricoles en faveur de l'industrialisation, l'évolution a laissé davantage à désirer en matière de distribution et de commercialisation qu'en matière de production. Durant la période la plus critique de la pénurie, la distribution de produits alimentaires sur le plan mondial a été assurée avec hardiesse et dans l'ensemble de façon satisfaisante par le Combined Food Board, le Conseil international de la crise alimentaire et l'UNRRA. Mais ces organismes avaient un caractère exceptionnel et il ne fut jamais envisagé d'en prolonger l'existence une fois la crise surmontée. Avec le retour graduel de conditions plus proches de la normale, certains des problèmes inhérents à l'alimentation et à l'agriculture sont réapparus, en revêtant parfois une forme nouvelle. Quatre d'entre eux méritent une mention particulière :

1) L'inaptitude de la consommation à suivre l'expansion de la production, alors que la sous-alimentation sévit manifestement dans un grand nombre de régions et, partant, la formation de stocks excédentaires de certains produits.

2) Le manque de souplesse de la production agricole lorsqu'il s'agit de l'ajuster aux tendances changeantes de la demande, inconvénient qu'aggravent souvent des systèmes de soutien des prix agricoles excessivement rigides. Ce fait contribue aussi pour beaucoup à l'accumulation des excédents.

3) La stagnation du commerce mondial des produits agricoles qui fait contraste avec l'expansion rapide du commerce mondial dans son en-

semble et l'instabilité des cours d'un grand nombre de produits agricoles sur les marchés internationaux. Les obstacles à la libre circulation des produits agricoles entre les pays concourent également à la formation des excédents.

4) Le bas niveau des revenus agricoles dans la plupart des pays par rapport à celui des revenus dans les autres secteurs économiques, disparité qui en définitive ne peut être supprimée qu'en améliorant fortement la productivité, et le fait que les gains réalisés durant l'après-guerre immédiat tendent à disparaître malgré l'existence de systèmes de soutien des prix et des revenus agricoles.

Tels sont certains des principaux problèmes qui actuellement retiennent le plus l'attention dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture et il est probable qu'il en sera de même au cours des dix prochaines années. Cela ne signifie pas qu'il n'existe pas d'autres problèmes en matière de technologie et de production. Le besoin d'élever les niveaux de production et de consommation dans les pays sous-développés n'a guère perdu de son acuité. On peut s'attendre dans l'avenir immédiat à ce que la technique marque des progrès aussi rapides et aussi importants que ceux de ces dix dernières années, mais le profit que l'on pourra en tirer dépendra de façon croissante de l'efficacité avec laquelle on résoudra les problèmes économiques et sociaux de l'agriculture.

Ces problèmes, qui ne datent pas d'hier, sont redoutables et il est certain qu'on ne leur apportera pas de solution définitive au cours des dix prochaines années. Néanmoins, il est permis de penser, sans faire preuve d'optimisme excessif, qu'on peut s'y attaquer avec plus de chances de succès dans les conditions actuelles que dans celles qui ont caractérisé l'entre-deux guerres. On examinera maintenant les quatre problèmes mentionnés ci-dessus, à la lumière de l'expérience acquise ces dix dernières années.

Le problème de la sous-consommation

On a montré dans les chapitres précédents que dans une grande partie du monde, l'expansion de la production et de la consommation est limitée, en général, plutôt par le niveau de la demande effective de produits agricoles que par l'insuffisance de moyens techniques ou le manque d'organisation. Aussi un nouvel accroissement de la production ne peut se justifier que s'il s'accompagne d'un accroissement parallèle de la consommation.

L'expérience récente offre de nombreux exemples à l'appui de cette observation ; signalons notamment que le ralentissement de l'expansion agricole en Amérique du Nord est dû à la limitation des débouchés. En outre, des excédents ne se sont pas accumulés uniquement dans les pays où les besoins nutritionnels essentiels sont en général satisfaits, tels que les Etats-Unis ou dans des pays comme Cuba qui se spécialisent dans la production de certaines denrées d'exportation. Même dans des Etats tels que l'Inde où la production alimentaire d'exportation est limitée et où il est exclu que les disponibilités puissent excéder les besoins essentiels de la population en matière de nutrition, des excédents commencent à se former en raison de l'insuffisance du pouvoir d'achat, comme l'attestent la baisse des prix, l'accumulation des stocks et les nouvelles mesures de soutien prises par le gouvernement. Bien que dans certains pays la pénurie alimentaire contribue encore à maintenir les pressions inflationnistes, il s'agit là en général de pays où il a fallu limiter les importations de produits alimentaires pour des raisons tenant à la politique générale ou à la balance des paiements.

Aussi est-on amené à poser deux questions fondamentales : quel sera selon toutes probabilités le taux d'accroissement du niveau de la demande ? Quelles mesures peut-on prendre pour accroître la demande de produits agricoles ?

Taux d'accroissement de la demande

La demande mondiale de produits agricoles, forestiers et des pêches n'a cessé de s'élever ces dix dernières années ; il est probable que cet accroissement continuera et il se peut même qu'il s'accélère. Le renforcement de la demande dépend normalement, en premier lieu, de l'accroissement démographique et, en second lieu, de trois facteurs étroitement liés dont dépend le niveau de la demande par habitant : a) les fluctuations du revenu réel par habitant et de la distribution des revenus ; b) les effets des fluctuations du revenu réel sur la demande de produits alimentaires et c) les variations autour de la tendance à long terme.

On escompte que la population mondiale augmentera de 10 à 17 pour cent durant les 10 prochaines années et que l'accroissement maximum sera enregistré en Amérique latine et l'accroissement minimum en Europe occidentale. Ces prévisions font entrevoir une évolution comparable à celle de ces dix dernières années (tableau VII-1).

TABLEAU VII-1. ESTIMATION DE LA POPULATION MONDIALE PAR RÉGION, 1955 ET 1965

RÉGIONS	1955	1965			
		Estima- tion min- mum	Estima- tion maxi- mum	Estima- tion min- mum	Estima- tion maxi- mum
		... Millions ...		Indices 1955 = 100	
Monde	2 603	2 853	3 052	110	117
Amérique lati- ne	181	220	230	121	127
U.R.S.S.	215	241	251	112	117
Proche-Orient .	122	135	143	111	117
Afrique	165	176	199	107	121
Extrême- Orient	1 318	1 436	1 559	109	118
Océanie	14	15	16	109	116
Amérique du Nord	179	197	204	110	114
Europe orien- tale	75	82	85	109	113
Europe occi- dentale ¹ . . .	334	351	365	105	109

Source : Framework of Future Population Estimates, (E/Conf. 13/126), Division de la population de l'Organisation des Nations Unies.

¹ Y compris l'Allemagne tout entière.

Les facteurs qui déterminent le niveau de la demande par habitant sont fonction d'un si grand nombre d'éléments variables que toute estimation à long terme est nécessairement très approximative. Tout au plus peut-on indiquer l'orientation et l'ordre de grandeur des effets que chaque facteur principal peut exercer.

Fluctuations du revenu par habitant. Il n'existe pas de statistiques satisfaisantes du revenu national à l'échelle mondiale, mais l'accroissement de la production industrielle mondiale peut indiquer approximativement les fluctuations du revenu réel qui sont susceptibles d'influer sur la demande des produits agricoles qui sont commercialisés. Les renseignements provenant d'une douzaine de pays pour lesquels on dispose de données montrent que le rythme d'accroissement du revenu national réel est à peu près les deux tiers de celui de la production industrielle. Ce rapport peut être différent dans les pays sous-développés, mais dans la mesure où ceux-ci sont affectés par la demande de produits d'exportation le niveau de leur revenu dépend, dans une large mesure, du niveau de l'activité industrielle des pays

TABLEAU VII-2. FLUCTUATIONS DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET AGRICOLE MONDIALE PAR HABITANT ¹

ANNÉES	Industrie (production minière et industrielle)	Agriculture	Non compris les Etats-Unis	
			Industrie	Agriculture
	..... Avant-guerre = 100			
1946	100	90	69	81
1947	110	91	76	84
1948	117	95	85	88
1949	116	96	93	91
1950	131	97	102	93
1951	140	98	111	94
1952	141	102	112	96
1953	149	103	117	98
1954	147	100	125	97

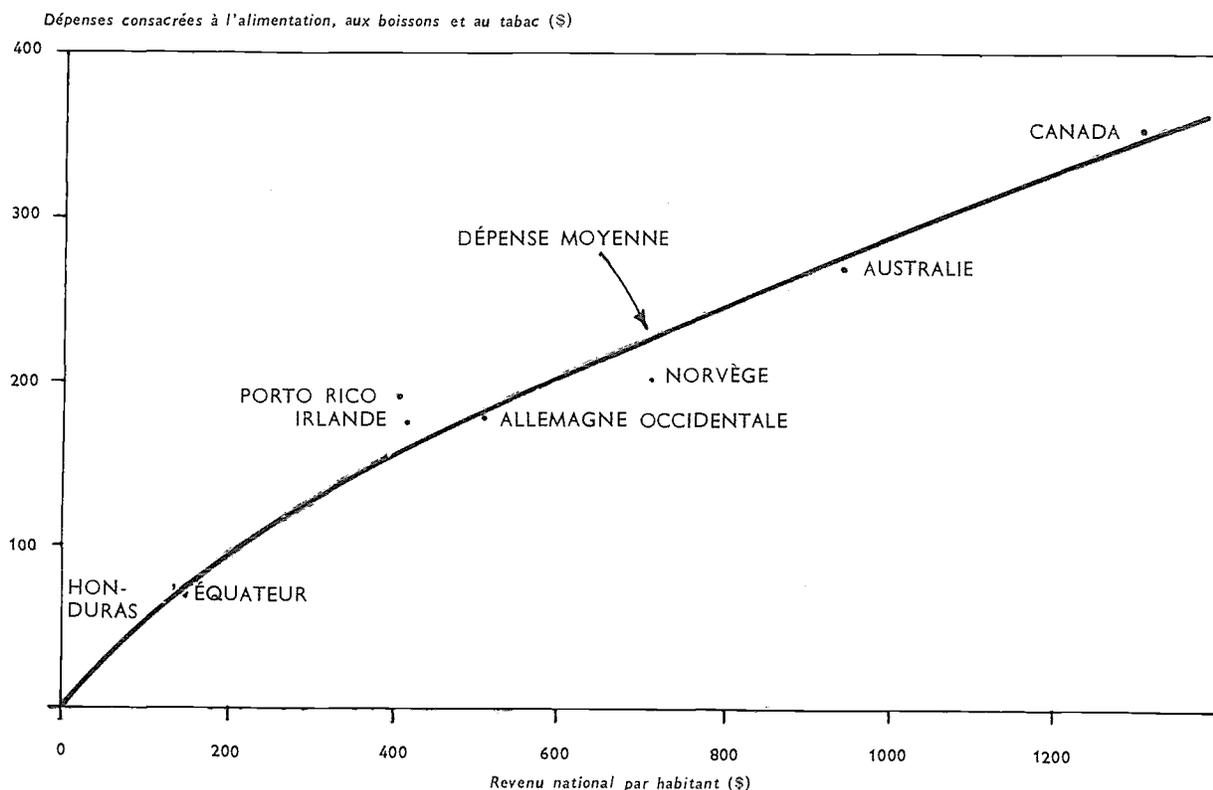
¹ Non compris l'U.R.S.S., la Chine et l'Europe orientale.

industrialisés et de celui de l'activité économique nationale.

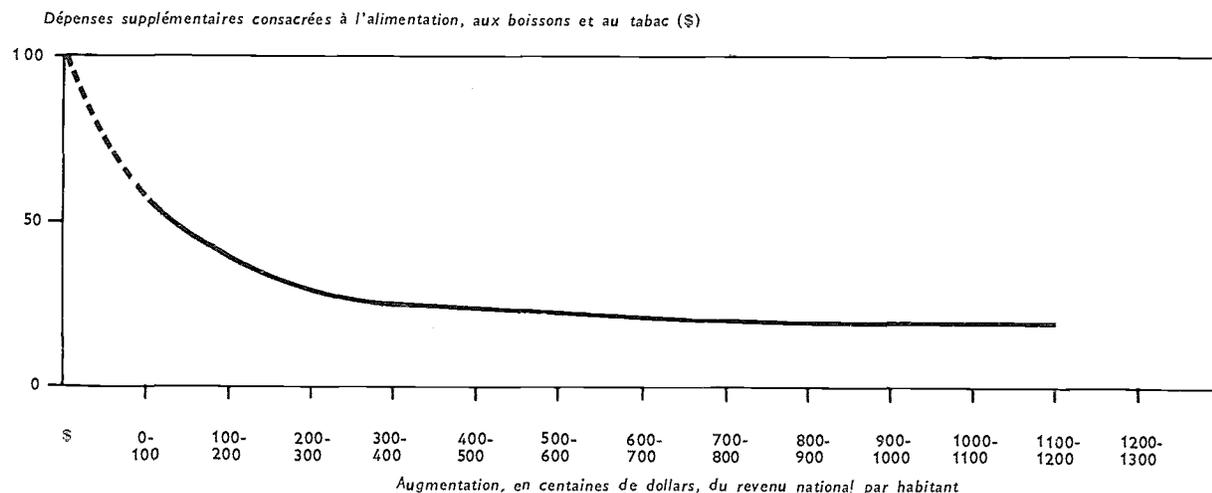
L'accroissement de la production industrielle mondiale qui a été très marqué de 1946 à 1951, s'est quelque peu ralenti par la suite (tableau VII-2). De 1950 à 1954, l'accroissement annuel moyen par habitant a été environ de 3 pour cent pour l'ensemble du monde (exception faite du groupe de pays communistes) ou d'environ 4 pour cent si l'on exclut également les Etats-Unis. Il est probable que ces chiffres seraient légèrement plus élevés si l'on tenait compte de 1955. Si l'accroissement moyen de 4 pour cent par an se maintient durant les dix prochaines années, l'augmentation totale de la production industrielle par habitant sera de près de 50 pour cent. Si l'on applique la règle des deux tiers, on obtient un accroissement du revenu national par habitant de près de 30 pour cent. On ne doit considérer ce chiffre que comme constituant une indication du taux possible d'accroissement et non comme une prévision. Il ne pourra être atteint, bien entendu, que si les gouvernements réussissent à empêcher de graves crises avec autant de succès que durant la période qui s'est écoulée depuis la guerre.

Revenus et dépenses consacrées à l'alimentation. L'effet d'un tel accroissement du revenu par habitant sur la demande de produits agricoles et en particulier de denrées alimentaires dépendra de sa localisation. Lorsque les individus ou les nations disposent d'un revenu plus élevé, ils tendent à

GRAPHIQUE VII-1a. — Rapports entre le revenu national par habitant et les dépenses consacrées à l'alimentation, aux boissons et au tabac par habitant (tout en dollars E.-U.)



GRAPHIQUE VII-1b. — Part estimée de chaque centaine de dollars supplémentaire du revenu consacrée à l'alimentation, aux boissons et au tabac



acheter relativement moins de produits alimentaires, de boissons et de tabac que d'autres produits bien que le montant total de leurs dépenses augmente. Ce fait ressort clairement des chiffres

de dépenses qui sont donnés pour un certain nombre de pays au graphique VII-1. L'étude graphique approximative des quelques observations précédentes montre (graphique VII-1 b) qu'en mo-

venne la part de chaque centaine de dollars de revenu national par habitant qui est dépensée en achats de produits alimentaires, de boissons et de tabac tombe de 55 pour cent pour la première centaine à 38 pour cent pour la deuxième, à environ 25 pour cent pour la septième, à 20 pour cent pour la neuvième et les centaines successives¹.

Les accroissements du revenu national dans les pays qui ont un très faible revenu par habitant sont donc susceptibles d'exercer des effets beaucoup plus sensibles sur la demande de produits agricoles que des accroissements parallèles dans les pays à revenu élevé. En accélérant leur effort de développement économique durant les dix prochaines années, les pays peu développés influeront profondément sur l'accroissement de la demande de produits agricoles.

Le niveau de la consommation de produits alimentaires et d'autres denrées agricoles dépendra non seulement du revenu réel par habitant, mais également du prix payé par le consommateur. On a montré dans le chapitre VI que même dans les pays les plus riches, il existe encore pour les produits alimentaires une forte élasticité par rapport aux prix et il semble que dans le monde en général cette élasticité soit sensiblement plus forte que l'élasticité par rapport au revenu pour les produits agricoles, et en particulier les denrées alimentaires. Il faut s'attendre que l'évolution des prix des produits alimentaires et autres denrées agricoles par rapport à celle de l'ensemble des prix exerce sur le volume de la consommation des effets au moins comparables à ceux des variations du revenu².

¹ L'étude des fluctuations annuelles enregistrées dans les mêmes pays durant cette période conduit à des conclusions analogues.

² On peut se faire une idée très approximative des effets des fluctuations passées des prix et de la production industrielle mondiale sur le niveau de la consommation en analysant les rapports entre les indices de la production agricole (chapitre V), ceux des prix pratiqués dans les échanges internationaux (chapitre VI) et ceux de la production industrielle mondiale que l'on a déjà étudiés. Une telle étude indique que la consommation d'ensemble de produits agricoles (que l'on suppose équivalente à la production dans l'hypothèse choisie) a fléchi d'environ 9 pour cent pour chaque hausse de 10 pour cent des prix (le niveau de la production industrielle restant inchangé) mais a augmenté d'environ 5 pour cent pour chaque accroissement de 10 pour cent de la production industrielle (les prix restant constants).

Pour les produits alimentaires et fourragers, l'élasticité de la demande a été modérée par rapport aux prix mais elle a été assez faible par rapport aux fluctuations de la production industrielle considérées ici comme représentatives des fluctuations du revenu réel. Par exemple, si, comme on l'a suggéré

L'accroissement du pouvoir d'achat n'influe pas de façon identique sur tous les produits. Comme on l'a montré dans le précédent rapport³, la consommation humaine de céréales et de pommes de terre augmente avec le pouvoir d'achat si le revenu est faible, mais elle tend à fléchir lorsque ce dernier dépasse environ 200 dollars par habitant. En revanche, la consommation de protéines animales, c'est-à-dire de viande, de produits laitiers, de poisson, etc., continue à augmenter jusqu'à un niveau élevé de revenu national par habitant. A son tour, une forte consommation de produits de l'élevage élargit les débouchés pour les céréales secondaires et d'autres produits fourragers. Ainsi, un accroissement continu de la demande dans les années à venir pourra exercer des effets très différents selon les produits alimentaires.

Etant donné que les carences nutritionnelles sont plus graves dans les pays peu développés qu'ailleurs, il importe particulièrement que ces derniers développent leur consommation d'aliments protecteurs tels que les produits de l'élevage, les fruits et les légumes. L'éducation nutritionnelle peut faciliter la réalisation de cet objectif.

précédemment, la production industrielle augmente de quelque 50 pour cent au cours des dix prochaines années, un calcul approximatif montre que la production alimentaire mondiale par habitant augmentera peut-être de près de 4 pour cent si les prix restent constants. En combinant cette estimation et les prévisions démographiques figurant au tableau VII-1, on s'aperçoit que si les prix restent inchangés, il n'est pas exclu que la consommation mondiale de produits alimentaires augmente de 14 à 22 pour cent ces dix prochaines années. Des calculs analogues indiquent, toutefois, que l'accroissement de la consommation par habitant serait annulé par une hausse des prix d'environ 5 pour cent ou doublé par une baisse de 5 pour cent. Dans le premier cas, il se peut que l'accroissement de la consommation totale n'atteigne que 10 pour cent alors que dans le second il n'est pas exclu qu'il atteigne jusqu'à 26 pour cent selon les prévisions démographiques utilisées. Des fluctuations plus fortes du niveau des prix entraîneraient des fluctuations parallèles en hausse ou en baisse du volume de la consommation.

L'élasticité par rapport aux prix est apparue plus faible pour les matières premières agricoles, les boissons et le tabac que pour les produits alimentaires, mais l'élasticité du premier groupe de produits par rapport au revenu a semblé nettement plus élevée.

Cette étude préliminaire, toutefois, ne tient pas compte de facteurs tels que les effets exercés par les politiques nationales de prix sur les fluctuations des prix mondiaux, les mouvements des stocks ou les changements intervenus dans la répartition géographique de la production industrielle et elle ne doit être considérée que comme indiquant un ordre de grandeur.

³ *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 1954*, pages 38-40.

On a estimé par exemple que pour atteindre les modestes niveaux de nutrition indiqués dans la deuxième Enquête mondiale de la FAO sur l'alimentation, le pourcentage d'accroissement des disponibilités en lait du Proche-Orient devra être presque le double de celui qui est nécessaire à l'Europe. Dans toutes les régions, il est souhaitable, du point de vue nutritionnel, d'assurer aux disponibilités d'aliments protecteurs un accroissement proportionnellement plus important qu'aux disponibilités de céréales, par exemple.

Fluctuations cycliques. La tendance générale à l'accroissement de la demande peut être sérieusement contrariée par les fluctuations cycliques de l'activité économique. On est maintenant beaucoup mieux armé pour amortir ces fluctuations et l'apparition de graves crises semble maintenant beaucoup plus improbable que par le passé. Néanmoins, il faut reconnaître que la stabilité relative de l'économie mondiale depuis la guerre est due autant à l'existence de circonstances favorables qu'à l'application d'une politique délibérée. Il serait imprudent d'affirmer dès maintenant que l'accroissement à long terme des revenus et de la demande ne s'accompagnera pas de reculs temporaires ou même de difficultés plus durables.

Mesures destinées à développer la demande et la consommation

Les paragraphes précédents permettent de dégager, semble-t-il, un certain nombre de conclusions :

Le principal moyen d'accroître la demande de produits agricoles est de prendre des mesures pour élever le revenu national par habitant.

Pour les produits alimentaires, en particulier, on obtiendra un accroissement maximum de la demande effective si la hausse des revenus se limite au groupe de consommateurs les plus défavorisés, c'est-à-dire aux pays les moins développés et aux couches sociales les plus pauvres de chaque Etat.

Etant donné que l'élasticité par rapport aux prix, en particulier pour les produits alimentaires, semble comparable sinon supérieure à l'élasticité par rapport au revenu, le moyen le plus efficace d'accroître les niveaux de consommation des produits alimentaires¹ sera de prendre des mesures pour réduire les prix de détail.

¹ Il semble indiqué de préciser comment les accroissements de la demande se distinguent de ceux de la consommation. Un relèvement de la demande de produits alimentaires dû à une hausse des revenus peut entraîner un accroissement de la con-

Les problèmes que soulèvent l'accroissement du revenu national et l'élargissement de sa distribution ont été examinés par le Conseil économique et social et il est clair qu'ils débordent largement le cadre du mandat de la FAO ; aussi les a-t-on laissés de côté. Les mesures destinées à relever le niveau de consommation des produits alimentaires, et auxquelles est consacrée la dernière conclusion ci-dessus ont été clairement exposées dans le rapport de la septième session de la Conférence (fin 1953). Ces mesures peuvent se classer, en gros, sous trois rubriques :

- i) Mesures destinées à diffuser les principes nutritionnels et à faire l'éducation du consommateur ;
- ii) Programmes spéciaux de distribution gratuite ou à prix réduits visant à assurer une nutrition satisfaisante aux groupes vulnérables de consommateurs, et
- iii) Mesures destinées à rendre les produits alimentaires et autres denrées agricoles meilleur marché pour l'ensemble des consommateurs.

La Conférence a recommandé d'entreprendre cette triple action, mais les derniers renseignements dont on dispose semblent indiquer que, pour le moment, relativement peu de progrès ont été réalisés dans la plupart des pays.

Diffusion des principes nutritionnels et éducation du consommateur. On peut souvent stimuler la demande de certains produits alimentaires en familiarisant le public avec l'importance nutritionnelle de ces produits et avec leur préparation pour la consommation. Le développement de la consommation de lait liquide dans un grand nombre de pays occidentaux est dû, en grande partie, au vaste effort éducatif qui a été fait pour souligner la valeur nutritionnelle de ce produit. De même pendant la guerre, de nombreux Etats ont entrepris, avec un succès considérable, une action de propagande afin d'inciter les consommateurs à consommer certains aliments à la place de ceux dont l'offre était insuffisante ; quelques pays ont encore recours à cette méthode.

sommation si les prix restent inchangés, ou une hausse de ces derniers si le volume des disponibilités reste constant. Un renforcement de la consommation imputable uniquement à une baisse des prix de détail n'implique donc pas un accroissement de la demande de produits alimentaires, sauf peut-être s'il résulte de l'élimination de méthodes de distribution ou de transformation excessivement compliquées. On peut considérer que la demande s'est déplacée des services vers les produits alimentaires.

La diffusion des principes nutritionnels et l'éducation du consommateur revêtent une importance particulière lorsqu'on entend développer la production des denrées alimentaires dont la consommation est souhaitable au point de vue nutritionnel mais avec lesquelles la population est peu familiarisée. Mais si l'on ne prend pas en même temps des mesures pour faire connaître aux consommateurs tant la valeur nutritionnelle de ces denrées que les meilleurs moyens de les préparer, tous les efforts destinés à en accroître la production risquent d'être vains.

Programmes spéciaux de distribution. Parmi les méthodes qui ont été utilisées avec profit tant pour le consommateur que pour le producteur de denrées alimentaires, citons la distribution gratuite ou subventionnée de lait aux enfants et aux mères, les programmes de déjeuner scolaire, la distribution de vivres aux indigents, l'octroi de rations supplémentaires sous forme de dons aux titulaires d'une assurance-chômage et enfin les secours publics (programmes de distribution de bons d'alimentation). Bien entendu, les ressources financières des gouvernements assignent une limite aux mesures de ce genre. L'exécution de ces programmes sur le plan international a été facilitée par une action intergouvernementale, multilatérale comme pour le lait (UNICEF) ou bilatérale (écoulement des excédents détenus par les Etats-Unis dans le cadre de programmes spéciaux d'alimentation ou de distribution de paquets alimentaires). De vastes possibilités s'offrent encore aux gouvernements pour développer, individuellement ou collectivement, la consommation de produits alimentaires par de telles mesures ou par des mesures analogues.

Abaissement des prix au détail. Les programmes spéciaux d'éducation et de distribution, quel que soit leur intérêt, n'ont évidemment qu'une application limitée et il semble que seules les mesures destinées à rendre les produits alimentaires meilleur marché pour le consommateur aillent au cœur du problème. La rigidité des prix de détail, en entraînant celle des niveaux de consommation, est un des facteurs qui tendent à provoquer la formation de stocks excédentaires.

Avant de proposer une réduction du prix de détail des denrées alimentaires, il faut en examiner les effets sur le revenu du producteur, car dans la plupart des pays les revenus de l'agriculture sont déjà faibles par rapport à ceux des autres branches d'activité et tendent à perdre encore du terrain ; il serait contre-indiqué, du point de vue social, de les réduire davantage et une telle mesure

risquerait de provoquer une baisse de la production. En pratique, pour obtenir une baisse des prix au détail, il faut comprimer les coûts de commercialisation ou les coûts de production de façon que le producteur puisse accepter une baisse des prix sans avoir à subir une réduction de ses revenus, ou appliquer ces deux mesures simultanément. L'amélioration de la productivité dans le secteur de la production et la rationalisation de la distribution sont les conditions de l'accroissement des ventes et de la consommation de produits agricoles.

Compression des frais de commercialisation. Le moyen le plus direct de réduire les prix au détail est de réduire l'écart qui les sépare des prix à la production. Comme on l'a montré plus haut, cet écart a tendu à s'élargir ces dernières années. Dans certains cas, ce sont les profits élevés qui sont en grande partie responsables de la cherté des denrées alimentaires, mais le plus souvent il faut incriminer l'inefficacité et le caractère périmé de méthodes de commercialisation dont l'emploi se traduit par de fortes pertes dues au gaspillage, ou bien le faible volume du commerce et le coût élevé de chaque unité au détail. Ce dernier inconvénient est particulièrement fréquent dans un grand nombre de pays où le chômage et le sous-emploi sont élevés et où un trop grand nombre d'individus sont incités à ouvrir des magasins de vente au détail, accentuant ainsi l'émiettement des affaires dont le volume est insuffisant. En outre, de nombreux producteurs agricoles dans les pays peu développés consacrent une grande partie de leur activité à la vente au détail en écoulant leur production sur les marchés locaux.

On a déjà souligné l'intérêt croissant que l'on porte aux organismes de commercialisation — notamment les coopératives —, établis par les producteurs, organismes qui, s'ils sont gérés de façon avisée, peuvent fortement contribuer à développer les ventes et à réduire le coût de la commercialisation, voire de la production. L'Office de commercialisation du lait au Royaume-Uni en offre un exemple saisissant. Ces organismes, s'ils sont dotés de pouvoirs suffisants, peuvent réorienter les courants d'approvisionnement, affecter des parts variables de l'offre à différentes utilisations et distribuer l'ensemble des quantités qu'ils ont reçues de façon à assurer une commercialisation rationnelle. Dans de nombreux pays, les coopératives de consommation peuvent également jouer un rôle important.

De même, on est souvent en mesure d'abaisser les prix en rationalisant la commercialisation,

sans en refondre entièrement les méthodes. Parmi les moyens d'améliorer cette dernière dans les grandes villes et dans les pays développés, citons la vente massive au détail, le « self-service », l'aménagement de vastes installations de vente¹, l'organisation rationnelle des marchés de gros et enfin la distribution efficace des denrées périssables (lait, fruits frais et légumes). L'organisation de moyens d'entreposage, de traitement et de transport satisfaisants afin de réduire le gaspillage, l'adoption de poids et de mesures rationnels et commodes et le contrôle de l'observation des normes de qualité, comptent parmi les mesures qui conviennent le mieux pour améliorer les systèmes de commercialisation les plus rudimentaires.

Dans certains pays, les gouvernements peuvent également apporter une aide appréciable en levant certains obstacles à la réduction des frais de commercialisation tels que les taxes sur le chiffre d'affaires et les taxes locales prélevées sur les produits alimentaires essentiels ; ils peuvent aussi faciliter la compression de ces frais en créant des services chargés de fournir des renseignements et des prévisions sur le marché et les récoltes et, en particulier, en octroyant du crédit pour financer l'entreposage des denrées et atténuer la dépendance des producteurs vis-à-vis des négociants locaux.

La baisse des prix de détail par l'amélioration de la productivité et l'abaissement des prix des denrées agricoles. Le prix à la production est un élément du prix de détail des produits alimentaires aussi important que la part prélevée par les intermédiaires. On a examiné dans le chapitre IV du présent rapport les nombreux progrès technologiques réalisés en agriculture, en sylviculture et dans le domaine des pêches et leurs applications. La diffusion des méthodes agricoles modernes et l'amélioration de la productivité permettraient d'abaisser les prix à la production non seulement sans avoir à réduire les revenus des exploitants mais même en les augmentant. L'emploi de la technologie et des méthodes modernes

¹ Une étude comparative effectuée récemment sur les systèmes de vente au détail au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et au Canada montre que si ces deux derniers pays ont moins d'épiceries par mille habitants que le premier, le rythme des ventes par rapport au nombre d'employés y est, en revanche, plus rapide. C'est là une conséquence du niveau élevé des revenus et du coût de la main-d'œuvre que n'a rien de surprenant. Néanmoins, les Etats-Unis et le Canada ont davantage de magasins de luxe et de demi-luxe que le Royaume-Uni, de sorte que le nombre total de magasins par mille habitants est à peu près le même dans les trois pays. Hall and Knapp, *The Economic Journal*, mars 1956.

ne se propage que lentement, en particulier dans les pays sous-développés, si on laisse le mouvement s'entretenir de lui-même. En accélérant l'effort de vulgarisation et d'éducation rurale, les gouvernements peuvent hâter du même coup la diffusion de la technologie moderne dans les régions encore peu avancées. Cet effort devrait s'accompagner d'une intensification des travaux de recherche tant pour mettre au point des méthodes plus satisfaisantes que pour adapter les résultats de ces travaux aux conditions humaines et au milieu propres à chaque pays. On reconnaît de plus en plus l'importance de développer les services de vulgarisation et les moyens de recherche et c'est peut-être dans cette direction que l'on est en mesure de réaliser les progrès les plus encourageants, comme le montre clairement l'étude effectuée au chapitre III.

Coût en capital de l'amélioration des méthodes de production. Dans de nombreux cas, l'amélioration des méthodes de production en agriculture, en sylviculture et dans le domaine des pêches nécessite peu de dépenses en capital. Dans d'autres cas, au contraire, il faut accroître sensiblement le capital fixe ou d'exploitation et on a souligné, au chapitre VI, que dans les pays développés, les dépenses afférentes aux facteurs de production augmentent de façon continue. Etant donné les faibles revenus de la plupart des agriculteurs et des pêcheurs, cette augmentation des coûts peut être un obstacle insurmontable à l'amélioration de la productivité, et l'octroi de moyens supplémentaires de financement et de crédit est souvent indispensable pour obtenir des progrès substantiels.

Les gouvernements ou les établissements publics de financement devront souvent — tout au moins au début — se charger d'octroyer aux agriculteurs des facilités de crédit agricole à des conditions accessibles même au petit exploitant. Il s'agit là du crédit à court terme nécessaire aux dépenses d'exploitation telles que l'achat de semences améliorées, d'engrais ou de petit outillage et encore davantage du crédit à moyen terme qui est indispensable pour moderniser l'élevage, acheter des animaux de trait, et des machines agricoles et enfin aménager les installations ou améliorer le sol. Dans de nombreux cas, les coopératives de crédit peuvent être le meilleur moyen d'assurer un flot suffisant de crédit à court et à moyen terme. En fait, ces coopératives peuvent avoir un double rôle en effectuant également des achats en bloc, afin de réduire au profit de leurs membres, le coût des engrais, des produits antiparasitaires

et de l'équipement. Néanmoins, lorsque les conditions sociales et le degré d'évolution d'un pays ne permettent pas encore d'y instituer la coopérative, il faudra peut-être laisser aux organismes gouvernementaux le soin de remédier à cette carence.

LE PROBLÈME DU SOUTIEN DES PRIX ET DE L'ASSOULPISSEMENT DE LA PRODUCTION

L'insuffisance du pouvoir d'achat était déjà l'une des principales raisons de l'accumulation soudaine de stocks excédentaires de produits agricoles, alors même que l'on n'avait pas complètement surmonté la dernière des pénuries d'après-guerre. Cette accumulation a été due également à la rigidité de la structure de la production, rigidité aggravée par l'adoption généralisée de politiques de soutien des prix. La production agricole, de par sa nature même, ne peut s'ajuster aussi rapidement aux fluctuations de la demande que la production industrielle. Le soutien des prix, toutefois, a permis de maintenir la production à un niveau rentable ou même de la développer une fois la demande effective satisfaite, les disponibilités qui ne trouvaient pas d'acheteur venant bien entendu grossir les stocks dont le volume allait croissant.

Le soutien des prix s'identifie maintenant si bien avec l'aspiration de tous les hommes à plus de sécurité et de bien-être qu'il est probable que peu d'Etats l'abandonneront. Il a donné aux agriculteurs une stabilité et une confiance sans précédent et a contribué de façon importante à la rapide reprise de la production après les hostilités. Sa justification réside dans le fait que les agriculteurs, et en particulier les petits exploitants, sont mal armés pour traiter avec les négociants, les usiniers etc., lesquels disposent de ressources financières très supérieures aux leurs. Aussi les producteurs sont-ils fondés à créer des organismes de commercialisation qui peuvent dans une certaine mesure rendre le soutien des prix moins nécessaire.

En outre, si ce dernier a contribué dans une grande mesure à l'accumulation d'excédents, il en a également, pour une large part, prévenu les conséquences les plus néfastes. Il a permis au gouvernement de tenir solidement les stocks sans quoi il eût été quasi-impossible d'éviter un effondrement des cours et des revenus agricoles, qui aurait pu avoir de fâcheuses répercussions sur l'ensemble de l'économie mondiale.

On a examiné dans le chapitre II la genèse des politiques de soutien des prix et les raisons qui les ont motivées et dans le chapitre III leurs

difficultés d'application. La présente section étudie certains des efforts que l'on fait actuellement pour éliminer les effets secondaires indésirables que le soutien des prix exerce sur l'économie, par exemple la rigidité qu'il lui confère, sans sacrifier pour autant ses avantages incontestables. Il s'agit là non seulement d'un problème urgent à l'heure actuelle, mais il est probable qu'à l'avenir l'évolution de la situation de l'alimentation et de l'agriculture dépendra pour beaucoup de l'efficacité de la solution qui lui sera apportée.

Soutien des prix et surproduction

Dès son application aux Etats-Unis, premier pays à l'adopter, on s'est rendu compte que le soutien des prix pouvait amener la production à excéder la demande. Tout de suite des dispositions furent prises pour limiter les superficies cultivées et allouer, pour certaines cultures, des contingents de commercialisation et on a appliqué ces mesures de façon croissante ces dernières années. Pour limiter à l'avenir les accroissements indésirables de la production, il faudra compter davantage sur ces mesures que sur l'assouplissement relatif du système de soutien des prix qui vient d'être assuré par la législation. La limitation des superficies cultivées a contribué de façon assez efficace dans le passé à restreindre la surproduction de certaines denrées, telles le coton et le tabac. S'il y a néanmoins surproduction généralisée de denrées agricoles, il se peut que l'emploi de cette méthode ne fasse que déplacer le problème d'un produit à l'autre. En outre, cette limitation implique la mise sur pied d'un appareil administratif complexe, elle est longue à appliquer et ne revêt évidemment qu'un caractère restrictif.

Un autre système qui a été adopté ces dernières années en France pour le blé et au Royaume-Uni pour le lait, consiste à n'appliquer le soutien des prix qu'à un montant limité de la production. En France, les garanties de prix portent sur le volume estimatif des besoins nationaux en blé pour la consommation humaine directe et, au Royaume-Uni, sur la demande intérieure de lait liquide.

Tout supplément de production doit être vendu au prix qui est offert : le blé est écoulé sur le marché d'exportation ou sert à l'alimentation animale, et le lait utilisé dans l'industrie laitière. Il est probable que ce système atteint le maximum d'efficacité lorsque l'ensemble de la production est vendue par l'intermédiaire d'un organisme central. Même dans ce cas, son utilisation peut soulever des problèmes complexes si l'on n'a pas fixé de prix moyen pour les différents usages de

chaque produit, en particulier s'il faut affecter à chaque exploitant un contingent de production ou de commercialisation. Ce système est nettement moins restrictif que la fixation d'un plafond fixe à la production et à la commercialisation, mais en l'utilisant on s'expose davantage au risque de stimuler excessivement la production d'exportation.

Le soutien des prix et la structure de la production

Le soutien des prix peut fausser l'adaptation de la structure et du volume de la production à la demande sur le marché. Une des critiques qui a été adressée au système des Etats-Unis est qu'en limitant le soutien des prix à un certain nombre de produits tels que le blé, le coton et le tabac, il favorise la production de ces produits au détriment de ceux qui ne bénéficient d'aucun soutien, par exemple la viande, dont la demande est en train d'augmenter et l'élasticité par rapport aux prix assez forte. En outre, le prix-plancher fixé pour les autres céréales fourragères limite dans une certaine mesure la possibilité de réduire le coût de production de la viande.

Le Royaume-Uni et la Suède, par exemple, se sont efforcés d'éviter ces causes de rigidité dans la structure de la production. Ils mettent l'accent, dans une large mesure, sur le soutien de l'ensemble des revenus agricoles plutôt que sur celui des prix de produits déterminés. Dans la limite du revenu de soutien, les stimulants sont fournis selon le cas pour le lait, le blé, le bacon, etc., suivant la politique nationale ou la demande des consommateurs.

Il semble que l'on puisse ménager beaucoup plus de souplesse au système du soutien des revenus qu'à celui du soutien des prix. Mais il peut être difficile à appliquer. Une étude qui vient d'être effectuée sur le système utilisé au Royaume-Uni¹ laisse penser qu'en pratique les encouragements sont fournis parfois aux produits dont l'offre est déjà abondante plutôt qu'à ceux dont il faut développer la production, par exemple du fait de l'application d'une formule rigide pour tenir compte des changements dans le coût des produits fourragers.

Le soutien des prix et le coût élevé de la production

Outre la rigidité qu'il confère à l'agriculture, on a reproché au soutien des prix d'être inutilement coûteux (étant donné que tous les exploitants en

profitent, qu'ils en aient besoin ou non) et de tendre à favoriser une production à coût élevé. Aussi fait-on des efforts croissants pour comprimer ce dernier, en particulier sur les exploitations marginales, en abaissant par les subventions ou d'autres moyens le coût des facteurs de production tels que les engrais, le carburant pour les tracteurs, les machines agricoles et autre équipement (voir chapitre III). On peut également accorder des subventions dans un but particulier, par exemple pour l'élevage des bovins sur les exploitations de coteau marginales.

Ce système coûte moins cher à l'Etat qu'un soutien rigide des prix lequel tend à maintenir les prix au niveau nécessaire pour empêcher la disparition des producteurs les moins efficaces. Il profite également aux consommateurs, car en réduisant les coûts de production il permet d'abaisser le prix de soutien. On peut obtenir des résultats semblables en développant les services de vulgarisation et les facilités de crédit et en prenant d'autres mesures analogues pour réduire les coûts de production.

Le soutien des prix et le commerce international

On a également reproché au soutien des prix de mettre des entraves supplémentaires au commerce international. Des prix de soutien élevés peuvent obliger à limiter les importations afin d'éviter une chute des prix du marché qui se traduirait par un accroissement des dépenses publiques. De même, il tend à provoquer le subventionnement des exportations et peut faire craindre que l'on n'ait recours à des procédés de concurrence déloyaux si la production nationale dépasse la demande effective sur le marché intérieur au niveau du prix de soutien.

L'effort le plus intéressant qui ait été effectué dernièrement pour limiter ces entraves au mécanisme normal des échanges est la récente mise au point par le Royaume-Uni d'un système de versements de compensation pour les céréales. Ces dernières font concurrence sur le marché libre aux céréales importées qui ne sont soumises à aucune restriction. Toute différence entre le prix moyen réalisé et le prix de soutien est comblée par les sommes que le Trésor verse directement à chaque exploitant à titre de compensation.

Il est clair que ce système fait passer tout le poids du soutien des prix du consommateur au contribuable. Néanmoins, il comporte plusieurs avantages, car il libère aussi bien le commerce intérieur que le commerce international, rétablit

¹ E. M. Lloyd, dans le *Times* de Londres, 20 et 21 juillet 1955.

les écarts de prix sur le marché entre les différentes qualités et évite l'effet restrictif que les prix de soutien élevés peuvent exercer sur la consommation. En outre, ce système pourrait peut-être fournir un moyen d'étendre le soutien des prix aux denrées périssables, tels que fruits et légumes, encore que rien n'ait été essayé dans ce sens. On lui a toutefois reproché, tel qu'il a été appliqué aux céréales, de provoquer inutilement une injection monétaire (ce qui est probablement inévitable si l'on entend libéraliser le commerce) et de coûter excessivement cher à l'Etat du fait des bas prix à la production qui sont pratiqués immédiatement après la récolte, encore que ces derniers puissent provenir en grande partie de l'insuffisance des installations de séchage et d'entreposage du grain ou de la difficulté à obtenir du crédit. En outre, le système de versements aux exploitants paraît compliqué au point de vue administratif et pourrait être simplifié si les producteurs créaient un organisme de commercialisation pour centraliser les ventes. Un système adopté encore plus récemment au Royaume-Uni pour le bétail de boucherie paraît impliquer des méthodes de paiement encore plus complexes. Les Etats-Unis, pour maintenir le revenu des producteurs de laine, appliquent un système de versements de compensation qui ressemble pour l'essentiel à celui du Royaume-Uni.

Soutien des prix dans les pays qui produisent surtout pour l'exportation

C'est peut-être dans les pays qui produisent dans une large mesure pour l'exportation, que le soutien des prix s'impose le plus, par suite des fortes fluctuations des prix sur les marchés mondiaux ; mais il est alors d'autant plus difficile à appliquer. Les pays exportateurs ont peu de contrôle sur les prix de vente à l'étranger, et si, comme cela est souvent le cas, l'agriculture occupe un vaste secteur de l'économie, il est impossible pour le gouvernement d'octroyer des versements sur une large échelle.

Les achats effectués sur le marché par les gouvernements ou par un organisme de commercialisation, lorsque les prix tombent au-dessous d'un certain minimum, constituent un procédé classique de soutien des prix auxquels les pays principalement exportateurs font parfois appel (la Nouvelle-Zélande l'a utilisé récemment pour la laine). Cette méthode est susceptible de donner de bons résultats si les fluctuations de l'offre et de la demande ne sont pas excessives, sinon son emploi risque d'entraîner de lourdes pertes, même

si le pays en cause fournit la plus grande partie des approvisionnements mondiaux¹. Ou bien, comme c'est le cas pour le blé australien, la totalité de la récolte peut être achetée par le gouvernement ou par l'organisme de commercialisation à un prix fixe, et vendu à des prix différents sur le marché intérieur et sur le marché d'exportation. Mais les ressources disponibles sont en général trop faibles pour freiner durablement une forte chute des valeurs d'exportation.

Aussi, le plus souvent, faut-il compter sur d'autres méthodes pour stabiliser les revenus. La plus simple d'entre elles consiste à créer un fonds de régularisation, grâce auquel une partie des recettes effectuées durant les bonnes années est mise de côté pour relever le revenu des producteurs durant les mauvaises années. Mais pour un certain nombre de raisons, dont quelques-unes sont discutées ailleurs, ces fonds ont été difficiles à gérer et l'on court toujours le risque de leur voir perdre de la valeur en cas d'inflation généralisée. Ce système pourrait être étendu aux offices publics de commercialisation, mais depuis la guerre ceux-ci ont servi plus souvent à augmenter les rentrées fiscales qu'à soutenir les prix à la production. Les manipulations des taux de change, en particulier dans le cas de fluctuations prolongées des prix d'exportation, sont depuis longtemps un moyen de renforcer la stabilité des prix intérieurs. Une innovation récente est la fixation de taux de change multiples, qui permet d'instituer un régime particulier pour chaque produit sans affecter pour autant l'ensemble de l'économie. Toutefois, du fait de l'importance que le commerce international revêt pour l'économie des pays intéressés, on ne peut en général appliquer aucun de ces systèmes sans contrôler en même temps les importations.

Il semble improbable que l'on puisse apporter une solution pleinement satisfaisante aux problèmes qui se posent dans les pays produisant principalement pour l'exportation, si l'on ne réussit pas à limiter les fluctuations des prix des produits sur les marchés d'exportation au moyen d'un accord international. Cette question est discutée dans la section suivante.

¹ L'exemple le plus saisissant a été la destruction, au cours des années trente, des stocks excédentaires de café brésilien, qui s'étaient accumulés sous l'action conjuguée de récoltes exceptionnelles et d'une crise mondiale. En 1907-14, et immédiatement après la première guerre mondiale, le Brésil avait réussi à éviter un effondrement des cours du café, grâce à la constitution de stocks-tampons (financée partiellement avec une aide étrangère).

Le soutien des prix, frein à la consommation

Les paragraphes qui précèdent laissent penser qu'un grand nombre des critiques qui sont adressées aux procédés traditionnels de soutien des prix, visent pour beaucoup, en dernière analyse, le fait qu'ils risquent de limiter la consommation en maintenant les prix à un niveau élevé.

A cet égard, les critiques portent par exemple sur le besoin périodique d'imposer des limites aux superficies cultivées et à la commercialisation, et sur le risque de voir le contrôle des prix détourner les ressources productives de la production des denrées dont la consommation pourrait être développée ; on reproche également au soutien des prix de protéger les producteurs, et de nécessiter parfois l'application de restrictions aux importations. De même on reproche assez souvent aux systèmes de soutien fondés sur une formule de parité d'être trop rigides pour que l'on puisse apporter aux coûts de production les changements qu'imposent les améliorations technologiques. En outre, comme on l'a noté au chapitre II, la stabilisation des prix, en évitant la baisse qui suit normalement une récolte exceptionnelle, a tendance à empêcher un relèvement temporaire des niveaux de consommation qui peut profiter tant aux consommateurs qu'aux producteurs. Ainsi les procédés traditionnels de soutien des prix peuvent tendre à retarder l'amélioration des niveaux de consommation et à aggraver le risque d'une accumulation d'excédents.

Aussi s'intéresse-t-on particulièrement aux formules modifiées de soutien des prix décrites ci-dessus (et aux autres systèmes d'aide aux agriculteurs) qui, en comprimant les coûts de production, permettent d'abaisser les prix de soutien ou, comme dans les cas des versements de compensations, de soutenir les prix tout en assurant le fonctionnement d'un marché libre.

En examinant les effets exercés par le soutien des prix sur le niveau de la consommation, il convient toutefois de ne pas perdre de vue d'autres considérations. Il importe particulièrement de noter, par exemple, que les produits agricoles n'ont pas tous une forte élasticité par rapport aux prix. Les ventes de viande et d'autres produits de l'élevage peuvent fort bien être sensiblement accrues par l'emploi de méthodes permettant d'abaisser les prix de soutien et de leur ménager davantage de souplesse. Toutefois, tout au moins dans les pays occidentaux, cette observation ne s'applique pas au blé, qui a une très faible élasticité par rapport aux prix quand il est utilisé pour la consommation

humaine et qui, comme on l'a montré dans le chapitre V, est en fait le seul produit dont les stocks aient atteint jusqu'ici des niveaux sans précédent en temps de paix. Aussi est-il peut-être nécessaire de faire appel à des méthodes particulières lorsqu'il s'agit d'écouler les excédents de produits dont la demande est peu élastique par rapport aux prix.

La possibilité d'utiliser les stocks excédentaires pour accélérer le développement économique dans les régions sous-développées est discutée dans une section ultérieure. On peut également fixer deux prix de vente. Ainsi, des excédents de pommes de terre ont été vendus à de bas prix par le Ministère de l'alimentation du Royaume-Uni, et des excédents de lait écrémé en poudre ont été éconlés par la *Commodity Credit Corporation* des Etats-Unis pour servir à l'alimentation du bétail. En fait, ce système consiste à transformer un produit dont la demande n'a qu'une très faible élasticité par rapport aux prix, en produit à élasticité plus forte. Avant la guerre, le blé fourrager exporté par la France était teint d'une couleur peu appétissante afin d'empêcher qu'il revienne dans le circuit commercial normal ; le Royaume-Uni a utilisé la même méthode pour écouler les excédents de pommes de terre comme produit d'alimentation du bétail. Des précautions analogues peuvent être utilisées pour d'autres produits et permettre d'étendre l'emploi du système du double prix pour l'écoulement des excédents sur les marchés intérieurs et d'exportation. On peut également imaginer d'autres formules pour trouver d'utiles débouchés aux excédents, par exemple dans le secteur industriel.

On peut reprocher au système du double prix d'abandonner le principe du soutien des cours. Toutefois, si les excédents résultent de récoltes exceptionnelles, le coût de production par tonne fléchit et les agriculteurs peuvent en conséquence accepter un prix plus faible sans baisse de leurs revenus. Ce sont les conditions de chaque pays qui déterminent les possibilités d'application de ce système. Normalement on ne les utilisera qu'avec circonspection et en dernier ressort.

Si l'on veut maintenir le coût des programmes de soutien des prix dans des limites raisonnables, il faudra souvent limiter les approvisionnements qui arrivent sur le marché et il est inévitable qu'une telle mesure exerce un effet restrictif sur la consommation. Cet effet sera réduit au minimum si le volume de la production reste de façon durable plus ou moins voisin de celui de la demande effective, les prix se maintenant à des niveaux raisonnables et non gonflés par l'inflation. On pourra alors se borner à répartir les approvisionnements des années de bonne récolte sur les années de mau-

vaise récolte, afin d'éliminer les fluctuations saisonnières dues aux conditions atmosphériques. Tel est le fondement du principe du « grenier normal » aux Etats-Unis et du système des stocks intérieurs de réserve que l'on est en train d'établir en Inde.

Mais il est évidemment impossible de se prémunir complètement contre le risque d'une série de bonnes récoltes et d'une accumulation excessive des stocks. Il vaut peut-être la peine de noter ici que le risque de la constitution d'excédents qui est, dans une certaine mesure, inhérent au soutien des prix, peut être écarté en utilisant la méthode à laquelle on a déjà fait allusion au sujet des pays exportateurs et qui consiste à stabiliser les revenus agricoles en constituant un fonds de régularisation. Cette méthode peut être également appliquée dans les pays non exportateurs ; le Royaume-Uni, par exemple, l'utilise pour la laine.

Enfin, il ne faut pas exagérer les effets des prix de soutien sur les prix de détail et les niveaux de consommation. Comme on l'a montré plus haut, dans l'ensemble, le prix à la production ne représente environ que la moitié du prix à la consommation, et les frais de commercialisation, qui sont généralement plus rigides que le prix à la production, même si les cours sont soutenus, influent donc autant que ce dernier sur les prix au détail et les niveaux de consommation.

Soutien des prix ; essai de conclusion

Il est trop tôt pour porter un jugement définitif sur l'efficacité des différents aménagements que l'on essaie d'apporter actuellement aux principes de base de soutien des prix. En tout cas il est inévitable que la méthode optimale varie selon les produits et selon les pays. Il semble néanmoins possible de formuler quelques conclusions provisoires :

- i) Il est probable que les systèmes qui mettent avant tout l'accent sur le maintien de l'ensemble des revenus agricoles, ménagent plus de souplesse à la production que ceux qui prévoient des niveaux de soutien plus ou moins fixes pour chaque produit.
- ii) Il est possible que les mesures visant à réduire les coûts de production, par exemple l'octroi de subventions pour l'achat d'engrais ou d'une aide pécuniaire pour accomplir certains travaux agricoles, permettent d'abaisser les niveaux de soutien des prix sans réduction des revenus agricoles ; ces mesures pro-

fiteraient de la sorte tant à l'Etat, qui réaliserait une économie nette, qu'aux consommateurs.

- iii) Le risque d'une accumulation d'excédents, qui est dans une certaine mesure inhérent aux procédés traditionnels de soutien des prix, peut être réduit par l'adoption de systèmes tels que les versements de compensation qui n'empêchent pas le fonctionnement du marché libre. Il en va de même de la méthode qui consiste à stabiliser les revenus agricoles grâce à la constitution d'un fonds de régularisation. Ces systèmes peuvent évidemment comporter des inconvénients susceptibles de les rendre inutilisables dans certains cas.
- iv) En ce qui concerne les produits qui n'ont qu'une faible élasticité par rapport aux prix, des mesures spéciales d'écoulement, par exemple l'adoption d'un système de double prix, peuvent être parfois nécessaires pour empêcher une accumulation excessive de stocks après des récoltes exceptionnelles.

LA STAGNATION ET L'INSTABILITÉ DES PRIX DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS AGRICOLES

On a souligné au chapitre V que le commerce mondial des denrées agricoles s'est relevé plus lentement que leur production après la guerre et qu'il a cessé de se développer depuis 1950. En revanche, le commerce mondial dans son ensemble a continué à marquer une vigoureuse expansion tout au long de la période d'après-guerre. En conséquence, le commerce des produits agricoles est moins important qu'il n'était avant-guerre, tant par rapport à la production agricole totale que par rapport au volume de l'ensemble du commerce mondial.

Il est douteux que cette évolution générale se renverse. Il semble qu'à long terme la production, aussi bien industrielle qu'agricole, tende à se développer plus rapidement que le commerce international et il se peut que cette tendance s'accélère avec l'amélioration du niveau de la production et de la consommation intérieure dans les pays sous-développés. Les efforts que font un grand nombre de pays pour satisfaire eux-mêmes dans une plus large mesure leurs besoins en produits alimentaires et matières premières

agricoles, que ces efforts soient dus à une politique de sécurité ou à des raisons d'ordre social ou à la situation de la balance des paiements, entravent également l'expansion du commerce des produits agricoles ; il en est de même d'ailleurs de la politique de certains pays qui consiste à importer des biens d'équipement plutôt que des biens de consommation. Le remplacement croissant des matières premières naturelles par les matières premières synthétiques limite également l'essor du commerce des produits agricoles.

Il est probable que ces facteurs continueront à retarder l'expansion du commerce international des denrées agricoles, mais ils n'excluent pas la possibilité d'une nouvelle expansion. En outre, il existe un certain nombre d'éléments qui peuvent jouer en sens inverse ; ainsi avec la détente internationale et la solution du problème des paiements internationaux, les pays pourraient être moins tentés de rechercher l'autarcie ; étant donné leurs besoins croissants en devises étrangères, il est probable que les pays sous-développés seront fortement incités à accroître leurs exportations ; en outre, il se peut que l'amélioration des niveaux de consommation dans les pays sous-développés et tropicaux, oblige ces derniers à importer des tonnages croissants de produits provenant des régions tempérées.

De plus, la tendance varie selon les produits agricoles. Comme on l'a montré dans le chapitre V, les besoins d'importation de blé, qui ont fait un bond après-guerre, fléchissent maintenant progressivement, et il semble que le commerce du riz, des huiles végétales et des graines oléagineuses, se soit stabilisé à un niveau inférieur à celui d'avant-guerre. En revanche, les exportations d'autres produits, notamment les fruits, le sucre, le café, et jusqu'à une date récente le caoutchouc, continuent à augmenter. En outre, le commerce d'autres produits, par exemple la viande de bœuf et le cacao, pourrait être développé si les disponibilités exportables étaient plus abondantes. En alignant leur production sur les tendances de la demande mondiale, les pays exportateurs pourraient contribuer beaucoup à intensifier les ventes.

Une autre méthode consisterait à lever les obstacles au commerce. Ceux-ci, cependant, sont liés à l'ensemble des problèmes économiques, sociaux ou stratégiques, propres à chaque pays importateur et débordent le cadre du présent rapport. On pourrait également entreprendre avec profit une action plus spécifiquement agricole, par exemple, améliorer la classification par qualité et le conditionnement, ou réduire les pertes

occasionnées par le transport. Enfin, et ceci est encore plus important, les mesures destinées à comprimer les coûts de production et de commercialisation des denrées d'exportation, permettraient souvent d'exporter avec bénéfice à des prix moins élevés. L'expansion industrielle s'est effectuée en grande partie sur cette base. Il importe particulièrement de rendre concurrentiels les prix de matières premières dont le marché souffre parfois des incursions qu'y effectuent les produits synthétiques de remplacement.

L'extrême instabilité des prix des produits agricoles sur les marchés internationaux handicape lourdement les pays importateurs et, peut-être encore davantage, les pays exportateurs. Les fluctuations des cours sont particulièrement fortes pour les matières premières et les produits pour boissons. Les prix internationaux de certaines denrées alimentaires sont plus stables qu'auparavant, grâce au soutien des prix intérieurs (en particulier aux Etats-Unis), aux contrats à long terme — bien que ces mesures aient perdu de l'importance par rapport à l'après-guerre immédiat — et enfin, grâce aux accords internationaux sur les produits. Mais cette action stabilisatrice n'a guère influé sur la situation de la majorité des produits agricoles et les mouvements des prix des matières premières agricoles depuis la deuxième guerre mondiale ont été au moins aussi accentués que par le passé.

L'expérience d'après-guerre a montré combien il était difficile de réaliser des progrès dans ce domaine ; néanmoins une amélioration, si limitée soit-elle, a été réalisée. Il est probable que le renforcement de la stabilité des prix s'avérera aussi nécessaire — et peut-être aussi difficile — ces dix prochaines années que durant la précédente période décennale. La meilleure méthode sera peut-être de procéder graduellement, produit par produit, comme l'a laissé prévoir la récente réunion organisée par la FAO sur la stabilisation des prix de l'huile d'olive et cette méthode sera de nouveau évoquée lors des prochaines consultations sur le riz. Lorsque des accords internationaux sur les produits, comme ceux qui ont été conclus pour le blé et le sucre, sont irréalisables, des consultations internationales périodiques sur les perspectives des disponibilités exportables, des besoins d'importation et des politiques de prix pour des produits déterminés, aideraient à renforcer la stabilité. Il se peut que des accords internationaux sur la gestion des stocks nationaux soient encore plus efficaces. Il est même possible que l'on fasse appel, au cours des dix prochaines années, à des solutions encore plus énergiques,

par exemple à la constitution des stocks-tampons gérés et financés à l'échelon international. Dans le passé, une des principales difficultés a été de réaliser un accord sur les prix de base à pratiquer pour les accords internationaux sur les produits, par exemple pour le blé, et les pays pourraient peut-être y remédier en se mettant d'accord pour limiter l'amplitude des hausses et baisses de prix au cours d'une année ou d'une période plus courte, notamment en contingentant les exportations et les importations, en arrêtant de concert la gestion des stocks nationaux ou bien en constituant un stock-tampon international.

Il semble qu'à l'avenir la stabilité des prix internationaux sera surtout mise en danger par les énormes stocks d'excédents de certains produits agricoles qui menacent les marchés mondiaux. Aussi, importe-t-il particulièrement de poursuivre les consultations internationales sur l'écoulement des stocks et que les principaux pays détenteurs d'excédents continuent à faire preuve de prudence en mettant ces derniers sur le marché international. A cet égard, l'application des principes recommandés par la FAO pour l'écoulement des excédents, principes qui ont reçu l'adhésion internationale, peuvent aider de façon inappréciable à empêcher un effondrement des prix tel que celui qui a été enregistré entre les deux guerres.

REVENU ET PRODUCTIVITÉ AGRICOLES

Les changements qui sont intervenus dans l'équilibre entre les prix agricoles et les autres cours durant la guerre et l'après-guerre immédiat ont permis aux agriculteurs de sortir de la crise des années trente. La politique de soutien des prix et des revenus agricoles leur a assuré une sécurité économique sans précédent. Toutefois, exception faite de quelques pays, cette évolution n'a pas donné à l'agriculture des revenus comparables à ceux des autres branches d'activité. Elle n'a pas permis non plus aux revenus agricoles de suivre la hausse générale des revenus nationaux depuis la guerre. Dans la plupart des Etats, les gains relatifs réalisés par la population agricole au cours des premières années d'après-guerre tendent à disparaître.

Les effets des fluctuations de prix sur le producteur agricole ont été discutés dans les deux sections précédentes. Toutefois, en dernière analyse, le niveau des revenus dépend, dans une très large mesure, du niveau de productivité de la main-d'œuvre et si la productivité par individu n'augmente pas aussi vite dans l'agriculture que dans

les autres secteurs, il est probable que la situation économique relative de l'agriculteur continuera à décroître.

Les progrès techniques réalisés en agriculture, dont le chapitre IV donne un résumé, offrent la possibilité d'accroître rapidement la productivité par agriculteur. Les quelques données qui figurent dans le chapitre VI font penser qu'au moins un certain nombre de pays développés ont tiré parti de cette possibilité et que l'amélioration de la productivité de la main-d'œuvre y est tout à fait comparable à celle de la productivité de la main-d'œuvre industrielle.

Mais les progrès techniques ne pourront entraîner un accroissement de la production si les conditions ne permettent pas de les mettre à profit. Il faut tout d'abord que les méthodes améliorées soient mises à la portée de l'agriculteur par l'intermédiaire de services consultatifs et de vulgarisation et que l'on dispose de crédits ou d'autres ressources financières pour effectuer les investissements supplémentaires qui peuvent s'imposer. Ces problèmes ont déjà été discutés. Il faut également que l'on dispose de débouchés rémunérateurs pour écouler au besoin tout surcroît de production et l'on a également examiné cette question, sur le plan mondial, dans la section consacrée à l'accroissement probable de la demande.

Dans chaque pays toutefois, l'ampleur du marché des produits agricoles ne dépend pas seulement du niveau général de l'activité économique. Elle est également fonction des effectifs relatifs employés en agriculture et dans les autres secteurs. Par exemple, dans un pays industrialisé, si les effectifs occupés par l'agriculture représentent 10 pour cent de la population, ils ont la possibilité d'augmenter leur production jusqu'au point où chaque famille rurale pourra subvenir à ses propres besoins alimentaires et à ceux de 9 familles citadines. A l'opposé, dans un pays sous-développé, où 75 pour cent de la population est employée dans l'agriculture, seul un tiers de chaque famille citadine constitue un marché pour chaque famille rurale. Ce fait imposera un plafond très bas à l'expansion de la production agricole par individu.

Cet exemple, cela va de soi, simplifie beaucoup la réalité : il ne tient pas compte du marché d'exportation et de la possibilité d'accroître la production pour améliorer le niveau de la consommation alimentaire de la population rurale, niveau qui est parfois très insuffisant dans les pays sous-développés. Il permet néanmoins de dégager un principe d'ordre général qui revêt une très grande importance.

Il faut en conclure, et cela bien entendu ne constitue en rien une innovation, que les progrès de l'industrie et de l'agriculture sont étroitement liés et que l'expansion de l'activité industrielle dans les pays sous-développés est le prélude indispensable à toute amélioration substantielle de la productivité agricole et, partant, de la prospérité de la population rurale. L'accroissement des investissements dans les secteurs non agricoles peut être ainsi le moyen le plus rapide d'améliorer le sort de l'exploitant.

En outre, les pays sous-développés ont souvent une population rurale à forte densité, de sorte que la superficie moyenne de terre cultivable par famille agricole est trop faible pour que celle-ci soit pleinement occupée. Il en résulte un sous-emploi rural généralisé, à moins qu'il existe des possibilités d'emploi à temps partiel dans d'autres occupations. Dans de telles conditions, il s'ensuit qu'une amélioration sensible de la situation économique de la population rurale postule une réduction de ses effectifs tant en pourcentage qu'en chiffre absolu, sinon, l'étendue moyenne des exploitations ne pourra pas être portée à un niveau rentable. Cette nécessité constitue un obstacle qu'il est extrêmement difficile pour les pays sous-développés de franchir et cet état de choses va en s'aggravant, étant donné l'accélération de l'accroissement démographique que ces pays connaissent du fait de l'amélioration de leurs services sanitaires.

Les mesures énergiques que la plupart des gouvernements ont prises ces dix dernières années pour relever le niveau de leur production alimentaire et développer l'agriculture, en particulier dans les pays sous-développés, commencent maintenant à porter leurs fruits et à entraîner une hausse sensible de la production. Dans certains pays, tels que la Grèce et l'Inde, l'essor de la production a été remarquable et, dans ce dernier pays, a entraîné une baisse des cours agricoles et rendu difficile l'absorption des disponibilités par la consommation. Ce fait laisse entrevoir une intéressante éventualité. Les pays sous-développés sont gênés par une pénurie chronique de capitaux. En finançant leur développement économique, ils sont souvent obligés d'utiliser leurs propres ressources financières avec parcimonie afin d'éviter l'inflation. Dans d'autres cas, par exemple dans certains pays d'Amérique latine, ils ont dû amputer leur programme de développement pour atténuer la pression inflationniste. Il se peut toutefois que l'accroissement des disponibilités alimentaires modifie cet état de choses et offre la possibilité d'accroître les investissements nationaux sans créer d'infla-

tion. Les pays sous-développés auraient intérêt à étudier attentivement cette possibilité. Le développement de la production alimentaire dans les pays sous-développés pourrait ainsi fournir à lui seul de nouvelles possibilités de hâter le développement économique.

En outre, les disponibilités excédentaires des pays très développés peuvent servir à financer une accélération du développement économique si elles sont fournies aux pays sous-développés dans des conditions et avec des garanties satisfaisantes. Les principes qui s'appliquent à ces utilisations des denrées excédentaires et les garanties qu'il faut fournir pour que l'accélération du développement économique n'entraîne pas une baisse des revenus agricoles, ont été examinés dans une récente étude de la FAO¹.

CONCLUSION

On a étudié sous quatre rubriques distinctes les problèmes qui se posent encore et le parti que l'on peut tirer de l'expérience acquise ces dernières années pour les résoudre. Mais il vaut peut-être la peine de souligner une dernière fois les liens très étroits qui existent entre les différents problèmes de l'agriculture. Pour ne citer qu'un exemple, la compression des coûts de production grâce à la rationalisation de cette dernière peut aider à relever les niveaux de consommation, à alléger le fardeau que fait peser le soutien des prix, à développer le commerce mondial des produits agricoles (en particulier ceux qui sont concurrencés par des produits de remplacement synthétiques) et enfin améliorer les revenus agricoles.

Les problèmes que l'on vient d'examiner sont peu de chose au regard de ceux qui se posaient à l'humanité il y a une dizaine d'années. Alors que dans une grande partie du monde l'agriculture était complètement désorganisée et que la famine menaçait des millions d'invidus. Il n'en reste pas moins que les problèmes d'aujourd'hui seront peut-être encore plus difficiles à résoudre. Ceux de l'après-guerre immédiat avaient un caractère exceptionnel et il n'était guère douteux que l'humanité toute entière s'emploierait à les résoudre. Mais les problèmes actuels suscitent inévitablement des conflits d'intérêt plus graves et il sera par conséquent plus difficile, tant à l'intérieur des

¹ Etudes sur les politiques en matière de produits, n° 6, octobre 1955. *Utilisation des excédents de produits agricoles pour financer le développement économique des pays insuffisamment développés. Etude-pilote effectuée dans l'Inde.*

pays que sur le plan international, de réaliser un accord sur leur solution et l'effort de coopération que celle-ci exige.

Pour la première fois ou presque depuis 1945, la majorité des gouvernements disposent du temps et de la latitude nécessaires pour formuler leurs politiques. Les problèmes fondamentaux subsistent : sous-alimentation, faible niveau des revenus agricoles, forte pression exercée par la population rurale, etc., mais dans l'ensemble les gouvernements peuvent les envisager à plus longue échéance qu'auparavant, sans être excessivement préoccupés par de pressantes difficultés journalières telles que celles causées par l'inflation, le déficit commercial et la pénurie d'approvisionnements indis-

pensables au développement agricole. Les progrès se sont répartis de façon inégale et si certains pays sont encore aux prises avec les difficultés déjà mentionnées, d'autres sont déjà en train d'élaborer leurs plans à long terme. Mais cette disparité est en soi un avantage. Elle permet d'évaluer, comme on a essayé de le faire dans les pages précédentes, les avantages et les inconvénients des différentes politiques adoptées par les pays les plus avancés et fournit ainsi des points de repère pour les autres Etats. C'est en s'inspirant de l'expérience acquise et en évitant de retomber dans les erreurs passées qu'on formulera les politiques les plus efficaces pour la mise en valeur de l'agriculture, des forêts et des pêches.

DEUXIÈME PARTIE

RÉTROSPECTIVE DES DIX DERNIÈRES ANNÉES ET PERSPECTIVES A COURT TERME, PRODUIT PAR PRODUIT

BLÉ

Evolution de la production et des échanges

L'économie mondiale du blé, ces dix dernières années, a traversé trois phases. Durant la première, qui a duré jusqu'à la fin de 1947/48, la production se ressentant de la guerre, dont les effets ont été prolongés par de mauvaises campagnes, est restée à un niveau insuffisant, allant jusqu'à la pénurie. Il a fallu conserver le système d'allocation internationale des disponibilités exportables mis sur pied pendant les hostilités par le *Combined Food Board* et appliqué plus tard par le Conseil international de la crise alimentaire. Au cours de la seconde phase, qui s'est poursuivie jusqu'à la fin de 1951/52, la production mondiale s'est progressivement relevée et malgré le maintien des besoins mondiaux d'importation à un niveau élevé, les disponibilités exportables ont été suffisantes pour faire face à la demande effective. Au cours de la troisième phase, que nous traversons actuellement, les disponibilités sont devenues excessives.

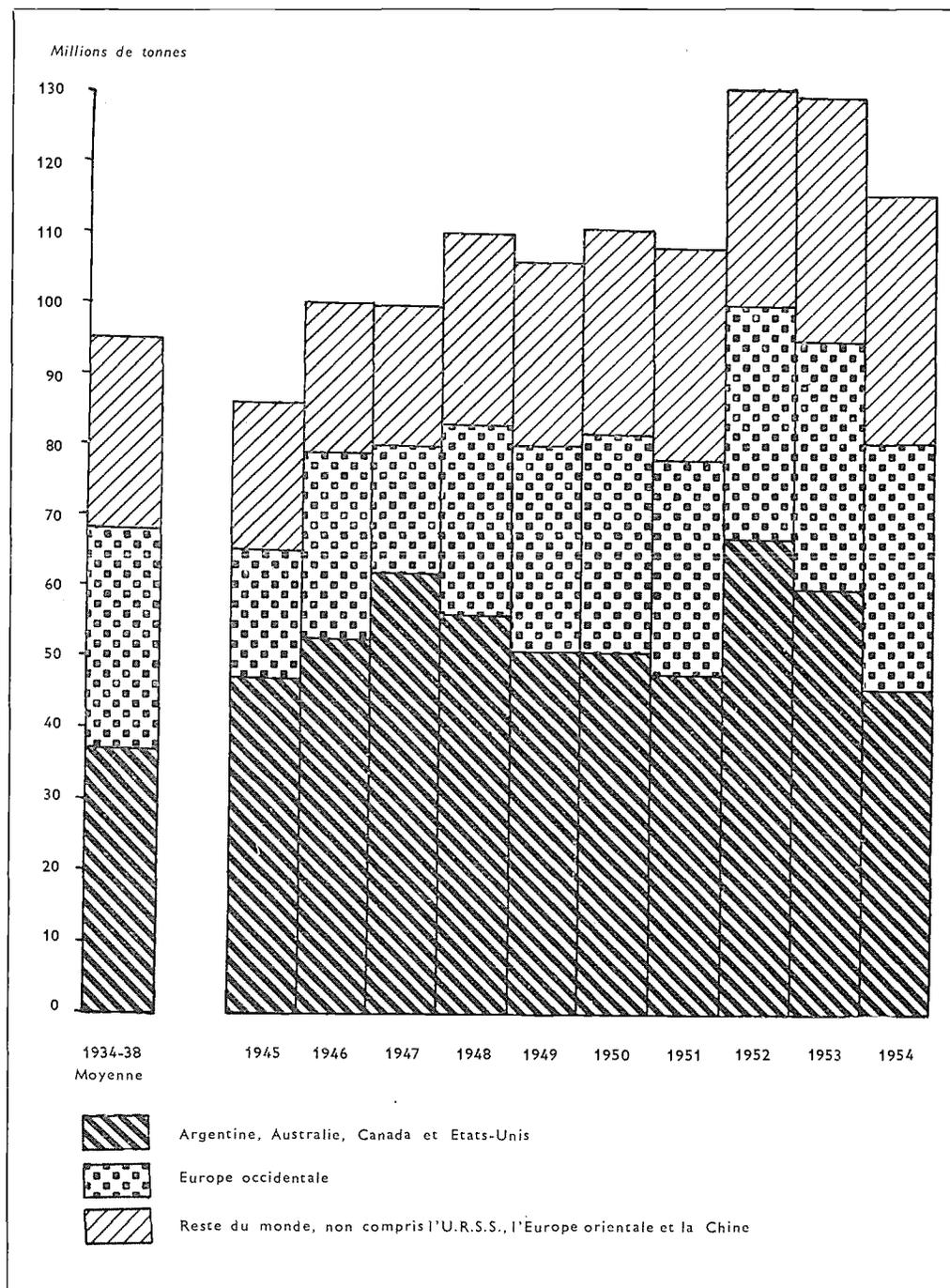
En ce qui concerne la demande, la situation après la guerre présentait des changements saisissants dont certains ont subsisté même après la disparition des pénuries immédiates. Le déficit d'un grand nombre de pays traditionnellement importateurs s'est alourdi du fait de l'accroissement démographique et du recul de la production. Certains pays qui étaient producteurs excédentaires de blé ou qui tout au moins suffisaient à leurs besoins, ont dû faire appel à des tonnages supplémentaires pour nourrir une population croissante et pour faire face à l'évolution du goût des consommateurs qui a favorisé le blé au détriment des autres céréales, évolution imputable à l'améliora-

tion des conditions d'existence et au développement de l'urbanisation. Enfin, les changements territoriaux et politiques ont privé certains pays importateurs de sources importantes d'approvisionnement, en blé et en autres céréales, qui faisaient autrefois partie de leur territoire ou avec lesquelles ils étaient étroitement liés politiquement ou économiquement. Aussi, les besoins d'importation, malgré leurs fluctuations, n'ont-ils cessé de se maintenir à des niveaux sensiblement plus élevés qu'avant la guerre.

La production de l'Europe occidentale, principale région importatrice, n'a rejoint son niveau d'avant-guerre qu'en 1950/51. Au cours de certaines années, la production a accusé un déficit anormal en France, en Italie et en Yougoslavie, du fait de mauvaises récoltes ; de son côté, l'Allemagne occidentale, qui recevait autrefois de forts tonnages d'Allemagne orientale, et où l'urbanisation a fait des progrès sensibles depuis l'avant-guerre, est devenue l'un des principaux importateurs mondiaux de blé.

En Asie, la contraction des récoltes de céréales alimentaires, la forte baisse des disponibilités de riz et les besoins d'une population croissante ont donné naissance à une nouvelle demande d'importation de blé d'un volume appréciable. Par suite du niveau élevé de la demande dans toutes les autres régions importatrices, l'Extrême-Orient n'a pu satisfaire entièrement ses besoins accrus au cours des premières années d'après-guerre. Cette situation a subsisté alors qu'ailleurs la reprise était achevée et il a fallu attendre 1951/52 pour que les importations de cette région atteignent leur maximum. L'Inde a importé de forts tonnages au cours de plusieurs années et le Japon qui, avec une population nettement accrue, est coupé de ses anciennes sources d'approvisionnement en riz et en autres céréales situées dans les pays voisins,

GRAPHIQUE C-1. — Production mondiale de blé ; moyenne 1934-38 et de 1945 à 1954



compte maintenant parmi les principaux importateurs mondiaux de blé. Les autres régions ont également accru leurs achats, mais leurs besoins ne représentent qu'une faible partie des importations mondiales.

Ces fortes demandes ont été satisfaites principalement par un accroissement de la production

en Amérique du Nord, notamment aux Etats-Unis, où des gains importants ont été enregistrés grâce à une série de bonnes campagnes et à l'extension des emblavures encouragée par l'application d'un système de prix de soutien élevé. Cet essor a été suffisamment prononcé aux Etats-Unis pour que ce pays puisse en même temps faire face

GRAPHIQUE C-2. — Exportations mondiales de blé et de farine de blé (en équivalent de blé), moyennes 1934/35-1938/39 et de 1945/46 à 1954/55

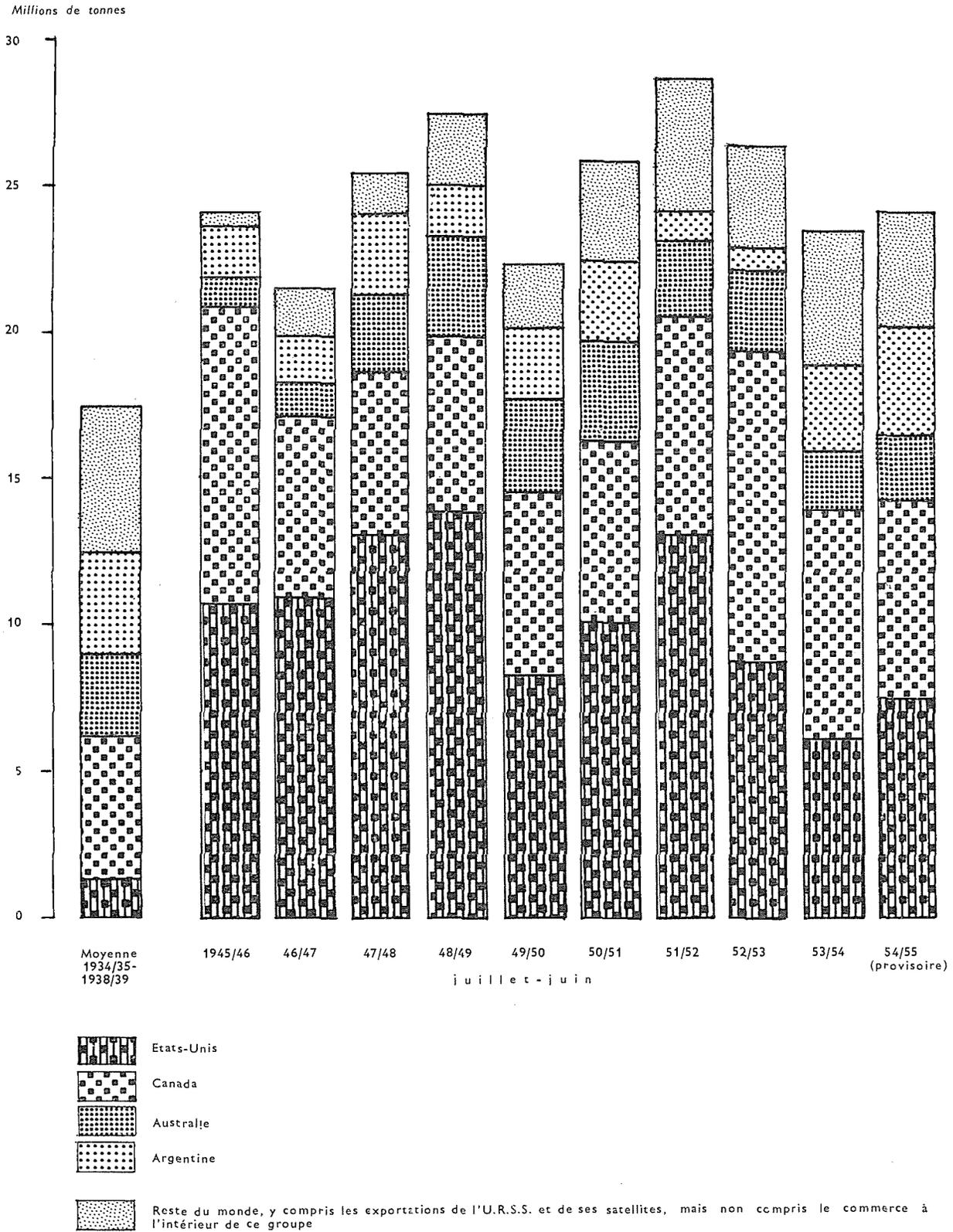


TABLEAU C-1. BLÉ : STOCKS DE FIN DE CAMPAGNE DANS LES QUATRE PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS

ANNÉES	Argen- tine 1er décem- bre	Austra- lie 1er décem- bre	Canada 1er août	Etats- Unis 1er juillet	Total
	..... millions de tonnes				
1924-28. moyenne.	0,5	0,2	1,4	3,1	5,2
1929-33. moyenne.	0,5	0,4	4,1	8,9	13,9
1934-38. moyenne.	0,3	0,5	3,3	4,3	8,4
1945	2,2	0,3	7,0	7,6	17,1
1946	1,2	0,5	2,0	2,7	6,4
1947	1,1	0,4	2,3	2,3	6,1
1948	2,0	0,7	2,1	5,3	10,1
1949	1,2	0,5	2,8	8,4	12,9
1950	0,2	1,2	3,1	11,6	16,1
1951	0,5	0,5	5,1	10,8	16,9
1952	0,1	0,5	5,9	7,0	13,5
1953	2,0	1,0	10,0	15,3	28,3
1954	1,6	2,6	15,9	24,5	44,6
1955 (chiffres pro- visaires) . . . . .	...	2,5	12,8	27,0	...

Sources : Renseignements puisés autant que possible aux sources officielles : *Food Research Institute*, Département de l'Agriculture des Etats-Unis, Bureau des Statistiques du Dominion du Canada et FAO.
... Non disponible.

à une forte expansion de sa consommation et devenir le principal exportateur mondial de blé durant la plus grande partie de la période d'après-guerre. Le Canada a également développé sa production pendant et après les hostilités et porté ses exportations à des niveaux supérieurs à ceux des années « vingt ». En Argentine et en Australie, la pénurie de main-d'oeuvre et de biens nécessaires à l'agriculture et la sécheresse qui a sévi pendant quelques campagnes ont entraîné un recul de la production durant et immédiatement

après le conflit, et les exportations de ces deux pays ne sont pas revenues tout de suite à leur niveau d'avant-guerre. En fait, la reprise de la production argentine de blé n'est apparue durable qu'à partir de 1953, mais l'Australie a pu exporter de forts tonnages de 1948 à 1953. Ces quatre pays exportateurs ont fourni à eux seuls, durant la plus grande partie de la période d'après-guerre environ 90 pour cent des expéditions mondiales. Les autres Etats exportateurs n'ont expédié que très peu de blé. A cet égard, on constate un étroit parallélisme entre les deux après-guerre. On a enregistré au cours de chacun d'eux un accroissement de la dépendance vis-à-vis des quatre principaux exportateurs et particulièrement de l'Amérique du Nord, encore que cette dépendance ait été moins prononcée après la deuxième guerre mondiale ; de même, on a observé chaque fois un fléchissement des expéditions des fournisseurs d'importance secondaire, en particulier l'U.R.S.S. et les pays d'Europe orientale. Vers les années « trente », ces fournisseurs avaient porté leurs expéditions à un niveau variant entre $\frac{1}{3}$ et $\frac{1}{4}$ des exportations mondiales, alors qu'à la fin de la période de 10 ans qui vient de s'écouler, même si l'on ajoute à ces expéditions celles de la France et de la Turquie, leur part ne s'est élevée qu'à $\frac{1}{5}$. Du fait de l'accroissement démographique, du renforcement de la consommation et des profonds changements qui sont intervenus dans l'organisation de l'agriculture, il est improbable que les pays du groupe oriental retrouvent la position prédominante qu'ils occupaient autrefois ; en fait, au cours de la plupart des années d'après-guerre, un, sinon plusieurs des pays de ce groupe, ont dû importer.

TABLEAU C-2. PRODUCTION DE BLÉ : 1945-1954 ET MOYENNE D'AVANT-GUERRE

PAYS OU RÉGIONS	Moyenne 1934-38	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	..... millions de tonnes										
Argentine	6,6	3,9	5,6	6,5	5,2	5,1	5,8	2,1	7,6	6,2	7,5
Australie	4,2	3,9	3,2	6,0	5,2	5,9	5,0	4,3	5,3	5,4	4,5
Canada	7,2	8,7	12,3	9,3	10,5	10,1	12,6	15,0	18,8	16,7	8,1
Etats-Unis	19,5	30,1	31,4	37,0	35,2	29,9	27,7	26,7	35,3	31,8	26,4
Total (4 pays)	37,5	46,6	52,5	58,8	56,1	51,0	51,1	48,1	67,0	60,1	46,5
Europe occidentale	30,8	18,2	26,1	17,7	27,9	30,1	30,6	30,2	32,6	35,1	35,2
Proche-Orient	9,6	6,5	8,5	7,6	10,8	9,0	10,7	1,1	13,3	15,7	13,3
Extrême-Orient ¹	12,1	11,8	10,3	9,2	10,5	11,4	12,0	12,1	11,0	11,5	13,5
Autres pays	4,6	3,3	3,5	5,0	5,5	5,6	6,2	5,9	6,6	7,5	8,4
TOTAL MONDIAL ²	94,6	86,4	100,9	98,3	110,8	107,1	110,6	108,2	130,5	129,9	116,9

¹Non compris la Chine et la Mandchourie.

²Total mondial, non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale, la Chine et la Mandchourie.

TABLEAU C-3. EXPORTATIONS DE BLÉ ET DE FARINE DE BLÉ ; 1945/46-1954/55 ET MOYENNE D'AVANT-GUERRE

PAYS	Juillet - juin										1954/ 1955 chiffres provi- saires
	Moy- enne 1934/35 1938/39	1945/ 1946	1946/ 1947	1947/ 1948	1948/ 1949	1949/ 1950	1950/ 1951	1951/ 1952	1952/ 1953	1953 1954	
	..... millions de tonnes, en équivalent de blé ¹										
Argentine.	3,3	1,9	1,7	2,8	1,7	2,4	2,8	0,9	0,8	3,0	3,5
Australie.	2,9	1,0	1,3	2,6	3,3	3,1	3,5	2,7	2,7	1,9	2,5
Canada.	4,8	10,2	6,2	5,6	6,1	6,3	6,1	9,4	10,7	7,8	6,8
Etats-Unis ²	1,3	10,7	10,8	13,1	13,8	8,2	10,1	13,0	8,7	6,0	7,4
Total (4 pays)	12,3	23,8	20,0	2,41	24,9	20,0	22,5	26,0	22,9	18,7	20,2
Autres pays	5,2	0,2	1,3	1,4	2,4	2,2	3,2	2,5	3,4	4,6	4,8
TOTAL MONDIAL ³	17,5	24,0	21,3	25,5	27,3	22,2	25,7	28,5	26,3	23,3	25,0

¹La conversion de la farine en équivalent de blé a été faite en appliquant les taux de blutage suivants : Argentine 70 %, Australie 72 %, Canada 72,6 %, Etats-Unis 71,5 %, autres pays 75 %.

²Ces chiffres comprennent les exportations effectuées au titre des différents programmes d'aide à l'étranger des Etats-Unis ainsi que les tonnages expédiés aux territoires et aux possessions de ce pays, mais ne tiennent pas compte des exportations de farine obtenue à partir de blé canadien importé pour être moulu sous le régime de l'admission temporaire.

³Y compris les exportations de l'U.R.S.S. et de ses satellites ; non compris le commerce à l'intérieur de ce groupe.

En 1950/51, la production de blé dans les pays autres que les quatre principaux exportateurs était revenue à son niveau d'avant-guerre. La perspective d'un accroissement excessif des disponibilités mondiales de blé était apparue nettement

avant même cette campagne et avait amené les Etats-Unis à imposer des restrictions aux emblavures pour les récoltes de 1950/51 et à les maintenir en 1951/52. Au cours de cette dernière campagne, par suite de la crise coréenne, ces restric-

TABLEAU C-4. IMPORTATIONS DE BLÉ ET DE FARINE DE BLÉ : 1946/47-1953/54 ET MOYENNE D'AVANT-GUERRE

RÉGIONS	Juillet - juin									
	Moyenne 1934/35 1938/39	1946/47	1947/48	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53	1953/54	
 millions de tonnes, en équivalent de blé									
Europe occidentale.	12,5	12,4	17,3	16,8	12,6	12,9	14,4	13,8	12,0	
dont :										
Allemagne occident.	1,3	2,2	3,6	3,3	2,4	2,4	2,3	2,3	2,4	
Italie.	0,7	1,3	2,4	2,3	1,2	1,3	1,8	1,2	0,6	
Royaume-Uni	5,8	4,6	5,3	5,7	4,7	4,2	4,9	4,7	3,9	
Asie	1,9	3,7	3,8	5,3	5,6	5,2	7,9	5,6	6,1	
dont :										
Inde . . . . .	...	...	1,3	2,0	1,7	2,1	4,1	1,4	0,7
Japon	0,3	0,7	1,0	1,6	2,0	1,6	1,7	1,2	2,5	
Autres régions	3,2	4,4	3,8	4,3	4,6	5,8	6,6	6,5	5,4	
dont :										
Brésil.	1,0	0,9	0,6	0,8	1,1	1,4	1,4	1,4	1,6	
TOTAL MONDIAL	17,6	20,5	24,9	26,4	22,8	23,9	28,9	25,9	23,5	

¹La moyenne d'avant-guerre a été établie d'après l'estimation des quantités importées dans le territoire actuel, en provenance de tous les pays, y compris des autres parties de l'ancienne Allemagne.
... Non disponible.

tions ont été supprimées avant la fin des semailles ; le niveau élevé de la demande mondiale, dû à l'apparition d'une demande de stockage engendrée par les hostilités en Corée et au faible volume des récoltes de quelques pays importateurs, en particulier l'Inde, a retardé l'apparition d'excédents. En 1952/53, toutefois, des récoltes exceptionnelles dans les quatre principaux pays exportateurs et quelques-uns des pays exportateurs d'importance secondaire, ainsi que le recul de la demande d'importation dû à d'excellentes récoltes dans les pays européens ont entraîné l'accumulation de gros excédents. Au cours de cette seule année, les stocks de fin de campagne dans les quatre principaux pays exportateurs sont passés de 13 millions à 28 millions de tonnes. L'année suivante, la production s'est maintenue à peu près au même niveau et les stocks ont atteint 45 millions de tonnes, volume sans précédent représentant près du double du volume annuel récemment atteint par les exportations mondiales. En 1954/55, les disponibilités exportables et les stocks de report ont atteint un niveau record et, malgré une médiocre récolte au Canada et une baisse de la production aux Etats-Unis, due au rétablissement des restrictions aux emblavures, il apparaissait douteux que le volume total des stocks de fin de campagne fléchisse sensiblement. On pense qu'aux Etats-Unis l'application à la récolte de 1956/57 de nouvelles restrictions aux emblavures permettra d'aligner les disponibilités assurées par cette récolte sur la consommation prévue et peut-être même de réduire légèrement les stocks. Toutefois, étant donné que la récolte mondiale de 1955 semble devoir être bonne, les stocks reportés sur 1956/57 seront encore élevés.

L'évolution de la production des stocks et du commerce et les changements intervenus dans la structure des exportations et des importations sont résumés dans les tableaux C-1 à C-4.

Evolution du marché et des prix

L'intervention gouvernementale dans le domaine de la production, des prix et du commerce du blé, qui s'était déjà manifestée sur une assez grande échelle au cours des années « trente », s'est élargie considérablement pendant et après la guerre lorsqu'il s'est agi surtout de développer la production au maximum. Par la suite, d'autres raisons, en particulier soutenir les revenus agricoles, encourager le développement économique et protéger la balance des paiements, ont joué un rôle prédominant. L'intervention gouvernementale a consisté généralement à garantir les prix à la produc-

tion et à contrôler les exportations et les importations. En général, dans chaque pays, le gouvernement a orienté sa politique de production dans le sens de l'expansion sans tenir compte de l'évolution des prix et de l'offre à l'étranger. L'apparition des excédents a mis en évidence le besoin d'ajuster cette politique ; aussi, certains pays ont modifié la leur en abaissant le prix de soutien consenti aux agriculteurs et en réduisant les quantités auxquelles il s'applique. D'autre part, dans certains pays importateurs, les gouvernements viennent d'assouplir le contrôle des importations par suite de l'amélioration des disponibilités et d'une distribution plus large des exportations de blé ainsi qu'en raison de l'atténuation des difficultés posées par les transactions en devises fortes, mais en général le système de prix garantis à la production a été maintenu. Dans les pays exportateurs, les ventes à l'exportation sont d'ordinaire le monopole d'offices publics de commercialisation qui achètent toute la production nationale ou bien sont prêts à prendre en charge les quantités qu'on leur offre. Ces offices, en stockant et en assurant une commercialisation ordonnée, ont évité le déséquilibre des prix mondiaux qui aurait pu se produire après les abondantes récoltes de 1952 et 1953.

Le commerce international a été caractérisé par le fréquent recours aux contrats d'achat en bloc dont l'exécution a été assurée par des organismes gouvernementaux ou semi-gouvernementaux. Les transactions effectuées dans le cadre de l'Accord international sur le blé ont représenté plus de la moitié du volume du commerce international du blé de 1949/50 à 1952/53 et une partie importante des exportations au cours de ces deux dernières années ; une grande partie des autres transactions s'est effectuée au titre de contrats gouvernementaux bilatéraux souvent conclus dans le cadre de vastes accords commerciaux ou d'accords de troc. Ce sont des considérations de devises et non de prix qui ont souvent déterminé la source et la destination des expéditions de blé et qui ont entraîné une grande partie des variations de cours enregistrées durant la période.

Dans ces conditions d'isolement des marchés nationaux et de systèmes de prix multiples sur les marchés d'exportation, il est difficile de parler d'un « prix mondial » au sens où on l'entendait primitivement. Lorsque le premier Accord international sur le blé a été appliqué, il existait en gros trois prix d'exportation, à savoir par ordre croissant : le prix fixé pour les ventes effectuées au titre de l'AIB, en pratique le prix maximum fixé par ce dernier ; le prix pratiqué pour les ventes effec-

TABLEAU C-5. PRIX DU BLÉ AU CANADA ET AUX ETATS-UNIS : 1945/46-1954/55

ANNÉES COMMENÇANT EN JUILLET	Canada			Etats-Unis			Subventions accordées pour les tonnages expédiés des ports du Golfe du Mexique, dans le cadre de l'AIB	
	Prix reçus par les producteurs (moyenne des différen- tes qualités) ¹	No. 1 Northern Manitoba		Prix moyen national de soutien (à la production)	Prix reçus par les producteurs (moyenne toutes qualités)	Blé dur d'hiver No 2 Kansas City, comptant (moyenne pondérée)	minimum	maximum
		Prix d'exporta- tion fixés par contrats ^{1 2 3}	Autres prix d'exporta- tion ^{1 3}					
	..... dollars canadiens par bushel ....			..... dollars E.-U. par bushel			cents des Etats-Unis par bushel	
1945/46	1,83	1,40	...	1,38	1,49	1,60	—	—
1946/47	1,83	1,46	2,27	1,49	1,90	2,09	—	—
1947/48	1,83	1,43	2,61	1,83	2,29	2,52	—	—
1948/49	1,83	1,87	2,14	2,00	1,98	2,19	—	—
1949/50	1,83	{1,87 1,77}	{ 1,99	1,95	1,88	2,16	49	67
1950/51	1,85	1,80	1,97	1,99	2,00	2,32	53	76
1951/52	1,84	1,85	2,31	2,18	2,11	2,44	39	74
1952/53	1,84	1,86	2,23	2,20	2,09	2,27	40	62
1953/54 . . . . .	...	⁴ 1,91	⁴ 1,93	2,21	2,04	2,30	⁶ 8	⁶ 7
1954/55 ⁵ . . . . .	...		⁴ 1,73	2,24	2,09	2,43	⁶ 2	⁶ 7

¹ En magasin, Fort William/Port Arthur.

² Les cinq premiers prix indiqués dans cette colonne sont ceux du contrat conclu entre le Royaume-Uni et le Canada. Les autres prix s'appliquent aux ventes effectuées dans le cadre de l'AIB.

³ Y compris les frais de détention d'août 1947 à août 1953.

⁴ Depuis la première semaine d'août 1953, les prix au comptant pour les ventes effectuées par contrat ou non sont identiques.

⁵ Provisoire.

⁶ Ces chiffres s'appliquent également à certaines ventes effectuées en dehors de l'AIB.

... Non disponible.

— Néant ou négligeable.

tuées en dehors de l'AIB et déterminé généralement par les cours du marché des Etats-Unis; et enfin, le prix en vigueur pour le blé provenant de pays de la zone non dollar, prix comportant d'ordinaire une prime. Toutefois, après 1952/53, du fait de l'apparition d'excédents et de l'atténuation de la pénurie de dollars les prix ont fléchi et l'écart qui existait entre les trois catégories a été éliminé en grande partie. Le prix pour les ventes effectuées dans le cadre du nouvel Accord sur le blé est tombé au-dessous du maximum fixé par ce dernier et les prix pour les transactions effectuées en dehors de l'AIB sont tombés au niveau des prix AIB. Aux Etats-Unis le prix du marché libre, qui a continué à faire l'objet d'un soutien dans le cadre du système de prêts sur récoltes, a beaucoup perdu de son importance en tant que prix d'exportation et la prime dont bénéficiait le blé vendu par les pays de la zone non dollar a disparu. Exception faite du Canada et de l'Australie, où les prix à la production sont fixés au-dessous du prix d'exportation, les pays fournisseurs se sont vus dans l'obligation de verser des subventions à l'exportation ou de couvrir à l'aide des fonds publics les pertes que subissent leurs offices de commercialisation. Toutefois, grâce à l'existence de ces offices, la baisse des prix d'exportation a été moins prononcée qu'elle au-

rait pu l'être dans des conditions de marché libre. Un certain nombre de séries de prix importantes de cette période figurent au tableau C-5.

Perspectives

Les stocks de report abondants dont disposent les pays exportateurs continueront à peser sur le marché du blé l'année prochaine. Les restrictions à la production appliquées aux Etats-Unis et les conditions atmosphériques défavorables qui ont sévi au Canada en 1954, ont freiné l'accroissement du volume des stocks en 1954/55 et il se peut que le maintien des restrictions aux Etats-Unis amène une légère baisse de la production vers la fin de 1955/56. Ailleurs, la production n'a fait l'objet d'aucune limitation et le mouvement ascendant qu'elle accuse dans de nombreux pays n'est probablement pas encore arrivé à son terme. Aussi ne peut-on guère s'attendre, dans l'avenir immédiat, à une reprise sensible du commerce et il est probable que les disponibilités continueront à exercer une pression sur les marchés de céréales. Jusqu'ici, la politique gouvernementale de stockage et de commercialisation ordonnée a empêché des variations brutales sur le marché d'exportation; il n'est pas exclu que ces mesures de sauvegarde soient maintenues et même renfor-

cées si l'Accord international sur le blé est reconduit en 1956/57 et si son application est étendue à une partie importante du commerce mondial. La situation future dépendra principalement des conditions atmosphériques dans le monde, de l'écoulement des excédents actuels des Etats-Unis et des changements qui pourront intervenir dans la politique agricole de ce pays

CÉRÉALES SECONDAIRES

Production et échanges

Contrairement à ce qui s'est passé pour le blé, la production de céréales secondaires était, à la fin des hostilités, légèrement supérieure à celle des années qui ont immédiatement précédé la guerre ; elle s'est encore accrue notablement depuis 1954. Cependant, des changements importants sont intervenus dans sa répartition. Aux Etats-Unis, bien que la superficie cultivée n'ait pratiquement pas augmenté, la production s'est sensiblement accrue, principalement par suite de l'adoption généralisée de variétés hybrides de maïs. Après la guerre, les récoltes de cette céréale ont oscillé autour de 80 millions de tonnes, contre 53 millions de tonnes au cours de la période 1934-38. L'orge et l'avoine ont également été produites en quantité croissante et le sorgho, céréale relativement peu importante, a fait un bond en avant. Seul le seigle a quelque

peu fléchi. Le Canada a également développé sa production de céréales fourragères en augmentant à la fois les superficies cultivées et les rendements, notamment l'orge dont le tonnage est maintenant entre le double et le triple de celui d'avant-guerre ; le Canada est ainsi devenu récemment le plus gros exportateur de céréales fourragères. L'Australie a également augmenté régulièrement les superficies cultivées et les rendements et, au cours de ces dernières années, sa production a atteint environ le double du volume d'avant-guerre. L'expansion de ces trois pays a eu des répercussions sur la structure des exportations mondiales. La production, principalement celle de l'orge, a également augmenté d'une façon continue au Proche-Orient où les récoltes des trois dernières années ont été supérieures de 50 pour cent environ à celles d'avant-guerre. Par rapport à cette période les exportations d'orge de la région ont récemment doublé et celles de l'Afrique du Nord française ont également augmenté considérablement. L'Union Sud-Africaine a également élevé très sensiblement le niveau de sa production de maïs par rapport à la moyenne d'avant-guerre mais, en raison de l'accroissement de sa consommation intérieure, ses exportations ont rarement atteint leur volume d'avant-guerre.

La production de l'Argentine a suivi une évolution très différente. Ce pays était le principal exportateur avant la guerre, mais la diminution des surfaces cultivées, jointe à plusieurs mauvaises

TABLEAU C-6. PRODUCTION DE CÉRÉALES SECONDAIRES¹ ; 1945-54 ET MOYENNE D'AVANT-GUERRE

PAYS OU RÉGIONS	Moyenne 1934- 1938	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
..... millions de tonnes											
Argentine	9,4	5,5	8,2	8,7	5,1	2,0	4,8	2,9	7,3	6,9	6,6
Australie	0,7	0,9	0,7	1,4	1,0	1,1	1,1	1,2	1,7	1,6	1,2
Canada	7,1	9,7	9,5	7,3	9,9	8,1	10,9	13,7	14,7	13,2	9,5
Etats-Unis	72,6	101,4	109,0	83,7	120,1	106,1	105,3	98,9	107,1	104,4	105,8
Total (4 pays)	89,8	117,5	127,4	101,1	136,1	117,3	122,1	116,7	130,8	126,1	123,1
Europe occidentale	42,7	28,4	33,8	32,2	36,3	39,2	37,1	42,5	40,4	45,8	44,3
Autres pays	36,3	32,2	35,2	36,0	38,9	40,8	40,1	41,3	45,2	49,5	48,3
TOTAL MONDIAL ²	168,8	178,1	196,4	169,3	211,3	197,3	199,3	200,5	216,4	221,4	215,7
dont :											
seigle	9,4	6,6	7,3	6,6	8,4	8,4	8,8	8,2	9,8	9,4	10,2
orge	27,9	26,9	29,6	28,7	33,4	31,9	34,9	37,4	41,3	43,4	43,7
avoine	37,4	42,8	43,5	36,2	41,8	40,1	43,5	44,2	43,8	42,3	43,8
maïs	94,1	101,8	116,0	97,8	127,7	116,9	112,1	110,7	121,5	126,3	118,0

¹Seigle, orge, avoine et maïs.

²Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale, la Chine et la Mandchourie.

récoltes, ont sensiblement réduit sa production. Dans l'ensemble, sa récolte de maïs a été inférieure de plus de moitié à celle d'avant-guerre et le relèvement des prix à la production, survenu ces dernières années, n'a pas encore permis à cette culture de rattraper tout son retard. On a enregistré cependant un accroissement notable de la production d'orge, d'avoine et de seigle ; la culture de ces céréales a été moins affectée que celle du maïs par la hausse des dépenses d'exploitation et la pénurie de main-d'œuvre et de biens nécessaires à la production, pendant et après la guerre. Le recul des exportations de maïs d'Argentine n'a été compensé que partiellement par l'accroissement des exportations d'autres céréales fourragères.

En 1945, la production de l'Europe occidentale était tombée aux deux tiers de son niveau d'avant-guerre, mais elle n'a cessé d'augmenter au cours des dix années ; elle n'a toutefois rejoint ce niveau qu'en 1951. Dans l'ensemble, le développement de la production a été plus marqué dans le nord et l'ouest de l'Europe que dans les autres régions de ce continent, et il convient de noter l'importance prise par la culture de l'orge, particulièrement au Royaume-Uni, en France et au Danemark.

Contrairement à ce qui s'est produit pour le blé, le commerce de céréales secondaires n'a repris que très lentement et ce n'est qu'en 1953/54 qu'il

a atteint son niveau de 1934-38. Au cours des premières années d'après-guerre, les exportations de céréales fourragères furent entravées par la priorité accordée aux transports de blé, plus que par le manque de ressources (sauf pour le maïs) ; la pénurie de dollars a continué pendant quelques années à constituer un obstacle car, depuis la guerre, l'Amérique du Nord a régulièrement fourni la moitié au moins des exportations mondiales, contre un peu plus de 10 pour cent avant la guerre. Bien que la part de l'Australie dans les exportations soit faible par comparaison à celle du Canada et des Etats-Unis, elle accuse une augmentation relativement importante. Par contre, les expéditions des autres exportateurs de céréales secondaires ont beaucoup diminué. L'Argentine n'a réussi que deux fois depuis dix ans à atteindre la moitié de ses exportations d'avant-guerre, qui étaient de 7 millions de tonnes environ et, certaines années, le volume de ses exportations a été extrêmement faible. En raison de ce recul, les exportations mondiales de maïs sont encore inférieures de 50 pour cent à celles d'avant-guerre. Les expéditions de l'Europe orientale et de l'U.R.S.S. sont également tombées très au-dessous de celles d'avant-guerre (tableau C-7).

La majeure partie des exportations mondiales a continué, comme avant la guerre, à être dirigée

TABLEAU C-7. EXPORTATIONS DE CÉRÉALES SECONDAIRES¹ ; 1945/46-1954/55 ET MOYENNE D'AVANT-GUERRE

PAYS	Juillet - juin										
	1934/35-1938/39 Moyenne	1945/46	1946/47	1947/48	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53	1953/54	1954/55 provisoires
	..... millions de tonnes										
Argentine	7,3	2,2	2,6	4,4	2,3	1,9	0,6	1,1	0,9	3,8	2,7
(dont maïs)	(6,5)	(1,1)	(1,9)	(3,0)	(1,9)	(1,2)	(0,2)	(0,6)	(0,6)	(1,3)	(1,7)
Australie	—	—	0,1	0,3	0,5	0,4	0,5	0,5	0,7	0,7	0,5
Canada	0,5	1,0	0,7	0,4	1,2	1,0	1,1	2,5	4,0	3,9	2,1
Etats-Unis ²	1,1	1,0	3,4	1,4	3,2	3,6	3,9	2,7	3,9	3,1	3,0
(dont maïs)	(0,8)	(0,5)	(2,9)	(0,8)	(2,3)	(2,8)	(2,9)	(2,0)	(3,1)	(2,8)	(1,9)
Total (4 pays)	8,9	4,2	6,8	6,5	7,2	6,9	6,1	6,8	9,5	11,5	8,3
Autres pays	5,9	0,3	1,4	3,1	3,5	3,9	3,6	4,6	3,5	3,3	2,9
(dont l'U.R.S.S. et l'Europe orientale) ³	(2,5)	(—)	(...)	(1,3)	(1,3)	(2,0)	(1,1)	(1,5)	(0,9)	(0,5)	(...)
TOTAL MONDIAL	14,8	4,5	8,2	9,6	10,7	10,8	9,7	11,4	13,0	14,8	11,2

¹Seigle, orge, avoine et maïs. Exportations brutes.

²Les Etats-Unis ont également exporté après la guerre d'importantes quantités de sorgho dépassant parfois un million de tonnes ; avant la guerre ces exportations étaient très faibles.

³Y compris les exportations de l'U.R.S.S. et de ses satellites ; non compris le commerce à l'intérieur de ce groupe.

— Néant ou négligeable.

... Non disponible.

TABLEAU C-8. IMPORTATIONS DE CÉRÉALES SECONDAIRES¹; 1946/47-1953/54 ET MOYENNE D'AVANT-GUERRE

RUBRIQUES	Juillet - juin								
	1934/35- 1938/39	1946/47	1947/48	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53	1953/54
	<i>millions de tonnes</i>								
Europe occidentale . . .	12,5	5,0	7,0	8,0	9,3	7,2	9,2	8,2	9,5
dont :									
Belgique	1,4	0,5	0,7	0,8	1,1	0,7	0,8	1,0	1,3
Allemagne occid. ²	1,6	0,9	0,8	1,7	1,8	0,8	1,8	1,8	1,2
Pays-Bas	1,3	0,3	0,7	0,6	1,0	0,8	0,8	0,6	1,3
Royaume-Uni . . .	4,3	0,5	1,5	2,1	1,8	2,0	2,7	2,1	2,8
Asie.	0,3	1,3	1,2	1,0	0,7	0,8	0,8	1,9	1,3
dont :									
Japon.	0,2	0,3	0,3	0,6	0,5	0,7	0,6	1,3	1,1
Autres pays	1,9	1,5	1,5	1,6	1,5	1,5	1,9	2,4	3,5
TOTAL MONDIAL . . .	14,7	7,8	9,7	10,6	11,5	9,5	11,9	12,5	14,3
dont:									
Seigle	1,0	0,5	1,4	1,1	1,5	0,8	0,9	0,7	1,6
Orge	2,7	1,7	2,3	2,6	3,6	3,2	4,3	6,0	5,6
Avoine	0,9	1,1	0,7	1,3	1,1	1,1	1,8	1,6	2,0
Maïs	10,1	4,5	5,3	5,6	5,3	4,4	4,9	4,2	5,1

¹Seigle, orge, avoine et maïs. Importations brutes.

²1946/48 - 1948/49 : Bizone. La moyenne d'avant-guerre a été établie d'après l'estimation des quantités importées dans le territoire actuel, en provenance de tous les pays, y compris des autres parties de l'ancienne Allemagne.

sur l'Europe occidentale, mais actuellement, la part achetée par cette région est plus faible, aussi bien en valeur absolue qu'en valeur relative. En 1953/54, ses importations n'atteignaient que 9,5 millions de tonnes, contre 12,5 millions de tonnes avant la guerre. Cependant, en raison de l'accroissement de la production intérieure, les disponibilités européennes sont actuellement un peu supérieures à ce qu'elles étaient avant la guerre et le niveau de la consommation pour l'alimentation animale aussi bien que pour les usages industriels a légèrement augmenté.

En dehors de l'Europe, la demande demeure supérieure à celle d'avant-guerre en raison des besoins d'importation du Japon. Les Etats-Unis ont également importé du Canada de grosses quantités d'orge, d'avoine et de seigle (tableau C-8).

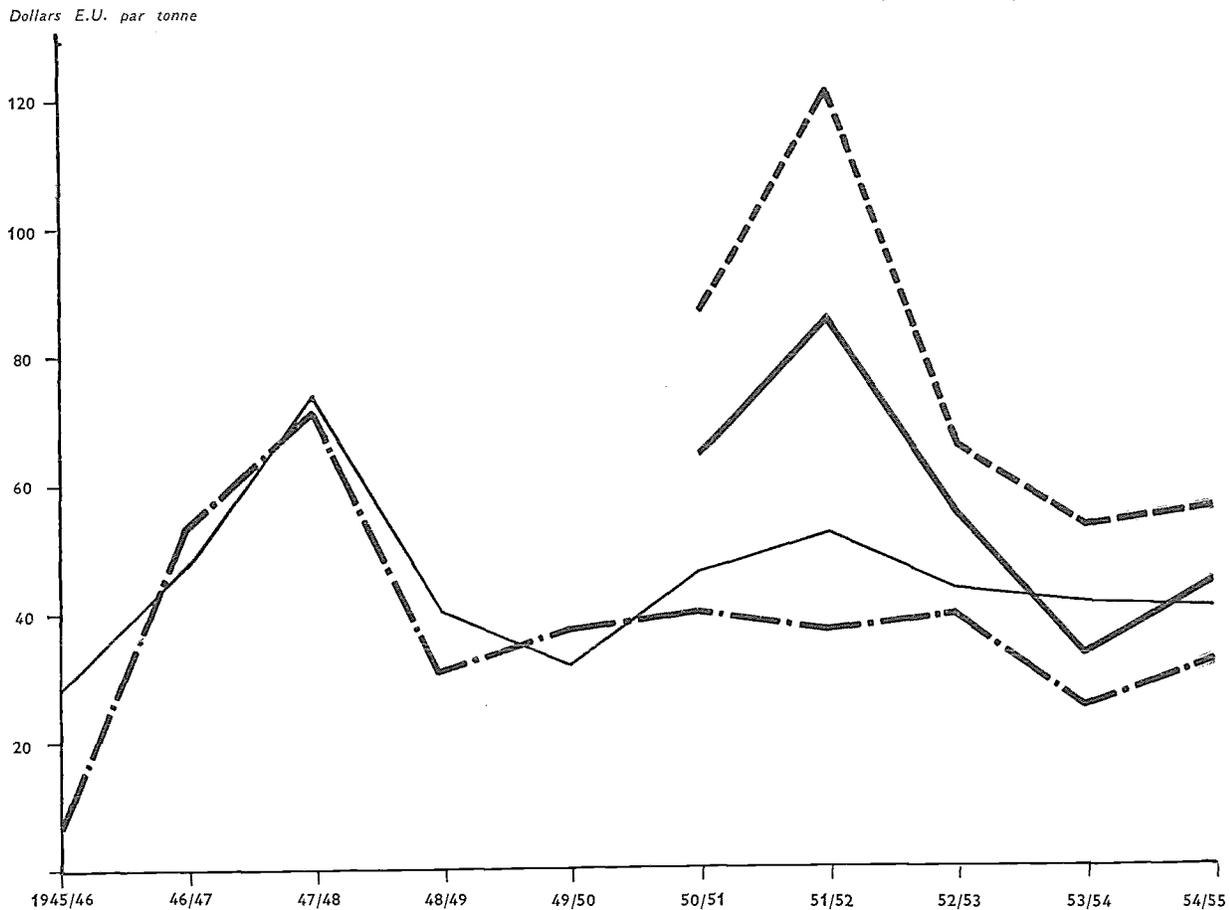
Prix

Les prix des céréales fourragères ont atteint leur niveau maximum d'après-guerre en 1947/48 à la suite de l'abolition des contrôles de prix et

d'une mauvaise récolte de maïs aux Etats-Unis. Cette année-là, les cours du maïs ont dépassé 90 dollars la tonne à Chicago, et les cours des céréales fourragères ont atteint un niveau analogue au Canada et dans les autres pays. Ils se sont effondrés l'année suivante à un niveau moyen de 60 dollars la tonne. Il y eut ensuite une certaine reprise, puis une nouvelle pointe à 72 dollars la tonne en 1951/52, coïncidant avec la hausse des prix provoquée par la guerre de Corée. Par la suite, les cours ont évolué dans le sens de la baisse, malgré un certain renversement de la tendance survenu en 1954/55.

Dans l'ensemble, les prix des céréales fourragères ont subi sur le marché mondial « libre » des fluctuations plus importantes que ceux du blé et beaucoup plus marquées que les prix de cette même céréale fixés par l'Accord international sur le blé. Comme pour le blé, les cours de la zone dollar et ceux des pays situés en dehors de cette zone ont accusé de grands écarts jusqu'en 1951/52, mais les ajustements qui se sont produits les deux années suivantes ont ramené à un niveau sensiblement uniforme les prix des céréales fourragères de différentes provenances (tableau C-9).

GRAPHIQUE C-3. — Prix des céréales secondaires, 1945/46 à 1954/55



TABEAU C-9. PRIX DES CÉRÉALES SECONDAIRES; 1945/46-1954/55

CAMPAGNE COMMENÇANT EN JUILLET	... Prix au comptant ...				Prix c.a.f. ports de la Mer du Nord	
	Canada		Etats-Unis		Argentine Maïs	Irak Orge
	Avoine	Orge	Orge	Maïs		
	N° 1 fourragère ¹	N° 1 fourragère ¹	N° 3 fourragère à Minnéapolis	Yellow N° 3 Chicago		
	..... dollars E.U. par tonne					
1945/46	30	27	53	49	...	...
1946/47	258	273	62	68	...	...
1947/48	276	291	81	94	...	...
1948/49	46	51	50	60	...	...
1949/50	50	57	50	52	...	...
1950/51	57	60	56	66	106	84
1951/52	56	57	56	72	131	105
1952/53	52	59	54	63	86	76
1953/54	47	45	45	61	73	53
1954/55	53	52	47	60	76	64

- Orge irakien c.a.f. Europe
- - - Orge canadienne (fourragère N.° 1)
- . - . Maïs argentin c.a.f. Europe
- Maïs Chicago yellow N.° 3

Situation actuelle et perspectives

L'abondante production enregistré généralement en Amérique du Nord au cours de ces dernières années a provoqué un gonflement des stocks. Au Canada, la tendance à l'expansion a été renversée en 1954/55 par suite de conditions météorologiques défavorables. Cependant, les premiers renseignements parvenus de ce pays indiquent un certain accroissement des superficies ensemencées en céréales fourragères en 1955. Aux Etats-Unis, en dépit des restrictions de superficie appliquées au maïs en 1954 à la suite de l'augmentation des stocks, ces derniers ont atteint en 1954/55 un chiffre record. Les restrictions de superficie seront

Source : Die Weltmärkte wichtiger Nahrungsmittel, Bonn (Marchés mondiaux des principales denrées alimentaires).

¹En magasin Fort William/Port Arthur.

²Comprend, d'août 1946 à juillet 1948, les taxes d'égalisation appliquées aux ventes à l'exportation.

³En mai 1954, des subventions à l'exportation s'élevant à près de 7 dollars par tonne ont été octroyées pendant 3 mois environ.

⁴Chiffres provisoires.

... Non disponible.

TABEAU C-10. CÉRÉALES SECONDAIRES : STOCKS DE FIN DE CAMPAGNE ; 1945/1955 ET MOYENNE D'AVANT-GUERRE

CAMPAGNES	Etats-Unis					Canada				Argentine
	seigle 1er juill.	orge 1er juill.	avoine 1er juill.	maïs 1er oct.	Total	seigle 1er août	orge 1er août	avoine 1er août	Total	maïs 1er avril
	..... millions de tonnes									
1935-39 moyenne . . .	0,3	0,8	2,5	9,5	13,1	0,1	0,2	0,5	0,8	0,4
1945	0,3	2,1	3,4	8,0	13,8	0,1	0,6	1,5	2,2	2,5
1946	0,1	1,3	4,2	4,4	10,0	—	0,7	1,2	1,9	0,3
1947	0,1	1,2	4,0	7,2	12,5	—	0,6	1,1	1,7	0,4
1948	0,1	1,1	2,6	3,1	6,9	—	0,7	0,7	1,4	0,8
1949	0,2	2,2	4,2	20,7	27,3	0,3	0,6	0,9	1,8	0,8
1950	0,2	1,7	3,1	21,5	26,5	0,2	0,4	0,7	1,3	0,7
1951	0,1	2,0	4,2	18,8	25,1	0,1	1,2	1,5	2,8	0,1
1952	0,1	1,6	4,1	12,4	18,2	0,2	1,7	1,7	3,6	0,3
1953	0,2	1,1	3,7	19,5	24,5	0,4	2,4	2,2	5,0	0,1
1954	0,4	1,5	3,4	23,3	28,6	0,5	3,1	1,9	5,5	0,1
1955 (chiffres provisoires).	0,5	2,9	4,7	25,4	33,5	0,5	2,2	0,6	3,3	0,1

Source : Renseignements puisés autant que possible aux sources officielles et complétés par des estimations du Ministère de l'Agriculture des Etats-Unis et de la FAO.
— Néant ou négligeable.

encore appliquées à la campagne de 1955 et le niveau des prix de soutien a été ramené de 90 à 87 pour cent de la parité. Les prix de soutien seront également abaissés pour d'autres céréales fourragères. Néanmoins, d'après les premières informations sur les perspectives de la récolte de 1955, fondées sur les prévisions d'ensemencement, il se pourrait que la récolte soit supérieure à celle de l'année passée. Le développement de la culture fourragère enregistré cette saison et l'année dernière aux Etats-Unis est en grande partie imputable à l'affectation à cette culture de terrains précédemment consacrés à d'autres céréales frappées par des mesures de restriction de superficie et de contingentement de commercialisation. Bien que les stocks de céréales fourragères détenus par les Etats-Unis représentent une proportion plus faible des besoins mondiaux que leurs stocks de blé, et que l'accroissement continu de la consommation de produits de l'élevage permette de prévoir une amélioration de la demande, l'existence de ces stocks risque de peser lourdement sur les marchés, particulièrement lorsque les prix s'ajusteront aux prix minima de soutien (tableau C-10).

RIZ

La situation au cours des dix dernières années

Des changements importants sont intervenus au cours des dix dernières années dans la situation mondiale du riz. A la fin de la guerre, la produc-

tion était réduite, les besoins considérables et les échanges désorganisés. Contrairement à ce qui s'était passé pendant la guerre de 1914-18, où il n'y eut pas de combats dans les régions productrices de riz, les destructions et les bouleversements économiques ont été très étendus de 1942 à 1945 ; de plus, lorsque les opérations militaires furent terminées, des troubles civils qui, dans certains pays, prirent les proportions d'une véritable guerre, se sont étendus à de vastes régions intéressantes trois des quatre principaux pays exportateurs d'avant-guerre. Des unités politiques ont été scindées et de nouvelles barrières commerciales se sont dressées. Le drainage et l'irrigation, qui constituent les veines et les artères de la culture du riz, ont été gênés ou négligés, et les mouvements de main-d'oeuvre, de capitaux et de biens nécessaires à leur entretien et à leur remise en état ont été entravés. Pour toutes ces raisons, la production mondiale de paddy en 1945 était inférieure de 25 millions de tonnes, soit 17 pour cent, à son niveau d'avant-guerre.

L'année 1952 a marqué un tournant. Alors que la reprise de la production avait été lente jusqu'en 1951, principalement pour des raisons politiques comme celles que nous venons de citer, la demande a été stimulée par les changements sociaux, l'aide internationale et les revenus accrus de ceux qui avaient bénéficié du boom consécutif à la guerre de Corée. Pendant toute cette période, la quantité de riz cultivé en Asie est demeurée inférieure à celle d'avant-guerre mais, entre temps la population avait rapidement augmenté de sorte

TABLEAU C-11. PRODUCTION DE RIZ (PADDY); 1946-1954 ET MOYENNE D'AVANT-GUERRE

PAYS	Moyenne 1934-38	1946	1949	1951	1952	1953	1954 (chiffres provi- soires)
..... millions de tonnes							
Inde	132,3	33,0	35,3	31,6	34,3	41,3	36,9
Japon	11,5	11,4	11,9	11,3	12,4	10,3	11,4
Pakistan	11,2	12,8	12,4	11,8	12,4	13,9	12,8
Indonésie	29,9	7,7	8,4	9,2	10,0	10,8	21,1
Birmanie	7,0	3,8	5,2	5,5	5,8	5,6	5,9
Cambodge, Laos et Viet-Nam	6,5	4,3	4,6	5,4	4,6	4,7	4,2
Thaïlande	4,4	4,6	6,7	7,3	6,6	8,2	6,0
Autres pays d'Asie	9,9	7,6	11,1	13,7	12,2	13,1	12,2
Total Asie (non compris la Chine continentale)	92,7	85,2	95,6	95,8	98,3	107,9	100,5
Autres continents	6,4	7,3	10,9	11,3	12,2	13,0	13,7
TOTAL MONDIAL (non compris l'Eu- rope orientale, la Chine et l'U.R.S.S.)	99,1	92,5	106,5	107,1	110,5	120,9	114,2
Chine continentale (estimation)	50,5	46,3	44,7	45,5	47,8	48,3	...

¹Moyenne 1936-38.²Estimation non officielle.

... Non disponible.

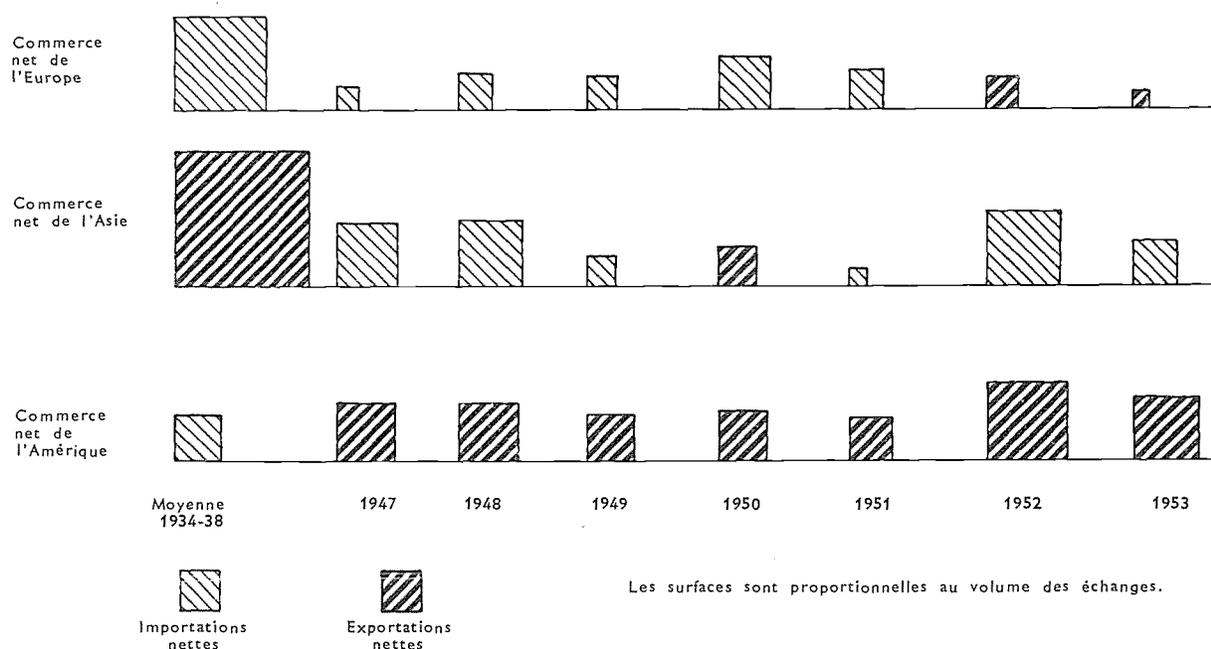
qu'en 1951 l'Extrême-Orient avait à nourrir une population supérieure de plus de 100 millions d'habitants à celle de 1938. Des pénuries se produisirent dans les pays qui étaient tributaires des importations pour une partie de leurs approvisionnements en riz et les prix se mirent à monter rapidement sur les marchés libres ou « marchés noirs ».

Trois méthodes principales furent appliquées pour faire face à cette pénurie : augmentation de la production de riz, répartition équitable des quantités disponibles et substitution d'autres denrées alimentaires. La mesure la plus efficace à long terme était l'augmentation de la production. Les efforts des exploitants, aidés par les gouvernements et stimulés par des prix relativement élevés, ont permis rapidement d'accroître la superficie des terres cultivées en riz qui, en 1948, dépassait celle d'avant-guerre. Cependant, une grande partie de ces nouvelles terres ne convenait pas très bien à la culture du riz, ce qui entraîna une baisse des rendements dans certains pays gros producteurs ; par suite, le taux d'accroissement de la production fut inférieur à celui des superficies cultivées, particulièrement en Asie. Cependant, dans d'autres régions, notamment au Brésil, en Egypte et aux Etats-Unis, la production augmenta dans des proportions très importantes, et une partie de cet accroissement devint disponible pour l'exportation. C'est ainsi qu'en 1951, le Brésil et l'Egypte exportèrent trois fois plus de riz qu'en 1934-38, et les

Etats-Unis sept fois plus. L'action intergouvernementale entreprise sous les auspices de la FAO assura jusqu'en 1949 la répartition des exportations de riz de façon à en réserver la majeure partie aux pays où il constituait l'aliment de base, ce qui entraîna une réduction importante des expéditions vers l'Europe. Par ailleurs, l'Asie qui assurait avant la guerre 93 pour cent des exportations mondiales brutes et avait été un exportateur net de plus de 2 millions de tonnes, était devenue un importateur net. Comme la quantité de riz disponible pour le commerce mondial était encore inférieure à la moitié du niveau d'avant-guerre, l'Asie se mit à importer également de grosses quantités d'autres céréales. En 1934-38, les sept principaux pays importateurs d'Asie avaient acheté environ 5 250 000 tonnes de riz et moins de 250 000 tonnes d'autres céréales (importations nettes) ; en 1951, ils importèrent seulement 3 250 000 tonnes de riz mais par contre 7 500 000 tonnes d'autres céréales.

Ce changement radical intervenu dans le commerce mondial du riz fut accompagné d'autres modifications de longue portée dans la structure du marché. A l'exception des Etats-Unis, les exportations et importations de riz furent effectuées presque partout par les gouvernements et non par le commerce privé. Les marchés furent isolés les uns des autres et les prix d'exportation varièrent suivant les pays et parfois même suivant les dif-

GRAPHIQUE C-4. — Modifications importantes survenues dans la structure des échanges de riz ;
moyenne 1934-38 et 1947 à 1953



férents acheteurs d'un même exportateur. Le rationnement intérieur se généralisa et se maintint quelques années de plus que le système d'allocations internationales. Les consommateurs durent accepter des sortes et qualités de riz auxquelles ils ne n'étaient pas habitués, particulièrement le Japon qui fut contraint de trouver d'autres sources

d'approvisionnement très lointaines pour remplacer les importations de Formose et de Corée. Les changements intervenus dans la commercialisation furent souvent accompagnés d'un usinage défectueux et, dans certains pays, la qualité du riz exporté devint très inférieure à ce qu'elle était auparavant. On vit s'intensifier l'activité intergouver-

TABLEAU C-12. COMMERCE MONDIAL DE RIZ USINÉ

PAYS	Moyenne 1934-38		1946		Moyenne 1948-50		1952		1953		1954 (chiffres provisoires)	
	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations	Expor-tations	Impor-tations
..... milliers de tonnes, en équivalent de riz usiné												
Birmanie	3.1		0.4		1.2		1.3		1.0		1.5	
Thaïlande	1.4		0.5		1.2		1.4		1.3		1.0	
Etats-Unis	0.1		0.4		0.5		0.8		0.7		0.6	
Cambodge, Laos, Viet-Nam	1.3		0.1		0.1		0.2		0.2		0.3	
Chine		0.7		0.2		0.3		0.2		0.3		0.2
Italie	0.1		—		0.1		0.3		0.2		0.2	
Japon		1.7		—		0.3		1.0		1.1		1.4
Inde		1.9		0.3		0.7		0.7		0.2		0.6
Malaisie - Singapour		0.5		0.3		0.5		0.4		0.5		0.3
Indonésie		0.3		0.1		0.2		0.8		0.4		0.2
Autres pays d'Asie	2.3	1.0	0.4	0.7	0.3	0.8	0.2	0.8	0.1	1.1	0.3	1.0
Autres régions	0.3	2.2	0.6	0.3	0.6	1.0	0.5	0.9	0.4	0.9	0.2	0.7
TOTAL MONDIAL ¹	8.6	8.3	2.3	1.9	4.0	3.8	4.9	4.7	4.3	4.2	4.3	4.2

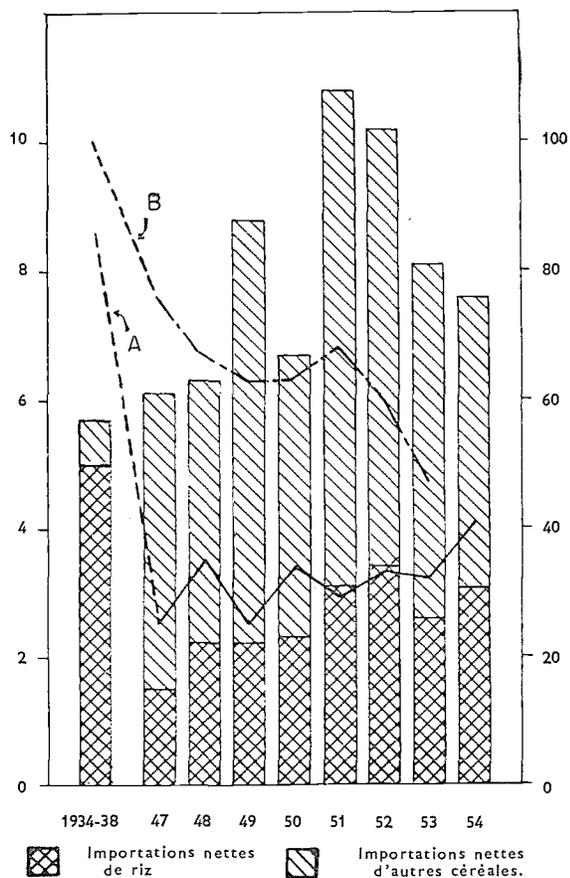
— Néant ou négligeable.
¹Les exportations totales représentent les exportations de riz indigène des pays à production excédentaire ; en outre, les pays importateurs nets ont exporté 300.000 tonnes environ de riz indigène au cours des années d'avant-guerre et moins de 50.000 tonnes après la guerre. Pour les importations, il s'agit de chiffres nets.

nementale sur les problèmes du riz ; la Commission internationale du Riz fut créée sous l'égide de la FAO, mais sa compétence ne s'étendait pas aux questions relatives au commerce international.

Les difficultés que l'on éprouvait à se procurer du riz à l'étranger, jointes à une tendance générale à l'autarcie, incitèrent un grand nombre de pays

GRAPHIQUE C-5. — Importations nettes de riz et d'autres céréales dans six pays d'Extrême-Orient, avec indication des mouvements relatifs des prix. Moyenne 1934-38, et 1947-54

millions de tonnes



A. Importations de riz en pourcentage des importations totales de céréales.

B. Rapport des prix entre les autres céréales et le riz, d'après les indices des valeurs unitaires d'importation.

NOTE : Les autres céréales comprennent : blé et farine de blé, seigle, orge, avoine, maïs et sorgho, et millet. Les six pays d'Asie sont : Ceylan, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Philippines.

importateurs à de nouveaux efforts en vue d'augmenter la production. Les prix d'exportation, qui avaient baissé en dollars des E.U. après la dévaluation de la livre sterling survenue en septembre 1949, remontèrent rapidement après le déclenchement de la guerre de Corée et fournirent un nouveau stimulant à l'expansion de la production.

Les résultats commencèrent à se faire sentir vers la fin de 1952. Les récoltes augmentèrent dans tous les continents et la production de l'Asie dépassa enfin son niveau d'avant-guerre. Cet accroissement fut encore plus important en 1953. Etant donné que l'augmentation de la production en Asie avait eu lieu principalement dans les pays importateurs, la réaction qui s'ensuivit l'année d'après sur le marché international fut très marquée. Les importations de l'Inde baissèrent de 75 pour cent environ et celles de l'Indonésie de plus de 50 pour cent. Les expéditions de riz commencèrent à être déterminées par les décisions des importateurs plutôt que par les quantités disponibles à l'exportation. En prenant leurs décisions, les importateurs pouvaient également faire entrer en ligne de compte la comparaison des prix avec d'autres céréales qui avaient bénéficié d'une plus grande faveur parmi les consommateurs pendant la période de pénurie aiguë de riz. Parmi ces céréales susceptibles de concurrencer le riz, l'orge commença à subir une forte baisse de prix au début de l'automne 1952, et le blé « libre » une baisse moins marquée à la fin de la même saison. Cependant, les exportateurs refusèrent de faire subir au riz une baisse parallèle, ce qui provoqua une forte diminution du volume des ventes. La réduction des exportations entraîna un gonflement anormal des stocks dans l'Asie du sud-est. Au milieu de l'automne, les organismes de vente gouvernementaux commencèrent à consentir quelques concessions sur les prix, mais les récoltes record de 1953 avaient alors provoqué un effondrement des cours sur les marchés des Etats-Unis et ce mouvement de baisse fut renforcé par l'apparition de nouveaux exportateurs comme la Chine et le Pakistan. Une nouvelle réduction marquée des importations fut évitée en 1954 par suite de la très mauvaise récolte de riz au Japon et de la décision prise par l'Inde de constituer une réserve alimentaire. Cependant, les autorités japonaises, principalement pour des considérations de prix, décidèrent de couvrir plus de la moitié du déficit de la récolte de riz par l'importation d'autres céréales.

Ainsi, pendant près de trois ans, les pays exportateurs ne purent écouler tout le riz dont ils pouvaient disposer. Néanmoins, certaines mesures correctives ont commencé à produire des effets. Les restrictions imposées à la consommation de riz ont été progressivement supprimées et le rationnement a été aboli presque partout sauf au Japon. Les échanges ont été libéralisés et les importations — à l'exception encore du Japon — sont à nouveau entre les mains du secteur privé, intéressé au

premier chef à développer les marchés. Les pays du Sud-est asiatique se sont attachés davantage à satisfaire les désirs des acheteurs ; on accorde plus de soin à la qualité de l'usinage et les vieux stocks qui s'étaient détériorés ont été vendus au rabais pour l'alimentation animale. La chute des prix a réduit la concurrence des exportateurs autres régions ; les expéditions de riz des Etats-Unis et de l'Italie ont baissé fortement et une partie du fardeau que constitue le stockage est passée de l'Asie du Sud-est à l'Amérique du Nord et aux pays méditerranéens. Bien qu'abondante, la récolte mondiale de 1954 a été quelque peu inférieure au niveau record de 1953 et la réduction a été particulièrement marquée au Cambodge et en Thaïlande qui produisent principalement pour l'exportation.

Situation actuelle et perspectives

Les disponibilités exportables de riz sont encore suffisantes pour satisfaire la demande probable des importateurs dans l'avenir immédiat. Le pouvoir d'achat s'est, dans l'ensemble, maintenu mais la demande d'importation menace de se contracter en 1955 en raison de changements intervenus dans les deux facteurs qui avaient caractérisé la situation de 1954. D'une part, la récolte de riz du Japon a été supérieure de plus d'un million de tonnes à celle de l'année précédente et, d'autre part, la réserve alimentaire que l'Inde avait décidé de constituer a déjà presque atteint le niveau prévu. C'est en Chine et en Europe orientale, que l'on observe les principaux indices d'accroissement de la demande d'importation, bien que dans ces deux cas on ne sache pas encore exactement dans quelle mesure cette demande se traduira par une augmentation des importations nettes. Il se peut que la part de l'Asie dans les importations mondiales soit supérieure à ce qu'elle a été après la guerre jusque en 1953, mais la situation dépendra en grande partie de la politique des Etats-Unis en ce qui concerne les stocks gouvernementaux, étant donné que la presque totalité des excédents exportables de la récolte de 1954 de ce dernier pays est actuellement entre les mains de l'Etat.

En dehors des stocks actuels, les quantités disponibles pour l'exportation sur la nouvelle récolte des Etats-Unis diminueront presque sûrement, les exploitants ayant approuvé les contingents de commercialisation qui impliquent une réduction de près de 25 pour cent de la superficie rizicole en 1955. Il est probable également que les prix mondiaux actuels ont réduit les perspectives

d'une reprise de la production exportable du Brésil. Dans certains autres pays où les terres et la main-d'oeuvre se prêtent assez bien au changement de cultures, il est vraisemblable aussi que l'expansion des superficies rizicoles sera stoppée. Les prix du blé sont demeurés stables l'année dernière en sorte que la nouvelle baisse des prix du riz intervenue pendant cette période sur certains marchés de détail a tendu à stimuler les achats de ce dernier produit ce qui, avec la suppression générale du rationnement, entraînera presque certainement une augmentation de la consommation de riz.

Il est difficile de dire si ces mesures correctives auront ou non une portée suffisante pour rétablir un certain équilibre à longue échéance. Des forces agissant à long terme sont en oeuvre. Le développement des connaissances en matière de riziculture conduit certaines autorités à croire que « nous sommes à l'aube d'une révolution de la production ». Il est certainement possible de produire plus de riz mais la mesure dans laquelle on y parviendra dépendra, sur une moyenne de bonnes et de mauvaises années, des stimulants apportés à cette culture. On pourrait également consommer plus de riz, même sans tenir compte de l'accroissement démographique. Pour que ce développement de la consommation se produise sur une échelle vraiment importante, il faudrait augmenter le pouvoir d'achat des millions de Chinois et d'Indiens et faire en sorte que le prix du riz soit suffisamment intéressant par rapport à celui d'autres aliments. Les pays traditionnellement exportateurs de riz sont, par la nature même de leur économie, en mesure de satisfaire cet accroissement de la demande. Entre temps, des fluctuations à court terme se produiront à nouveau. On est partout de plus en plus désireux de les limiter et l'on recherche les moyens d'y parvenir sans contrarier les développements à long terme.

SUCRE

L'évolution d'après-guerre de l'économie sucrière mondiale peut se diviser en deux périodes principales. La première, caractérisée par une pénurie aigüe initiale, par un rationnement prolongé et de vigoureux efforts pour développer la production s'est étendue de la fin de la guerre à 1950. Elle a été suivie d'une période marquée par une importante augmentation de la production dont le rythme a dépassé celui de la consommation, par un gonflement des stocks et une chute des prix qui ont provoqué des mesures gouvernementales destinées à restreindre la production et conduit à l'Accord international sur le sucre.

TABLEAU C-13. SUCRE : PRODUCTION PAR CONTINENT ; MOYENNE D'AVANT-GUERRE ET 1946/47 à 1954/55
(SUCRE CENTRIFUGÉ SEULEMENT)

RÉGIONS	Moyenne 1934/35- 1938/39	1946/47	1947/48	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53	1953/54	1954/55 (chiffres provi- soires)
<i>millions de tonnes, en équivalent de sucre brut</i>										
Europe	6,6	5,2	4,5	6,8	6,8	8,9	8,7	8,0	10,5	9,4
Amérique du Nord et Amé- rique centrale	7,0	10,4	10,9	10,2	10,8	11,6	12,7	10,8	11,0	10,9
Amérique du Sud	1,8	2,5	2,8	2,9	2,7	3,1	3,3	3,6	4,0	4,3
Asie.	4,3	1,5	2,3	2,9	3,1	3,2	4,2	4,5	4,4	4,5
Afrique	1,1	1,2	1,4	1,4	1,4	1,6	1,5	1,7	1,9	2,0
Océanie	1,8	1,5	1,5	2,0	2,0	1,9	1,8	2,1	2,4	2,5
Total (non compris l'U.R.S.S.)	22,6	22,3	23,4	26,2	26,8	30,3	32,2	30,7	34,2	33,6
<i>moyenne 1934-38 = 100</i>										
Europe		79	68	103	103	135	132	121	159	142
Amérique du Nord et Amé- rique centrale		149	156	146	154	166	181	154	157	156
Amérique du Sud		139	156	161	150	172	183	200	222	239
Asie.		35	53	67	72	74	98	105	102	105
Afrique		109	127	127	127	145	136	155	173	182
Océanie		83	83	111	111	106	100	117	133	139
Total (non compris l'U.R.S.S.)		99	104	116	119	134	142	136	151	149

De 1946 à 1950

La situation de l'économie sucrière mondiale à la fin de la seconde guerre mondiale ressemblait sur deux points à celle qui régnait à la fin de la première : 1° la production de l'Europe avait baissé et, en 1947/48, son niveau était inférieur d'un

tiers à celui de l'avant-guerre immédiat; 2° ce déficit a été largement compensé par un fort développement de la production et un accroissement des exportations de l'hémisphère occidental, notamment en provenance de Cuba. D'autre part, en Asie, la production qui n'avait pas souffert de la première guerre, avait diminué des deux tiers en

TABLEAU C-14. SUCRE : EXPORTATIONS MONDIALES NETTES ; MOYENNE D'AVANT-GUERRE ET 1946-54

RÉGIONS	Moyenne 1934-38	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954 (chiffres provi- soires)
<i>millions de tonnes, en équivalent de sucre brut</i>										
Europe	0,3	0,2	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6	0,4	0,5	1,0
Amérique du Nord et Amérique centrale	3,5	4,7	6,6	6,8	6,2	6,3	6,7	6,4	7,0	5,7
Amérique du Sud	0,5	0,4	0,5	0,8	0,5	0,5	0,5	0,6	0,9	0,8
Asie.	2,8	—	—	0,4	0,8	1,1	0,9	1,4	1,8	1,7
Afrique	0,7	0,5	0,5	0,6	0,7	0,6	0,8	0,7	0,8	1,0
Océanie	0,6	0,3	0,2	0,5	0,6	0,5	0,4	0,4	0,9	0,7
Total	8,4	6,1	8,2	9,6	9,3	9,5	9,9	9,9	11,9	10,9
U.R.S.S.	0,1	...	...	...	—	—	0,1	0,1	0,1	0,1
Total	8,5	6,1	8,2	9,6	9,3	9,5	10,0	10,0	12,0	11,0

... Non disponible.
— Néant ou négligeable.

TABLEAU C-15. SUCRE: INDICES DES IMPORTATIONS NETTES ANNUELLES PAR CONTINENTS (SUCRE CENTRIFUGÉ SEULEMENT)

RÉGIONS	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954 (chiffres provi- soires)
..... moyenne 1934-38 = 100									
Europe	85	92	127	115	119	123	108	150	104
Amérique du Nord et Amérique centrale	81	131	106	125	116	119	125	125	128
Amérique du Sud	200	150	150	200	200	200	150	200	150
Asie	22	33	78	67	72	83	106	133	167
Afrique	75	100	100	125	200	175	225	225	225
Océanie	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Total	72	96	107	111	113	117	120	141	134

1946/47, et les exportations nettes avaient cessé complètement au cours des premières années d'après-guerre. A la fin de la guerre, le sucre était donc rare et de ce fait, et également pour des raisons monétaires, son rationnement a duré plus longtemps que celui de la plupart des autres produits. Les chiffres de la production globale ne font pas ressortir toute l'étendue de la pénurie dont les pays importateurs ont souffert pendant les

premières années d'après-guerre. Si la production mondiale avait augmenté de 15 pour cent environ en 1948-50, époque à laquelle la production de l'Europe occidentale a rejoint son volume d'avant-guerre, une part importante de cet accroissement s'était produite dans des pays à faibles revenus où l'élévation du niveau de vie avait commencé à stimuler la demande de sucre. Les disponibilités exportables étaient insuffisantes pour satisfaire les

TABLEAU C-16. SUCRE : CONSOMMATION DANS CERTAINS PAYS A FAIBLE CONSOMMATION ; AVANT-GUERRE ET 1954

PAYS	Consommation avant la guerre		Estimation de la consommation en 1954		Augmentation	
	Totale	Par habitant	Totale	Par habitant	Totale	Par habitant
	tonnes	kg	tonnes	kg	pourcentage	
Amérique latine						
République Dominicaine	19 300	12,7	48 900	21,0	154	65
Guatemala	13 600	6,7	45 000	15,0	231	124
Haiti	3 000	1,1	32 000	10,0	966	808
Bolivie	23 400	9,1	70 000	22,0	199	142
Equateur	26 000	11,7	65 000	19,0	150	62
Pérou	67 700	10,3	186 000	20,0	175	94
Argentine	392 500	29,6	650 000	35,0	66	18
Afrique						
Congo Belge	1 400	0,1	22 000	1,3	1 471	1 200
Egypte	150 500	9,5	300 000	13,0	99	37
Côte-de-l'or	6 200	2,0	25 000	6,0	303	200
Nigéria	8 800	0,4	35 000	1,2	298	200
Nyassa	800	0,5	7 000	2,8	775	460
Algérie	80 000	11,0	140 000	15,0	75	36
Tunisie	35 000	13,6	65 000	18,0	86	32
Maroc	166 000	25,0	290 000	35,0	75	40
Afrique orientale britannique	32 000	2,3	140 000	7,0	338	204
Asie						
Ceylan	79 700	14,2	140 000	17,0	76	20
Iran	97 000	6,1	250 000	12,0	158	97
Irak	41 300	11,0	110 000	20,0	166	82
Syrie	34 600	9,9	55 000	15,0	138	102
Liban			27 500	20,0		
Turquie	80 000	3,8	210 000	9,0	162	88

besoins des pays importateurs ainsi que la nouvelle demande des pays dont le niveau de vie s'améliorait.

Ces circonstances ont contribué à stimuler le développement de la production dans les régions déficitaires. Les difficultés de change ont constitué un stimulant de plus. Bien que les principaux exportateurs n'aient pas exploité la pénurie mondiale en élevant les prix d'une façon excessive, les prix « réels » montèrent partout et en 1946-50 ils dépassaient de 150 pour cent environ le niveau de 1934-38. Diverses techniques financières rendirent le rapport des prix encore plus avantageux pour les pays exportateurs situés en dehors de la zone dollar ainsi que pour les producteurs nationaux.

L'exception la plus importante fut constituée par le commerce d'exportation du Commonwealth britannique vers le Royaume-Uni qui s'effectua à des conditions sensiblement inférieures à celles du marché libre. En contrepartie, le Royaume-Uni accorda aux producteurs du Commonwealth des garanties de prix qui, en 1951, firent l'objet d'un accord d'une durée de 10 ans. En fait, la garantie accordée par le Royaume-Uni constitua un important stimulant de la production. Les disponibilités exportables des pays britanniques passèrent de 1,5 millions de tonnes en 1934-38 à 2,4 millions de tonnes en 1954, soit 36 pour cent de l'accroissement des exportations mondiales nettes pendant cette période. En outre, au cours des deux dernières années, les prix garantis au Commonwealth ont été supérieurs de 55 pour cent environ aux prix mondiaux.

En général, de nombreux perfectionnements techniques, réalisés aussi bien dans le secteur agricole que dans le secteur industriel, ont contribué également à développer la production en la rendant plus profitable et en permettant d'élever sensiblement le niveau des salaires.

De 1951 à 1955

La transition de la pénurie à l'abondance s'est effectuée très rapidement entre 1950 et 1952. En 1950, les disponibilités par habitant (non compris l'U.R.S.S. et la Chine) étaient encore inférieures de 2 pour cent à la moyenne 1934-38. En 1952 la production avait augmenté de 42 pour cent et les disponibilités par habitant dépassaient de 15 pour cent le niveau d'avant-guerre. Ce résultat était dû non seulement à l'augmentation de la production de l'Amérique du Nord, mais aussi à celle de l'Europe (32 pour cent de plus qu'avant

la guerre), de l'Afrique et de l'Océanie. Cette évolution a démontré que la caractéristique essentielle de l'économie sucrière d'avant-guerre (tendance à la surproduction) continuait de jouer. En fait, l'accroissement des stocks et l'effondrement des prix, qui étaient généralement prévus, n'ont été évités que par le déclenchement de la guerre de Corée qui a stimulé la reprise économique générale. Cependant, contrairement à ce qui s'était passé avant la guerre, l'expansion de la production d'après-guerre s'est accompagnée d'un accroissement de la consommation stimulé par la suppression du rationnement et l'augmentation de la demande dans des régions très peuplées (par exemple l'U.R.S.S. et l'Inde), et soutenu par le plein emploi général et l'élévation des revenus dans les pays très développés. L'accroissement de la consommation a également été facilité dans un grand nombre de pays par le courant continu d'aide financière consentie sous diverses formes par les Etats-Unis.

La situation devint critique pour les pays producteurs en 1951/52. Au début de 1952, Cubaregistra la plus abondante récolte de son histoire (7,2 millions de tonnes contre une moyenne de 5,7 millions de tonnes au cours des cinq années précédentes, et 2,8 millions de tonnes en 1934-38). Les disponibilités exportables augmentèrent fortement en 1952/53, surtout chez les pays exportateurs situés en dehors de la zone dollar, bien que Cuba ait réduit sa récolte de 1953 de 25 pour cent par rapport à la récolte record de l'année précédente, et que la production mondiale ait fortement diminué. Les exportations mondiales nettes atteignirent, en 1953, leur niveau le plus élevé d'après-guerre avec 12 millions de tonnes, soit 41 pour cent de plus qu'en 1934-38. Cependant, Cuba avait commencé l'année (1953) avec un accroissement de 2 millions de tonnes environ de stocks de report qui, bien que répartis en différentes réserves spéciales, ne pouvaient que peser sur le marché. En janvier 1953, les prix du marché libre tombèrent à 3,50 cents environ la lb. contre 4,50 à 4,70 cents en janvier 1952. La vente par Cuba d'un million de tonnes au Royaume-Uni à des conditions spéciales pour faciliter la suppression du rationnement, contribua à stabiliser les prix mondiaux ; mais du fait de conditions météorologiques extrêmement favorables au cours de l'été 1953 et de l'accroissement des plantations dans certaines régions, la récolte de 1953/54 fut supérieure de 11 pour cent à celle de 1952/53, soit 51 pour cent de plus que la moyenne 1934-38.

C'est à ce moment que l'Accord international sur le sucre fut négocié pour régulariser l'offre du

TABEAU C-17. SUCRE : PRIX MONDIAUX, COURANTS ET AJUSTÉS, ET INDICES DES PRIX ; LA MOYENNE 1924-28, 1934-38, ET 1946-1954

ANNÉES	Prix mondial		Indices des prix mondiaux			
	Courant	Ajusté ¹	Courant	Ajusté ¹	Courant	Ajusté ¹
	.... En cents E.-U. par lb. ....		.... Moyenne 1924-28 = 100 ....		.... Moyenne 1934-38 = 100	
1924-28 moyenne . . .	2,82	4,39	100	100	294	237
1934-38 moyenne . . .	0,96	1,85	34	42	100	100
1946	4,19	5,32	149	121	436	288
1947	4,96	5,15	176	117	517	278
1948	4,24	4,06	150	93	442	219
1949	4,16	4,19	148	95	433	226
1950	4,98	4,83	177	110	519	261
1951	5,70	4,97	202	113	594	268
1952	4,17	3,74	148	85	434	202
1953	3,41	3,11	121	73	355	168
1954	3,26	2,95	116	67	340	159

¹Ajusté d'après l'indice des prix de gros aux États-Unis 1947/49 = 100.

marché libre de façon à maintenir les prix entre 3,25 cents E.-U. la livre (minimum) et 4,35 cents (maximum). Il entra en vigueur en 1954 et réduisit la pression sur le marché par l'important accroissement des disponibilités. En dépit de la réduction maxima autorisée des contingents à l'exportation (20 pour cent des contingents de base spécifiés à l'Accord), à différentes reprises les prix tombèrent légèrement au-dessous du minimum, et en 1954, le prix moyen mondial d'exportation n'était que de 1/100^e de cent au-dessus de cette limite (3,26 cents).

Un autre facteur, important surtout à long terme, a commencé à faire sentir ses effets. La consommation a continué d'augmenter. L'Inde, qui suffisait pratiquement à ses besoins est devenue un gros importateur en 1954. En plus d'une diminution relativement peu importante de la production intérieure, les importations de l'Inde, 750 000 tonnes environ, sont imputables pour une large part à l'accroissement de la demande qui résulte du développement économique général et de l'extension de l'habitude de boire le thé. Les importations se sont également accrues dans d'autres pays à faible consommation, notamment en Afrique et au Proche-Orient. Vers la fin de 1954, l'U.R.S.S. a commencé à acheter de grosses quantités de sucre sur le marché mondial.

Au cours des premiers mois de 1955, l'économie sucrière mondiale a atteint un équilibre assez satisfaisant. La production s'est développée dans toutes les régions sauf en Europe, où les récoltes de betteraves ont été réduites par suite des conditions météorologiques défavorables de l'été 1954, et à Cuba et Porto Rico où les récoltes ont été limitées par des mesures administratives. Au lieu

d'utiliser les contingents d'exportation dont il disposaient au titre de l'Accord, certains pays d'Europe Orientale durent importer du sucre pour couvrir leurs besoins. Les stocks qui avaient augmenté en 1953 et 1954, diminuèrent quelque peu et les prix du marché libre commencèrent à s'améliorer au début de 1955. La moitié de la réduction de 20 pour cent imposée aux contingents par le Conseil international du sucre en décembre 1954, fut supprimée en avril 1955 et un nouvel allègement des restrictions à l'exportation fut décidé en juin. La consommation continua à s'accroître, particulièrement en Afrique et en Amérique latine.

Perspectives

Il est probable que la production de sucre augmentera en 1955/56, dans la plupart des principales régions productrices, ceci malgré les restrictions imposées aux cultures dans nombre de pays producteurs importants. D'autre part, il y a tout lieu de s'attendre à de nouvelles augmentations de la consommation, notamment en Afrique, en Amérique latine et au Proche-Orient. Toutefois ce ne sont pas seulement des questions de disponibilités qui détermineront vraisemblablement les politiques commerciales de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe orientale en ce qui concerne le sucre, et il n'est pas du tout certain qu'ils continueront à en importer de grandes quantités. En Inde également, les besoins de la consommation seront couverts en grande partie par une production intérieure accrue et par des prélèvements sur les stocks, ce qui pourra éviter de nouvelles importations. C'est le développement des cultures de

betteraves en Europe qui aura pour le marché libre mondial une importance capitale. Si les conditions atmosphériques permettaient une récolte supérieure à 10 millions de tonnes (comme en 1953/1954), il en résulterait certainement une diminution des besoins européens d'importation. Le problème d'assurer, dans le cadre de l'Accord international du sucre, l'équilibre entre les disponibilités et les besoins du marché libre pourrait être particulièrement difficile à résoudre.

PRODUITS DE L'ÉLEVAGE

Viande

Tendances de l'après-guerre. A la fin de la deuxième guerre mondiale, le niveau de production de viande en Europe était bas, les effectifs des troupeaux ayant été fortement réduits par suite des dévastations de la guerre et du manque d'aliments du bétail. L'Europe connut en outre au cours de l'été 1947 une sécheresse exceptionnelle. Les rares disponibilités d'aliments du bétail riches en protéines étaient soumises à un régime de répartition internationale et les importations de céréales fourragères étaient limitées en raison du besoin urgent de céréales panifiables. La situation s'améliora au fur et à mesure qu'augmentaient les disponibilités fourragères des divers pays et grâce au Programme de relèvement européen. Dans la plupart des pays, la viande n'était plus rationnée en 1950, mais au Royaume-Uni elle le resta jusqu'en juillet 1954. Toutefois, aux Etats-Unis et au Canada, sous la pression des nécessités du temps de guerre et grâce à une abondance d'aliments du bétail, la production de viande avait été portée à des niveaux exceptionnellement hauts. Malgré une consommation intérieure élevée, les Etats-Unis et le Canada purent exporter de grandes quantités de viande pendant les premières années de l'après-guerre pour satisfaire la forte demande de l'Europe. En Océanie, la production se maintint à peu près au même niveau qu'avant la guerre, mais une diminution de la consommation par habitant permit à cette région d'exporter vers l'Europe d'importantes quantités de viande. La production argentine qui, en 1946, dépassait de plus d'un dixième celle d'avant-guerre augmenta sensiblement en 1947 si bien que les exportations de cette année-là dépassèrent nettement la moyenne de 1934-38.

La production mondiale de viande a beaucoup augmenté à partir de 1948 et, en 1954, elle dépassait de 34 pour cent celle d'avant la guerre.

Dans beaucoup de pays, l'accroissement de la production est dû en partie à de meilleurs rendements qui résultent eux-mêmes de l'amélioration des reproducteurs, d'une alimentation plus rationnelle et de taux de reproduction plus élevés par rapport à l'avant-guerre. En Europe occidentale, la production de 1954 a dépassé de 80 pour cent celle

TABLEAU C-18. PRODUCTION ET EXPORTATIONS MONDIALES DE VIANDE ; 1946-1954

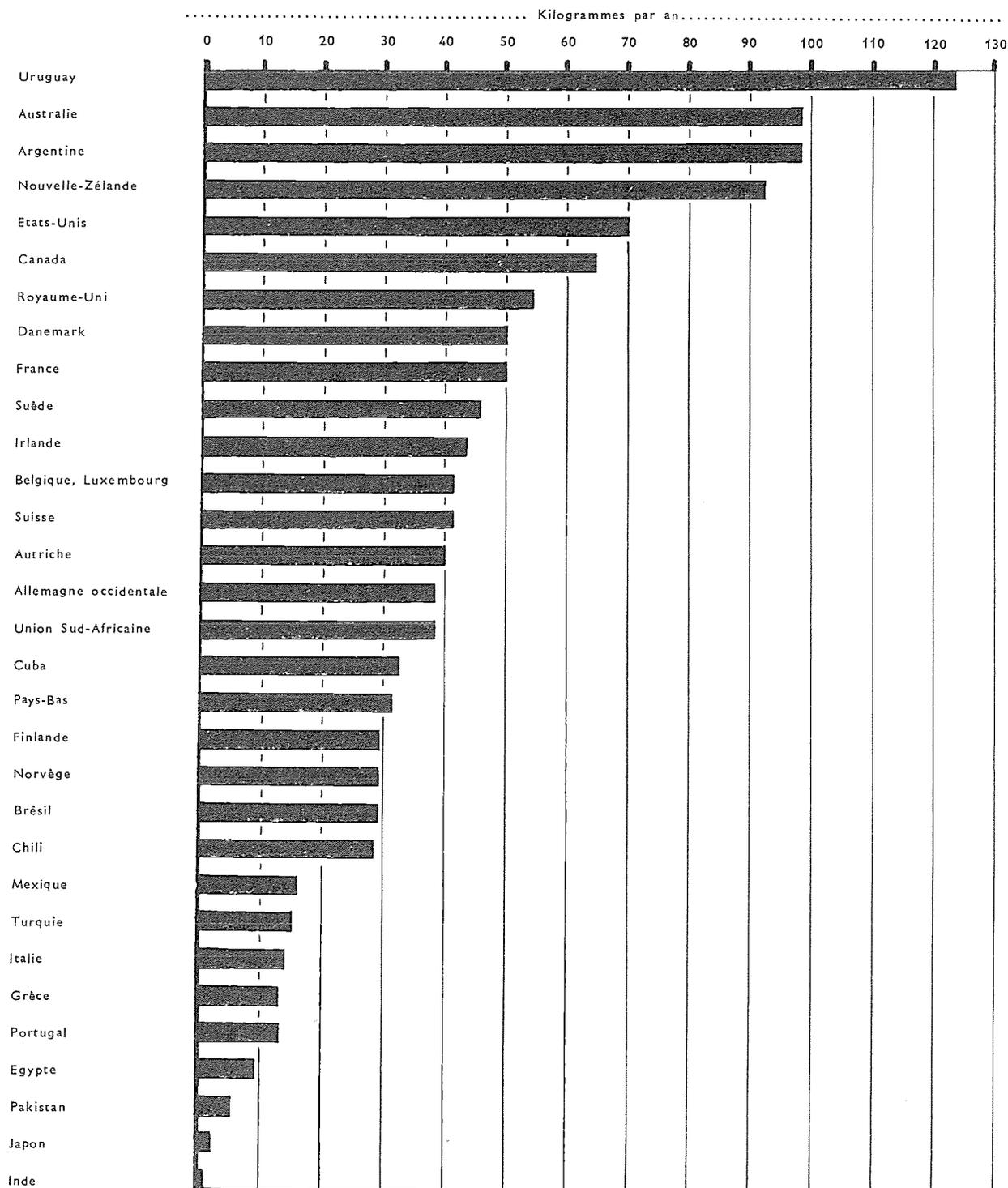
ANNÉES	Production ¹	Exportations
1946	105	131
1947	107	106
1948	104	94
1949	111	95
1950	116	96
1951	119	94
1952	124	94
1953	130	104
1954	134	111

¹Non compris l'Europe orientale, l'U.R.S.S. et la Chine.

de 1946 et de 17 pour cent celle d'avant-guerre. En Amérique du Nord, la production, qui avait d'abord diminué par rapport aux niveaux élevés atteints immédiatement après la guerre, eut une reprise très nette en 1951 et, en 1954, elle dépassait des deux tiers le volume d'avant-guerre et de 15 pour cent celui de l'après-guerre immédiat. En Amérique latine, la production augmenta pendant les premières années de l'après-guerre, mais depuis 1949 elle n'a pas varié beaucoup, dépassant d'environ un cinquième celle d'avant la guerre. Quant à la production de l'Océanie, elle s'est développée régulièrement et, en 1953/54, dépassait de 28 pour cent le volume d'avant-guerre.

Grâce aux progrès satisfaisants réalisés dans le domaine de la production, la consommation par habitant de l'Europe occidentale, tombée à un niveau très faible dans les premières années de l'après-guerre, s'est améliorée considérablement ; toutefois, en 1953/54, les niveaux d'avant-guerre n'avaient été dépassés que dans quelques pays seulement. En Océanie, la consommation par habitant est restée inférieure à celle d'avant la guerre. D'autre part, l'Amérique du Nord a consommé, depuis la fin de la guerre, plus de viande qu'avant la guerre et, en 1954, sa consommation de viande de bœuf, de veau, de porc, de mouton et d'agneau dépassait de près d'un quart celle de 1935-39. En Amérique latine c'est seulement dans quelques pays, dont l'Uruguay, la Colombie et le Vene-

GRAPHIQUE C-6. — Consommation de viande¹ par habitant en 1953/54 (Estimations)



¹Bœuf, veau, porc, mouton, agneau et chèvre.

zuela que les niveaux actuels de consommation dépassent ceux d'avant-guerre. En Argentine, après le niveau record atteint en 1949, la consommation par habitant a baissé et, en 1954, elle ne

dépassait que légèrement celle d'avant-guerre. Le graphique C-6 fait ressortir les grandes différences qui existent entre les niveaux de consommation de divers pays.

TABLEAU C-19. IMPORTATIONS DE VIANDE DU ROYAUME-UNI PAR CATÉGORIES ET PAYS DE PROVENANCE ; 1938 ET 1952-1954

CATÉGORIES DE VIANDE PAYS DE PROVENANCE	1938	1952	1953	1954
	.... milliers de tonnes			
<i>Catégories :</i>				
Bœuf et veau (non compris les abats).	598	134	313	273
Mouton et agneau (non compris les abats)	351	357	358	332
Porc (non compris les abats)	62	15	45	33
Volaille (sacrifiée)	22	25	18	14
Bacon	349	256	317	306
Bœuf et veau, en conserve	59	83	95	111
Porc, préparée, en conserve	9	49	42	41
Total.	1 450	919	1 188	1 110
<i>Pays de provenance :</i>				
Danemark.	174	196	239	242
Irlande	34	48	61	71
Pays-Bas	28	49	46	44
Pologne	28	45	62	48
Canada	67	25	4	4
Etats-Unis	10	—	—	—
Argentine.	456	115	150	154
Brésil.	31	—	—	—
Uruguay	54	6	34	10
Union Sud-Africaine.	1	4	3	2
Australie	231	83	246	176
Nouvelle-Zélande.	270	325	304	316
Autres pays.	66	23	39	43
Total.	1 450	919	1 188	1 110
<i>Catégorie et provenance non spécifiées</i>	120	154	120	104
Total ¹	1 570	1 073	1 308	1 214

¹Non compris : viande de baleine congelée, extraits de viande de bœuf et de veau, vessies, intestin, boyaux à saucisses, etc.
— Néant ou négligeable.

Etant donné la position de premier plan qu'occupe le Royaume-Uni parmi les pays importateurs de viande, les achats massifs effectués par le Ministère britannique de l'Alimentation en vertu de contrats à long terme passés avec les principaux fournisseurs, ont été un trait saillant du commerce mondial de la viande pendant la période d'après-guerre. De tels contrats ont été signés, par exemple, avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Argentine, l'Uruguay, le Danemark et l'Irlande. Comme les importations de viande et de bétail au Royaume-Uni ont été rendues au commerce privé, sauf le bacon, en juillet 1954, il a

été mis fin aux contrats à long terme, à l'exception de ceux qui avaient été passés pour le bacon avec le Danemark et les Pays-Bas et qui expirent en automne 1956.

La physionomie du commerce international de la viande s'est sensiblement modifiée depuis la fin de la guerre. La demande de l'Europe sur le marché international s'est considérablement ralentie avec la reprise de la production. Ces dernières années certains pays européens ont augmenté considérablement leurs exportations, si bien qu'en 1954 la quantité totale de viande exportée par le Danemark, la France, l'Irlande et les Pays-Bas était presque double de celle d'avant-guerre. L'Amérique du Nord, l'une des principales régions exportatrices de viande dans l'après-guerre immédiat, est devenue depuis quelques années importatrice nette. Les exportations de l'Amérique du Sud qui, en 1946 et 1947, avaient atteint le fort volume d'avant-guerre de 800.000 à 900.000 tonnes par an, ont diminué depuis lors, la consommation intérieure ayant augmenté tandis que la production baissait, surtout en raison de fortes sécheresses en Argentine. En 1954, le volume des exportations sud-Américaines ne représentait même pas la moitié de celui d'avant la guerre. Ces toutes dernières années, l'U.R.S.S. a commencé à importer de la viande.

Dans l'ensemble, les prix de la viande sont restés favorables aux producteurs depuis la fin de la guerre, étant donné la forte demande de viande, et ils ont eu tendance à augmenter davantage que les prix du lait. On en trouve un exemple frappant aux Etats-Unis où les prix à la production du bœuf de boucherie ont augmenté de 263 pour cent entre 1935-39 et 1948-52, tandis que les prix du lait n'augmentaient que de 146 pour cent, ce qui provoqua une diminution du nombre des vaches laitières et une augmentation considérable du nombre des bœufs de boucherie. Toutefois, en 1953, il se produisit une forte baisse des prix du bétail par suite de l'alourdissement du marché et les prix du bœuf de boucherie, chez le producteur, ne se situaient plus qu'à 148 pour cent au-dessus des cours d'avant-guerre.

C'est en 1951 et 1952 que les prix de la viande atteignirent leur maximum depuis la fin de la guerre. En Amérique du Nord, ils ont commencé à baisser en 1952 et cette baisse s'est poursuivie l'année suivante où l'on enregistra une baisse particulièrement forte des prix du bétail aux Etats-Unis. L'année dernière, par contre, la baisse a été insignifiante. En Europe occidentale, les cours les plus élevés ont été atteints en général en 1952,

TABLEAU C-20. EXPORTATIONS DE VIANDE DE CERTAINS PAYS ; MOYENNE D'AVANT-GUERRE ET 1952-1954

PAYS	Toutes catégories, sauf viande en conserve				Viande en conserve			
	Moyenne 1934-38	1952	1953	1954	Moyenne 1934-38	1952	1953	1954
	..... milliers de tonnes							
Argentine	496	179	209	216	70	57	58	165
Uruguay	73	58	52	55	33	11	14	23
Australie ²	244	124	268	208	4	96	64	67
Nouvelle-Zélande	267	394	333	377	3	16	14	13
Canada	84	40	42	42	35	8	10	23
Etats-Unis	57	62	76	70	5	6	11	11
Danemark	217	249	318	350	4	34	40	46
France	3	10	16	55	2	17	10	14
Irlande ²	45	58	74	85	41	19	12	12
Pays-Bas	40	69	66	68	10	52	44	51
Total	1 526	1 243	1 454	1 526	137	316	277	325

¹Chiffres provisoires.²Le bacon et le jambon en conserve figurent dans la rubrique « Toutes catégories, sauf viande en conserve ».³Moyenne de quatre ans.⁴1938.

Les cours de 1953 marquaient dans l'ensemble une baisse, mais en 1954, contrairement à ce qui se passait en Amérique du Nord, il y eut des hausses dans plusieurs cas. Au Royaume-Uni, la politique inaugurée par l'*Agriculture Act* de 1947

a fait monter régulièrement les prix payés aux producteurs. En 1953, les prix du bétail engraisé se situaient à 200 pour cent au-dessus des moyennes de 1936-38 et ceux des porcs à bacon à 350 pour cent. En 1954/55, les prix garantis du

TABLEAU C-21. PRIX DE LA VIANDE ET DU BÉTAIL DANS CERTAINS PAYS ; 1948-1954

PAYS	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	..... 1953 = 100						
Etats-Unis							
Prix de gros de la viande	120	104	112	129	119	100	99
Animaux de boucherie (prix payés au producteur)	121	104	114	137	118	100	99
Canada							
Prix de gros du bétail	98	103	116	142	110	100	98
France							
Prix de gros de la viande, des ani- maux de boucherie, de la volaille et du lapin . . . . .	...	81	77	106	110	100	106
Allemagne occidentale							
Animaux de boucherie (prix payés au producteur) ¹ . . . . .	...	80	98	100	110	100	108
Prix d'importation de la viande et des animaux de boucherie . . . . .	...	...	93	103	106	100	103
Danemark							
Valeurs unitaires moyennes des ex- portations de viande de bœuf, de veau et de porc	88	89	89	100	110	100	97
Nouvelle-Zélande							
Prix d'exportation de la viande ¹	74	68	71	77	90	100	108

¹Période de 12 mois terminant le 30 juin de l'année indiquée.

... Non disponible.

boeuf et du mouton gras n'ont pas subi de changement par rapport à l'année précédente, tandis que ceux du porc gras ont baissé pour la première fois depuis la fin de la guerre. Les prix de la viande en provenance de l'hémisphère sud ont augmenté régulièrement jusqu'en 1954 par suite de la forte demande du Royaume-Uni et aussi de l'augmentation des coûts de production dans les pays exportateurs. Une nouvelle hausse marquée des prix dans cette région semble toutefois peu probable.

Situation actuelle et perspectives. En 1955, les disponibilités de viande sont abondantes et la demande se maintient ferme. On prévoit que, cette année, la production continuera d'augmenter dans une mesure satisfaisante. Cette augmentation portera principalement sur la viande de porc dans l'hémisphère nord, étant donné que les ventes de ce produit sont beaucoup plus fortes qu'en 1954 dans beaucoup de pays, notamment le Canada, les Etats-Unis, l'Allemagne occidentale, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. En Océanie, la production de la campagne 1954/55 est considérablement plus forte que celle de la campagne précédente. La production argentine sera peut-être légèrement plus forte que celle de l'an dernier, mais en Uruguay elle a diminué en 1954 et il est peu vraisemblable qu'elle reprenne cette année.

On estime qu'en 1954 les exportations mondiales de viande (en équivalent de poids carcasse) ont dépassé de 7 pour cent celles de l'année précédente et de 11 pour cent les chiffres d'avant-guerre. Comme la production dans les principaux pays exportateurs est, en général, élevée, il est peu probable que le volume des échanges diminue en 1955, malgré la contraction prévue de la production uruguayenne. Au Royaume-Uni, le tonnage des importations de viande de toutes catégories en 1954 a été inférieur de 7 pour cent à celui de l'année précédente, en raison surtout de la diminution des expéditions de l'Australie et de l'Uruguay. Le volume importé en 1955 sera sans doute plus élevé, mais la préférence du consommateur pour la viande fraîche, produite dans le pays, rend difficile l'écoulement des viandes congelées d'importation. C'est pourquoi les pays exportateurs, et en particulier l'Argentine, développent leurs expéditions de viande de boeuf réfrigérée. A l'exception du bacon, les importations de viande au Royaume-Uni ont été rendues au commerce privé et les préférences du consommateur influent beaucoup sur les ventes et sur les prix. Tout en ayant diminué leurs importations par rapport aux trois années précédentes, les Etats-Unis ont

encore importé, en 1954, 187 000 tonnes de viande (en équivalent de poids carcasse).

En Allemagne occidentale, la demande d'importation est en augmentation depuis 1952; les importations de viande, de produits à base de viande et d'animaux vivants, exprimées en poids carcasse, ont été de 145 000 tonnes en 1954 contre 81 000 tonnes deux ans auparavant; étant donné le fort développement de la production nationale de viande de porc, la demande portera surtout cette année sur le bétail et la viande de boeuf. L'année dernière, les achats de viande effectués par l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe orientale sur le marché mondial ont été beaucoup plus importants qu'en 1953, et l'on estime que ces pays ont ainsi importé 120 000 tonnes de viande en provenance principalement d'Argentine, d'Uruguay, du Danemark et de France. Les deux tiers de cette quantité ont été importés par l'U.R.S.S., le reste surtout par la Tchécoslovaquie et l'Allemagne orientale. L'U.R.S.S. continue ses achats cette année.

En Europe occidentale, la consommation est à un niveau qu'elle n'avait encore jamais atteint depuis la guerre, mais dans plusieurs cas elle reste inférieure à celui d'avant-guerre. On estime que la consommation par habitant est actuellement d'environ 5 pour cent inférieure à celle d'avant la guerre au Royaume-Uni, et d'environ 15 pour cent en Allemagne occidentale. Aux Etats-Unis, la consommation par habitant, en 1955, semaintiendra au niveau élevé de l'année précédente, tandis qu'elle paraît devoir augmenter légèrement au Canada et en Australie.

D'une manière générale, les prix du bétail resteront relativement stables cette année et se maintiendront aux niveaux de l'an dernier. Par contre, les prix des porcs ont récemment fléchi dans un certain nombre de pays en raison de l'augmentation de l'offre. Aux Etats-Unis, le rapport entre les prix de la viande de porc et ceux du maïs, calculé d'après les prix à la production, était de 11,7 en mai 1955 contre 16,8 un an auparavant. La même contraction s'est produite au Canada. Au Royaume-Uni, les prix garantis pour 1955/56 pour les boeufs, moutons et agneaux gras ont été augmentés, cette augmentation étant pour les boeufs gras de 4 pour cent environ, tandis que pour les porcs gras ils subissaient une réduction de 5 pour cent.

Contrairement à ce qui s'était produit en 1953 où le gouvernement des Etats-Unis avait acheté de fortes quantités de viande de boeuf en vue de stabiliser le marché du bétail, aucun achat de ce genre n'a été effectué en 1954. A la fin d'avril 1955,

les stocks de viande entreposés aux Etats-Unis dépassaient de 16 pour cent ceux de l'année précédente, mais se situaient à 9 pour cent au-dessous de la moyenne de la période 1950-1954. Tandis que les stocks de viande de bœuf diminuaient, ceux de viande de porc augmentaient fortement. Au Canada, les stocks totaux de viande, non compris la viande en conserve, étaient à la fin d'avril légèrement plus faibles qu'une année auparavant.

Produits laitiers ; Oeufs

Tendances de l'après-guerre. Immédiatement après la deuxième guerre mondiale, la production de lait était à un niveau élevé en Amérique du Nord, tandis qu'en Europe occidentale elle était inférieure d'un quart à celle d'avant la guerre par suite de la réduction du cheptel et de la baisse des rendements. En Océanie, la production laitière diminua pendant la guerre à cause du manque de main-d'œuvre, de la sécheresse et de difficultés d'écoulement, mais le niveau d'avant-guerre fut atteint de nouveau en 1947/48. En Amérique latine, la production dépassait en 1946 d'environ un tiers celle d'avant la guerre. La production de l'Europe occidentale a bien repris et en 1954 elle était supérieure de 50 pour cent à celle de 1946 ; toutefois, cette production ne dépassait encore que de 16 pour cent celle d'avant-guerre. En Amérique du Nord, la production qui avait diminué pendant les premières années de l'après-guerre, en partie à cause de la mauvaise récolte de 1947, est demeurée assez stable entre 1948 et 1952, puis s'est remise à augmenter. En Océanie, la reprise a été freinée par la forte sécheresse dont a souffert l'Australie en 1951 et par le niveau élevé des salaires agricoles. Considérée

TABLEAU C-22. PRODUCTION MONDIALE¹ DE LAIT, DE BEURRE, DE FROMAGE ET DE LAIT ÉCRÉMÉ EN POUDRE ; 1946-1954

ANNÉES	Lait	Beurre	Fromage	Lait écrémé en poudre
	..... avant-guerre = 100			
1946	98	74	93	209
1947	98	77	98	221
1948	100	77	104	233
1949	107	86	123	311
1950	112	91	127	308
1951	113	89	130	256
1952	112	87	135	323
1953	118	96	146	445
1954	121	99	148	471

¹Non compris l'Europe orientale, l'U.R.S.S. et la Chine.

sur le plan mondial, la production laitière de 1954 ne dépassait celle d'avant-guerre que de 20 pour cent environ, tandis que celle de la viande se situait à 34 pour cent au-dessus. Un important aspect de la production de lait après la guerre est l'augmentation des rendements par vache laitière dans bon nombre de pays. Aux Etats-Unis, ils dépassaient, en 1954, d'un quart ceux d'avant-guerre. Des augmentations notables de rendement ont été enregistrées aussi dans les pays de l'Europe occidentale et en Océanie.

Depuis la fin de la guerre, la production laitière a trouvé son principal débouché dans la consommation de lait liquide, au lieu de beurre avant la guerre. Il semble cependant qu'avec les rapports actuels des prix la consommation de lait ait atteint un point de saturation dans beaucoup de pays de l'hémisphère occidental. En fait, depuis 1950/51 la consommation par habitant n'a guère changé en Amérique du Nord, tandis qu'elle a baissé en Océanie et dans beaucoup de pays de l'Europe occidentale.

La production de beurre et de fromage a suivi depuis la fin de la guerre des tendances bien différentes, comme le montre le tableau C-22. La production de beurre qui, pendant la guerre, avait diminué beaucoup plus que celle du fromage, aug-

TABLEAU C-23. CONSOMMATION DE LAIT LIQUIDE¹ PAR HABITANT, DANS CERTAINS PAYS; AVANT-GUERRE, 1950/51 ET 1953/54

PAYS	Avant la guerre	1950/51	1953/54	1953/54 en pourcentage de 1950/51
	.. kilogrammes par an..			%
Finlande ²	260	276	280	101
Norvège	188	253	245	97
Suède	250	232	224	97
Nouvelle-Zélande . .	190	224	216	96
Suisse ^{2 3}	244	226	213	94
Pays-Bas	146	196	199	102
Canada ²	181	184	184	100
Autriche	186	165	176	107
Danemark ²	167	172	171	99
Irlande ^{2 3}	141	167	165	99
Etats-Unis ²	150	160	160	100
Royaume-Uni	107	158	154	97
Allemagne occident..	139	119	131	110
Australie ³	110	133	130	98
Belgique - Luxem- bourg	81	104	109	105
France	86	91	87	96
Italie	36	48	50	104
Grèce	42	31	39	126

¹Sauf indications contraires, ces chiffres comprennent l'équivalent en lait entier de la crème consommée. Dans quelques pays, la consommation comprend du lait standard.

²Après-guerre : années civiles 1951 et 1954.

³Non compris la crème.

menta jusqu'en 1950 où, en raison de la concurrence croissante de la margarine, elle se mit à baisser. Ce mouvement se renversa en 1953 grâce surtout à une très forte augmentation de la production en Amérique du Nord. Néanmoins en 1954, la production de beurre atteignait à peine son niveau d'avant-guerre, tandis que celle de fro-

TABLEAU C-24. EXPORTATIONS MONDIALES DE BEURRE, DE FROMAGE ET DE LAIT CONCENTRÉ ; 1946-1954

ANNÉES	Beurre	Fromage	Lait concentré
	..... avant-guerre = 100		
1946	46	97	255
1947	54	96	210
1948	62	86	187
1949	70	125	217
1950	80	129	210
1951	74	132	217
1952	70	121	210
1953	72	130	210
1954	70	128	202

mage, qui n'avait cessé d'augmenter depuis la fin de la guerre, l'avait dépassé de presque 50 pour cent. La production de lait écrémé en poudre a plus que doublé ces dernières années par rapport à 1946. La consommation de beurre s'est modifiée considérablement depuis la guerre. Aux Etats-Unis

comme au Royaume-Uni, la consommation moyenne de beurre par habitant pendant la période 1950-54 était de 45 pour cent inférieure à celle d'avant-guerre, aux Pays-Bas de 50 pour cent, en Norvège de 40 pour cent, au Canada de 33 pour cent, en Allemagne occidentale de 27 pour cent et en Australie de 10 pour cent. Par contre, la consommation de margarine a été beaucoup plus forte qu'avant la guerre dans la plupart des pays. La tendance à la diminution de la consommation de beurre s'est renversée ces deux dernières années dans de nombreux pays.

Les exportations mondiales de beurre avant la guerre étaient en moyenne de 610 000 tonnes par an. Après la guerre, elles étaient tombées à 46 pour cent du volume d'avant-guerre, mais elles remontèrent ensuite pour atteindre 80 pour cent de ce volume en 1950 ; il y eut alors un mouvement de contraction et, en 1954, le tonnage exporté représentait environ 70 pour cent de celui d'avant-guerre. Les exportations de fromage qui se situaient à un niveau relativement élevé immédiatement après la guerre dépassent actuellement d'environ 30 pour cent le niveau d'avant-guerre. La plus grande partie des échanges de beurre et de fromage se font entre le Royaume-Uni et ses principaux fournisseurs (Australie, Nouvelle-Zélande et Danemark) en vertu de contrats à long terme. Le contrat passé avec la Nouvelle-Zélande

TABLEAU C-25. EXPORTATIONS DE BEURRE, DE FROMAGE, DE LAIT CONDENSÉ OU ÉVAPORÉ ET DE LAIT EN POUDRE, DE CERTAINS PAYS ; AVANT LA GUERRE, 1953 ET 1954

PAYSS	Beurre			Fromage			Lait condensé ou évaporé			Lait en poudre		
	Moyenne 1934-1938	1953	1954	Moyenne 1934-1938	1953	1954	Moyenne 1934-1938	1953	1954	Moyenne 1934-1938	1953	1954
	..... milliers de tonnes											
Danemark	149	137	141	8	60	59	18	42	30	—	11	12
France	4	1	3	11	17	19	5	13	¹ 17	—	2	—
Irlande	24	—	3	1	1	—	6	6	1	—	2	1
Italie	1	—	—	24	17	17	2	—	—	—	—	—
Pays-Bas	50	53	52	60	86	92	162	208	209	17	32	36
Norvège	—	5	2	2	3	2	2	¹ 1	—	—	—	—
Suède	23	13	13	—	5	5	—	—	—	—	4	2
Suisse	—	—	—	19	18	22	6	4	5	—	—	—
Canada	2	—	—	33	7	2	9	8	4	2	18	11
Etats-Unis	1	—	2	1	3	2	15	69	60	2	58	90
Argentine	8	15	15	2	4	3	—	—	—	—	—	² 1
Australie	100	40	48	9	24	24	7	37	20	2	² 26	² 25
Nouvelle-Zélande	140	161	135	87	103	94	3	11	6	7	53	40
Total	502	425	² 414	257	348	341	235	399	352	30	206	² 218

¹Y compris le lait en poudre.
²Chiffres provisoires.
³Y compris le lait malté.
— Néant ou négligeable.

a été résilié par commun accord en 1954 ; les autres prennent fin en 1955. Le volume du commerce de lait concentré a été, pendant la plupart des années d'après-guerre, environ le double de celui d'avant-guerre. Dans cette catégorie de produits, les exportations de lait en poudre ont augmenté beaucoup plus que celles de lait condensé ou évaporé.

Pendant les premières années d'après guerre, les prix de détail du lait et des produits laitiers ont été, en grande mesure, influencés, contrôlés ou directement fixés par les gouvernements. C'est une des raisons pour lesquelles les prix du lait liquide ont moins augmenté pendant les années « quarante » que ceux des autres produits laitiers, contribuant ainsi au développement de la consommation du lait liquide.

TABLEAU C-26. PRODUCTION ET EXPORTATIONS MONDIALES D'OEUF ; 1946 à 1954

ANNÉES	Production ¹	Exportations
	<i>moyenne d'avant-guerre = 100</i>	
1946	112	74
1947	113	49
1948	116	61
1949	125	70
1950	134	95
1951	135	86
1952	142	88
1953	145	98
1954	152	111

¹Non compris l'Europe orientale, l'U.R.S.S. et la Chine.

En ce qui concerne les oeufs, la situation de l'offre a évolué favorablement depuis la fin de la guerre. A l'échelle mondiale, on estime que la production a dépassé de 50 pour cent le niveau d'avant-guerre ; l'augmentation est de 75 pour cent en Amérique du Nord et de 25 pour cent en Europe occidentale. La consommation est plus élevée qu'avant la guerre dans nombre de pays et les augmentations les plus fortes ont été enregistrées aux Etats-Unis et au Canada. Pendant les premières années d'après guerre, les exportations européennes d'oeufs ont été extrêmement faibles et la plus grande part des exportations mondiales est revenue à l'Amérique du Nord. Plus tard, les exportations des pays d'Europe ont augmenté de façon continue. En 1954, les exportations néerlandaises étaient plus du double de celles d'avant la guerre ; le Danemark exportait également beaucoup plus qu'avant-guerre. Tandis que le Royaume-Uni a importé moins d'oeufs en coque qu'avant

la guerre, l'Allemagne occidentale est devenue depuis quelques années le principal importateur ; en 1954 les importations de ce pays étaient supérieures de 75 pour cent à celles du Royaume-Uni.

Situation actuelle et perspectives. La production laitière mondiale, qui a augmenté d'environ 2,5 pour cent en 1954, augmentera probablement encore de 1 à 2 pour cent en 1955. Aux Etats-Unis, le nombre de vaches laitières, au début de 1955, était légèrement inférieur à celui d'il y a un an, mais cette réduction pourra être compensée par une amélioration des rendements et l'on estime que la production sera à peu près égale à celle de 1954. Dans plusieurs pays d'Europe la production laitière, qui a souffert de conditions climatiques défavorables pendant l'hiver et au début du printemps, a été inférieure à celle de la campagne précédente. D'autre part, en Océanie, elle est plus élevée que l'an dernier, en raison surtout de bonnes conditions en Australie.

Il est probable que cette année la production de beurre sera légèrement inférieure à celle de 1954. Dans un certain nombre de pays de l'hémisphère nord, notamment au Danemark, en Allemagne occidentale, aux Pays-Bas et aux Etats-Unis, la production beurrière du premier trimestre de l'année en cours a été inférieure à celle du trimestre correspondant de l'année précédente. La production de fromage se maintiendra probablement au niveau record de 1954 ; la diminution prévue de cette production aux Etats-Unis sera en effet compensée par une augmentation en Europe. On peut prévoir aussi une diminution du volume de la production de lait écrémé en poudre.

En 1954, la consommation de beurre a augmenté aux Etats-Unis, en Allemagne occidentale et au Royaume-Uni. On s'attend à ce qu'en 1955 les Etats-Unis augmentent leur consommation de lait liquide et d'autres produits laitiers. La demande pour l'ensemble des produits laitiers paraît devoir rester ferme.

On ne s'attend pas cette année à de grands changements par rapport à l'année 1954 dans le commerce des produits laitiers. Il est probable que les exportations de beurre européen baisseront, mais celles de l'Océanie seront vraisemblablement plus fortes qu'en 1954 et par conséquent, s'il y a diminution du volume total des exportations, elle ne pourra être que faible. Les exportations de fromage devraient se maintenir car il y a une tendance évidente à développer cette production chez les principaux exportateurs d'Europe, comme le Danemark, les Pays-Bas et la Suisse. Au Royau-

TABLEAU C-27. QUANTITÉS DE PRODUITS LAITIERS DÉTENUES PAR LA « COMMODITY CREDIT CORPORATION » DES ÉTATS-UNIS À CERTAINES DATES

PRODUITS	Le 31	Le 1er	Le 1er	Le 31
	mars 1954	juillet 1954	janvier 1955	mars 1955
	.... milliers de tonnes			
Beurre industriel.	163	200	121	107
Cheddar.	177	187	152	149
Lai écrémé en poudre.	272	137	42	39

me-Uni et en Allemagne occidentale, la demande de beurre d'importation reste ferme. L'U.R.S.S. et les pays de l'Europe orientale ont acheté en 1954 environ 57 000 tonnes de beurre sur le marché mondial, mais cette année les importations de cette région seront vraisemblablement beaucoup plus faibles.

Les prix des produits laitiers devraient, cette année, rester stables, aidés en cela, dans bien des cas, par les mesures de soutien des prix. Au Royaume-Uni, le prix garanti du lait pour la campagne 1955/56 a été augmenté d'environ 2 pour cent ; aux Pays-Bas, le prix minimum garanti à la production est légèrement supérieur à celui d'il y a un an. Aux États-Unis, les prix de soutien dont bénéficient le beurre, le cheddar et le lait écrémé en poudre pour la campagne 1955/56 n'ont pas varié par rapport à l'année précédente ; le Canada continuera lui aussi à soutenir le prix du beurre au même niveau que l'an dernier. Dans quelques pays, par exemple en France, les prix du beurre, qui avaient fléchi sensiblement en 1954, augmenteront probablement quelque peu cette année. L'accumulation des stocks gouvernementaux aux États-Unis en 1953 et 1954 a été arrêtée vers la fin de 1954 et, fin mars 1955, les stocks détenus par le gouvernement étaient inférieurs à ceux de l'année précédente, la réduction la plus forte portant sur le lait écrémé en poudre.

En dehors de l'Amérique du Nord, on ne prévoit aucune modification particulière du niveau des stocks pendant l'année en cours.

La production actuelle d'oeufs est à un niveau élevé. Les prix défavorables en 1954 ont ralenti l'augmentation des effectifs de pondeuses ; il faut donc prévoir qu'en 1955 la production augmentera à un rythme beaucoup plus lent que l'année précédente. Le commerce se maintient bien, en raison surtout de la demande de l'Allemagne occidentale qui demeure forte ; par conséquent, le volume des exportations totales de 1955 ne descendra sans

doute pas au-dessous de celui de 1954. Au Royaume-Uni, le prix garanti aux producteurs a été augmenté d'environ 2 pour cent. Aux États-Unis, il y a eu une très forte baisse des prix en 1954, mais il est peu probable qu'une nouvelle baisse se produise cette année. En moyenne, les prix des oeufs se maintiendront en 1955 plus ou moins aux niveaux de l'année dernière.

PRODUITS DES PÊCHES¹

La production et le commerce du poisson sont en grande partie fonction de l'exploitation de quelques espèces importantes que l'on rencontre en quantités abondantes sur des lieux de pêche accessibles : morue, hareng et sardine, par exemple. La pêche offre donc beaucoup moins de possibilités de sélectivité que l'agriculture, et les changements dans la composition des quantités pêchées sont dus surtout aux variations soit de l'abondance des peuplements, soit de l'intensité de la pêche de certains d'entre eux. C'est ainsi que, durant l'après-guerre, la disparition de la sardine de Californie a provoqué une diminution du volume des quantités débarquées, qui avait atteint en 1936 681 400 tonnes et qui est tombé de 149 200 tonnes en 1951 et à 6 500 tonnes en 1952 ; dans la mer du Nord, l'épuisement des peuplements des variétés de qualité supérieure, importantes du point de vue commercial, en particulier la plie et l'aiglefin, a provoqué une diminution rapide des quantités pêchées, dont le volume était très élevé juste après la guerre. L'augmentation des quantités débarquées, qu'il s'agisse du hareng en Norvège, du menhaden et du thon aux États-Unis, de la plupart des espèces au Japon, de la rascasse du nord en Islande, etc., s'explique par une exploitation plus intensive. La seule ressource « nouvelle » présentant une valeur marchande importante qui ait été exploitée durant cette période a été le pilchard et le chinchard dont les quantités totales débarquées en Union Sud-Africaine et dans le sud-ouest de l'Afrique sont passées du chiffre négligeable qu'on enregistrait avant 1949 à 500 000 tonnes environ en 1953.

C'est donc surtout en matière d'utilisation des produits du poisson que s'effectuent les ajustements nécessaires pour faire face aux conditions changeantes du commerce ; à cet égard, l'industrie des pêches, tout au moins dans les secteurs les plus développés du point de vue technique, a fait preuve dans l'ensemble d'une grande facilité

¹Pour la présente section, voir le tableau C-28.

d'adaptation devant les modifications qu'ont subies, dans l'après-guerre, la demande de différents types de produits d'une part, et la balance des paiements d'autre part.

Si, immédiatement après la guerre, on avait cherché surtout, pour faire face aux pénuries alimentaires qui existaient alors, à produire en masse, on s'est par la suite attaché davantage à la qualité et à la variété, à mesure que la demande se faisait plus sélective, et surtout parce que les marchés de l'Amérique du Nord, qui constituaient une source de dollars mais pour lesquels la concurrence était très forte, attiraient de plus en plus les exportateurs européens et autres. C'est à cette époque qu'on a vu apparaître de nombreux types nouveaux de produits comestibles à base de poisson, destinés à éveiller l'intérêt du consommateur, et que les investissements dans l'équipement pour la conservation du poisson durant l'entreposage et le transport ont augmenté.

Parallèlement l'intensification de la production animale, aux États-Unis notamment, a déterminé et soutenu une forte demande de farines de poisson, ce qui a permis aux industries des pêches d'utiliser les issues, les excédents ou les espèces non recherchées et dans certains cas d'employer, surtout à la transformation du poisson en farines et en huiles, leur surcroît de capacité.

Produits frais et congelés

C'est toujours la consommation à l'état frais qui constitue la principale utilisation du poisson (de 40 à 50 pour cent des disponibilités totales exprimées en poids vif); les organismes de vente consacrent, depuis longtemps, la plus grande partie de leurs activités à la vente du poisson frais et dans bien des régions le consommateur a une préférence marquée pour ce produit. Au cours de l'après-guerre, c'est surtout dans les méthodes de préparation, d'emballage et de transport que des progrès ont été réalisés; on s'est attaché en particulier à la préparation de filets, en vue de faciliter la manutention et de réduire les frais de transport, ainsi qu'à l'utilisation des issues qui autrement auraient été perdues.

En même temps, l'emploi des méthodes de congélation, appliquées depuis longtemps déjà en Amérique du Nord, s'est répandu progressivement en Europe; on a pu ainsi d'abord reporter les excédents temporaires, puis varier la présentation du produit et aussi le transporter à plus grande distance, notamment pour ce qui est des exportations européennes vers l'Amérique du Nord. En Europe occidentale, plus de 50 pour cent du pois-

son de fond est pêché 10 à 15 jours avant d'être débarqué; on voit donc que le problème de la conservation à bord est primordial et limite les efforts en vue d'améliorer la qualité. Aux États-Unis, en particulier, on recourt largement à la congélation afin de varier la présentation des produits des pêches et l'on s'efforce surtout de plaire au consommateur. C'est ainsi qu'on a vu apparaître un produit entièrement nouveau: les « baguettes de poisson », dont la production a atteint, en 1954, plusieurs milliers de tonnes par mois.

Le commerce de produits frais et congelés a subi après la guerre certains changements importants. Avant la guerre, les principaux pays importateurs d'Europe étaient le Royaume-Uni et l'Allemagne. Le Royaume-Uni importe toujours de grosses quantités; on note une augmentation marquée des importations de produits frais et congelés (83 000 tonnes en 1938, 186 500 tonnes en 1949) au détriment de celles des produits en conserve, dont les prix sont plus élevés.

Le volume des importations allemandes de poisson frais et congelé avait augmenté en flèche après la guerre; il dépassait 200 000 tonnes, soit 30 pour cent de plus qu'avant la guerre, mais il est tombé à moins de 90 000 tonnes en 1950 et au cours des années suivantes. De ce fait, les exportations de hareng frais et congelé du Royaume-Uni vers l'Allemagne, qui dépassaient 35 000 tonnes en 1938, n'étaient plus que de 200 tonnes en 1953. Tous les autres pays exportateurs importants d'Europe, le Danemark, l'Islande et la Norvège, ont enregistré des augmentations marquées de leurs exportations de produits frais et congelés, parmi lesquels il convient de signaler les filets congelés, innovation d'après-guerre. Les exportations islandaises de ces produits étaient passées de 17 500 tonnes environ en 1938 à plus de 156 000 tonnes en 1949, après quoi elles sont retombées par suite de la diminution des importations du Royaume-Uni et de l'Allemagne. Le Danemark a, par rapport à l'avant-guerre, presque doublé le volume de ses exportations, qui s'élevait alors à 52 000 tonnes; quant à la Norvège, elle a exporté 182 000 tonnes en 1949, contre 120 000 tonnes en 1938. A la suite du fléchissement des exportations vers l'Allemagne occidentale et le Royaume-Uni, les exportations annuelles sont tombées au-dessous de 97 000 tonnes en 1950, mais elles se sont un peu améliorées en 1951/52. L'exportation de produits congelés vers les États-Unis présente une importance de plus en plus grande pour ces pays, que l'affaiblissement des marchés de l'Europe occidentale contraint

depuis quelques années à rechercher de nouveaux débouchés en Europe centrale et orientale ainsi qu'au Moyen-Orient. Depuis 1951, le volume des exportations du Japon dépasse celui d'avant-guerre ; ce pays expédie, notamment vers les États-Unis, deux fois plus de thon congelé. D'une manière générale, si le poisson frais continue de dominer le marché intérieur dans la plupart des régions situées hors de l'Amérique du Nord, les produits congelés gagnent lentement du terrain et, surtout, contribuent grandement à diversifier et à développer le commerce international.

Produits séchés, salés et fumés

Le quart environ du volume global des quantités de poisson pêché dans le monde est conservé, séché ou salé, et, à un moindre degré, fumé. Ces méthodes de traitement et de conservation sont particulièrement utilisées en Europe, en Asie du sud-est et en Extrême-Orient.

Morue, merlu, aiglefin, etc. En Europe, les îles Féroé, l'Islande, la Norvège, la France, le Portugal et l'Espagne produisent d'assez grandes quantités de morue salée ; sauf les trois derniers, qui en consomment également de grandes quantités, ces pays exportent leur production vers les pays de l'Europe méridionale ainsi que vers le Brésil et la région des Caraïbes.

Au cours des dix années qui ont précédé la deuxième guerre mondiale, l'Espagne et le Portugal avaient entrepris de créer une flottille nationale de morutiers ; ces deux pays ont, après la guerre, accéléré le développement de leur flotte de pêche, et ils produisent aujourd'hui un pourcentage appréciable de leurs besoins domestiques. De ce fait on a enregistré une diminution générale des quantités entrant dans le commerce international.

Durant les années d'après-guerre, les pays exportateurs ont continué de se ressentir des difficultés monétaires et des restrictions imposées aux échanges ; le Canada (y compris Terre-Neuve), pays exportateur à devise forte, a eu beaucoup de mal à écouler sa production de morue salée. Il a donc été amené, non seulement à cause des difficultés d'ordre monétaire que connaissaient les marchés traditionnels de poisson salé, mais aussi à la suite de l'accroissement de la demande de produits frais et congelés aux États-Unis, à réduire sa production de morue salée et à augmenter celle de produits frais et congelés, parmi lesquels les filets congelés tiennent une place assez importante.

Immédiatement après la guerre, l'Islande, dont la flotte de pêche s'était agrandie, continuait de

débarquer du poisson frais directement dans les ports du Royaume-Uni. Plus tard, la réduction des importations de poisson frais par le Royaume-Uni et l'Allemagne obligèrent l'Islande à revenir à la production de morue salée ; ce changement fut facilité dans une certaine mesure par l'augmentation des importations de morue salée en Grèce, Italie, Espagne et Brésil, notamment de 1947 à 1952.

Hareng, sardine, anchois, etc. Outre le Japon, qui produit des quantités importantes (130 000 tonnes en 1952) de sardines et de harengs séchés ou salés, destinées surtout à la consommation intérieure, les principaux producteurs ont, en 1953, été l'Allemagne (55 400 tonnes), l'Islande (23 100 tonnes), les Pays-Bas (72 000 tonnes), la Norvège (82 800 tonnes) et le Royaume-Uni (30 500 tonnes). Les barrières commerciales et autres mesures de restriction ont freiné les exportations traditionnelles de l'Islande, des Pays-Bas, de la Norvège et du Royaume-Uni vers l'Allemagne occidentale et les pays d'Europe orientale. La conclusion d'accords commerciaux a permis d'exporter annuellement des quantités appréciables. Les difficultés qu'ont éprouvées certains pays exportateurs à écouler leur production de hareng salé les ont amenés à créer des conserveries qui absorbent une partie des quantités pêchées ; en outre, les usines d'huile et de farine de poisson absorbent des quantités appréciables de hareng.

Poisson divers. En Asie, le commerce des produits séchés et salés se fonde d'une part sur les importations ceylanaïses en provenance du Pakistan, de l'Inde et des Maldives et d'autre part sur les tonnages provenant de Thaïlande et d'Indochine, destinés à l'Indonésie et transitant par Singapour.

Les importations de Ceylan en provenance du Pakistan, de l'Inde et des Maldives (qui atteignaient en 1938 16 000 tonnes environ) sont passées de 25 600 tonnes en 1947 à 34 700 tonnes en 1952, mais elles sont tombées à moins de 20 000 tonnes en 1953 ; ce recul est dû surtout à la diminution des quantités fournies par l'Inde.

En 1938, une cinquantaine de milliers de tonnes de poisson en provenance de la Thaïlande et de l'Indochine et destinées à l'Indonésie transitaient par Singapour. Durant les années d'après-guerre, les États associés n'ont, en raison des hostilités qui s'y poursuivaient, fourni que des quantités très réduites. Les exportations de la Thaïlande vers la Malaisie, très faibles en 1947-50, n'en ont pas moins atteint en 1951 leur niveau d'avant-guerre ; comme, par ailleurs, les quantités fournies

par le Japon ont augmenté, la Malaisie et Singapour ont pu reprendre dans une certaine mesure les envois à destination de l'Indonésie. Le volume des exportations vers ce pays a atteint 37 000 tonnes en 1952, contre 49 000 en 1938. La tendance à l'augmentation qui s'était manifestée après la guerre s'est renversée en 1953, année pendant laquelle l'Indonésie n'a importé que 24 000 tonnes.

Produits des pêches en conserve

Près de 10 pour cent du tonnage total pêché dans le monde est absorbé par les conserveries. Mais en Afrique, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud, le cinquième seulement des prises totales est utilisé de cette manière. Dans plusieurs pays européens, ainsi qu'au Japon, l'industrie de la conserve joue un rôle important dans l'économie nationale.

La production mondiale de conserves consiste surtout en saumon du Pacifique, hareng, sardine et pilchard, et en thon, bonite scombres et chinchard. De petites quantités de crustacés et de mollusques sont mises en conserve, mais il s'agit de produits dont le prix est élevé. Aux Etats-Unis, la production de conserves à base de poisson, destinées à l'alimentation des animaux, y compris les animaux d'agrément, est fort importante (84 500 tonnes en 1953).

Saumons du Pacifique. Les cinq saumons du Pacifique (on entend par là l'ensemble du groupe d'espèces désignées sous le nom de saumon, truite, éperlan, etc.) sont débarqués au Canada (Colombie britannique), aux Etats-Unis (Orégon et Washington), en Alaska, au Japon et sur la côte Pacifique de l'U.R.S.S. Dans ces régions, la plus grande partie du tonnage débarqué de ces cinq espèces est mise en conserve; le reste, ainsi que la presque totalité du tonnage débarqué dans les autres parties du monde, qui est relativement faible, se vend sur le marché à l'état frais, congelé ou salé.

Au Canada, le volume de la production annuelle de saumon en conserve de la Colombie britannique est resté constant (entre 30 000 et 40 000 tonnes) durant les dix années qui ont suivi la guerre; il s'agit principalement de produits à base de saumon rose, de saumon chum et de saumon sockeye. La production des Etats-Unis dans les Etats d'Orégon et de Washington, qui se caractérise par un cycle biennal, est plus forte les années se terminant par un nombre impair; ces fluctuations cycliques (qui ont oscillé entre 19 400 et 28 900 tonnes par an entre 1947 et 1953) sont

dues surtout aux variations de l'abondance du saumon rose sur les lieux de pêche de ces deux Etats.

L'Alaska, qui produit surtout des saumons chum, pink et sockeye, est la principale source d'où provient le saumon en conserve des Etats-Unis. Depuis la fin de la guerre, sa production a tendance à diminuer (94 000 tonnes en 1947, 62 300 tonnes en 1953); ce fléchissement est dû principalement au fait que l'on prend moins de saumons pink et sockeye. La pêche du sockeye connaît un cycle quadriennal dont les niveaux avait été gravement affecté par l'éboulement de rochers qui s'est produit en 1913 à Hell's Gate, sur le fleuve Fraser; la construction de nouvelles échelles à poissons a permis de relever quelque peu ces niveaux.

Le Japon, qui a dû céder à l'U.R.S.S. des lieux de pêche importants, a vu, après la guerre, sa production tomber bien au-dessous du niveau d'avant-guerre. Comme on ne possède de statistiques ni de la production ni des exportations, il n'est pas possible d'évaluer dans quelle mesure les quantités de saumon pêchées en U.R.S.S. et la production de poisson en conserve de ce pays ont compensé le fléchissement de la production japonaise. Celle-ci augmente lentement depuis cinq ou six ans, par suite de l'envoi de navires-usines destinés à la pêche au saumon.

Aux Etats-Unis, le recul de la production ainsi que le fait que le Royaume-Uni a pratiquement cessé d'importer ont entraîné la diminution des exportations de saumon en conserve qui, de 27 900 tonnes en 1947 (contre 21 900 tonnes en 1938), sont tombées à moins de 1 000 tonnes par an depuis 1950. De même, les difficultés monétaires, les mesures de contrôle des importations et des devises ont réduit les exportations annuelles de saumon canadien, notamment vers le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Union Sud-Africaine. Les producteurs canadiens, profitant de la diminution de la production de saumon de l'Alaska et malgré la concurrence plus âpre provoquée par l'accroissement de la production de thon en conserve, ont contrebalancé ces pertes en augmentant leurs exportations vers les Etats-Unis. En 1954, le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Union Sud-Africaine ont pris diverses mesures pour faciliter les importations de saumon en conserve, produit pour lequel les perspectives du marché en 1955 sont donc plus favorables.

Harengs, sardines, anchois, etc. L'industrie portugaise a connu, surtout en 1948/49, une situation critique, la sardine étant devenue moins abon-

TABLEAU C-28. QUANTITÉS ANNUELLES TOTALES DE POISSONS, CRUSTACÉS, MOLLUSQUES, ETC., PÊCHÉS ET DÉBARQUÉS PAR CERTAINS PAYS; 1938, 1946-54

P = Quantités pêchées (poids vif) D = Quantités débarquées (poids débarqué)
 PD = Les quantités pêchées et débarquées sont identiques

PAYS		1938	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953
<i>milliers de tonnes</i>										
<i>Grands producteurs</i>										
Canada (y compris Terre-Neuve)	P	837	...	988	1 053	1 000	1 048	1 013	940	925
	D	760	598	878	955	899	962	927	849	837
Japon	PD	3 562	2 130	2 206	2 431	2 642	3 086	3 666	4 649	4 577
Norvège	P	1 153	...	1 195	1 502	1 297	1 466	1 831	1 806	1 506
	D	1 065	855	1 032	1 318	1 084	1 279	1 669	1 670	1 378
Royaume-Uni	P	1 198	...	1 172	1 206	1 159	989	1 086	1 105	1 122
	D	1 098	925	1 047	1 098	1 049	926	993	1 038	1 030
Etats-Unis (y compris l'Alaska)	P	2 253	...	2 283	2 410	2 504	2 590	2 365	2 391	2 385
	D	1 930	2 021	1 967	2 041	2 172	2 216	2 002	1 950	2 019
<i>Producteurs moyens</i>										
Danemark	P	97	...	206	226	258	251	293	324	343
	D	89	190	195	217	245	241	281	312	331
France	P	530	...	476	468	474	454	528	488	520
	D	463	...	441	422	426	408	482	426	459
Allemagne occidentale	P	777	...	...	409	501	553	680	665	730
	D	714	265	...	368	459	512	636	621	694
Islande	P	274	...	484	478	408	373	418	402	425
	D	249	371	433	414	343	324	371	335	361
Inde	PD	...	...	662	530	570	827	763	752	...
Corée du sud	PD	629	299	302	285	300	219	277	...	...
Pays-Bas	P	256	...	295	294	264	258	294	314	343
	D	256	195	256	258	234	230	262	277	310
Philippines	P	81	...	251	195	238	226	299	318	312
	D	81	50	251	195	238	220	296	313	306
Portugal	P	240	...	282	275	281	307	307	334	392
	D	218	260	230	221	214	229	223	254	293
Espagne	P	408	...	581	547	571	598	603	612	635
	D	388	571	540	504	518	538	546	549	568
Union Sud-Africaine (y compris le Sud-Ouest africain)	P	74	...	115	176	201	258	465	641	628
	D	53	...	106	165	191	254	460	631	623
<i>Petits producteurs</i>										
Angola	PD	26	58	51	113	131	136	177	157	222
Argentine	PD	55	58	65	71	65	58	78	79	...
Australie	PD	34	36	38	39	35	33	38	46	52
Congo belge	PD	1	...	14	18	25	43	37	48	...
Belgique	P	43	...	81	71	68	59	57	71	74
	D	39	70	75	64	61	53	52	63	66
Brésil	PD	103	122	140	145	153	153	158	175	...
Ceylan	PD	...	...	...	24	36	43	37	26	26
Taiwan	PD	90	52	63	84	80	84	104	122	131
Chili	P	32	...	61	65	77	88	94	119	107
	D	30	61	60	64	76	87	91	118	107
Egypte	PD	38	42	47	43	55	44	50	54	...
Iles Féroé	PD	63	65	97	92	100	98	93	87	89
Finlande	PD	44	26	46	46	66	66	66	58	62
Maroc français	PD	31	51	51	56	93	123	91	122	128
Grèce	PD	25	22	22	34	35	52	43	43	46
Hong-Kong	P	...	...	...	...	...	...	35	40	36
	D	...	...	14	22	27	31	31	35	32
Irlande	P	13	...	22	26	18	17	17	19	19
	D	12	21	20	25	16	16	16	18	18
Italie	PD	181	169	160	157	179	186	186	215	214
Malaisie	PD	...	...	119	139	162	170	162	162	164
Mexique	PD	17	55	54	68	68	74	75	58	67
Nouvelle-Zélande	P	29	...	33	34	36	34	34	35	...
	D	25	29	31	33	34	32	32	33	...
Pérou	PD	5	28	31	36	45	74	97	107	...
Pologne	PD	13	23	40	48	49	66	72	...	...
Maroc espagnol	PD	...	10	11	11	10	9	9	11	11
Suède	P	129	...	165	194	182	187	183	204	196
	D	124	161	156	184	173	176	173	194	186
Thaïlande	PD	161	...	151	161	154	178	187	192	205
Tunisie	PD	10	9	10	12	11	12	15	13	12
Turquie	PD	76	...	...	...	...	...	100	100	103
Ouganda	PD	...	...	9	11	12	15	20	23	23
Venezuela	PD	22	77	76	92	75	78	75	...	...
Yougoslavie	PD	11	...	12	14	28	27	24	23	24

... Non disponible.

dante sur les lieux de pêche. Le manque de fer blanc a affecté les producteurs portugais et espagnols qui, de même que les producteurs français, ont dû faire face à la concurrence accrue de la production marocaine; celle-ci, qui est en pleine expansion, s'est élevée de 12 800 tonnes seulement en 1938 à 56 100 tonnes en 1950 et à 42 500 tonnes en 1953. La concurrence s'étant faite plus âpre sur l'ensemble du marché de la sardine en conserve, le Maroc français a, par la suite, vu son expansion se ralentir, notamment à la suite de la diminution de la demande du Royaume-Uni.

Immédiatement après la guerre, la production allemande et japonaise a été négligeable; mais le relèvement de leur économie a permis à ces deux pays d'améliorer rapidement la situation de leurs conserveries de poisson, dont la production a à peu près atteint, en 1953-54, les niveaux d'avant-guerre.

Au Royaume-Uni, la production de hareng en conserve (16 000 tonnes en 1952) a augmenté; cela s'explique en partie par les efforts de ce pays, qui parvenait de plus en plus difficilement à écouler le hareng salé et d'autres produits à base de hareng traité, pour trouver de nouveaux débouchés. De même, les Pays-Bas ont, durant les années d'après-guerre, créé une industrie de la conserve de hareng, dont la production a atteint 14 400 tonnes en 1953, contre 3 100 tonnes en 1947.

De nouvelles conserveries ont été créées au Venezuela et au Mexique. En Union Sud-Africaine et dans le sud-ouest africain, la production annuelle de pilchards en conserve, entreprise durant la guerre, a augmenté très rapidement à partir de 1946. L'expansion de la production de cette région (3 500 tonnes en 1947, 28 200 tonnes en 1953) correspond non seulement à l'augmentation de la demande intérieure (encouragée, jusqu'à un certain point, par les mesures de contrôle des importations en vue d'économiser les devises étrangères) mais aussi à l'augmentation de la demande de pays d'Asie qui ne peuvent s'approvisionner dans les pays à monnaie forte.

Au Canada, la production de conserves est restée forte en Colombie britannique (30 100 tonnes en 1947) durant la guerre et les années qui l'ont immédiatement suivie; mais l'augmentation de l'ensemble des disponibilités alimentaires et le renforcement des mesures de contrôle des importations de la part des pays à monnaie faible l'ont rapidement fait tomber; elle n'atteignait pas 2 000 tonnes en 1953; les quantités pêchées ont donc été utilisées pour la fabrication de farine de poisson.

Aux Etats-Unis, la diminution très marquée de la sardine de Californie, que l'on trouve généralement en abondance sur les lieux de pêche traditionnels, a pratiquement réduit à néant l'industrie de la conserverie qui ne produisait plus, en 1952 et en 1953, que 2 000 tonnes environ contre plus de 100 000 en 1950. Ce recul n'a été compensé que faiblement par l'augmentation (15 500 tonnes en 1953) des produits en conserve à base d'anchois et de hareng du Pacifique et par le maintien, à un niveau relativement élevé (de 15 à 35 000 tonnes par an), de la production de sardines en conserves du Maine.

Thons, bonites, maquereaux, etc. La production mondiale de produits en conserve à base de thon, bonite, maquereau, etc., a augmenté très rapidement durant les années d'après-guerre; la production totale de 1953, qui s'est élevée à 200 000 tonnes environ, a triplé par rapport à 1938. Cette expansion rapide est due surtout à l'accroissement du marché des Etats-Unis, qui a provoqué le développement de la production locale de conserves à partir du poisson capturé dans les eaux nationales et de matières premières importées, ainsi que l'augmentation de la production de conserves de thon au Japon et de bonite au Pérou.

Que ce soit aux Etats-Unis ou ailleurs, les industries connexes sont extrêmement sensibles aux droits de douane dont les Etats-Unis frappent les importations non seulement du produit fini, mais encore du thon congelé destiné à être mis en conserve aux Etats-Unis.

A la suite du redressement de l'industrie japonaise après la deuxième guerre mondiale, les exportations de thon congelé vers les Etats-Unis ont augmenté très rapidement (néant en 1947, 16 000 tonnes en 1952); le Japon a également développé son industrie de la conserve en vue d'exporter vers ce marché du thon à l'huile (300 tonnes en 1948; 14 400 tonnes en 1950). A l'expiration de l'accord commercial conclu entre les Etats-Unis et le Mexique, le droit *ad valorem* a été rétabli à 45 pour cent. De ce fait, les importations des Etats-Unis ont pratiquement cessé en 1951 (1 600 tonnes seulement contre 16 500 en 1950). L'accroissement des importations de thon conservé dans la saumure est venu compenser cette diminution.

Farines de poisson

Environ 15 pour cent du total des quantités pêchées dans le monde est absorbé par les usines de traitement industriel qui les transforment en

farines et en huiles. Pour un certain nombre de pays, qui ont pêché au total près de 16 000 000 de tonnes en 1953, environ le quart du tonnage a été utilisé aux fins du traitement industriel.

Les farines de poisson, y compris les solubilisés et les concentrés homogènes de poisson destinés à l'alimentation animale, proviennent de deux sources principales : i) issues, résidus et déchets des poissons destinés à l'industrie du poisson frais, congelé, traité et mis en conserve ; ii) poissons entiers utilisés uniquement et en grand pour la fabrication de farine de poisson et, pour ce qui est des espèces à huile, également pour l'extraction de l'huile de chair. Après la deuxième guerre mondiale, on a enregistré de la part des centres d'élevage et d'aviciculture de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale et de certains pays tels que l'Afrique du Sud, une très forte demande de farine de poisson pour l'alimentation du bétail et de la volaille et pour incorporation dans les rations équilibrées destinées au bétail.

Afin de répondre à cet accroissement de la demande mondiale qui, en 1953, a absorbé quelque 950 000 tonnes, divers moyens ont été utilisés pour augmenter la production. On ne s'est pas contenté d'augmenter la capacité des centres de traitement industriel pour la fabrication de farine de poisson, quelle que fût leur source d'approvisionnement : issues ou autres industries connexes ou poisson uniquement destiné à la production de farine, mais on a ouvert de nouvelles pêcheries dans des régions où la pêche aux fins susindiquées n'était pas pratiquée avant la deuxième guerre mondiale. Lorsque, après la deuxième guerre mondiale, la situation alimentaire générale s'est améliorée, certains pays ont vu disparaître les marchés sur lesquels ils écouaient du poisson en conserve ou congelé ; ils ont alors utilisé la matière première pour la production de farine de poisson. En outre, l'amélioration des méthodes de traitement industriel a permis d'augmenter le taux d'extraction, et la création d'usines traitant les eaux résiduaires a eu pour effet d'augmenter de manière appréciable les quantités de protéines et de vitamines contenues dans la farine de poisson.

La pêche au menhaden de l'Atlantique aux Etats-Unis et celle du hareng en Norvège ont été développées en vue d'augmenter la production de farine de poisson, et des quantités plus grandes que jamais ont été pêchées uniquement à cette fin. De nouvelles industries ont été créées dans les pays suivants : Angola, Maroc français, Sud-Ouest africain et Union Sud-Africaine, Danemark, Pays-Bas et Chili ; leur part dans la production mondiale n'est pas négligeable. La reconstitution de

leurs pêcheries après la guerre a permis au Royaume-Uni et à l'Allemagne de remettre sur pied leurs industries de la farine de poisson qui utilisent surtout les issues provenant des quantités débarquées des chalutiers. Les difficultés qu'a éprouvées le Royaume-Uni à vendre le hareng comestible a également encouragé l'écouement de cette espèce dans les usines de farine de poisson.

En Colombie britannique, le fléchissement de la demande de hareng du Pacifique en conserve, survenu en 1948 à la suite de l'amélioration générale de la situation alimentaire mondiale, a eu comme conséquence que de grandes quantités de hareng de cette espèce ont été utilisées pour la fabrication de farine. Il en a été de même en Norvège ; l'utilisation du hareng dans l'alimentation humaine, à l'état frais ou congelé, a en effet diminué dans la période qui a suivi l'après-guerre immédiat, et des quantités plus grandes ont été acheminées vers les usines de farine de poisson.

A l'exception de fluctuations insignifiantes du niveau de la production de farine de poisson enregistrées dans quelques pays, la tendance générale était à l'augmentation ; de 400 000 tonnes environ en 1947, la production mondiale totale est passée à 950 000 tonnes en 1953/54. En Union Sud-Africaine et dans le Sud-Ouest africain, la production a cessé d'augmenter, des mesures limitant le nombre d'usines de farine de poisson ainsi que leur capacité de production ayant été prises en vue de protéger les peuplements.

Mais il y a lieu de signaler l'exception à la tendance générale que constitue l'industrie de la pêche au pilchard de Californie qui, en 1952 et 1953, a produit moins de 500 tonnes alors qu'elle en avait produit 82 000 en 1938. Ce recul spectaculaire est dû à la disparition presque complète de la sardine de Californie sur les lieux de pêche habituels. Il semble toutefois que des quantités notables ayant été signalées en 1954, cette tendance à la diminution de la production pourrait être renversée, en partie du moins durant les années à venir ; les causes de cette disparition n'ont pas été encore pleinement déterminées et il est difficile de prédire quel sera le niveau et le rythme de relèvement de l'industrie californienne.

Perspectives

En raison de l'augmentation des disponibilités en viande, produits laitiers et autres denrées riches en protéines animales, l'industrie de la pêche continuera d'être concurrencée de plus en plus dans les pays à développement économique avan-

cé, par la viande destinée à la consommation ; mais il se pourrait aussi qu'on enregistre par contre un accroissement de la demande de produits à base de poissons de qualité supérieure (filets congelés, baguettes de poisson, produits améliorés salés, et tout particulièrement ceux en conserve ainsi qu'une augmentation de la consommation dans les pays où le niveau des revenus croît et où les méthodes de distribution s'améliorent. L'emploi de plus répandu de farines de poisson dans l'alimentation animale, ainsi que la forte demande de produits animaux riches en protéines, inclinent à penser que le marché de ce produit des pêches ne cessera de se développer.

MATIÈRES GRASSES ET OLÉAGINEUX

Tendances de l'après-guerre

La seconde guerre mondiale a bouleversé le commerce et la production des matières grasses. En 1945, les disponibilités exportables mondiales étaient inférieures à la moitié de leur niveau d'avant-guerre, et en Europe, principal marché, la demande non satisfaite était considérable. Les destructions et bouleversements économiques provoqués par la guerre ont entraîné d'importantes réductions de la production de beurre et de graisses animales en Europe, d'huile de coprah, de palme et de palmiste, en Indonésie, aux Philippines et en Malaisie qui sont les exportateurs habituels de ces produits. Les disponibilités exportables ont également été réduites du fait de l'accroissement de la consommation de certains pays, principaux exportateurs avant la guerre — notamment l'Inde, l'Égypte et la Chine — où la population augmente rapidement. Une convention internationale signée en 1944 a limité la production d'huile de baleine de l'Antarctique à 60 pour cent environ du niveau d'avant-guerre. Cependant, la production de matières grasses des États-Unis a été supérieure de 30 pour cent environ, soit un million de tonnes en équivalent d'huile, à celle d'avant-guerre. Des mesures gouvernementales ont provoqué une augmentation considérable de la production de graines de soja et de lin pour remplacer les importations arrêtées par la guerre, et les États-Unis sont devenus de gros exportateurs nets de matières grasses alors qu'ils étaient importateurs nets avant la guerre. L'Afrique occidentale et l'Argentine ont également augmenté leur production d'oléagineux pendant la guerre.

La production mondiale a repris rapidement après 1945, et en 1949 la structure et les tendances

d'après-guerre de la production, des échanges et de la consommation de matières grasses s'étaient fixées dans leurs grandes lignes. La production mondiale (non compris l'U.R.S.S.) de matières grasses était légèrement supérieure à celle d'avant-guerre. En Amérique du Nord et en Afrique, la production était considérablement plus élevée qu'avant-guerre et la consommation et les exportations avaient toutes deux augmenté. En Amérique du Sud et en Asie, la production totale était presque identique à celle d'avant-guerre, mais la consommation augmentait rapidement en raison de l'accroissement démographique et du développement de l'industrialisation, et les exportations étaient en baisse. En Europe occidentale, la production et la consommation ont augmenté régulièrement et atteint approximativement leur niveau d'avant-guerre. La production mondiale a encore augmenté depuis et elle atteint maintenant environ 24 millions de tonnes, en équivalent d'huile. La consommation de toutes les matières grasses (comestibles et non comestibles), par habitant, est actuellement légèrement inférieure à celle d'avant-guerre en Europe et en Amérique du Nord. Cependant, elle est plus élevée dans d'autres régions et le déficit enregistré en Europe et en Amérique du Nord est à peu près comblé par l'emploi accru de nouveaux produits de substitution, notamment de détergents synthétiques à la place du savon, et de produits à base de caoutchouc et de résine synthétique à la place de l'huile de lin et d'autres huiles dans les peintures.

Bien qu'en voie d'accroissement, les disponibilités exportables de matières grasses sont demeurées relativement faibles jusqu'en 1949, et leur répartition entre les pays importateurs a été déterminée en grande partie par les allocations du Conseil international de la Crise alimentaire¹ et par des contrats à long terme et autres accords commerciaux bilatéraux conclus entre certains pays exportateurs et importateurs. Les contrôles établis par les gouvernements sur le commerce et la consommation de matières grasses, qui étaient en vigueur pratiquement dans le monde entier pendant la guerre furent maintenus dans la plupart des pays. Les prix subirent une forte hausse chaque fois que le contrôle des prix fut aboli. Pour atténuer les effets de la diminution des exportations de l'Extrême-Orient et remédier à la pénurie des dollars nécessaires à l'achat de matières grasses aux États-Unis, de grands efforts furent entrepris

¹En 1947 ce Conseil est devenu le Comité international de la Crise alimentaire de la FAO.

pour développer la production commerciale dans les territoires non-autonomes, particulièrement en Afrique Occidentale Française et en Afrique Occidentale Britannique ainsi qu'au Congo belge. Les échanges furent marqués par deux autres facteurs importants. Les pays producteurs traitaient sur place une proportion de plus en plus grande d'oléagineux et augmentaient leurs expor-

GRAPHIQUE C-7

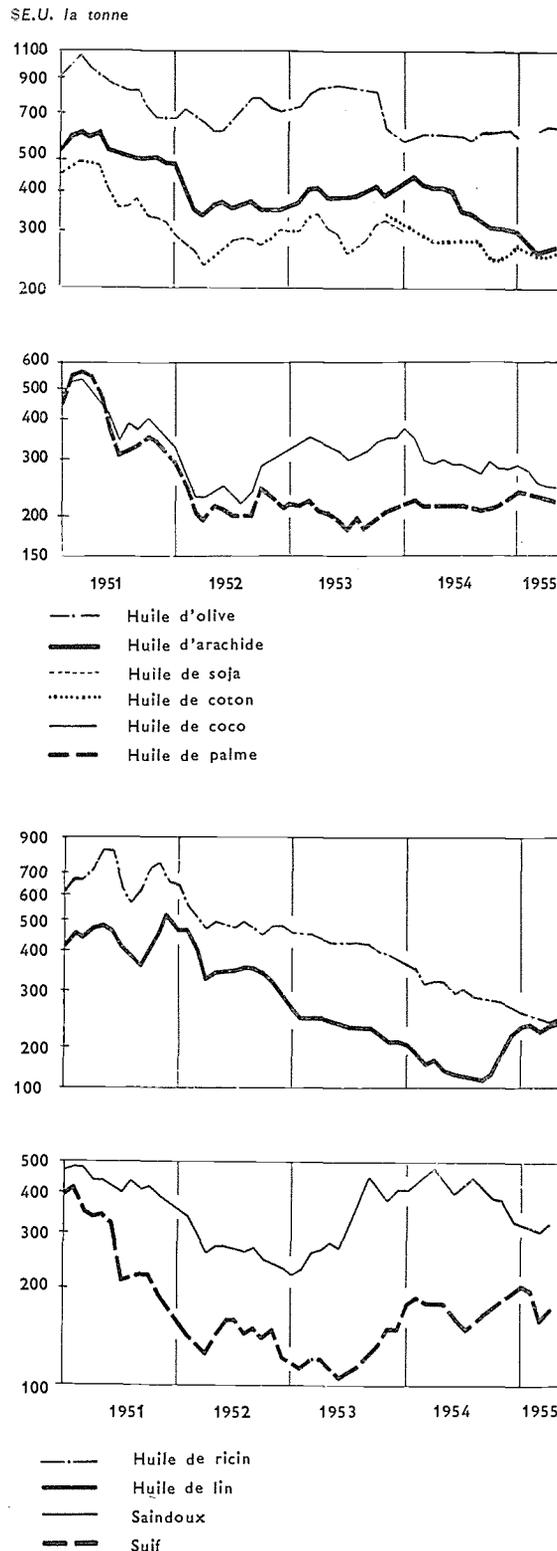
NOTE: Ces prix, empruntés au Public Ledger (Londres), ont été convertis en dollars des E.U. aux cours de change officiels; sauf indication contraire, ils sont c.a.f. ou c. et f., port européen.
 Huile d'olive: nord-africaine, 1 pour cent, f.o.b. A partir de mars 1955, tunisienne 1 pour cent, f.o.b.
 Huile d'arachide: indienne, en vrac; de juin 1953 à juin 1954, sud-africaine, en fûts.
 Huile de soja: Etats-Unis, brute, f.o.b., port des Etats-Unis.
 Huile de coton: américaine, semi-raffinée, en vrac, f.o.b.
 Huile de coco: Stralts, 3 ou 3½ pour cent, en vrac.
 Huile de palme: Congo belge, en vrac.
 Huile de ricin: Bombay first, en fûts.
 Huile de lin: Argentine, en vrac.
 Saindoux: raffiné, boîtes de 37 lbs., franco quai, New-York.
 Suif, non comestible: américain, extra, en vrac, f.o.b. New-York.

tations d'huile aux dépens de celles d'oléagineux. Cette évolution est imputable pour une large part à la mise en oeuvre de plans gouvernementaux d'industrialisation dans certains pays producteurs, notamment l'Argentine et l'Inde; elle a provoqué une importante diminution de l'activité des industries européennes et japonaises de traitement des oléagineux. En outre, les exportations mondiales d'huiles liquides comestibles (huiles d'arachide, de soja et de baleine) ont été sensiblement inférieures à celles d'avant-guerre, tandis que les échanges d'huiles concrètes (huiles de palme, de palmiste, de noix de coco, et suif) étaient plus importants; cela tenait principalement à une forte diminution des exportations de graines de soja de Mandchourie et d'arachides de l'Inde, au développement de la production d'huile de palme en Afrique équatoriale et à l'accroissement de la production et des exportations de suif des Etats-Unis.

En 1949, on enregistra une augmentation marquée de la production mondiale de matières grasses et les prix du marché international subirent une forte baisse. La production des Etats-Unis atteignit un niveau record; les récoltes d'oléagineux étaient également abondantes en Europe occidentale et en Indonésie, et les disponibilités d'arachides de la Nigeria provenant de la récolte de fin 1948 étaient importantes. Les exportations des Etats-Unis, qui étaient financées pour moitié

GRAPHIQUE C-7. — Prix moyens mensuels des matières grasses sur les marchés internationaux 1951-55

(Echelle semi-logarithmique)



sur les fonds américains d'aide économique à l'étranger, passèrent de 400.000 tonnes environ, en équivalent d'huile, en 1948, à près d'un million de tonnes en 1949. Parallèlement au relèvement des ressources mondiales, les contrôles officiels furent abolis dans la plupart des pays et les allocations du Comité international de la Crise alimentaire furent suspendues en février 1949.

Les échanges reçurent une nouvelle impulsion à la suite de la crise coréenne en juin 1950, quand des stocks importants se constituèrent aux États-Unis et en Europe occidentale, provoquant un fort accroissement de la demande d'importation. Les exportations mondiales s'élevèrent à un niveau sans précédent et les prix du marché international subirent une forte hausse qui atteignit son maximum au début de 1951. Les politiques d'achat se firent ensuite plus prudentes et l'abondance des disponibilités aux États-Unis et en Afrique entraîna une baisse des prix jusqu'en avril 1952. En 1953, les stocks de la plupart des pays importateurs avaient diminué. Il y eut une reprise de la demande mondiale d'importation et les prix remontèrent légèrement. Les exportations mondiales totalisèrent 5 600 000 tonnes en équivalent d'huile, soit un peu moins seulement qu'en 1951. Les stocks des pays exportateurs augmentèrent au cours de l'année 1953. La production des États-Unis atteignit un nouveau chiffre record et le gouvernement accumula des stocks considérables d'huile de coton au titre du programme de soutien des prix des graines de coton. Le gouvernement détenait également de gros stocks d'huile de lin constitués en 1948. Il existait aussi d'importants stocks gouvernementaux d'huile de lin en Argentine et d'arachides dans la Nigeria où les chemins de fer n'avaient pu acheminer la totalité de la récolte aux ports d'embarquement.

Situation actuelle

En 1954, la production mondiale (non compris l'U.R.S.S.) de matières grasses a été supérieure de 4 pour cent environ à celle de 1953 et de près de 3 pour cent au chiffre record de 1952¹. Ce résultat est dû aux conditions atmosphériques favorables à la récolte d'oléagineux de fin 1953. L'accroissement de la production a porté principalement sur l'huile d'olive de la région méditerranéenne et

¹La production comprend la quantité d'huile tirée des oléagineux (olives comprises) récoltés en automne de l'année précédente, et consommée ou mise en vente, pour la plus grande partie, au cours de l'année civile indiquée. On ne possède pas les chiffres de production de l'U.R.S.S.

sur l'huile d'arachide provenant de récoltes exceptionnelles en Afrique occidentale. On a enregistré également une augmentation de la production d'huile de coton des États-Unis et d'huile de coco de l'Inde et des Philippines, qui compense, et au delà, une légère diminution de la production de saindoux et d'huile de soja aux États-Unis, d'huile de colza en Europe occidentale et de tournesol en Argentine. La production d'huile de palme et de palmiste se maintint à des chiffres records dans la Nigeria.

Les échanges internationaux d'huiles et de matières grasses se sont développés rapidement pour atteindre un nouveau record d'après-guerre. Les exportations mondiales se sont élevées à 6 400 000 tonnes environ, en équivalent d'huile, et ont dépassé de plus de 10 pour cent celles de 1953 (voir tableau C-29). L'augmentation a porté surtout sur les huiles de lin et de coton, et dans une mesure moindre sur les huiles d'arachide, de coco et de palme. A la fin de 1953, d'importantes exportations ont été effectuées sur les stocks gouvernementaux de graines et d'huile de lin des États-Unis et d'Argentine, et d'huile de coton des États-Unis, à des prix très inférieurs à ceux des marchés intérieurs. Les exportations d'huile de coton des États-Unis sont passées de 36 000 tonnes, en 1953, à 260 000 tonnes en 1954, chiffre qui dépasse de loin tous les précédents. Les exportations mondiales de graines et d'huile de lin en 1954 ont atteint 630 000 tonnes, en équivalent d'huile, chiffre record d'après-guerre et plus de deux fois supérieur à celui de 1953. A la fin de 1954, les stocks gouvernementaux invendus de l'Argentine et des États-Unis avaient été ramenés à un niveau relativement bas, et la Nigeria avait liquidé ses stocks de report d'arachides à la suite de l'amélioration de ses moyens de transport ferroviaires. L'Inde, qui avait suspendu ses exportations d'huile d'arachide au début de 1953, les a reprises au milieu de 1954 à la suite d'une récolte exceptionnelle.

En dépit de l'importance des exportations mondiales, le niveau général des prix des matières grasses sur les marchés internationaux n'était, en 1954, que légèrement inférieur à celui de 1953 (voir graphique C-7). Les prix des huiles siccatives (de lin, de ricin et d'abrasin) et ceux des huiles d'olive et de coton ont subi une baisse sensible. Ceux des huiles de coco et de palmiste ont baissé modérément. Cependant, les cours de la plupart des autres matières grasses sont restés à peu près les mêmes, ou ont été plus élevés, que ceux de l'année précédente. La demande mondiale d'importation de matières grasses a été plus forte en 1954. La réduction des stocks de report en Europe

TABLEAU C-29. MATIÈRES GRASSES ET OLÉAGINEUX : EXPORTATIONS MONDIALES¹ EN ÉQUIVALENT D'HUILE. PAR RÉGIONS ET PAR CATÉGORIES. 1938 ET 1950-1954

RUBRIQUES	1938	1950	1951	1952	1953	1954 (chiffres provisoires)
.....milliers de tonnes						
<i>Régions</i>						
Europe ²	495	402	399	301	354	360
Amérique du Nord.	157	1 003	1 130	1 079	1 227	1 805
Amérique du Sud	665	580	596	177	342	395
Afrique	1 087	1 353	1 104	1 294	1 438	1 500
Asie	2 730	1 501	1 794	1 490	1 434	1 500
Océanie.	396	378	354	410	428	395
Antarctique	566	344	348	301	424	415
TOTAL MONDIAL	6 096	5 561	5 680	5 052	5 647	6 370
<i>Catégories</i>						
Beurre, teneur en matières gras- ses	509	396	350	333	360	365
Saindoux ³	166	260	351	317	249	300
Huiles liquides comestibles ³	1 797	1 299	1 292	1 077	1 307	1 570
Huiles concrètes ⁴	2 193	2 426	2 518	2 490	2 680	2 755
Huiles de baleine et de poisson ⁵	678	519	521	436	586	590
Huiles siccatives et autres ⁶	753	661	648	399	465	790
TOTAL MONDIAL	6 096	5 561	5 680	5 052	5 647	6 370

¹Comprennent seulement les oléagineux indigènes et les huiles produites à partir de matières premières indigènes. Les années d'après-guerre ne comprennent pas les échanges entre l'U.R.S.S. et les pays d'Europe orientale.

²Non compris l'U.R.S.S., sauf en 1938.

³Principalement les huiles d'arachide, de soja, de coton, d'olive, de colza, de tournesol et de sésame, ainsi que l'équivalent en huile des graines d'arachides, de soja, de coton, de colza, de tournesol et de sésame.

⁴Principalement les huiles de noix de coco, de palme et de palmiste, le suif, les graisses et l'équivalent en huile du coprah et des palmistes.

⁵On compte ici comme exportation toute la production d'huile de baleine de l'Antarctique. Les chiffres ne comprennent pas les huiles de blanc de baleine et les huiles de foie de poisson. On a déduit sur l'année 1952 70.000 tonnes que l'on a ajoutées aux chiffres de 1953 pour tenir compte des stocks d'huile de baleine de l'Antarctique de la saison 1951/52 qui n'ont pas été vendus avant 1953.

⁶Principalement les huiles de lin, de ricin et d'abrazin et l'équivalent en huile des graines de lin et de ricin.

continentale et le niveau élevé de l'activité économique ont été les deux principaux facteurs de cette fermeté. En outre l'U.R.S.S. est devenue un gros acheteur de matières grasses, important plus de 100 000 tonnes d'huile de lin d'Argentine et 33 000 tonnes de beurre. Au Royaume-Uni, dont les achats de matières grasses représentent plus du quart des importations mondiales, la demande totale d'importation est demeurée ferme malgré l'écoulement sur le marché intérieur de tonnages importants (principalement de palmistes) en provenance des stocks gouvernementaux. Le rationnement des matières grasses a été aboli en mai 1954, et la consommation, par habitant, de beurre et de margarine a dépassé de 5 pour cent environ celle de 1953. Les importations de matières grasses ont été libérées de toutes les restrictions, sauf celles qui portent sur le contrôle des changes ; les contrats à long terme conclus avec la Nigeria et d'autres territoires d'Afrique occidentale, qui ont pris fin en même temps, n'ont été remplacés que partiellement par des contrats commerciaux.

Perspectives

En 1955, la production de matières grasses demeure abondante dans la plupart des régions, sauf dans le bassin méditerranéen où la production d'huile d'olive a fortement baissé par suite des mauvaises récoltes enregistrées fin 1954, particulièrement en Italie. La production de graines de tournesol a subi ces dernières années un recul important en Argentine en raison de la réduction des superficies cultivées en faveur de la culture céréalière. Le gouvernement a fixé un prix relativement plus favorable pour la récolte de 1955, ce qui a provoqué une légère augmentation des superficies, mais les disponibilités totales en huiles comestibles demeurent très inférieures aux besoins du pays. La récolte d'arachides de la fin 1954 en Afrique Occidentale Française a été sensiblement réduite par suite de pluies défavorables, et celle de la Nigeria a également été moins abondante. Cependant, ces réductions ont été partiellement compensées

par une récolte exceptionnelle en Inde et une récolte abondante en Chine.

La production des Etats-Unis atteindra un nouveau chiffre record au cours de la campagne prenant fin en septembre 1955 ; la production d'huile de coton est en léger recul, mais celle d'huile de soja et de saindoux sera en forte augmentation. En outre, bien que les stocks d'huiles végétales détenus par le gouvernement des Etats-Unis soient beaucoup moins importants que l'année précédente, les disponibilités de graines de soja (y compris les stocks des exploitants) étaient exceptionnellement élevées en avril en raison du rythme relativement lent de broyage. D'après les prévisions, la récolte d'oléagineux qui doit avoir lieu en automne 1955 sera abondante aux Etats-Unis : la production de graines de coton sera probablement plus faible par suite des restrictions imposées aux superficies plantées en coton, mais on prévoit de nouvelles augmentations de production de soja et de graines de lin. La production de saindoux continuera de croître en raison du nombre élevé de pores nés au printemps et l'on s'attend à ce que la production de suif demeure élevée.

Les exportations d'huile de coton des Etats-Unis ont été exceptionnellement fortes dans les premiers mois de 1955, et il existait des stocks importants en entrepôt de douane dans les ports hollandais. Les exportations d'huile d'arachide de l'Inde, où les disponibilités étaient abondantes, ont augmenté considérablement, et le prix de ce produit a atteint son niveau le plus bas depuis la guerre. Les expéditions de soja, de saindoux et de suif des Etats-Unis, et de coprah des Philippines ont augmenté également, de sorte que pendant le premier semestre 1955, les prix de la plupart des matières grasses étaient bien inférieurs à ceux de l'année précédente. Cependant, le relèvement des prix de l'huile de lin, amorcé en automne 1954 à la suite de l'épuisement presque complet des stocks gouvernementaux des Etats-Unis et de l'Argentine, s'est poursuivi.

Bien que les disponibilités mondiales de matières grasses soient abondantes et que les exportations doivent encore être importantes cette année, la demande mondiale d'importation demeure généralement ferme. Elle a sensiblement augmenté au Royaume-Uni à la suite de la diminution des stocks survenue l'année dernière, et l'U.R.S.S. continue à être un acheteur important sur le marché mondial. En outre, au milieu de 1955, le tonnage invendu d'huile de coton sur les stocks détenus par le Gouvernement des Etats-Unis était très réduit, et la baisse des cours mondiaux des huiles

de coton, d'arachide et de noix de coco était stoppée. Il est probable que, dans l'ensemble, les prix internationaux se maintiendront au cours du second semestre de 1955 et au début de 1956, à condition que le rythme de l'activité économique mondiale reste élevé.

FRUITS FRAIS

Tendances de l'après-guerre

La production des principaux fruits s'est accrue rapidement depuis la guerre. La production d'oranges et de pamplemousses est d'environ 50 pour cent supérieure à ce qu'elle était en 1934-1938 et celle des autres fruits accuse une augmentation de 30 à 35 pour cent.

Le commerce s'est moins développé, mais la moyenne de 1951-1953 a dépassé celle de 1948-1950 pour les principaux fruits, à l'exception des pamplemousses, et en 1954 on a noté une augmentation importante du commerce fruitier, sauf en ce qui concerne les poires. On s'attend à ce que le niveau plus élevé des exportations se maintienne également en 1955. Le tableau C-30 indique la tendance générale de la production et du commerce.

Les tendances des exportations montrent toutefois de grandes différences entre les diverses régions par rapport à l'ensemble des exportations mondiales comme le fait ressortir le tableau C-31. Les exportations de bananes d'Amérique du Sud et d'Afrique sont montées en flèche depuis la guerre alors que celles des pays de l'Amérique centrale ont diminué, principalement à la suite de maladies et de cyclones.

Les exportations d'oranges des Etats-Unis ont augmenté de plus de 100 pour cent par rapport à la moyenne de 1934-1938, alors que les exportations de la région méditerranéenne n'ont augmenté que de 22 pour cent en moyenne en 1951-1953. Toutefois, en 1954, les exportations d'oranges de cette région ont été de 35 pour cent supérieures à celles d'avant-guerre. L'Union Sud-Africaine a enregistré une augmentation notable de ses exportations d'oranges, qui reflète les tendances de sa production, mais par contre, les exportations sud-américaines ont beaucoup diminué, malgré une production à peu près stable. La consommation intérieure en Amérique du Sud absorbe, en effet, une partie plus importante de la production qu'avant la guerre.

L'augmentation importante de la production européenne de pommes a eu pour résultat un

TABLEAU C-30. PRINCIPAUX FRUITS FRAIS ; PRODUCTION ET EXPORTATIONS¹

FRUITS	P r o d u c t i o n					E x p o r t a t i o n s				
	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-50	Moyenne 1951-53	1954	1951-53 en pour- centage de 1934-38	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-50	Moyenne 1951-53	1954	1951-53 en pour- centage de 1934-38
	..... milliers de tonnes .....				%	..... milliers de tonnes				%
Bananes	8 063	9 870	10 355	10 645	128,4	2 469	2 250	2 552	2 760	103,4
Oranges et mandarines	8 800	11 340	12 971	13 720	147,4	1 768	1 480	2 060	2 340	116,5
Citrons et limes	1 055	1 260	1 412	1 413	133,8	277	210	261	295	94,2
Pamplemousses	1 170	1 700	1 720	1 735	147,0	121	130	127	150	105,0
Pommes (à couteau)	6 900	8 900	9 226	9 980	133,7	720	500	714	715	99,2
Poires (à couteau)	2 250	2 680	2 990	2 970	132,9	148	155	186	180	125,7
Raisins ²	3 200	3 860	4 330	4 500	135,3	222	170	218	290	98,2

¹Monde, non compris la Chine et l'U.R.S.S.²Raisins de table.³Estimation.

accroissement du commerce intra-européen et une diminution très marquée des exportations de l'Amérique du Nord et, jusqu'en 1953, de celles de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Les exportations de raisins de table des Etats-Unis et d'Amérique du Sud ont augmenté alors que celles d'Europe ont rejoint le niveau d'avant-guerre seulement en 1954.

L'Europe offre aux exportateurs de fruits frais (sauf pour les bananes) le débouché le plus important, bien que 84 pour cent du volume total des fruits consommés dans les pays de l'OECE soient d'origine intérieure. Dans les premières années d'après-guerre, les importations européennes de fruits ont été sévèrement réduites pour économiser les devises étrangères et jusqu'à la fin de 1948 aucune importation n'a été autorisée en Allemagne occidentale. Le relèvement de l'économie européenne depuis 1948 et la libéralisation progressive des échanges ont provoqué une expansion très marquée du commerce intra-européen et dernièrement aussi des importations en provenance d'autres régions, principalement de bananes et d'oranges. Le tableau C-32 indique le volume des importations en Europe occidentale de quelques-uns des principaux fruits.

La situation de la balance des paiements s'étant encore améliorée, notamment vis-à-vis de la zone dollar, on peut s'attendre que la concurrence des Etats-Unis se fasse plus intense, surtout pour les oranges. Avant-guerre, les Etats-Unis étaient l'un des principaux fournisseurs du Royaume-Uni mais, depuis la guerre, les restrictions à l'importation ont pratiquement empêché les Etats-Unis d'exporter au Royaume-Uni. Les pays européens ont,

TABLEAU C-31. BANANES, ORANGES, POMMES ET RAISINS: EXPORTATIONS MONDIALES¹ ET PAR RÉGIONS

FRUITS ET RÉGIONS	Moyenne 1934- 1938	Moyenne 1948- 1950	Moyenne 1951- 1953	1954
	..... milliers de tonnes			
<i>Bananes</i>	2 469	2 250	2 552	2 760
dont :				
Amérique du Nord et Amérique cen- trale	1 620	1 450	1 320	...
Amérique du Sud	420	429	727	...
Afrique	141	187	286	...
Iles Canaries	130	154	165	...
<i>Oranges et mandarines</i>	1 768	1 480	2 060	2 340
dont :				
Bassin méditerra- néen	1 261	1 006	1 544	1 734
Etats-Unis	150	203	307	330
Amérique du Sud	160	91	37	35
Union Sud-Africai- ne	85	113	128	197
<i>Pommes (à couteau)</i>	720	500	714	715
dont :				
Europe occidentale. Etats-Unis et Cana- da	348	119	102	79
Argentine et Chili	12	26	70	70
Australie et Nouvel- le-Zélande	108	68	90	114
<i>Raisins</i>	222	170	218	290
dont :				
Europe occidentale. Etats-Unis et Cana- da	165	100	133	181
Argentine et Chili	24	40	58	69
Union Sud-Africai- ne	9	6	9	8
	8	16	16	15

¹Exportations mondiales, non compris la Chine et l'U.R.S.S.
... Non disponible

TABLEAU C-32. IMPORTATIONS EN EUROPE OCCIDENTALE DES PRINCIPAUX FRUITS FRAIS

FRUITS	Moyenne 1934-1938	Moyenne 1948-1950	Moyenne 1951-1953	1954
	..... milliers de tonnes			
Oranges et mandarines	1 280	1 148	1 690	1 910
Citrons et limes	198	162	184	217
Pamplemousses	80	70	67	93
Total des agrumes	1 558	1 380	1 941	2 220
Bananes	735	560	790	1 030
Pommes (à couteau)	620	325	483	458
Poires (à couteau)	125	135	152	157
Raisins	150	110	140	190
Total des principaux fruits	1 630	1 130	1 565	1 835
TOTAL GÉNÉRAL	3 188	2 510	3 506	4 055

cependant, acheté aux Etats-Unis plus d'oranges qu'avant la guerre, en partie en raison des subventions versées aux exportateurs américains, ce qui, avec l'accroissement important des exportations vers le Canada, explique que, dans l'ensemble, les exportations d'oranges des Etats-Unis aient augmenté. En Europe, la levée des restrictions à l'importation de marchandises provenant de la zone dollar et l'instauration de la convertibilité auront très probablement pour résultat une nouvelle augmentation des exportations d'agrumes des Etats-Unis à destination de l'Europe, même si les subventions à l'exportation, comme il a été dit officiellement au cours de la session du GATT de novembre 1954, devaient être supprimées avec la levée des restrictions à l'importation de denrées en provenance de la zone dollar.

Perspectives

Les milieux commerciaux estiment généralement qu'au rythme des nouvelles plantations ef-

TABLEAU C-33. ORANGES¹ : SUPERFICIE ET PRODUCTION; PRINCIPAUX PAYS PRODUCTEURS

PAYS	Superficie					Production					
	Moyenne 1934-1938	Moyenne 1948-1950	1953	1953		Moyenne 1934-1938	Moyenne 1948-1950	Moyenne 1951-1953	1954	1954	
				Avant-guerre = 100	1948-1950 = 100					Avant-guerre = 100	1948-1950 = 100
	.....milliers d'hectares.....			..... indices .....		..... milliers de tonnes .....				..... indices	
Etats-Unis	¹ 174,7	² 220,4	² 228,4	130,7	103,6	2 284	4 299	4 917	5 315	232,7	123,6
Espagne	³ 75,2	78,4	87,2	115,9	111,2	¹ 044	821	1 147	1 110	106,3	135,2
Italie	⁴ 33,1	⁴ 44,2	⁵ 52,8	159,5	119,5	389	504	633	664	170,7	131,7
Israël	⁵ 25,1	11,5	11,9	47,4	103,5	⁵ 346	223	337	395	114,2	107,1
Algérie	⁶ 16,6	26,8	29,8	179,5	111,2	91	230	278	318	349,4	138,3
Egypte	⁷ 12,7	12,8	⁸ 15,0	118,1	117,2	184	224	266	249	135,3	111,2
Maroc français	⁷ 10,4	23,5	⁸ 34,0	326,9	144,7	29	145	186	216	744,8	149,0
Turquie	⁸ 7,5	⁸ 14,0	⁸ 18,0	240,0	128,6	35	49	91	⁹ 111	317,1	226,5
Total (7 pays)	180,6	211,2	248,7	137,7	117,8	2 118	2 196	2 931	3 063	144,6	139,5
Brésil ¹⁰	99,4	78,3	77,2	77,7	98,6	1 172	1 211	1 241	1 200	102,4	99,1
Japon	34,0	31,0	33,0	97,1	106,5	465	380	444	654	140,6	172,1
Union Sud-Africaine ¹¹	23,0	21,9	25,6	111,3	116,9	132	198	208	245	185,6	123,7
Australie	16,8	19,5	21,0	125,0	107,7	100	131	121	⁹ 100	100,0	76,3
Jamaïque	⁹ 7,5	⁹ 15,0	⁹ 15,0	200,0	100,0	⁹ 30	58	54	⁹ 60	200,0	103,4
Total (5 pays)	180,7	165,7	171,8	95,1	103,7	1 899	1 978	2 068	2 259	118,9	114,2
TOTAL GÉNÉRAL(13 pays)	536,0	597,3	648,9	121,1	108,6	6 301	8 473	9 916	10 637	168,8	125,5

¹Y compris les mandarines et les clémentines.
²Floride et Californie seulement et non compris les superficies non productrices.
³1931-35.
⁴Plantations d'orangers et plantations mixtes ramenées aux plantations d'orangers.
⁵Palestine.
⁶1938 et 1939.
⁷1938.
⁸Estimations d'après le nombre des arbres.
⁹Estimations.
¹⁰Non compris les mandarines.
¹¹Superficie de toutes les plantations d'agrumes, en 1936, 1950 et 1952.

fectuées ces dernières années, la production d'oranges pourrait d'ici quelques années présenter un sérieux problème d'écoulement. Le gouvernement espagnol a restreint les nouvelles plantations d'orangers depuis 1953 et a préconisé l'adoption par les autres pays méditerranéens d'une politique analogue. Aucun autre pays, toutefois, n'a encore appliqué de mesures restrictives. Le tableau C-33 indique les superficies consacrées aux oranges et aux mandarines dans les principaux pays producteurs ainsi que les chiffres de leur production. Dans les 13 pays figurant dans ce tableau, la superficie, en 1953, était de 21 pour cent supérieure à la moyenne d'avant-guerre et de 9 pour cent supérieure à celle de 1948-1950. Comme les orangers commencent à produire quatre ou cinq ans après la plantation, les arbres plantés entre 1950 et 1953, devraient donner leur première récolte au cours des années 1955-1958, et l'on sait que des plantations considérables ont été faites en 1954. Les données concernant les États-Unis qui figurent au tableau ne se rapportent qu'aux superficies en production. En 1952, 13 pour cent de la superficie totale consacrée aux orangers en Floride n'était pas encore en production ; maintenant 5 000 hectares environ s'ajoutent chaque année à la superficie en production, ce qui a pour résultat d'accroître la production annuelle d'au moins 125 000 tonnes. Les rendements ont fortement augmenté depuis l'avant-guerre. L'on s'attend à ce que la production d'oranges, en 1960, dépasse comme suit la moyenne de 1951-1953 : 1 300 000 tonnes aux États-Unis, 60 000 tonnes en Espagne, 200 000 tonnes au Maroc français et 100 000 tonnes en Union Sud-Africaine. Israël, la Grèce, la Turquie et le Brésil s'attendent également à des accroissements assez importants de production. Il est peu probable que les importations européennes continuent à augmenter aussi rapidement qu'en 1953 et en 1954, à moins que les prix ne diminuent

sensiblement. Aucun indice ne permet encore de penser que la production de jus d'orange et de concentrés congelés, qui a permis de résoudre le problème des excédents d'agrumes en Floride, prenne une importance comparable en Europe dans le proche avenir. Si les exportateurs ne peuvent ouvrir de nouveaux marchés ailleurs, les récents investissements affectés aux plantations d'orangers risquent de ne pas être profitables. Le problème de la commercialisation des oranges deviendra vraisemblablement l'un des principaux problèmes de l'industrie fruitière.

RAISINS SECS ET VIN

Ces dernières années, les principaux pays producteurs de vin en Europe et en Afrique du Nord ont eu à résoudre de sérieux problèmes de commercialisation des vins ordinaires. Des mesures gouvernementales ont été nécessaires pour écouler les excédents par distillation et pour ajuster la production.

Bien que ces problèmes d'excédents se soient déjà posés avant la guerre les années où la récolte était abondante, les superficies consacrées à la vigne se sont étendues régulièrement dans la plupart des pays. C'est seulement en France et en Algérie que ces superficies sont encore inférieures à la moyenne d'avant-guerre. Après un recul temporaire pendant la guerre, les rendements à l'hectare augmentent à nouveau, grâce à de meilleures pratiques culturales et à la sélection de variétés résistantes aux maladies. Quatre-vingt pour cent de la récolte totale de raisins sont vinifiés, 12 pour cent vont au marché des raisins de table et le reste à la production de raisins secs. On constate une tendance très nette à l'augmentation des ventes de raisins de table, mais, pour l'ensemble de la viticulture, la production vinicole restera vraisemblablement le principal débouché.

TABLEAU C-34. PRODUCTION MONDIALE DE VIN

REGIONS	Moyenne 1909-13	Moyenne 1924-28	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953
	..... millions d'hectolitres				
Europe	126,8	151,5	156,2	140,4	165,9
Afrique du Nord	8,4	10,7	20,1	14,9	20,1
Autres régions	10,8	16,8	18,7	30,1	127,0
TOTAL MONDIAL	146,0	179,0	195,0	185,4	1213,0

¹ Estimation.

Les échanges ne représentent qu'un assez faible pourcentage de la production et, jusqu'en 1954, ce pourcentage était inférieur à ce qu'il était avant-guerre. Le gros de la production est consommé dans les pays producteurs. La consommation au cours de ce siècle a tendu à baisser dans les pays à forte consommation, mais dans d'autres pays elle a augmenté. On note, ces dernières années, une augmentation générale de la consommation par rapport au faible niveau enregistré à la fin de la guerre. Dans les pays qui ont des problèmes d'excédents, on applique généralement des mesures visant à restreindre les nouvelles plantations, en insistant particulièrement sur la qualité, et on octroie des primes pour la conversion des vignobles en d'autres cultures ; toutefois, dans beaucoup de régions montagneuses, aucune autre culture n'assurerait un revenu brut suffisant pour faire vivre les gens qui exploitent actuellement ces petits vignobles. Dans ces régions, un ajustement de la production dépend en grande partie du développement d'autres industries rurales, là où la chose est possible.

La production de raisins secs est limitée à un petit nombre de pays et n'offre aucune solution au problème des excédents en ce qui concerne l'ensemble de la viticulture. Aux Etats-Unis, cependant, 34 pour cent en moyenne de la récolte de 1951-1954 ont servi à la production de raisins secs et 45 pour cent seulement ont été vinifiés. Les problèmes d'excédents en Californie ont été résolus par l'octroi de subventions fédérales à l'exportation de raisins secs et le retrait des circuits commerciaux des excédents de raisins secs.

Le tableau C-35 indique la production et les exportations mondiales de raisins secs. La production et l'exportation de raisins de Corinthe (Grèce, Australie) sont encore inférieures à celles

d'avant-guerre. La production de raisins secs (principalement aux Etats-Unis, en Turquie et en Australie) est plus élevée, mais le commerce s'est peu développé sauf aux Etats-Unis et en Grèce. Les exportations turques ont fortement baissé depuis 1951, en raison partiellement des subventions américaines et, plus récemment, de la dévaluation de la monnaie grecque. La Turquie applique maintenant elle aussi un régime de subventions et de prix minimum. La demande de fruits secs n'a pas suivi la tendance ascendante de la demande de fruits frais.

CAFÉ

Tendances de l'après-guerre

Les dix dernières années ont marqué à la fois la fin de l'un des longs cycles qui semblent caractériser l'économie mondiale du café et le commencement d'un autre de ces cycles. Depuis 1890, trois cycles principaux, chacun d'une durée approximative de vingt ans, se sont succédé. Alors que la consommation augmente progressivement, la production suit un mouvement cyclique qui comporte d'abord une expansion résultant des prix élevés et entraînant l'apparition d'excédents puis une chute des prix ; ensuite une diminution de la production jusqu'à ce que les stocks soient épuisés et que les prix recommencent à monter. Le dernier de ces cycles semble avoir pris fin en 1948-1949. Depuis 1949, les prix élevés ont déclenché une nouvelle phase d'expansion de la production. Reste à savoir si l'évolution des cycles précédents se reproduira ou si la coopération internationale réussira à empêcher tout au moins des fluctuations extrêmes.

La situation du café en 1946 était bien différente de celles des années antérieures à la guerre. Par rapport aux années trente, la production mondiale avait baissé de 20 pour cent et les stocks précédemment accumulés avaient diminué. Au Brésil, les superficies plantées et les peuplements ont été réduits d'environ un quart au cours de cette période. Ce fléchissement était dû également en partie aux très faibles gains réalisés par les producteurs en terme de pouvoir d'achat. En Indonésie, troisième pays producteur avant la guerre, les plantations avaient subi de sérieux dommages. Mais, par ailleurs, les bas prix « réels » et d'autres facteurs dus à la guerre avaient stimulé la consommation aux Etats-Unis. Un système de contingentement appliqué en vertu de l'Inter-American Coffee Agreement avait permis d'organiser métho-

TABLEAU C-35. RAISINS SECS ; PRODUCTION ET EXPORTATIONS MONDIALES

RUBRIQUES	Moyenne	Moyenne	Moyenne	1954
	1934-1938	1948-1950	1951-1953	
	..... milliers de tonnes			
<i>Raisins</i>				
Production mondiale.	481	477	554	502
Exportations mondiales	224	236	225	234
<i>Raisins de Corinthe</i>				
Production mondiale.	180	97	93	82
Exportations mondiales	90	55	60	85

TABLEAU C-36. CAFÉ : PRODUCTION, COMMERCE, STOCKS ET PRIX ; PAR CONTINENTS ET TOTAL MONDIAL

RUBRIQUES	Moyenne 1934-38	1946	1949	1953	1954 (chiffre provisoire)
..... milliers de tonnes					
I. Production					
Amérique du Nord et Amérique centrale	328	324	391	403	436
Amérique du Sud	1 784	1 355	1 475	1 594	1 570
Asie	155	31	67	110	94
Afrique	142	226	239	334	335
TOTAL MONDIAL	2 415	1 942	2 175	2 448	2 442
II. Exportations mondiales	1 650	1 760	2 070	2 090	1 760
III. Importations nettes					
Amérique du Nord et Amérique centrale	805	1 286	1 364	1 305	1 070
Europe	695	331	446	581	610
TOTAL MONDIAL	1 613	1 770	1 960	2 007	1 800
IV. Stocks mondiaux	1 607	983	646	357	...
..... Cents des Etats-Unis la lb					
V. Prix					
Prix de gros Santos 4, New-York ²	9,7	18,5	31,8	58,5	78,3
Prix de gros Santos 4, New-York ³	18,6	23,5	32,1	53,4	70,9
Prix de détail aux Etats-Unis ²	25,1	34,4	55,4	89,2	110,8
Prix de détail aux Etats-Unis ³	42,2	41,2	54,4	78,0	96,3

¹Y compris l'Océanie.

²Prix réel.

³Prix ajustés : prix de gros, d'après l'indice des prix de gros E. U., 1947-49 = 100; prix de détail, d'après l'indice des prix à la consommation, 1947 = 100.

... Non disponible.

diquement la commercialisation du café pendant les années de guerre, et les prix avaient monté progressivement. Par rapport au pouvoir d'achat, cependant, les prix payés aux producteurs n'étaient certainement pas supérieurs à ceux des années de crise qui ont précédé la guerre. Etant donné l'augmentation extraordinaire de la consommation de café aux Etats-Unis, le volume du commerce mondial a dépassé celui d'avant-guerre bien que les importations européennes aient diminué de moitié.

L'évolution de la situation mondiale du café depuis 1946 comporte deux périodes dont les tableaux C-36 et C-37 font ressortir les traits saillants.

La période 1946-49 a été caractérisée par une demande soutenue, qui n'était pas accompagnée d'un accroissement suffisant de la production, par un rapide fléchissement des stocks et par une hausse des prix. La production totale était encore sensiblement inférieure au niveau d'avant-guerre et, dans les régions de forte consommation, elle était, par habitant, de 23 pour cent moins élevée. Aux Etats-Unis, qui ont absorbé, en 1946, près

de 70 pour cent du volume total des importations, l'augmentation du revenu national, les changements d'habitudes du consommateur pendant les années de guerre et les prix relativement bas ont continué à stimuler la consommation. Bien que le contrôle des prix ait été supprimé en 1946, l'existence de stocks de report importants empêcha une hausse des prix marquée jusqu'en 1949, où les derniers stocks gouvernementaux brésiliens furent liquidés; cette même année, les importations américaines atteignirent leur chiffre record.

Les importations européennes, tout en étant entravées par le rationnement et la pénurie de dollars, avaient également commencé à reprendre après le fléchissement d'après-guerre et toutes les indications obligeaient à conclure que les prix, qui s'étaient élevés graduellement au cours des années précédentes, monteraient encore.

La hausse des prix, particulièrement du café produit hors de la zone dollar, commença à susciter l'intérêt en faveur de nouvelles plantations. En Afrique, les gouvernements coloniaux commencèrent à organiser d'actives campagnes pour sti-

TABLEAU C-37. CAFÉ : MODIFICATIONS SURVENUES DANS LA PRODUCTION, LE COMMERCE, LES STOCKS ET LES PRIX, PAR CONTINENTS ET POUR LE MONDE

RUBRIQUES	1946 par rapport à la moyenne 1934-38	1949 par rapport		1953 par rapport à 1949	1954 par rapport			
		à la moyenne 1934-38	1946		à la moyenne 1934-38	1946	1949	1953
..... <i>pourcentage</i>								
I. Production								
Amérique du Nord et								
Amérique centrale . .	— 1	19	21	3	33	35	12	8
Amérique du Sud . . .	— 24	— 17	9	8	— 12	16	6	— 1
Asie	— 80	— 57	117	64	— 40	203	40	— 15
Afrique	60	69	5	40	137	48	40	0.4
TOTAL MONDIAL	— 20	— 10	12	13	1	26	12	— 0.2
II. Exportations mondiales .	7	25	18	1	6		— 15	— 16
III. Importations nettes								
Amérique du Nord et								
Amérique centrale. . .	60	69	6	— 4	33	— 17	— 22	— 18
Europe.	— 52	— 36	35	30	— 12	84	37	5
TOTAL MONDIAL	10	22	11	2	12	2	— 8	— 10
IV. Stocks mondiaux	— 39	— 60	— 34	— 45				
V. Prix								
Santos 4 - N.Y. ¹	91	228	72	84	707	323	146	34
Santos 4 - N.Y. ²	26	73	37	66	281	202	121	33
Prix de détail aux								
Etats-Unis ¹	37	121	61	61	341	222	100	24
Prix de détail aux								
Etats-Unis ²	— 2	29	32	43	128	134	77	23

¹Prix réel.
²Prix ajusté.

muler des plantations. Quelques-unes furent faites également dans les pays producteurs secondaires de l'Amérique latine. Toutefois, jusqu'aux dernières années de la période considérée, les nouvelles plantations ne se firent pas sur une grande échelle et leur production, qui ne correspond même pas à l'accroissement démographique, sera par conséquent insuffisante pour permettre une augmentation de la consommation.

L'épuisement des stocks, associé à l'augmentation des importations européennes, a été suivi par une hausse rapide et sans précédent des prix. En 1950, le prix de gros moyen à New-York a monté de plus de 50 pour cent (Santos N° 4) par rapport à celui de l'année précédente. En prenant 100 comme indice du prix moyen de la période 1934-38, le Santos N° 4 atteignait l'indice 524, et le prix ajusté 265. Bien qu'aux Etats-Unis la consommation et les importations aient diminué en 1950 par suite des prix élevés, le jeu de divers facteurs a empêché une réaction marquée de se produire.

En fait, en 1953, les prix ont de nouveau monté lorsque les gelées survenues au Brésil ont réduit les rendements et détruit des millions de jeunes arbustes, et ce mouvement de hausse s'est accéléré en 1954. Aux Etats-Unis, au cours de l'été 1954, les prix de détail et les prix de gros ont dépassé respectivement d'environ 400 pour cent et 800 pour cent la moyenne de 1934-38.

Le résultat fut inévitable. La consommation aux Etats-Unis, qui avait été soutenue par un accroissement sans précédent du revenu par habitant, s'est effondrée en 1954 et les importations ont diminué de 19 pour cent par rapport à l'année précédente et de 23 pour cent par rapport à 1949. En Europe, où le pourcentage d'augmentation des prix de détail avait été beaucoup plus faible étant donné que les droits à l'importation ont toujours constitué une part importante des prix à la consommation, les importations et la consommation ont continué d'augmenter. Mais, même en Europe, les prix élevés ont eu des conséquences

particulièrement fâcheuses sur la consommation. Contrairement à ce qui s'est passé pour la plupart des autres produits, dont la consommation par habitant a atteint ou dépassé les niveaux d'avant-guerre, le volume net des importations de café en 1954, pour l'Europe occidentale, était encore de 4 pour cent inférieur à la moyenne de 1934-38, et les disponibilités par habitant inférieures de 13 pour cent.

Les conséquences à longue échéance de cet état de choses sont plus importantes encore en ce qui concerne la production. La stabilité des prix a encouragé la plantation tant en Amérique latine qu'en Afrique. Au Brésil, une fraction importante des augmentations de prix a été soustraite aux producteurs par le jeu des taux de change multiples et, cependant, même dans ce pays, la culture du caféier est devenue extrêmement profitable. De vastes superficies ont été défrichées pour y planter des caféiers et dans les anciennes plantations, où la productivité était en baisse, on a replanté des variétés à haut rendement.

Situation actuelle et perspectives

La baisse de la consommation et la perspective d'un accroissement de la production dans l'avenir immédiat ont provoqué une chute des prix. Pendant le premier semestre de 1955, les prix ont été de 32 pour cent inférieurs au maximum atteint l'année précédente. Les prix actuels et des prix encore plus bas pour le marché à terme occasionneront probablement une reprise de la consommation. Mais des stocks importants ont été constitués

dans les deux principaux pays producteurs et l'on s'attend à de nouveaux accroissements de la production. De plus, les prix à la production en 1955 sont encore, dans l'ensemble, très rémunérateurs et peuvent continuer à encourager de nouvelles plantations. Si l'évolution observée au cours des trois cycles précédents devait se répéter, la production pourrait augmenter considérablement pendant les 5 à 7 prochaines années alors que l'accroissement de la consommation se ferait beaucoup plus progressivement, même si les prix étaient bien inférieurs à ceux de 1955. Les gouvernements de certains pays producteurs prévoient de grands accroissements de production au cours des prochaines années. Il se peut, par conséquent, que l'économie mondiale du café se trouve à nouveau dans une situation très difficile si une coopération internationale effective ne s'efforce pas de l'éviter.

THÉ

Production

La production de thé s'est accrue lentement et régulièrement depuis la guerre, parallèlement à la demande; les fluctuations de prix, sauf ces deux dernières années, n'ont pas été très marquées. En outre, les exportations et les plantations ont été réglées sur le plan national par les associations nationales et sur le plan international par le Comité international du thé. La demande, au Royaume-Uni, premier pays consommateur, a été soumise au rationnement pendant la plus grande partie de la période d'après-guerre et, dans les autres pays, la situation a évolué normalement. Le trait

TABLEAU C-38. PRODUCTION DE THÉ PAR PRINCIPALES RÉGIONS; AVANT-GUERRE ET CERTAINES ANNÉES D'APRÈS-GUERRE

PAYS OU RÉGIONS	Moyenne avant-guerre	1946	1949	1952	1954 (provisaires)	Variation en pourcentage, 1954 par rapport à	
						l'avant-guerre	1946
	..... milliers de tonnes .....					..... pourcentage	
Inde	178	227	265	306	288	62	27
Ceylan	104	135	140	144	165	59	22
Indonésie	75	2	27	37	46	— 39	130
Japon	49	21	33	57	68	...	...
Total pour l'Asie	456	427	516	590	610	34	43
Afrique.	9	16	17	20	26	189	63
TOTAL MONDIAL.	466	440	535	615	639	37	45

... Non disponible.

le plus frappant des dix dernières années a été l'augmentation considérable de la consommation intérieure en Inde.

Cependant, on note des modifications importantes de la structure géographique de la production. A la réouverture des marchés, l'Inde et Ceylan ont pu compenser la perte des ressources indonésienne et japonaises. La production indonésienne est encore inférieure d'environ 40 pour cent à ce qu'elle était avant la guerre, mais, au Japon, les niveaux d'avant-guerre ont été atteints dès 1952. Par suite des augmentations considérables de production en Inde, à Ceylan et en Afrique, la production mondiale en 1954 a dépassé de 35 pour cent celle d'avant-guerre. C'est en Afrique que l'on observe le pourcentage d'augmentation le plus élevé (près de 200 pour cent au-dessus du niveau de 1934-1938). L'expansion de la production se poursuivra, en particulier à Ceylan et en Afrique, si la demande continue à augmenter.

Sauf en Afrique, où la superficie consacrée à la culture du thé s'est étendue, l'accroissement de la production après la guerre a résulté presque entièrement de rendements plus élevés obtenus grâce à des méthodes culturales améliorées et à l'emploi de variétés à plus haut rendement. On a replanté considérablement, mais les pays signa-

taires de l'Accord international sur le thé n'ont pas utilisé, ces dernières années, les contingents de plantation et de replantation qui leur étaient alloués. L'élévation des rendements a aidé à compenser l'augmentation du coût de la main-d'œuvre et des autres coûts de production.

Consommation

Des disponibilités suffisantes et des prix relativement bas, ajoutés au fait que le thé est un produit sterling, ont permis d'assouplir ou de supprimer rapidement le rationnement et les contrôles à l'importation. Au Royaume-Uni, si le rationnement n'a été supprimé qu'en 1952, les rations étaient généreuses et la consommation par habitant n'était que légèrement inférieure à celle d'avant-guerre. Cependant, la levée du rationnement qui a coïncidé avec la hausse des prix du café et avec une politique active de commercialisation du thé a fini par influencer sur la consommation et, en 1954, le niveau de consommation d'avant-guerre, qui était de 4,20 kg se trouvait dépassé. La consommation a également augmenté dans les autres pays du Commonwealth, de même qu'en Afrique, en Europe septentrionale et en Amérique du Nord.

TABLEAU C-39. THÉ : COMMERCE INTERNATIONAL, CONSOMMATION INTÉRIEURE DES PAYS PRODUCTEURS ET PRIX ; AVANT-GUERRE ET CERTAINES ANNÉES D'APRÈS-GUERRE

RUBRIQUES	Avant-guerre	1946	1949	1952	1954	Variation en pourcentage, 1954 par rapport à	
						l'avant-guerre	1946
	..... milliers de tonnes métriques.....					.... pourcentage ...	
Exportations mondiales nettes	404	308	441	440	472	17	53
Importations mondiales nettes	387	310	416	430	467	21	51
Importations nettes du Royaume-Uni.	194	160	211	215	232	20	45
Importations nettes de l'Amérique du Nord et de l'Amérique centrale . .	55	60	62	63	72	31	20
Importations nettes des Etats-Unis .	38	42	42	42	52	37	24
Consommation intérieure des pays producteurs	110	120	122	...	170	54	42
	..... Prix en pence par lb						
Prix							
Calcutta							
Thé d'exportation	11,1	128,6	34,9	25,2	52,9	377	85
Colombo - tous les théés	12,3	128,8	34,7	31,1	47,0	282	63
Londres							
Tous les théés	13,6	—	—	36,1	63,6	361	—
Prix réels ²	40,6	—	—	24,7	46,1	14	—

¹Prix de 1947.

²Prix à Londres, ajustés d'après l'indice Sauerbeck-Statist, 1948 = 100.

... Non disponible.

Toutefois, le pourcentage d'augmentation le plus élevé a été noté dans certains pays producteurs, notamment en Inde, où il est probablement en rapport avec l'augmentation du revenu national. Bien qu'en Inde, les quantités de thé retenues pour la consommation intérieure en 1954 se soient élevées à plus de 80 000 tonnes, contre 68 000 tonnes en 1944-46, et 41 000 tonnes en 1937-39 pour l'Inde et le Pakistan, on estime que la consommation globale des pays producteurs a augmenté de plus de 50 pour cent depuis l'avant-guerre.

Échanges

Le commerce international qui, en 1946, était tombé d'environ 22 pour cent au-dessous de celui d'avant-guerre, a effectué une reprise rapide. En 1954, le commerce net dépassait d'environ 20 pour cent celui de 1934-38 et de 50 pour cent celui de 1946. Toutefois, le pourcentage de la production exportée a été régulièrement inférieur à celui d'avant-guerre, étant donné l'augmentation de la consommation dans les pays producteurs. On a également observé un ralentissement du commerce d'entrepôt aux Pays-Bas et au Royaume-Uni et une augmentation des achats des pays consommateurs aux enchères de Calcutta et de Colombo.

Grâce en grande partie aux contrôles opérés par le Comité international du thé, les prix du thé ont été relativement stables pendant la période 1933-38, alors que ceux du café et du cacao ont baissé. Après la guerre, la hausse des prix a été moins marquée pour le thé que pour le café et le cacao. Les prix courants nominaux (Calcutta prix d'exportation) ont été, pendant la période 1948-52 de 190 pour cent plus élevés que pendant les dernières années qui ont précédé la guerre, tandis que pour le café et le cacao, les prix étaient montés de 350 à 470 pour cent. En 1952, une récolte indienne exceptionnellement abondante en même temps que le maintien, pendant la majeure partie de l'année, du rationnement au Royaume-Uni, et l'existence de vastes stocks, ont provoqué une chute brusque et temporaire des prix du thé indien. Toutefois, l'année suivante, des conditions atmosphériques défavorables et une restriction de la production par les producteurs de l'Inde septentrionale ont provoqué une hausse des prix qui s'est accélérée en 1954. En janvier 1955, les prix à Londres étaient en moyenne supérieurs de 72 pour cent et 154 pour cent à ceux de la fin de 1953 et de la fin de 1952 respectivement. Par la suite, une réaction violente est intervenue et en avril les prix étaient retombés à leur niveau de la mi-1954. Toutefois, en valeur réelle, les prix du thé n'étaient

TABLEAU C-40. THÉ : PRIX DU THÉ, DU CAFÉ ET DU CACAO ; VALEUR UNITAIRE A L'IMPORTATION

ANNÉES	Thé		Café	Cacao	Valeur unitaire des importations du Royaume-Uni
	Londres	Calcutta			
	.... moyenne 1933-38 = 100				
Moyenne 1925-29.	133	128	228	207	148
» 1930-32.	92	72	114	102	104
1948 . . . . .	...	270	279	688	322
1949 . . . . .	...	319	331	371	326
1950 . . . . .	...	338	530	553	370
1951	327	300	565	614	493
1952	273	230	564	614	478
1953	326	326	609	640	422
1954	474	482	815	997	415

Londres, tous types de thé, en pence la lb.; Calcutta, thé d'exportation, en pies la lb.; café Santos 4, New-York, en cents la lb.; cacao, Spot Acera, New-York en cents la lb.
... Non disponible.

pas plus élevés qu'avant-guerre et ils ont probablement été constamment plus bas jusqu'en 1954, du fait de l'augmentation d'un certain nombre d'indices généraux : valeurs unitaires à l'importation, coûts de la main-d'œuvre, indices du coût de la vie dans les pays producteurs, prix du riz, etc. Ces facteurs, en même temps que l'élévation du revenu, sont probablement responsables de l'augmentation de la consommation en Inde et dans un certain nombre d'autres pays à faible revenu. Au Royaume-Uni également, la moyenne des prix réels aux enchères de Londres a été sensiblement inférieure en 1951-53 à celle d'avant-guerre et, en 1954, elle n'était que de 14 pour cent supérieure au prix réel de 1934-38.

Perspectives

L'évolution de la situation sera en majeure partie déterminée par des considérations d'ordre économique. D'une part, il ne fait aucun doute que la production dans les principaux pays d'Extrême-Orient et en Afrique pourrait être encore accrue, sans augmentation des superficies, en replantant avec des variétés à plus haut rendement, en appliquant des fumures plus abondantes, et en luttant plus efficacement contre les ennemis des végétaux. Il n'y a aucune raison d'envisager un renversement des tendances actuelles de la consommation soit au Royaume-Uni, soit dans les pays producteurs. D'autre part, le régime actuel des impôts et les charges financières résultant de la récente législation du travail ont élevé considérablement les coûts de production. Les producteurs

essaieront sans nul doute de maintenir des niveaux de prix rémunérateurs en ajustant la production sur la demande courante, au besoin en limitant volontairement les superficies cultivées. Pour l'année en cours, les premiers rapports sur les récoltes signalent une certaine augmentation de la production à Ceylan et en Inde méridionale ; mais lorsque les gros stocks actuels du Royaume-Uni auront été écoulés, les prix devraient montrer une plus grande stabilité que l'année dernière, tout en restant inférieurs à la moyenne de 1954.

CACAO

Tendances de l'après-guerre

Le cacao et le café sont les deux seuls produits agricoles dont les disponibilités soient restées peu abondantes pendant les dix dernières années. Alors que les disponibilités de café devraient augmenter au cours des quelques prochaines années, il est probable que la pénurie mondiale de cacao durera encore de nombreuses années. Par rapport à la population des dix pays qui sont les plus grands consommateurs de cacao, les disponibilités mondiales au cours de ces dernières années ont été inférieures de onze pour cent à la moyenne de 1934-38.

Pendant les 40 années de grande expansion de la production qui ont pris fin au début de la deuxième guerre mondiale, la production mondiale de cacao est passée de 100 000 à 740 000 tonnes. Au cours de la période 1939-49 la production mondiale moyenne a été de 13 pour cent inférieure à celle des cinq années d'avant-guerre. La désorganisation de la marine marchande, la disparition du marché européen, les prix très bas du cacao à la production, la demande de main-d'œuvre

pendant la guerre ainsi que d'autres facteurs économiques, notamment la hausse des prix d'autres denrées alimentaires ont amené une modification de la répartition de la production. A ces facteurs s'en sont ajoutés d'autres, de caractère agronomique, tels que le vieillissement des arbustes, l'accroissement des dégâts causés par les ennemis et les maladies du cacaoyer (en particulier la diffusion d'une nouvelle virose) et la raréfaction des bons terrains à vocation forestière. La production mondiale a marqué une reprise après 1948, mais uniquement en raison de l'augmentation de la production de l'Amérique latine, la production africaine ayant continué de baisser par rapport à la période 1934-38, tant en valeur relative qu'en valeur absolue. Alors que la production s'est élevée dans les territoires français et belge, elle a diminué régulièrement dans les deux principaux pays producteurs, la Côte de l'Or et la Nigeria. La moyenne des cinq années 1948-52 a été inférieure à celle des cinq années d'avant-guerre, et la tendance s'est poursuivie pendant ces deux dernières années où la production a été de 16 pour cent inférieure à celle de 1948-52. Dans aucune des années qui ont suivi la guerre, la Côte de l'Or ne s'est rapprochée de sa production maxima d'avant-guerre qui avait été de 305 000 tonnes.

Des facteurs d'ordre économique, social et agronomique expliquent la différence de tendance de la production depuis 1940 en Amérique latine et en Afrique. En Amérique latine, les prix élevés ont favorisé le développement des plantations de cacao et l'accroissement de la production qui, hésitant au début, s'est accéléré lorsque les planteurs ont commencé à s'apercevoir que les prix élevés du cacao n'étaient pas un phénomène passager. Des plantations abandonnées ont été remises en culture et de sensibles efforts ont été

TABLEAU C-41. CACAO : PRODUCTION PAR CONTINENTS ; MOYENNE D'AVANT-GUERRE ET 1946/47 à 1954/55

RÉGIONS	Moyenne 1934/35- 1938/39	1946/47	1947/48	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53	1953/54	1954/55 (chiffres provi- soires)
	..... milliers de tonnes									
Amérique du Nord et Amérique centrale.	65	59	65	60	65	65	62	76	69	75
Amérique du Sud .	179	200	156	178	219	202	168	161	188	229
Asie	6	3	3	4	4	4	4	5	6	6
Afrique	495	408	398	516	486	518	461	517	476	472
Océanie	3	4	4	4	3	3	4	4	4	4
TOTAL MONDIAL .	748	674	626	762	777	793	699	763	743	786

TABLEAU C-42. CACAO : INDICES DE LA PRODUCTION DE CERTAINS CONTINENTS ; 1946/47 à 1954/55

RÉGIONS	1946/47	1947/48	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53	1953/54	1954/55 (chiffres provi- soires)
	..... moyenne 1934-38 = 100								
Amérique du Nord et Amérique centrale.	91	100	92	100	100	95	117	106	115
Amérique du Sud .	112	87	99	122	113	94	90	105	128
Asie	50	50	67	67	67	67	83	100	100
Afrique	82	80	104	98	105	93	104	96	95
Océanie	133	133	103	100	100	133	133	133	133
TOTAL MONDIAL .	90	84	102	104	106	93	102	99	105

déployés en vue d'améliorer les méthodes culturales et de lutter contre les maladies. En Afrique, la culture du cacaoyer, qui se trouve entre les mains de petits planteurs, a dû faire face à des problèmes de plus en plus difficiles qui grèvent lourdement leurs ressources. La pénurie de zones à vocation forestière, l'augmentation de l'incidence des parasites et des maladies, un pourcentage croissant de vieux arbustes dont la productivité est en déclin ont concouru à faire baisser la production. Il est probable que ces difficultés ont été aggravées par la faiblesse des gains. Pendant les années de guerre, et jusqu'en 1948, les prix « réels » reçus par les cultivateurs ont été encore inférieurs à ceux de la période désastreuse de 1934-38. Bien que, depuis lors, les prix à la production se soient grandement améliorés, les agents du monopole d'Etat ont acheté le cacao à des prix sensiblement inférieurs à

ceux que les cultivateurs auraient reçu sur un marché libre. Il peut être intéressant de noter que dans les territoires français d'Afrique, où la concurrence a été rétablie dès que cela fut possible, la production a augmenté par rapport à l'avant-guerre, bien que les problèmes agricoles (à l'exception de la maladie « swollen shoot ») aient été analogues à ceux de la Côte de l'Or et de la Nigeria.

La diminution des disponibilités par habitant, survenant à une époque de revenus croissant rapidement, a inévitablement été suivie d'une importante hausse des prix.

En matière de consommation, l'événement marquant des dernières années a été la reprise et l'accroissement de la demande européenne. La part de l'Europe dans les importations mondiales de fèves de cacao a régulièrement augmenté, passant d'environ 40 pour cent dans les années qui ont immédiatement suivi la guerre, à 51 pour cent en 1952, puis à 55 pour cent en 1953 et à 58 pour cent en 1954. Même en 1948 les importations nettes de fèves et de produits du cacao (en équivalent de fèves de cacao) ne représentaient que les deux-tiers de la moyenne d'avant-guerre. D'autre part, les Etats-Unis, qui absorbaient 42 pour cent des disponibilités mondiales immédiatement après la guerre (contre 37 pour cent avant guerre), ont réduit sévèrement leurs importations bien que le revenu par habitant ait augmenté plus qu'en Europe. En 1954, les importations américaines n'ont représenté probablement que 32 pour cent des importations mondiales et les échanges des cinq premiers mois de 1955 indiquent que, cette année, la répartition en pourcentages des importations restera la même qu'en 1954.

Depuis 1950, la tendance de la répartition des importations est sensiblement différente de celle observée en 1900-1939, période au cours de laquelle les importations des Etats-Unis se sont ac-

TABLEAU C-43. CACAO : PRIX COURANTS ET PRIX AJUSTÉS AUX ETATS-UNIS ET AU ROYAUME-UNI ; 1946-54

ANNÉES	Etats-Unis				Royaume-Uni	
	Prix courant		Prix ajusté		Prix courant	Prix ajusté
	Spot Acera	Valeur unitaire à l'importation	Spot Acera	Valeur unitaire à l'importation	Valeur unitaire à l'importation	Valeur unitaire à l'importation
	..... moyenne 1934-38 = 100					
1946	190	176	127	119	158	87
1947	574	672	313	260	416	210
1948	654	643	329	325	683	303
1949	352	367	187	196	476	201
1950	526	470	268	241	691	256
1951	584	602	267	277	962	293
1952	584	578	275	275	879	260
1953	608	548	922	265	828	246
1954	948	906	452	434	1 242	367

¹Ajusté d'après les indices des prix de gros.

TABLEAU C-44. CACAO : IMPORTATIONS NETTES PAR CONTINENTS ; 1946-54

RÉGIONS	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954 (chiffres provi- soires)
	..... moyenne 1934-38 = 100								
Europe.	73	70	69	91	110	96	87	105	107
Amérique du Nord et Amérique centrale.	118	111	105	117	113	103	99	100	90
Amérique du Sud .	190	150	120	120	150	160	160	170	170
Asie	50	100	75	125	75	100	125	225	125
Afrique	400	400	350	250	200	300	150	200	250
Océanie	162	188	150	200	125	100	112	112	150
U.R.S.S.	62	65	150	125	188	188	250	250	250
TOTAL MONDIAL .	94	89	87	104	113	101	96	107	104

crues plus rapidement que celles de l'Europe, s'élevant de 20 000 tonnes à 242 000 tonnes (19 et 37 pour cent respectivement des disponibilités mondiales), tandis que celles de l'Europe passaient de 82 000 à 365 000 tonnes (77 et 56 pour cent respectivement des disponibilités mondiales). Même par habitant, l'accroissement au cours de ces années de forte immigration aux Etats-Unis, a été plus marqué que dans aucun autre pays, le Royaume-Uni excepté. Et même l'augmentation réelle de la consommation a été probablement plus élevée aux Etats-Unis qu'au Royaume-Uni étant donné que dans les années qui ont immédiatement précédé la guerre ce dernier pays avait constitué des stocks importants.

TABLEAU C-45. CACAO : DISPONIBILITÉS PAR HABITANT AUX ETATS-UNIS, EN FRANCE, EN ALLEMAGNE ET AU ROYAUME-UNI

ANNÉES	Etats- Unis	France	Allema- gne	Royau- me-Uni
	..... grammes			
1909	680	610	690	580
moyenne 1924-28.	1 470	990	1 130	1 280
moyenne 1934-38	1 880	1 000	1 230	1 870
1954 (chiffres pro- visoires)	1 560	1 000	1 530	2 780

¹Allemagne occidentale seulement.

²Chiffre ajusté pour tenir compte des variations estimées des stocks.

Perspectives

Pour diverses raisons, les prix élevés ont influé davantage sur la consommation américaine que sur la consommation européenne et, en 1954, la consommation par habitant aux Etats-Unis a été

de 17 pour cent inférieure à celle de 1934-1938. Une baisse des prix résultant d'un important accroissement des disponibilités pendant deux années ou plus renverserait cette tendance et ouvrirait de nouveaux et vastes marchés aux produits à base de cacao. Les perspectives d'ordre économique sont donc favorables — à condition que les recherches relatives aux produits de remplacement synthétiques, qui ont été énormément stimulées ces dernières années par les prix élevés du cacao, ne soient pas plus fructueuses que jusqu'ici et à condition également que la production augmente progressivement pour permettre à la fabrication, à la distribution et à la consommation de s'adapter à un accroissement des disponibilités. Du point de vue économique, les perspectives semblent effectivement plus favorables pour le cacao que pour n'importe quel autre produit agricole important. L'étude des rapports à long terme entre la consommation, les prix et le revenu fait ressortir qu'en 1960 la consommation mondiale sera supérieure de 150 000 tonnes à la production de ces dernières années, soit 20 pour cent, à un prix « réel » de 25 cents la livre (prix nominal courant: 28 cents). Un tel prix serait rémunérateur pour les producteurs et fournirait aux pays pouvant développer leur production de cacao les devises étrangères dont ils ont le plus grand besoin.

TABAC

Production et consommation

La production mondiale de tabac a été fortement influencée par l'accroissement constant de la demande au cours du XXème siècle, et en particulier par l'augmentation extraordinaire de la consommation de cigarettes. Les deux guerres

mondiales ont amené un accroissement marqué de la consommation dans tous les pays où l'on disposait de grandes quantités de tabac en feuilles et, dans les pays où les disponibilités étaient faibles, il y a eu après la guerre une rapide augmentation de la consommation. Dans les pays où les femmes ou la jeunesse ont pris l'habitude de fumer, l'augmentation de la consommation par habitant est plus accusée, en particulier en ce qui concerne les cigarettes. En effet, celles-ci ont gagné la faveur du public dans de nombreux pays où, avant la deuxième guerre mondiale, la majorité des fumeurs préférait le cigare ou la pipe. La consommation de cigarettes augmente encore dans presque tous les pays, sauf aux Etats-Unis où elle a légèrement fléchi depuis le niveau record atteint en 1952, en raison surtout de la campagne sur les effets nocifs qu'occasionne l'abus des cigarettes. La préférence des consommateurs a généralement stimulé la demande de tabac à cigarette claire, tel que le flue-cured (bright Virginia), souvent mélangé au tabac Burley et au tabac d'Orient. Les cigarettes faites uniquement de tabac d'Orient avaient la préférence avant la guerre dans de nombreux pays européens. Dans les premières années d'après-guerre, la demande de tabac d'Orient a diminué, mais elle augmente à nouveau et on l'emploie de plus en plus, mélangé à d'autres types de tabac.

La consommation de tabac pour cigares a accusé un fléchissement ces dix dernières années; d'autre part, les disponibilités de ce type de tabac ont été très faibles après la guerre. Cependant, dans les pays où le niveau du revenu est élevé, la demande semble s'être maintenue ces dernières années. La demande pour les types plus foncés employés comme tabac à pipe, à chiquer ou à priser s'est amenuisée ces 20 ou 30 dernières années. Il y a une corrélation étroite entre le revenu réel et la consommation de tabac par habitant. C'est pourquoi, le niveau élevé de l'emploi et l'augmentation du revenu réel ont stimulé la consommation.

La production mondiale de tabac en 1950-54 a dépassé de plus de 20 pour cent le niveau d'avant-guerre (voir tableau C-46). Avant la guerre, le flue-cured, le Burley et le tabac d'Orient représentaient 20, 5 et 8 pour cent respectivement de la production totale; ces pourcentages sont de 32, 8 et 8 pour cent, par rapport à la moyenne de la production en 1953 et 1954. La production de tabacs bruns air-cured et fire-cured a diminué.

L'augmentation rapide de la production de tabac flue-cured résulte de l'accroissement de la consommation de cigarettes, en particulier des types « straight Virginia » et « blended ». Les rendements moyens à l'hectare aux Etats-Unis ont augmenté régulièrement et sont passés de 960 kg en 1934-38

TABLEAU C-46. TABAC : PRODUCTION ET ÉCHANGES MONDIAUX

RUBRIQUES	Moyenne 1934-38	Moyenne 1946-48	Moyenne 1949-51	Moyenne 1952-54
	..... milliers de tonnes			
Production totale (poids à la production)	2 715	3 095	3 155	3 360
dont :				
flue-cured	560	841	934	1 065
Tabac d'Orient	204	246	269	276
autres types	1 951	2 008	1 952	2 019
Exportations totales (poids sec)	540	527		587
dont :				
Principaux exportateurs de				
flue-cured ¹	234	314	322	304
tabac d'Orient ¹	112	96	114	121
feuilles à cigare ¹	118	86	86	92
Autres pays	76	31	61	70
Importations totales (poids sec)	550	490	550	550
dont :				
Europe occidentale	370	302	364	362
Etats-Unis	30	39	43	47
Asie	80	41	47	52

¹Tous types de tabac, en feuilles.
²Y compris l'Allemagne d'avant-guerre.

à 1 425 kg. en 1950-54. Les restrictions à la superficie cultivée imposées aux Etats-Unis en application du programme de soutien des prix et adoptées dès le début des années trente, ont incité les planteurs à obtenir les meilleurs rendements possibles. Les rendements ont également augmenté dans d'autres pays. La production américaine de flue-cured a presque doublé par rapport à 1934-38. Les prix relativement élevés et stables du tabac américain ont encouragé d'autres pays à cultiver du tabac, en particulier du type flue-cured ; le Canada, la Rhodésie du Sud et l'Inde ont ensemble quadruplé leur production par rapport à l'avant-guerre et font maintenant figure de concurrents importants sur le marché international. La production brésilienne de tabac flue-cured est également 4 à 5 fois celle d'avant-guerre. L'application de droits préférentiels à l'importation par le Royaume-Uni, le plus grand importateur du monde, a eu également un effet stimulant sur la production des pays du Commonwealth dans les années trente, et la pénurie de dollars pendant les années qui ont suivi la guerre a donné un nouvel élan au développement de la production dans les pays à monnaie faible. La culture du tabac s'est étendue sensiblement dans le sud et dans l'ouest de l'Europe et certains des marchés des Etats-Unis, sur lesquels se vend le tabac flue-cured en feuilles, comme les Philippines et l'Indonésie, font de grands efforts pour développer leur propre production de ce type.

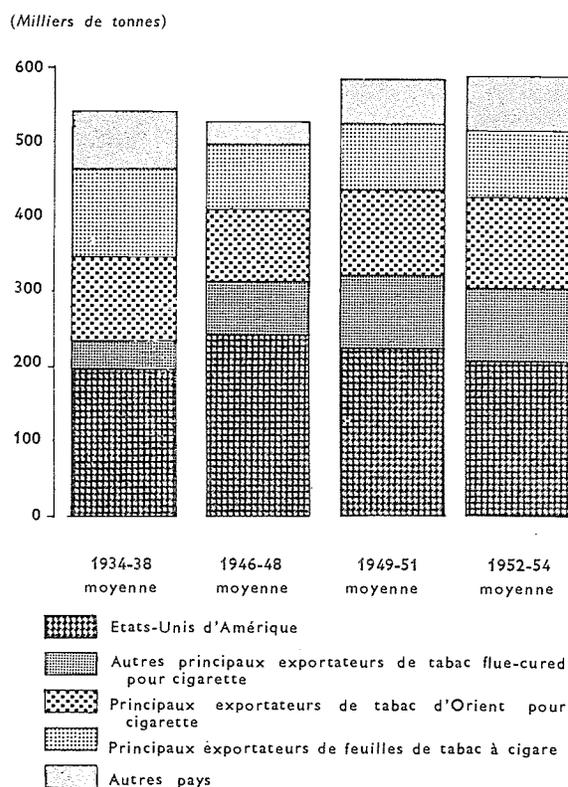
Parmi les producteurs de tabacs d'Orient, la Grèce a souffert de la guerre et de la guerre civile et sa production n'a rejoint le niveau d'avant-guerre qu'en 1950 ; elle est maintenant d'environ 10 pour cent supérieure à ce niveau, tandis que la Turquie a augmenté sa production d'environ 80 pour cent par rapport à la moyenne de 1934-38. La Yougoslavie a également augmenté fortement sa production, alors que la Bulgarie et la Roumanie avaient supprimé, après la guerre, toutes leurs exportations vers l'Europe occidentale.

La production de feuilles de tabac à cigare en Indonésie, aux Philippines et au Brésil a diminué en raison du coût élevé de la main-d'oeuvre et du remplacement de cette culture par d'autres types, notamment le tabac à cigarettes, de sorte que la production de feuilles de tabac à cigare reste encore au-dessous du niveau d'avant-guerre.

Échanges et prix

La structure du commerce reflète les modifications de la production. Les exportateurs de tabac flue-cured ont développé leurs marchés. En 1934-

GRAPHIQUE C-8. — Exportations mondiales de tabac en feuilles

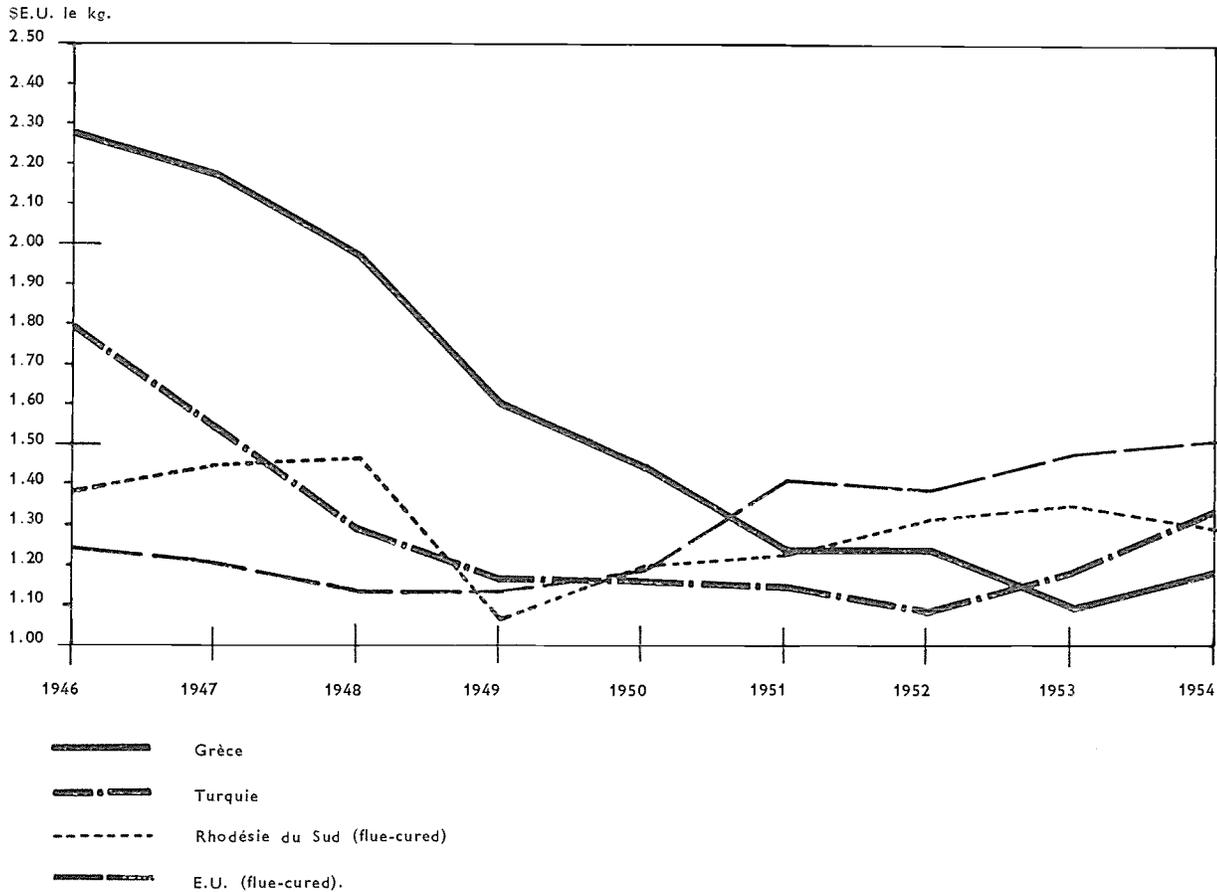


38 et en 1950-54, les Etats-Unis ont exporté en moyenne respectivement 147 400 et 176 900 tonnes de ce type. Les exportations de flue-cured du Canada, des Rhodésies et de l'Inde sont ensemble passées de 22 000 tonnes (moyenne d'avant-guerre) à 90 000 tonnes (moyenne de 1950-54). Les exportations grecques de feuilles de tabac d'Orient ont dépassé, en 1953 et en 1954, la moyenne de 1934-38, mais la Turquie a exporté deux fois plus qu'avant la guerre, par suite notamment de l'accroissement de ses exportations vers les Etats-Unis. Les exportations de feuilles de tabac à cigare, principalement d'Indonésie, ont fléchi.

Les importations mondiales de tabac, d'après la moyenne des six dernières années, ont égalé celles d'avant-guerre ; la consommation totale ayant augmenté, cela signifie qu'on a atteint un niveau plus élevé d'autarcie, en particulier en Asie, où les importations ont diminué depuis la guerre. La Chine constituait avant-guerre un important débouché pour le tabac américain.

Les fluctuations de prix des tabacs à cigarette flue-cured et d'Orient ont suivi des courbes très différentes. Le graphique C-9 indique la valeur

GRAPHIQUE C-9. — Valeurs unitaires des exportations de tabac en feuilles ; 1946-1954



unitaire des exportations de tabacs d'Orient et de flue-cured pour les années 1946-54, exprimée en dollars des Etats-Unis.

Le tabac d'Orient qui, avant la guerre, était plus coté que le flue-cured a grandement amélioré sa position compétitive grâce à une forte baisse de son prix en dollars des Etats-Unis, à laquelle a contribué la dévaluation des monnaies grecque et turque. Le tabac de Rhodésie concurrence da-

vantage aussi les autres tabacs depuis la dévaluation de la livre sterling, en 1949. La valeur unitaire des exportations des Etats-Unis indique une légère tendance à la hausse depuis la deuxième guerre mondiale.

Perspectives

Malgré le contrôle considérable qui s'exerce sur les plantations de tabac, des stocks se sont

TABLEAU C-47. VALEURS UNITAIRES DES EXPORTATIONS DE TABAC EN FEUILLES ; 1946-54

RUBRIQUES	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	..... dollars des Etats-Unis par kg.								
Tabac d'Orient									
Grèce	2,28	2,17	1,97	1,59	1,44	1,24	1,25	1,08	1,18
Turquie	1,79	1,53	1,28	1,16	1,16	1,15	1,08	1,18	1,34
Flue-cured									
Etats-Unis	1,24	1,21	1,13	1,13	1,18	1,42	1,39	1,48	1,52
Rhodésie du Sud	1,39	1,45	1,47	1,06	1,19	1,24	1,32	1,35	1,29

TABLEAU C-48. STOCKS DE TABAC EN FEUILLES ET LEUR ÉCOULEMENT AUX ÉTATS-UNIS ET AU CANADA

RUBRIQUES	Stock de report en début de campagne			Production 1954/1955	Exportations 1954/1955 (estimation)	Consommation intérieure 1954/55 (estimation)	stock de report au début de la campagne 1955/1956 (estimation)
	1952/1953	1953/1954	1954/1955				
..... milliers de tonnes, poids à la production							
Etats-Unis							
Tous types	1 544	1 658	1 706	998	244	680	1 780
dont :							
flue-cured.	785	840	869	602	205	354	910
Burley	481	528	543	302	16	225	604
Canada							
Tous types	80	82	79	83	18	46	98
dont :							
flue-cured.	64	69	69	78	17	41	89
Burley	9	6	4	2	1	2	3

¹Pour les États-Unis : stocks de feuilles de flue-cured au 1er juillet ; stocks d'autres types au 1er octobre. Pour le Canada : au 1er octobre.

accumulés ces dernières années dans les pays exportateurs, principalement aux États-Unis, au Canada, à Cuba et en Inde. Les stocks de tabacs d'Orient, encombrants pendant quelques années, ont pratiquement tous été écoulés. Le tableau C-48 donne l'estimation des stocks aux États-Unis et au Canada au début de la campagne 1955-56 et les chiffres des stocks effectifs au début des trois campagnes précédentes. On s'attend à ce que les stocks des États-Unis augmentent à nouveau au cours de la campagne 1954/55, malgré l'aide qu'apportent à l'exportation les ventes effectuées contre paiement en monnaie étrangère. Les stocks canadiens pourront également s'accroître en raison de la production record de 1954. Aux États-Unis, les superficies consacrées aux tabacs flue-cured et Burley ont encore été réduites en 1955 pour équilibrer l'offre et la demande, et l'on prévoit que le marché du tabac restera stable en 1955/56. Les producteurs américains de flue-cured sont d'avis qu'au cours des prochaines années, la concurrence s'intensifiera tant en ce qui concerne les prix que la qualité et qu'il faudra s'efforcer plus que jamais de réduire les coûts de production.

COTON

Production

La reprise de la production mondiale de coton après la guerre a été lente et mal équilibrée. Le volume moyen d'avant-guerre n'a été atteint de nouveau qu'en 1949/50, et presque uniquement en raison de l'augmentation des récoltes aux États-

Unis, dont une partie considérable avait été stockée. Dans toutes les autres principales régions cotonnières, la production est restée bien inférieure au volume d'avant-guerre ; on a enregistré par contre une augmentation importante des récoltes dans les régions où, avant la guerre, cette production était très secondaire.

Les cinq dernières années ont marqué une nouvelle augmentation de la production mondiale, avec une modification considérable de sa répartition géographique. En dehors des États-Unis, la production a augmenté dans toutes les régions, mais cette augmentation a été assez faible en ce qui concerne les principaux pays producteurs qui participent au commerce mondial du coton : Égypte, Brésil, Pakistan et Inde. Au contraire, l'augmentation a été très marquée pour les récoltes de l'Union soviétique et de la Chine et encore plus pour celles des producteurs les moins importants. En fait, l'augmentation de 18 pour cent de la production en 1954/55 par rapport au volume d'avant-guerre était presque entièrement due à ces deux derniers groupes de pays.

Depuis la fin de la guerre, les prix du coton n'ont pu qu'en encourager la production. Le niveau des prix de soutien pratiqués aux États-Unis a servi de niveau minimum aux prix mondiaux du coton. Les prix ont toutefois dépassé les prix de soutien pendant des périodes assez longues et parfois avec une marge considérable. D'autre part, un des facteurs les plus marquants qui aient agi sur les coûts de production depuis la guerre est la forte tendance à l'augmentation des rendements. Depuis quelques années, avec une superficie récol-

TABLEAU C-49. PRODUCTION DE COTON ; MOYENNE D'AVANT-GUERRE ET 1945 à 1954

CAMPAGNE COMMENÇANT LE 1 ^{er} AOÛT	Etats-Unis	Chine et U.R.S.S.	Autres principaux producteurs	Autres pays producteurs	Total
Moyenne 1934-38	..... millions de tonnes				
	2,8	1,3	1,9	0,7	6,7
1945	2,0	0,8	1,3	0,5	4,6
1946	1,9	0,9	1,3	0,6	4,7
1947	2,6	1,0	1,3	0,6	5,5
1948	3,2	1,0	1,3	0,8	6,3
1949	3,5	1,0	1,4	0,9	6,8
1950	2,2	1,3	1,6	1,1	6,2
1951	3,3	1,6	1,8	1,1	7,8
1952	3,3	1,5	1,8	1,2	7,8
1953	3,6	1,7	1,7	1,3	8,3
1954	3,0	1,7	1,8	1,4	7,9

¹Inde, Pakistan, Brésil et Egypte.
Source : Comité consultatif international du Coton.

tée pratiquement inchangée, la production mondiale a augmenté d'environ 20 pour cent par rapport à l'avant-guerre. L'augmentation des rendements, bien qu'assez généralisée, a été loin d'être uniforme pour tous les pays et a varié d'un maximum d'environ 40 pour cent aux Etats-Unis à une proportion à peine sensible en Inde. La plus grande partie de cette augmentation doit être attribuée à un déplacement de la production de régions où elle était traditionnelle, vers de nouvelles régions où l'on a créé des systèmes d'irrigation, par exemple le Mexique, les pays du Moyen-Orient, l'Union soviétique et l'ouest des Etats-Unis d'Amérique. Toutefois, depuis 1948/49, aux Etats-Unis, qui fournissaient normalement de 40 à 45 pour cent de la production mondiale, la production cotonnière a été conditionnée par la limitation des cultures qui était imposée lorsque venaient à s'accumuler des stocks. Dans les années où aucune mesure limitative n'a été appliquée, le volume de la production a, de façon assez constante, dépassé, de 20 pour cent celui d'avant-guerre. Cette production s'étant révélée beaucoup trop forte pour les débouchés commerciaux, des restrictions de cultures ont été appliquées en 1950/51 et de nouveau à partir de 1954/55.

Dans les principaux pays producteurs autres que les Etats-Unis, les stimulants ont été plus limités. Les gouvernements de l'Inde, du Pakistan et de l'Egypte ont atténué l'encouragement que constituaient les prix en imposant des taxes et une réglementation qui ont maintenu les prix intérieurs au-dessous des cours mondiaux ; aussi, sauf au Pakistan, les rendements y ont augmenté

relativement peu depuis la fin de la guerre ; il en a été de même au Brésil. En même temps, ces trois gouvernements ont limité les superficies et les engrais disponibles pour la culture du cotonnier afin de favoriser l'extension des cultures vivrières rendue nécessaire par l'accroissement rapide de la population. Au Brésil, d'autres cultures, notamment le café, ont été relativement plus favorisées.

Consommation et échanges

Pendant les premières années d'après-guerre, les conditions de la demande dans le secteur de l'habillement et du textile ont été extrêmement favorables et les disponibilités de matières premières ne posaient pas un problème sérieux. Beaucoup de pays producteurs disposaient de stocks importants de coton. Le niveau d'activité de l'industrie textile était élevé dans ces pays, en particulier aux Etats-Unis et, d'une manière générale, dans les pays qui s'étaient trouvés en dehors de la zone des opérations militaires. Partout ailleurs, et en particulier au Japon et dans les principaux pays d'Europe importateurs de coton, la dispersion de la main-d'œuvre textile et la destruction des métiers ont causé des difficultés qu'il a fallu surmonter.

Ce n'est qu'en 1949/50 que la consommation mondiale de coton a retrouvé son niveau d'avant-guerre. Aux Etats-Unis, le consommateur qui, les années précédentes, avait fait des achats pour reconstituer sa garde-robe, a ralenti ses dépenses mais, étant donné l'augmentation de la population et des revenus, la consommation s'est maintenue naturellement à un niveau plus élevé qu'avant-guerre. Dans les autres principaux pays producteurs (en dehors de l'Union soviétique et de la Chine), et dans d'autres pays qui développaient leurs industries textiles, fondées sur l'utilisation du coton brut indigène, la consommation avait même proportionnellement augmenté davantage ; en Inde, toutefois, après la séparation d'avec le Pakistan, il y eut un recul temporaire de la consommation de textiles dû à une pénurie de coton. Dans les régions traditionnellement importatrices, et aussi en Chine où les périodes de troubles politiques ont été suivies de récoltes médiocres, la consommation s'est développée de façon constante, tout en restant encore, en 1949/50, bien au-dessous du niveau d'avant-guerre.

Au cours des cinq dernières années, la consommation mondiale de coton a augmenté d'environ 20 pour cent, avec, parfois, des périodes de fléchis-

TABLEAU C-50. CONSOMMATION DE COTON ET DE RAYONNE ; MOYENNE D'AVANT-GUERRE ET 1945-53

CAMPAGNE COMMENÇANT LE 1 ^{er} AOÛT	Coton				Total coton	Total coton et rayonne	Pourcentage de coton
	Etats-Unis	U.R.S.S., Chine et Europe orientale	Principaux importateurs ¹	Autres princi- aux produc- teurs et petits impor- tateurs			
	..... millions de tonnes						
Moyenne 1934-38.	1,4	1,5	2,4	1,1	6,4	7,0	92
1945	2,0	0,9	0,9	1,5	5,3	6,0	88
1946	2,2	1,1	1,3	1,5	6,1	6,9	88
1947	2,0	1,3	1,4	1,5	6,2	7,3	85
1948	1,7	1,4	1,6	1,4	6,1	7,3	84
1949	1,9	1,2	1,7	1,6	6,4	8,0	80
1950	2,3	1,4	1,9	1,6	7,2	9,0	80
1951	2,0	1,6	1,9	1,5	7,0	8,6	81
1952	2,1	1,7	1,9	1,6	7,3	9,2	80
1953	1,9	1,8	2,1	1,8	7,6	9,6	79

¹Royaume-Uni, Europe occidentale et Japon. *Source* : Comité consultatif international du coton.

sement lorsque la demande de textiles subissait des contractions temporaires, en particulier aux Etats-Unis et dans les principaux pays importateurs de coton. Toutefois, pour l'ensemble de la période, il y a eu progrès dans toutes les régions, le plus faible étant survenu aux Etats-Unis. La consommation de coton a augmenté régulièrement dans les pays qui utilisent eux-mêmes la plus grande partie de leur production, en particulier en Union Soviétique et en Chine. L'augmentation relativement forte de la consommation dans les principaux pays importateurs est surtout due au Japon.

La situation en 1953/54 révèle, si on la compare à celle de 1934-38, une importante évolution à long terme. En premier lieu, la consommation de coton a augmenté plus lentement que celle de la rayonne, produit de substitution partiel, en raison du rapport des prix défavorable au coton et des perfectionnements techniques réalisés en ce qui concerne la rayonne. Cette disparité s'est atténuée lorsque la pénétration des marchés du coton par la rayonne a été terminée. En deuxième lieu, la consommation de coton n'a augmenté pratiquement que dans les pays producteurs. Les principaux pays importateurs de coton, qui sont aussi les principaux producteurs de rayonne et qui ont perdu pour leurs textiles de coton le marché des pays cotonniers, achètent moins de coton qu'il y a vingt ans.

Dans les premières années de l'après-guerre, le commerce mondial du coton a été actif par rapport à la consommation dans les pays importateurs, les stocks de coton accumulés pendant la guerre étant utilisés pour la mise en marche des tissages. La production n'augmentant pas et les disponibilités exportables des pays autres que les Etats-

Unis s'amenuisant, la reprise de l'industrie textile des pays importateurs devint de plus en plus tributaire des Etats-Unis qui, pour soutenir les prix, avaient accumulé des stocks importants de coton. Les achats de coton aux Etats-Unis étaient toutefois limités par la pénurie de dollars. Avec la mise en application des programmes américains d'aide à l'étranger, les exportations des Etats-Unis ont dépassé en 1949-50 de 20 pour cent leur niveau d'avant-guerre, le volume total du commerce ayant été légèrement inférieur à ce niveau.

Le commerce mondial du coton a ensuite décliné et ne s'est pas relevé avant 1953/54. Au cours de cette dernière période, les exportations aussi bien des Etats-Unis que des autres principaux pays exportateurs ont fluctué énormément, mais dans l'ensemble elles tendent à diminuer, tandis qu'elles se développent nettement dans les autres pays producteurs, y compris l'Union Soviétique. Si l'on compare l'année 1953/54 avec la période d'avant-guerre, on constate que le volume total du commerce n'a pas sensiblement varié, mais que la participation des pays exportateurs s'est modifiée : 57 pour cent seulement pour les quatre principaux exportateurs (Etats-Unis : 28 pour cent) contre 82 pour cent (Etats-Unis : 39 pour cent) avant-guerre. En ce qui concerne les importations, le trait saillant du commerce d'après-guerre est l'importance accrue prise par les petits importateurs et le fait que le Royaume-Uni et le Japon n'ont pas atteint leur niveau d'avant-guerre.

Stocks et prix

L'accroissement de la consommation étant supérieur à celui de la production, qui augmentait lente-

TABLEAU C-51. COMMERCE DU COTON BRUT ; MOYENNE D'AVANT-GUERRE ET 1945-1953

CAMPAGNE COMMENÇANT LE 1 ^{ER} AOÛT	E x p o r t a t i o n s				I m p o r t a t i o n s			
	Etats-Unis	Autres prin- cipaux exporta- teurs ¹	Autres pays exportateurs	Total	Royaume- Uni	Autres pays de l'Europe occidentale	Japon	Autres pays im- portateurs
	..... millions de tonnes							
Moyenne 1934-38	1,1	1,2	0,5	2,8	0,6	1,0	0,7	0,6
1945	0,8	0,7	0,5	2,0	0,4	0,7	0,1	0,7
1946	0,8	0,8	0,5	2,1	0,4	0,8	0,2	0,7
1947	0,4	0,9	0,6	1,9	0,3	0,8	0,1	0,8
1948	1,0	0,8	0,5	2,3	0,5	0,9	0,2	0,8
1949	1,3	0,7	0,7	2,7	0,4	1,1	0,2	0,9
1950	0,9	0,7	1,0	2,6	0,4	1,1	0,4	0,8
1951	1,2	0,5	0,9	2,6	0,4	1,0	0,4	0,8
1952	0,7	0,7	1,1	2,5	0,3	1,1	0,4	0,8
1953	0,8	0,8	1,2	2,8	0,4	1,1	0,5	0,8

¹Inde, Pakistan, Brésil et Egypte.

Source : Comité consultatif international du coton.

ment, les stocks mondiaux importants de coton d'avant-guerre avaient déjà diminué de moitié au début de la campagne 1949/50. Toutefois, pendant cette période, la hausse correspondante des prix fut limitée aux cotons produits ailleurs qu'aux Etats-Unis ; dans ce pays, la demande étant limitée par la pénurie de dollars, les prix tombèrent au niveau des prix de soutien et les stocks commencèrent à se gonfler.

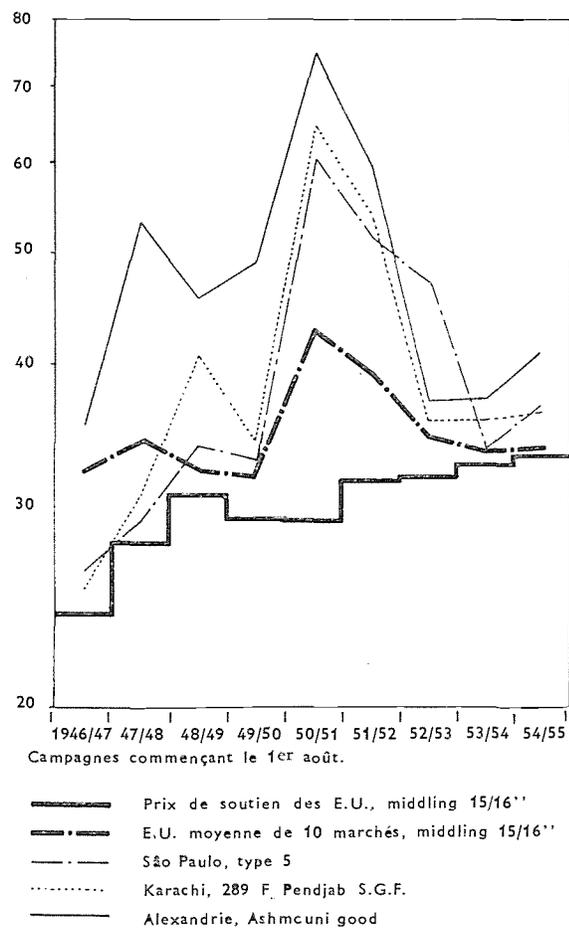
Il se produisit un renversement brusque de la tendance lorsque l'effet des limitations de la production aux Etats-Unis coïncida avec la vague d'achats suscitée par le conflit coréen. Les prix de tous les cotons, mais surtout de ceux qui étaient produits hors des Etats-Unis, atteignirent des niveaux extrêmement élevés. Depuis 1950/51, la tendance des prix a été à la baisse. Aux Etats-Unis, ils sont retombés au niveau des prix de soutien et y sont restés deux ou trois ans, tandis que les stocks augmentaient de nouveau.

L'accumulation des stocks aux Etats-Unis est telle que le volume mondial est en augmentation ; par contre, dans les autres pays, aussi bien les producteurs que les importateurs, les stocks ont diminué au cours des deux dernières années. Entre-temps, les cours mondiaux de toutes les qualités de coton sont restés liés aux prix de soutien des Etats-Unis.

Après avoir augmenté d'une manière continue pendant les deux dernières campagnes, la consommation mondiale de coton paraît maintenant devoir se stabiliser. Le principal caractère positif de la situation est l'accroissement du volume de la consommation dans les pays producteurs de coton qui sont en train de s'industrialiser. Aux Etats-

GRAPHIQUE C-10. — Prix du coton brut (comprenant les taxes et les subventions à l'exportation).

En cents des E.U. la lb.



Source : Comité consultatif international du coton.

Unis, la reprise que l'on attendait ne s'est pas produite jusqu'à présent ; quant aux pays importateurs d'Europe, la consommation se maintient à peine à son niveau, tandis qu'au Japon elle a diminué considérablement. Si, comme il semble probable, la consommation mondiale n'augmente que légèrement, les stocks de report mondiaux, malgré la réduction sévère de la production aux Etats-Unis, auront encore augmenté à la fin de la campagne 1954/55, la part des Etats-Unis dans ces stocks étant peut-être encore plus importante qu'avant.

Perspectives

Bien que l'écoulement des excédents puisse améliorer quelque peu la situation, il faut s'attendre à une nouvelle limitation de la production et peut-être à une contraction des prix. Aux Etats-Unis, la superficie autorisée pour la culture du cotonnier a été encore considérablement réduite pour la campagne 1955/56 de sorte que la production pourrait baisser d'un demi-million de tonnes, même si l'on obtenait les très forts rendements de la récolte précédente. Cette réduction devrait plus qu'équilibrer les effets d'une nouvelle augmentation éventuelle de la production de coton dans les autres pays et les stocks de report mondiaux devraient commencer à diminuer.

Toutefois, en dehors des Etats-Unis, tous les autres pays producteurs, qui ont la possibilité de vendre toute leur production soit à des prix intérieurs relativement faibles à leurs industries textiles nationales en voie de développement, soit sur le marché mondial à un prix légèrement inférieur au prix de soutien américain, continueront à produire toujours davantage aussi longtemps que les prix pratiqués aux Etats-Unis resteront relativement élevés. Il ne faut donc pas

exclure un ajustement des prix du coton des Etats-Unis, soit par une réduction des prix de soutien, soit par des subventions à l'exportation, et naturellement ces mesures ne manqueront pas d'avoir des répercussions sur toute la structure du commerce mondial du coton.

LAINES

Production

La production mondiale de laine, après avoir atteint un maximum en 1941/42, s'est trouvée réduite de 10 pour cent à la fin de la guerre, par suite d'abattages massifs en Europe, en Union soviétique et aux Etats-Unis. La position prédominante des pays de l'hémisphère sud en a été renforcée. Les faibles prix des produits agricoles avant la guerre et la forte demande de viande pendant la guerre avaient particulièrement favorisé l'élevage de races croisées d'ovins. L'augmentation rapide des prix des laines de qualité après 1946 encouragea en particulier la production du mérinos, mais c'est seulement tout récemment que, grâce à l'augmentation extraordinaire des tontes australiennes pendant la campagne 1952/53, la laine mérinos a retrouvé sa position d'avant la guerre, soit environ un tiers de la production mondiale.

Les dix campagnes d'après-guerre ont vu se développer d'une manière presque constante la production lainière mondiale qui a augmenté d'environ 20 pour cent. L'augmentation a été proportionnellement un peu plus importante dans l'hémisphère sud, mais cela était dû entièrement à l'accroissement des tontes dans les Dominions. L'Amérique du sud, et plus particulièrement l'Argentine, a maintenu à peine sa production. A

TABLEAU C-52. LAINES : PRODUCTION MONDIALE ; 1945/46-1954/55

RÉGIONS	1945/46	1946/47	1947/48	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53	1953/54	1954/55
..... milliers de tonnes, laine dessuintée										
Dominions de l'hémisphère sud ¹ . .	389	399	405	425	457	461	460	520	510	531
Amérique du Sud ² .	201	188	165	155	159	166	158	167	169	155
Etats-Unis	86	78	70	63	55	55	55	59	61	62
Autres pays	284	307	328	348	351	374	395	400	412	419
TOTAL MONDIAL .	960	972	968	991	1 022	1 056	1 068	1 146	1 152	1 167

¹Australie, Nouvelle-Zélande et Union Sud-Africaine.

²Argentine et Uruguay.

l'encontre de la tendance générale, la production des Etats-Unis a diminué fortement et ceci en dépit des mesures de soutien des prix visant à encourager la production.

En dehors du continent américain, l'expansion a été à peu près générale. La production européenne s'est relevée régulièrement. Une augmentation relativement importante s'est produite en Union soviétique où des efforts considérables ont été faits pour accroître les effectifs ovins. La production de laine à tapis au Proche-Orient a augmenté elle aussi considérablement.

Consommation et échanges

Dans les années qui suivirent immédiatement la fin de la guerre, la nécessité de reconstituer des garde-robes appauvries, d'une part, et le niveau élevé des revenus, d'autre part, occasionnèrent une demande exceptionnément forte de textiles de laine. En 1948, la consommation de laine avait dépassé en Europe le niveau d'avant-guerre et

aux Etats-Unis elle l'avait doublé. Peu après, l'industrie américaine connut un certain fléchissement, mais le boom continua en Europe, et l'ouverture des hostilités en Corée, suivie des commandes de l'armée et du stockage de textiles, vint donner un nouvel élan à l'activité générale. La consommation mondiale de laine atteignit une nouvelle pointe en 1950. Jusqu'alors la consommation avait constamment dépassé de 15 pour cent une production dont le volume croissait lentement et il n'avait été possible de la satisfaire qu'en puisant continuellement dans les stocks. Elle tomba ensuite à un niveau moins élevé. Depuis 1951, elle augmente lentement et en suivant de plus près le mouvement de la production, avec quelques arrêts dus à une contraction de la demande de textiles.

Depuis quelques années, la structure de la consommation mondiale de laine s'est considérablement modifiée par suite du fléchissement de la demande aux Etats-Unis. Alors qu'à la fin de la guerre, ce pays était le plus gros consommateur, en 1954, sa consommation avait baissé de moitié

TABLEAU C-53. LAINE : CONSOMMATION MONDIALE ; 1946-1954

RÉGIONS	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
..... milliers de tonnes, laine dessuintée									
Europe ¹	510	606	655	683	723	598	614	708	723
Etats-Unis	339	321	320	232	294	224	216	229	177
Autres pays	176	185	191	191	195	208	230	241	238
TOTAL MONDIAL	1 025	1 112	1 166	1 106	1 212	1 030	1 060	1 178	1 138

¹Y compris l'U.R.S.S.

Source : *Commonwealth Economic Committee* (chiffres ajustés).

TABLEAU C-54. EXPORTATIONS MONDIALES DE LAINE BRUTE¹ ; 1946/47-1953/54

LIEU D'ORIGINE	oct.-sept.							
	1946/47	1947/48	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53	1953/54
..... milliers de tonnes, laine dessuintée								
Dominions ²	725	465	548	572	433	465	483	471
Amérique du Sud ³	150	195	88	155	91	45	199	90
Autres pays ⁴	63	65	67	86	69	55	78	64
EXPORTATIONS TOTALES	940	725	705	815	595	565	760	625

¹Non compris la laine sur peau.

²Non compris les envois des Dominions à la Joint Organisation de Londres, mais y compris les expéditions de cette organisation au Royaume-Uni.

³Argentine et Uruguay.

⁴Année civile correspondant au premier millésime de la campagne indiquée.

TABLEAU C-55. IMPORTATIONS MONDIALES¹ DE LAINE BRUTE²; 1946-54

RÉGIONS	jan -déc.								1954 (chiffres prov.)
	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	
	..... milliers de tonnes, laine dessuintée								
Royaume-Uni ³	150	170	162	201	187	133	179	216	179
Europe continentale ⁴	295	317	286	308	312	215	227	299	296
Etats-Unis	292	181	219	124	212	164	166	133	93
Japon	—	1	6	10	20	33	40	54	40
Autres pays	40	40	34	30	33	27	25	30	25
IMPORTATIONS TOTALES	775	710	705	675	765	570	635	730	635

¹Non réexportées.²Non compris la laine sur peau.³Non compris les importations de la J.O., mais y compris les ventes de laine par la J.O. aux filatures britanniques, aux enchères, au Royaume-Uni.⁴Y compris l'U.R.S.S.

Sources : Commonwealth Economic Committee; Joint Organisation; Annales de statistiques agricoles et alimentaires de la FAO.

Bien que, cette année-là, il ait pu se produire une contraction anormale du marché, il est certain que les cours élevés de la laine, augmentés encore par de forts droits d'importation, ont fourni à l'industrie des fibres artificielles, techniquement très avancée, l'occasion d'envahir les marchés de la laine.

Le commerce de la laine, depuis la fin de la guerre, a été conditionné largement par les disponibilités fournies tant par les stocks que par les tontes courantes. Vers la fin de 1950, comme les stocks accumulés pendant la guerre commençaient à s'épuiser et que les disponibilités exportables étaient faibles par rapport à la demande d'importation, un plan international de répartition fut proposé, mais il se révéla impraticable. A la suite du fléchissement survenu en 1951/52, le commerce a repris avec plus ou moins d'ampleur, selon le volume des tontes exportables chaque année. Les écarts les plus importants à cet égard sont dus aux tontes sud-américaines dont les fluctuations irrégulières sont imputables principalement aux politiques fiscales et monétaires. Les laines des Dominions, qui alimentent le marché mondial dans la proportion de 70 pour cent, ont continué de s'écouler librement.

La position prédominante des Etats-Unis comme pays utilisateur de laine dans les premières années d'après-guerre apparaît encore plus nettement si l'on considère le volume élevé de leurs importations à la suite de la diminution de la production nationale. Toutefois, la part des Etats-Unis dans les importations mondiales, qui en 1946

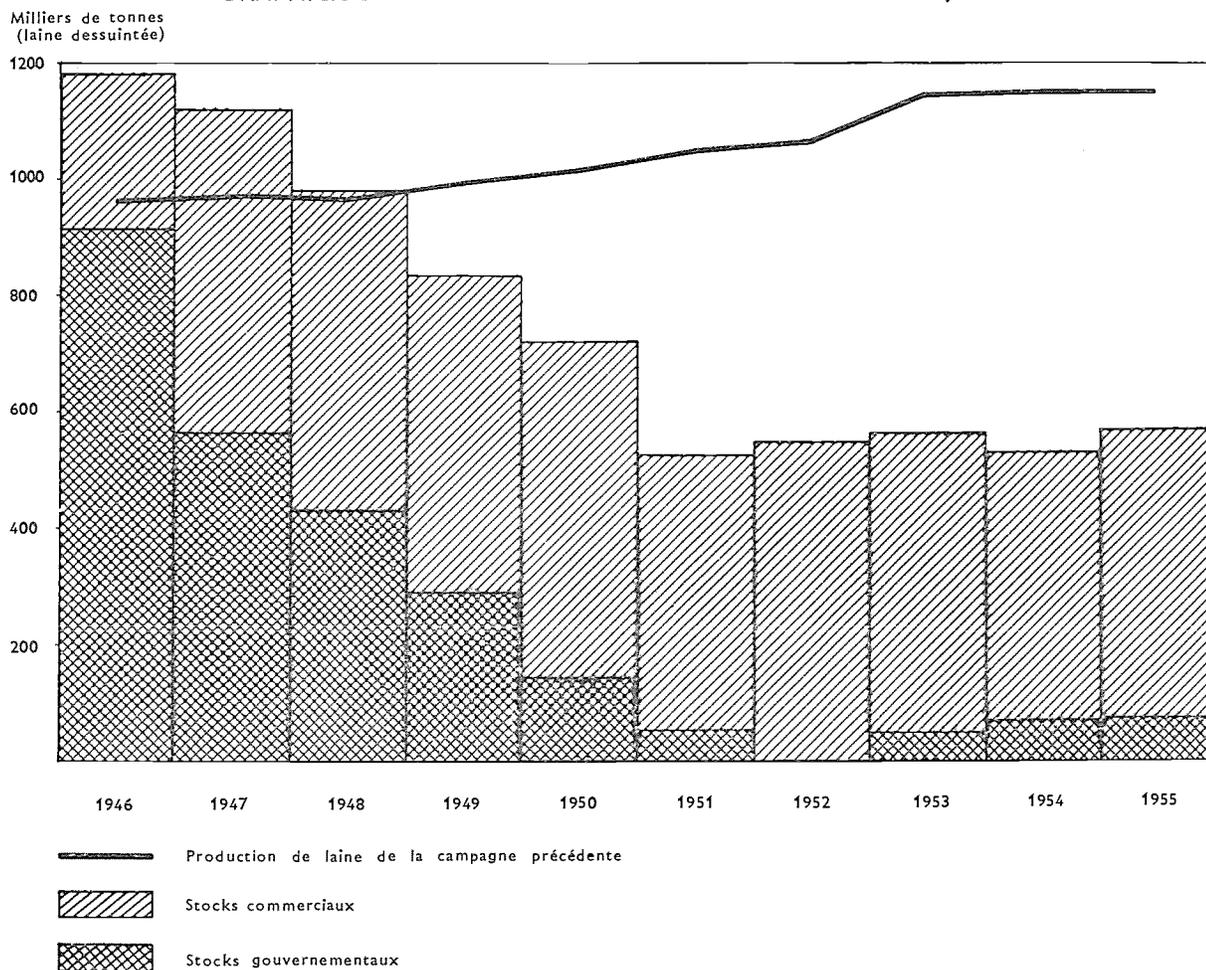
était de 38 pour cent, est tombée à 15 pour cent en 1954. En même temps, le Royaume-Uni et le Japon reprenaient des positions plus importantes.

Stocks et prix

A la fin de la guerre, les stocks mondiaux de laine correspondaient sensiblement à une année de consommation. Les trois quarts se trouvaient au Royaume-Uni et aux Etats-Unis entre les mains d'organismes financés par l'état et représentaient respectivement le volume de deux tontes des Dominions et d'une tonte un quart des Etats-Unis. L'Amérique du Sud disposait aussi de stocks de report considérables. L'écoulement de ces stocks était assuré, étant donné les besoins insatisfaits du temps de guerre; un accord sur les prix des stocks de laine des Dominions garantissait que leur écoulement n'aurait aucune conséquence fâcheuse sur la vente des tontes courantes. En 1950/51, les stocks financés par l'état étaient complètement liquidés et les stocks mondiaux correspondaient alors à environ six mois de consommation.

Pendant cette période de liquidation des stocks, les prix de la laine étaient à la hausse. Les événements de Corée accélérèrent ce mouvement et les prix atteignirent un maximum en 1950/51. Pendant les mois suivants il se produisit une baisse des prix encore plus forte que ne l'avait été la hausse; mais depuis trois ans, la tendance générale des prix a été assez ferme. Ils ont été bien soutenus par la demande commerciale et les opérations des gouvernements n'ont eu qu'un effet marginal sur le marché.

GRAPHIQUE C-11. — Stocks mondiaux de laine au 1^{er} janvier



Situation actuelle et perspectives

La production lainière de 1954/55 a encore atteint un chiffre record. Les tontes des Dominions ont été un peu plus fortes, tandis qu'elles semblent avoir plutôt diminué en Amérique du Sud et en Union soviétique. L'écoulement des disponibilités exportables (il n'existe pas de stocks importants chez les principaux pays producteurs) s'est fait plutôt irrégulièrement, en partie à cause d'ajustements imminents de prix et surtout à cause de la suppression temporaire de la taxe sur les ventes, de l'adoption de taux de change différentiels en Argentine et du remplacement des prix de soutien par une subvention aux producteurs de laine aux Etats-Unis.

Parallèlement, la demande a été affectée par un fléchissement de l'activité de l'industrie textile lainière en 1954, fléchissement qui, il y a lieu de le remarquer, ne s'est pas produit dans l'industrie textile d'autres fibres (y compris les fibres artifi-

cielles). Il en est résulté une tendance défavorable pour les prix qui n'a intéressé toutefois que les laines de qualité supérieure. Au début de 1955, on a constaté une reprise du rythme d'activité de l'industrie textile lainière. Il est particulièrement intéressant de noter que la reprise si longtemps attendue de cette industrie aux Etats-Unis paraît enfin se réaliser. Les disponibilités permettraient une augmentation d'environ 5 pour cent de la consommation de laine en 1955 et, d'après les tendances actuelles, il y a lieu de croire qu'elle se produira.

JUTE

Production

La pénurie aiguë de riz pendant les dernières années de guerre obligea le Bengale, qui produit environ 90 pour cent de la récolte mondiale de jute, à transformer en rizières une bonne partie des terres normalement consacrées à la culture du

jute. Pendant les premières années de l'après-guerre, la production mondiale de jute était relativement faible en égard aux besoins. Toutefois, ce n'est qu'après la séparation de l'Inde et du Pakistan que les prix élevés du jute eurent un effet soutenu sur la production. A partir de 1949, la culture du jute s'est considérablement développée, le rapport des prix jute/riz étant devenu plus favorable au premier produit. Le développement de la culture du jute fut encore plus marqué en Inde où, à la suite de la dévaluation, l'augmentation des prix du jute relativement à celle des prix du riz provoqua un accroissement des superficies plantées dans des régions qui, jusqu'alors, n'avaient comme productrices de jute, qu'une importance marginale. La production indienne augmenta donc, sa part dans la production mondiale passant de environ 25 pour cent en 1948 à 40 pour cent en 1951.

L'expansion de cette culture fut telle que la production dépassa en 1951/52 et 1952/53 les besoins immédiats des manufactures de jute. Au Pakistan, la superficie autorisée pour la culture du jute fut en conséquence fortement réduite. Cependant, en Inde comme au Pakistan, les prix du jute avaient baissé considérablement tandis que ceux du riz se maintenaient, ce qui diminua beaucoup l'intérêt pour la culture du jute. La production totale des deux dernières campagnes a été inférieure d'environ un tiers à celle des deux campagnes précédentes et il a donc fallu puiser dans les stocks pour faire face aux besoins des usines.

Consommation et échanges

Les techniques d'emballage tendent à la longue à évoluer dans un sens défavorable au jute et cette

évolution a été accélérée par la guerre. En outre, la pénurie et les prix relativement élevés du jute et des articles de jute encouragèrent jusqu'en 1951 l'emploi de produits de remplacement, notamment du papier. En conséquence, l'industrie du jute n'a jamais retrouvé, depuis la fin de la guerre, la position qu'elle occupait immédiatement avant la guerre.

Pendant la guerre, les manufactures indiennes, dont la position était déjà prédominante, se sont développées au point que leur consommation représentait 80 pour cent du jute utilisé par les usines dans le monde entier ; depuis lors, cette proportion est retombée à 60 pour cent, soit la même qu'avant-guerre. A la suite de sa séparation d'avec le Pakistan, l'Inde est devenue importatrice de jute, qu'elle achète au Pakistan et elle a interdit l'exportation de ce produit. Dans les périodes de mauvaises récoltes, le Pakistan a appliqué des contingents d'exportation, sauf pour les pays à monnaie forte et pour l'Argentine, qui ne sont d'ailleurs pas d'importants transformateurs du jute. De ce fait, la reprise des industries européennes a été retardée jusqu'en 1951. Entre-temps, la création d'une nouvelle industrie du jute a été encouragée au Pakistan, qui absorbe à l'heure actuelle un tonnage de jute représentant environ 5 pour cent de la consommation mondiale.

Stocks et prix

Durant les premières années d'après-guerre, le jute était un produit relativement cher et les prix ont augmenté presque continuellement jusqu'en 1951. Toutefois, les prix à la production

TABLEAU C-56. JUTE : PRODUCTION ET UTILISATIONS ; 1948/49-1954/55

RUBRIQUES	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53	1953/54	1954/55 (chiffres provisaires)
..... millions de tonnes							
<i>Production</i>							
Pakistan	1.12	1.18	1.20	1.32	1.36	0.76	0.76
Inde	0.37	0.56	0.60	0.85	0.84	0.57	0.57
TOTAL	1.49	1.74	1.80	2.17	2.20	1.33	1.33
<i>Utilisations</i>							
Consommation des usines	1.20	0.98	1.04	1.12	1.00	0.96	1.09
} Inde (estim.)							
} Pakistan	—	—	—	—	0.02	0.05	0.09
Exportations outre-mer	0.16	0.11	—	—	—	—	—
} Inde							
} Pakistan	0.32	0.31	0.76	0.58	0.68	0.68	0.68
TOTAL	1.68	1.40	1.80	1.70	1.70	1.69	1.86

n'ont pas suivi la hausse sur le marché international en 1950/51. Lors de la baisse de prix qui suivit, le gouvernement pakistanais réussit à maintenir les prix d'exportation (qui diminuèrent de 50 pour cent pendant la campagne 1952/53) mieux que les prix à la production qui tombèrent de 60 pour cent, c'est-à-dire à un niveau bien inférieur au minimum légal, et cela bien que le Pakistan Jute Board eût acheté le tiers d'une récolte annuelle. Ces stocks ont été liquidés au cours des deux dernières campagnes et les prix, en particulier ceux à la production, ont augmenté.

Malgré une contraction des disponibilités de jute brut, l'activité des manufactures s'est accrue en 1954/55. Dans les usines indiennes, le nombre d'heures de travail a augmenté, tandis que la nouvelle industrie pakistanaise continuait à se développer régulièrement. En Europe et dans les autres continents, l'activité des manufactures semble s'être bien maintenue. La hausse des prix a toutefois été enrayée en février 1955 quand on s'est rendu compte que les disponibilités ne seraient pas aussi justes qu'on l'avait craint.

Situation actuelle et perspectives

La forte baisse des prix du riz pendant la dernière campagne, coïncidant avec une hausse de ceux du jute, a encouragé cette dernière culture. Tout porte à croire que l'objectif que s'est proposé le gouvernement pakistanais d'une récolte d'un million de tonnes au maximum sera dépassé en 1955 et probablement avec une marge considérable. Pour les mêmes raisons, l'on s'attend aussi à une forte récolte en Inde. Le gouvernement pakistanais a, en conséquence, annoncé des prix minimums à l'exportation pour la campagne actuelle.

Pendant les quarante dernières années, l'utilisation du jute est restée stationnaire, malgré l'augmentation de la production agricole en général, en raison des progrès accomplis dans les systèmes de manutention des produits et de l'emploi d'autres matières premières d'emballage, qui dépend beaucoup du rapport des prix et de la stabilité des prix des matières premières. Les perspectives d'emploi du jute à des usages ménagers paraissent plus favorables. On étudie aussi activement des utilisations tout à fait nouvelles de ce produit. Toutefois, ces progrès ne pourront guère réussir qu'à contrebalancer les effets de tendances contraires, et le développement de la capacité de production d'une industrie qui souffre déjà d'une pléthore d'usines semble présager une concurrence plus accentuée

sur le marché international. Les extrêmes fluctuations des disponibilités et des prix limitent également l'accroissement de la demande de jute, car les marchés, qui ont été abandonnés à des produits de remplacement pendant les périodes de pénurie et de prix élevés, sont difficiles à reconquérir.

CAOUTCHOUC

Production

A la fin de la guerre, la production de caoutchouc naturel des pays de l'Asie du sud-est qui fournissaient normalement environ 95 pour cent des disponibilités mondiales, était extrêmement faible. La reprise fut cependant rapide, et en 1947 la production mondiale avait dépassé déjà la moyenne d'avant-guerre. La plupart des pays de l'Asie du sud-est participèrent à cette reprise, l'Indonésie constituant une exception importante.

La demande industrielle croissante et les achats pour la constitution de stocks stratégiques, à la suite des événements de Corée, firent que la production continua d'augmenter. Elle atteignit en 1951 un maximum qui était presque le double du volume d'avant-guerre. Cette nouvelle expansion était caractérisée surtout par une forte augmentation de la production des petits planteurs qui, étant donné la hausse relativement accentuée des prix du caoutchouc, s'intéressaient davantage à la récolte du latex qu'à celle du riz et autres cultures. A cette même époque, les plantations d'Indonésie avaient été en grande partie remises en état et, en 1951, ce pays est redevenu le principal producteur de caoutchouc, sa part de la production mondiale étant de 43 pour cent.

Une forte baisse des prix pendant les deux années et demi qui suivirent provoqua une lente diminution de la production dans tous les principaux pays producteurs, à l'exception du Vietnam et du Cambodge. Mais, dans l'ensemble, elle n'affectait que les petites exploitations et la production des grandes plantations malaises et indonésiennes demeura plutôt stable. La baisse totale de production fut assez restreinte, au point qu'en 1953, la production mondiale de caoutchouc était encore supérieure d'environ 75 pour cent à celle d'avant-guerre. Enfin, vers le milieu de 1954, la production des petites exploitations tendait de nouveau à s'accroître, à la suite d'une reprise des prix du caoutchouc, alors que ceux du riz subissaient une baisse importante.

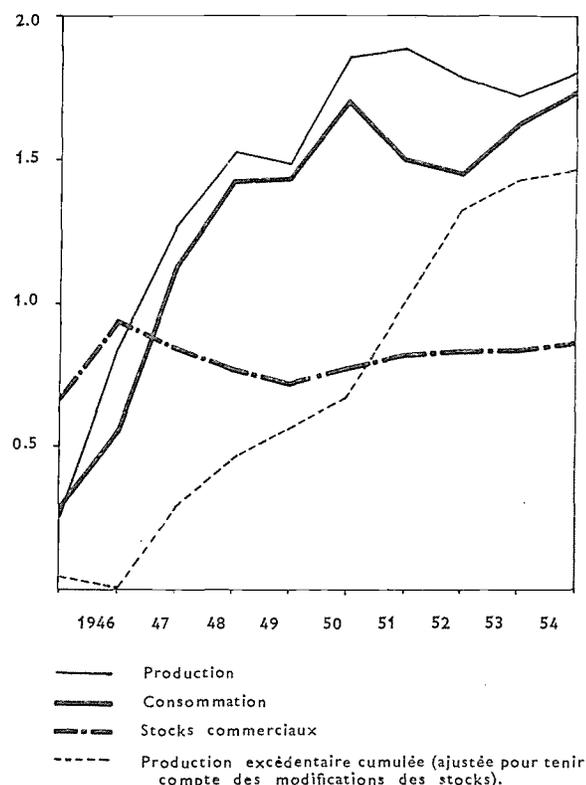
TABLEAU C-57. CONSOMMATION DE CAOUTCHOUC NATUREL ET SYNTHÉTIQUE ; 1945-54

RUBRIQUES	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	..... milliers de tonnes									
<i>Consommation mondiale</i>										
Caoutchouc naturel et synthétique	1 146	1 491	1 763	1 933	1 918	2 321	2 350	2 372	2 540	2 548
Caoutchouc naturel	267	564	1 128	1 445	1 461	1 732	1 524	1 473	1 654	1 796
Caoutchouc naturel en pourcentage du total .	23	38	64	75	76	75	65	62	65	70
<i>Etats-Unis</i>										
Caoutchouc naturel et synthétique	812	1 056	1 140	1 086	1 005	1 279	1 233	1 281	1 359	1 253
Caoutchouc naturel	107	282	572	637	584	732	461	461	562	607
Caoutchouc naturel en pourcentage du total .	13	27	50	59	58	57	37	36	41	48

Source : Groupe d'étude international du caoutchouc.

GRAPHIQUE C-12. — Production, consommation et stocks mondiaux de caoutchouc naturel

Millions de tonnes longues (1 016 kg.)



Source : Groupe d'étude international du caoutchouc.

Consommation

A la fin de la guerre, les manufactures de caoutchouc étaient largement approvisionnées par les usines de caoutchouc synthétique qui avaient été créées pendant la guerre, surtout aux Etats-Unis. Lorsque le caoutchouc naturel réapparut sur le marché en quantités plus importantes et à des prix de concurrence, il conquiert la plus grande partie des nouveaux débouchés. En 1949, le caoutchouc naturel représentait 76 pour cent de la consommation totale de caoutchouc (naturel et synthétique) du monde et 58 pour cent de celle des Etats-Unis, où l'activité des usines de caoutchouc synthétique avait été ramenée à un minimum fixé par la loi.

Entre 1949 et 1950, la consommation mondiale de caoutchouc naturel et synthétique augmenta de plus de 20 pour cent ; elle s'est encore accrue depuis, doublant en 1954 le volume de l'après-guerre immédiat, et celui d'avant-guerre. Au cours des cinq dernières années toutefois, les facteurs qui jouent sur le marché n'ont pas été toujours favorables au caoutchouc naturel. Les événements de Corée ont fait augmenter non seulement la demande industrielle, mais aussi celle des gouvernements qui constituaient des stocks stratégiques. Les disponibilités ne pouvant s'accroître au même rythme, le prix du caoutchouc naturel dépassa largement le niveau de concurrence avec le caout-

caoutchouc synthétique ; d'autre part, le gouvernement des Etats-Unis, voulant s'assurer les stocks de caoutchouc naturel dont il avait besoin, limita les utilisations de ce produit, tandis que la production de caoutchouc synthétique fut à nouveau développée pour faire face aux besoins des manufactures. C'est ainsi qu'en 1952, malgré une expansion continue de la consommation mondiale de caoutchouc (naturel et synthétique), la part du caoutchouc naturel dans la consommation mondiale était tombée à 62 pour cent et dans la consommation des Etats-Unis à 36 pour cent.

Au cours des deux dernières années, les achats stratégiques ont pris fin ; une baisse continue du prix du caoutchouc naturel l'a amené à un niveau de concurrence avec le caoutchouc synthétique, et les restrictions à la consommation du caoutchouc naturel aux Etats-Unis ont été pratiquement toutes levées. Par suite, la consommation du caoutchouc naturel a augmenté pour atteindre un volume record en 1954, correspondant à 70 pour cent de la consommation de caoutchouc naturel et synthétique mondiale et à 48 pour cent de celle des Etats-Unis.

Stocks

Depuis la guerre, la production a toujours plus ou moins dépassé la consommation et, à l'heure actuelle, les stocks mondiaux de caoutchouc naturel sont très importants. La plus grande partie de cet excédent de la production par rapport à la consommation a été utilisée pour constituer des stocks stratégiques, les plus importants se trouvant aux Etats-Unis. Si ces achats ont certainement stimulé l'activité du marché, surtout en 1951/52, où la plus grande partie des stocks a été accumulée, plus récemment, ils ont contribué à réduire cette activité. Naturellement la libération de ces stocks est sévèrement réglementée.

Jusqu'en 1949, les stocks commerciaux diminuaient alors que les stocks stratégiques augmentaient. Par la suite, toutefois, l'augmentation a été variable. L'excédent de production s'est fortement amenuisé au cours des trois dernières années et, en 1954, il est allé en grande partie aux stocks commerciaux. Le rapport entre ces stocks et la consommation a varié au cours des dernières années, mais il a tendu à diminuer et à l'heure actuelle les stocks représentent à peine six mois de consommation.

La consommation de caoutchouc naturel est allée en augmentant jusqu'au milieu de 1954,

malgré l'activité réduite des usines, en particulier aux Etats-Unis. Les prix du caoutchouc naturel étant tombés à des niveaux où ce produit pouvait concurrencer le produit synthétique, il put reconquérir une plus large part d'un marché en voie de contraction. Toutefois, dans le deuxième semestre de l'année, l'activité manufacturière était en nette reprise et il en est résulté non seulement une nouvelle augmentation de la consommation du caoutchouc naturel, mais aussi une reprise de celle du caoutchouc synthétique.

Perspectives

Cette expansion de la demande a continué cette année. Le Groupe d'étude international du caoutchouc estime que la consommation totale pour l'ensemble de l'année sera de 2 830 000 tonnes de caoutchouc (dont 1 860 000 tonnes de caoutchouc naturel), soit 11 pour cent de plus que les chiffres record des deux dernières années. Pour la première fois depuis la guerre, le développement de la consommation de caoutchouc naturel sera limité par le volume de la production courante plus que par la demande concurrente pour les stocks stratégiques. La hausse des prix ne fera vraisemblablement pas augmenter la production de plus de 2,5 pour cent, c'est-à-dire jusqu'à 1 875 000 tonnes, ce qui laissera une marge assez réduite pour accroître les stocks commerciaux. Au milieu de 1955, les prix du caoutchouc naturel étaient considérablement plus élevés que les prix du caoutchouc synthétique « tous usages » des Etats-Unis. Ces derniers n'ont pas varié depuis plus de deux ans et la production du synthétique a été réduite, puis accrue, pour suivre les variations de la demande. Les deux tiers seulement de la capacité de production ont été utilisés en 1954, mais on prévoit que la production augmentera cette année de près de 40 pour cent pour atteindre un million de tonnes. Le gouvernement des Etats-Unis a pratiquement cédé à l'industrie privée toutes les usines qu'il détenait. Les prix et les politiques de production du caoutchouc synthétique auront certainement une incidence marquée sur la demande future de caoutchouc naturel. Pour le caoutchouc en général, les perspectives de la demande sont extrêmement favorables. Toutefois, la part de cette demande qui pourra être satisfaite par le caoutchouc naturel diminuera probablement à moins que sa production ne se développe assez rapidement et à des prix capables de concurrencer le caoutchouc synthétique.

FIBRES DURES

A la fin de la guerre, la production de fibres dures était inférieure de 25 pour cent à celle d'avant-guerre, en raison principalement des dévastations infligées aux cultures d'abaca aux Philippines et de sisal en Indonésie. La reprise de la production qui, en 1951 et 1952, atteignait un niveau légèrement supérieur à celui d'avant-guerre, était due en grande partie à l'augmentation de la production de sisal en Afrique et en Amérique latine. La production de henequen, qui avait atteint des niveaux élevés immédiatement après la guerre, a ensuite diminué. La production d'abaca, qui a été sévèrement affectée, notamment par une attaque de mosaïque, n'a atteint que les deux tiers de son niveau d'avant-guerre.

Par comparaison à l'avant-guerre, on constate une certaine diminution de l'utilisation des fibres dures par le Japon et, dans une moindre mesure, par les pays d'Europe ce qui, d'ailleurs, a été compensé par un accroissement de la demande des Etats-Unis, en vue notamment de la constitution d'importants stocks stratégiques. Depuis la fin de la guerre, la part des Etats-Unis dans les importations totales de fibres dures s'est élevée à 45 pour cent. Le sisal se substitue dans une certaine mesure à l'abaca pour la fabrication des cordes dans d'autres pays, notamment le Royaume-Uni où ce changement est dû en bonne partie à des difficultés de balance des paiements.

La pénurie de fibres dures au cours des cinq premières années de l'après-guerre a provoqué une hausse plus ou moins continue des prix, qui ont atteint un maximum au cours du deuxième semestre de 1951. En raison des larges disponibilités et des stocks relativement importants de cordages, les fibres dures subirent pleinement la crise générale du marché des produits en 1952. En dépit d'un recul aux Philippines, la production d'abaca s'est maintenue à un niveau élevé et le marché a été généralement assez faible en 1954. Toutefois, l'accroissement de l'activité industrielle permet d'espérer une reprise de la demande en 1955.

L'importance de plus en plus grande que prend le sisal relativement aux autres fibres dures depuis une trentaine d'années, a été accentuée par l'évolution d'après-guerre. La production continue d'augmenter et la concurrence restera probablement très active sur le marché international.

PRODUITS FORESTIERS

Bois ronds

Il a déjà été question au chapitre IV du développement de la production de bois ronds dans le monde. Pendant la période de dix années considérée, le commerce du bois rond, principalement industriel, n'a pas dépassé deux pour cent de la production mondiale de bois rond industriel et

TABLEAU C-58. FIBRES DURES : PRODUCTION ET IMPORTATIONS ; 1946-1954

RUBRIQUES	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	..... milliers de tonnes								
<i>Production</i>									
Abaca	60	128	104	90	122	157	145	140	117
dont : Philippines	54	110	82	73	106	139	123	120	106
Sisal	203	202	264	268	309	345	367	364	397
dont : Afrique orientale britannique	136	136	159	163	165	191	203	207	217
Henequen	122	130	136	120	114	99	108	98	119
dont : Mexique	108	117	123	104	98	82	95	87	104
Autres fibres	75	63	60	59	55	56	54	53	53
TOTAL MONDIAL	450	525	565	540	605	655	675	655	685
<i>Importations (non réexportées)</i>									
Europe . . . . .	...	120	150	160	215	220	190	210	250
Etats-Unis	159	219	176	167	210	238	234	220	183
Autres pays . . . . .	...	60	90	85	85	100	100	90	90
TOTAL MONDIAL	300	400	415	410	510	560	525	520	525

... Non disponible.

TABLEAU C-59. EXPORTATIONS DES PRINCIPALES CATÉGORIES DE BOIS ROND : 1946-1954

RUBRIQUES	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	..... milliers de mètres cubes								
<i>Grumes de résineux</i>									
Europe.	1 095	3 247	2 936	1 985	1 222	1 070	983	700	984
Amérique du Nord	201	237	357	373	274	332	312	495	604
MONDE.	1 340	3 550	3 340	2 380	1 520	1 420	1 310	1 270	1 610
<i>Grumes de feuillus</i>									
Europe.	270	284	385	365	484	631	396	503	670
Amérique du Nord	124	219	253	240	204	225	215	244	250
Amérique latine. .	170	210	190	210	180	240	200	190	200
Afrique	570	720	880	960	1 290	1 770	1 120	1 550	1 600
Asie	100	180	280	400	1 200	1 340	2 170	3 160	3 300
Océanie	23	28	25	28	33	28	60	60	25
MONDE.	1 260	1 650	2 010	2 210	3 390	4 230	4 160	5 710	6 045
<i>Bois à pâte</i>									
Europe.	924	1 888	3 292	2 584	2 870	4 285	3 511	2 198	3 633
Finlande	(263)	(303)	(577)	(846)	(1 882)	(3 478)	(2 631)	(1 431)	(2 146)
Amérique du Nord	4 868	5 261	6 008	4 126	4 493	7 355	6 401	4 488	4 641
Canada.	(4 731)	(5 059)	(5 909)	(4 111)	(4 424)	(7 322)	(6 358)	(4 460)	(4 536)
MONDE.	5 800	7 160	9 310	6 710	7 410	11 640	9 920	6 690	8 280
<i>Bois de mine</i>									
Europe.	2 554	3 576	2 850	2 785	2 278	2 342	3 858	1 924	2 280
Finlande	(1 254)	(1 618)	(1 279)	(1 135)	(880)	(1 122)	(1 653)	(588)	(966)
U.R.S.S.	120	150	242	2110	2213	2276	2301	2357	2586
Canada.	1 009	863	762	710	62	219	1 017	263	241
MONDE.	3 590	4 500	3 690	3 610	2 560	2 840	5 180	2 540	3 110

¹Estimations de la FAO.²Exportations à destination de pays de l'Europe occidentale seulement.

s'est concentré surtout en Europe. Ce commerce européen du bois rond industriel a varié entre 3 et 6 pour cent de la production totale de la région. Les principales catégories qui ont fait l'objet du commerce international sont le bois de pâte et le bois de mine, dont le commerce a représenté de 10 à 15 pour cent environ de la production totale. L'utilisation du bois rond en Europe doit tenir compte du problème de la distribution irrégulière des ressources forestières par rapport aux industries qui traitent ou transforment ce produit. Ce commerce, qui est alimenté surtout par les pays du nord de l'Europe, a atteint son volume le plus important en 1951 et 1952 à la suite d'achats massifs effectués par les principaux pays importateurs. La diminution, par rapport à l'avant-guerre, des

quantités fournies par l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe orientale a contribué à accentuer la pression sur les disponibilités exportables du nord de l'Europe. Le volume du commerce du bois de mine et du bois de pâte a subi des fluctuations très marquées; si, pour le bois de pâte, il avait augmenté de près de 300 pour cent en 1954, comparativement à 1946, il a diminué légèrement pour le bois de mine. Pour les autres catégories de bois ronds, le commerce est resté plutôt stable et s'est limité en général à des échanges entre pays voisins, sauf pour les importations de grumes de feuillus en provenance d'autres régions, qui ont quelque peu augmenté pendant la période. Dans les autres régions du monde, le volume du commerce des bois ronds est demeuré à peu près insignifiant,

à l'exception de l'Amérique du Nord où les Etats-Unis ont augmenté le volume de leurs achats courants de bois de pâte canadien, tandis que le volume des exportations de bois de mine vers l'Europe diminuait. L'U.R.S.S., qui était avant la guerre l'un des principaux exportateurs de bois de pâte et d'autres catégories de bois ronds, n'a pas repris ses exportations de bois de pâte ; elle est même obligée maintenant, en fait, d'importer. Quant aux exportations de bois de mine, l'U.R.S.S. ne les a reprises qu'au ralenti et en quantités bien inférieures à celles d'avant-guerre.

L'évolution du commerce mondial des bois ronds durant les dix dernières années indique nettement une lente contraction. C'est le résultat normal des efforts que font un peu partout les pays pour se suffire de plus en plus à eux-mêmes, pour réduire le volume du commerce des matières premières d'origine forestière et pour développer au contraire le commerce des produits finis ou semi-finis. En Europe toutefois, cette contraction se fera sans doute beaucoup plus lentement et il se pourrait que le marché connaisse par périodes des mouvements inverses. C'est ainsi qu'on peut dès maintenant prévoir pour 1955 une certaine augmentation du volume du commerce des bois ronds, surtout du bois de pâte et du bois de mine, par rapport à la moyenne de 1946-1954.

Sciages

La production et le commerce mondiaux des sciages ont subi d'assez grandes modifications pendant les années de guerre. Trois faits saillants, dans cette évolution, ont exercé une influence marquante sur la situation mondiale. Le premier et peut-être le plus important a été la forte réduction de la production européenne, qui était tombée à environ 25 pour cent de son volume de 1938-1939, d'où réduction d'environ 50 pour cent des possibilités d'exportation des principaux pays producteurs, en une période où la région avait des besoins bien plus grands que ses besoins normaux d'avant la guerre. Puis le volume de la production s'est remis à augmenter peu à peu de 1946 à 1954, et il a fini par se stabiliser à un niveau inférieur d'environ 10 pour cent à celui d'avant-guerre. Par contre, le commerce est redevenu pratiquement ce qu'il était avant la guerre, surtout grâce aux sérieux efforts de rationalisation des utilisations du bois dans les principaux pays exportateurs, notamment ceux du nord de l'Europe, et du développement appréciable de leur production de sciages, qui a augmenté les disponibilités exportables. Cette évolution a eu, en outre,

pour effet de contrebalancer en partie la diminution de la production nationale dans un certain nombre de pays importateurs, notamment en Allemagne occidentale. Le deuxième caractère important de la situation mondiale des sciages est l'augmentation continue de la production nord-américaine qui, tout en maintenant le volume de ses exportations au niveau d'avant la guerre, a pu faire face aux besoins croissants de la région. Le troisième fait est la diminution considérable des disponibilités exportables de sciages de l'U.R.S.S. et la disparition presque complète des exportations soviétiques pendant une période assez longue après la guerre. Bien que la production des sciages soviétiques ait augmenté assez fortement, les énormes besoins du pays, en particulier ceux de la reconstruction, ne lui ont permis d'exporter qu'une faible partie de cette production.

Dans la plupart des autres régions du monde, sauf en Asie, la production de sciages a augmenté fortement durant ces dix années et s'est maintenue à un niveau nettement plus élevé qu'avant la guerre. En Asie, le principal pays producteur de sciages est le Japon ; or sa production avait diminué très fortement aussitôt après la fin de la guerre et n'atteignait pas la moitié des chiffres record d'autrefois. C'est seulement en 1951 qu'elle a pu de nouveau égaler et même dépasser son précédent maximum. La situation mondiale se caractérisait en 1954 par l'augmentation lente mais continue du volume de la production de sciages. En Europe, les possibilités d'une augmentation assez importante de la production de sciages à longue échéance sont très limitées, mais en Asie les nombreuses espèces de feuillus encore inexploitées représentent d'immenses réserves. Le problème de l'utilisation des sciages feuillus n'est pas un problème exclusivement asiatique, car il retient l'attention un peu partout dans le monde. Si l'on compare la production des sciages feuillus avant et après la guerre on constate immédiatement les grands progrès réalisés dans ce domaine. En Europe, c'est en utilisant de plus en plus les feuillus pour la production de sciages que l'on a pu atténuer les conséquences du manque de sciages résineux pendant l'après-guerre immédiat.

Le développement du commerce mondial des sciages a présenté divers aspects intéressants entre 1946 et 1953. Le volume total des exportations de sciages résineux et feuillus a presque doublé pendant cette période. Mais l'évolution de la situation a été très diverse d'une région à l'autre. L'augmentation du volume des exportations de sciages résineux a été due surtout à une augmenta-

TABLEAU C-60. PRODUCTION DE SCIAGES DE RÉSINEUX : 1946-1954

RÉGIONS	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	..... milliers de standards								
Europe.	8 985	9 085	9 390	9 315	9 435	9 380	8 550	8 780	9 145
U.R.S.S. ¹	7 000	7 500	8 000	8 500	9 000	10 000	11 000	11 640	12 500
Amérique du Nord	15 617	17 272	17 853	16 658	19 356	18 907	18 653	19 400	18 496
Amérique latine ¹	360	430	440	510	600	850	1 090	1 060	1 070
Afrique ¹	100	120	140	170	190	200	200	210	220
Asie ¹	2 300	2 580	2 790	2 630	2 920	3 030	3 230	3 220	3 220
Océanie ¹	310	340	350	310	340	370	400	390	420
MONDE ¹	34 670	37 330	38 960	38 090	41 840	42 740	43 120	44 700	45 070

¹Estimations de la FAO.

tion d'environ 140 pour cent de celles des pays d'Europe, notamment de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, tandis que pour les sciages feuillus, cette expansion était due surtout à l'augmentation des exportations non seulement de pays européens, comme la France, mais aussi d'Asie. Pour les autres régions, le commerce n'a présenté que des modifications moins nettes, quoiqu'on puisse y discerner une tendance constante à l'augmentation. Le commerce mondial des sciages résineux se fait pour sa plus grande part dans le cadre de la région; il est concentré surtout en Europe. La structure du commerce des sciages dans cette région est conditionnée, comme pour les autres produits forestiers, par la même irrégularité de la distribution de l'offre et de la demande. En Amérique du Nord, d'autre part, les échanges sont constitués dans leur presque totalité par les importations des Etats-Unis en provenance du Canada; mais depuis quelques années, les exportations des Etats-Unis et du Canada vers d'autres régions augmentent quelque peu. Le

commerce des sciages résineux entre l'Europe et d'autres régions s'est considérablement restreint, en raison, d'une part, de l'accroissement de la demande en Europe même et, d'autre part, parce que les prix relativement élevés des sciages résineux européens leur permettent de moins en moins de soutenir la concurrence du Canada et des Etats-Unis sur des marchés tels que l'Australie et l'Union Sud-Africaine. D'autres exportateurs de sciages résineux, notamment le Brésil, ont réussi, malgré l'augmentation assez considérable de leurs besoins intérieurs, à développer peu à peu leurs exportations vers d'autres régions, notamment vers les Etats-Unis et l'Europe. Mais des difficultés d'ordre monétaire ou de politique commerciale ont parfois arrêté ce développement. La région du Pacifique et l'Union Sud-Africaine, qui importaient autrefois de grandes quantités de sciages résineux, se suffisent de plus en plus à elles-mêmes dans ce domaine. Les violentes fluctuations subies par les cours internationaux des sciages résineux entre 1950 et 1952, ainsi que le niveau généralement

TABLEAU C-61. PRODUCTION DE SCIAGES DE FEUILLUS ; 1946-1954

RÉGIONS	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	..... milliers de mètres cubes								
Europe.	9 625	10 080	9 670	10 320	9 675	9 665	9 100	8 935	9 275
U.R.S.S. ¹	6 000	6 300	6 700	7 000	7 400	8 300	9 100	9 600	10 500
Amérique du Nord	21 002	19 449	19 677	14 791	18 803	19 614	19 595	20 719	18 882
Amérique latine ¹	5 170	5 000	4 840	4 450	4 360	4 730	4 720	4 740	5 000
Afrique	1 300	1 510	1 410	1 440	1 420	1 600	1 650	1 750	1 750
Asie	4 190	4 550	5 250	5 750	6 590	7 000	7 790	8 050	8 050
Océanie ²	2 358	2 549	2 709	2 464	2 553	2 837	2 736	2 722	2 750
MONDE.	49 640	49 440	50 260	46 210	50 800	53 750	54 690	56 520	56 210

¹Estimations de la FAO.

²Sauf pour 1954, les chiffres comprennent des estimations, effectuées par la FAO, des sciages utilisés pour la fabrication de caisses d'emballage.

TABLEAU C-62. EXPORTATIONS DE SCIAGES

ANNÉES	Sciages de résineux	Sciages de feuillus
	..... 1946 = 100	
1947	134	158
1950	174	226
1953	181	184
1954	205	198

excessif des prix pratiqués par le commerce international des sciages résineux n'ont pas peu contribué à inciter ces deux régions à suffire à leurs propres besoins. Le commerce international des sciages résineux porte en général sur des catégories assez uniformes de produits et les échanges se font traditionnellement plus ou moins entre les mêmes pays ; il en va tout autrement du commerce mondial des sciages feuillus. La principale différence réside dans l'énorme variété des espèces de feuillus qui, pour la plupart, n'ont d'importance commerciale que depuis peu. Le commerce mondial des sciages résineux n'offre pas de grandes possi-

bilités de nouveaux développements, qu'il s'agisse d'exploiter des essences nouvelles ou d'étendre les débouchés. Au contraire, celui des sciages feuillus offre de grandes possibilités de développement. Parmi les nouvelles espèces introduites sur le marché depuis quelques années, bon nombre finiront nécessairement par être mieux connues et plus largement appréciées ; lorsqu'on aura trouvé les usages qui conviennent le mieux à toutes ces espèces, elle pourront certainement remplacer les résineux dans beaucoup de leurs utilisations traditionnelles ou être utilisées concurremment.

En ce qui concerne la situation en 1955, tout semble indiquer un marché stable et ferme des sciages aussi bien résineux que feuillus, dans la plupart des pays. Il se pourrait donc fort bien que les chiffres de 1955 marquent un nouveau record d'après-guerre pour le commerce mondial des sciages.

Contreplaqués et panneaux de fibre

L'un des phénomènes les plus intéressants des industries forestières depuis la fin de la guerre est l'augmentation considérable de la production mondiale du contreplaqué et des panneaux de fibre. En

TABLEAU C-63. EXPORTATIONS DE SCIAGES DE RÉSINEUX, Y COMPRIS LES BOIS DE CAISSES : 1946-1954

RÉGIONS ET PAYS	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	..... milliers de mètres cubes								
<i>Europe :</i>	5 683	7 524	8 346	10 048	11 580	12 914	10 026	12 610	13 590
Autriche	37	159	463	1 173	2 255	2 410	2 438	2 775	3 290
Finlande	1 677	2 079	2 283	2 825	3 084	3 917	2 767	3 154	3 404
Suède	1 994	1 966	2 597	3 101	3 746	4 241	3 252	4 465	4 376
<i>U.R.S.S.</i>	1140	1370	2257	2617	2850	2635	2603	21 037	21 309
<i>Amérique du Nord :</i>	6 412	8 909	6 596	6 185	9 587	10 361	9 354	9 266	11 143
Canada	4 885	6 145	5 470	4 980	8 665	8 405	8 063	8 151	9 821
<i>Amérique latine :</i>	1 210	1 170	1 400	1 010	1 400	1 540	1 090	1 410	1 475
Brésil	867	793	943	624	822	1 088	636	923	
<i>Afrique.</i>	25	30	45	25	50	55	35	40	145
<i>Asie</i>	35	60	25	15	10	460	100	100	175
<i>Océanie.</i>	20	25	55	55	35	50	40	50	155
Total	13 530	18 090	16 720	17 960	23 510	26 020	21 250	24 510	27 690

¹Estimations de la FAO.

²Chiffres des importateurs ; exportations à destination de pays de l'Europe occidentale.

TABLEAU C-64. PRODUCTION DE CONTREPLAQUÉ ; 1946-1954

RÉGIONS	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	..... milliers de mètres cubes								
Europe.	525	730	910	1 095	1 305	1 595	1 495	1 615	1 900
U.R.S.S. ¹	400	500	600	700	810	850	880	950	1 000
Amérique du Nord	1 467	1 743	2 015	2 330	3 316	3 734	4 351	5 051	5 200
Amérique latine ¹	120	110	80	95	85	125	150	160	170
Afrique ¹	7	7	12	21	29	69	45	65	170
Asie ¹	175	228	241	199	189	285	390	550	1 660
Océanie	58	60	73	75	82	83	64	84	100
MONDE ¹	2 750	3 380	3 930	4 510	5 820	6 740	7 380	8 480	9 100

¹Estimations de la FAO.²Chiffres envisagés.

1946, la production du contreplaqué était tombée presque partout bien au-dessous du volume d'avant-guerre, mais la production mondiale était restée sensiblement la même, en raison surtout du développement considérable pris aux Etats-Unis par cette industrie pendant la guerre. En 1954, la production totale mondiale de contreplaqué était déjà deux fois et demie plus forte qu'en 1946. En U.R.S.S., la production a atteint en 1952 les niveaux record d'avant-guerre et, depuis, elle n'a cessé d'augmenter. En Asie, et surtout au Japon, immédiatement après la guerre, elle correspondait à environ la moitié de celle d'avant-guerre, mais durant la période considérée, elle a presque quadruplé par rapport à celle de 1946 et presque doublé par rapport à celle d'avant-guerre. En Amérique latine, la production totale de contreplaqué, après avoir nettement augmenté par rapport au niveau d'avant-guerre, avait diminué entre 1947 et 1950, car le Brésil, qui est le principal producteur de la région, avait produit moins, puis elle a enregistré une reprise notable et a doublé pendant la période 1950-54. Cette augmentation de la production totale de la région est due à la création et au développement de fabriques de contreplaqué dans des pays qui n'en produisaient que peu ou point avant la guerre. L'Afrique, d'autre part, est une des régions où l'augmentation relative s'est faite le plus rapidement. Le développement économique et industriel de diverses régions de ce continent et une meilleure connaissance des nombreuses variétés de feuillus disponibles ont permis de décupler la production de contreplaqué comparativement à celle de 1946, et plus encore si on se rapporte à la période d'avant-guerre. Dans la région du Pacifique, l'expansion des industries du contreplaqué, qui avait déjà commencé pendant la guerre, s'est

poursuivie à un bon rythme pendant la période considérée et la production a augmenté d'environ 70 pour cent.

Avant la guerre, les principaux pays exportateurs de contreplaqué étaient la Finlande, la Pologne et l'U.R.S.S., qui totalisaient ensemble environ 75 pour cent du commerce mondial de ce produit. Les exportations polonaises et soviétiques furent considérablement réduites par l'ouverture des hostilités. La Finlande au contraire maintint et même augmenta le volume des siennes. La Finlande fournit normalement environ la moitié du volume du commerce mondial de ce produit, qui est actuellement inférieur de 30 pour cent environ à celui d'avant-guerre. Le fort développement de la production mondiale de contreplaqué entre 1946 et 1954 a donc servi en premier lieu à satisfaire la demande intérieure des principaux pays producteurs. Le Royaume-Uni, qui a conservé sa position prédominante d'importateur de contreplaqué, absorbe encore actuellement de 30 à 50 pour cent du volume total du commerce mondial, contre 50 à 60 pour cent avant la guerre.

Un autre caractère de l'évolution subie par les industries forestières depuis la guerre est l'expansion de la production de panneaux de fibre, qui a plus que triplé par rapport à l'avant-guerre et plus que doublé pendant les dix années que nous considérons. La production s'est développée quantitativement, surtout en Europe et en Amérique du Nord, où elle a doublé par rapport au volume de 1938. Si l'augmentation du tonnage a été sensiblement la même dans les deux continents, l'Europe a plus que quintuplé sa production alors que l'Amérique du Nord l'a augmentée de deux fois et demie. Depuis 1946, la production européenne de panneaux de fibre a plus que triplé,

TABLEAU C-65. PRODUCTION DE PANNEAUX DE FIBRE ; 1946-1954

RÉGIONS	Panneaux durs								
	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	<i>milliers de tonnes</i>								
Europe.	205	255	320	380	515	645	545	620	1795
U.R.S.S. ¹	5	5	5	10	25	25	60	70	70
Amérique du Nord	255	283	351	240	387	357	442	435	496
Amérique latine.	—	—	—	—	20	20	30	30	140
Afrique	—	—	—	—	—	20	30	30	130
Asie	7	7	14	10	10	9	20	20	130
Océanie	8	19	21	26	34	34	47	61	180
MONDE.	480	570	710	665	990	1 110	1 175	1 265	11 540
	Panneaux isolants								
	<i>milliers de tonnes</i>								
Europe.	140	185	230	205	235	290	240	275	1315
U.R.S.S.	5	5	5	10	25	25	60	70	70
Amérique du Nord	731	835	977	669	862	965	908	995	1 057
Amérique latine	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Afrique	—	—	—	—	—	10	10	10	110
Asie	2	2	6	5	5	6	10	10	110
Océanie	5	11	14	14	19	18	43	49	150
MONDE	885	1 040	1 230	905	1 145	1 315	1 270	1 410	11 510

¹Estimations de la FAO.
— Néant ou négligeable.

celle de l'Amérique du Nord presque doublé. Dans aucune autre région du monde, il n'existait de fabriques de panneaux de fibre avant 1945. Dans la région du Pacifique et l'U.R.S.S., la production a fait des progrès marqués ; dans les autres régions, par contre, les progrès ont été relativement lents. Des deux catégories de panneaux de fibre, panneaux isolants et panneaux durs, c'est la production de ces derniers qui s'est développée le plus rapidement. Les multiples possibilités d'utilisation des panneaux durs avec le contreplaqué conduiront à une utilisation de plus en plus rationnelle des sciages.

Le commerce mondial des panneaux de fibre porte sur environ 10 pour cent de la production totale. La Suède à elle seule compte pour la moitié environ du commerce mondial, les pays du nord de l'Europe, considérés dans leur ensemble, pour plus de 70 pour cent. Le volume exporté par les autres pays est par conséquent plutôt insignifiant. Les importations sont plus uniformément réparties, mais le Royaume-Uni absorbe de 25 à 28 pour cent des importations mondiales de panneaux de fibre.

En 1955, la demande globale pour le contreplaqué et les panneaux de fibre semble avoir atteint

des niveaux plus élevés que jamais, et les chiffres de la production de ces deux produits atteindront donc probablement un nouveau record. Il est fort possible qu'en 1955, le commerce des panneaux de fibre atteigne tous les records précédents ; dans celui du contreplaqué, il se pourrait qu'un record pour l'après-guerre soit établi, sans toutefois que le chiffre d'avant-guerre soit atteint, du fait que les exportations soviétiques ont beaucoup diminué.

Pâte de bois

A la fin de la deuxième guerre mondiale, la production de pâte de bois était tombée, dans la plupart des pays, bien au-dessous des niveaux d'avant-guerre. Les deux grandes exceptions étaient les Etats-Unis et le Canada où elle continua à se développer rapidement jusqu'en 1941, resta assez stable au cours des années suivantes, et reprit son développement rapide dès que la guerre eût pris fin. Ainsi, la production mondiale de 1946 était restée sensiblement égale à celle de 1937/38, le développement enregistré en Amérique du Nord ayant contrebalancé le recul survenu dans le reste du monde. La fin de la guerre marqua une reprise extraordinaire de la demande. La capacité de pro-

duction avait été endommagée ou détruite en bonne partie pendant la guerre, surtout en Europe et en U.R.S.S., et de gros efforts allaient être nécessaires pour la ramener à son niveau d'avant la guerre. Mais un certain nombre de facteurs contribuaient à accroître fortement la demande de pâte et de papier : reprise industrielle, expansion économique, amélioration des niveaux de vie, diffusion de l'instruction élémentaire. Ainsi, de 1946 à 1954, la production mondiale de pâte a augmenté d'environ 85 pour cent. Cela entraînait une augmentation considérable des besoins en matière première, correspondant à 45-50 millions de mètres cubes de bois à pâte. Cette augmentation énorme des besoins de bois à pâte provoqua à certains moments de sérieuses pénuries des espèces de résineux traditionnellement utilisés pour la fabrication de la pâte ; elle fut aussi à l'origine d'une meilleure utilisation de la matière première traditionnelle et d'une utilisation plus large d'autres matières premières. La conséquence la plus importante de cette dernière circonstance est l'augmentation significative du volume de feuillus des régions tempérées utilisés pour la production de la pâte. Pendant ces dix dernières années, les recherches se sont poursuivies activement dans bien des pays pour trouver de nouvelles matières premières convenant à la production de la pâte et du papier. A l'origine de ces campagnes de recherches, il y avait, d'une part, dans les centres de production établis déjà de longue date, la crainte que les réserves de matières premières traditionnelles ne puissent suffire aux besoins futurs, et d'autre part, dans bien des régions où n'existent pas de résineux, le désir de créer de nouvelles industries qui seraient alimentées par de la matière première indigène. Les progrès techniques de ces dernières années ont montré que certaines des craintes exprimées à la Conférence préparatoire sur les problèmes mondiaux de la pâte de bois, réunie par la FAO à Montréal en 1949, étaient sans fondement. On peut maintenant affirmer en toute certitude que le monde dans son ensemble possède suffisamment de matières fibreuses (résineux, feuillus des régions tempérées et tropicales, bambous, herbacées et déchets végétaux) et les moyens techniques qui lui permettront de faire face à n'importe quelle augmentation concevable des besoins de pâte et de papier. La production nord-américaine, qui se situait déjà en 1946 à 78 pour cent au-dessus du niveau de 1938, avait, en 1954, augmenté de plus de 50 pour cent par rapport au chiffre de 1946. Bien au contraire, la production européenne de pâte de bois était réduite en 1946 à la moitié de celle d'avant-guerre. Il est vrai qu'en Allemagne

et en Europe orientale, la production était tombée à des niveaux qui ne représentaient plus que 10 à 15 pour cent du volume de l'avant-guerre immédiat. Par suite, les usines du nord de l'Europe, qui avaient moins souffert de la guerre, donnèrent en 1946, 78 pour cent de la production européenne contre 57 pour cent avant la guerre. Les trois pays nordiques ont toujours assuré la part principale des exportations mondiales de pâte ; devant la forte demande de pâte et de papier qui a suivi la fin de la guerre, la production a repris rapidement ; en 1954, elle dépassait, dans ces trois pays, d'environ 12 pour cent le niveau d'avant-guerre. Partout ailleurs en Europe, la reprise a été plus lente. Celle de l'Allemagne, tant occidentale qu'orientale, a été longuement retardée et, malgré un développement rapide ces dernières années, elle reste inférieure d'environ 700 000 tonnes à celle d'avant la guerre. Certains autres pays, la France et l'Italie par exemple, ont pu développer leur production au-delà des limites d'avant-guerre surtout en traitant davantage de feuillus. La forte capacité de production des usines de l'U.R.S.S. avait été détruite durant la guerre, et en 1946, la production n'atteignait pas encore la moitié de celle d'avant-guerre. De gros efforts ont été faits cependant pour la restaurer et même la développer, si bien qu'en 1954, la production avait presque doublé par rapport à celle d'avant la guerre. Les énormes ressources forestières de l'U.R.S.S., dont une partie relativement faible est exploitée industriellement, assurent à l'industrie soviétique de la pâte d'excellentes possibilités pour une expansion rapide.

Avant la guerre, le Japon était de loin le principal producteur de pâte en Extrême-Orient, mais depuis la fin de la guerre, sa production était tombée très bas. Ces dix dernières années ont toutefois vu une renaissance étonnante de cette industrie au Japon, si bien qu'en 1954 elle produisait environ 7 fois plus qu'en 1946 et trois fois plus qu'avant la guerre. Cette reprise rapide et soutenue s'est poursuivie jusqu'en mai 1954 ; depuis lors, les chiffres mensuels de la production n'ont pas changé beaucoup.

Assez récemment encore, la fabrication du papier en Chine était surtout une production artisanale de peu d'importance, utilisant de la matière première non ligneuse, et il se produisait peu de pâte de bois à l'échelle industrielle. Mais depuis la fin de la guerre civile, les besoins de la Chine en papier se sont accrus rapidement ; tandis que les autorités encourageaient les petites papeteries, où le travail se faisait à la main, à pousser au maximum leur production, les usines de pâte exis-

TABLEAU C-66. PRODUCTION DE PÂTE DE BOIS ; 1946-1954

RÉGIONS	Mécanique								
	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	..... milliers de tonnes								
Europe.	2 060	2 390	2 950	3 200	3 770	4 040	3 800	4 040	4 600
U.R.S.S. ¹	150	250	400	450	500	580	620	700	750
Amérique du Nord	5 968	6 379	6 666	6 646	7 313	7 793	7 815	7 766	8 057
Amérique latine ¹	80	90	100	110	120	120	150	150	160
Afrique ¹	—	—	—	—	5	5	5	10	15
Asie ¹	130	170	230	300	370	530	580	670	690
Océanie	45	49	54	76	87	85	98	125	130
MONDE ¹	8 430	9 330	10 400	10 780	12 170	13 150	13 070	13 460	14 400
	..... milliers de tonnes								
	Chimique								
	..... milliers de tonnes								
Europe.	3 640	4 450	5 150	5 390	6 140	6 750	6 080	6 490	17 600
U.R.S.S. ¹	250	400	600	650	800	900	1 000	1 100	1 200
Amérique du Nord	9 483	10 836	11 836	11 300	13 620	15 351	14 137	15 000	15 948
Amérique latine ¹	40	70	80	100	140	180	200	200	220
Afrique ¹	—	—	15	15	25	20	15	20	25
Asie ²	80	120	190	270	460	580	750	1 000	1 100
Océanie	41	71	43	61	67	69	114	102	120
MONDE ¹	13 530	15 950	17 910	17 790	21 250	23 850	22 300	23 910	26 210

¹Estimations de la FAO.²Estimations de la FAO, sauf pour 1946-48.

— Néant ou négligeable.

tantes étaient restaurées et développées, et il s'en créait de nouvelles. Toutefois, comme les forêts chinoises sont très localisées et de faible étendue, l'industrie chinoise du papier doit se contenter encore surtout de pâte fabriquée avec de la paille de riz, du bambou et, depuis quelque temps, avec les bagasses. Quant aux autres pays d'Extrême-Orient, la fabrication du papier est assez importante chez certains d'entre eux, comme l'Inde, mais elle se fait avec des matières premières autres que le bois, ou avec de la pâte de bois importée.

On peut en dire autant, d'une manière générale, de l'Amérique latine et de l'Afrique, mais on tend de plus en plus, dans ces deux régions comme en Extrême-Orient, étant donné la demande de plus en plus forte de papier, à développer une production nationale de pâte à partir de matières premières indigènes. C'est ainsi que la production de pâte de bois en Amérique latine par exemple, a triplé depuis 1946.

La structure du commerce international de la pâte de bois n'a guère changé au cours des dix dernières années. Le Canada et les pays de l'Europe septentrionale ont assuré la quasi-totalité des exportations : 97 pour cent en 1946 ; ce pour-

centage a ensuite diminué beaucoup et il n'était plus que de 96 pour cent en 1954. Les principaux pays importateurs sont les Etats-Unis et le Royaume-Uni, qui importent normalement chaque année de un million et demi à deux millions de tonnes de pâte chacun. Les Etats-Unis n'importent qu'une petite partie de la pâte dont ils ont besoin ; le Royaume-Uni par contre, qui est le premier producteur de papier en Europe, est presque entièrement tributaire de ses importations de pâte. Le développement rapide de la capacité de production de pâte aux Etats-Unis, depuis quelques années, rend l'industrie américaine moins tributaire des importations de pâte ; en 1954, la région nord-américaine est même devenue pour la première fois exportatrice nette de pâte. L'un des effets du développement inégal de la capacité de production de la pâte de bois dans les divers pays pendant et depuis la guerre a été d'accroître la concentration géographique déjà forte de la production et de la consommation de pâte. Cette circonstance a mis les pays petits consommateurs dans de sérieuses difficultés en 1950/51, lors du boom qui accompagna l'ouverture des hostilités en Corée et qui vit tripler parfois les prix de la pâte sur le marché international. Sous la pression de ces événements,

TABLEAU C-67. EXPORTATIONS DE PÂTE DE BOIS

	1946	1948	1950	1952	1954
	..... milliers de tonnes.....				
Pâte chimique . . .	3 260	3 960	4 740	4 220	5 660
Pâte mécanique. . .	690	810	1 010	970	1 150

la plupart des pays peu développés s'efforcèrent de s'affranchir des importations de matière première et cherchèrent à développer leur production nationale.

En 1955, il est probable que la production et le commerce de la pâte de bois dépasseront encore plus les précédents records. Bon nombre des nouvelles fabriques de pâte, qu'elles utilisent le bois ou d'autres matières premières, commenceront à produire cette année. Quant à la demande, aussi bien sur les marchés intérieurs qu'en ce qui concerne les exportations, elle ne paraît pas devoir se ralentir et le maintien de l'activité industrielle à un niveau élevé dans presque tous les pays du monde rend assez improbable d'ici la fin de cette année une modification soudaine de la tendance actuelle de la demande mondiale de la pâte de bois, que ce soit dans le sens de l'augmentation ou dans celui de la diminution.

Papier et carton

Avant la guerre, la production mondiale de papier et de carton venait d'atteindre au total les 30 millions de tonnes ; la moitié était produite et consommée en Amérique du Nord. La guerre et l'après-guerre n'ont fait qu'accentuer cette concentration géographique de la production et de la consommation ; en 1946, la production nord-américaine de papier et de carton représentait environ 75 pour cent de la production mondiale, qui se chiffrait par environ 30 200 000 tonnes. La différence entre les niveaux de consommation en Amérique du Nord et dans la plupart des autres pays, déjà énorme avant la guerre, était encore plus accentuée en 1946. Toutefois, les gros efforts déployés par bon nombre de pays à faible revenu, surtout en dehors de l'Amérique du Nord et de l'Europe, pour élever les niveaux de vie, ont eu pour effet que la consommation de papier et de carton y a augmenté relativement plus que dans les pays où cette consommation était déjà élevée avant la guerre. La production et la consommation mondiales étant pratiquement concentrées en Amé-

rique du Nord et en Europe, il a été très difficile, en 1950-51, d'approvisionner convenablement toutes les autres régions du monde ; il en est résulté çà et là des pénuries et une forte hausse sur le marché. Ces circonstances ne contribuèrent pas peu à rendre plus intense la campagne engagée par les Nations Unies et les Institutions spécialisées, notamment la FAO et l'UNESCO, en faveur de la création de nouvelles fabriques de papier et de carton dans les régions et les pays peu développés, de manière à leur permettre d'être moins tributaires des autres. Etant donné le rôle qui lui incombe dans le domaine des forêts et de l'économie forestière, la FAO a dû se charger de la plus grosse partie du travail, et ses efforts, bien que tournés plutôt vers l'avenir, ont toutefois donné immédiatement des résultats positifs.

Si la production mondiale de papier et de carton se trouvait, en 1946, plus ou moins au même niveau qu'avant la guerre, cela était dû entièrement à l'augmentation considérable que la production nord-américaine avait connue jusqu'en 1941. La production de papier, qui était alors devenue stationnaire dans cette région, de même que celle de la pâte, ne reprit qu'en 1945/46. Quant à la production nord-américaine de carton, elle avait au contraire augmenté pendant toutes les années de guerre, surtout parce qu'on utilisait de plus en plus des déchets de papier pour cette fabrication.

Dans les autres principales régions productrices de papier et de carton, c'est-à-dire l'Europe, l'U.R.S.S. et l'Asie, cette industrie a été très éprouvée, soit à cause des destructions d'usines, soit par des pénuries de matière première. Le niveau de la production est ainsi tombé à moins de la moitié de ce qu'il était avant-guerre dans chacune de ces trois régions. Par contre le potentiel des besoins s'était considérablement accru en raison de l'augmentation des divers besoins dont il a été fait état au chapitre précédent. La plus forte expansion des industries du papier et du carton s'est produite surtout dans les régions où elle était possible du fait de l'existence de ressources en matière première. En Europe, où la capacité de production était déjà fortement déterminée par les ressources forestières de la région, on s'efforça surtout de retrouver le niveau de la production d'avant-guerre. Dans quelques pays seulement, comme la Finlande et la Suède, les disponibilités nationales en matière première ont permis d'accroître la capacité de production. Dans plusieurs autres, comme la France, l'Italie et le Royaume-Uni, l'utilisation de nouvelles essences pour la fabrication de la pâte et une meilleure récupération

TABLEAU C-68. PRODUCTION DE CARTON ET AUTRES PAPIERS

RÉGIONS	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	..... milliers de tonnes								
Europe.	5 130	5 800	6 925	7 855	9 150	10 215	9 065	10 175	11 520
U.R.S.S. ¹	300	600	815	965	1 185	1 400	1 530	1 700	1 800
Amérique du Nord	17 860	19 659	20 387	18 844	21 255	23 965	21 173	23 150	23 850
Amérique latine ¹	165	270	300	340	570	690	715	700	750
Afrique ¹	—	—	—	—	50	50	120	130	140
Asie ¹	205	295	430	625	860	1 170	1 370	1 675	1 850
Océanie ¹	115	115	115	125	200	220	180	200	265
MONDE ¹	23 775	26 740	28 970	28 755	33 270	37 710	34 155	37 730	40 175

¹Estimations de la FAO.
— Néant ou négligeable.

des déchets de papier ont permis d'augmenter légèrement la production par rapport à celle d'avant-guerre.

En U.R.S.S., le volume de la production de papier et de cartons, tombé à un niveau assez bas en 1946, a augmenté rapidement et a bientôt dépassé les chiffres records d'avant-guerre. Dans ce pays où la matière première est abondante et qui réalise des progrès marqués dans la plupart des activités économiques et industrielles, le développement futur des industries du papier et du carton sera certainement plus important que dans bien d'autres pays.

L'un des problèmes les plus sérieux qui se posent à l'heure actuelle pour les industries du papier et du carton est de produire suffisamment de papier journal. La fabrication du papier journal nécessite, plus que celle d'autres produits analogues, des pâtes de bois à fibres longues obtenues surtout avec le bois d'épicéa; c'est pourquoi les usines sont établies surtout dans les régions à épicéas: Amérique du Nord, où le Canada fournit à

lui seul plus de la moitié de la production mondiale et les pays du nord de l'Europe. Tant qu'on n'aura pas trouvé le moyen de fabriquer du papier journal avec du bois d'autres espèces d'arbres, les usines qui alimentent le monde continueront à être concentrées dans ces régions. Le développement de la capacité de production du papier journal dans le monde s'est limité jusqu'à présent aux disponibilités en matière première dans les principaux pays qui en sont traditionnellement les fournisseurs. Mais l'industrie du papier et du carton s'est développée surtout, depuis dix ans, dans le domaine des papiers d'emballage et des cartonnages, pour la fabrication desquels on peut utiliser des matières premières très diverses. Aussi, ce développement ne s'est-il pas limité aux régions et aux pays qui en produisaient traditionnellement déjà avant la guerre, mais a-t-il suivi de près le progrès de l'activité industrielle et l'amélioration des niveaux de vie un peu partout dans le monde.

La structure du commerce mondial du papier et du carton n'a pas changé sensiblement depuis la

TABLEAU C-69. PRODUCTION DE PAPIER JOURNAL; 1946-1954

RÉGIONS	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	..... milliers de tonnes								
Europe.	1 440	1 575	1 870	2 270	2 570	2 645	2 615	2 825	2 950
U.R.S.S. ¹	110	135	270	330	360	400	425	450	475
Amérique du Nord	4 789	5 129	5 315	5 529	5 708	6 009	6 165	6 160	6 510
Canada.	(4 088)	(4 373)	(4 520)	(4 696)	(4 789)	(5 004)	(5 159)	(5 190)	(5 429)
Amérique latine.	10	20	30	35	65	75	105	110	110
Afrique	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Asie	80	95	110	115	140	185	390	530	560
Région du Pacifique.	30	30	30	30	30	30	35	45	50
MONDE.	6 460	6 985	7 625	8 310	8 875	9 345	9 735	10 120	10 655

¹Estimations de la FAO.
— Néant ou négligeable.

guerre. En 1946, le volume total de ce commerce était tombé plutôt bas comparativement aux niveaux d'avant-guerre, mais dans l'ensemble, sa distribution géographique était restée sensiblement la même. Le Canada et les pays du nord de l'Europe continuaient à fournir la plus grosse partie des exportations mondiales. Les États-Unis et le Royaume-Uni étaient les principaux importateurs de papier journal, tandis que les importations des autres qualités de papier et de carton se répartissaient plus uniformément entre les pays des diverses régions. Mais, depuis la guerre, les principaux pays exportateurs ont nettement tendance à s'orienter surtout vers l'exportation de produits plus finis et à réduire les exportations de pâte. Cette évolution risque de menacer l'existence de fabriques de papier dans bien des pays qui sont fortement tributaires des importations de matière première. Sans doute, la réduction des exportations de pâte contrarie-t-elle les désirs naturels de la plupart des pays importateurs, mais elle constitue l'aboutissement logique de la tendance à long terme du commerce mondial de la pâte et du papier.

TABLEAU C-70. EXPORTATIONS DE PAPIER ET DE CARTON

RUBRIQUES	1948	1950	1952	1953	1954
	..... 1946 = 100				
Papier journal	107	126	135	137	142
Autres papiers et carton	117	124	126	150	185

En 1955, le commerce international de la pâte de bois marquera vraisemblablement un nouveau record; d'autre part, la plupart des principaux pays exportateurs ont mis en service de nouvelles fabriques de papier et les conséquences en seront certainement très visibles déjà dans les chiffres du commerce de 1955. La demande demeure soutenue et jusqu'à présent il n'a été signalé aucune accumulation de stocks, ni dans les usines, ni chez les utilisateurs.

Perspectives

Quelles sont donc actuellement les perspectives immédiates de la production tirée des forêts dans les diverses régions? Si l'on considère l'ensemble

du monde, on peut s'attendre que l'évolution continuera à se faire dans le sens d'une augmentation de la production de pâte et des produits de pâte, tandis que la production de la plupart des produits forestiers moins finis demeurera vraisemblablement plus ou moins stationnaire. En Europe et en Amérique du Nord, où les richesses forestières sont déjà soumises à une exploitation assez intense, il reste peu de marge pour une augmentation de quelque importance du volume total de la production de bois rond. La demande de pâte augmente plus vite que celle de sciages et d'autres produits demi-finis; par conséquent, on peut raisonnablement prévoir que l'importance du bois à pâte dans le total des abattages augmentera encore. En outre, la tendance qui se dessine, dans certains pays jusqu'à présent surtout exportateurs de pâte, à pousser le degré de fini des produits et à accentuer l'intégration des industries de la pâte et du papier, serait le signe que les disponibilités exportables de pâte n'augmenteront pas et même diminueront peut-être légèrement. Ces pays produiront probablement plus de papier et de carton, ce qui peut avoir des effets défavorables sur les possibilités d'expansion des industries papetières des principaux pays importateurs de pâte. On fait de gros efforts partout dans le monde pour mieux tirer parti des ressources forestières exploitables, notamment en ce qui concerne la réduction en pâte des feuillus. Cette utilisation finira par permettre d'atténuer les pénuries des matières premières transformables en pâte que pourraient connaître les pays fortement tributaires des importations de bois de pâte ou de pâte de bois. Dans les régions peu développées comme l'Amérique latine et l'Afrique, l'industrie de la scierie et la fabrication de la pâte et du papier continueront vraisemblablement à se développer à une cadence plus ou moins régulière. L'élévation des niveaux de vie ainsi que l'expansion économique et industrielle ont des effets identiques sur la plupart des produits forestiers les plus importants. Toutefois, l'effort principal portera nettement sur le papier et le carton, en raison principalement du développement rapide de l'instruction. Il s'ensuit que le remplacement par d'autres matières premières des produits forestiers qui peuvent l'être le plus facilement, se poursuivra parallèlement aux efforts visant à mieux rationaliser les utilisations du bois sous forme de produits les moins finis.

Quant aux possibilités d'augmenter les disponibilités de bois rond, il semble raisonnable de s'attendre, dans des régions comme l'Amérique latine et l'Asie, à voir préférer de plus en plus, pour les plantations industrielles ou non, les essences à

accroissement rapide comme le peuplier et l'eucalyptus. Les plantations effectuées pour la protection des bassins hydrologiques et des cultures, comme brise-vents, etc., donneront aussi du bois pour l'industrie. Il faut compter aussi avec la mise en exploitation des forêts encore totalement ou partiellement inexploitées de l'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, et avec une meilleure connaissance et une utilisation plus poussée de certaines

essences feuillues peu connues, qui peuvent atténuer la pression de plus en plus forte qui s'exerce sur les disponibilités de résineux. Il ne faut pas négliger non plus le développement rapide de la production du bois rond en Union soviétique et les énormes possibilités qui lui restent encore ouvertes. Cette production peut contribuer à augmenter progressivement les disponibilités exportables, surtout de résineux.

TABLEAUX ANNEXES

TABLEAU ANNEXE 1. NOMBRES-INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE ET DE LA PRODUCTION AGRICOLE TOTALE

RÉGIONS	1946/47	1947/48	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53	1953/54	1954/55
..... moyenne d'avant-guerre = 100									
PRODUCTION ALIMENTAIRE									
Europe occidentale. . .	76	85	94	104	110	115	115	122	124
Amérique du Nord. . .	138	135	142	134	139	139	152	151	145
Amérique Latine. . .	115	120	121	122	130	125	135	136	139
Océanie.	92	108	109	116	111	104	117	120	116
Extrême-Orient (non compris la Chine) . .	91	93	97	100	100	102	105	110	109
Proche-Orient	103	102	114	112	120	126	135	144	138
Afrique.	107	111	117	124	128	130	137	142	142
Toutes les régions ci-dessus	103	106	112	114	118	120	126	130	129
MONDE ¹	93	97	104	107	111	112	117	120	120
PRODUCTION TOTALE DE L'AGRICULTURE									
Europe occidentale. . .	77	85	95	104	110	115	115	122	124
Amérique du Nord. . .	134	129	139	133	133	137	148	148	141
Amérique Latine. . .	111	114	116	119	125	121	131	132	135
Océanie.	95	107	110	117	112	107	121	122	120
Extrême-Orient (non compris la Chine) . .	88	92	96	99	100	103	106	109	109
Proche-Orient	102	101	113	112	121	126	135	143	138
Afrique.	108	112	118	125	130	133	140	144	145
Toutes les régions ci-dessus	101	104	111	113	116	119	125	128	127
MONDE ¹	92	96	103	106	110	112	117	120	120

¹ Y compris des estimations pour l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine.

TABLEAU ANNEXE 2. NOMBRES-INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE ET DE LA PRODUCTION AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT

RÉGIONS	1946/47	1947/48	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53	1953/54	1954/55
..... moyenne d'avant-guerre = 100									
PRODUCTION ALIMENTAIRE PAR HABITANT									
Europe occidentale. . .	72	79	87	95	100	103	103	108	109
Amérique du Nord. . .	124	119	123	114	116	114	123	120	113
Amérique Latine. . .	94	96	94	94	97	91	96	95	94
Océanie.	85	97	97	100	92	85	93	93	87
Extrême-Orient (non compris la Chine) . .	80	81	83	84	83	84	85	88	86
Proche-Orient	91	89	97	94	99	102	107	113	106
Afrique.	93	95	99	104	105	105	109	110	109
Toutes les régions ci-dessus	91	92	96	97	98	98	102	104	101
MONDE ¹	85	88	93	94	97	97	100	102	101
PRODUCTION AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT									
Europe occidentale. . .	72	79	87	95	100	103	103	108	109
Amérique du Nord. . .	121	114	120	113	111	113	120	117	110
Amérique Latine. . .	91	91	91	91	93	88	93	91	92
Océanie.	87	97	97	100	93	87	96	95	91
Extrême-Orient (non compris la Chine) . .	77	79	82	83	83	85	86	87	86
Proche-Orient	90	88	96	94	99	102	108	112	106
Afrique.	94	96	100	104	106	107	111	112	111
Toutes les régions ci-dessus	90	91	95	96	97	98	102	103	100
MONDE ¹	85	87	92	94	96	97	100	101	100

¹ Y compris des estimations pour l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine.

TABLEAU ANNEXE 3. RATION JOURNALIÈRE DE CALORIES ET DE PROTÉINES ANIMALES PAR HABITANT ; AVANT-GUERRE, 1947/48 ET 1950/51

RÉGIONS ET PAYS	Calories			Toutes protéines			Protéines animales		
	Avant-guerre	1947/48	1950/51	Avant-guerre	1947/48	1950/51	Avant-guerre	1947/48	1950/51
	nombre			grammes			grammes		
EUROPE									
Allemagne, Rép. Féd.	3 040	2 240	2 810	85	76	76	43	24	36
Autriche	3 000	2 300	2 790	88	73	81	39	21	35
France	2 870	2 480	2 830	97	83	93	43	35	43
Grèce	2 600	2 300	2 510	84	69	77	23	18	17
Irlande	3 400	3 260	¹ 3 500	99	104	¹ 96	47	50	¹ 49
Italie	2 520	2 230	2 430	82	71	77	20	16	20
Norvège	3 210	2 950	3 180	90	96	104	49	49	57
Pays-Bas	2 840	2 750	3 025	80	81	82	41	39	39
Portugal . . . . .	...	2 290	2 460	...	62	67	...	19	20
Royaume-Uni	3 110	2 990	3 100	80	90	88	44	44	46
Suède	3 110	2 940	3 230	95	95	95	59	62	60
Suisse	3 140	3 080	3 240	96	93	97	54	46	51
Yougoslavie	3 020	2 140	2 400	95	65	76	22	11	20
EXTRÊME-ORIENT									
Chine	2 230	2 115	...	71	66	...	6	5	...
Inde	² 1 970	² 1 690	1 640	² 56	² 48	45	² 8	² 8	6
Japon	2 180	¹ 1 670	2 100	64	50	54	10	8	10
Philippines	1 910	1 770	¹ 1 960	53	49	¹ 43	20	18	¹ 10
PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE									
Egypte	2 450	2 340	2 340	74	67	69	9	10	13
Turquie	2 450	2 120	2 510	79	68	80	12	12	12
Union sud-africaine	2 300	2 490	² 2 550	68	73	² 72	23	26	² 26
AMÉRIQUE LATINE									
Argentine	2 730	³ 2 210	³ 3 110	98	¹ 110	⁵ 98	62	⁵ 66	⁵ 63
Bésil	2 150	² 2 340	² 2 350	68	⁵ 63	⁵ 59	32	² 25	⁵ 17
Uruguay	2 383	² 2 890	² 2 940	90	⁶ 91	⁷ 99	61	⁵ 59	⁷ 67
AMÉRIQUE DU NORD									
Etats-Unis	3 150	3 220	3 180	89	97	91	50	61	61
Océanie									
Australie	3 300	3 260	3 280	103	105	97	67	67	65
Nouvelle-Zélande	3 260	³ 3 210	³ 3 275	100	¹ 100	¹ 104	67	¹ 64	¹ 70

¹ Les chiffres se réfèrent à l'année civile (1947 pour la colonne 1947/48, 1950 pour la colonne 1950/51).
² Y compris le Pakistan.
³ Si l'on inclut la production non déclarée, la ration totale de calories par habitant est estimée à 1970.
⁴ 1952/53.
⁵ Les chiffres se réfèrent à l'année civile (1948 pour la colonne 1947/48, 1951 pour la colonne 1950/51).
⁶ 1949.
⁷ 1952.
... Non disponibles.

TABLEAU ANNEXE 4. CONSOMMATION DE CERTAINS PRODUITS PAR HABITANT ; AVANT-GUERRE. 1947/48. 1950/51
ET DERNIÈRE ANNÉE POUR LAQUELLE ON POSSÈDE DES CHIFFRES

RÉGIONS ET PAYS	Période	Céréales ¹	Légumi- neuses et noix	Racines amylacées ²	Sucre Total	Viande ³	Lait et produits laitiers ⁴	Matières grasses ⁵
		..... kilogrammes par an						
EUROPE								
Allemagne (occidentale)	Avant-guerre	113	3	185	26	53	160	24
	1947/48	126	3	180	15	20	85	7
	1950/51	101	3	187	23	37	155	24
	1953/54	98	3	174	26	42	170	24
Autriche	Avant-guerre	138	4	96	24	49	200	20
	1947/48	138	6	113	12	20	100	10
	1950/51	127	3	107	24	38	180	19
	1953/54	116	3	108	26	44	200	19
France	Avant-guerre	124	8	143	24	61	150	16
	1947/48	102	7	176	17	54	110	13
	1950/51	118	7	125	27	62	160	16
	1953/54	109	6	124	30	71	160	15
Grèce	Avant-guerre	163	16	14	11	20	80	16
	1947/48	143	13	30	9	13	50	15
	1950/51	158	14	32	10	12	60	16
	1953/54	149	13	38	10	14	60	16
Irlande	Avant-guerre	131	2	195	38	55	150	16
	1947	132	1	197	26	60	170	19
	1950	131	2	189	40	53	200	23
	1953	133	2	183	40	54	200	23
Italie	Avant-guerre	164	22	37	7	20	75	13
	1947/48	151	16	40	7	13	70	10
	1950/51	153	15	33	12	16	90	12
	1953/54	155	14	46	16	19	95	13
Norvège	Avant-guerre	119	3	130	37	38	250	28
	1947/48	121	2	115	23	30	230	24
	1950/51	116	3	126	24	36	345	28
	1953/54	99	3	104	40	34	340	28
Pays-Bas	Avant-guerre	107	6	116	33	38	200	24
	1947/48	101	4	155	32	24	220	17
	1950/51	101	4	142	40	32	195	30
	1953/54	92	4	107	40	36	220	30
Portugal	1947/48	115	16	116	14	14	20	14
	1950/51	127	8	139	13	14	26	14
Royaume-Uni	Avant-guerre	95	5	82	45	64	150	25
	1947/48	111	5	115	38	43	190	20
	1950/51	100	6	110	37	50	220	26
	1953/54	92	6	98	47	57	210	23
Suède	Avant-guerre	96	4	122	46	49	300	21
	1947/48	83	3	131	42	44	250	21
	1950/51	92	4	116	50	51	315	24
	1953/54	79	3	103	45	51	300	24
Suisse	Avant-guerre	110	5	90	39	53	330	18
	1947/48	117	5	111	36	39	250	16
	1950/51	118	9	84	39	46	320	18
	1953/54	105	9	75	40	50	310	17
Yougoslavie	Avant-guerre	228	7	55	4	23	120	7
	1947/48	176	4	10	4	15	50	4
	1950/51	174	8	27	6	22	90	8
	1952/53	189	5	33	8	18	90	10

TABLEAU ANNEXE 4. CONSOMMATION DE CERTAINS PRODUITS PAR HABITANT ; AVANT-GUERRE, 1947/48, 1950/51
ET DERNIÈRE ANNÉE POUR LAQUELLE ON POSSÈDE DES CHIFFRES (*fin*)

RÉGIONS ET PAYS	Période	Céréales ¹	Légumineu- ses et noix	Racines amylacées ²	Sucre Total	Viande ³	Lait et produits laitiers ⁴	Matières grasses ⁵
..... kilogrammes par an								
EXTRÊME-ORIENT *								
Chine.	Avant-guerre	87 85	25	30	1	13	...	6
	1947/48	80 83	24	35	---	10	...	6
Inde	Avant-guerre ⁶	79 64	22	8	14	3	65	3
	1947/48 ⁶	68 48	20	7	14	3	56	4
	1950/51	55 56	23	8	14	1	47	3
	1952/53	58 60	23	10	12	1	47	3
Japon	Avant-guerre	134 28	8	63	14	4	4	2
	1947/48	105 32	4	56	3	1	2	1
	1950/51	109 45	5	56	5	2	6	1
	1953/54	103 46	5	56	13	3	10	2
Philippines	Avant-guerre	97 31	17	26	13	17	5	3
	1947/48	79 37	17	24	7	14	5	5
	1952/53	96 36	12	50	14	12	7	3
PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE								
Egypte	Avant-guerre	182	22	5	14	7	40	5
	1947/48	182	9	7	11	9	50	6
	1950/51	171	10	8	15	12	60	4
	1952/53	167	10	7	17	12	60	4
Turquie	Avant-guerre	193	10	6	8	17	35	7
	1947/48	162	8	11	6	16	35	6
	1950/51	192	11	19	11	16	40	7
Union sud-africaine	Avant-guerre	156	2	16	23	38	76	4
	1947	151	5	19	39	45	78	4
	1951	160	3	15	33	38	80	6
	1953	166	4	14	41	41	80	6
AMÉRIQUE LATINE								
Argentine	Avant-guerre	106	2	66	27	107	160	10
	1948	126	2	88	33	116	165	17
	1951	111	4	101	33	103	165	19
	1952	100	3	55	31	99	135	20
Brésil	Avant-guerre	78	23	91	25	50	...	6
	1948	79	26	123	30	39	...	6
	1951	92	24	122	32	29	...	7
	1952	89	25	120	33	27	...	7
Uruguay	Avant-guerre	85	2	40	24	107	150	13
	1949	96	3	43	36	114	150	16
	1952	94	1	58	32	126	165	15
AMÉRIQUE DU NORD								
Etats-Unis	Avant-guerre	90	7	64	49	64	200	22
	1947/48	82	7	57	47	78	220	21
	1950/51	76	7	49	50	75	250	22
	1953	72	7	46	48	78	240	22
Océanie								
Australie	Avant-guerre	101	2	49	54	120	160	19
	1947/48	98	4	60	52	112	170	16
	1950/51	99	6	42	59	110	195	19
	1952/53	94	4	43	48	108	175	19
Nouvelle-Zélande	Avant-guerre	87	3	50	50	109	220	21
	1947	92	4	46	46	95	250	18
	1950	88	4	51	54	106	270	23
	1953	87	5	40	46	100	270	25

* Pour l'Extrême-Orient, la première colonne sous la rubrique « Céréales » concerne le riz, la deuxième les autres céréales.

¹ En équivalent de farine et de riz usiné.

² Y compris la farine, en équivalent du produit frais.

³ En équivalent de poids carcasse. Y compris la volaille et les abats.

⁴ En équivalent de lait liquide. Non compris le beurre.

⁵ En équivalent de poids du produit.

⁶ Y compris le Pakistan.

... Non disponibles.

TABLEAU ANNEXE 5. VOLUME DES PRÊTS AGRICOLES CONSENTIS PAR LES INSTITUTIONS DE CRÉDIT ; 1951, 1952 ET 1953
(en équivalent de dollars E.U. ¹)

RÉGIONS ET PAYS	Total des prêts consentis en :			Total des prêts non remboursés à la fin de :		
	1951	1952	1953	1951	1952	1953
	<i>millions de dollars E.U.</i>			<i>millions de dollars E.U.</i>		
EUROPE						
Allemagne (occidentale)	—	179,1	228,3	220,2	329,1	455,7
Autriche ²	33,3	—	—	—	46,5	58,1
Belgique	13,5	21,0	26,8	83,3	89,7	100,7
Espagne	11,3	—	46,8	42,2	—	—
Finlande ²	—	—	—	185,7	192,2	199,9
France	—	1 240,2	1 629,0	—	964,8	1 197,7
Italie	—	—	—	1 220,0	1 414,2	1 741,3
Norvège ²	—	—	—	209,4	204,2	210,3
Portugal	—	14,6	18,7	—	18,4	22,0
Suède ²	—	—	—	583,8	574,9	618,0
Yougoslavie	55,0	79,7	35,6	55,4	127,0	131,9
AMÉRIQUE DU NORD						
Canada	—	—	—	—	526,0	565,9
Etats-Unis ^{2,3}	^{2,3} 502,0	2 851,0	2 784,0	7 837,0	8 408,0	8 249,0
AMÉRIQUE LATINE						
Argentine	—	789,4	1 080,0	—	860,0	1 083,9
Brésil ²	310,3	467,6	512,6	384,5	532,2	—
Chili ²	98,3	—	—	—	111,3	131,6
Colombie	154,6	208,6	—	72,5	107,2	—
Cuba	—	16,1	—	63,3	58,3	55,8
Equateur	—	16,7	—	—	20,4	—
Honduras	—	1,8	2,6	—	2,1	2,5
Mexique	—	316,5	135,0	—	118,9	126,0
Porto Rico	—	30,3	20,9	—	32,5	35,1
Rép. Dominicaine	8,5	14,6	—	—	15,3	—
OCÉANIE						
Australie	581,4	697,6	—	—	485,4	537,1
Nouvelle-Zélande	87,4	100,5	79,4	200,6	237,3	239,0
EXTRÊME-ORIENT						
Birmanie	7,6	12,6	11,2	—	—	4,3
Cambodge	0,2	0,4	0,8	—	0,5	0,8
Ceylan ²	6,3	7,1	—	9,5	12,2	—
Inde ²	122,1	104,7	—	115,0	142,1	—
Indonésie ²	—	32,0	36,5	—	17,2	29,2
Japon	1 267,3	1 151,5	1 217,4	459,8	601,2	1 075,5
Pakistan	55,2	35,3	—	9,9	—	—
Philippines	79,4	97,3	112,4	85,2	143,2	160,3
Thaïlande	3,5	8,9	9,3	9,8	16,3	21,4

TABLEAU ANNEXE 5. VOLUME DES PRÊTS AGRICOLES CONSENTIS PAR LES INSTITUTIONS DE CRÉDIT ; 1951, 1952 ET 1953 (*fin*)
(en équivalent de dollars E.U.¹)

RÉGIONS ET PAYS	Total des prêts consentis en :			Total des prêts non remboursés à la fin de :		
	1951	1952	1953	1951	1952	1953
	..... millions de dollars E.U. ....			..... millions de dollars E.U.		
PROCHE-ORIENT						
Egypte	34,6	54,7	60,0	—	21,5	19,7
Iran	—	2,1	3,1	—	6,3	6,8
Israël ²	—	—	—	—	21,1	35,0
Turquie	232,2	482,3	362,8	165,8	195,3	—
AFRIQUE						
Afrique occidentale française	—	1,8	4,5	—	0,4	5,7
Algérie	—	181,4	172,0	—	82,5	101,6
Côte de l'Or	0,8	1,4	—	0,3	0,3	—
Madagascar	—	1,5	0,9	—	1,8	3,1
Maroc	—	7,5	7,0	—	10,9	11,9
Mozambique	—	—	0,1	0,6	0,6	0,6
Nigeria	0,8	—	1,7	—	0,4	0,7
Ouganda	6,7	55,9	—	2,4	8,1	—
Rhodésie du Nord	—	1,4	5,3	—	1,4	3,9
Rhodésie du Sud	3,6	2,9	—	3,4	6,6	—
Tanganyika	0,4	0,3	—	6,6	0,8	—
Tunisie	—	4,2	7,4	—	11,8	15,2

NOTE : Il s'agit uniquement ici des prêts consentis par des institutions financières (institutions publiques et semi-publiques, banques, compagnies d'assurances, coopératives, etc.), à l'exclusion des avances consenties par les commerçants, négociants, prêteurs privés, etc. Le rôle de ces derniers est évidemment important, en particulier dans les pays les moins développés.

¹ La conversion en dollars s'est faite sur la base du taux de change de 1953. Lorsque les données originales ne se rapportaient pas à l'année civile, mais à une « campagne » (par exemple 1^{er} avril 1951 - 31 mars 1952), elles figurent dans la colonne consacrée à l'année civile qui a contenu la plus grande partie de la campagne (c'est-à-dire 1951 dans l'exemple ci-dessus).

² Les renseignements pour 1951 ou 1952 sont révisés, du fait que les pays intéressés ont envoyé des chiffres corrigés ou que le taux de change a été modifié.

³ A l'exclusion des prêts garantis par la *Commodity Credit Corporation*.

Source : Réponses au questionnaire de la FAO sur le crédit.

TABLEAU ANNEXE 6. EUROPE OCCIDENTALE : PRODUCTION DE CERTAINES DENRÉES

DENRÉES	Moyenne 1934-38	1946/47	1947/48	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53	1953/54	1954/55 chiffres provi- soires
	<i>milliers de tonnes</i>									
Céréales panifiables	38 260	31 575	22 315	34 093	37 191	37 344	36 590	39 290	41 942	42 900
Céréales secondaires ¹	35 186	28 313	27 575	30 105	32 106	30 314	36 115	33 752	38 994	36 700
Sucre (centrifugé)	3 962	3 467	2 946	4 396	4 354	5 884	5 799	5 423	7 081	6 450
Agrumes	1 993	1 397	1 644	1 834	1 624	2 166	2 218	2 640	2 442	2 400
Pommes	7 467	5 791	6 174	5 900	7 840	11 460	7 042	11 222	9 214	9 900
Vin	14 111	10 318	12 068	12 153	11 779	14 143	14 243	13 246	15 544	15 100
Huile d'olive ²	810	725	1 160	373	1 026	488	1 397	706	1 102	764
Tabac	187	175	235	223	245	261	282	238	278	270
Viande de bœuf et de veau	3 920	3 041	3 129	3 090	3 586	3 787	3 859	4 027	4 202	4 500
Viande de porc	4 183	2 092	2 217	2 656	2 653	3 933	4 240	4 689	4 782	5 000
Viande de mouton et d'agneau	732	513	454	502	581	573	580	614	637	680
Oeufs	2 134	1 334	1 626	1 866	2 211	2 356	2 325	2 375	2 550	2 700
Lait	80 974	63 595	63 355	73 426	81 564	86 745	87 710	89 431	92 943	95 000
<i>Indices de tous les pro- duits agricoles</i>	<i>100</i>	<i>77</i>	<i>85</i>	<i>95</i>	<i>104</i>	<i>110</i>	<i>115</i>	<i>115</i>	<i>122</i>	<i>124</i>

¹ Orge, avoine et maïs.² Nouvelle série comprenant des estimations pour l'huile de grignons.

TABLEAU ANNEXE 7. EUROPE OCCIDENTALE : EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS

PRODUITS	Moyenne 1934-38	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954 chiffres provi- soires
	<i>milliers de tonnes</i>									
EXPORTATIONS BRUTES										
Blé et farine de blé	1 276	269	252	284	660	1 360	940	623	1 040	2 300
Sucre	795	227	565	1 177	1 161	1 970	2 150	1 315	1 510	1 560
Agrumes	1 181	299	381	579	810	846	1 149	1 180	1 420	1 250
Vin	501	310	270	375	470	455	515	510	545	590
Bacon, jambon et porc salé	265	54	46	34	106	192	195	220	270	260
Oeufs en coquilles	200	26	42	76	140	250	195	200	224	250
Raisins secs	118	10	42	63	90	95	69	94	112	125
IMPORTATIONS BRUTES										
Blé et farine de blé	11 652	12 660	14 929	6 863	15 190	10 680	14 430	13 560	12 890	13 100
Maïs	8 479	144	3 445	3 760	5 000	4 300	3 800	3 950	4 240	4 250
Riz (en équivalent de riz usiné)	1 270	35	72	185	300	570	480	260	320	400
Sucre	3 433	2 379	3 345	4 150	4 050	4 450	4 400	4 020	5 170	3 750
Huiles végétales et oléa- gineux	2 763	1 074	1 494	1 704	2 318	2 437	2 795	2 481	2 399	2 716
Oranges	1 360	635	951	1 094	1 189	1 411	1 627	1 647	1 980	1 990
Viande de bœuf frais	671	563	615	512	487	417	268	240	400	363
Viande de mouton	350	439	456	390	366	400	252	370	365	340
Conserves de viande	80	451	252	136	155	175	245	210	190	200
Beurre	578	237	257	346	399	439	429	349	351	320
Fromage	229	261	234	205	300	274	304	255	280	275
Caoutchouc	359	383	406	463	489	673	741	696	655	685
Coton (fibre)	1 752	1 203	1 085	1 121	1 481	1 583	1 468	1 344	1 430	1 570
Jute	591	247	223	302	350	400	540	411	570	475
Laine (dessuintée)	501	428	484	474	534	509	353	429	530	470
Café	686	318	390	428	458	489	500	553	585	620
Thé	256	197	200	211	241	199	245	252	252	280
Cacao	365	269	256	255	355	405	365	328	389	400
Tabac	372	324	311	272	376	369	400	323	370	385
Vin	1 682	1 170	870	1 225	1 280	1 350	1 370	1 550	1 588	2 015

TABLEAU ANNEXE 8. EUROPE ORIENTALE ; PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES

ANNÉES	Bulgarie			Tchécoslovaquie			Allemagne orientale			Hongrie			Pologne			Roumanie		
	a	b	c	a	b	c	a	b	c	a	b	c	a	b	c	a	b	c
	<i>millions de tonnes</i>																	
1947	2,1	0,1	0,2	3,5	4,7	2,5	3,5	8,0	3,1	4,0	1,1	1,2	8,4	30,8	3,5	7,0	1,6	0,6
1948	...	...	0,5	4,7	6,6	4,5	4,4	12,4	4,1	6,3	2,1	1,8	11,7	26,8	4,2	...	1,2	0,8
1949	...	...	0,4	5,4	2,3	4,5	4,5	8,5	3,5	...	2,6	1,8	12,0	30,9	4,8	...	1,0	...
1952	2,9	...	0,4	4,8	...	4,7	6,0	12,0	5,0	3,7	1,1	1,2	11,1 Moy.	26,6	6,0	4,5	2,3	0,8
1953	4,3	...	0,8	5,0	8,5	5,5	5,3	12,0	5,0	5,3	2,2	2,5		31,3	6,9	6,0	...	...	0,9
1954	4,0	...	0,8	...	...	...	5,0	13,3	6,1	5,2	2,3	2,5	...	33,8	7,3	6,2	...	...

a - Céréales.
b - Pommes de terre.
c - Betterave à sucre.
... Non disponibles.

TABLEAU ANNEXE 9. U.R.S.S., CHINE ET EUROPE ORIENTALE ; PRODUCTION DE CÉRÉALES

ANNÉES	U.R.S.S. ¹	Chine ¹	Europe orientale ²
	<i>millions de tonnes</i>		
1947	...	...	28,5
1948	114,7	...	...
1949	124,5	...	...
1950	124,5	...	...
1951	121,2	...	...
1952	131,0	163,9	33,0
1953	³ (131,0)	165,0	37,0
1954	³ (131,0)	170,0	⁴ 37,0

¹ Y compris les légumineuses.

² Bulgarie, Tchécoslovaquie, Allemagne orientale, Hongrie, Pologne, Roumanie.

³ D'après les déclarations officielles, les chiffres pour 1953/54 sont les mêmes que pour 1952.

⁴ Estimation.

... Non disponibles.

TABLEAU ANNEXE 10. AMÉRIQUE DU NORD ; PRODUCTION DE CERTAINES DENRÉES

DÉNÉRÉS	1934-38 moyenne	1946/47	1947/48	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53	1953/54	1954/55 chiffres provi- soires
	<i>milliers de tonnes</i>									
Blé	133 800	42 640	46 510	45 760	40 002	40 310	41 735	54 074	48 540	34 529
Maïs	165 600	81 988	60 084	91 888	82 611	78 032	74 046	83 801	81 632	75 891
Riz (paddy)	956	1 474	1 597	1 736	1 848	1 755	2 077	2 182	2 386	2 669
Viande de bœuf et de veau	4 077	5 474	5 980	5 242	5 337	5 302	4 877	5 275	6 855	7 148
Viande de porc	3 591	5 512	5 209	4 993	5 082	5 300	5 668	5 777	4 984	4 958
Beurre	1 144	832	905	843	920	889	789	782	887	905
Oeufs	2 421	3 705	3 710	3 691	3 739	3 893	3 924	4 039	4 092	4 244
Lait	54 628	63 315	61 439	59 195	60 757	60 205	59 315	59 623	62 633	63 866
Soja	1 170	5 507	5 026	6 119	6 355	8 235	7 792	8 224	7 428	9 465
Arachides	540	925	990	1 060	846	924	760	620	720	473
Graines de coton	4 927	3 187	4 246	5 393	5 950	3 724	5 703	5 610	6 120	5 173
Tabac	619	1 117	1 006	955	957	975	1 127	1 086	995	1 080
Coton (fibre)	2 756	2 571	1 881	3 226	3 497	2 171	3 284	3 282	3 570	2 966
<i>Indices de tous les pro- duits agricoles</i>	<i>100</i>	<i>134</i>	<i>129</i>	<i>139</i>	<i>133</i>	<i>133</i>	<i>137</i>	<i>148</i>	<i>148</i>	<i>141</i>

¹ Moyenne 1937-41. La production moyenne pour 1934-38 avait été extrêmement basse en raison des dégâts causés par les grandes sécheresses de 1934 et de 1936.

TABLEAU ANNEXE 11. AMÉRIQUE DU NORD ; EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS

PRODUITS	1934-38 moyenne	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954
	<i>milliers de tonnes</i>									
EXPORTATIONS BRUTES										
Blé et farine de blé	6 030	15 852	19 664	18 560	18 080	12 440	20 790	22 040	16 780	13 100
Maïs	800	621	3 248	602	3 405	2 450	2 540	2 530	3 370	1 950
Riz (équivalent de riz usiné)	70	374	436	394	516	490	500	790	700	570
Sucre	80	327	208	46	39	220	100	110	70	50
Huiles végétales et oléa- gineux	16	98	144	257	460	322	456	293	295	560
Oranges	195	373	399	319	235	233	315	350	430	401
Viande de bœuf	7	176	80	55	47	40	43	32	18	14
Viande de porc	9	34	5	4	7	3	12	7	21	21
Conserves de viande	10	449	161	33	15	10	12	14	21	34
Fromage	34	133	105	61	69	50	50	3	10	4
Coton (fibre)	1 294	928	620	641	1 169	1 341	1 163	924	645	941
Tabac	204	313	241	201	233	229	250	197	247	220
IMPORTATIONS BRUTES										
Sucre ¹	3 200	3 577	5 090	4 423	5 066	3 930	3 820	4 040	3 993	4 000
Huiles végétales et oléa- gineux	770	387	549	464	412	493	491	363	387	452
Agrumes	131	285	262	255	221	216	241	270	290	295
Caoutchouc	523	398	757	791	712	864	795	856	700	645
Jute	74	80	45	79	67	82	112	45	98	44
Laine (dessuintée)	68	322	195	234	135	224	175	175	143	100
Café	807	1 276	1 154	1 296	1 368	1 147	1 259	1 260	1 310	1 070
Thé	56	61	57	58	62	77	59	63	70	72
Cacao	261	297	286	266	304	317	287	273	271	243
Tabac	32	38	42	39	41	41	48	48	48	49

¹ A l'exclusion des importations en provenance des territoires des Etats-Unis.

TABLEAU ANNEXE 12. AMÉRIQUE LATINE : PRODUCTION DE CERTAINES DENRÉES

DENRÉES	Moyenne 1934-38	1946/47	1947/48	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53	1953/54	1954/55 chiffres provi- soires
..... milliers de tonnes										
Maïs	17 982	16 680	16 330	14 989	13 502	15 615	15 006	16 582	19 214	19 000
Blé	8 620	7 560	9 240	7 923	7 695	8 580	4 880	10 640	9 820	11 344
Sucre (centrifugé).	6 887	10 996	11 616	11 304	11 503	12 238	14 092	12 400	12 664	12 775
Café.	2 112	1 680	1 706	1 844	1 866	1 795	1 932	2 008	1 980	2 007
Viande ¹	5 135	5 362	5 899	5 846	5 959	5 954	5 910	5 920	5 895	5 930
<i>Indices de tous les pro- duits agricoles</i>	<i>100</i>	<i>111</i>	<i>114</i>	<i>116</i>	<i>119</i>	<i>125</i>	<i>121</i>	<i>131</i>	<i>132</i>	<i>135</i>

¹ Viande de bœuf et de veau, de porc, de mouton et d'agneau.

TABLEAU ANNEXE 13. AMÉRIQUE LATINE ; EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS

PRODUITS	Moyenne 1934-38	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954 chiffres provi- soires
..... milliers de tonnes										
EXPORTATIONS BRUTES										
Blé et farine de blé	3 445	1 443	2 305	2 250	2 070	2 790	2 600	270	2 620	3 150
Maïs	6 620	2 355	2 557	2 688	1 105	850	640	720	1 120	2 150
Riz (équivalent de riz usiné).	110	313	352	346	144	240	230	300	160	110
Sucre	4 030	5 881	7 868	8 604	7 734	6 770	7 180	6 980	7 820	6 300
Viande de bœuf	507	269	363	341	416	255	183	145	167	170
Viande de mouton	67	148	148	90	75	56	30	57	60	70
Viande de porc	12	26	6	16	15	11	15	7	14	18
Conserves de viande.	123	170	150	153	113	121	124	72	80	100
Coton (fibre).	340	561	443	379	321	400	440	400	565	725
Laine (dessuintée)	117	189	162	169	103	158	68	104	161	95
Café.	1 398	1 519	1 467	1 658	1 779	1 452	1 559	1 593	1 700	1 360
Tabac.	57	115	72	62	73	72	72	73	62	66
Cacao	208	207	187	156	206	222	180	147	199	210
IMPORTATIONS BRUTES										
Blé et farine de blé	1 670	1 835	2 516	2 160	2 310	2 950	3 070	3 510	3 390	3 150
Riz (équivalent de riz usiné).	390	224	386	320	355	410	430	320	340	270
Sucre	240	462	307	337	367	380	380	300	390	370
Pommes de terre.	180	130	193	310	221	220	220	200	235	175
Coton (fibre).	9	56	49	50	54	59	45	50	50	80
Café.	29	60	58	55	45	43	40	34	43	45

TABLEAU ANNEXE 14. OCÉANIE : PRODUCTION DE CERTAINES DENRÉES

DENRÉES	Moyenne 1934-38	1946/47	1947/48	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53	1953/54	1954/55 chiffres provi- soires
..... milliers de tonnes										
Laine (dessuintée)	323	364	373	388	417	410	405	466	454	470
Viande ¹	1 415	1 414	1 458	1 511	1 619	1 589	1 518	1 648	1 742	1 783
Beurre	2377	282	323	340	351	354	334	376	352	352
Blé	4 380	3 300	6 100	5 350	6 070	5 185	4 450	5 440	5 510	4 640
Sucre centrifugé	942	672	760	1 098	1 080	1 034	872	1 097	1 468	1 510
<i>Indices de tous les pro- duits agricoles</i>	<i>100</i>	<i>95</i>	<i>107</i>	<i>110</i>	<i>117</i>	<i>112</i>	<i>107</i>	<i>121</i>	<i>122</i>	<i>120</i>

¹ Viande de bœuf et de veau, de porc, de mouton et d'agneau.

² Nouvelle-Zélande 1936-39, Australie 1939.

TABLEAU ANNEXE 15. OCÉANIE ; EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS

PRODUITS	Moyenne 1934-38	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954 chiffres provi- soires
..... milliers de tonnes										
EXPORTATIONS BRUTES										
Blé et farine de blé	2 787	1 492	1 291	3 486	3 193	3 220	3 348	2 223	2 730	2 100
Sucre	560	261	168	470	600	510	370	380	920	800
Coprah	132	57	88	95	107	126	132	132	120	145
Viande de bœuf	155	131	176	169	136	129	107	96	203	176
Viande de mouton et d'agneau.	272	320	322	286	335	321	232	342	307	341
Viande de porc	37	23	11	12	19	16	13	10	14	12
Conserves de viande	8	63	48	59	46	47	59	112	79	80
Beurre	240	172	201	220	219	225	184	221	202	184
Fromage.	95	97	113	100	118	124	128	118	122	117
Laine (dessuintée)	293	412	414	438	472	445	362	440	448	410
IMPORTATIONS BRUTES										
Blé et farine de blé	60	119	174	205	200	190	200	280	250	250
Sucre	80	86	83	100	80	130	100	110	100	120

TABLEAU ANNEXE 16. EXTRÊME-ORIENT (NON COMPRIS LA CHINE CONTINENTALE) : PRODUCTION DE CERTAINES DENRÉES

DENRÉES	Moyenne 1934-38	1946/47	1947/48	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53	1953/54	1954/55 chiffres provisoires
..... milliers de tonnes										
Céréales										
Riz (équiv. de riz usiné)	64 080	59 615	60 950	64 965	65 904	63 879	64 386	67 976	74 608	69 773
Blé	12 111	10 325	9 177	10 453	11 409	11 955	12 138	11 025	11 525	13 440
Autres céréales.	26 404	21 682	23 333	23 420	25 071	23 193	23 689	26 872	29 957	29 800
Total	102 595	91 622	93 460	98 838	102 384	99 027	100 213	105 873	116 090	113 013
Sucre (centrifugé et brut)	6 583	3 815	4 748	4 984	5 174	5 516	6 470	6 630	6 682	6 972
Racines amylicées	21 260	21 500	21 600	24 400	25 100	25 700	25 900	28 400	29 100	29 100
Légumineuses	7 960	8 220	9 650	9 860	9 870	10 000	9 560	10 510	11 220	11 450
Oléagineux (en équivalent d'huile).	4 400	3 920	4 000	3 840	4 340	4 620	4 760	4 620	4 980	5 100
Thé.	454	416	442	468	500	532	569	587	567	600
Tabac.	793	596	552	534	586	626	631	638	705	768
Coton	1 090	644	629	553	753	803	875	933	1 009	1 025
Jute	1 526	1 010	1 565	1 392	1 186	1 706	2 023	2 110	1 043	1 090
Caoutchouc	983	780	1 203	1 477	1 439	1 805	1 812	1 707	1 636	1 720
Indices de tous les produits agricoles	100	88	92	96	99	100	103	106	109	109

TABLEAU ANNEXE 17. EXTRÊME-ORIENT (NON COMPRIS LA CHINE CONTINENTALE) ; EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS

PRODUITS	Moyenne 1934-38	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954 chiffres provisoires
..... milliers de tonnes										
EXPORTATIONS BRUTES										
Riz (équivalent de riz usiné).	8 922	1 298	1 644	2 676	2 853	2 982	3 629	3 148	2 720	3 000
Sucre	3 185	25	50	472	877	1 159	1 003	1 390	1 915	1 750
Huiles végétales et oléagineux	1 707	648	1 045	1 067	1 181	1 320	1 513	1 331	1 169	1 291
Caoutchouc	1 150	1 075	1 537	1 755	1 665	2 250	2 260	2 020	1 870	1 960
Coton (fibre).	685	197	219	281	232	288	244	310	355	185
Jute	781	353	284	580	635	1 136	1 070	570	990	790
Café.	98	8	7	7	15	30	31	24	41	40
Thé.	357	288	333	356	421	383	440	401	450	440
Tabac.	96	43	36	50	51	73	84	67	60	54
IMPORTATIONS BRUTES										
Riz (équivalent de riz usiné).	6 127	1 692	1 777	2 526	2 520	2 764	3 717	3 907	3 295	3 200
Blé et farine de blé	1 000	2 944	3 198	3 320	5 252	4 006	5 935	5 757	6 354	3 800
Toutes céréales ¹	7 689	5 372	6 945	6 834	8 976	9 143	11 706	11 614	11 232	8 200
Huiles végétales et oléagineux.	376	87	119	178	269	347	305	278	297	410
Caoutchouc	253	198	364	359	302	559	666	496	389	457
Coton (fibre).	912	272	280	246	435	618	604	690	667	700
Jute	39	4	10	13	265	329	480	300	270	240

¹ Blé et riz, orge, avoine, maïs, millet et sorgho.

TABLEAU ANNEXE 18. PROCHE-ORIENT : PRODUCTION DE CERTAINES DENRÉES

DENRÉES	Moyenne 1934-38	1946/47	1947/48	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53	1953/54	1954/55 chiffres provi- soires
<i>milliers de tonnes</i>										
Blé	9 595	8 500	7 560	10 810	8 980	10 730	11 860	13 255	15 740	13 430
Orge	4 200	4 180	3 750	4 830	4 470	5 060	5 350	6 300	6 910	5 580
Toutes céréales ¹	21 093	20 433	18 825	24 629	21 778	24 332	25 701	28 516	32 374	28 930
Sucre (centrifugé)	224	334	387	367	362	416	485	503	563	600
Agrumes	786	843	987	725	649	860	940	986	1 090	1 090
Coton (fibre)	562	387	406	559	607	707	674	796	668	730
Tabac	86	137	137	98	124	120	124	122	155	133
<i>Indices de tous les pro- duits agricoles</i>	<i>100</i>	<i>102</i>	<i>101</i>	<i>113</i>	<i>112</i>	<i>121</i>	<i>126</i>	<i>135</i>	<i>143</i>	<i>138</i>

¹ Blé, orge, seigle, avoine, maïs, millet et sorgho, riz (paddy).

TABLEAU ANNEXE 19. PROCHE-ORIENT : EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS

PRODUITS	Moyenne 1934-38	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954 chiffres provi- soires
<i>milliers de tonnes</i>										
EXPORTATIONS BRUTES										
Blé et farine de blé	235	119	224	70	200	370	150	620	840	1 250
Orge	360	496	339	36	445	580	550	630	840	1 050
Maïs	10	7	45	23	7	10	20	40	40	50
Millet et sorgho	150	64	101	40	148	85	90	70	155	50
Riz (équivalent de riz usiné)	150	262	182	357	368	200	350	80	70	100
Toutes céréales ¹	918	953	908	526	1 168	1 245	1 170	1 440	1 945	2 500
Sucre	70	13	8	31	17	10	10	10	20	10
Huile d'olive	12	6	1	4	2	3	5	5	9	4
Toutes huiles végétales et oléagineux	16	11	6	18	28	24	20	27	33	23
Citrons et limes	12	3	2	2	3	5	11	21	18	15
Oranges	328	227	350	306	191	201	220	220	260	425
Tous agrumes	340	231	352	308	194	206	231	241	278	440
Coton (fibre)	470	311	392	415	462	570	440	460	635	485
Laine (dessuintée)	16	14	13	12	8	19	18	13	13	9
Tabac	35	36	49	44	84	55	70	62	76	55
IMPORTATIONS BRUTES										
Blé et farine de blé	300	411	291	777	1 242	1 360	1 940	1 710	1 350	900
Orge	20	67	78	49	28	60	90	60	80	50
Maïs	10	1	100	375	176	190	40	60	40	30
Sorgho	40	25	51	9	47	65	65	65	55	50
Riz (équivalent de riz usiné)	94	23	23	70	51	80	70	60	70	60
Toutes céréales ¹	470	529	544	1 280	1 544	1 755	2 205	1 955	1 595	1 090
Sucre	320	208	239	388	447	620	400	470	650	600
Huiles végétales et oléa- gineux	38	26	16	30	34	28	44	48	35	38
Citrons et limettes	4	1	1	—	1	1	4	4	2	2
Oranges	8	13	9	3	3	6	33	34	27	20
Tous agrumes	12	14	10	3	4	7	37	38	29	22
Café	37	43	47	44	46	44	35	36	37	35
Thé	26	19	37	41	51	50	56	52	58	60

¹ Y compris l'avoine.

TABLEAU ANNEXE 20. AFRIQUE : PRODUCTION DE CERTAINES DENRÉES

DENRÉES	Moyenne 1934-38	1946/47	1947/48	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53	1953/54	1954/55 chiffres provi- soires
	..... milliers de tonnes									
Blé	2 500	2 500	2 020	2 530	2 800	3 225	2 960	3 450	3 630	4 073
Orge	2 090	1 630	1 670	2 410	2 820	2 240	2 410	2 790	3 170	2 915
Maïs	4 490	5 118	6 235	4 756	5 447	5 600	5 032	6 565	7 041	6 700
Riz (paddy)	1 684	1 888	1 875	2 002	2 078	2 426	2 434	2 495	2 670	2 700
Sucre (centrifugé)	950	1 024	1 140	1 236	1 276	1 438	1 335	1 496	1 590	1 722
Arachides (en équivalent d'huile)	437	618	669	682	645	592	789	800	855	837
<i>Indices de tous les pro- duits agricoles</i>	<i>100</i>	<i>108</i>	<i>112</i>	<i>118</i>	<i>125</i>	<i>130</i>	<i>133</i>	<i>140</i>	<i>144</i>	<i>145</i>

TABLEAU ANNEXE 21. AFRIQUE : EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS

PRODUITS	Moyenne 1934-38	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954 chiffres provi- soires
	..... milliers de tonnes									
EXPORTATIONS BRUTES										
Céréales ¹	1 468	323	447	737	1 475	1 490	1 365	1 255	1 295	1 850
Sucre	660	511	510	637	746	660	800	760	850	980
Arachides (en équivalent d'huile)	331	239	229	257	298	262	185	258	284	340
Palmistes (en équivalent d'huile)	302	223	249	293	329	347	311	324	335	356
Huile d'arachide	3	43	43	61	80	82	77	87	146	100
Huile de palme	243	214	235	286	334	346	326	350	371	385
Agrumes	1 620	1 253	2 272	3 270	3 970	4 690	4 710	4 740	4 930	5 550
Coton (fibre)	130	167	153	164	196	190	190	220	220	235
Laine (dessuintée)	53	123	53	57	51	53	50	60	60	65
Café	114	199	222	244	231	252	286	290	285	290
Cacao	462	433	385	428	517	509	487	468	523	440
Tabac	31	34	45	58	63	74	72	74	77	82
IMPORTATIONS BRUTES										
Céréales ¹	781	2 205	981	1 102	954	1 026	1 202	1 351	1 414	1 050
Sucre	370	244	325	397	452	530	600	630	700	720

¹ Blé et farine de blé, orge, maïs, sorgho, riz, avoine.

STABILIMENTO TIPO-LITOGRAFICO FAUSTO FAILLI - ROMA

RAPPORT SUR LE RECENSEMENT MONDIAL DE L'AGRICULTURE DE 1950

Première partie : RÉSULTATS PAR PAYS

Cet ouvrage est le premier d'une série de trois volumes qui dresseront le bilan complet des ressources agricoles du monde. Le recensement porte sur 63,6 pour cent de la superficie totale des terres du globe (il ne comprend pas l'U. R. S. S. et la Chine) ; les pays et territoires où il a été effectué groupent les deux tiers de la population mondiale. Le **Rapport sur le recensement mondial de l'agriculture de 1950** montrera comment se répartissent, sur les terres du globe, les diverses formes que revêt la production agricole ; il permettra de se faire une idée du régime social sous lequel les agriculteurs exploitent leurs terres et aussi des changements qui s'imposent dans certains pays pour augmenter la production mondiale et améliorer la structure agraire.

Première partie - Résultats par pays : volume à feuillets mobiles qui sera complété à mesure que d'autres résultats deviendront disponibles. Le premier fascicule comprend le résultat du recensement dans 32 pays et territoires ; la publication complète présentera sous une forme commode et avec le maximum d'uniformité les résultats pour une centaine de pays.

Ce premier volume est publié en anglais et en français. L'édition espagnole est en préparation. 1955 ; 156 pages, \$2,00

AGENTS DE VENTE DES PUBLICATIONS DE LA FAO

Allemagne : Paul Parey, Lindenstrasse 44-47, Berlin S. W. 68. — **Argentine** : Editorial Sudamericana, S.A., Alsina 500, Buenos Aires. — **Australie** : H. A. Goddard Pty. Ltd., 255a George Street, Sydney. — **Autriche** : Wilhelm Frick Verlag, Graben 27, Vienne 1. — **Belgique** : Agence et Messageries de la Presse, 14-22 rue du Persil, Bruxelles. — **Birmanie** : (En gros) Orient Longmans Ltd., 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13, Inde. — **Brsil** : Livraria Agir, rua Mexico 98-B, Rio de Janeiro. — **Canada** : The Ryerson Press, 299 Queen Street West, Toronto 2, Ontario ; Periodica, 5112 avenue Papineau, Montréal 34. — **Ceylan** : (En gros) Orient Longmans Ltd., 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13, Inde. — **Chili** : Sala y Vila Ltda., Bandera 140-F, Casilla 180 D, Santiago. — **Chypre** : Marcos E. Constantinides, P.O. Box 473, Nicosie. — **Colombie** : « Agricultura Tropical », Carrera 13, N. 13-17, Bogotá. — **Costa Rica** : Trejos Hermanos, Apartado 1313, San José. — **Cuba** : René de Smedt, La Casa Belga, O'Reilly 455, La Havane. — **Danemark** : Ejnar Munksgaard, Norregade 6, Copenhague K. — **Egypte** : Librairie de la Renaissance d'Egypte, 9 Sh. Adly Pacha, Le Caire. — **Equateur** : « La Hacienda », Escobedo N. 1003 y P. Icaza, Guayaquil ; Libreria Muñoz Hnos. y Cia. Apartado 522, Quito. — **Espagne** : Mundi-Prensa, Lagasca 38, Madrid ; José Bosch Librero, Ronda Universidad 11, Barcelone. — **Etats-Unis d'Amérique** : Columbia University Press, International Documents Service, 2960 Broadway, New York 27, N. Y. — **Finlande** : Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki. — **France** : Les Editions A Pedone, 13 rue Soufflot, Paris (5e). — **Grèce** : « Eleftheroudakis », place de la Constitution, Athènes. — **Haïti** : Max Bouchereau, Librairie « A la Caravelle », B. P. 111 B, Port-au-Prince. — **Inde** : (Agent principal) Orient Longmans Ltd., 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13 ; Nicol Road, Ballard Estate, Bombay 1 ; 36 A Mount Road, Madras 2 ; 17/60 Sanyasiraju Street, Gandhinagar, Vijayawada 2 ; Kanson House, Delhi-Ajmeri Gate Scheme, New Delhi ; (Vente au détail) : Oxford Book and Stationery Co., Scindia House, New Delhi ; 17 Park Street, Calcutta. — **Irlande** : The Controller Stationery Office, Dublin. — **Islande** : Halldor Jonsson, Mjostaeti 2, Reykjavik ; Jonsson et Juliusson, Garðastræti 2, Reykjavik. — **Israël** : Blumstein's Bookstores Ltd., P. O. Box 4154, Tel Aviv. — **Italie** : Libreria Internazionale Ulrico Hoepli, Galleria, Piazza Colonna, Roma ; Libreria Internazionale Dr. Romano Romani, 16 via Meravigli, Milano. — **Japon** : Maruzen Company Ltd., Tori-Nichome 6, Nihonbashi, Tokyo. — **Liban** : Librairie Universelle, avenue des Français, Beirut. — **Mexique** : Manuel Gómez Pezuela e Hijo, Donceles 12, Mexico, D. F. — **Norvège** : Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustsgt. 7A, Oslo. — **Nouvelle-Zélande** : Whitcombe et Tombs, Ltd., Auckland, Wellington, Hamilton, Christchurch, Dunedin, Invercargill et Timaru. — **Pakistan occidental** : Ferozsons, 60 The Mall, Lahore. — **Pakistan oriental** : Farcos' Publications, 2 Inglis Road, P. O. Box 13, Ramna, Dacca. — **Pays-Bas** : N. V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, La Haye. — **Paraguay** : Agencia de Librerías de Salvador Nizza, Calle Pte. Franco No. 39-43, Asunción. — **Pérou** : Libreria Internacional del Perú, S. A., Casilla 1417, Lima. — **Philippines** : D. P. Pérez Company, 132 Riverside, San Juan, Rizal. — **Portugal** : Livraria Bertrand, S. A. R. L., rua Garrett 73, Lisbonne. — **Royaume-Uni** : H. M. Stationery Office, P. O. Box 569, Londres, S. E. 1. — **Salvador** : Manuel Navas y Cia., 1' Avenida Sur 35, San Salvador. — **Suède** : C. E. Fritze, Fredsgatan 2, Stockholm 16 ; Gumperts AB, Gøteborg ; Henrik Lindstahls Bokhandel, Odengatan 22, Stockholm. — **Suisse** : Librairie Payot, S.A., Lausanne et Genève ; Hans Raunhardt, Kirchgasse 7, Zurich 1. — **Syrie** : Librairie Universelle, avenue Fouad 1er, B. P. 336, Damas. — **Taiwan** : The World Book Company Ltd., 99 Chungking Road, Section 1, Taipei. — **Thaïlande** : S'adresser au Bureau régional de la FAO pour l'Asie et l'Extrême Orient, Malivan Mansion, Bangkok. — **Turquie** : Librairie Hachette, 469, Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul. — **Union Sud-Africaine** : Van Schaik's Book Store Pty. Ltd., P. O. Box 724, Pretoria. — **Uruguay** : Hector D'Elia, Oficina de Representación de Editoriales, 18 de Julio 1333, Montevideo. — **Venezuela** : Suma S. A., Sabana Grande 102, El Recreo, Caracas. — **Yougoslavie** : Drzavno Preduzece, Jugoslovenska Knjiga, Belgrade. — **Autres pays** : Les commandes ou les demandes de renseignements émanant de pays pour lesquels des agents de vente n'ont pas encore été désignés peuvent être adressées à : Service de vente des documents, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Viale delle Terme di Caracalla, Rome (Italie).

Le prix des publications de la FAO est indiqué en dollars des Etats-Unis ; le paiement peut être effectué aux agents de vente en monnaie locale.

Prix : \$2,50